

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115493108>

CAI
XB
-856

23
Government
Publication

C-271

C-271

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-271

PROJET DE LOI C-271

An Act to amend the Auditor General Act
(request for an inquiry)

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
(demande d'enquête)

First reading, October 7, 1987

Première lecture le 7 octobre 1987

MR. RODRIGUEZ

M. RODRIGUEZ

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-271

PROJET DE LOI C-271

An Act to amend the Auditor General Act
(request for an inquiry)

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur
général
(demande d'enquête)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

1976-77, c. 34

Report
requested by
standing
committee of
House of
Commons

Report to be
laid

1. The *Auditor General Act* is amended
by adding thereto, immediately after section
11 thereof, the following section:

“**11.1** (1) Upon the request of a stand-
ing committee of the House of Commons,
the Auditor General shall carry out an
inquiry into, and make a report on, any
matter relating to the financial affairs or
public property of Canada, within such
time as the committee deems advisable.

(2) The report shall be submitted to the
Speaker of the House of Commons who
shall lay it before the House of Commons
forthwith upon receipt thereof, or if the
House is not then sitting, on the first day
next thereafter that it is sitting.”

1. La *Loi sur le vérificateur général* est
modifiée par insertion, après l'article 11, de
ce qui suit :

«**11.1** (1) À la demande d'un comité
permanent de la Chambre des communes,
le vérificateur général fait une enquête et
rédige, dans le délai que le comité juge
opportun, un rapport sur toute question
relative aux affaires financières ou aux
biens publics du Canada.

(2) Le rapport est soumis à l'Orateur de
la Chambre des communes qui le dépose
immédiatement devant la Chambre des
communes ou, si la Chambre ne siège pas,
le premier jour de séance suivante.»

1976-77, ch. 34

Rapport à la
demande d'un
comité
permanent de la
Chambre des
communes

Dépôt du
rapport

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to empower standing committees of the House of Commons to require the Auditor General of Canada to inquire into, and report upon, any matter relating to the financial affairs or public property of Canada. The report would be submitted to the Speaker of the House of Commons and laid before the House forthwith by the Speaker.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi fait en sorte qu'un comité permanent de la Chambre des communes puisse demander au vérificateur général du Canada de faire une enquête et de rédiger un rapport sur toute question relative aux affaires financières ou aux biens publics du Canada. Le rapport doit être soumis à l'Orateur de la Chambre des communes qui le dépose immédiatement devant la Chambre des communes.

A1
XB
-B56

C-272

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-272

An Act to amend the Food and Drugs Act
(food irradiation)

First reading, November 20, 1987

MR. ALTHOUSE

C-272

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-272

Loi modifiant la Loi des aliments et drogues
(irradiation des aliments)

Première lecture le 20 novembre 1987

M. ALTHOUSE



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-272

PROJET DE LOI C-272

An Act to amend the Food and Drugs Act
(food irradiation)

Loi modifiant la Loi des aliments et drogues
(irradiation des aliments)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. F-27
1. Section 26 of the *Food and Drugs Act*
is repealed and the following substituted
therefor:

1. L'article 26 de la *Loi des aliments et*
5 drogues est abrogé et remplacé par ce qui 5
suit :

Penalty
"26. (1) Every person who contravenes
any of the provisions of Parts I to IV or
the regulations commits an offence and is
liable

10

- (a) on summary conviction for a first
offence to a fine not exceeding five hun-
dred dollars or to imprisonment for a
term not exceeding three months, or to
both, and for a subsequent offence to a 15
fine not exceeding one thousand dollars
or to imprisonment for a term not
exceeding six months, or to both; and
(b) on conviction upon indictment to a
fine not exceeding five thousand dollars 20
or to imprisonment for a term not
exceeding three years, or to both.

«26. (1) Quiconque contrevient à une
disposition d'une des Parties I à IV ou à un
règlement commet une infraction et est
passible :

10

- a) sur déclaration sommaire de culpabi-
lité, pour une première infraction, d'une
amende ne dépassant pas cinq cents dol-
lars, ou d'un emprisonnement de trois
mois au maximum, ou des deux peines à 15
la fois, et, en cas de récidive, d'une
amende n'excédant pas mille dollars ou
d'un emprisonnement de six mois au
maximum, ou à la fois de l'amende et de
l'emprisonnement; 20
b) sur déclaration de culpabilité par
voie de mise en accusation, d'une
amende ne dépassant pas cinq mille dol-
lars ou d'un emprisonnement de trois
ans au maximum, ou à la fois de 25
l'amende et de l'emprisonnement.

Idem
(2) Every person who contravenes any
of the provisions of Part V commits an
offence and is liable

25

(2) Quiconque contrevient à une disposi-
tion de la Partie V commet une infraction
et est passible :

Idem

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to prohibit food irradiation, the importing of irradiated food and the exporting of equipment or materials likely to be used for food irradiation. The Bill would also provide for the Minister of Health and Welfare to undertake studies and research on the effect of food irradiation on human health and environment and to make a report. The report would be required to be laid before Parliament and referred for examination to a committee of the House of Commons or to a joint committee. The Governor in Council could not proclaim the expiration of the Act until after the tabling of the committee report.

Clause 1: Section 26 at present reads as follows:

“26. Every person who *violates* any of the provisions of this Act or the regulations *is guilty of* an offence and is liable

(a) on summary conviction for a first offence to a fine not exceeding five hundred dollars or to imprisonment for a term not exceeding three months, or to both, and for a subsequent offence to a fine not exceeding one thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both; and

(b) on conviction upon indictment to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour but d'interdire l'irradiation d'aliments, l'importation d'aliments irradiés et l'exportation d'équipement ou de matériaux qui serviront vraisemblablement à l'irradiation d'aliments. Ce projet de loi prévoit également que le ministre de la Santé et du Bien-être social devra entreprendre des études et des recherches et préparer un rapport sur l'effet de l'irradiation alimentaire sur la santé de l'homme et son environnement. Le rapport devra être déposé devant le Parlement afin d'être renvoyé pour étude devant un comité de la Chambre des communes ou un comité mixte. Ce n'est qu'après le dépôt du rapport du comité qu'il sera loisible au gouverneur en conseil de proclamer que la loi cesse d'avoir effet.

Article 1. — Texte actuel de l'article 26 :

«26. Quiconque *viole* une disposition de la présente loi ou des règlements *est coupable d'*une infraction et passible

a) sur déclaration sommaire de culpabilité, pour une première infraction, d'une amende ne dépassant pas cinq cents dollars, ou d'un emprisonnement de trois mois au maximum, ou des deux peines à la fois, et, en cas de récidive, d'une amende n'excédant pas mille dollars ou d'un emprisonnement de six mois au maximum, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement; et

b) sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, d'une amende ne dépassant pas cinq mille dollars ou d'un emprisonnement de trois ans au maximum, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.»

	(a) on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding three months, or to both; and	a) sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende maximale de vingt-cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de trois mois ou l'une de ces peines;	5
	(b) on conviction upon indictment to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both."	b) sur déclaration de culpabilité par voie de mise en accusation, d'une amende maximale de cent mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois ou l'une de ces peines.»	10

	2. Section 27 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	2. L'article 27 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
--	---	---	--

Time limit	"27. A prosecution under paragraph 26(1)(a) may be instituted at any time within twelve months from the time the subject-matter of the prosecution arose."	«27. Une poursuite sous l'autorité de l'alinéa 26(1)a) peut être intentée à tout moment durant les douze mois après que s'est produit le fait donnant lieu à la poursuite.»	15	Limite de temps
------------	--	---	----	-----------------

	3. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 46, the following Part:	3. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 46, de ce qui suit :	
--	---	---	--

	"PART V	«PARTIE V	
	FOOD IRRADIATION	IRRADIATION DES ALIMENTS	
Definition	47. In this Part, "irradiate" or "irradiation" means the application 20	47. Dans la présente partie, «irradier» 20 Définition ou «irradiation» s'entend de l'application :	
	(a) of gamma rays emitted by a cobalt-60 or cesium-137 source, or	a) de rayons gamma provenant d'une source de cobalt-60 ou de césium-137;	
	(b) of X-rays or electrons generated by machine sources.	b) de rayons X ou d'électrons provenant d'appareils radiogènes. 25	
Food irradiation	48. (1) No person shall irradiate any 25 food except for study or research purposes.	48. (1) Il est interdit à toute personne d'irradier un aliment autrement que pour fins d'étude ou de recherche. Irradiation d'un aliment	
Exceptions	(2) This section does not apply with respect to foods irradiated by measuring instruments used for the purposes of weight determination, bulk solids estimation, measurement of total solids in liquids and other such inspection procedures. 30	(2) Le présent article ne s'applique pas dans les cas d'irradiation d'aliments par 30 des instruments de mesures utilisés dans le but d'en déterminer le poids, d'en estimer le volume des solides, de mesurer la proportion totale de solides dans un liquide ainsi que pour d'autre fins d'inspection 35 similaires. Exceptions	
Import or sale	49. No person shall import into Canada or sell in Canada any irradiated food.	49. Il est interdit à toute personne d'importer ou de vendre au Canada un aliment irradié. Importation ou vente	
Export	50. No person shall export from 35 Canada any equipment or materials where the person has reasonable grounds to	50. Il est interdit à toute personne d'ex- 40 Exportation porter du Canada de l'équipement ou des matériaux lorsque la personne a des motifs	

Clause 2: Section 27 at present reads as follows:

“27. A prosecution under paragraph 26(a) may be instituted at any time within twelve months from the time the subject-matter of the prosecution arose.”

Article 2. — Texte actuel de l'article 27 :

«27. Une poursuite sous l'autorité de l'alinéa 26a) peut être intentée à tout moment durant les douze mois après que s'est produit le fait donnant lieu à la poursuite.»

	believe that the equipment or materials will be used for food irradiation.		raisonnables de croire que l'équipement ou les matériaux serviront à irradier des aliments.	
Studies	51. (1) The Minister shall, within three years after the coming into force of this Act, undertake or cause to be undertaken studies and research on the effect of food irradiation on human health and the environment.	5	51. (1) Dans les trois ans de l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre entreprend ou fait entreprendre des études et des recherches et prépare un rapport sur l'effet de l'irradiation alimentaire sur la santé des personnes et leur environnement.	Études 5
Idem	(2) The subject matter of the studies and research referred to in subsection (1) shall include (a) the safety and wholesomeness of irradiated foods; (b) the toxicological effects of the consumption of improperly irradiated foods; (c) the health and safety of persons employed in food irradiation facilities, the evaluation of the exposure to radiation of such persons and the training of such persons; (d) the compulsory safety measures and medical procedures to be applied in case of emergency in the facilities referred to in paragraph (c); (e) the health and safety of persons residing or working near the facilities referred to in paragraph (c) in case of an accident, the technology available for cleaning up such an accident; and (f) the technology used to restore any facilities to a good condition following an accident and the identity of the persons capable of using such technology.	10 15 20	(2) Les études et recherches doivent notamment porter sur les sujets suivants : a) l'innocuité et la salubrité des aliments irradiés; b) les effets toxicologiques provenant de la consommation d'aliments impropres-ment irradiés; c) la santé et la sécurité des employés des installations de traitement des aliments par irradiation, l'évaluation de l'exposition de ces employés à la radiation ainsi que l'entraînement de ces employés; d) les mesures de sécurité obligatoires et les procédures médicales à suivre en cas d'urgence dans ces installations; e) la santé et la sécurité des personnes qui résident ou travaillent près de ces installations en cas d'accident; f) la technologie servant à remettre en bon état toute installation à la suite d'un accident ainsi que l'identité des personnes pouvant utiliser cette technologie.	10 Idem 15 20 25 30
Report to be tabled	(3) The Minister shall cause the report under subsection (1) to be laid before one of the Houses of Parliament on any of the first fifteen days after receipt thereof that such House is sitting.	35	(3) Le ministre dépose le rapport établi en application du paragraphe (1) dans les quinze premiers jours de séance de l'une des deux chambres du Parlement qui suit sa réception.	Dépôt du rapport
Review by committee	(4) The report laid before a House pursuant to subsection (3) shall be examined by such committee of the House of Commons or joint committee of both Houses as may be designated or established for the purpose.	40	(4) Le rapport déposé devant l'une des deux chambres est renvoyé pour étude devant un comité, soit de la Chambre des communes, soit mixte, désigné ou constitué à cette fin.	Examen par un comité
Report to House of Commons	(5) The committee referred to in subsection (4) shall, within one year after the review is undertaken or within such fur-	45	(5) Dans l'année qui suit le début de son étude ou dans le délai supérieur que l'une des deux chambres lui accorde, le comité	Rapport à la Chambre des communes 45

ther time as either House of Parliament may authorize, submit a report on the review to the House of Commons including a statement of any changes the committee recommends.

52. Where a corporation commits an offence under this Part, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence, and is liable on summary conviction or on conviction upon indictment to the punishment provided for the offence whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

53. This Part expires on a day to be fixed by proclamation, but in any event not prior to the day of the tabling of the report referred to in subsection 51(5)."

4. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

visé au paragraphe (4) remet son rapport à la Chambre des communes, accompagné, s'il y a lieu, des modifications qu'il recommande.

52. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente Partie, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par mise en accusation, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

53. La présente Partie cesse d'avoir effet à la date fixée par proclamation qui ne peut être antérieure à la date du dépôt du rapport mentionné au paragraphe 51(5).»

4. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

5 Responsabilité pénale des dirigeants de personnes morales

Cessation d'effet

Entrée en vigueur

Criminal liability of officers of corporations

Expiration

Coming into force

C-273

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-273

An Act respecting political rights of public employees

First reading, November 26, 1987

MR. DAUBNEY

C-273

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-273

Loi sur les droits politiques des fonctionnaires

Première lecture le 26 novembre 1987

M. DAUBNEY



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-273

PROJET DE LOI C-273

An Act respecting political rights of public
employees

Loi sur les droits politiques des
fonctionnaires

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

"category A
employee"
«employé de la
catégorie A»

"category B
employee"
«employé de la
catégorie B»

"category C
employee"
«employé de la
catégorie C»

1. In this Act,
"category A employee" means an employee
as defined in the *Public Service Employ-
ment Act* who belongs to any of the follow-
ing occupational groups, namely:
(a) Executive (EX); or
(b) Senior Management (SM).
"category B employee" means an employee
as defined in the *Public Service Employ-
ment Act* who belongs to any of the follow-
ing occupational groups, namely:
(a) Commerce (CO);
(b) Program Manager (PM);
(c) Purchasing and Supply (PG);
(d) Law (LA);
(e) Economic, Sociology and Statistics
(ES);
(f) Information Services (IS); or
(g) Personnel Management (PE).
"category C employee" means an employee
as defined in the *Public Service Employ-
ment Act* other than a category A or B
employee.

1. Les définitions qui suivent s'appliquent
à la présente loi.
«employé de la catégorie A» Un employé au
sens de la *Loi sur l'emploi dans la Fonc-
tion publique* qui appartient à l'un des
groupes professionnels suivants :
a) haute direction (EX);
b) cadres supérieurs (SM).
«employé de la catégorie B» Un employé au
sens de la *Loi sur l'emploi dans la Fonc-
tion publique* qui appartient à l'un des
groupes professionnels suivants :
a) commerce (CO);
b) administration des programmes (PM);
c) achat et approvisionnement (PG);
d) droit (LA);
e) économique, sociologie et statistique
(ES);
f) services d'information (IS);
g) gestion du personnel (PE).
«employé de la catégorie C» Un employé au
sens de la *Loi sur l'emploi dans la Fonc-
tion publique* autre qu'un employé de la
catégorie A ou B.

Définitions

«employé de la
catégorie A»
"category A
employee"

«employé de la
catégorie B»
"category B
employee"

«employé de la
catégorie C»
"category C
employee"

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to grant political rights to public employees and to divide them for that purpose into three categories.

Employees in category A would have limited political rights while employees in category C would enjoy extensive political rights. Public employees in category B or some of them would enjoy the same rights as those granted to employees in category C where the Public Service Commission makes a regulation to that effect, after holding a public hearing on the subject, provided that the regulation be later approved by the House of Commons.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour but d'accorder des droits politiques aux fonctionnaires et de répartir ces derniers en trois catégories à cette fin.

Ceux de la catégorie A auront des droits politiques restreints tandis que ceux de la catégorie C auront des droits politiques étendus. Les fonctionnaires de la catégorie B ou certains d'entre eux auront les mêmes droits que ceux accordés aux fonctionnaires de la catégorie C si la Commission de la fonction publique prend un règlement à cet effet, après avoir tenu une audience publique sur la question, et si le règlement est par la suite approuvé par la Chambre des communes.

POLITICAL RIGHTS

Political rights

2. Notwithstanding any other Act, every category A, B or C employee has the right

- (a) to vote;
- (b) to make financial contributions to a federal, provincial or territorial political party or to a candidate for a federal, provincial or territorial office;
- (c) to be a member of a political party;
- (d) to attend any political meeting; and
- (e) subject to section 4, to express an opinion on matters of public interest.

Idem

3. In addition to the rights provided for in section 2, every category C employee has the right

- (a) to work for or against
 - (i) a candidate for federal, provincial or territorial office, or
 - (ii) a federal, provincial or territorial political party;
- (b) to be a candidate in a federal, provincial or territorial election;
- (c) to solicit or collect funds for a political party or candidate referred to in paragraph (a); and
- (d) to hold office in a political party.

DROITS POLITIQUES

Droits politiques

2. Par dérogation à toute autre loi, un employé de la catégorie A, B ou C a le droit :

- a) de voter;
- b) de fournir des contributions financières à un parti politique fédéral, provincial ou territorial, ou à un candidat à un poste électif fédéral, provincial ou territorial;
- c) d'être membre d'un parti politique;
- d) d'assister à une réunion politique;
- e) sous réserve de l'article 4, d'exprimer son opinion sur des sujets d'intérêt public.

Idem

3. En plus des droits énumérés à l'article 2, un employé de la catégorie C a le droit :

- a) de travailler pour ou contre :
 - (i) un candidat à un poste électif fédéral, provincial ou territorial,
 - (ii) un parti politique fédéral, provincial ou territorial;
- b) d'être candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale;
- c) de solliciter ou recueillir des fonds pour un parti politique ou un candidat mentionnés à l'alinéa a);
- d) d'occuper un poste au sein d'un parti politique.

PROHIBITIONS

Prohibition

4. No category A, B or C employee shall make a public statement that directly conflicts with the duties of the position the employee occupies.

Idem

5. No category C employee shall engage in an activity described in section 3 during working hours or in any manner associate the position the employee occupies with such activity.

Idem

6. No category A employee shall engage in an activity described in section 3.

INTERDICTIONS

Interdiction

4. Un employé de la catégorie A, B ou C ne peut faire de déclaration publique qui entre directement en conflit avec les fonctions qu'il occupe.

Idem

5. Un employé de la catégorie C ne peut s'adonner à une activité visée à l'article 3 pendant ses heures de travail ni associer le poste qu'il occupe à cette activité.

Idem

6. Un employé de la catégorie A ne peut s'adonner à une activité visée à l'article 3.

OBLIGATIONS

Notice to employer

7. (1) A category C employee who intends to become a candidate in a federal, provincial or territorial election shall, before declaring his or her candidature, notify his or her employer in writing.

OBLIGATIONS

Avis à l'employeur

7. (1) Un employé de la catégorie C qui a l'intention de devenir candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale doit en aviser par écrit son employeur avant de se déclarer candidat.

Leave of
absence without
pay

(2) An employee who declares his or her candidature in a federal, provincial or territorial election shall be on leave of absence without pay for a period commencing on the day that the employee declares his or her candidature and ending on election day.

(2) L'employé qui se déclare candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale est en congé sans traitement à compter du jour où il se déclare candidat jusqu'au 5 jour de l'élection inclusivement.

Congé sans
solde

5

Employee
elected

8. (1) A category C employee who is elected to a federal, provincial or territorial office shall, prior to taking the oath of office, resign from his or her other position.

8. (1) Un employé de la catégorie C qui est élu à un poste électif fédéral, provincial ou territorial doit, avant de prêter serment 10 d'office, démissionner de l'autre poste qu'il occupe.

Employé élu

10

Employee
defeated

(2) If an employee referred to in subsection (1) is defeated, he or she shall have the right to resume the position held before the election or, at the discretion of the employer, to occupy an equivalent position.

(2) Si l'employé est défait, il a le droit de reprendre les fonctions qu'il occupait avant l'élection ou, à la discrétion de l'employeur, de se faire nommer à un poste équivalent.

Employé défait

15

Service deemed
continuous

9. Notwithstanding any other Act, where a category C employee is on leave of absence pursuant to section 7, the period of leave of absence shall be included when computing the length of the service of the employee and such service shall be deemed to be continuous for all purposes.

9. Par dérogation à toute autre loi, lors- 15 qu'un employé de la catégorie C est en congé sans traitement en vertu de l'article 7, la période de congé est comptée dans le calcul de la durée de ses services qui sont à toutes fins considérés comme continus.

Services
considérés
comme continus

20

CATEGORY B EMPLOYEES

EMPLOYÉS DE LA CATÉGORIE B

Public hearing

10. (1) The Public Service Commission shall, within the first seven months following the coming into force of this Act, hold a public hearing to determine whether sections 3, 7, 8 and 9 shall apply to each occupational group of employees in category B.

10. (1) La Commission de la fonction publique doit, dans les sept mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, tenir une audience publique afin de déterminer si les articles 3, 7, 8 et 9 s'appliqueront à 25 chacun des groupes professionnels d'employés de la catégorie B.

Audience
publique

25

25

Notice of
representations

(2) Any person or association wishing to make representations before the Commission shall notify the Commission in writing within such time and in such manner as may be prescribed by regulation.

(2) Une personne ou une association qui 30 désire faire des représentations devant la Commission doit faire parvenir, dans les 30 délais et de la façon prescrite par règlement, un avis écrit en ce sens à la Commission.

Avis de
représentation

Notice of public
hearing

(3) The Commission shall fix a suitable time and place for each sitting and shall 35 notify in writing every person or association having given to the Commission a notice pursuant to subsection (2).

(3) La Commission doit convenablement 35 fixer les temps et lieu de chaque séance et en donner avis par écrit à toute personne ou 35 association qui lui ont fait parvenir l'avis prévu au paragraphe (2).

Avis d'audience
publique

35

Opportunity to
be heard

(4) The Commission shall hold a public hearing and shall permit every person or association having given a notice pursuant to subsection (2) to make representations before it and any other person or association as the Commission deems appropriate.

(4) La Commission doit tenir une audience 40 publique et permettre à toute personne ou association qui lui ont fait parvenir l'avis 40 prévu au paragraphe (2) de faire des représentations; elle peut permettre à toute autre personne ou association de faire des repré-

Possibilité de se
faire entendre

40

		sentations que la Commission juge acceptables.	
Regulation	11. (1) After holding the public hearing and not later than eight months after the coming into force of this Act, the Public Service Commission shall determine by regulation whether sections 3, 7, 8 and 9 shall apply to each occupational group of employees in category B.	11. (1) La Commission de la fonction publique doit par règlement, après la tenue de l'audience publique et au plus tard huit mois après l'entrée en vigueur de la présente loi, déterminer si les articles 3, 7, 8 et 9 s'appliquent à chacun des groupes professionnels d'employés de la catégorie B.	Règlement
Regulation laid before House of Commons	(2) The regulation made pursuant to subsection (1) shall be laid immediately before the House of Commons to be referred for examination to such committee as may be designated or established by the House for that purpose.	(2) Le règlement pris en vertu du paragraphe (1) est immédiatement déposé devant la Chambre des communes afin qu'il soit renvoyé pour examen à un comité désigné ou constitué à cette fin par cette chambre.	Dépôt du règlement
Report of the committee	(3) The committee to which the regulation is referred shall examine the regulation and report thereon to the House of Commons within the next thirty sitting days following its referral.	(3) Le comité saisi du règlement l'étudie et fait rapport à la Chambre des communes dans les trente jours de séance suivant la date du renvoi.	Rapport du comité
Coming into force	(4) Where the House of Commons concurs in a report approving the regulation with or without amendments, the regulation shall come into force forthwith.	(4) Si la Chambre des communes adopte un rapport approuvant le règlement avec ou sans modifications, le règlement entre aussitôt en vigueur.	Entrée en vigueur
Regulation of no force or effect	(5) Where the House of Commons concurs in a report disapproving of the regulation or does not concur in a report approving of the regulation, the regulation shall have no force or effect.	(5) Si la Chambre des communes adopte un rapport qui n'approuve pas le règlement ou si elle rejette un rapport qui approuve le règlement, celui-ci est invalide et sans effet.	Règlement invalide et sans effet
New occupational group	12. Where a new occupational group is established, the employees belonging to such group shall be deemed to be category B employees and sections 11 and 12 shall apply, with such modifications as the circumstances may require.	12. Lorsqu'un nouveau groupe professionnel d'employés est établi, les employés qui en font partie sont réputés être des employés de la catégorie B et les articles 11 et 12 s'appliquent compte tenu des adaptations de circonstances.	Nouveau groupe professionnel

REVIEW

EXAMEN

Review of this Act after four years	13. (1) Four years after the coming into force of this Act, a comprehensive review of the provisions of this Act shall be undertaken by such committee of the House of Commons as may be designated or established by the House for that purpose.	13. (1) Quatre ans après l'entrée en vigueur de la présente loi, un examen complet des dispositions de la présente loi doit être fait par le comité de la Chambre des communes que celle-ci constitue ou désigne à cette fin.	Examen de la présente loi après quatre ans
Report to House of Commons	(2) The committee referred to in subsection (1) shall, within four months after the review is undertaken or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report on the review to the	(2) Dans les quatre mois qui suivent le début de son étude ou dans le délai supérieur que la Chambre des communes lui accorde, le comité visé au paragraphe (1) remet son rapport, accompagné, s'il y a lieu, des modi-	Rapport à la Chambre des communes

Clause 13: Section 14 of the Public Service Employment Act at present reads as follows:

“14. (1) The Commission shall give such notice of a proposed competition as in its opinion will give all eligible persons a reasonable opportunity of making an application.

(2) A notice under subsection (1) shall be given in both the English and French languages together, unless the Commission otherwise directs in any case or class of cases.”

Article 13. — Texte actuel de l'article 14 de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique :

«14. (1) La Commission doit donner, au sujet d'un concours projeté, l'avis qui, selon son estimation, fournira à toutes les personnes admissibles une occasion raisonnable de faire une demande.

(2) L'avis prévu au paragraphe (1) doit être donné à la fois en français et en anglais, sauf si la Commission en ordonne autrement dans un cas particulier ou une classe de cas.»

	House including a statement of any changes the committee recommends.	fications qu'il recommande, à la Chambre des communes.	
R.S. c. P-32	PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT	LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE	S.R. ch. P-32
	14. The <i>Public Service Employment Act</i> is amended by adding, immediately after subsection 14(2), the following subsection:	14. La <i>Loi sur l'emploi dans la Fonction publique</i> est modifié par insertion après le 5 paragraphe 14(2) de ce qui suit :	5
Idem	“(3) A notice under subsection (1) shall state whether the person to be appointed shall be considered as an employee of category A, B or C within the meaning of <i>An Act respecting political rights of public employees</i> .” 10	«(3) L'avis prévu au paragraphe (1) doit énoncer si la personne à nommer sera considérée comme un employé de la catégorie A, B ou C au sens de la <i>Loi sur les droits politiques des fonctionnaires</i> .» 10	Idem
Repeal	15. The heading immediately preceding section 32 and section 32 of the said Act are repealed.	15. La rubrique précédant l'article 32 et l'article 32 de la même loi sont abrogés.	Abrogation

Clause 14: Section 32 at present reads as follows:

“Political Partisanship

32. (1) *No deputy head and, except as authorized under this section, no employee, shall*

(a) engage in work for, on behalf of or against a candidate for election as a member of the House of Commons, a member of the legislature of a province or a member of the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories, or engage in work for, on behalf of or against a political party; or

(b) be a candidate for election as a member described in paragraph (a).

(2) A person does not contravene subsection (1) by reason only of his attending a political meeting or contributing money for the funds of a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a) or money for the funds of a political party.

(3) Notwithstanding any other Act, upon application made to the Commission by an employee the Commission may, if it is of the opinion that the usefulness to the Public Service of the employee in the position he then occupies would not be impaired by reason of his having been a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a), grant to the employee leave of absence without pay to seek nomination as a candidate and to be a candidate for election as such a member, for a period ending on the day on which the results of the election are officially declared or on such earlier day as may be requested by the employee if he has ceased to be a candidate.

(4) Forthwith upon granting any leave of absence under subsection (3), the Commission shall cause notice of its action to be published in the Canada Gazette.

(5) An employee who is declared elected as a member described in paragraph (1)(a) thereupon ceases to be an employee.

(6) Where any allegation is made to the Commission by a person who is or has been a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a), that a deputy head or employee has contravened subsection (1), the allegation shall be referred to a board established by the Commission to conduct an inquiry at which the person making the allegation and the deputy head or employee concerned, or their representatives, are given an opportunity of being heard, and upon being notified of the board's decision on the inquiry the Commission,

(a) in the case of a deputy head, shall report the decision to the Governor in Council who may, if the board has decided that the deputy head has contravened subsection (1), dismiss him; and

(b) in the case of an employee, may, if the board has decided that the employee has contravened subsection (1), dismiss the employee.

(7) In the application of subsection (6) to any person, the expression “deputy head” does not include a person for whose removal from office, otherwise than by the termination of his appointment at pleasure, express provision is made by this or any other Act.”

Article 14. — Texte actuel de l'article 32 :

«Activités politiques

32. (1) *Il est interdit à tout sous-chef et, sauf selon que l'autorise le présent article, à tout employé*

a) de travailler pour ou contre un candidat à une élection à la Chambre des communes, à la Législature d'une province ou au Conseil du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, ou de travailler au nom d'un tel candidat, ainsi que de travailler pour ou contre un parti politique ou de travailler au nom d'un tel parti; ou

b) d'être candidat à une élection mentionnée à l'alinéa a).

(2) Une personne ne contrevient pas au paragraphe (1) pour le seul motif qu'elle assiste à une réunion politique ou qu'elle verse, à titre de contribution, de l'argent pour la caisse d'un candidat à une élection mentionnée à l'alinéa (1)a) ou qu'elle verse de l'argent à la caisse d'un parti politique.

(3) Nonobstant toute autre loi, sur demande que lui a présentée un employé, la Commission peut, si elle est d'avis que, par rapport à la Fonction publique, l'efficacité de l'employé, dans le poste qu'il occupe alors, n'aura pas à souffrir du fait qu'il aura été candidat à une élection mentionnée à l'alinéa (1)a), accorder à l'employé un congé sans traitement pour lui permettre de demander à se faire présenter comme candidat et d'être candidat à cette élection, pour une période se terminant le jour où les résultats de l'élection sont officiellement déclarés ou à la date antérieure comme peut le demander l'employé s'il a cessé d'être un candidat.

(4) Dès qu'elle a accordé un congé en vertu du paragraphe (3), la Commission doit faire publier un avis à ce sujet dans la Gazette du Canada.

(5) Un employé déclaré élu à une élection décrite à l'alinéa (1)a) cesse dès lors d'être un employé.

(6) Lorsqu'une personne qui est ou a été candidat à une élection décrite à l'alinéa (1)a) allègue à la Commission qu'un sous-chef ou un employé a contrevenu au paragraphe (1), l'allégation doit être déférée à un comité établi par la Commission pour tenir une enquête au cours de laquelle la personne qui fait l'allégation et le sous-chef ou l'employé en cause ou leurs représentants ont la possibilité de se faire entendre. Après avoir été informé de la décision du comité en ce qui concerne l'enquête, la Commission

a) doit, lorsqu'il s'agit d'un sous-chef, soumettre la décision au gouverneur en conseil qui peut, si le comité a décidé que le sous-chef a contrevenu aux dispositions du paragraphe (1), destituer ce sous-chef; et

b) peut, lorsqu'il s'agit d'un employé, si le comité a décidé que l'employé a contrevenu aux dispositions du paragraphe (1), destituer cet employé.

(7) Pour l'application du paragraphe (6), l'expression «sous-chef» ne comprend pas une personne, pour laquelle la destitution, autrement que par cessation des fonctions auxquelles elle a été nommée à titre amovible, est expressément prévue par la présente loi ou quelque autre loi.»

AI
YE
-856

C-274

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-274

An Act to amend the Constitution Act, 1867, to amend
the Criminal Code and to amend the Senate and
House of Commons Act
(contempt)

First reading, December 2, 1987

MR. ROBINSON

C-274

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-274

Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867, le Code
criminel et la Loi sur le Sénat et la Chambre des
communes
(outrages)

Première lecture le 2 décembre 1987

M. ROBINSON

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-274

PROJET DE LOI C-274

An Act to amend the Constitution Act, 1867,
to amend the Criminal Code and to
amend the Senate and House of Com-
mons Act

Loi modifiant la Loi constitutionnelle de
1867, le Code criminel et la Loi sur le
Sénat et la Chambre des communes

(contempt)

(outrages)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

CONSTITUTION ACT, 1867

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867

30-31 Vict.,
38-39 Vict., c.
38 (U.K.)

1. Section 18 of the *Constitution Act, 1867* is repealed and the following substituted therefor:

Privileges of
Houses

“18. The privileges, immunities and powers to be held, enjoyed and exercised by the Senate and by the House of Commons, and by the Members thereof respectively, shall be such as are from time to time defined by Act of the Parliament of Canada.”

1. L'article 18 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

30-31 Vict.,
ch. 3; 1875,
38-39 Vict., ch.
38 (R.-U.)

Privilèges des
chambres

«18. Les privilèges, immunités et pouvoirs du Sénat et de la Chambre des communes, ainsi que de leurs membres, sont ceux que définissent les lois du Parlement du Canada.»

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

R.S., c. C-34

2. Section 8 of the *Criminal Code* is repealed and the following substituted therefor:

Law of Canada

“8. (1) Notwithstanding anything in this Act or any other Act, no person shall be convicted or discharged under section 662.1

- (a) of an offence at common law,
(b) of an offence under an Act of the Parliament of England, or of Great Brit-

2. L'article 8 du *Code criminel* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

S.R., ch. C-34

«8. (1) Nonobstant toute disposition de la présente loi ou de quelque autre loi, nul 15 ne peut être déclaré coupable ou libéré en vertu de l'article 662.1 :

Loi canadienne

- a) d'une infraction en *common law*;
b) d'une infraction tombant sous le coup d'une loi du Parlement d'Angle-20

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to adjust the law of contempt in two ways: first, by abolishing constructive or indirect contempt of court and secondly, by conferring on the Houses of Parliament the right to impose a fine in cases of contempt of Parliament.

Clause 1: Consequential to clause 4. Section 18 at present reads as follows:

"18. The privileges, immunities, and powers to be held, enjoyed, and exercised by the Senate and by the House of Commons, and by the Members thereof respectively, shall be such as are from time to time defined by Act of the Parliament of Canada, *but so that any Act of the Parliament of Canada defining such privileges, immunities, and powers shall not confer any privileges, immunities, or powers exceeding those at the passing of such Act held, enjoyed, and exercised by the Commons House of Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and by the Members thereof.*"

There is at present no official French version.

Clause 2: This provision would eliminate constructive or indirect contempt from the common law offence of contempt of court. Section 8 at present reads as follows:

"8. Notwithstanding anything in this Act or any other Act, no person shall be convicted or discharged under section 662.1

(a) of an offence at common law,

(b) of an offence under an Act of the Parliament of England, or of Great Britain, or of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or

(c) of an offence under an Act or ordinance in force in any province, territory or place before that province, territory or place became a province of Canada,

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à adapter le droit en matière d'outrages sur deux plans : d'une part, en abolissant l'outrage au tribunal implicite ou indirect et, d'autre part, en conférant aux chambres du Parlement le droit d'imposer une amende dans les cas d'outrage au Parlement.

Article 1. — Découle de l'article 4. Il n'existe pas présentement de texte français officiel.

Article 2. — Cette disposition élimine, en matière d'outrage au tribunal prévu par la *common law*, l'outrage implicite ou indirect. Texte actuel de l'article 8 :

«8. Nonobstant toute disposition de la présente loi ou de quelque autre loi, nul ne peut être déclaré coupable ou libéré en vertu de l'article 662.1

a) d'une infraction en *common law*,

b) d'une infraction tombant sous le coup d'une loi du Parlement d'Angleterre ou de Grande-Bretagne, ou du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, ou

c) d'une infraction visée par une loi ou ordonnance en vigueur dans une province, un territoire ou un endroit, avant que cette province, ce territoire ou cet endroit devint un province du Canada,

ain, or of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or

(c) of an offence under an Act or ordinance in force in any province, territory or place before that province, territory or place became a province of Canada. 5

Contempt of court

(2) Subject to subsection (3), nothing in this section affects the power, jurisdiction or authority that a court, judge, justice or provincial court judge had, immediately before the 1st day of April 1955, to impose punishment for contempt of court. 10

Exception

(3) It is not contempt of court to publish or to pronounce out of court or in the absence of a judge, justice or provincial judge, words that may scandalize the court or bring the administration of justice into disrepute." 15

terre ou de Grande-Bretagne, ou du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande;

c) d'une infraction visée par une loi ou ordonnance en vigueur dans une province, un territoire ou un endroit, avant que cette province, ce territoire ou cet endroit devînt une province du Canada. 5

Outrage au tribunal

(2) Sous réserve du paragraphe (3), rien au présent article n'affecte le pouvoir, la juridiction ou l'autorité qu'une cour, un juge, juge de paix ou juge de la cour provinciale possédait, immédiatement avant le 1^{er} avril 1955, d'imposer une peine pour outrage au tribunal. 10 15

Exception

(3) Ne constitue pas un outrage au tribunal le fait de publier ou de prononcer, en dehors du tribunal ou en l'absence d'un juge, juge de paix ou juge d'une cour provinciale, des paroles qui peuvent offenser le tribunal ou jeter le discrédit sur l'administration de la justice.» 20

SENATE AND HOUSE OF COMMONS ACT

LOI SUR LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DE COMMUNES

3. Section 4 of the *Senate and House of Commons Act* is repealed and the following substituted therefor: 20

3. L'article 4 de la *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes* est abrogé et remplacé par ce qui suit : 25

Privileges of Senate and House of Commons

"4. The Senate and the House of Commons respectively, and the members thereof respectively, hold, enjoy and exercise,

(a) such and the like privileges, immunities and powers as, at the time of the passing of the *Constitution Act, 1867*, were held, enjoyed and exercised by the Commons House of Parliament of the United Kingdom, and by the members thereof, so far as the same are consistent with and not repugnant to that Act; and

(b) such privileges, immunities and powers as are from time to time defined by Act of the Parliament of Canada." 35

4. The said Act is further amended by inserting, immediately after section 32 thereof, the following:

"4. Le Sénat et la Chambre des communes, respectivement, ainsi que leurs membres respectifs, possèdent et exercent

a) les mêmes privilèges, immunités et attributions que possédaient et exerçaient, lorsque a été votée la *Loi constitutionnelle de 1867*, la Chambre des communes du Parlement du Royaume-Uni, ainsi que ses membres, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec ladite loi; et

b) les privilèges, immunités et attributions qui sont de temps à autre définis par une loi du Parlement du Canada.» 30 35

4. La même loi est en outre modifiée par insertion, à la suite de l'article 32, de ce qui suit : 40

Privileges du Sénat et de la Chambre des communes

but nothing in this section affects the power, jurisdiction or authority that a court, judge, justice or provincial court judge had, immediately before the 1st day of April 1955, to impose punishment for contempt of court.”

mais rien au présent article n'atteint le pouvoir, la juridiction ou l'autorité qu'une cour, un juge, juge de paix ou juge de la cour provinciale possédait, immédiatement avant le 1^{er} avril 1955, d'imposer une peine pour outrage au tribunal.»

Clause 3: Consequential to clause 1. Section 4 at present reads as follows:

“4. The Senate and the House of Commons respectively, and the members thereof respectively, hold, enjoy and exercise,

(a) such and the like privileges, immunities and powers as, at the time of the passing of the *Constitution Act, 1867*, were held, enjoyed and exercised by the Commons House of Parliament of the United Kingdom, and by the members thereof, so far as the same are consistent with and not repugnant to that Act; and

(b) such privileges, immunities and powers as are from time to time defined by Act of the Parliament of Canada *not exceeding those at the time of the passing of such Act held, enjoyed and exercised by the Commons House of Parliament of the United Kingdom and by the members thereof respectively.*”

Clause 4: New. This provision would empower the Senate and the House of Commons to impose a fine in cases of contempt of Parliament. The law of Parliament at

Article 3. — Découle de l'article 1. Texte actuel de l'article 4 :

«4. Le Sénat et la Chambre des communes, respectivement, ainsi que leurs membres respectifs, possèdent et exercent

a) les mêmes privilèges, immunités et attributions que possédaient et exerçaient, lorsque a été votée la *Loi constitutionnelle de 1867*, la Chambre des communes du Parlement du Royaume-Uni, ainsi que ses membres, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec ladite loi; et

b) les privilèges, immunités et attributions qui sont de temps à autre définis par une loi du Parlement du Canada, *n'excédant pas ceux que possédaient et exerçaient, respectivement, à la date de cette loi, la Chambre des communes du Parlement du Royaume-Uni et ses membres.*»

Article 4. — Nouveau. Cette disposition donne au Sénat et à la Chambre des communes le pouvoir d'imposer une amende en cas d'outrage au Parlement. Le droit parlemen-

"Contempt of Parliament

Power to
impose fines

32.1 Without limiting or derogating from the customary power of the Senate and of the House of Commons to punish persons for contempts of Parliament or breaches of parliamentary privilege, each House may impose a fine in an amount at its discretion in lieu of or in addition to any other punishment that it may by law impose at the time of the coming into force of this Act."

5

10

*Commencement and Transitional*Coming into
force

5. (1) Section 2 shall be deemed to have come into force on January 1, 1986.

Convictions
vacated

(2) Every one convicted of an offence described in subsection 8(3) of the *Criminal Code* between January 1, 1986 and the day 15 of the coming into force of this Act shall be deemed never to have been convicted thereof.

«Outrage au Parlement

Pouvoir
d'imposer des
amendes

32.1 Sans que la présente disposition emporte limitation, ni dérogation au pouvoir coutumier du Sénat et de la Chambre des communes de punir pour outrage au Parlement ou atteinte aux privilèges parlementaires, chaque chambre peut imposer une amende dont elle fixe le montant à sa discrétion, au lieu ou en sus de toute autre peine qu'elle peut imposer selon la loi au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.»

5

10

Entrée en vigueur et disposition transitoire

5. (1) L'article 2 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

Entrée en
vigueur

(2) Quiconque a été déclaré coupable d'une infraction visée au paragraphe 8(3) du 15 *Code criminel*, entre le 1^{er} janvier 1986 et le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, est réputé ne jamais avoir été déclaré coupable de cette infraction.

Annulation des
condamnations

present restricts the penalties possible to either imprisonment or a reprimand where non-Members are guilty of such contempt.

taire limite actuellement les sanctions à l'emprisonnement ou à une réprimande, quand le coupable n'est pas un député ou un sénateur.

Clause 5: This provision would make the re-definition of common law contempt retroactive to January 1, 1986 and would vacate all convictions for constructive or indirect contempt entered since that date as if they had never occurred.

Article 5. — Aux termes de cette disposition, la redéfinition de l'outrage au tribunal en *common law* est rétroactive au 1^{er} janvier 1986 et toutes les déclarations de culpabilité au titre de l'outrage au tribunal implicite ou indirect prononcées à partir de cette date sont annulées comme si elles n'avaient jamais existé.

C-275

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-275

An Act to amend the Canada Labour Code
(postal services)

First reading, December 2, 1987

MR. JEPSON

C-275

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-275

Loi modifiant le Code canadien du travail
(services postaux)

Première lecture le 2 décembre 1987

M. JEPSON

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-275

PROJET DE LOI C-275

An Act to amend the Canada Labour Code
(postal services)

Loi modifiant le Code canadien du travail
(services postaux)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. L-1,
1972, c. 18, s. 1;
1977-78, c. 27,
s. 63

1. Section 164 of the *Canada Labour Code* is amended by adding, immediately after subsection (1) thereof, the following:

Idem

“(1.1) Where under subsection 180(4) a trade union of employees is prohibited from declaring or authorizing a strike, the Minister shall, not later than fifteen days 10 from his receipt of a notice in writing under section 163 from such trade union or employer, establish a conciliation board under section 173.”

2. Section 171 of the said Act is repealed 15 and the following substituted therefor:

Report binding
by agreement

“171. (1) Subject to subsection (2), where a conciliation commissioner or conciliation board has been appointed or established in respect of a dispute, 20

(a) the parties may, at any time before the conciliation commissioner or conciliation board makes his or its report, agree in writing that the recommendations of the conciliation commissioner or 25 conciliation board shall be binding on the parties; and

(b) in such case, upon the conciliation commissioner or conciliation board

5 1. L'article 164 du *Code canadien du travail* est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

S.R., ch. L-1;
1972, ch. 18,
art. 1; 1977-78,
ch. 27, art. 63

Idem

«(1.1) Lorsqu'en vertu du paragraphe 180(4) il est interdit à un syndicat d'employés de déclarer ou d'autoriser une grève, le Ministre doit, dans les quinze 10 jours, de la réception par lui de l'avis écrit visé par l'article 163 qui lui est donné par ce syndicat ou cet employeur, établir une commission de conciliation en vertu de l'article 173.» 15

2. L'article 171 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«171. (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsqu'un commissaire-conciliateur a été nommé ou une commission de concilia- 20 tion établie pour un différend,

Le rapport est
exécutoire sur
accord des
parties

a) les parties peuvent, tant que le commissaire-conciliateur ou la commission de conciliation n'a pas fait son rapport, convenir par écrit qu'elles seront liées 25 par les recommandations du commissaire-conciliateur ou de la commission de conciliation; et,

b) dans ce cas, dès que le commissaire-conciliateur ou la commission a présenté 30

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to recognize the right of the Canada Post Corporation to declare or cause a lockout and to prohibit strikes in the Canada Post Corporation.

Clause 1: Section 164 at present reads as follows:

“164. (1) Not later than fifteen days from his receipt of a notice in writing under section 163, the Minister shall

- (a) appoint a conciliation officer;
- (b) appoint a conciliation commissioner;
- (c) establish a conciliation board under section 173; or
- (d) notify the parties, in writing, of his intention not to
 - (i) appoint a conciliation officer or conciliation commissioner, or
 - (ii) establish a conciliation board.

(2) Where the Minister has not received a notice under section 163 but considers it advisable to take any action set out in paragraph (1)(a), (b) or (c) of this section for the purpose of assisting the parties in entering into or revising a collective agreement, the Minister may take such action.”

Clause 2: Section 171 at present reads as follows:

“171. Where a conciliation commissioner or conciliation board has been appointed or established in respect of a dispute,

- (a) the parties may, at any time before the conciliation commissioner or conciliation board makes his or its report, agree in writing that the recommendations of the conciliation commissioner or conciliation board shall be binding on the parties; and
- (b) in such case, upon the conciliation commissioner or conciliation board making his or its recommendations, the parties shall give effect to the recommendations.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à reconnaître le droit de la Société canadienne des postes de déclarer ou de provoquer un lock-out et à interdire les grèves au sein de la Société canadienne des postes.

Article 1. — Texte actuel de l'article 164 :

«164. (1) Dans les quinze jours qui suivent la réception d'un avis donné par écrit en vertu de l'article 163, le Ministre doit

- a) nommer un conciliateur;
- b) nommer un commissaire-conciliateur;
- c) établir une commission de conciliation en vertu de l'article 173; ou
- d) notifier aux parties, par écrit, son intention
 - (i) de ne pas nommer de conciliateur ou de commissaire-conciliateur; ou
 - (ii) de ne pas établir de commission de conciliation.

(2) Lorsque le Ministre n'a pas reçu d'avis prévu par l'article 163 mais estime opportun de prendre une mesure indiquée aux alinéas (1)a), b) ou c) du présent article afin d'aider les parties à conclure ou à réviser une convention collective, il peut prendre cette mesure.»

Article 2. — Texte actuel de l'article 171 :

«171. Lorsqu'un commissaire-conciliateur a été nommé ou une commission de conciliation établie, pour un différend,

- a) les parties peuvent, tant que le commissaire-conciliateur ou la commission de conciliation n'a pas fait son rapport, convenir par écrit qu'elles seront liées par les recommandations du commissaire-conciliateur ou de la commission de conciliation; et,
- b) dans ce cas, dès que le commissaire-conciliateur ou la commission a présenté ses recommandations, les parties doivent y donner suite.»

making his or its recommendations, the parties shall give effect to the recommendations.

ses recommandations, les parties doivent y donner suite.

Report binding

(2) Where a conciliation board reports to the Minister with respect to a dispute between a trade union of employees prohibited by subsection 180(4) from declaring or authorizing a strike, and the Canada Post Corporation, the report of the conciliation board shall be binding on the parties upon the release of the report by the Minister to them.”

(2) Lorsqu'une commission de conciliation fait au Ministre un rapport au sujet d'un différend entre un syndicat d'employés auquel il est interdit en vertu du paragraphe 180(4) de déclarer ou d'autoriser une grève et la Société canadienne des postes, le rapport de la commission de conciliation lie les parties dès que le Ministre le leur communique.»

Le rapport lie les parties

3. Section 180 of the said Act is amended by adding, immediately after subsection (2) thereof, the following:

3. L'article 180 de la même loi est modifié par adjonction, à la suite du paragraphe (2), de ce qui suit :

Canada Post Corporation

“(3) Notwithstanding subsection (1), this Part does not affect the right of the Canada Post Corporation to declare or cause a lockout and nothing in this Part shall be interpreted as limiting such a right.”

«(3) Par dérogation au paragraphe (1), la présente partie ne porte pas atteinte au droit de la Société canadienne des postes de déclarer ou de provoquer un lock-out et elle ne doit en rien s'interpréter comme limitant ce droit.”

Société canadienne des postes

Idem

(4) Notwithstanding subsections (1) and (2), no trade union representing employees of the Canada Post Corporation shall declare or authorize a strike and no such employee shall participate in a strike.”

(4) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), il est interdit à un syndicat représentant les employés de la Société canadienne des postes de déclarer ou d'autoriser une grève et à un tel employé de participer à une grève.»

Idem

4. Subsections 190(3) and (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

4. Les paragraphes 190(3) et (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Strike contrary to this Part

“(3) Every trade union other than a trade union mentioned in subsection 180(4) that declares or authorizes a strike contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the strike continues.

«(3) Tout syndicat autre qu'un syndicat visé au paragraphe 180(4) qui déclare ou autorise une grève en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars au plus pour chaque jour pendant lequel se poursuit la grève.

Grève en violation de la présente Partie

Idem

(4) Every officer or representative of a trade union other than a trade union mentioned in subsection 180(4) who declares or authorizes a strike contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.

(4) Tout dirigeant ou représentant d'un syndicat autre qu'un syndicat visé au paragraphe 180(4) qui déclare ou autorise une grève en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix mille dollars au plus.

Idem

Strike at Canada Post Corporation

(5) Every trade union, officer or representative of a trade union who declares or authorizes a strike contrary to subsection

(5) Tout syndicat, dirigeant ou représentant d'un syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation du paragraphe

Grève au sein de la Société canadienne des postes

Clause 3: Section 180 at present reads as follows:

“**180.** (1) No employer shall declare or cause a lockout and no trade union shall declare or authorize a strike unless

- (a) the employer or trade union has given notice to bargain collectively under this Part;
 - (b) the employer and the trade union
 - (i) have failed to bargain collectively within the period specified in paragraph 148(a), or
 - (ii) have bargained collectively in accordance with section 148 but have failed to enter into or revise a collective agreement;
 - (c) the Minister has
 - (i) received a notice, given under section 163 by either party to the dispute, informing him of the failure of the parties to enter into or revise a collective agreement, or
 - (ii) taken action under subsection 164(2); and
 - (d) seven days have elapsed from the date on which the Minister
 - (i) notified the parties of his intention not to appoint a conciliation officer or conciliation commissioner or to establish a conciliation board under subsection 164(1),
 - (ii) notified the parties of his intention not to appoint a conciliation commissioner or to establish a conciliation board under section 166, or
 - (iii) released a copy of the report of a conciliation commissioner or conciliation board to the parties to the dispute pursuant to paragraph 170(a).
- (2) No employee shall participate in a strike unless
- (a) he is a member of a bargaining unit in respect of which a notice to bargain collectively has been given under this Part; and
 - (b) the requirements of subsection (1) have been met in respect of the bargaining unit of which he is a member.”

Clause 4: Subsections (3) and (4) at present read as follows:

“(3) Every trade union that declares or authorizes a strike contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the strike continues.

(4) Every officer or representative of a trade union who declares or authorizes a strike contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.”

Article 3. — Texte actuel de l'article 180 :

«**180.** (1) Nul employeur ne doit déclarer ni provoquer un lock-out et nul syndicat ne doit déclarer ni autoriser une grève, sauf

- a) si l'employeur ou le syndicat a adressé une mise en demeure de négocier collectivement en vertu de la présente Partie;
 - b) si l'employeur et le syndicat
 - (i) n'ont pas négocié collectivement dans le délai spécifié à l'alinéa 148a), ou,
 - (ii) ayant négocié collectivement en conformité de l'article 148, n'ont pas conclu ni révisé une convention collective;
 - c) si le Ministre
 - (i) a reçu un avis, donné en vertu de l'article 163 par l'une des parties au différend, l'informant que les parties n'ont pas réussi à conclure ou à réviser une convention collective, ou
 - (ii) a pris une mesure prévue par le paragraphe 164(2); et
 - d) si sept jours se sont écoulés depuis la date à laquelle le Ministre
 - (i) a notifié aux parties son intention de ne pas nommer de conciliateur ou de commissaire-conciliateur ou d'établir une commission de conciliation en vertu du paragraphe 164(1),
 - (ii) a notifié aux parties son intention de ne pas nommer de commissaire-conciliateur ou d'établir une commission de conciliation en vertu de l'article 166, ou
 - (iii) a, conformément aux dispositions de l'alinéa 170a), mis à la disposition des parties au différend une copie du rapport d'un commissaire-conciliateur ou d'une commission de conciliation.
- (2) Nul employé ne doit participer à une grève, sauf
- a) s'il est membre d'une unité de négociation pour laquelle une mise en demeure de négocier collectivement a été adressée en vertu de la présente Partie; et
 - b) si les conditions du paragraphe (1) ont été remplies pour l'unité de négociation dont il est membre.»

Article 4. — Texte actuel des paragraphes (3) et (4) :

«(3) Tout syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars au plus pour chaque jour pendant lequel se poursuit la grève.

(4) Tout dirigeant ou représentant d'un syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix mille dollars au plus.»

180(4) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine of not less than \$10,000 or more than \$50,000 for each day that the strike continues.”

180(4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$ pour chaque jour pendant lequel se poursuit la grève.»

5

Al
E
B 56



C-276

C-276

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-276

PROJET DE LOI C-276

An Act to amend the Canada Ports Corporation
(Harbour of Saguenay — Ville de la Baie)

Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des ports
(port Saguenay de Ville de la Baie)

First reading, December 16, 1987

Première lecture le 16 décembre 1987



MR. HARVEY

M. HARVEY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-276

PROJET DE LOI C-276

An Act to amend the Canada Ports
Corporation Act

Loi modifiant la Loi sur la Société
canadienne des ports

(Harbour of Saguenay — Ville de la Baie)

(port Saguenay de Ville de la Baie)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. N-8;
1980-81-82-83,
c. 121

CANADA PORTS CORPORATION ACT

LOI SUR LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES
PORTS

S.R., ch. N-8;
1980-81-82-83,
ch. 121

1. Subsections 7(1), (2) and (3) of the
Canada Ports Corporation Act are repealed
and the following substituted therefor:

1. Les paragraphes 7(1), (2) et (3) de la
Loi sur la Société canadienne des ports sont
abrogés et remplacés par ce qui suit :

Jurisdiction of
Board

“7. (1) The Board, for the purpose of
and as provided for in this Act, has juris-
diction over the following harbours: Hali-
fax, Saint John, Saguenay — Ville de la 10
Baie, Quebec, Trois-Rivières, Montreal
and Vancouver, and likewise has adminis-
tration, management and control of

«7. (1) Aux fins de la présente loi et
selon qu'il y est prévu, le Conseil a juridis-
tion sur les ports suivants : Halifax, Saint-
Jean, Saguenay de Ville de la Baie, 10
Québec, Trois-Rivières, Montréal et Van-
couver; et il administre, gère et régit de la
même manière

Fonctions du
Conseil

(a) all works and property that on the
1st day of October 1936 were adminis- 15
tered, managed and controlled by any of
the Corporations;

a) tous les ouvrages et biens qui, le 1^{er}
octobre 1936, étaient administrés, gérés 15
et régis par l'une des corporations;

(b) all other harbours and works and
property of Canada that the Governor in
Council may transfer to the Board for 20
administration, management and con-
trol.

b) tous autres ports, ouvrages et biens
du Canada que le gouverneur en conseil
peut transférer au Conseil pour qu'il les
administre, gère et régisse. 20

Boundaries

(2) The boundaries of the harbours of
Halifax, Saint John, Saguenay — Ville de
la Baie, Quebec, Trois-Rivières, Montreal 25
and Vancouver are as described in
Schedule II, or as may be determined from

(2) Les limites des ports d'Halifax, de
Saint-Jean, Saguenay de Ville de la Baie,
de Québec, de Trois-Rivières, de Montréal
de Vancouver sont celles que décrit
l'annexe II, ou celles que détermine, à 25

Limites

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Act is to change the name “harbour of Chicoutimi” to “harbour of Saguenay — Ville de la Baie”.

Clause 1: Subsections 7(1), (2) and (3) at present read as follows:

“7. (1) The Board, for the purpose of and as provided for in this Act, has jurisdiction over the following harbours: Halifax, Saint John, *Chicoutimi*, Quebec, Trois-Rivières, Montreal and Vancouver, and likewise has administration, management and control of

(a) all works and property that on the 1st day of October 1936 were administered, managed and controlled by any of the Corporations;

(b) all other harbours and works and property of Canada that the Governor in Council may transfer to the Board for administration, management and control.

(2) The boundaries of the harbours of Halifax, Saint John, *Chicoutimi*, Quebec, Trois-Rivières, Montreal and Vancouver are as described in Schedule II, or as may be determined from time to time by order of the Governor in Council and any such order shall be published in the *Canada Gazette*.

(3) In paragraph (1)(a), “Corporations” means the Corporations constituted to administer the harbours of Halifax, Saint John, *Chicoutimi*, Quebec, Trois-Rivières, Montreal and Vancouver by the Acts set out in Schedule A to chapter 42 of the Statutes of Canada, 1936.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour but de changer le nom «port de Chicoutimi» pour celui de «port Saguenay de Ville de la Baie».

Article 1. — Texte actuel des paragraphes 7(1), (2) et (3) :

«7. (1) Aux fins de la présente loi et selon qu’il y est prévu, le Conseil a juridiction sur les ports suivants : Halifax, Saint-Jean, *Chicoutimi*, Québec, Trois-Rivières, Montréal et Vancouver; et il administre, gère et régit de la même manière

a) tous les ouvrages et biens qui, le 1^{er} octobre 1936, étaient administrés, gérés et régis par l’une des corporations;

b) tous autres ports, ouvrages et biens du Canada que le gouverneur en conseil peut transférer au Conseil pour qu’il les administre, gère et régisse.

(2) Les limites des ports d’Halifax, Saint-Jean, *Chicoutimi*, Québec, Trois-Rivières, Montréal et Vancouver sont celles que décrit l’annexe II, ou celles que détermine, à l’occasion, un décret du gouverneur en conseil, lequel doit être publié dans la *Gazette du Canada*.

(3) Pour l’application de l’alinéa (1)a), «corporations» signifie les corporations constituées pour administrer les ports d’Halifax, Saint-Jean, *Chicoutimi*, Québec, Trois-Rivières, Montréal et Vancouver sous le régime des lois énoncées à l’annexe A du chapitre 42 des Statuts du Canada de 1936.»

Definition

time to time by order of the Governor in Council and any such order shall be published in the *Canada Gazette*.

(3) In paragraph (1)(a), “Corporations” means the Corporations constituted to administer the harbours of Halifax, Saint John, Saguenay — Ville de la Baie, Quebec, Trois-Rivières, Montreal and Vancouver by the Acts set out in Schedule A to chapter 42 of the Statutes of Canada, 1936.”

2. The reference to, and the description of the boundaries of, the harbour of Chicoutimi in Schedule II of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

“HARBOUR OF SAGUENAY — VILLE DE LA BAIE

For the purposes of this Act, the harbour of Saguenay — Ville de la Baie shall comprise all the tidal waters of the Saguenay River above an imaginary line drawn across the River from Cape West to River Peltier and excluding the Ha Ha Bay.”

NATIONAL HARBOURS BOARD ACT

S.C. 1936, c. 42

3. For administration purposes, all references to the harbour of Chicoutimi in Schedule A of chapter 42 of the Statutes of Canada, 1936 shall read as references to the harbour of Saguenay — Ville de la Baie.

l’occasion, un décret du gouverneur en conseil, lequel doit être publié dans la *Gazette du Canada*.

(3) Pour l’application de l’alinéa (1)a), «corporations» signifie les corporations constituées pour administrer les ports d’Halifax, de Saint-Jean, Saguenay de Ville de la Baie, de Québec, de Trois-Rivières, de Montréal et de Vancouver sous le régime des lois énoncées à l’annexe A du chapitre 42 des Statuts du Canada de 1936.»

2. La mention et les limites du port de Chicoutimi à l’annexe II de ladite loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«PORT SAGUENAY DE VILLE DE LA BAIE

Pour les objets de la présente loi, le port Saguenay de Ville de la Baie comprend toutes les eaux de marée de la rivière Saguenay en amont d’une ligne imaginaire tirée en travers de cette rivière entre le Cap-Ouest et la rivière Peltier à l’exclusion de la Baie des Ha! Ha!»

LOI SUR LE CONSEIL DES PORTS NATIONAUX

Définition de «corporations»

S.C. 1936, ch. 42

3. Pour des fins d’administration, toute mention du port de Chicoutimi à l’annexe A du chapitre 42 des Statuts du Canada de 1936 devra se lire port Saguenay de Ville de la Baie.

Clause 2: The reference to, and the description of the boundaries of, the harbour of Chicoutimi at present read as follows:

"Harbour of Chicoutimi

For the purposes of this Act, the harbour of *Chicoutimi* shall comprise all the tidal waters of the Saguenay River above an imaginary line drawn across the River from Cape West to River Peltier and excluding the Ha Ha Bay."

Clause 3: The harbour of Chicoutimi is referred to as follows in Schedule A of chapter 42 of the Statutes of Canada, 1936:

"SCHEDULE "A".

Acts Repealed.

Respecting Chicoutimi Harbour.

16-17 George V, Chap. 6. An Act respecting the Chicoutimi Harbour Commissioners; and amending Acts.

17 George V, Chap. 46. An Act to provide for a loan to the Chicoutimi Harbour Commissioners.

19-20 George V, Chap. 37. An Act to provide for a further loan to the Chicoutimi Harbour Commissioners.

21-22 George V, Chap. 25. An Act to provide for a further loan to the Chicoutimi Harbour Commissioners."

Article 2. — Texte actuel de la mention et des limites du port de Chicoutimi à l'annexe II.

«Port de Chicoutimi

Pour les objets de la présente loi, le port de *Chicoutimi* comprend toutes les eaux de marée de la rivière Saguenay en amont d'une ligne imaginaire tirée en travers de cette rivière entre le Cap-Ouest et la rivière Peltier à l'exclusion de la Baie des Ha! Ha!»

Article 3. — Mentions du port de Chicoutimi à l'annexe A du chapitre 42 des Statuts du Canada de 1936.

«ANNEXE «A».

Lois Abrogées.

Concernant le port de Chicoutimi.

16-17 George V, chap. 6. Loi concernant les Commissaires du port de Chicoutimi, et lois modificatrices.

17 George V, chap. 46. Loi pourvoyant à un prêt aux Commissaires du port de Chicoutimi.

19-20 George V, chap. 37. Loi pourvoyant à un prêt ultérieur aux Commissaires du port de Chicoutimi.

21-22 George V, chap. 25. Loi pourvoyant à un prêt ultérieur aux Commissaires du port de Chicoutimi.»



*If undelivered, return COVER ONLY to,
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à,
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

C-277

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-277

An Act to provide for the political rights of public
employees

First reading, December 17, 1987

MR. CASSIDY

C-277

Deuxième session, trente troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-277

Loi prévoyant les droits politiques des fonctionnaires

Première lecture le 17 décembre 1987

M. CASSIDY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-277

PROJET DE LOI C-277

An Act to provide for the political rights of
public employees

Loi prévoyant les droits politiques des
fonctionnaires

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

Short title

1. This Act may be cited as the *Public
Employees Political Rights Act*.

1. Titre abrégé : *Loi sur les droits politi-
ques des fonctionnaires*.

Titre abrégé

5

Purpose

2. The purpose of this Act is to extend the
present laws of Canada to provide political
rights to public employees in accordance
with the freedoms of expression, of peaceful
assembly and of association guaranteed by 10
the *Constitution Act, 1982*.

2. La présente loi a pour but d'étendre le
droit canadien actuel en accordant aux fon-
ctionnaires des droits politiques conformes à
la liberté d'expression, la liberté de réunion
pacifique et la liberté d'association garanties 10
par la *Loi constitutionnelle de 1982*.

Objet

Definitions

"employee"

3. In this Act,
"employee" means a person employed on a
full or part-time basis other than
(a) a person appointed by the Governor 15
in Council,
(b) a person employed in a managerial
or confidential capacity, as defined by
regulation.

3. Les définitions qui suivent s'appliquent
à la présente loi.

Définitions

«employé» Personne employée à plein temps
ou à temps partiel et qui n'est pas : 15

«employé»

a) nommée par le gouverneur en con-
seil;

b) préposée à la gestion ou à des fonc-
tions confidentielles selon la définition
du règlement. 20

"employer"

"employer" means 20
(a) in the case of departments and min-
istries of State, the Treasury Board,
(b) in the case of other portions of the
public service of Canada, the separate
employer concerned, or 25
(c) in the case of a Board, a commission
or a tribunal, the separate employer
concerned.

«employeur» S'entend

«employeur»

a) pour les employés des ministères et
départements d'État, le Conseil du
Trésor;

b) pour les employés des autres élé- 25
ments de la fonction publique du
Canada, l'employeur distinct qui est en
cause;

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to provide public employees with the fullest possible protection of the freedoms of expression, of peaceful assembly and of association guaranteed by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and consistent with the principles of a non-partisan and merit-based public service. The political rights recognized in this Bill would be granted to all full and part-time employees except those appointed by Order-in-Council and those in confidential and managerial positions as defined by regulation. Before coming into force, these regulations would be subject to the approval of the House of Commons.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi accorde aux fonctionnaires la plus complète protection possible des libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association garanties par la *Charte canadienne des droits et libertés*, qui soit compatible avec les principes d'une fonction publique non partisane et fondée sur le mérite. Les droits politiques énumérés dans cette loi sont accordés à tous les fonctionnaires employés à temps complet ou partiel, hormis ceux qui sont nommés par décret en conseil et les préposés à la gestion ou à des fonctions confidentielles selon les définitions des règlements. Ces règlements doivent être approuvés par la Chambre des communes avant leur entrée en vigueur.

		c) pour les employés d'un conseil, d'une commission ou d'un tribunal administratif, l'employeur distinct qui est en cause.	
Political rights	4. (1) Notwithstanding any other Act, every employee shall have the right	4. (1) Par dérogation à toute autre loi, un employé a le droit :	Droits politiques 5
	(a) to vote;	a) de voter;	
	(b) to actively support a political party or a candidate for a federal, provincial, territorial or municipal or other local office;	b) d'appuyer activement un parti politique ou un candidat à un poste électif fédéral, provincial, territorial ou municipal ou autre poste électif local;	10
	(c) to make financial or other contributions to a political party;	c) de fournir des contributions financières ou autres à un parti politique;	
	(d) to solicit or collect funds for a political party or for a candidate in a federal, provincial, territorial or municipal or other local election;	d) de solliciter ou recueillir des fonds pour un parti politique ou pour un candidat à une élection fédérale, provinciale, territoriale ou municipale ou à une autre élection locale;	15
	(e) to be a member of a political party, to hold office in such party and to exercise the usual rights and privileges thereof; and	e) d'être membre d'un parti politique, d'y occuper un poste et d'exercer les droits et privilèges usuels afférents à ce poste;	20
	(f) to express views or to engage in activities in relation to matters that form part of the platform of a political party or in relation to other issues of public interest.	f) d'exprimer des points de vue ou de participer à des activités relatives à des sujets faisant partie de la plate-forme électorale d'un parti politique ou relatives à d'autres sujets d'intérêt public.	25
Exception	(2) A person employed in a managerial or confidential capacity as defined by regulation or a deputy head may exercise the rights set out in paragraph (1)(a) and (c).	(2) Une personne préposée à la gestion ou à des fonctions confidentielles tel que défini par règlement ou un sous-chef peuvent exercer les droits visés par les alinéas (1)a) et c).	Exception 30
Limitation	(3) Nothing in this section permits an employee to engage in an activity described in subsection (1) during working hours or to undertake activities, assume responsibilities or make public statements on any matter in which the employee is engaged in the performance of his or her duties or to associate the position the employee occupies with any political activity described in subsection (1).	(3) Une disposition du présent article n'autorise pas un employé à participer à une activité visée au paragraphe (1) pendant ses heures de travail, à participer à des activités, à assumer des responsabilités, à faire des déclarations publiques relatives à un sujet dont cet employé s'occupe dans l'exercice de ses fonctions ou à associer le poste qu'il occupe à une activité politique visée au paragraphe (1).	Restriction 35 40
Disciplinary action	(4) Any employee who knowingly contravenes subsection (3) shall be subject to such disciplinary action as may be prescribed by regulation.	(4) Un employé qui contrevient sciemment au paragraphe (3) est passible de mesures disciplinaires prescrites par règlement.	Mesures disciplinaires 40
Leave of absence	5. (1) An employee who intends to become a candidate in a federal, provincial or territorial election shall notify his or her employer and the Public Service Commission	5. (1) Un employé qui a l'intention de devenir candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale doit en aviser par écrit son employeur et la Commission de la Fonc-	Congé 45

in writing, prior to being nominated by a political party or to filing a nomination as an independent candidate.

Effect of election

(2) An employee who has become a candidate in a federal, provincial or territorial election shall be on leave of absence without pay for a period commencing on the day that the employee is nominated and ending on election day.

Request for leave of absence

(3) Subject to subsection (1), an employee who makes a written request to the Public Service Commission for a leave of absence without pay may be granted such leave for a period commencing on the day that the writ of election is issued, the nominating meeting is held or his or her candidacy is filed and ending one week after election day.

Publication of notice of candidacy

(4) The Public Service Commission shall publish in the Canada Gazette the names, positions and places of work of all employees who are on leave of absence without pay pursuant to this section.

Disciplinary action

(5) Any employee who knowingly contravenes subsection (1) is subject to such disciplinary action as may be prescribed by regulation.

Employee elected

6. (1) An employee who is elected to office at the federal, provincial or territorial level shall resign from the position that he or she held prior to taking the oath of office.

Employee not re-elected

(2) If an employee referred to in subsection (1) is defeated or is not re-elected, he or she shall have the right to resume the position held before the election or to occupy an equivalent position.

Service deemed continuous

7. Notwithstanding any other Act, where an employee is on leave of absence pursuant to section 5, the period of leave of absence shall be included when computing the length of the service of the employee and such service shall be deemed to be continuous for all purposes.

Discrimination

8. (1) Notwithstanding any other Act, no employer shall refuse to continue to employ

tion publique avant d'être désigné comme candidat d'un parti politique ou de présenter sa candidature à titre d'indépendant.

Effet de l'élection

(2) Un employé qui est devenu candidat à une élection fédérale, provinciale ou territoriale est en congé sans traitement à compter du jour où il est désigné comme candidat, ou du jour où il se porte candidat indépendant, selon le cas, jusqu'au jour de l'élection inclusivement.

10

Demande de congé

(3) Lorsqu'un employé qui a satisfait aux dispositions du paragraphe (1) soumet à la Commission de la Fonction publique une demande écrite de congé sans traitement, cet employé peut obtenir ce congé pour la période, commençant le jour de l'émission d'un bref d'élection, le jour de la réunion de désignation du candidat ou le jour où il se porte candidat indépendant, selon le cas, et se terminant une semaine après le jour de l'élection.

Publication de l'avis de candidature

(4) La Commission de la Fonction publique fait publier dans la Gazette du Canada les noms, postes et lieux de travail de tous les employés en congé sans traitement en vertu de cet article.

Mesures disciplinaires

(5) Un employé qui contrevient sciemment au paragraphe (1) est passible de mesures disciplinaires prescrites par règlement.

Employé élu

6. (1) Un employé qui est élu à un poste électif fédéral, provincial ou territorial doit démissionner du poste qu'il occupait avant de prêter serment d'office.

Employé non réélu

(2) Si un employé visé au paragraphe (1) est défait ou n'est pas réélu, cet employé a le droit de réintégrer le poste qu'il ou elle occupait avant l'élection ou de se faire nommer à un poste équivalent.

Services considérés comme continus

7. Par dérogation à toute autre loi, lorsqu'un employé est en congé sans traitement en vertu de l'article 5, la période de congé est comptée dans le calcul de la durée de ses services qui sont à toutes fins considérés comme continus.

Mesures discriminatoires

8. Par dérogation à toute autre loi, il est interdit à un employeur de refuser de garder

an employee or otherwise discriminate against an employee in regard to employment or any term or condition of employment on the ground that the employee refuses to engage in partisan work or activity for a political party or a candidate in a federal, provincial, territorial or municipal or other local election.

à son service un employé ou de prendre contre cet employé d'autres mesures discriminatoires afférentes à l'emploi ou à toute condition d'emploi parce que l'employé refuse de faire un travail ou d'avoir une activité de nature partisane pour un parti politique ou pour un candidat à une élection fédérale, provinciale, territoriale, municipale ou à une autre élection locale.

Regulations

9. (1) The Public Service Commission may make regulations

- (a) determining the persons employed in a managerial or confidential capacity who are to be excluded from the application of this Act; and
- (b) prescribing the necessary disciplinary procedures required under subsections 4(4) and 5(5).

9. (1) La Commission de la Fonction publique peut, par règlement :

- a) décider quelles personnes préposées à la gestion ou à des fonctions confidentielles ne seront pas soumises à l'application de la présente loi;
- b) prescrire les procédures disciplinaires nécessaires à l'application des paragraphes 4(4) et 5(5).

Appeal

(2) Any regulation established pursuant to paragraph (1)(a) shall include procedures for appeal to the Public Service Commission.

(2) Un règlement pris en vertu de l'alinéa (1)a) prévoit des procédures d'appel devant la Commission de la Fonction publique.

Regulations laid before House of Commons

(3) The regulations referred to in subsection (1) shall be laid before the House of Commons and shall be examined by such committee as may be designated or established by the House for the purpose.

(3) Les règlements visés au paragraphe (1) sont déposés à la Chambre des communes et étudiés par le comité désigné ou constitué à cette fin par la Chambre.

Review and report

(4) The committee designated or established by the House for the purpose of subsection (3) shall, within thirty days after the review of the regulations is undertaken or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report thereon to the House including any recommendations it may deem appropriate.

(4) Le comité désigné ou constitué par la Chambre des communes aux fins du paragraphe (3) présente à la Chambre, dans les trente jours qui suivent le début de l'étude des règlements, ou dans un délai plus long autorisé par la Chambre, un rapport sur cette étude, avec toute recommandation éventuelle qu'il juge appropriée.

Coming into force

(5) In the event the House of Commons concurs in a report approving the regulations with or without amendments, the regulations shall come into force forthwith.

(5) Si la Chambre des communes adopte un rapport approuvant les règlements avec ou sans modifications, les règlements entrent aussitôt en vigueur.

Regulations of no force or effect

(6) In the event the House of Commons concurs in a report disapproving of the regulations or does not concur in a report approving of the proposed regulations, the regulations shall have no force or effect.

(6) Si la Chambre des communes adopte un rapport qui n'approuve pas les règlements ou si elle rejette un rapport approuvant les projets de règlements, les règlements sont invalides et sans effet.

Règlements invalides et sans effet

Clause 10: The amendment would add “political allegiance and activity” to the list of matters in respect of which the Commission shall not discriminate when prescribing or applying selection standards.

Subsection 12(2) of the Act at present reads as follows:

“(2) The Commission, in prescribing or applying selection standards under subsection (1), shall not discriminate against any person by reason of race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, marital status, family status, disability or conviction for an offence for which a pardon has been granted.”

Clause 11: Section 32 of the Act at present reads as follows:

“Political Partisanship

32. (1) No deputy head and, except as authorized under this section, no employee, shall

(a) engage in work for, on behalf of or against a candidate for election as a member of the House of Commons, a member of the legislature of a province or a member of the Council of the Yukon Territory or the Northwest Territories, or engage in work for, on behalf of or against a political party; or

(b) be a candidate for election as a member described in paragraph (a).

(2) A person does not contravene subsection (1) by reason only of his attending a political meeting or contributing money for the funds of a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a) or money for the funds of a political party.

(3) Notwithstanding any other Act, upon application made to the Commission by an employee the Commission may, if it is of the opinion that the usefulness to the Public Service of the employee in the position he then occupies would not be impaired by reason of his having been a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a), grant to the employee leave of absence without pay to seek nomination as a candidate and to be a candidate for election as such a member, for a period ending on the day on which the results of the election are officially declared or on such earlier day as may be requested by the employee if he has ceased to be a candidate.

(4) Forthwith upon granting any leave of absence under subsection (3), the Commission shall cause notice of its action to be published in the Canada Gazette.

(5) An employee who is declared elected as a member described in paragraph (1)(a) thereupon ceases to be an employee.

(6) Where any allegation is made to the Commission by a person who is or has been a candidate for election as a member described in paragraph (1)(a), that a deputy head or employee has contravened subsection (1), the allegation shall be referred to a board established by the Commission to conduct an inquiry at which the person making the allegation and the deputy head or employee concerned, or their representatives, are given an opportunity of being heard, and upon being notified of the board's decision on the inquiry the Commission,

Article 10. — La modification ajoute «l'appartenance et l'activité politiques» à la liste des motifs de discrimination interdite dans la prescription ou l'application des normes de sélection par la Commission.

Texte actuel du paragraphe 12(2) de la loi :

«(2) En prescrivant ou en appliquant des normes de sélection aux termes du paragraphe (1), la Commission ne doit prendre contre qui que ce soit aucune mesure discriminatoire fondée sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'état matrimonial, la situation de famille, l'état de personne graciée ou la déficience.»

Article 11. — Texte actuel de l'article 32 de la loi :

«Activités politiques

32. (1) Il est interdit à tout sous-chef et, sauf selon que l'autorise le présent article, à tout employé

a) de travailler pour ou contre un candidat à une élection à la Chambre des communes, à la Législature d'une province ou au Conseil du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, ou de travailler au nom d'un tel candidat, ainsi que de travailler pour ou contre un parti politique ou de travailler au nom d'un tel parti; ou

b) d'être candidat à une élection mentionnée à l'alinéa a).

(2) Une personne ne contrevient pas au paragraphe (1) pour le seul motif qu'elle assiste à une réunion politique ou qu'elle verse, à titre de contribution, de l'argent pour la caisse d'un candidat à une élection mentionnée à l'alinéa (1)a) ou qu'elle verse de l'argent à la caisse d'un parti politique.

(3) Nonobstant toute autre loi, sur demande que lui a présentée un employé, la Commission peut, si elle est d'avis que, par rapport à la Fonction publique, l'efficacité de l'employé, dans le poste qu'il occupe alors, n'aura pas à souffrir du fait qu'il aura été candidat à une élection mentionnée à l'alinéa (1)a), accorder à l'employé un congé sans traitement pour lui permettre de demander à se faire présenter comme candidat et d'être candidat à cette élection, pour une période se terminant le jour où les résultats de l'élection sont officiellement déclarés ou à la date antérieure comme peut le demander l'employé s'il a cessé d'être un candidat.

(4) Dès qu'elle a accordé un congé en vertu du paragraphe (3), la Commission doit faire publier un avis à ce sujet dans la Gazette du Canada.

(5) Un employé déclaré élu à une élection décrite à l'alinéa (1)a) cesse dès lors d'être un employé.

(6) Lorsqu'une personne qui est ou a été candidat à une élection décrite à l'alinéa (1)a) allègue à la Commission qu'un sous-chef ou un employé a contrevenu au paragraphe (1), l'allégation doit être déferée à un comité établi par la Commission pour tenir une enquête au cours de laquelle la personne qui fait l'allégation et le sous-chef ou l'employé en cause ou leurs représentants ont la possibilité de se faire entendre. Après avoir été informé de la décision du comité en ce qui concerne l'enquête, la Commission

a) doit, lorsqu'il s'agit d'un sous-chef, soumettre la décision au gouverneur en conseil qui peut, si le comité a décidé que le sous-chef

Public Service Employment Act

Loi sur l'emploi dans la Fonction publique

R.S. 1970, c.
P-32; 1974-75-
76, cc. 16, 66;
1980-81-82-83,
c. 143

10. Subsection 12(2) of the *Public Service Employment Act* is repealed and the following substituted therefor:

10. Le paragraphe 12(2) de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

S.R. 1970, ch.
P-32; 1974-
75-76, ch. 16,
66; 1980-81-
82-83, ch. 143

No discrimina-
tion

“(2) The Commission, in prescribing or applying selection standards under subsection (1), shall not discriminate against any person by reason of race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, marital status, disability, conviction for an offence for which a pardon has been granted or political belief or affiliation.”

5 «(2) En prescrivant ou en appliquant des normes de sélection aux termes du paragraphe (1), la Commission ne doit prendre contre qui que ce soit aucune mesure discriminatoire fondée sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'état matrimo- 10 nial, la déficience, l'état de personne grac-
ciée, la tendance ou l'affiliation politi- ques.»

Aucune
discrimination

Repeal

11. The heading preceding section 32 and section 32 of the said Act are repealed.

11. La rubrique précédant l'article 32 et l'article 32 de la même loi sont abrogés. 15

Abrogation

(a) in the case of a deputy head, shall report the decision to the Governor in Council who may, if the board has decided that the deputy head has contravened subsection (1), dismiss him; and

(b) in the case of an employee, may, if the board has decided that the employee has contravened subsection (1), dismiss the employee.

(7) In the application of subsection (6) to any person, the expression "deputy head" does not include a person for whose removal from office, otherwise than by the termination of his appointment at pleasure, express provision is made by this or any other Act."

a contrevenu aux dispositions du paragraphe (1), destituer ce sous-chef; et

b) peut, lorsqu'il s'agit d'un employé, si le comité a décidé que l'employé a contrevenu aux dispositions du paragraphe (1), destituer cet employé.

(7) Pour l'application du paragraphe (6), l'expression «sous-chef» ne comprend pas une personne, pour laquelle la destitution, autrement que par cessation des fonctions auxquelles elle a été nommée à titre amovible, est expressément prévue par la présente loi ou quelque autre loi.»

C-278

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-278

An Act to amend the Criminal Code
(peeping Toms)

First reading, February 2, 1988

MR. DON BOUDRIA

C-278

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-278

Loi modifiant le Code criminel
(voyeurs)

Première lecture le 2 février 1988

M. DON BOUDRIA

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-278

PROJET DE LOI C-278

An Act to amend the Criminal Code
(peeping Toms)

Loi modifiant le Code criminel
(voyeurs)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-34

1. Section 173 of the *Criminal Code* is
repealed and the following substituted there-
for:

Trespassing

“**173.** Every one who, without lawful
excuse, the proof of which lies upon him,
loiters or prowls upon the property of
another person near a dwelling-house 10
situated on that property is guilty of an
offence punishable on summary convic-
tion.”

1. L'article 173 du *Code criminel* est
abrogé et remplacé par ce qui suit :

S.R., ch. C-34

5

Intrusion

«**173.** Quiconque, sans excuse légitime,
dont la preuve lui incombe, flâne ou rôde
sur la propriété d'autrui, près d'une mai-
son d'habitation située sur ladite propriété,
est coupable d'une infraction punissable 10
sur déclaration sommaire de culpabilité.»

EXPLANATORY NOTE

At present, section 173 of the *Criminal Code* deals with criminal intrusions at night and has been mostly used in relation to peeping Toms. It prohibits loitering or prowling at night upon property near a dwelling-house. The proposed change would extend the offence to acts of voyeurism committed during the day.

Section 173 at present reads as follows:

“173. Every one who, without lawful excuse, the proof of which lies upon him, loiters or prowls *at night* upon the property of another person near a dwelling-house situated on that property is guilty of an offence punishable on summary conviction.”

NOTE EXPLICATIVE

Actuellement, l'article 173 du *Code criminel* se rapporte aux intrusions criminelles de nuit; il est utilisé principalement contre les voyeurs. Cet article interdit de flâner ou de rôder la nuit sur la propriété d'autrui, près d'une maison d'habitation. La modification a pour objet d'étendre l'infraction aux actes de voyeurisme commis durant le jour.

Texte actuel de l'article 173 :

«173. Quiconque, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, flâne ou rôde *la nuit* sur la propriété d'autrui, près d'une maison d'habitation située sur ladite propriété, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité.»

B56

C-279

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-279

An Act to amend the Official Languages Act
(tabling of documents)

First reading, February 5, 1988

MR. GAUTHIER

C-279

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-279

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles
(dépôt de documents)

Première lecture le 5 février 1988

M. GAUTHIER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-279

PROJET DE LOI C-279

An Act to amend the Official Languages Act
(tabling of documents)

Loi modifiant la Loi sur les langues
officielles
(dépôt de documents)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. O-2

1. The *Official Languages Act* is amended
by adding thereto, immediately after section
4 thereof, the following section:

1. La *Loi sur les langues officielles* est
modifiée par insertion, après l'article 4, de ce
qui suit :

S.R., ch. O-2

Tabling of
documents

“4.1 Any document tabled or dis-
tributed in the Senate or the House of
Commons by the Government of Canada
shall be tabled or distributed simultane-
ously in both official languages and both
language versions are equally authorita-
tive.”

«4.1 Tout document déposé ou distribué
au Sénat ou à la Chambre des communes
par le gouvernement fédéral devra l'être
simultanément dans les deux langues
officielles, les deux versions ayant même
valeur.»

Dépôt de docu-
ments

10

5

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to require that all documents tabled or distributed by the Government in the Senate or the House of Commons be in both official languages.

NOTE EXPLICATIVE

Le but de ce projet de loi est d'établir que tout document déposé ou distribué par le gouvernement au Sénat ou à la Chambre des communes doit l'être dans les deux langues officielles.

C-280

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-280

An Act to amend the Consumer Packaging and Labelling
Act
(bilingualism)

First reading, February 8, 1988

MR. GAUTHIER

C-280

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-280

Loi modifiant la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des
produits de consommation
(bilinguisme)

Première lecture le 8 février 1988

M. GAUTHIER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-280

An Act to amend the Consumer Packaging
and Labelling Act
(bilingualism)

PROJET DE LOI C-280

Loi modifiant la Loi sur l'emballage et
l'étiquetage des produits de consommation
(bilinguisme)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

S.C. 1970-71-
72, c. 41

1. The *Consumer Packaging and Labell-
ing Act* is amended by adding thereto,
immediately after section 10, the following
section:

1. La *Loi sur l'emballage et l'étiquetage
des produits de consommation* est modifiée
par insertion, après l'article 10, de ce qui
suit :

S.C. 1970-71-
72, ch. 41

Definitions

"local govern-
ment unit"
«collectivité
locale»

"local product"
«produit local»

"mother
tongue" «langue
maternelle»

"10.1 (1) In this section,

"local government unit" means a city,
metropolitan government area, town,
village, municipality or other area of
local government but does not include
any local government unit situated
within a bilingual district established
under the *Official Languages Act*;

"local product" means a prepackaged
product that is sold only in

(a) the local government unit in which it
is manufactured, processed or packaged,

(b) one or more local government units
that are immediately adjacent to the one
in which it is manufactured, processed
or packaged, or

(c) the local government unit referred to
in paragraph (a) and in the local gov-
ernment unit or units referred to in
paragraph (b);

"mother tongue" means the language first
learned in childhood by persons in any
area of Canada and still understood by
them as ascertained by the decennial

5

"10.1 (1) Les définitions qui suivent
s'appliquent au présent article.

«collectivité locale» Une cité, un gouverne-
ment métropolitain, une ville, un village,
une municipalité ou tout autre territoire
d'un gouvernement local qui ne sont pas
situés dans un district bilingue établi
sous le régime de la *Loi sur les langues
officielles*.

«langue maternelle» Première langue
qu'ont apprise dans leur enfance des
personnes vivant au Canada et qu'elles
comprennent encore selon ce qui a été
établi par le recensement décennal
précédant la date à laquelle le produit
préemballé visé au paragraphe (3) est
vendu au consommateur.

«langues officielles» La langue française et
la langue anglaise.

«produit d'essai» Produit préemballé qui,
avant la date de l'avis d'intention con-
cernant le produit visé au paragraphe
(4), n'était pas vendu au Canada sous

5 Définitions

«collectivité
locale» «local
government
unit»

«langue mater-
nelle» «mother
tongue»

«langues offi-
cielles» «official
languages»

«produit d'essai»
«test market
product»

25

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to incorporate in the Consumer Packaging and Labelling Act one section from the regulations made under that Act requiring that certain information be shown in English and French on the label of prepackaged products.

Clause 1: Section 6 of the Consumer Packaging and Labelling Regulations, being Chapter 417 of the Consolidated Regulations of Canada 1978, at present reads as follows:

“6. (1) In this section,

“local government unit” means a city, metropolitan government area, town, village, municipality or other area of local government but does not include any local government unit situated within a bilingual district established under the *Official Languages Act*;

“local product” means a prepackaged product that is manufactured, processed, produced or packaged in a local government unit and sold only in

(a) the local government unit in which it is manufactured, processed, produced or packaged,

(b) one or more local government units that are immediately adjacent to the one in which it is manufactured, processed, produced or packaged, or

(c) the local government unit in which it is manufactured, processed, produced or packaged and in one or more local government units that are immediately adjacent to the one in which it is manufactured, processed, produced or packaged;

“mother tongue” means the language first learned in childhood by persons in any area of Canada and still understood by them as ascertained by the decennial census taken immediately preceding the date on which the prepackaged product referred to in subsection (3) is sold to the consumer;

“official languages” means the English language and the French language;

“specialty product” means a prepackaged product that is

(a) a food or beverage that has special religious significance and is used in religious ceremonies, or

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour but d'incorporer dans la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation un article d'un règlement pris en vertu de cette loi concernant l'inscription obligatoire de certains renseignements en français et en anglais sur l'étiquette de produits préemballés.

Article 1. — Texte actuel de l'article 6 du Règlement sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, chapitre 417 de la codification des règlements du Canada, 1978 :

«6. (1) Dans le présent article,

«collectivité locale» désigne une cité, un gouvernement métropolitain, une ville, un village, une municipalité ou tout autre territoire d'un gouvernement local mais ne comprend pas une collectivité locale située dans un district bilingue établi sous le régime de la *Loi sur les langues officielles*;

«langue maternelle» désigne la première langue qu'ont apprise dans leur enfance des personnes vivant *dans une région du Canada* et qu'elles comprennent encore selon qu'il a été établi par le dernier recensement décennal qui a précédé la date à laquelle le produit préemballé visé au paragraphe (3) est vendu au consommateur;

«langues officielles» désigne la langue française et la langue anglaise;

«produit d'essai» désigne un produit préemballé qui, avant la date de l'avis d'intention concernant ce produit et dont il est question au paragraphe (5), n'était pas vendu au Canada sous cette forme et qui diffère considérablement de toute autre marque vendue au Canada par sa composition, sa fonction, son état ou la forme de son emballage;

«produit local» désigne un produit préemballé qui est fabriqué, transformé, produit ou emballé dans une collectivité locale et vendu seulement

a) dans la collectivité locale où il est fabriqué, transformé, produit ou emballé;

b) dans une ou plusieurs collectivités locales situées dans le voisinage immédiat de la collectivité où il est fabriqué, transformé, produit ou emballé, ou

	census taken immediately preceding the date on which the prepackaged product referred to in subsection (3) is sold to the consumer;	cette forme et qui diffère considérablement de tout autre produit vendu au Canada par sa composition, sa fonction, son état ou la forme de son emballage.	
"official languages" <i>«langues officielles»</i> "specialty product" <i>«produit spécial»</i>	"official languages" means the English language and the French language; 5 "specialty product" means a prepackaged product that is (a) a food or beverage that is used in religious ceremonies, or 10 (b) an imported product that is not widely used in Canada, and for which there is no readily available substitute that is manufactured, processed or packaged in Canada and that is generally accepted as being a comparable substitute; 15	«produit local» Produit préemballé vendu seulement : a) soit dans la collectivité locale où il est fabriqué, transformé ou emballé; b) soit dans une ou plusieurs collectivités locales situées dans le voisinage de la collectivité locale où il est fabriqué, transformé ou emballé; c) soit dans la collectivité locale visée à l'alinéa a) et dans une ou plusieurs collectivités locales visées à l'alinéa b). 15	5 «produit local» <i>«local product»</i>
"test market product" <i>«produit d'essai»</i>	"test market product" means a prepackaged product that, prior to the date of the notice of intention respecting that product referred to in subsection (4), was not sold in Canada in that form and that differs substantially from any other product sold in Canada with respect to its composition, function, state or packaging form. 20 25	«produit spécial» Produit préemballé qui est : a) soit un aliment ou une boisson utilisés pour les cérémonies religieuses; b) soit un produit importé dont l'usage n'est pas largement répandu au Canada et pour lequel il n'existe aucun succédané facilement accessible fabriqué, transformé ou emballé au Canada et généralement reconnu comme un succédané valable. 20 25	«produit spécial» <i>«specialty product»</i>
Obligation	(2) All information required by this Act and any regulations made thereunder to be shown on the label of a prepackaged product, except the identity and principal place of business of the person by or for whom the prepackaged product was manufactured, processed or packaged for resale, shall be shown in both official languages. 30	(2) Les renseignements devant figurer sur l'étiquette d'un produit préemballé en vertu de la présente loi et de ses règlements doivent être indiqués dans les deux langues officielles, à l'exception du nom et du principal établissement de la personne par ou pour qui le produit préemballé a été fabriqué, transformé, produit ou emballé pour la vente. 30 35	Obligation
Exception	(3) Subject to subsections (4) and (5), subsection (2) does not apply with respect to a local product or test market product if (a) the product is offered for sale in a local government unit in which one of the official languages is the mother tongue of less than ten per cent of the total number of persons residing in the local government unit; and 40	(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), le paragraphe (2) ne s'applique pas dans le cas d'un produit local ou d'un produit d'essai lorsque les conditions suivantes sont réunies : a) le produit est mis en vente dans une collectivité locale où l'une des langues officielles est la langue maternelle de moins de dix pour cent de la population résidant dans la collectivité locale; 40 45	Exception

(b) an imported product

(i) that is not widely used by the population as a whole in Canada, and

(ii) for which there is no readily available substitute that is manufactured, processed, produced or packaged in Canada and that is generally accepted as being a comparable substitute;

“test market product” means a prepackaged product that, prior to the date of the notice of intention respecting that product referred to in subsection (5), was not sold in Canada in that form and that differs substantially from any other product sold in Canada with respect to its composition, function, state or packaging form.

(2) All information required by the Act and these Regulations to be shown on the label of a prepackaged product shall be shown in both official languages except that the identity and principal place of business of the person by or for whom the prepackaged product was manufactured, processed, produced or packaged for resale may be shown in one of the official languages.

(3) Subject to subsections (4) to (6), a local product or test market product is exempt from subsection (2) if

(a) it is sold in a local government unit in which one of the official languages is the mother tongue of less than 10 per cent of the total number of persons residing in the local government unit; and

(b) the information required by the Act and these Regulations to be shown on the label of a prepackaged product is shown in the official language that is the mother tongue of at least 10 per cent of the total number of persons residing in the local government unit.

(4) Where one of the official languages is the mother tongue of less than 10 per cent of the total number of persons residing in a local government unit and the other official language is the mother tongue of less than 10 per cent of the total number of persons residing in the same local government unit, subsection (3) does not apply.

(5) Subsection (3) does not apply to a test market product unless the dealer who intends to conduct the test marketing of the product has, six weeks prior to conducting the test marketing, filed with the Minister of Consumer and Corporate Affairs a notice of intention in such form as the Minister may prescribe.

(6) A test market product shall, for the purposes of subsection (3) and paragraph 36(3)(a), cease to be a test market product upon the expiration of 12 cumulative months after the date on which it was first offered for sale as a test market product but any test market product that was acquired for resale by a dealer, other than the dealer who filed the notice of intention referred to in subsection (5), before the expiration of those 12 cumulative months, shall continue to be a test market product for the purposes of subsection (3) and paragraph 36(3)(a) until it is sold to a consumer.

(7) A specialty product is exempt from subsection (2) if the information required by the Act and these Regulations to be shown on the label of a prepackaged product is shown in one of the official languages.

(8) Where there are one or more surfaces on the label of a prepackaged product that are of at least the same size and prominence as the principal display panel, the information required by the Act and these

c) dans la collectivité locale où il est fabriqué, transformé, produit ou emballé et dans une ou plusieurs collectivités locales situées dans le voisinage immédiat de cette collectivité;

«produit spécial» désigne un produit préemballé qui est

a) un aliment ou une boisson ayant un caractère religieux particulier et utilisé pour les cérémonies religieuses, ou

b) un produit importé

(i) dont l'usage n'est pas largement répandu chez la population du Canada général, et

(ii) dont il n'existe aucun succédané facilement accessible, qui soit fabriqué, transformé, produit ou emballé au Canada qui soit généralement reconnu comme un succédané valable.

(2) Tous les renseignements devant figurer sur l'étiquette d'un produit préemballé aux termes de la Loi et du présent règlement doivent être indiqués dans les deux langues officielles, à l'exception du nom et du principal établissement de la personne par ou pour qui le produit préemballé a été fabriqué, transformé, produit ou emballé pour la revente, qui peuvent être indiqués dans l'une ou l'autre des langues officielles.

(3) Sous réserve des paragraphes (4) à (6), un produit local ou un produit d'essai est exempté de l'application du paragraphe (2)

a) s'il est vendu dans une collectivité locale où l'une des langues officielles est la langue maternelle de moins de 10 pour cent de la population résidente de la collectivité locale; et

b) si les renseignements devant figurer sur l'étiquette d'un produit préemballé aux termes de la Loi et du présent règlement, sont indiqués dans la langue officielle qui est la langue maternelle d'au moins 10 pour cent de la population résidente de la collectivité locale.

(4) Lorsque l'une des langues officielles est la langue maternelle de moins de 10 pour cent de la population résidente de la collectivité locale et que l'autre langue officielle est la langue maternelle d'au moins 10 pour cent de la population résidente de la même collectivité locale, le paragraphe (3) ne s'applique pas.

(5) Le paragraphe (3) ne s'applique pas à un produit d'essai sauf si le fournisseur qui a l'intention de sonder le marché du produit a déposé, auprès du ministre de la Consommation et des Corporations, six semaines avant de sonder le marché, un avis d'intention établi en la forme que peut prescrire le Ministre.

(6) Aux fins de l'application du paragraphe (3) et de l'alinéa 36(3)a), un produit d'essai cesse d'en être un à la fin d'une durée de 12 mois consécutifs après la date à laquelle il a été pour la première fois offert en vente à titre de produit d'essai, mais un produit d'essai acheté pour la revente par un fournisseur, autre que le fournisseur qui a déposé l'avis d'intention dont il est question au paragraphe (5), avant la fin de ladite durée demeure un produit d'essai aux fins du paragraphe (3) et de l'alinéa 36(3)a) jusqu'à ce qu'il soit vendu à un consommateur.

(7) Un produit spécial est exempté de l'application du paragraphe (2) si les renseignements devant figurer sur l'étiquette d'un produit préemballé, aux termes de la Loi et du présent règlement, sont indiqués dans l'une des langues officielles.

(8) Lorsque l'étiquette d'un produit préemballé comporte une ou plusieurs surfaces qui sont de même dimension et de même importance que l'espace principal, les renseignements devant figurer dans l'espace

(b) the required information is shown in one of the official languages that is the mother tongue of at least ten per cent of the total number of persons residing in the local government unit. 5

Idem

(4) Subsection (3) does not apply to a test market product unless the dealer who intends to conduct the test marketing of the product has, six weeks prior to conducting the test marketing, filed with the 10 Minister of Consumer and Corporate Affairs a notice of intention in such form as the Minister may prescribe.

Test market product

(5) A test market product shall cease to be a test market product upon the expira- 15 tion of twelve cumulative months after the date on which it was first offered for sale as a test market product but any test market product that was acquired for resale by a dealer, other than the dealer 20 who filed the notice of intention referred to in subsection (4), before the expiration of those twelve cumulative months, shall continue to be a test market product until it is sold to a consumer. 25

Exception

(6) Subsection (2) does not apply to a specialty product where the information required to be shown on the label of a prepackaged product is shown in one of the official languages. 30

Idem

(7) Where there are one or more surfaces on the label of a prepackaged product that are of the same size and prominence as the principal display panel, the information required by this Act and any 35 regulations made thereunder to be shown on the principal display panel may be shown in one official language if such information is shown in the other official language on one of those other surfaces. 40

Idem

(8) Subsection (2) does not apply to a prepackaged product which is a greeting card, a book, a talking toy or a game in which a knowledge of the language used is a basic factor essential to the use of the 45 game, if the information required to be

b) les renseignements sont indiqués dans la langue officielle qui est la langue maternelle d'au moins dix pour cent de la population résidant dans la collectivité locale. 5

5

Idem

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas à un produit d'essai à moins que le fournisseur qui a l'intention de sonder le marché du produit ne dépose, auprès du ministre de la Consommation et des Corporations, 10 six semaines avant de sonder le marché, un avis d'intention selon la forme que peut prescrire le ministre.

Produit d'essai

(5) Un produit d'essai cesse d'en être un à la fin d'une durée de douze mois consé- 15 cutifs après la date à laquelle il a été pour la première fois mis en vente à ce titre, mais un produit d'essai acheté pour la revente par un fournisseur autre que le fournisseur qui a déposé l'avis d'intention 20 visé au paragraphe (4), avant la fin de ladite durée, demeure un produit d'essai jusqu'à ce qu'il soit vendu à un consommateur.

(6) Le paragraphe (2) ne s'applique pas 25 Exception à un produit spécial lorsque les renseignements devant figurer sur l'étiquette des produits préemballés sont indiqués dans l'une des langues officielles.

(7) Lorsque l'étiquette d'un produit 30 Idem préemballé comporte une ou plusieurs surfaces qui sont de même dimension et de même importance que l'espace principal, les renseignements devant figurer dans l'espace principal en vertu de la présente 35 loi et de ses règlements peuvent y figurer dans l'une des langues officielles seulement s'ils figurent dans l'autre langue officielle sur l'une des autres surfaces.

(8) Le paragraphe (2) ne s'applique pas 40 Idem à un produit préemballé qui est une carte de souhaits, un livre, un jouet parlant ou un jeu dont l'élément essentiel de fonctionnement est l'usage d'une langue lorsque les renseignements qui doivent figurer sur 45 l'étiquette du produit sont indiqués dans la langue qui convient au produit.»

Regulations to be shown on the principal display panel may be shown in one official language if such information is shown in the other official language on one of those other surfaces.

(9) A prepackaged product that is within one of the following classes of prepackaged products is exempt from subsection (2) if the information required by the Act and these Regulations to be shown on the label of a prepackaged product is shown in the language that is appropriate to the product:

- (a) greeting cards;
- (b) books;
- (c) talking toys;
- (d) games in which a knowledge of the language used is a basic factor essential to the use of the game."

principal, aux termes de la Loi et du présent règlement peuvent y figurer dans l'une des langues officielles seulement s'ils figurent dans l'autre langue officielle sur l'une des autres surfaces.

(9) Un produit préemballé qui fait partie d'une des catégories de produits préemballés suivantes est exempté du paragraphe (2) si les renseignements qui doivent figurer sur l'étiquette d'un produit préemballé en vertu de la Loi et du présent règlement sont indiqués dans la langue qui convient au produit :

- a) cartes de souhaits;
- b) livres;
- c) jouets parlants;
- d) jeux dont l'élément essentiel de fonctionnement est l'usage d'une langue.»

shown on the label of the product is shown in the language that is appropriate to the product.”

2. Paragraph 18(1)(f) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“(f) prescribing the form and manner in which any information or representation required to be declared or shown in any label, on any container or in any advertisement shall be declared or shown;”

2. L'alinéa 18(1)f) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«f) prescrivant les modalités de déclarations ou d'indication des renseignements ou énoncés obligatoires soit sur les étiquettes ou emballages, soit dans la publicité;»

Clause 2: Consequential amendment. This clause would repeal the power to make regulations with respect to the language or languages in which information must be shown on a label or a container.

Paragraph 18(1)(f) at present reads as follows:

“(f) prescribing the form and manner in which, *including the language or languages in which*, any information or representation required to be declared or shown in any label, on any container or in any advertisement shall be declared or shown;”

Article 2. — Découle de l'article 1. Enlève le pouvoir réglementaire concernant la ou les langues dans lesquelles les renseignements doivent figurer sur une étiquette ou un emballage.

Texte actuel de l'alinéa 18(1)f :

«f) prescrivant *en quelle forme et de quelle manière, et notamment la ou les langues dans lesquelles les renseignements dont la déclaration ou l'inscription sur une étiquette ou un emballage ou l'inclusion dans la publicité est exigée, doivent y être déclarés ou y figurer;*»

C-281

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-281

An Act to amend the Criminal Code
(false news and hate propaganda)

First reading, February 9, 1988

MR. DE CORNEILLE

C-281

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-281

Loi modifiant le Code criminel
(fausses nouvelles et propagande haineuse)

Première lecture le 9 février 1988

M. DE CORNEILLE

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-281

PROJET DE LOI C-281

An Act to amend the Criminal Code
(false news and hate propaganda)

Loi modifiant le Code criminel
(fausses nouvelles et propagande haineuse)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-34

1. (1) Section 177 of the *Criminal Code* is
renumbered as subsection 177(1).

1. (1) L'article 177 du *Code criminel* S.R., ch. C-34
5 devient le paragraphe 177(1). 5

(2) Section 177 of the said Act is further
amended by adding thereto, immediately
after subsection (1) thereof, the following
subsection:

(2) L'article 177 de la même loi est modi-
fié par adjonction de ce qui suit :

Consent

“(2) No proceeding for an offence under 10
subsection (1) shall be instituted without
the consent of the Attorney General.”

«(2) Il ne peut être engagé de poursuites 5 Consentement
pour une infraction prévue au paragraphe
(1) sans le consentement du procureur 10
général.»

R.S., c. 11 (1st
Suppl.), s. 1

2. All that portion of subsection 281.2(2)
of the said Act preceding paragraph (a)
thereof is repealed and the following sub- 15
stituted therefor:

2. Le passage du paragraphe 281.2(2) de S.R., ch. 11 (1^{er}
la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé 10 suppl.), art. 1
et remplacé par ce qui suit :

Promotion of
hatred

“(2) Every one who, by communicating
statements, other than in private conversa-
tion, promotes hatred against any identifi-
able group is guilty of” 20

«(2) Quiconque, par la communication 15 Fomenters la
de déclarations autrement que dans une
conversation privée, foment la haine
contre un groupe identifiable est 15
coupable :»

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to improve provisions concerning the spreading of false news and hate propaganda.

Clause 1: The new subsection (2), by conferring such authority to the Attorney General, enables the holder of this office to prevent frivolous prosecutions.

Clause 2: The word "wilfully" is deleted to remove the element of intent from the offence, thereby facilitating the proof thereof.

The amended portion of subsection 281.2(2) of the Act at present reads as follows:

"(2) Every one who, by communicating statements, other than in private conversation, *wilfully* promotes hatred against any identifiable group is guilty of"

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à apporter des améliorations à des dispositions concernant la diffusion de fausses nouvelles et la propagande haineuse.

Article 1. — Le nouveau paragraphe (2), en rendant nécessaire le consentement du procureur général, permet à celui-ci d'écarter les poursuites futiles.

Article 2. — La suppression du mot «volontairement» élimine l'élément d'intention de l'infraction et en facilite ainsi la preuve.

Texte actuel du passage visé du paragraphe 281.2(2) de la loi :

«(2) Quiconque, par la communication de déclarations autrement que dans une conversation privée, foment *volontairement* la haine contre un groupe identifiable est coupable :»

C 711
x 3
1596

C-282

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-282

An Act to amend the Canada Labour Code
(scabs and essential services)

First reading, February 9, 1988

MR. PLAMONDON

C-282

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-282

Loi modifiant le Code canadien du travail
(briseurs de grève et services essentiels)

Première lecture le 9 février 1988

M. PLAMONDON

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-282

An Act to amend the Canada Labour Code
(scabs and essential services)

PROJET DE LOI C-282

Loi modifiant le Code canadien du travail
(briseurs de grève et services essentiels)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. L-1	1. Section 180 of the <i>Canada Labour Code</i> is amended by adding thereto the following subsection:	1. L'article 180 du <i>Code canadien du travail</i> est modifié par adjonction de ce qui suit :	S.R., ch. L-1
--------------	---	--	---------------

Idem	“(1.1) No trade union to which an order made under subsection 181.3(1) relates shall declare or authorize a strike unless, not later than seven days before that time, an agreement in writing referred to in subsection 181.4(1) has been forwarded to the Minister or a list in writing referred to in section 181.5 has been forwarded to the Minister and to the corporation concerned.”	5	«(1.1) Un syndicat visé par un décret pris en vertu du paragraphe 181.3(1) ne peut déclarer ni autoriser une grève à moins que l'entente visée au paragraphe 181.4(1) n'ait été transmise par écrit au Ministre depuis au moins sept jours ou que la liste visée à l'article 181.5 n'ait été transmise par écrit au Ministre et à la corporation en cause dans le même délai.»	5	Idem
------	--	---	--	---	------

2. The said Act is further amended by adding thereto the following heading and 15 sections:	2. La même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :
--	--

“PROHIBITIONS RESPECTING CERTAIN
CORPORATIONS AND MAINTENANCE OF
ESSENTIAL SERVICES

«INTERDICTIONS RELATIVES À CERTAINES
CORPORATIONS ET MAINTIEN DES
SERVICES ESSENTIELS

Definition	181.1 For the purposes of sections 181.2 to 181.9, “corporation” means a corporation referred to in section 109.	15	181.1 Pour les fins des articles 181.2 à 181.9, «corporation» s'entend d'une corporation visée à l'article 109.	Définition
Prohibitions	181.2 For the duration of a strike or 20 lockout declared in accordance with this Part, a corporation is prohibited from (a) using the services of a person to discharge the duties of an employee who is a member of the bargaining unit on 25	20	181.2 Pendant la durée d'une grève ou d'un lock-out déclaré conformément à la présente partie, il est interdit à une corpo- 20 ration :	Interdictions

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to prohibit the hiring of persons to replace employees of a Crown corporation who are on strike or locked out.

Another purpose of this Bill is to ensure that essential services are maintained in the event of a strike or lockout in a Crown corporation.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour but d'interdire l'embauche de personnes afin de remplacer les employés en grève ou en lock-out au sein d'une société d'État.

Ce projet de loi vise également à maintenir les services essentiels lors d'une grève ou d'un lock-out au sein d'une société d'État.

strike or locked out where such person was hired between the day when a notice to bargain collectively has been given pursuant to paragraph 180(1)(a) and the end of the strike or lockout;

(b) using, in the establishment where the strike or lockout has been declared, the services of a person not employed by the corporation to discharge the duties of an employee who is a member of the bargaining unit on strike or locked out;

(c) using, in the establishment where the strike or lockout has been declared, the services of an employee who is a member of the bargaining unit on strike or locked out, unless

(i) an agreement has been reached for that purpose between the parties pursuant to section 181.4, and only to the extent that the agreement so provides,

(ii) a list has been forwarded to the corporation and to the Minister pursuant to section 181.5, and only to the extent that the list so provides, or

(iii) an order has been made pursuant to subsection 181.9(1);

(d) using, in an establishment other than the establishment where the strike or lockout has been declared, the services of an employee who is a member of the bargaining unit on strike or locked out; or

(e) using, in the establishment where the strike or lockout has been declared, the services of a person employed by the corporation who is usually employed in another establishment of the corporation.

181.3 (1) Where the Governor in Council is of the opinion that a strike in a corporation might endanger the public health or public safety, the Governor in Council

a) soit d'utiliser les services d'une personne pour remplir les fonctions d'un employé faisant partie de l'unité de négociation en grève ou en lock-out lorsque cette personne a été embauchée entre le jour où une mise en demeure de négocier collectivement a été adressée conformément à l'alinéa 180(1)a) et la fin de la grève ou du lock-out;

b) soit d'utiliser, dans l'établissement où la grève ou le lock-out est déclaré, les services d'une personne qui n'est pas à l'emploi de la corporation pour remplir les fonctions d'un employé faisant partie de l'unité de négociation en grève ou en lock-out;

c) soit d'utiliser, dans l'établissement où la grève ou le lock-out est déclaré, les services d'un employé qui fait partie de l'unité de négociation en grève ou en lock-out, à moins :

(i) qu'une entente ne soit intervenue à cet effet entre les parties conformément à l'article 181.4, dans la mesure où celle-ci y pourvoit,

(ii) qu'une liste n'ait été transmise conformément à l'article 181.5, dans la mesure où celle-ci y pourvoit,

(iii) qu'un décret n'ait été pris en vertu du paragraphe 181.9(1);

d) soit d'utiliser, dans un établissement autre que celui où la grève ou le lock-out a été déclaré, les services d'un employé qui fait partie de l'unité de négociation en grève ou en lock-out;

e) soit d'utiliser, dans l'établissement où la grève ou le lock-out est déclaré, les services d'une personne à l'emploi de la corporation et qui travaille habituellement dans un autre établissement de la corporation.

181.3 (1) Sur recommandation du Ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, s'il estime qu'une grève au sein d'une corporation peut mettre en danger la santé ou la sécurité publique, ordonner à la corporation et au syndicat de maintenir les services essentiels en cas de grève.

	may, on the recommendation of the Minister, by order, require the corporation and the trade union to maintain essential services in the event of a strike.			
Coming into force and expiration	(2) The order shall come into force on the day it is made or on such later date as is stated therein and shall cease to have effect upon the filing of a collective agreement entered into by the parties or of another document in lieu thereof.	5 10	(2) Le décret entre en vigueur à la date où il est pris ou à toute date ultérieure qui y est indiquée et cesse d'avoir effet lors du dépôt d'une convention collective intervenue entre les parties ou d'un autre document qui en tient lieu.	Entrée en vigueur et cessation d'effet 5
Publication and notice	(3) The order shall be published in the <i>Canada Gazette</i> and the Minister shall inform the parties thereof.		(3) Le décret est publié dans la <i>Gazette du Canada</i> et le Ministre en avise les parties.	Publication et avis
Agreement	181.4 (1) The parties to which an order made under subsection 181.3(1) relates shall negotiate to determine the essential services to be maintained in the event of a strike and shall forward to the Minister in writing any agreement entered into by them with respect thereto.	15 20	181.4 (1) Les parties visées par le décret pris en vertu du paragraphe 181.3(1) doivent négocier les services essentiels à maintenir en cas de grève, et transmettre par écrit l'entente intervenue entre elles à cet effet.	Entente 15
Assistance by third party	(2) The Minister, on his own initiative or at the request of either party, may designate a person to assist the parties in reaching an agreement.		(2) Le Ministre peut, de son propre chef ou à la demande d'une des parties, désigner une personne pour aider celles-ci à conclure une entente.	Aide
List	181.5 (1) Where no agreement is reached pursuant to subsection 181.4(1), the trade union shall forward to the corporation and to the Minister in writing a list of the essential services to be maintained in the event of a strike.	25 30	181.5 (1) À défaut d'une entente, le syndicat doit transmettre par écrit à la corporation ainsi qu'au Ministre une liste des services essentiels à maintenir en cas de grève.	Liste 20
Nullity of list	(2) Any list providing, in the event of a strike, for a number of employees greater than the number ordinarily required in the bargaining unit is null and void.		(2) Une liste qui prévoit, en cas de grève, un nombre d'employés supérieur au nombre normalement requis dans l'unité de négociation visée est nulle et de nul effet.	Liste nulle 25
Changes prohibited	(3) No changes may be made to the list by the trade union except with the written consent of the Minister.	35	(3) La liste ne peut être modifiée par le syndicat sauf avec le consentement écrit du Ministre.	Modification prohibée 30
List followed by agreement	(4) If the parties forward an agreement to the Minister after the filing of a list, the agreement shall prevail.	40	(4) Si les parties transmettent au Ministre une entente à la suite du dépôt d'une liste, l'entente prévaut.	Entente postérieure à la liste 35
Assessment	181.6 (1) On receiving an agreement or a list, the Minister shall assess whether or not the essential services provided for therein are sufficient.		181.6 (1) Sur réception d'une entente ou d'une liste, le Ministre évalue la suffisance des services essentiels qui y sont prévus.	Évaluation

Prohibition	181.7 Unless an agreement has been reached by the parties, no corporation shall change the conditions of employment of the employees who provide essential services.	5	181.7 À moins d'un accord entre les parties, une corporation ne peut modifier les conditions de travail des employés qui rendent les services essentiels.	Interdiction
Idem	181.8 No corporation to which an order made under subsection 181.3(1) relates shall declare or cause a lockout.		181.8 Il est interdit à une corporation visée par un décret pris en vertu du paragraphe 181.3(1) de déclarer ou de provoquer un lock-out.	5 Idem
Suspension of right to strike	181.9 (1) The Governor in Council, on the recommendation of the Minister, may, by order, suspend the right to strike in a corporation if the Governor in Council is of the opinion that the essential services provided for or actually rendered where a strike is apprehended or in progress are insufficient and that the public health or public safety are endangered.	10 15	181.9 (1) Sur recommandation du Ministre, le gouverneur général peut, par décret, suspendre le droit de grève au sein d'une corporation s'il juge que, lors d'une grève appréhendée ou en cours, les services essentiels prévus ou rendus sont insuffisants et mettent en danger la santé ou la sécurité publique.	Suspension du droit de grève 10
Coming into force	(2) The order shall come into force on the day it is made or on such later date as is stated therein.	20	(2) Le décret entre en vigueur à la date de sa prise ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.	Entrée en vigueur
Publication and notice	(3) The order shall be published in the <i>Canada Gazette</i> and the Minister shall inform the parties thereof.		(3) Le décret est publié dans la <i>Gazette du Canada</i> et le Ministre en avise les parties.	20 Publication et avis
Duration	(4) The order shall cease to have effect where it is shown to the satisfaction of the Minister that essential services will be maintained in the event of a strike in the corporation."	25	(4) Le décret cesse d'avoir effet lorsqu'il est démontré, à la satisfaction du Ministre, que les services essentiels seront maintenus en cas de grève au sein de la corporation."	25 Effet
Lockout	3. Section 190 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	30	3. L'article 190 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
	" 190. (1) Every employer who declares or causes a lockout contrary to <u>any provision of this Part other than section 181.8</u> is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the lockout continues.	35	" 190. (1) Tout employeur qui déclare ou provoque un lock-out en violation <u>d'une disposition de la présente Partie à l'exception de l'article 181.8</u> est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars au plus pour chaque jour pendant lequel se poursuit le lock-out.	30 Lock-out
Idem	(2) Every person who, on behalf of an employer, declares or causes a lockout contrary to <u>any provision of this Part other than section 181.8</u> is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.	40	(2) Toute personne qui, pour le compte d'un employeur, déclare ou provoque un lock-out en violation <u>d'une disposition de la présente Partie à l'exception de l'article 181.8</u> est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix mille dollars au plus.	40 Idem

Clause 3: Section 190 at present reads as follows:

“190. (1) Every employer who declares or causes a lockout contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the lockout continues.

(2) Every person who, on behalf of an employer, declares or causes a lockout contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.

(3) Every trade union that declares or authorizes a strike contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the strike continues.

(4) Every officer or representative of a trade union who declares or authorizes a strike contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.”

Article 3. — Texte actuel de l'article 190 :

«190. (1) Tout employeur qui déclare ou provoque un lock-out en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars au plus pour chaque jour pendant lequel se poursuit le lock-out.

(2) Toute personne qui, pour le compte d'un employeur, déclare ou provoque un lock-out en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix mille dollars au plus.

(3) Tout syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars au plus pour chaque jour pendant lequel se poursuit la grève.

(4) Tout dirigeant ou représentant d'un syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix mille dollars au plus.»

Strike	(3) Every trade union that declares or authorizes a strike contrary to <u>any provision</u> of this Part <u>other than section 181.9</u> is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the strike continues. 5	(3) Tout syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation <u>d'une disposition</u> de la présente Partie <u>à l'exception de l'article 181.9</u> est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars au plus pour chaque jour pendant lequel se poursuit la grève. 5	Grève
Idem	(4) Every officer or representative of a trade union who declares or authorizes a strike contrary to <u>any provision</u> of this Part <u>other than section 181.9</u> is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars. 10	(4) Tout dirigeant ou représentant d'un syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation <u>d'une disposition</u> de la présente Partie <u>à l'exception de l'article 181.9</u> est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix mille dollars au plus. 15	Idem
Lockout and use of scabs	(5) Any person who contravenes section 181.2 or 181.8 is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part of a day during which the offence is committed or continued, to a fine 20 (a) of not less than \$20,000 or more than \$100,000, where the person is an employer; or (b) of not less than \$10,000 or more than \$50,000, where the person was acting in the capacity of an officer or representative of the employer when the offence was committed. 25	(5) Quiconque contrevient à l'article 181.2 ou 181.8 est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction : a) une amende de 20 000\$ à 100 000\$ dans le cas d'un employeur; b) une amende de 10 000\$ à 50 000\$ dans le cas d'un dirigeant ou d'un représentant de l'employeur qui agit dans l'exercice de ses fonctions au moment de la perpétration. 25	Lock-out et emploi de briseurs de grève
Strike	(6) Any person who contravenes an order made under subsection 181.9(1) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part of a day during which the offence is committed or continued, to a fine 30 (a) of not less than \$20,000 or more than \$100,000, where the person is an employee organization; 35 (b) of not less than \$10,000 or more than \$50,000, where the person was acting in the capacity of an officer or representative of an employee organization when the offence was committed; or 40 (c) of not less than \$500 or more than \$1,000, in any other case." 40	(6) Quiconque contrevient à un décret pris en vertu du paragraphe 181.9(1) est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction : a) une amende de 20 000\$ à 100 000\$ dans le cas d'un syndicat; 35 b) une amende de 10 000\$ à 50 000\$ dans le cas d'un dirigeant ou d'un représentant d'un syndicat qui agit dans l'exercice de ses fonctions au moment de la perpétration; 40 c) une amende de 500\$ à 1000\$ dans les autres cas.» 40	Grève

C-283

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-283

An Act respecting Sir John A. Macdonald Day

First reading, February 10, 1988

MR. NICHOLSON (NIAGARA FALLS)

C-283

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-283

Loi sur le jour de Sir John A. Macdonald

Première lecture le 10 février 1988

M. NICHOLSON (NIAGARA FALLS)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-283

PROJET DE LOI C-283

An Act respecting Sir John A. Macdonald
Day

Loi sur le jour de Sir John A. Macdonald

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. H-7

1. The *Holidays Act* is amended by add-
ing, immediately after section 4 thereof, the
following:

1. La *Loi établissant des jours fériés* est
modifiée par insertion immédiatement après
l'article 4, de ce qui suit :

S.R., ch. H-7

"SIR JOHN A. MACDONALD DAY

«JOUR DE SIR JOHN A. MACDONALD

Sir John A.
Macdonald Day

5. Each year, throughout Canada, the
third Monday of February is a legal hol-
iday and shall be kept and observed as
such under the name of "Sir John A.
Macdonald Day."

5

5. Chaque année, dans toute l'étendue
du Canada, le troisième lundi de février est
jour férié et doit être observé comme tel
sous le nom de «jour de Sir John A. Mac-
donald».

Jour de Sir
John A. Mac-
donald

5

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. I-23

2. All that portion of the definition "hol-
iday" in section 28 of the *Interpretation Act* 10
preceding paragraph (a) thereof is repealed
and the following substituted therefor:

"holiday" «jour
férié»

15 " "holiday" means any of the following days,
namely, Sunday; New Year's Day; Sir
John A. Macdonald Day; Good Friday; 15
Easter Monday; Christmas Day; the
birthday or the day fixed by proclamation
for the celebration of the birthday of the
reigning Sovereign; Victoria Day; Domin-
ion Day; the first Monday in September, 20
designated Labour Day; Remembrance
Day; any day appointed by proclamation
to be observed as a day of general prayer

2. La partie qui précède l'alinéa a) de la
définition de «jour férié», à l'article 28 de la 10
Loi d'interprétation, est abrogée et rempla-
cée par ce qui suit :

S.R., ch. I-23

«jour férié» désigne l'un quelconque des jours
suivants, savoir : tout dimanche, le jour de
l'an, le jour de Sir John A. Macdonald, le 15
vendredi saint, le lundi de Pâques, le jour
de Noël, l'anniversaire du souverain
régnant ou le jour fixé par proclamation
pour sa célébration, le jour de Victoria, la
fête du Dominion, le premier lundi de 20
septembre, désigné fête du Travail, le jour
du Souvenir, tout jour fixé par proclama-
tion comme jour de prière ou de deuil

«jour férié»
"holiday"

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to designate the third Monday of February as a legal holiday to be known as "Sir John A. Macdonald Day" as a tribute to one of the Fathers of Confederation.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi fait en sorte que le troisième lundi de février est un jour férié appelé «jour de Sir John A. Macdonald» afin de rendre hommage à l'un des fondateurs de la Confédération canadienne.

Clause 2: The portion of the definition of "holiday" in section 28 of the *Interpretation Act* preceding paragraph (a) at present reads as follows:

" "holiday" means any of the following days, namely, Sunday; New Year's Day; Good Friday; Easter Monday; Christmas Day; the birthday or the day fixed by proclamation for the celebration of the birthday of the reigning Sovereign; Victoria Day; Dominion Day; the first Monday in September, designated Labour Day; Remembrance Day; any day appointed by proclamation to be observed as a day of general prayer or mourning, or day of public rejoicing or thanksgiving; and any of the following additional days, namely: "

Article 2. — Texte actuel de la partie qui précède l'alinéa a) de la définition de «jour férié» de l'article 28 de la *Loi d'interprétation* :

«jour férié» désigne l'un quelconque des jours suivants, savoir : tout dimanche, le jour de l'an, le vendredi saint, le lundi de Pâques, le jour de Noël, l'anniversaire du souverain régnant ou le jour fixé par proclamation pour sa célébration, le jour de Victoria, la fête du Dominion, le premier lundi de septembre, désigné fête du Travail, le jour du Souvenir, tout jour fixé par proclamation comme jour de prière ou de deuil général ou jour de réjouissances ou d'actions de grâces publiques, et n'importe quel des autres jours suivants, savoir : »

or mourning, or day of public rejoicing or thanksgiving; and any of the following additional days, namely:”

R.S., c. B-5

3. Paragraph 43(a) of the *Bills of Exchange Act* is repealed and the following substituted therefor:

“(a) in all the provinces of Canada,

Sundays,

New Year's Day,

Sir John A. Macdonald Day,

Good Friday,

Victoria Day,

Dominion Day,

Labour Day,

Remembrance Day,

Christmas Day,

the birthday (or the day fixed by proclamation for the celebration of the birthday) of the reigning sovereign,

any day appointed by proclamation to be observed as a public holiday, or as a day of general prayer or mourning or day of public rejoicing or thanksgiving, throughout Canada,

the day next following New Year's Day, Christmas Day and the birthday of the reigning sovereign (if no other day is fixed by proclamation for the celebration of the birthday) when such days respectively fall on a Sunday;”

R.S., c. L-1;
1977-78, c. 27

4. The definition “general holiday” in section 26 of the *Canada Labour Code* is repealed and the following substituted therefor:

“general holiday” “jour férié”

“ “general holiday” means New Year's Day, Sir John A. Macdonald Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Remembrance Day, Christmas Day and Boxing Day and includes any day substituted for any such holiday pursuant to section 51;”

général ou jour de réjouissances ou d'actions de grâces publiques, et n'importe quel des autres jours suivants, savoir :»

S.R., ch. B-5

3. L'alinéa 43a) de la *Loi sur les lettres de change* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«a) dans toutes les provinces du Canada,

les dimanches,

le jour de l'an,

le jour de Sir John A. Macdonald,

le vendredi saint,

le jour de Victoria,

la fête du Dominion,

la fête du Travail,

le jour du Souvenir,

le jour de Noël,

le jour anniversaire (ou jour fixé par proclamation pour la célébration du jour anniversaire) de la naissance du souverain régnant,

tout jour désigné par proclamation comme jour de fête publique ou comme jour de prière ou de deuil général, ou comme jour de réjouissances ou d'actions de grâces publiques, dans tout le Canada,

le jour qui suit immédiatement le jour de l'an, le jour de Noël et le jour anniversaire de la naissance du souverain régnant, (si aucune proclamation ne fixe un autre jour pour sa célébration), lorsque ces jours se trouvent respectivement des dimanches;»

4. La définition de «jour férié» à l'article 26 du *Code canadien du travail* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

S.R., ch. L-1;
1977-78, ch. 27

«jour férié» désigne le jour de l'an, le jour de Sir John A. Macdonald, le vendredi saint, le jour de Victoria, la fête du Dominion, la fête du Travail, le jour de l'Action de grâces, le jour du Souvenir, le jour de Noël et le lendemain de Noël et s'entend également de tout jour remplaçant l'un de ceux-ci conformément à l'article 51;»

«jour férié»
“general holiday”

Clause 3: Paragraph 43(a) of the Bills of Exchange Act at present reads as follows:

“43. In all matters relating to bills of exchange, the following and no other days shall be observed as legal holidays or non-judicial days:

(a) in all the provinces of Canada,

Sundays,

New Year's Day,

Good Friday,

Victoria Day,

Dominion Day,

Labour Day,

Remembrance Day,

Christmas Day,

the birthday (or the day fixed by proclamation for the celebration of the birthday) of the reigning sovereign,

any day appointed by proclamation to be observed as a public holiday, or as a day of general prayer or mourning or day of public rejoicing or thanksgiving, throughout Canada,

the day next following New Year's Day, Christmas Day and the birthday of the reigning sovereign (if no other day is fixed by proclamation for the celebration of the birthday) when such days respectively fall on a Sunday;”

Clause 4: The definition of “general holiday” in section 26 of the Canada Labour Code at present reads as follows:

““general holiday” means New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Remembrance Day, Christmas Day and Boxing Day and includes any day substituted for any such holiday pursuant to section 51;”

Article 3. — Texte actuel de l'alinéa 43a) de la Loi sur les lettres de change :

«43. Pour tout ce qui se rattache aux lettres de change, seront observés comme jours fériés ou jours non juridiques les jours suivants et nul autre :

a) dans toutes les provinces du Canada,

les dimanches,

le jour de l'an,

le vendredi saint,

le jour de Victoria,

la fête du Dominion,

la fête du Travail,

le jour du Souvenir,

le jour de Noël.

le jour anniversaire (ou jour fixé par proclamation pour la célébration du jour anniversaire) de la naissance du souverain régnant,

tout jour désigné par proclamation comme jour de fête publique ou comme jour de prière ou de deuil général, ou comme jour de réjouissances ou d'actions de grâces publiques, dans tout le Canada,

le jour qui suit immédiatement le jour de l'an, le jour de Noël et le jour anniversaire de la naissance du souverain régnant, (si aucune proclamation ne fixe un autre jour pour sa célébration), lorsque ces jours se trouvent respectivement des dimanches;»

Article 4. — Texte actuel de la définition de «jour férié» de l'article 26 du Code canadien du travail :

«jour férié» désigne le jour de l'an, le vendredi saint, le jour de Victoria, la fête du Dominion, la fête du Travail, le jour de l'Action de grâce, le jour du Souvenir, le jour de Noël et le lendemain de Noël et s'entend également de tout jour remplaçant l'un de ceux-ci conformément à l'article 51;»

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

5. This Act shall come into force on a day
to be fixed by proclamation.

5. La présente loi entre en vigueur à la
date fixée par proclamation.

Entrée en
vigueur

C-284

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-284

An Act to amend the Criminal Code
(surrogacy arrangements)

First reading, February 24, 1988

MRS. SHEILA COPPS

C-284

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-284

Loi modifiant le Code criminel
(accords de procréation)

Première lecture le 24 février 1988

MME SHEILA COPPS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-284

PROJET DE LOI C-284

An Act to amend the Criminal Code
(surrogacy arrangements)

Loi modifiant le Code criminel
(accords de procréation)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c-34

1. The Criminal Code is amended by
adding thereto, immediately after section
384 thereof, the following heading and
sections:

1. Le Code criminel est modifié par
adjonction, après l'article 384, de ce qui suit :

S.R., ch. C-34

"PART VIII.1

«PARTIE VIII.1

SURROGACY ARRANGEMENTS

ACCORDS DE PROCRÉATION

384.1 In this Part

5

"payment" means payment in money or
money's worth;

"surrogacy arrangement" means an
arrangement with a surrogate mother;

"surrogate mother" means a woman who 10
carries a child pursuant to an arrange-
ment

(a) made before she began to carry the
child, and

(b) made with intent that a child born 15
as a result of the pregnancy become and
be treated as the child of another per-
son.

384.2 (1) Every one who

(a) initiates or takes part in any negotia- 20
tions with intent to make a surrogacy
arrangement,

384.1 Les définitions qui suivent
s'appliquent à la présente partie.

«accord de procréation» Accord conclu 5
avec une mère porteuse.

«mère porteuse» Femme qui est enceinte en
application d'un accord conclu, à la
fois :

a) avant qu'elle devienne enceinte; 10

b) en vue que tout enfant à naître par
suite de la grossesse en question
devienne l'enfant d'une autre personne
et soit considéré comme tel.

«rémunération» Rémunération en argent 15
ou l'équivalent.

384.2 (1) Commet un acte criminel et
est passible d'un emprisonnement maximal
de deux ans quiconque :

"payment"
«rémunération»

"surrogacy
arrangement"
«accord de pro-
création»
"surrogate
mother" «mère
porteuse»

Negotiation of
surrogacy
arrangements

5 «accord de pro-
création» "sur-
rogacy arran-
gement"
«mère porteuse»
"surrogate
mother"

15 «rémunération»
"payment"

Négociation
d'accords de
procréation

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to ban profit-making on surrogacy arrangements by agencies or go-betweens. It will be an offence for anyone to initiate or take part in surrogacy arrangements on a commercial basis. In addition it would be an offence to publish advertisements or other documents seeking women to act as surrogate mothers.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet de bannir les bénéfices réalisés par des agences ou intermédiaires à l'occasion d'accords conclus avec des mères porteuses. Ce sera une infraction que de se faire l'initiateur ou l'initiatrice d'un tel accord, ou d'y participer, à titre lucratif. Constituera également une infraction le fait de publier des annonces ou des documents sollicitant des femmes disposées à agir comme mères porteuses.

(b) offers or agrees to negotiate the making of a surrogacy arrangement, or

(c) compiles any information with intent to use it in making, or negotiating the making of, a surrogacy arrangement,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years.

(2) A person who does any act referred to in subsection (1) with intent to become a surrogate mother or to retain for herself or himself the services of a surrogate mother does not contravene that subsection.

(3) For the purposes of this section, a person does an act on a commercial basis if

(a) any payment is at any time received by that person in respect of it; or

(b) the person intends any payment to be received by herself or himself or by another in respect of making or negotiating or facilitating the making of any surrogacy arrangement.

384.3 Every person who publishes for payment a statement, advertisement, notice or other document

(a) that is intended or likely to induce a person to agree to act as a surrogate mother;

(b) that solicits a woman to act as a surrogate mother; or

(c) that states or implies that a woman is willing to act as a surrogate mother,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding two years."

a) soit amorce des négociations avec l'intention de conclure un accord de procréation ou participe à de telles négociations;

b) soit offre ou convient de négocier un accord de procréation;

c) soit réunit des renseignements avec l'intention de les utiliser pour négocier ou conclure un accord de procréation.

(2) La personne qui pose un acte visé au paragraphe (1) avec l'intention de devenir mère porteuse ou de retenir pour elle-même les services d'une mère porteuse ne contrevient pas à ce paragraphe.

(3) Pour l'application du présent article, une personne agit à titre lucratif :

a) soit si, à quelque époque que ce soit, elle touche une rémunération pour son acte;

b) soit si elle agit de sorte qu'une rémunération lui soit versée ou soit versée à une autre personne pour la conclusion, la négociation ou la facilitation d'un accord de procréation.

384.3 Commet un acte criminel et est passible d'un emprisonnement maximal de deux ans quiconque publie contre rémunération une déclaration, une annonce, un avis ou quelque document qui :

a) soit a pour but ou est susceptible d'inciter une personne à agir comme mère porteuse;

b) soit a pour objet de rechercher une femme disposée à agir comme mère porteuse;

c) soit affirme ou donne à entendre qu'une femme est disposée à agir comme mère porteuse.»

Idem

Acting on a commercial basis

Advertisements about surrogacy

Idem

Agir à titre lucratif

Publicité concernant la fonction de mère porteuse

AI
XB
E36

C-285

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-285

An Act to amend the Unemployment Insurance Act, 1971
(pregnancy)

First reading, March 10, 1988

MRS. COLLINS

C-285

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-285

Loi modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage
(grossesse)

Première lecture le 10 mars 1988

MME COLLINS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-285

PROJET DE LOI C-285

An Act to amend the Unemployment Insurance Act, 1971
(pregnancy)

Loi modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-
chômage
(grossesse)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1970-71-72, c.
48

1. Section 30 of the *Unemployment Insurance Act, 1971* is amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsections:

Suspension of
Initial Benefit

“(2.1) The payment of initial benefit to a claimant under this section is suspended from the week following the week during which the claimant proves that her newborn child is hospitalized.

Resumption of
Initial Benefit

(2.2) The payment of initial benefit suspended pursuant to subsection (2.1) resumes from the week of unemployment of the claimant following the week during which she proves that the child comes into her actual care and custody.”

1970-71-72, ch.
48

1. L'article 30 de la *Loi de 1971 sur l'assurance-chômage* est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

5

«(2.1) Le paiement des prestations initiales à la prestataire en application du présent article est suspendu à compter de la semaine suivant celle où elle fait la preuve que son enfant nouveau-né est hospitalisé.

Suspension des
prestations initiales

(2.2) Le paiement de prestations initiales suspendu en application du paragraphe (2.1) recommence à compter de la semaine de chômage de la prestataire suivant la semaine où elle fait la preuve qu'elle est effectivement chargée des soins et de la garde de son enfant.»

Reprise des
prestations initiales

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to allow the mother of a newborn child to postpone her maternity leave until the child is released from hospital in cases where the child is born prematurely or with severe health problems and must remain in hospital for a considerable period of time.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour but de permettre à la mère d'un nouveau-né de reporter son congé de maternité jusqu'au moment où l'enfant quitte l'hôpital, dans les cas où celui-ci vient au monde prématurément ou dans un état de santé qui impose un long séjour à l'hôpital.

CAI
XB
-E52

LIBRARY
SEP 1988

C-286

C-286

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-286

PROJET DE LOI C-286

An Act respecting a Day of Mourning for Persons Killed or
Injured in the Workplace

Loi concernant l'institution d'un jour de compassion pour
les personnes tuées ou blessées au travail

First reading, March 15, 1988

Première lecture le 15 mars 1988



MR. MURPHY

M. MURPHY

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

2^e session, 33^e législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-286

PROJET DE LOI C-286

An Act respecting a Day of Mourning for
Persons Killed or Injured in the Workplace

Loi concernant l'institution d'un jour de
compassion pour les personnes tuées ou
blessées au travail

WHEREAS it is desirable that Canadians
should designate a day of mourning to
remember workers killed, disabled or injured
in the workplace and workers afflicted with
industrial disease;

ATTENDU :
qu'il est souhaitable que les Canadiens insti-
tuent un jour de compassion pour commémo-
rer les travailleurs tués, atteints d'incapacité
ou blessés à leur travail ou victimes de mala-
dies professionnelles;

AND WHEREAS Canadians seek earnestly
to set an example of their commitment to the
issue of health and safety in the workplace;

que les Canadiens cherchent ardemment à
donner un exemple de leur attachement à la
cause de la santé et de la sécurité au travail;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and
with the advice and consent of the Senate
and House of Commons of Canada, enacts as
follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

Day of Mourn-
ing

1. Throughout Canada, in each and every
year, the 28th day of April shall be known
under the name of "Day of Mourning for
Persons Killed or Injured in the Workplace".

1. Dans toute l'étendue du Canada, le 28
avril de chaque année est désigné comme
«Jour de compassion pour les personnes tuées
ou blessées au travail».

Jour de com-
passion

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to designate April 28 as a "Day of Mourning" in remembrance of workers killed, disabled or injured in the workplace during the preceding year.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet de désigner le 28 avril comme «jour de compassion» commémorant les travailleurs tués, atteints d'incapacité ou blessés au travail au cours de l'année précédente.

56
C-287

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-287

An Act to amend the Financial Administration Act
(Remission Orders)

First reading, March 16, 1988

MR. BOYER

C-287

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-287

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière
(décrets de remise)

Première lecture le 16 mars 1988

M. BOYER



2nd Session, 33rd Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

2^e session, 33^e législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-287

PROJET DE LOI C-287

An Act to amend the Financial Administration Act
(Remission Orders)

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière
(décrets de remise)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. F-10

1. Section 17 of the *Financial Administration Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsections:

Tabling in the House of Commons

“(1.1) An order made under this section remitting, during a fiscal year, an aggregate amount exceeding one million dollars shall not come into force unless it is laid before the House of Commons, together with a justification report, on any of the first fifteen days that the House is sitting after it is made.

Contents of the justification report

(1.2) The justification report shall disclose sufficient information to show that the loss of revenue or disbursement that the remission represents is compensated by the benefit that the application of an order referred to in subsection (1.1) brings to Canada.

Coming into force

(1.3) An order referred to in subsection (1.1) shall come into force

(a) on affirmation by resolution of the House of Commons; or

1. L'article 17 de la *Loi sur l'administration financière* est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

S.R., ch. F-10

«(1.1) L'entrée en vigueur du décret d'application du présent article qui remet une somme totale, au cours d'une année financière, supérieure à un million de dollars est subordonnée au dépôt de celui-ci devant la Chambre des communes, accompagné d'un mémoire justificatif, dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la prise du décret.

Dépôt devant la Chambre des communes

(1.2) Le mémoire justificatif doit divulguer les renseignements nécessaires pour démontrer que les bénéfices que tire le Canada de l'application du décret visé au paragraphe (1.1) compensent la perte de recettes ou les déboursés entraînés par la remise.

Contenu du mémoire justificatif

(1.3) Le décret visé au paragraphe (1.1) entre en vigueur :

Entrée en vigueur

a) soit sur confirmation de la Chambre des communes par résolution;

EXPLANATORY NOTE

This bill would provide an opportunity for the House of Commons to scrutinize and approve remission orders that involve large sums of money. It would also require the Minister of Finance to assess whether amounts remitted are compensated by a financial benefit for Canada.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi permettrait à la Chambre des communes d'examiner et d'approuver les remises de grosses sommes d'argent. Il obligerait également le ministre des Finances à déterminer s'il existe pour le Canada une compensation financière pour ces remises.

(b) where the House does not dispose of the matter within a period of sixty days following the tabling of the order, after the expiration of that period.”

b) soit, si la Chambre ne statue pas sur la question dans un délai de soixante jours suivant le dépôt du décret, après l’expiration de ce délai.»

CAI
-B56

C-288

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-288

An Act to amend the Auditor General Act

First reading, March 30, 1988

MR. HOVDEBO

C-288

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-288

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général

Première lecture le 30 mars 1988

M. HOVDEBO

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-288

PROJET DE LOI C-288

An Act to amend the Auditor General Act

Loi modifiant la Loi sur le vérificateur
général

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

1976-77, c. 34

1. Subsection 7(1) of the *Auditor General Act* is repealed and the following substituted therefor:

Report to
House of Com-
mons

“7. (1) The Auditor General shall
report at least annually to the House of
Commons

- (a) on the work of his office; and 10
(b) on whether, in carrying on the work
of his office, he received all the informa-
tion and explanations he required.”

2. Subsection 7(3) of the said Act is
repealed and the following substituted there- 15
for:

Submission of
report to
Speaker and
tabling in the
House of Com-
mons

“(3) Each annual report by the Auditor
General to the House of Commons shall be
submitted to the Speaker of the House of
Commons on or before the 31st day of 20
December in the year to which the annual
report relates and the Speaker of the
House of Commons shall lay each such
report and any other report before the
House of Commons forthwith after receipt 25
thereof by him or, if that House is not then
sitting, on the first day next thereafter that
the House of Commons is sitting.”

1. Le paragraphe 7(1) de la *Loi sur le* 5
vérificateur général est abrogé et remplacé 5
par ce qui suit :

1976-77, ch. 34

«7. (1) Le vérificateur général prépare à
l'intention de la Chambre des communes
au moins un rapport annuel dans lequel :

Rapport à la
Chambre des
communes

- a) il fournit des renseignements sur les 10
activités de son bureau; et
b) il indique s'il a reçu, dans l'exercice
de ces activités, tous les renseignements
et éclaircissements réclamés.»

2. Le paragraphe 7(3) de la même loi est 15
abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(3) Le rapport annuel du vérificateur
général à la Chambre des communes est
soumis à l'Orateur de la Chambre des
communes au plus tard le 31 décembre de 20
l'année à laquelle il se rapporte. L'Orateur
doit déposer le rapport annuel susvisé ainsi
que tout autre rapport devant la Chambre
des communes immédiatement ou, si la
Chambre ne siège pas, le premier jour de 25
séance suivante.»

Dépôt des rap-
ports devant la
Chambre des
communes

EXPLANATORY NOTES

At present the *Auditor General Act* requires the Auditor General to report to the House of Commons annually. The purpose of this Bill is to allow the Auditor General to report annually and as often as he deems necessary.

Clause 1: Subsection 7(1) at present reads as follows:

“7. (1) The Auditor General shall report annually to the House of Commons

(a) on the work of his office; and

(b) on whether, in carrying on the work of his office, he received all the information and explanations he required.”

Clause 2: Subsection 7(3) at present reads as follows:

“(3) Each annual report by the Auditor General to the House of Commons shall be submitted to the Speaker of the House of Commons on or before the 31st day of December in the year to which the report relates and the Speaker of the House of Commons shall lay each such report before the House of Commons forthwith after receipt thereof by him or, if that House is not then sitting, on the first day next thereafter that the House of Commons is sitting.”

NOTES EXPLICATIVES

Actuellement, la *Loi sur le vérificateur général* prévoit que le vérificateur général doit soumettre un rapport annuel à la Chambre des communes. L'objet de ce projet de loi est de permettre à ce dernier de faire rapport à la Chambre aussi souvent qu'il estime nécessaire.

Article 1. — Texte actuel du paragraphe 7(1) :

«7. (1) Le vérificateur général prépare à l'intention de la Chambre des communes un rapport annuel dans lequel

a) il fournit des renseignements sur les activités de son bureau; et

b) il indique s'il a reçu, dans l'exercice de ces activités, tous les renseignements et éclaircissements réclamés.»

Article 2. — Texte actuel du paragraphe 7(3) :

«(3) Le rapport annuel du vérificateur général à la Chambre des communes est soumis à l'Orateur de la Chambre des communes au plus tard le 31 décembre de l'année à laquelle il se rapporte, *ce dernier* doit le déposer devant la Chambre des communes immédiatement ou, si la Chambre ne siège pas, le premier jour de séance suivante.»

3. Subsection 8(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Special report

“8. (1) The Auditor General may make a special report to the House of Commons on any matter of pressing importance or urgency that, in his opinion, should be reported immediately.” 5

3. Le paragraphe 8(1) de la loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Rapport spécial

«8. (1) Le vérificateur général peut adresser un rapport spécial à la Chambre des communes sur toute affaire d'une importance ou d'une urgence telle qu'il estime qu'elle doit immédiatement faire l'objet d'un rapport.» 5

Clause 3: Subsection 8(1) at present reads as follows:

“8. (1) The Auditor General may make a special report to the House of Commons on any matter of pressing importance or urgency that, in his opinion, should *not be deferred until the presentation of his annual report.*”

Article 3. — Texte actuel du paragraphe 8(1) :

«8. (1) Le vérificateur général peut adresser un rapport spécial à la Chambre des communes sur toute affaire d'une importance ou d'une urgence telle qu'elle ne saurait, à son avis, attendre la *présentation du rapport annuel.*»

AI
KB
-B56

C-289

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-289

An Act to amend the Food and Drugs Act
(list of ingredients)

First reading, April 22, 1988

Ms. COPPS

C-289

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-289

Loi modifiant la Loi des aliments et drogues
(liste des ingrédients)

Première lecture le 22 avril 1988

MME COPPS



2nd Session, 33rd Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

2^e session, 33^e législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-289

PROJET DE LOI C-289

An Act to amend the Food and Drugs Act
(list of ingredients)

Loi modifiant la Loi des aliments et drogues
(liste des ingrédients)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. F-27

1. The *Food and Drugs Act* is amended
by adding thereto, immediately after section
5 thereof, the following sections:

1. La *Loi des aliments et drogues* est
modifiée par insertion, après l'article 5, de ce
qui suit :

S.R., ch. F-27

Idem

“5.1 No person shall sell any food in a
restaurant, or prepare any food in a res-
taurant and sell it outside the restaurant,
unless a list in English or in French of all 10
the ingredients in such food is available for
consultation by any person, upon request,
during business hours.

«5.1 Nul ne peut vendre un aliment
dans un restaurant ou préparer un aliment
dans un restaurant et le vendre à l'exté-
rieur du restaurant à moins qu'une liste en 10
anglais ou en français de tous les ingréd-
ients de cet aliment ne soit disponible
pour consultation à la demande de toute
personne pendant les heures d'ouverture
du restaurant.

Idem

Idem

5.2 (1) No person shall sell any food
with packaging in a branch restaurant or 15
prepare and package any food in a branch
restaurant and sell it outside the restau-
rant unless a list in English and in French
of all the ingredients in such food is
affixed to the packaging in accordance 20
with the regulations.

5.2 (1) Nul ne peut vendre dans la
succursale d'une chaîne de restaurants un
aliment sous emballage ou y préparer et
emballer un aliment et le vendre à l'exté-
rieur de la succursale sauf si une liste en 20
français et en anglais de tous les ingréd-
ients de cet aliment est apposée sur
l'emballage conformément aux règlements.

Idem

Definition of
“branch restau-
rant”

(2) In this section, “branch restaurant”
means any franchised restaurant, any
restaurant doing business under the same
trade name as another restaurant or any 25
branch restaurant defined by regulation.”

(2) Dans le présent article, «succursale
d'une chaîne de restaurants» s'entend de 25
tout restaurant exploité par un concession-
naire, de tout restaurant ayant une déno-
mination sociale identique à celle d'un
autre restaurant, ou de toute succursale
d'une chaîne de restaurants définie par 30
règlement.»

Définition de
«succursale ...»

EXPLANATORY NOTES

This Bill would compel each restaurant to make available for public consultation a list, in English or in French, of all the ingredients in any food sold by it.

This Bill would also compel each branch restaurant to affix on the packaging of any packaged food sold by it a list, in English and in French, of the ingredients in such food.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi oblige tout restaurant à rendre disponible pour consultation publique, une liste en français ou en anglais des ingrédients de chaque aliment vendu par ce dernier.

Ce projet de loi oblige également toute succursale d'une chaîne de restaurants à apposer sur chaque emballage d'un aliment qu'il vend sous emballage une liste en français et en anglais des ingrédients de cet aliment.

2. The French version of subparagraph 25(1)(b)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

«(iii) la vente ou les conditions de vente des aliments, drogues, cosmétiques ou instru- 5
ments,»

3. Subsection 25(1) of the same Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (e), the following paragraph:

“(c.1) respecting the definition of the 10
expression “branch restaurant”,”

2. La version française du sous-alinéa 25(1)b)(iii) de la même loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«(iii) la vente ou les conditions de vente des aliments, drogues, cosmétiques ou instru- 5
ments,»

3. Le paragraphe 25(1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa e), de ce qui suit:

«c.1) concernant la définition de 10
l'expression «succursale d'une chaîne de restaurants»;»

Clause 2: This amendment would state more specifically in the French version the power of the Governor in Council to make regulations with respect to food.

The French version of subparagraph 25(1)(b)(iii) at present reads as follows:

«25. (1) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements pour l'exécution des objets et l'application effective des dispositions de la présente loi. En particulier, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, il peut établir des règlements

...
b) concernant

...
(iii) la vente ou les conditions de vente de *tout article, drogue, cosmétique ou instrument, et*»

Clause 3: The portion of subsection 25(1) preceding paragraph (a) thereof at present reads as follows:

“25. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying the purposes and provisions of this Act into effect, and in particular, but not so as to restrict the generality of the foregoing, may make regulations»

Article 2. — Précision du pouvoir réglementaire du gouverneur en conseil dans la version française en ce qui concerne les aliments.

Texte actuel de la version française du sous-alinéa 25(1)b)(iii) :

«25. (1) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements pour l'exécution des objets et l'application effective des dispositions de la présente loi. En particulier, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, il peut établir des règlements

...
b) concernant

...
(iii) la vente ou les conditions de vente de *tout article, drogue, cosmétique ou instrument, et*»

Article 3. — Texte actuel du passage du paragraphe 25(1) qui précède l'alinéa a) :

«25. (1) Le gouverneur en conseil peut établir des règlements pour l'exécution des objets et l'application effective des dispositions de la présente loi. En particulier mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, il peut établir des règlements»

LA!
KB
B56

C-290

C-290

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

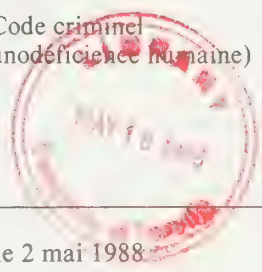
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-290

PROJET DE LOI C-290

An Act to amend the Criminal Code
(exposure to Human Immunodeficiency Virus)

Loi modifiant le Code criminel
(exposition au virus d'immunodéficience humaine)



First reading, May 2, 1988

Première lecture le 2 mai 1988

MR. NICHOLSON (*Niagara Falls*)

M. NICHOLSON (*Niagara Falls*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-290

PROJET DE LOI C-290

An Act to amend the Criminal Code
(exposure to Human Immunodeficiency
Virus)

Loi modifiant le Code criminel
(exposition au virus d'immunodéficience
humaine)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-34

1. The *Criminal Code* is amended by
adding the following thereto:

1. Le *Code criminel* est modifié par
adjonction de ce qui suit :

S.R., ch. C-34

"Exposure to Human Immunodeficiency
Virus

«Exposition au virus d'immunodéficience
humaine

Exposure to
Human
Immuno-
deficiency Virus

204.1 (1) Every one commits an offence
who, knowing that he has been diagnosed
as carrying Human Immunodeficiency 5
Virus antibodies, knowingly does any act
that may expose a person to the Human
Immunodeficiency Virus.

204.1 (1) Commet une infraction qui-
conque, sachant qu'il fait l'objet d'un
diagnostic déterminant qu'il est porteur 5
d'anticorps du virus d'immunodéficience
humaine, fait sciemment un acte qui peut
exposer une personne au virus d'immuno-
déficience humaine.

Exposition au
virus d'immu-
nodéficience
humaine

Punishment

(2) Every one who commits an offence
under subsection (1) is guilty of an offence 10
punishable on summary conviction and is
liable

(2) Quiconque commet l'infraction 10 Peines
prévues au paragraphe (1) encourt, sur
déclaration de culpabilité par procédure
sommaire :

(a) to imprisonment for a term not
exceeding two years and to a fine not
exceeding five thousand dollars; or 15
(b) to imprisonment for a term not
exceeding two years.

a) soit un emprisonnement maximal de
deux ans et une amende maximale de 15
cinq mille dollars;
b) soit un emprisonnement maximal de
deux ans.

EXPLANATORY NOTE

This Bill would prohibit any person who has been diagnosed as carrying Human Immunodeficiency Virus antibodies from knowingly doing anything that may expose another person to the Human Immunodeficiency Virus.

Every one who commits such an act would be liable to imprisonment for a term not exceeding two years and to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding two years.

It would be a ground of defence, for an accused charged with having sexual intercourse with a person while having been diagnosed as carrying the virus, that, before having such sexual intercourse, the accused informed the person that the latter might be exposed to the virus by having such sexual intercourse and the person knowingly consented in taking such a risk.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi interdit à toute personne qui a fait l'objet d'un diagnostic déterminant qu'elle est porteuse d'anticorps du virus d'immunodéficience humaine de faire sciemment quelque chose qui puisse exposer une autre personne au virus d'immunodéficience humaine.

Quiconque commet un tel acte est passible d'un emprisonnement maximal de deux ans et d'une amende maximale de cinq mille dollars ou d'un emprisonnement maximal de deux ans.

Constitue un moyen de défense pour un prévenu accusé d'avoir eu des rapports sexuels avec une personne alors qu'il faisait l'objet d'un diagnostic déterminant qu'il est porteur du virus, le fait de prouver, qu'avant d'avoir de tels rapports sexuels, il a informé la personne qu'elle pourrait être exposée au virus lors de ces rapports sexuels et que la personne a sciemment consenti à prendre ce risque.

Defence

(3) No accused shall be convicted of an offence under subsection (1) where the alleged act consists in having sexual intercourse with a person and the accused proves that, prior to having sexual intercourse 5

(a) the accused informed the person that the person might be exposed thereby to the Human Immunodeficiency Virus because the accused has 10 been diagnosed as carrying the virus, and

(b) the person knowingly consented to take the risk of being exposed to the virus.” 15

Défense

(3) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction visée au paragraphe (1) si l'acte reproché consiste à avoir des rapports sexuels avec une personne et si le prévenu prouve, qu'avant d'avoir des 5 rapports sexuels :

a) d'une part, il a informé cette personne qu'elle pourrait être exposée au virus d'immunodéficience humaine lors de tels rapports sexuels puisqu'il fait 10 l'objet d'un diagnostic déterminant qu'il est porteur du virus;

b) d'autre part, la personne a sciemment consenti à prendre le risque d'être exposée au virus.» 15

56
C-291

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-291

An Act to amend the Supreme Court Act
(references by a Lieutenant-Governor in Council)

First reading, May 26, 1988

MR. KAPLAN

C-291

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-291

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême
(renvois par un lieutenant-gouverneur en conseil)

Première lecture le 26 mai 1988

M. KAPLAN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-291

PROJET DE LOI C-291

An Act to amend the Supreme Court Act
(references by a Lieutenant-Governor in
Council)

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême
(renvois par un lieutenant-gouverneur en
conseil)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. S-19

1. The heading preceding section 55 of the
Supreme Court Act and section 55 of the
said Act are repealed and the following
substituted therefor:

1. L'article 55 de la *Loi sur la Cour
suprême* et l'intertitre qui le précède sont
abrogés et remplacés par ce qui suit :

S.R., ch. S-19

*"References by Governor in Council or a
Lieutenant-Governor in Council"*

*«Renvois par le gouverneur en conseil ou un
lieutenant-gouverneur en conseil*

Referring cer-
tain questions
for opinion

55. (1) The Governor in Council or the 10
Lieutenant-Governor in Council of any
province may refer to the Court for hear-
ing and consideration important questions
of law or fact concerning

55. (1) Le gouverneur en conseil ou le 10
lieutenant-gouverneur en conseil d'une
province peut soumettre au jugement de la
Cour toute question importante de droit ou
de fait touchant :

Questions délé-
guées pour avis

(a) the interpretation of the *Constitu- 15*
tion Acts;

a) l'interprétation des *Lois constitution- 15*
nelles;

(b) the constitutionality or interpreta-
tion of any federal or provincial legisla-
tion;

b) la constitutionnalité ou l'interpréta-
tion d'un texte législatif fédéral ou
provincial;

(c) the appellate jurisdiction respecting 20
educational matters, by the *Constitution
Act, 1867*, or by any other Act or law
vested in the Governor in Council or in
the Lieutenant-Governor in Council of
any province; or 25

c) la compétence d'appel en matière 20
d'enseignement dévolue au gouverneur
en conseil ou au lieutenant-gouverneur
en conseil d'une province par la *Loi*
constitutionnelle de 1867 ou une autre
loi;

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to allow a provincial government to refer certain matters to the Supreme Court of Canada, in the same way in which the federal government may, in particular with respect to the interpretation of the *Constitution Acts* and the constitutionality or interpretation of any federal or provincial legislation. Thus, both levels of government will have equal access to the Supreme Court of Canada.

Clause 1: The heading preceding section 55 and section 55 at present read as follows:

“References by Governor in Council

55. (1) Important questions of law or fact concerning:

- (a) the interpretation of the *British North America Act*;
- (b) the constitutionality or interpretation of any federal or provincial legislation;
- (c) the appellate jurisdiction *as to* educational matters, by the *British North America Act, 1867*, or by any other Act or law vested in the Governor in Council;
- (d) the powers of the Parliament of Canada, or of the legislatures of the provinces, or of the respective governments thereof, whether or not the particular power in question has been or is proposed to be exercised; *or*
- (e) *any other matter, whether or not in the opinion of the Court ejusdem generis with the foregoing enumerations, with reference to which the Governor in Council sees fit to submit any such question;*

may be referred by the Governor in Council to the Supreme Court for hearing and consideration; and any question concerning any of the matters aforesaid, so referred by the Governor in Council, shall be conclusively deemed to be an important question.

(2) Where a reference is made to the Court under subsection (1) it is the duty of the Court to hear and consider it, and to answer each question so referred; and the Court shall certify to the Governor in Council, for his information, its opinion *upon* each *such* question, with the reasons for each answer; and the opinion shall be pronounced in like

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi permet le renvoi de certaines questions à la Cour suprême du Canada par un gouvernement provincial, comme il est permis au gouvernement fédéral de le faire, notamment au niveau de l'interprétation des *lois constitutionnelles* et de la constitutionnalité ou de l'interprétation d'un texte législatif fédéral ou provincial. Les gouvernements fédéral et provinciaux auront donc accès au même titre à la Cour suprême du Canada.

Article 1. — Texte de l'article 55 et de l'intertitre qui le précède :

«Questions déferées par le gouverneur en conseil

55. (1) *Les questions importantes de droit ou de fait qui intéressent :*

- a) *l'interprétation des Actes de l'Amérique du Nord britannique;*
- b) *la constitutionnalité ou l'interprétation d'une législation fédérale ou provinciale;*
- c) *la juridiction d'appel relativement aux questions d'enseignement, attribuée au gouverneur en conseil par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, ou par une autre loi;*
- d) *les pouvoirs du Parlement du Canada, ou des législatures des provinces, ou de leurs gouvernements respectifs, que le pouvoir particulier dont il s'agit ait ou n'ait pas été exercé, ou qu'il doive ou ne doive pas être exercé; ou*
- e) *toute autre matière, qu'elle soit ou non, dans l'opinion de la Cour, ejusdem generis que celles qui sont énumérées ci-dessus, au sujet de laquelle le gouverneur en conseil peut juger à propos de soumettre de telles questions;*

peuvent être soumises par le gouverneur en conseil à la Cour suprême, pour audition et pour examen; et toute question touchant l'une des matières susdites, ainsi soumise par le gouverneur en conseil, est péremptoirement censée une question importante.

(2) *Lorsqu'une question est déferée à la Cour sous le régime du paragraphe (1), il est du devoir de la Cour de l'entendre et de l'étudier et de répondre à chaque question ainsi soumise; la Cour doit transmettre au gouverneur en conseil, pour son information, son opinion certifiée sur chacune de ces questions, en donnant ses raisons à l'appui*

(d) the powers of the Parliament of Canada, or of the legislatures of the provinces, or of the respective governments thereof, whether or not the particular power in question has been or is proposed to be exercised. 5

Other questions

(2) The Governor in Council or the Lieutenant-Governor in Council of any province may refer to the Court for hearing and consideration important questions of law or fact concerning any matter, whether or not in the opinion of the Court *ejusdem generis* with the enumerations contained in subsection (1), with reference to which the Governor in Council or the Lieutenant-Governor in Council of any province sees fit to submit any such question. 15

Questions deemed important

(3) Any question concerning any of the matters mentioned in subsections (1) and (2), and referred to the Court by the Governor in Council, or by the Lieutenant Governor in Council of any province, shall be conclusively deemed to be an important question. 25

Opinion of Court

(4) Where a reference is made to the Court under subsection (1) or (2), it is the duty of the Court to hear and consider it and to answer each question so referred, and the Court shall certify to the Governor in Council or to the Lieutenant-Governor in Council of any province, for his information, its opinion on each question, with the reasons for each answer, and the opinion shall be pronounced in like manner as in the case of a judgment on an appeal to the Court, and any judges who differ from the opinion of the majority shall in like manner certify their opinions and their reasons. 40

Notice to be given to Attorneys General

(5) Where the question relates to the constitutional validity of any Act passed by the Parliament of Canada or by the legislature of any province, or of any provision in any such Act, or in case, for any reason, the Government of Canada or the government of any province has any special interest in any such question, the Attorney General of Canada and the

d) les pouvoirs du Parlement canadien ou des législatures des provinces, ou de leurs gouvernements respectifs, indépendamment de leur exercice passé, présent ou futur. 5

5

Autres questions

(2) Le gouverneur en conseil ou le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut en outre, s'il l'estime indiqué, déférer à la Cour toute question importante de droit ou de fait touchant toute autre matière, que celle-ci soit ou non, selon la Cour, du même ordre que les matières énumérées au paragraphe (1). 10

Questions réputées importantes

(3) Les questions touchant les matières visées aux paragraphes (1) et (2) sont d'office réputées être importantes quand elles sont ainsi déferées à la Cour par le gouverneur en conseil ou par le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province. 15

Avis de la Cour

(4) La Cour est tenue d'étudier tout renvoi fait aux termes des paragraphes (1) ou (2) et de répondre à chaque question qui lui est ainsi déferée. Elle transmet ensuite au gouverneur en conseil ou au lieutenant-gouverneur en conseil d'une province un avis certifié et motivé sur chacune des questions, de la même manière que dans le cas d'un jugement rendu sur appel porté devant elle; tout juge dont l'opinion diffère de celle de la majorité transmet pareillement son avis certifié et motivé. 20 30

Avis aux procureurs généraux

(5) Si la question touche à la validité constitutionnelle d'une loi — ou de l'une quelconque de ses dispositions — adoptée par le Parlement du Canada ou par la législature d'une province, ou si, pour une raison quelconque, le gouvernement du Canada ou le gouvernement d'une province porte un intérêt particulier à cette question, le procureur général du Canada 35 40

manner as in the case of a judgment *upon* an appeal to the Court; and any *judge* who *differs* from the opinion of the majority shall in like manner certify *his opinion* and *his* reasons.

(3) Where the question relates to the constitutional validity of any Act *that has heretofore been or is hereafter* passed by the legislature of any province, or of any provision in any such Act, or in case, for any reason, the government of any province has any special interest in any such question, the *attorney* general of *the* province shall be notified of the hearing, in order that *he* may be heard if *he* thinks fit.

(4) The Court has power to direct that any person interested, or, where there is a class of persons interested, any one or more persons as representatives of *such* class, shall be notified of the hearing *upon* any reference under this section, and *such* persons are entitled to be heard thereon.

(5) The Court may, in its discretion, request any counsel to argue the case *as* to any interest that is affected and *as* to which counsel does not appear, and the reasonable expenses thereby occasioned may be paid by the Minister of Finance out of any moneys appropriated by Parliament for expenses of litigation."

de chaque réponse; cette opinion est donnée de la même manière que dans le cas d'un jugement rendu sur appel porté devant la Cour, et tout juge dont l'opinion diffère de celle de la majorité, doit semblablement transmettre son opinion certifiée et ses raisons à l'appui.

(3) Si la question *se rattache* à la validité constitutionnelle d'une loi *qui a déjà été adoptée ou qui doit l'être à l'avenir* par la législature d'une province, ou de *quelque disposition d'une pareille loi*, ou si, pour une raison quelconque, le gouvernement d'une province porte un intérêt particulier à cette question, le procureur général de *cette* province *doit être avisé de l'audition* afin qu'il puisse être entendu *s'il le juge à propos*.

(4) La Cour a le pouvoir d'ordonner qu'une personne intéressée ou, *si toute* une catégorie de personnes *est intéressée, une ou plusieurs personnes représentant cette catégorie*, soient, *par avis prévenues* de l'audition de toute question déferée à la Cour *en vertu* du présent article, et ces personnes ont le droit d'être entendues à ce sujet.

(5) La Cour *peut, à sa discrétion, requérir un avocat de plaider la cause du point de vue d'un intérêt quelconque qui se trouve atteint et au sujet duquel aucun avocat ne comparaît; et les frais raisonnables qui en résultent* peuvent être payés par le ministre des Finances *à même les deniers affectés par le Parlement à l'acquittement des frais judiciaires.*"

attorneys general of each province shall be notified of the hearing in order that they may be heard if they think fit.

Notice to interested persons

(6) The Court has power to direct that any person interested or, where there is a class of persons interested, any one or more persons as representatives of that class shall be notified of the hearing on any reference under this section, and those persons are entitled to be heard thereon.

Appointment of counsel by Court

(7) The Court may, in its discretion, request any counsel to argue the case with respect to any interest that is affected and with respect to which counsel does not appear, and the reasonable expenses thereby occasioned may be paid by the Minister of Finance out of any moneys appropriated by Parliament for expenses of litigation.”

et le procureur général de chaque province sont obligatoirement avisés de la date d'audition afin qu'ils puissent être entendus s'ils le jugent à propos.

5 Avis aux intéressés

(6) La Cour a le pouvoir d'ordonner qu'une personne intéressée ou des représentants d'une catégorie de personnes intéressées soient avisés de l'audition de toute question déférée à la Cour dans le cadre du présent article; ces personnes ont le droit d'être entendues à ce sujet.

Avocat commis d'office

(7) La Cour a le pouvoir discrétionnaire de commettre d'office un avocat, en l'absence de toute autre représentation, relativement à un intérêt auquel il est porté atteinte; les frais entraînés peuvent être payés par le ministre des Finances sur les crédits affectés par le Parlement aux frais de justice.»

C-292

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-292

An Act to amend the Bank Act
(fair banking practices)

First reading, June 6, 1988

MR. McCROSSAN

C-292

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-292

Loi modifiant la Loi sur les banques
(pratiques bancaires équitables)

Première lecture le 6 juin 1988

M. McCROSSAN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-292

PROJET DE LOI C-292

**An Act to amend the Bank Act
(fair banking practices)**

**Loi modifiant la Loi sur les banques
(pratiques bancaires équitables)**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1980-81-82-83,
c. 40
Repeal

1. (1) Subsection 201(2) of the *Bank Act* is repealed.

Idem

(2) Paragraph 201(6)(b) of the said Act is repealed.

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 202 thereof, the following sections: 10

Definitions

"basic account"
«compte de base»

"basic account" means a personal account subject to the conditions described in section 202.2;

"chequing account"
«compte de chèques»

"chequing account" means a personal 15 account upon which cheques may be drawn.

"personal account"
«compte personnel»

"personal account" means an account in the name of one or more individuals which is kept for a purpose other than 20 that of carrying on business;

"prescribed"
«réglementaire»

"prescribed" means prescribed by regulations made under section 202.8.

"savings account"
«compte d'épargne»

"savings account" means a personal account upon which cheques may not be 25 drawn.

Basic account

202.2 (1) A bank shall make available a basic account.

1. (1) Le paragraphe 201(2) de la *Loi sur les banques* est abrogé.

1980-81-82-83,
ch. 40
Abrogation

Idem

(2) L'alinéa 201(6)b) de la même loi est abrogé.

2. La même loi est en outre modifiée par insertion, après l'article 202, de ce qui suit :

«202.1 Les définitions qui suivent 10 s'appliquent aux articles 202.2 à 202.8.

«compte de base» Compte personnel assujéti aux conditions énoncées à l'article 202.2.

«compte de base» «basic account»

«compte de chèques» Compte personnel sur lequel des chèques peuvent être tirés. 15

«compte de chèques» «chequing account»

«compte d'épargne» Compte personnel sur lequel il ne peut être tiré de chèque.

«compte d'épargne» «savings account»

«compte personnel» Compte tenu au nom d'un ou plusieurs particuliers à une 20 autre fin que l'exploitation d'une entreprise.

«compte personnel» «personal account»

«réglementaire» ou «visé par le règlement» Fixé, déterminé ou prévu par règlement pris en vertu de l'article 202.8. 25

«réglementaire» ou «visé par le règlement» «prescribed»

202.2 (1) Les banques doivent offrir à leurs clients un compte de base.

Compte de base

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: These repeals are consequential on clause 2.

Clause 2: These amendments would implement changes recommended by the Standing Committee on Finance and Economic Affairs in its report on financial service charges by banks in Canada. The amendments would provide for the availability of basic bank services at no cost to consumers, the prohibition of certain charges as well as the disclosure and notification requirements governing service charges.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Découle de l'article 2.

Article 2. — Mise en oeuvre des modifications proposées par le Comité permanent des finances et des affaires économiques dans son rapport sur les frais d'administration des services financiers des banques au Canada. Il s'agit de prévoir pour les consommateurs des services bancaires de base gratuits, d'interdire certaines catégories de frais et d'instituer des obligations de divulgation et de notification en ce qui concerne les frais de service.

Prohibited
charges

(2) A bank shall not subject a basic account to any charge for

- (a) maintaining the account;
- (b) the making of a prescribed aggregate number of deposits into or withdrawals or payments by cheque from the account; 5
- (c) providing the current balance of the account;
- (d) the transferring to the basic account 10 the balance of any other account of the customer with the bank;
- (e) such other actions of the bank or the customer in respect of the account as are prescribed. 15

Prohibited
charges for per-
sonal accounts

202.3 A bank shall not subject a personal account to such charges as are prescribed in relation to

- (a) the making of deposits into or withdrawals from the account; 20
- (b) the maintaining of an amount specified by the bank in the account;
- (c) the return of deposited cheques;
- (d) access to the account records or other information concerning the 25 account;
- (e) the closing of the account.

Charges for
accounts

202.4 Subject to sections 202.2 and 202.3,

- (a) a bank shall not in Canada, directly 30 or indirectly, charge or receive any sum for the keeping of an account for a customer unless the charge is made by express agreement between the bank and the customer, and, except by 35 express agreement between the bank and the borrower, the making of a loan or advance by a bank to a borrower shall not be subject to a condition that the borrower maintain a minimum 40 credit balance with the bank;

(2) Une banque ne peut appliquer des frais à un compte de base :

- a) pour la tenue du compte;
- b) pour l'exécution du nombre total réglementaire de dépôts au compte ou 5 de retraits ou paiements par chèque sur celui-ci;
- c) pour la communication du solde du compte;
- d) pour le virement à ce compte du solde 10 de tout autre compte que le client a à la banque;
- e) pour les autres mesures visées par le règlement qui sont prises par la banque ou par le client en ce qui concerne ce 15 compte.

Frais prohibés

202.3 Une banque ne peut appliquer à un compte personnel les frais visés par le règlement en ce qui concerne :

- a) l'exécution de dépôts au compte ou de 20 retraits sur celui-ci;
- b) le maintien dans le compte d'une somme spécifiée par la banque;
- c) la remise des chèques encaissés;
- d) l'accès aux registres ou renseigne- 25 ments relatifs au compte;
- e) la fermeture du compte.

Frais prohibés
pour les comp-
tes personnels

202.4 Sous réserve des articles 202.2 et 202.3 :

- a) une banque ne peut, directement ou 30 indirectement au Canada, ni prélever ni recevoir une somme quelconque à titre de frais de tenue d'un compte, à moins que ces frais n'aient été fixés par suite d'une entente expresse entre la banque 35 et le client, ni, à moins d'une entente expresse entre la banque et l'emprunteur, subordonner l'octroi d'un prêt ou d'une avance à la condition que l'emprunteur maintienne un solde crédi- 40 teur minimal auprès de la banque;

Frais de tenue
de compte

(b) a bank shall not in Canada increase a charge or introduce a new charge in respect of any deposit made for a fixed period during that period.

b) une banque ne peut, au Canada, en ce qui concerne les dépôts faits en une période fixe, augmenter les frais ou en introduire de nouveaux durant cette période.

5

Disclosure of charges for personal accounts

202.5 (1) A bank shall not open a personal account in the name of any individual unless the bank discloses to the individual who opens the account, in the prescribed manner, the current charges which are applicable in respect of the account.

202.5 (1) Une banque ne peut procéder à l'ouverture d'un compte personnel sans porter à la connaissance de la personne qui ouvre le compte, de la manière réglementaire, les frais applicables à ce compte au moment considéré.

Divulgence des frais relatifs aux comptes personnels

Idem

(2) A bank shall make available to the public, in the prescribed manner, the current charges which are applicable in respect of a personal account.

(2) La banque met à la disposition du public, de la manière réglementaire, le tarif des frais applicables aux comptes personnels en vigueur au moment considéré.

Idem

Idem

(3) When a bank introduces a new charge or increases an existing charge in respect of a personal account, the bank shall give notice of the increase or of the new charge in the prescribed manner.

(3) Lorsqu'une banque augmente les frais ou en introduit de nouveaux en ce qui concerne un compte personnel, elle en donne l'avis réglementaire.

Idem

Guide to personal accounts

202.6 A bank shall make available to the public written information designed to

202.6 La banque met à la disposition du public, par écrit, des renseignements destinés :

Guide concernant les comptes personnels

(a) inform customers of the comparative advantages and disadvantages of selecting each type of personal account offered by the bank;

a) à présenter aux clients de façon comparative les avantages et inconvénients respectifs des diverses espèces de comptes personnels qu'elle offre;

(b) inform customers of the services described in section 202.7.

b) à informer les clients des services prévus à l'article 202.7.

Information and complaints

202.7 (1) A bank shall designate one or more employees to

202.7 (1) La banque désigne un ou plusieurs employés chargés :

Renseignements et plaintes

(a) receive and deal with complaints related to personal accounts;

a) de recevoir les plaintes relatives aux comptes personnels et d'y donner suite;

(b) inform customers who wish to pursue complaints of the right to contact the Office of the Superintendent of Financial Institutions.

b) d'informer les clients qui veulent porter plainte qu'ils ont le droit de s'adresser au Bureau du surintendant des institutions financières.

Idem

(2) A bank shall provide customers with access to the employees described in subsection (1) without charge.

(2) La banque permet aux clients de communiquer gratuitement avec les employés visés au paragraphe (1).

Idem

Regulations

202.8 The Minister may make regulations

202.8 Le ministre peut, par règlement :

Règlements

(a) prescribing

a) déterminer :

- (i) the aggregate number of deposits, withdrawals or cheques which may be made with respect to basic accounts without charge,
- (ii) prohibited charges with respect to 5 basic accounts,
- (iii) commonly made charges for purposes of disclosure;
- (b) prescribing prohibited charges with respect to personal accounts whether 10 chequing accounts or savings accounts;
- (c) prescribing
 - (i) the manner in which disclosure is to be made by a bank of charges for personal accounts and when such 15 disclosure is to be made, and
 - (ii) the manner in which disclosure is to be made of new charges and increases in charges for personal accounts and when such disclosure is 20 to be made;
- (d) prescribing such other matters or things as may be necessary to carry out the provisions of sections 202.2 to 202.7.” 25

3. Section 204 of the said Act is amended and the following substituted therefor:

Offence

“**204.** Every bank that contravenes any provision of sections 201 to 202.7 or any regulation made pursuant to these sections 30 is guilty of an offence and liable on summary conviction

- (a) for a first offence, to a fine of not more than ten thousand dollars;
- (b) for each subsequent offence commit- 35 ted within a period of three years following any previous offence, to a fine of not more than one hundred thousand dollars.”

Coming into force

4. This Act or any of its provisions thereof 40 shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

- (i) le nombre total de dépôts, de retraits ou de chèques qui peuvent être effectués sans frais dans les comptes de base,
- (ii) les frais prohibés en ce qui con- 5 cerne les comptes de base,
- (iii) aux fins de l'obligation de divulgation, les frais couramment exigés;
- b) déterminer les frais prohibés en ce qui concerne les comptes personnels, 10 qu'il s'agisse de comptes de chèques ou de comptes d'épargne;

c) déterminer :

- (i) la manière dont les frais applicables aux comptes personnels doivent 15 être divulgués par les banques et le moment où cette divulgation doit être faite;
- (ii) la manière dont doivent être divulgués les frais nouveaux et les 20 augmentations de frais applicables aux comptes personnels et le moment où cette divulgation doit être faite;

d) prévoir les autres questions qui peuvent être nécessaires à l'application des 25 dispositions des articles 202.2 à 202.7.»

3. L'article 204 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infraction

“**204.** La banque qui enfreint quelque disposition des articles 201 à 202.7 ou d'un 30 règlement pris pour leur application commet une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité :

- a) en cas de première infraction, une amende maximale de dix mille dollars; 35
- b) dans le cas de toute infraction subséquente commise dans les trois années suivant l'infraction précédente, une amende maximale de cent mille dollars.»

4. La présente loi et chacune de ses dispo- 40 sitions entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

Clause 3: This amendment would revise the penalties for failing to comply with sections and regulations dealing with interest and other charges.

Section 204 at present reads as follows:

“**204.** Every bank that contravenes any provision of *section 201 or 202* is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars.”

Article 3. — Révision des peines prévues pour le non-respect des dispositions de la loi et des règlements relatives aux intérêts et aux autres catégories de frais.

Texte actuel de l'article 204 :

«**204.** La banque qui enfreint *les dispositions* des articles 201 ou 202 commet une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, une amende d'au plus mille dollars.»

C-293

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-293

An Act to amend the Canada Labour Code and the Public
Service Staff Relations Act
(essential services)

First reading, June 8, 1988

MR. WILSON (*Swift Current—Maple Creek*)

24413

C-293

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-293

Loi modifiant le Code canadien du travail et la Loi sur les
relations de travail dans la Fonction publique
(services essentiels)

Première lecture le 8 juin 1988

M. WILSON (*Swift Current—Maple Creek*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-293

PROJET DE LOI C-293

An Act to amend the Canada Labour Code
and the Public Service Staff Relations
Act
(essential services)

Loi modifiant le Code canadien du travail et
la Loi sur les relations de travail dans la
Fonction publique
(services essentiels)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

CANADA LABOUR CODE

CODE CANADIEN DU TRAVAIL

R.S., c. L-1;
1972, c. 18, s. 1;
1977-78, c. 27,
s. 63

1. Section 164 of the *Canada Labour Code* is amended by inserting, immediately after subsection (1) thereof, the following:

Idem

“(1.1) Where under subsection 180(3) a trade union of employees is prohibited from declaring or authorizing a strike or an employer is prohibited from declaring or causing a lockout, the Minister shall, not later than fifteen days from his receipt of a notice in writing under section 163 from such trade union or employer,

- (a) appoint a conciliation officer;
- (b) appoint a conciliation commissioner; or
- (c) establish a conciliation board under section 173.”

2. Section 171 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

“171. (1) Subject to subsection (2), where a conciliation commissioner or conciliation board has been appointed or established in respect of a dispute, the

Report binding
by agreement

1. L'article 164 du *Code canadien du travail* est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

S.R., ch. L-1;
1972, ch. 18,
art. 1; 1977-78,
ch. 27, art. 63

«(1.1) Lorsqu'en vertu du paragraphe 180(3) il est interdit à un syndicat d'employés de déclarer ou d'autoriser une grève ou à un employeur de déclarer ou d'effectuer un lock-out, le Ministre doit, dans les quinze jours de la réception par lui de l'avis écrit visé par l'article 163 qui lui est donné par ce syndicat ou cet employeur :

- a) soit nommer un conciliateur;
- b) soit nommer un commissaire-conciliateur;
- c) soit établir une commission de conciliation en vertu de l'article 173.»

2. L'article 171 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«171. (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsqu'un commissaire-conciliateur a été nommé ou une commission de conciliation établie pour un différend, les parties

Idem

20

Effet obliga-
toire découlant
de l'accord des
parties

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to outlaw strikes and lockouts in federal undertakings, Crown corporations, and transportation and communication undertakings coming within the legislative jurisdiction of Parliament.

The purpose of this Bill is also to prohibit strikes and lockouts involving employees of the Public Service where the process for resolution of disputes under the *Public Service Staff Relations Act* is by the referral thereof to arbitration or by the referral thereof to a conciliation board if, in the latter case, the dispute involves employees required for the operation of an essential service.

Clause 1: Section 164 at present reads as follows:

“164. (1) Not later than fifteen days from his receipt of a notice in writing under section 163, the Minister shall

- (a) appoint a conciliation officer;
- (b) appoint a conciliation commissioner;
- (c) establish a conciliation board under section 173; or
- (d) notify the parties, in writing, of his intention not to
 - (i) appoint a conciliation officer or conciliation commissioner, or
 - (ii) establish a conciliation board.

(2) Where the Minister has not received a notice under section 163 but considers it advisable to take any action set out in paragraph (1)(a), (b) or (c) of this section for the purpose of assisting the parties in entering into or revising a collective agreement, the Minister may take such action.”

Clause 2: Section 171 at present reads as follows:

“171. Where a conciliation commissioner or conciliation board has been appointed or established in respect of a dispute,

- (a) the parties may, at any time before the conciliation commissioner or conciliation board makes his or its report, agree in writing that the recommendations of the conciliation commissioner or conciliation board shall be binding on the parties; and

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à interdire les grèves et lock-out dans les entreprises fédérales, les sociétés d'État et les entreprises de transport ou de communication relevant de la compétence législative du Parlement.

Ce projet vise également à interdire les grèves et lock-out au niveau des employés de la Fonction publique lorsque la méthode de règlement d'un différend en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* est le renvoi à l'arbitrage ou le renvoi à un bureau de conciliation et qu'il s'agit dans ce dernier cas d'employés nécessaires au fonctionnement d'un service essentiel.

Article 1. — Texte actuel de l'article 164 :

«164. (1) Dans les quinze jours qui suivent la réception d'un avis donné par écrit en vertu de l'article 163, le Ministre doit

- a) nommer un conciliateur;
- b) nommer un commissaire-conciliateur;
- c) établir une commission de conciliation en vertu de l'article 173; ou
- d) notifier aux parties, par écrit, son intention
 - (i) de ne pas nommer de conciliateur ou de commissaire-conciliateur; ou
 - (ii) de ne pas établir de commission de conciliation.

(2) Lorsque le Ministre n'a pas reçu d'avis prévu par l'article 163 mais estime opportun de prendre une mesure indiquée aux alinéas (1)a), b) ou c) du présent article afin d'aider les parties à conclure ou à réviser une convention collective, il peut prendre cette mesure.»

Article 2. — Texte actuel de l'article 171 :

«171. Lorsqu'un commissaire-conciliateur a été nommé ou une commission de conciliation établie, pour un différend,

- a) les parties peuvent, tant que le commissaire-conciliateur ou la commission de conciliation n'a pas fait son rapport, convenir par écrit qu'elles seront liées par les recommandations du commissaire-conciliateur ou de la commission de conciliation; et,

parties may, at any time before the conciliation commissioner or conciliation board makes his or its report, agree in writing that the recommendations of the conciliation commissioner or conciliation board shall be binding on the parties, and, in such case, the parties shall implement forthwith the recommendations of the conciliation commissioner or conciliation board.

Report binding

(2) Where a conciliation commissioner or conciliation board reports to the Minister with respect to a dispute between a trade union of employees and an employer prohibited by subsection 180(3) from declaring or authorizing a strike or from declaring or causing a lockout, the report of the conciliation commissioner or conciliation board shall be binding on the parties upon the release of the report by the Minister to them."

3. Section 180 of the said Act is amended by adding the following:

Essential services

"(3) Notwithstanding subsections (1) and (2),

(a) no employee of a federal work, undertaking or business, of a corporation referred to in section 109 or of a transportation or communication undertaking coming within the legislative jurisdiction of Parliament shall declare or participate in a strike,

(b) no trade union representing any such employees shall declare or authorize a strike, and

(c) no employer of any such employees shall declare or cause a lockout."

4. Section 190 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Lockout

"190. (1) Every employer who declares or causes a lockout contrary to any provision of this Part other than paragraph 180(3)(c) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the lockout continues.

peuvent, tant que le commissaire-conciliateur ou la commission de conciliation n'a pas fait son rapport, convenir par écrit qu'elles seront liées par les recommandations du commissaire-conciliateur ou de la commission de conciliation, et dans ce cas, les parties mettent en oeuvre sans délai les recommandations du commissaire-conciliateur ou de la commission.

(2) Lorsqu'un commissaire-conciliateur ou une commission de conciliation fait au Ministre un rapport au sujet d'un différend entre un syndicat d'employés auquel il est interdit en vertu du paragraphe 180(3) de déclarer ou d'autoriser une grève et un employeur auquel il est interdit en vertu du même paragraphe de déclarer ou d'effectuer un lock-out, le rapport du commissaire-conciliateur ou de la commission de conciliation lie les parties dès que le Ministre le leur communique."

3. L'article 180 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

«(3) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), il est interdit :

a) aux employés d'une entreprise fédérale, d'une corporation visée à l'article 109 ou d'une entreprise de transport ou de communication relevant de la compétence législative du Parlement de déclarer ou de participer à une grève;

b) au syndicat représentant tels employés de déclarer ou d'autoriser une grève;

c) à l'employeur de ces employés de déclarer ou d'effectuer un lock-out.»

4. L'article 190 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«190. (1) Tout employeur qui déclare ou provoque un lock-out en violation d'une disposition de la présente Partie autre que l'alinéa 180(3)c) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration

(b) in such case, upon the conciliation commissioner or conciliation board making his or its recommendations, the parties shall give effect to the recommendations.”

b) dans ce cas, dès que le commissaire-conciliateur ou la commission a présenté ses recommandations, les parties doivent y donner suite.»

Clause 3: Section 180 at present reads as follows:

“**180.** (1) No employer shall declare or cause a lockout and no trade union shall declare or authorize a strike unless

(a) the employer or trade union has given notice to bargain collectively under this Part;

(b) the employer and the trade union

(i) have failed to bargain collectively within the period specified in paragraph 148(a), or

(ii) have bargained collectively in accordance with section 148 but have failed to enter into or revise a collective agreement;

(c) the Minister has

(i) received a notice, given under section 163 by either party to the dispute, informing him of the failure of the parties to enter into or revise a collective agreement, or

(ii) taken action under subsection 164(2); and

(d) seven days have elapsed from the date on which the Minister

(i) notified the parties of his intention not to appoint a conciliation officer or conciliation commissioner or to establish a conciliation board under subsection 164(1),

(ii) notified the parties of his intention not to appoint a conciliation commissioner or to establish a conciliation board under section 166, or

(iii) released a copy of the report of a conciliation commissioner or conciliation board to the parties to the dispute pursuant to paragraph 170(a).

(2) No employee shall participate in a strike unless

Article 3. — Texte actuel de l'article 180 :

«**180.** (1) Nul employeur ne doit déclarer ni provoquer un lock-out et nul syndicat ne doit déclarer ni autoriser une grève, sauf

a) si l'employeur ou le syndicat a adressé une mise en demeure de négocier collectivement en vertu de la présente Partie;

b) si l'employeur et le syndicat

(i) n'ont pas négocié collectivement dans le délai spécifié à l'alinéa 148a), ou,

(ii) ayant négocié collectivement en conformité de l'article 148, n'ont pas conclu ni révisé une convention collective;

c) si le Ministre

(i) a reçu un avis, donné en vertu de l'article 163 par l'une des parties au différend, l'informant que les parties n'ont pas réussi à conclure ou à réviser une convention collective, ou

(ii) a pris une mesure prévue par le paragraphe 164(2); et

d) si sept jours se sont écoulés depuis la date à laquelle le Ministre

(i) a notifié aux parties son intention de ne pas nommer de conciliateur ou de commissaire-conciliateur ou d'établir une commission de conciliation en vertu du paragraphe 164(1),

(ii) a notifié aux parties son intention de ne pas nommer de commissaire-conciliateur ou d'établir une commission de conciliation en vertu de l'article 166, ou

(iii) a, conformément aux dispositions de l'alinéa 170a), mis à la disposition des parties au différend une copie du rapport d'un commissaire-conciliateur ou d'une commission de conciliation.

(2) Nul employé ne doit participer à une grève, sauf

Idem	(2) Every person who, on behalf of an employer, declares or causes a lockout contrary to <u>any provision of this Part other than paragraph 180(3)(c)</u> is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.	5	sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars au plus pour chaque jour pendant lequel se poursuit le lock-out.	Idem
Strike	(3) Every trade union that declares or authorizes a strike contrary to <u>any provision of this Part other than paragraph 180(3)(b)</u> is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the strike continues.	10	(2) Toute personne qui, pour le compte d'un employeur, déclare ou provoque un lock-out en violation <u>d'une disposition de la présente Partie autre que l'alinéa 180(3)c)</u> est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix mille dollars au plus.	Idem
Idem	(4) Every officer or representative of a trade union who declares or authorizes a strike contrary to <u>any provision of this Part other than paragraph 180(3)(b)</u> is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.	20	(3) Tout syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation <u>d'une disposition de la présente Partie autre que l'alinéa 180(3)b)</u> est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars au plus pour chaque jour pendant lequel se poursuit la grève.	Grève
Strike or lock-out	(5) An individual who contravenes subsection 180(3) is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part of a day during which the offence is committed or continued, to a fine (a) of not less than \$10,000 or more than \$50,000, where the individual was acting in the capacity of an officer or representative of the employer or the union when the offence was committed; or (b) of not less than \$500 or more than \$1,000, in any other case.	25 30 35	(4) Tout dirigeant ou représentant d'un syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation <u>d'une disposition de la présente Partie autre que l'alinéa 180(3)b)</u> est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix mille dollars au plus.	Idem
Idem	(6) Where the employer or the union contravenes subsection 180(3), it is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part of a day during which the offence continues, to a fine of not less than \$20,000 or more than \$100,000."	40	(5) L'individu qui contrevient au paragraphe 180(3) est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt, pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction : a) une amende de 10 000\$ à 50 000\$, dans le cas d'un dirigeant ou d'un représentant de l'employeur ou du syndicat qui agit dans l'exercice de ses fonctions au moment de la perpétration; b) une amende de 500\$ à 1 000\$, dans les autres cas.	Grève ou lock-out
			(6) L'employeur ou le syndicat qui contrevient au paragraphe 180(3) est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt, pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction, une amende de 20 000\$ à 100 000\$."	Idem

(a) he is a member of a bargaining unit in respect of which a notice to bargain collectively has been given under this Part; and

(b) the requirements of subsection (1) have been met in respect of the bargaining unit of which he is a member.”

Clause 4: Section 190 at present reads as follows:

“190. (1) Every employer who declares or causes a lockout contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the lockout continues.

(2) Every person who, on behalf of an employer, declares or causes a lockout contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.

(3) Every trade union that declares or authorizes a strike contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars for each day that the strike continues.

(4) Every officer or representative of a trade union who declares or authorizes a strike contrary to this Part is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.”

a) s'il est membre d'une unité de négociation pour laquelle une mise en demeure de négocier collectivement a été adressée en vertu de la présente Partie; et

b) si les conditions du paragraphe (1) ont été remplies pour l'unité de négociation dont il est membre.»

Article 4. — Texte actuel de l'article 190 :

«190. (1) Tout employeur qui déclare ou provoque un lock-out en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars au plus pour chaque jour pendant lequel se poursuit le lock-out.

(2) Toute personne qui, pour le compte d'un employeur, déclare ou provoque un lock-out en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix mille dollars au plus.

(3) Tout syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de mille dollars au plus pour chaque jour pendant lequel se poursuit la grève.

(4) Tout dirigeant ou représentant d'un syndicat qui déclare ou autorise une grève en violation de la présente Partie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de dix mille dollars au plus.»

PUBLIC SERVICE STAFF RELATIONS ACT

LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL DANS
LA FONCTION PUBLIQUE

R.S., c. P-35

5. Subsection 79(1) of the *Public Service Staff Relations Act* is repealed and the following substituted therefor:

Designated employees

“79. (1) Notwithstanding section 78, no conciliation board shall be established for the investigation and conciliation of a dispute in respect of a bargaining unit until the parties have agreed on or the Board has determined pursuant to this section the employees or classes of 10 employees in the bargaining unit (hereinafter in this Act referred to as “designated employees”) whose duties consist in whole or in part of duties the performance of which at any particular time or after any 15 specified period of time is or will be necessary to the operation of an essential service.”

6. Section 89 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Binding effect

“89. (1) Subject to subsection (2), where at any time before a conciliation board has made its report the parties so agree in writing, a recommendation made by a conciliation board is binding on the 25 parties, subject to and for the purposes of this Act, and shall be given effect to accordingly.

Report binding

(2) A report of a conciliation board is binding on the designated employees of the 30 bargaining unit, the bargaining agent of such employees and the employer to which it relates, from the day the report is communicated to them by the Chairman.”

7. The said Act is further amended by 35 adding thereto, immediately after section 100, the following heading and sections:

“Prohibition of lockouts

Prohibition of lockouts

100.1 No employer shall declare or authorize a lockout against employees referred to in subsection 101(1). 40

5. Le paragraphe 79(1) de la *Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

S.R., ch. P-35

«79. (1) Nonobstant l'article 78, il ne peut être établi de bureau de conciliation pour l'enquête et la conciliation d'un différend relatif à une unité de négociation tant que les parties ne se sont pas mises d'accord ou que la Commission n'a pris, aux termes du présent article, aucune 10 décision sur la question de savoir quels sont les employés ou les classes d'employés de l'unité de négociation (ci-après dans la présente loi appelés «employés désignés») dont les fonctions sont, en tout ou en 15 partie, des fonctions dont l'exercice à un moment particulier ou après un délai spécifié est ou sera nécessaire au fonctionnement d'un service essentiel.»

Employés désignés

6. L'article 89 de la même loi est abrogé 20 et remplacé par ce qui suit :

«89. (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsque, avant qu'un bureau de conciliation ait fait son rapport, les parties en conviennent par écrit, une recommanda- 25 tion faite par un bureau de conciliation lie les parties sous réserve et aux fins de la présente loi, il doit y être donné suite en conséquence.

Effet obligatoire sur accord des parties

(2) Le rapport du bureau de conciliation 30 lie les employés désignés de l'unité de négociation, l'agent négociateur de ces employés et l'employeur qui y sont partie, à compter de la date où le Président leur communique le rapport.» 35

Effet obligatoire du rapport

7. La même loi est modifiée par adjonction, à la suite de l'article 100, de ce qui suit :

«Interdiction concernant les lock-out

100.1 Il est interdit à l'employeur de déclarer ou d'autoriser un lock-out à l'encontre des employés visés au para- 40 phe 101(1).

Interdiction concernant les lock-out

Clause 5: Subsection 79(1) at present reads as follows:

“79. (1) Notwithstanding section 78, no conciliation board shall be established for the investigation and conciliation of a dispute in respect of a bargaining unit until the parties have agreed on or the Board has determined pursuant to this section the employees or classes of employees in the bargaining unit (hereinafter in this Act referred to as “designated employees”) whose duties consist in whole or in part of duties the performance of which at any particular time or after any specified period of time is or will be necessary *in the interest of the safety or security of the public.*”

Clause 6: Section 89 at present reads as follows:

“89. Where at any time before a conciliation board has made its report the parties so agree in writing, a recommendation made by a conciliation board is binding on the parties, subject to and for the purposes of this Act, and shall be given effect to accordingly.”

Article 5. — Texte actuel du paragraphe 79(1) :

«79. (1) Nonobstant l'article 78, il ne *doit pas* être établi de bureau de conciliation pour l'enquête et la conciliation d'un différend relatif à une unité de négociation tant que les parties ne se sont pas mises d'accord ou que la Commission n'a pris, aux termes du présent article, aucune décision sur la question de savoir quels sont les employés ou les classes d'employés de l'unité de négociation (ci-après dans la présente loi appelés «employés désignés») dont les fonctions sont, en tout ou en partie, des fonctions dont l'exercice à un moment particulier ou après un délai spécifié est ou sera nécessaire *dans l'intérêt de la sûreté ou de la sécurité du public.*»

Article 6. — Texte actuel de l'article 89 :

«89. Lorsque, avant qu'un bureau de conciliation ait fait son rapport, les parties en conviennent par écrit, une recommandation faite par un bureau de conciliation lie les parties sous réserve et aux fins de la présente loi, et il doit y être donné suite en conséquence.»

Offences and
punishment

100.2 Every person who contravenes section 100.1 is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable, for each day or part of a day during which the offence is committed or continued, to a fine of not less than \$20,000 or more than \$100,000.”

8. Section 104 of the said Act is repealed and the following substituted therefore:

Offences and
punishment

“**104.** Any person who contravenes section 101 is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable for each day or part of a day during which the offence is committed or continued, to a fine of not less than \$500 or more than \$1,000.

Idem

104.1 Any person who contravenes section 102 is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable for each day or part of day during which the offence is committed or continued, to a fine

(a) of not less than \$20,000 or more than \$100,000, where the person is an employee organization; or

(b) of not less than \$10,000 or more than \$50,000, where the person was acting in the capacity of an officer or representative of the employee organization when the offence was committed.”

100.2 Quiconque contrevient à l'article 100.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende de 20 000\$ à 100 000\$ pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.»

8. L'article 104 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«**104.** Quiconque contrevient à l'article 101 est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt, pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction, une amende de 500\$ à 1000\$.

104.1 Quiconque contrevient à l'article 102 est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire et encourt, pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction :

a) une amende de 20 000\$ à 100 000\$, dans le cas d'une association d'employés;

b) une amende de 10 000\$ à 50 000\$, dans le cas d'un dirigeant ou d'un représentant d'une association d'employés qui agit dans l'exercice de ses fonctions au moment de la perpétration.»

Clause 8: Section 104 at present reads as follows:

“104. (1) *Every employee who contravenes section 101 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one hundred dollars.*

(2) *Every officer or representative of an employee organization who contravenes section 102 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding three hundred dollars.*

(3) *Every employee organization that contravenes section 102 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one hundred and fifty dollars for each day that any strike declared or authorized by it in contravention of that section is or continues in effect.”*

Article 8. — Texte actuel de l'article 104 :

•104. (1) *Tout employé qui contrevient à l'article 101 est coupable d'une infraction et passible sur déclaration sommaire de culpabilité d'une amende d'au plus cent dollars.*

(2) *Tout dirigeant ou représentant d'une association d'employés qui contrevient à l'article 102 est coupable d'une infraction et passible sur déclaration sommaire de culpabilité d'une amende d'au plus trois cent dollars.*

(3) *Toute association d'employés qui contrevient à l'article 102 est coupable d'une infraction et passible sur déclaration sommaire de culpabilité d'une amende d'au plus cent cinquante dollars pour chaque jour pendant lequel une grève déclarée ou autorisée par elle en contravention dudit article dure ou se prolonge.»*



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

AI
KB
B56

C-294

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-294

An Act respecting the importation into Canada of film and
related products

First reading, June 8, 1988

MR. WADDELL

C-294

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-294

Loi relative à l'importation au Canada de films et de
produits assimilés

Première lecture le 8 juin 1988

M. WADDELL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-294

PROJET DE LOI C-294

An Act respecting the importation into
Canada of film and related products

Loi relative à l'importation au Canada de
films et de produits assimilés

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title	1. This Act may be cited as the <i>Film Products Importation Act</i>.	1. <i>Loi sur l'importation des vidéogrammes</i>.	Titre abrégé 5
-------------	--	--	-------------------

INTERPRETATION AND APPLICATION

DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

Definitions	2. (1) In this Act,	2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"affiliate" <i>Version anglaise seulement</i>	"affiliate" means an affiliated body corporate within the meaning of subsection (4);	«distribution» Distribution d'un vidéogramme à des fins lucratives destinée à l'une des activités suivantes :	«distribution» "distribution"
"beneficial ownership" <i>«propriété effective»</i>	"beneficial ownership" includes ownership through a trustee, legal representative, 10 agent or other intermediary, but does not include ownership or holding by way of security only;	a) la représentation au grand public;	10
"body corporate" <i>«personne morale»</i>	"body corporate" includes a company or other body corporate wherever or however 15 incorporated;	b) la radiodiffusion ou toute autre transmission par télécommunication à l'intention du grand public;	15
"cinematographic work" <i>«oeuvre cinématographique»</i>	"cinematographic work" means a work produced by cinematography or other analogous process, whether the work is recorded, reproduced or encoded on film, 20 videotape, videocassette, videodisc or any other medium;	c) la vente ou location au grand public, 15 directement ou par l'intermédiaire d'un tiers.	15
"distribution" <i>«distribution»</i>	"distribution", in relation to a film product, means distribution of the film product for 25 gain for	«importer» Importer au Canada.	«importer» "import"
		«licence générale» Licence délivrée en vertu de l'article 8.	«licence générale» "general licence"
		«licence particulière» Licence délivrée en vertu de l'article 9.	«licence particulière» "proprietary licence"

	(a) theatrical exhibition to the general public,	«ministre» Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi.	«ministre» "Minister"
	(b) broadcasting or other telecommunications transmission to the general public, or	5 «oeuvre cinématographique» Oeuvre, peu importe le support, obtenue par cinématographie, y compris celle obtenue par un procédé analogue.	5 «oeuvre cinématographique» "cinematographic work"
	(c) sale or rental to the general public or to any person for sale or rental to the general public;	«personne» Personne physique ou morale, société de personnes, organisme non constitué en personne morale, fiduciaire, exécuteur testamentaire, administrateur du bien d'autrui ou tout autre représentant légal.	10 «personne» "person"
«film product» «vidéogramme»	«film product» means a cinematographic work or any cinematographic product derived therefrom or any version thereof, whether recorded, reproduced or encoded on film, videotape, videocassette, videodisc or any other medium;	10 «personne morale» Toute personne morale, y compris les sociétés par action désignées également sous le nom de compagnies ou corporations, indépendamment de son lieu ou mode de constitution.	15 «personne morale» "body corporate"
«general licence» «licence générale»	«general licence» means a licence granted under section 8;	20 «propriété effective» S'entend également de la propriété au nom d'un intermédiaire, notamment d'un fiduciaire ou d'un mandataire; la présente définition ne vise toutefois pas la propriété ou la détention à titre de garantie seulement.	25 «propriété effective» "beneficial ownership"
«import» «importer»	«import» means to import into Canada;	«vidéogramme» Oeuvre cinématographique ou produit cinématographique ou version qui en sont tirés, peu importe leur support.	«vidéogramme» "film product"
«Minister» «ministre»	«Minister» means such member of the Queen's Privy Council for Canada as is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act;		
«person» «personne»	«person» includes an individual, partnership, body corporate, unincorporated organization, trustee, executor, administrator or legal representative;		
«prescribed» Version anglaise seulement	«prescribed» means prescribed by the regulations;		
«proprietary licence» «licence particulière»	«proprietary licence» means a licence granted under section 9.		
Importation by way of telecommunications	(2) For the purposes of this Act, a film product is deemed to have been imported if	(2) Pour l'application de la présente loi, un vidéogramme est réputé avoir été importé, s'il est enregistré, reproduit ou gravé au Canada pour distribution ou pour reproduction et distribution au Canada à partir de télécommunications provenant de l'extérieur du Canada ou s'il y est capté, pour représentation au grand public, à partir de télécommunications provenant de l'extérieur du Canada.	Importation par télécommunication
	(a) it is recorded, reproduced or encoded in Canada for distribution, or for reproduction and distribution, in Canada from telecommunications originating outside Canada; or		
	(b) it is received in Canada for theatrical exhibition in Canada to the general public from telecommunications originating outside Canada.		

Business establishment	<p>(3) For the purposes of this Act, a person has a business establishment in Canada if the person, whether or not for profit,</p> <p>(a) has a place of business in Canada;</p> <p>(b) employs or engages an individual or individuals in Canada in connection with the business; and</p> <p>(c) has assets in Canada used in carrying on the business.</p>	5	<p>(3) Pour l'application de la présente loi, une personne exploite une entreprise au Canada si, à la fois, indépendamment du but lucratif ou non de ses activités :</p> <p>a) elle possède un établissement au Canada;</p> <p>b) elle emploie au moins une personne au Canada dans le cadre de son exploitation;</p> <p>c) elle possède des éléments d'actif au Canada pour son exploitation.</p>	10	Entreprise
Affiliates	<p>(4) For the purposes of this Act,</p> <p>(a) a body corporate is an affiliate of a person if that person is a body corporate and</p> <p>(i) one of them is the subsidiary of the other,</p> <p>(ii) both are subsidiaries of the same body corporate, or</p> <p>(iii) each of them is controlled by the same person; and</p> <p>(b) if two bodies corporate are affiliated with the same body corporate at the same time, they are deemed to be affiliated with each other.</p>	10 15 20	<p>(4) Pour l'application de la présente loi :</p> <p>a) appartiennent au même groupe deux personnes morales dont l'une est filiale de l'autre, qui sont filiales de la même personne morale ou qui sont sous le contrôle de la même personne;</p> <p>b) sont réputées appartenir au même groupe deux personnes morales dont chacune appartient en même temps au groupe d'une même personne morale.</p>	15 20	Groupements
Subsidiaries	<p>(5) For the purposes of subsection (4), a body corporate is a subsidiary of another body corporate if it is controlled by that other body corporate.</p>	25	<p>(5) Pour l'application du paragraphe (4), une personne morale est la filiale de la personne morale qui la contrôle.</p>		Filiales
Control	<p>(6) For the purposes of subsections (4) and (5), a body corporate is controlled by a person if</p> <p>(a) securities of the body corporate to which are attached more than fifty per cent of the votes that may be cast to elect directors of the body corporate are beneficially owned by that person; and</p> <p>(b) the votes attached to those securities are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the body corporate.</p>	30 35	<p>(6) Pour l'application des paragraphes (4) et (5), a le contrôle d'une personne morale la personne qui a la propriété effective des valeurs mobilières conférant plus de cinquante pour cent du maximum possible des voix à l'élection de ses administrateurs, ces mêmes valeurs mobilières conférant un droit de vote dont l'exercice permet d'élire la majorité des administrateurs de la personne morale.</p>	25 30	Contrôle
Purpose of Act	<p>3. The purpose of this Act is to regulate the importation of film products in order to encourage the development of Canada as a separate national market for the distribution</p>	40	<p>3. La présente loi a pour objet de réglementer l'importation des vidéogrammes afin de favoriser le développement au Canada</p>	35	Objet

of film products, to promote the distribution of film products in Canada by Canadians and to promote the production, distribution and exhibition of Canadian film products.

Binding on Her Majesty

4. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

IMPORTATION, DISTRIBUTION AND EXHIBITION

Importation of film products

5. No person shall import a film product
(a) for distribution in Canada, or
(b) for reproduction in Canada and distribution in Canada of the copies, whether or not the copies are recorded on the same medium as that on which the film product was recorded,

except under the authority of and in accordance with a general licence or a proprietary licence.

Distribution of imported film products

6. No person shall distribute an imported film product in Canada or reproduce an imported film product in Canada and distribute the copies in Canada, unless the film product has been imported under the authority of and in accordance with a general licence or a proprietary licence.

Exhibition of imported film products

7. No person shall use or dispose of an imported film product in Canada, or reproduce an imported film product in Canada and use or dispose of the copies in Canada, for gain for

- (a) theatrical exhibition to the general public,
- (b) broadcasting or other telecommunications transmission to the general public, or
- (c) sale or rental to the general public or to any person for sale or rental to the general public,

unless the film product has been imported under the authority of and in accordance with a general licence or a proprietary licence.

d'un marché national distinct pour la distribution des vidéogrammes et de promouvoir la distribution par des Canadiens de vidéogrammes au Canada ainsi que la production, la distribution et la présentation de vidéogrammes canadiens.

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Majesté

IMPORTATION, DISTRIBUTION ET REPRÉSENTATION

5. Nul ne peut, sans licence générale ou particulière, importer un vidéogramme :

Importation de vidéogrammes

- a) soit pour le distribuer au Canada;
- b) soit pour l'y reproduire et y distribuer les copies, que celles-ci soient ou non fixées sur le même support que l'original.

6. Nul ne peut distribuer ou reproduire au Canada un vidéogramme importé ni y en distribuer les copies, sauf si l'importation est conforme à une licence générale ou particulière.

Distribution de vidéogrammes importés

7. Sauf si l'importation est conforme à une licence générale ou particulière, nul ne peut utiliser ou aliéner au Canada un vidéogramme importé, ni y en reproduire, aliéner ou utiliser les copies à des fins lucratives pour l'une des activités suivantes :

Activités interdites

- a) la représentation au grand public;
- b) la radiodiffusion ou toute autre transmission par télécommunication à l'intention du grand public;
- c) la vente ou location au grand public directement ou par l'intermédiaire d'un tiers.

LICENCES

LICENCES

General licence

8. (1) On application in the prescribed form and manner and payment of the prescribed fee or a fee determined in the prescribed manner, the Minister shall, subject to this Act, grant a general licence to the applicant authorizing the applicant to import film products for distribution, or for reproduction and distribution, in Canada, if the Minister is satisfied that the applicant is a Canadian and has a business establishment in Canada.

8. (1) Le ministre est tenu, sous réserve de la présente loi, de délivrer à la personne qui lui en fait la demande, selon les formes prévues aux règlements, et acquitte le droit fixé par les règlements ou déterminé en conformité avec les règlements une licence générale l'autorisant à importer des vidéogrammes pour les distribuer ou pour les reproduire et les distribuer au Canada. Le ministre doit pour cela être convaincu que le demandeur est canadien et exploite une entreprise au Canada.

Licence générale

Refusal of licence for non-compliance

(2) The Minister may refuse to grant a general licence to an applicant, if the Minister is satisfied that the applicant or any affiliate of the applicant has, in the two years immediately preceding the date of the application, contravened or failed to comply with any provision of this Act or the regulations, any term or condition of a general licence or proprietary licence granted to the applicant or affiliate or any undertaking given pursuant to subsection 12(1).

(2) Le ministre peut refuser de délivrer une licence générale à un demandeur s'il est convaincu que celui-ci ou une personne morale qui appartient au même groupe que celui-ci a dans les deux années qui précèdent la date de la demande contrevenu à une disposition de la présente loi ou des règlements ou à une condition d'une licence générale ou particulière qui lui avait été délivrée ou a fait défaut de respecter l'engagement donné en conformité avec le paragraphe 12(1).

Cas de refus

Term

(3) A general licence is valid for a term of twelve months commencing on the day on which the licence is granted.

(3) La licence générale est valide pour une période de douze mois à compter de la date de sa délivrance.

Durée de validité

Notification by general licence

(4) Every person who holds a general licence shall notify the Minister forthwith if that person ceases to be a Canadian or to have a business establishment in Canada.

(4) S'il cesse d'être canadien ou d'exploiter une entreprise au Canada, le titulaire d'une licence générale doit, sans délai, en informer le ministre.

Avis du titulaire de licence générale

Definitions

"Canadian" «canadien»

(5) In this section, "Canadian" means

(a) a Canadian citizen who is ordinarily resident in Canada,

(b) a permanent resident of Canada within the meaning of the *Immigration Act, 1976*,

(c) a government in Canada, whether federal, provincial or local, or a department, board, commission or agent thereof,

(d) a partnership or unincorporated organization

(5) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

«action à droit de vote» Actions assorties du droit de vote en toutes circonstances ou en raison d'événements passés qui continuent de produire leur effet. Sont visés par la présente définition les titres de créance, dont les obligations et les débentures immédiatement convertibles en une telle action, et les options et droits susceptibles d'exercice immédiat permettant d'acquérir une telle action ou une telle obligation convertible.

«action à droit de vote» "voting share"

45 «canadien» "Canadian"

- (i) a majority of the members of which are Canadians as herein defined, and
- (ii) at least two-thirds of the ownership interests in which are beneficially owned by Canadians as herein defined; or

(e) a corporation incorporated under the laws of Canada or a province

- (i) a majority of the directors of 10 which are Canadians as herein defined,
- (ii) a majority of the outstanding shares of which are beneficially owned by Canadians as herein 15 defined, and
- (iii) at least two-thirds of the outstanding voting shares of which are beneficially owned by Canadians as herein defined; 20

"voting share"
«action...»

"voting share" means a share carrying a voting right under all circumstances or under some circumstances that have occurred and are continuing, and includes a bond, debenture or other debt obligation 25 currently convertible into such a share and a currently exercisable option or right to acquire such a share or convertible debt obligation.

Proprietary
licence

9. (1) On application in the prescribed 30 form and manner and payment of the prescribed fee or a fee determined in the prescribed manner, the Minister shall, subject to this Act, grant a proprietary licence to the applicant authorizing the applicant to import 35 any cinematographic work, or any film product derived from a cinematographic work, specified in the licence for distribution, or for reproduction and distribution, in Canada, if the Minister is satisfied that 40

a) Les citoyens canadiens résidant habituellement au Canada;

b) les résidents permanents au sens de la *Loi sur l'immigration de 1976*;

c) un gouvernement canadien, fédéral 5 ou provincial, une administration locale et leurs organismes, ministères, commissions ou mandataires;

d) les sociétés de personnes ou les organismes non constitués en personne 10 morale dont à la fois :

(i) la majorité des membres sont canadiens au sens de la présente définition,

(ii) les intérêts qui représentent au 15 moins les deux tiers de la valeur totale de la société ou de l'organisme en cause appartiennent, à titre de propriété effective, à des Canadiens au sens de la présente définition; 20

e) les sociétés constituées selon les lois du Canada ou d'une province dont à la fois :

(i) la majorité des administrateurs sont canadiens au sens de la présente 25 définition,

(ii) la majorité des actions en circulation appartiennent, à titre de propriété effective, à des Canadiens au sens de la présente définition, 30

(iii) au moins les deux tiers des actions à droit de vote en circulation appartiennent, à titre de propriété effective, à des Canadiens au sens de la présente définition. 35

Licence parti-
culière

9. (1) Le ministre est tenu, sous réserve de la présente loi, de délivrer à la personne qui lui en fait la demande, selon les formes prévues aux règlements, et acquitte le droit fixé par les règlements ou déterminé en 40 conformité avec les règlements une licence particulière l'autorisant à importer l'oeuvre cinématographique — ou le vidéogramme qui en est tiré — dont il est fait expressément mention dans la licence, pour la distribuer ou 45

(a) the applicant has a business establishment in Canada;

(b) the applicant or any one affiliate of the applicant has or will have the right to distribute the cinematographic work in all media throughout the world either at the time of the completion of principal photography of the cinematographic work or at the time the cinematographic work or film product is to be imported; and

(c) no person, other than the applicant or an affiliate of the applicant, has distributed, is distributing or will have distributed, in the two years immediately following the date of the first commercial use of any film product derived from the cinematographic work, any such film product in any medium in any country in which the applicant or an affiliate of the applicant carries on business.

pour la reproduire et la distribuer au Canada. Le ministre doit pour cela être convaincu à la fois que :

a) le demandeur exploite une entreprise au Canada;

b) le demandeur ou une personne morale qui appartient au même groupe que lui possède ou possédera les droits de distribution de l'oeuvre cinématographique — quel que soit le support — pour tous les pays, soit lorsque la prise de vue de l'oeuvre cinématographique est terminée, soit au moment de l'importation de l'oeuvre cinématographique ou du vidéogramme;

c) personne, à l'exception du demandeur ou d'une personne morale qui appartient au même groupe que lui, n'a distribué, ne distribue ou n'aura distribué, dans les deux années qui suivent la date de la première exploitation commerciale de tout vidéogramme tiré de l'oeuvre cinématographique en cause, un vidéogramme — quel que soit son support — dans un pays où le demandeur ou une personne morale qui appartient au même groupe que lui exploite une entreprise commerciale.

Refusal of
licence for non-
compliance

(2) The Minister may refuse to grant a proprietary licence to an applicant, if the Minister is satisfied that the applicant or any affiliate of the applicant has, in the two years immediately preceding the date of the application, contravened or failed to comply with any provision of this Act or the regulations, any term or condition of a general licence or proprietary licence granted to the applicant or affiliate or any undertaking given pursuant to subsection 12(1).

(2) Le ministre peut refuser de délivrer une licence particulière à un demandeur s'il est convaincu que celui-ci ou une personne morale qui appartient au même groupe que celui-ci a dans les deux années qui précèdent la date de la demande contrevenu à une disposition de la présente loi ou des règlements ou à une condition d'une licence générale ou particulière qui lui avait été délivrée ou a fait défaut de respecter l'engagement donné en conformité avec le paragraphe 12(1).

Cas de refus

Transfer of
rights

10. It is a term of every general licence and every proprietary licence that the licensee shall not transfer to any person, other than a person who holds a general licence, any right to distribute, or to reproduce and distribute, in Canada any film product imported under the authority of the licence.

10. Constitue une condition de toute licence générale ou particulière l'interdiction pour le titulaire de transférer à qui que ce soit, sauf au titulaire d'une licence générale, tout droit de distribution ou de reproduction et de distribution au Canada d'un vidéogramme importé en conformité avec la licence.

Interdiction

Investment in
Canadian film
products

11. (1) It is a term of every general licence granted after the coming into force of this section that the licensee will invest in the production and distribution of Canadian film products such amount, not exceeding ten per cent of the annual gross revenue of the licensee from the distribution, or the reproduction and distribution, in Canada of film products imported under the authority of the licence, as may be prescribed or determined under the regulations.

Information

(2) On the request of the Minister, the holder of a general licence granted after the coming into force of this section shall furnish the Minister with such information as the Minister considers necessary to verify compliance with the term of the licence referred to in subsection (1).

Restriction on
grant of licence

12. (1) No general licence or proprietary licence shall be granted to an applicant who is

(a) a motion picture exhibitor or an affiliate of a motion picture exhibitor,

(b) a person who sells film products at wholesale or an affiliate of such a person, or

(c) an affiliate of a person who operates a broadcasting undertaking as defined in the *Broadcasting Act*,

unless the applicant or an affiliate of the applicant delivers to the Minister such written undertakings to Her Majesty in right of Canada as the Minister considers appropriate in the circumstances to ensure, as the case may be, that

(d) Canadian film products have fair access to the markets served by the applicant or affiliate,

(e) imported film products or copies thereof are offered, at fair and reasonable terms, to persons who are not affiliates of the applicant, or

Investissement

11. (1) Constitue une condition de toute licence générale délivrée après l'entrée en vigueur du présent article l'obligation pour le titulaire d'investir dans la production et la distribution de vidéogrammes canadiens le montant qui peut être fixé par règlement ou déterminé en conformité avec celui-ci mais qui ne peut dépasser dix pour cent de ses bénéfices annuels bruts provenant de la distribution ou de la reproduction et de la distribution au Canada des vidéogrammes importés en conformité avec la licence.

Renseignements

(2) Le titulaire d'une licence générale délivrée après l'entrée en vigueur du présent article est tenu de fournir au ministre les renseignements que celui-ci lui demande et qu'il juge nécessaires pour s'assurer que les conditions de la licence visée au paragraphe (1) sont observées.

Restrictions

12. (1) Une licence générale ou particulière ne peut être délivrée à un demandeur qui est un exploitant de salles de cinéma, un vendeur en gros de vidéogrammes — ou une personne morale qui fait partie du même groupe que ceux-ci — ou une personne morale qui fait partie du même groupe qu'une personne qui exploite une entreprise de radiodiffusion au sens de la *Loi sur la radiodiffusion* que si le demandeur ou une personne morale qui fait partie du même groupe que lui remet au ministre l'engagement écrit envers Sa Majesté du chef du Canada que le ministre estime acceptable dans les circonstances de veiller à ce que selon le cas :

a) les vidéogrammes canadiens bénéficient d'un accès équitable aux marchés qu'il dessert;

b) les vidéogrammes importés et leurs copies soient offerts aux personnes morales qui ne font pas partie du même groupe que le demandeur à des conditions justes et raisonnables;

c) les personnes morales qui font partie du même groupe que le demandeur accordent un accès juste et raisonnable aux vidéogrammes importés — et à leurs copies —

(f) affiliates of the applicant will give fair and reasonable access to imported film products or copies thereof distributed by persons who are not affiliates of the applicant.

5

et distribués par des personnes morales qui ne font pas partie du même groupe que le demandeur.

Definition of
"motion picture
exhibitor"

(2) In this section, "motion picture exhibitor" means any person who operates five or more theatres or other premises in Canada for the theatrical exhibition of film products to the general public and, for the purposes of 10 this subsection, any theatre or other premises operated by an affiliate of a person shall be deemed to be operated by that person.

(2) Au présent article, «exploitant de salles de cinéma» s'entend d'une personne qui, au Canada, exploite au moins cinq salles de cinéma ou autres établissements destinés à la représentation de vidéogrammes au grand public; pour l'application du présent paragraphe, la salle de cinéma ou l'établissement 10 exploité par une personne morale qui fait partie du même groupe qu'une personne est réputé exploité par cette personne.

Définition de
«exploitant de
salles de
cinéma»

5

Not transfer-
able

13. No general licence or proprietary licence may be transferred.

15

13. Il est interdit de transférer une licence générale ou particulière.

15

Interdiction de
transfert

Suspension or
revocation

14. (1) The Minister may suspend or revoke a general licence or a proprietary licence if the Minister has reasonable grounds to believe that

(a) the licensee has ceased to be a person 20 to whom the licence could be granted, if the licensee were then to apply for the licence;

(b) the licensee or an affiliate of the licensee has contravened or failed to comply 25 with any provision of this Act or the regulations or any term or condition of the licence; or

(c) the licensee or an affiliate of the licensee has failed to comply with an undertaking 30 given pursuant to subsection 12(1).

14. (1) Le ministre peut suspendre ou révoquer une licence générale ou particulière, s'il a des motifs raisonnables de croire à l'existence de l'une des circonstances suivantes :

20

a) le titulaire ne remplit plus les conditions nécessaires à l'obtention de la licence;

b) le titulaire — ou une personne morale qui fait partie du même groupe que lui — a contrevenu à une disposition de la présente loi ou des règlements ou à une condition de la licence;

c) le titulaire — ou une personne morale qui fait partie du même groupe que lui — a fait défaut de respecter l'engagement 30 donné en conformité avec le paragraphe 12(1).

Suspension ou
révocation

Notice

(2) The Minister shall not suspend or revoke a general licence or a proprietary licence, unless the licensee has been notified of the action that the Minister proposes to 35 take and has been afforded a reasonable opportunity to make representations to the Minister in relation thereto.

(2) Le ministre ne peut suspendre ou révoquer une licence que si le titulaire en a été avisé au préalable et s'est vu offrir la 35 possibilité raisonnable de présenter ses observations au ministre.

Préavis

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

15. The Governor in Council may make regulations

15. Le gouverneur en conseil peut, par 40 règlement :

Règlements

- (a) exempting any film product or class of film product from the application of this Act on the basis of the length, language, intended audience or content of the film product; 5
- (b) prescribing what constitutes Canadian film products for the purposes of this Act;
- (c) prescribing the amount or the manner of determining the amount to be invested by a licensee for the purposes of section 10 11;
- (d) prescribing the form and manner of making applications for licences under this Act, the information to be furnished in connection therewith and the procedure to 15 be followed in the consideration of those applications;
- (e) prescribing fees or the manner of determining fees for the purposes of this Act; and 20
- (f) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

ENFORCEMENT

- 16.** No person shall knowingly furnish any false or misleading information or knowingly make any misrepresentation 25
- (a) in an application for a general licence or a proprietary licence;
- (b) for the purpose of procuring the grant of a general licence or a proprietary licence; or 30
- (c) in connection with the use of a general licence or a proprietary licence.

17. Where the Minister notifies the Minister of National Revenue that the Minister requires copies of invoices of film products 35 that have been imported or of other customs documents relating thereto for the purpose of enforcing this Act or the regulations, the Minister of National Revenue may, notwithstanding section 107 of the *Customs Act*, 40 to persons employed in the Department over

- a) exclure des vidéogrammes ou une catégorie de ceux-ci du champ d'application de la présente loi pour motif ayant trait à leur longueur, à la langue employée, au public cible ou à leur contenu; 5
- b) préciser la définition de vidéogramme canadien aux fins de l'application de la présente loi;
- c) fixer le montant que doit investir un titulaire en conformité avec l'article 11 ou 10 prévoir la façon de le déterminer;
- d) définir les modalités selon lesquelles doivent être présentées les demandes de licence prévues par la présente loi, les renseignements à fournir à l'appui de ces 15 demandes et les règles régissant l'examen de ces demandes;
- e) fixer, ou prévoir la façon de déterminer, les droits prévus par la présente loi;
- f) d'une façon générale, prendre toute 20 mesure d'application de la présente loi.

MESURES DE CONTRAINTE

16. Nul ne peut sciemment fournir des renseignements faux ou trompeurs :

- a) dans une demande de licence générale ou particulière; 25
- b) afin de permettre la délivrance d'une licence générale ou particulière;
- c) en rapport avec l'exploitation d'une licence générale ou particulière.

17. Par dérogation à l'article 107 de la *Loi* 30 *sur les douanes*, le ministre du Revenu national peut permettre au ministre — ou à ceux des employés de son ministère qu'il désigne pour l'application du présent article — l'accès aux documents douaniers, notamment aux factures, qui ont trait à des vidéo- 35 grammes importés à la condition que le ministre l'ait informé qu'il a besoin de ces renseignements pour appliquer la présente loi ou les règlements. 40

False information

Renseignements faux ou trompeurs

Acquisition of customs documents

Documents douaniers

which the Minister presides who have been designated by the Minister for the purposes of this section.

Offence

18. (1) Every person who contravenes or fails to comply with any provision of this Act or the regulations or any term or condition of a general licence or proprietary licence granted to that person is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars or imprisonment for a term not exceeding six months or both.

Continuing offence

(2) Where an offence under subsection (1) is committed on more than one day or is continued on more than one day, it shall be deemed to be a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

Officers of corporation

(3) Where a body corporate commits an offence under subsection (1), every person who at the time of the commission of the offence was a director or officer of the body corporate is guilty of the like offence unless the act or omission constituting the offence took place without the person's knowledge or consent or the person exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

Limitation period

(4) No prosecution for an offence under subsection (1) shall be commenced more than two years after the time the subject-matter of the offence arose.

TRANSITIONAL AND COMMENCEMENT PROVISIONS

Transitional

19. Sections 5, 6 and 7 do not apply in respect of a film product, if the film product, or any other film product derived from the cinematographic work from which the film product was derived, was imported for distribution, or for reproduction and distribution, in Canada before the coming into force of those sections.

Coming into force

20. This Act or any provision thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

18. (1) Quiconque contrevient à la présente loi, aux règlements ou aux conditions d'une licence générale ou particulière qui lui a été délivrée commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Infraction

(2) Il est compté une infraction distincte au paragraphe (1) pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

Infractions continues

(3) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction visée au paragraphe (1), les personnes qui au moment de la perpétration étaient administrateurs ou dirigeants de la personne morale sont considérées comme coauteurs de l'infraction, sauf si la perpétration a eu lieu à leur insu ou sans leur consentement ou si elles avaient pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

Dirigeants de personnes morales

(4) Les poursuites visant une infraction au paragraphe (1) se prescrivent par deux ans à compter de la date de l'infraction.

Prescription

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

19. Les articles 5, 6 et 7 ne s'appliquent pas à un vidéogramme si celui-ci ou tout autre vidéogramme tiré de la même oeuvre cinématographique a été importé pour distribution, ou pour reproduction et distribution, au Canada avant l'entrée en vigueur de ces articles.

Disposition transitoire

20. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en Conseil.

Entrée en vigueur

CAI
XB
1356

C-295

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-295

An Act to proclaim Raoul Wallenberg to be an
honorary citizen of Canada

First reading, June 9, 1988

MR. RIIS

C-295

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-295

Loi proclamant Raoul Wallenberg citoyen
honoraire du Canada

Première lecture le 9 juin 1988

M. RIIS

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

2^e session, 33^e législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-295

PROJET DE LOI C-295

An Act to proclaim Raoul Wallenberg to be
an honorary citizen of Canada

Loi proclamant Raoul Wallenberg citoyen
honoraire du Canada

Preamble

WHEREAS during World War II millions
of Jews were exterminated in death camps at
the hands of the Nazis in Germany;

Attendu :
que, pendant la Deuxième Guerre mondiale,
plusieurs millions de Juifs ont été exterminés
par les nazis dans les camps de la mort en
Allemagne;

Préambule

5

AND WHEREAS hundreds of thousands of
Hungarian Jews were facing extermination
in 1944 through deportation to Germany
under the orders of Adolf Eichmann;

que des centaines de milliers de Juifs
hongrois étaient, en 1944, menacés de dépor-
tation en Allemagne, et d'extermination sur
ordre d'Adolf Eichmann;

AND WHEREAS Raoul Wallenberg as
Secretary of the Swedish Legation went to
Hungary in the summer of 1944;

que Raoul Wallenberg s'est rendu en 10
Hongrie au cours de l'été de 1944 en qualité
de secrétaire de la légation suédoise;

AND WHEREAS Raoul Wallenberg, with
extraordinary courage and with total disre-
gard for the constant danger to himself,
saved the lives of almost one hundred thou-
sand innocent Jewish men, women and 15
children, a considerable number of whom
now live in Canada;

que Raoul Wallenberg, avec un courage
extraordinaire et au mépris du danger conti-
nuel auquel il s'exposait, a sauvé la vie de 15
presque cent mille hommes, femmes et
enfants juifs innocents, dont un nombre
considérable vivent maintenant au Canada;

AND WHEREAS the Soviet Union, in
violation of Raoul Wallenberg's Swedish
diplomatic immunity and of international 20
law, seized him on January 17, 1945, with no
explanation ever given for his detention and
subsequent imprisonment;

que l'Union soviétique, en violation de
l'immunité diplomatique suédoise de Raoul 20
Wallenberg et du droit international, l'a
arrêté le 17 janvier 1945, sans avoir depuis
jamais fourni d'explication sur sa détention
et son emprisonnement subséquent;

AND WHEREAS Raoul Wallenberg has been a prisoner in the Soviet Union since 1945;

que Raoul Wallenberg est resté prisonnier en Union soviétique depuis 1945;

AND WHEREAS reports from former prisoners in the Soviet Union, as recently as January, 1981, suggest that Raoul Wallenberg is still alive;

que des rapports d'anciens prisonniers de l'Union soviétique, dont certains ne datent que de janvier 1981, suggèrent que Raoul Wallenberg est encore vivant;

AND WHEREAS history has revealed that heroic acts of salvation were tragically rare during the massacre of millions of innocent human beings during World War II;

que l'histoire a révélé que les actes héroïques de sauvetage furent tragiquement rares pendant le massacre de millions d'êtres humains innocents au cours de la deuxième guerre mondiale;

AND WHEREAS the significance of this symbol of man's concern for his fellow man has been reduced by the wall of silence that surrounds the fate of Raoul Wallenberg;

que l'importance de ce symbole de la sollicitude de l'homme pour son prochain a été réduite par le mur de silence qui entoure le sort de Raoul Wallenberg,

Therefore Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

Short title

1. This Act may be cited as the *Raoul Wallenberg Honorary Citizenship Act*.

1. *Loi sur la citoyenneté honoraire de Raoul Wallenberg.*

Titre abrégé

Proclamation of citizenship

2. Raoul Wallenberg is hereby proclaimed to be an honorary citizen of Canada.

2. Raoul Wallenberg est par la présente loi proclamé citoyen honoraire du Canada.

Proclamation de citoyenneté



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

11
E
B56

C-296

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-296

An Act establishing a moratorium on the continued development of nuclear power in Canada for the purpose of establishing a public inquiry into nuclear power that is followed by a national referendum

First reading, June 13, 1988

MR. RIIS

C-296

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-296

Loi prévoyant un délai pour de développement de l'énergie nucléaire au Canada afin de procéder, au sujet de cette énergie, à une enquête publique suivie d'un référendum

Première lecture le 13 juin 1988

M. RIIS



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-296

BILL C-296

An Act establishing a moratorium on the continued development of nuclear power in Canada for the purpose of establishing a public inquiry into nuclear power that is followed by a national referendum 5

Loi prévoyant un délai pour le développement de l'énergie nucléaire au Canada afin de procéder, au sujet de cette énergie, à une enquête publique suivie d'un référendum 5

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title	1. This Act may be cited as the <i>Nuclear Power Act</i> .	1. <i>Loi sur l'énergie nucléaire.</i>	Titre abrégé
Definitions	2. In this Act,	2. Dans la présente loi,	Définitions
"Commission" «Commission»	"Commission" means the Nuclear Power Commission established under this Act;	«Commission» désigne la Commission de l'énergie nucléaire créée par la présente loi;	«Commission» «Commission»
"nuclear power" «énergie nucléaire»	"nuclear power" means power that is created as a result of nuclear fission.	«énergie nucléaire» signifie énergie provenant de la fission nucléaire;	«énergie nucléaire» «nuclear power»
Commission established	3. There is hereby established a Nuclear Power Commission consisting of a chairman and up to six other members who shall be appointed by the Governor in Council and shall serve without remuneration.	3. Est par la présente créée une Commission de l'énergie nucléaire comprenant un président et jusqu'à six autres commissaires nommés par le gouverneur en conseil et servant à titre gracieux.	Création d'une commission
Conflict of interest	4. No member of the Commission shall, directly or indirectly, have any interest in a corporation or undertaking that is engaged in the manufacturing, buying or selling of materials or equipment intended for use in the nuclear power industry.	4. Un commissaire ne doit avoir aucun intérêt direct ou indirect dans une société ou entreprise qui fabrique, achète ou vend des matières ou du matériel destinés à l'industrie de l'énergie nucléaire.	Conflit d'intérêt

Powers	5. The Commission has power to summon witnesses, to require them to give evidence on oath or solemn affirmation either orally or in writing, and to produce such documents, papers and things as the Commission may require.	5	5. La Commission a le pouvoir de citer des témoins à comparaître, d'exiger qu'ils témoignent sous serment ou affirmation solennelle, oralement ou par écrit, et qu'ils produisent les documents, pièces et choses qu'elle demande.	5	Pouvoirs
Rules	6. The Commission may make rules for carrying out its work and exercising its power.		6. La Commission peut établir des règles pour effectuer son travail et exercer son pouvoir.		Règles
Acquisition of property	7. The Commission may acquire money, securities or other property from any person and may expend, administer and dispose of any such money, securities or other property as it deems necessary.	10	7. La Commission peut acquérir de qui-10 conque des fonds, valeurs ou autres biens et peut les dépenser, gérer ou aliéner comme elle le juge nécessaire.	10	Acquisition de biens
Duties	8. The Commission shall (a) hold a public inquiry into the use and development of nuclear power in Canada and make recommendations with respect to the advisability of continuing its use and development, and (b) establish a procedure for holding a national referendum on the continued use and development of nuclear power.	15 20	8. La Commission doit : a) faire une enquête publique sur l'utilisa-15 tion et le développement de l'énergie nucléaire au Canada et faire des recommandations sur l'opportunité d'en continuer l'utilisation et le développement; b) établir une procédure pour la tenue d'un 20 référendum national sur la continuation de l'utilisation et du développement de l'énergie nucléaire.		Fonctions
Report tabled in Parliament	9. The Commission shall report its recommendations to the Minister of Energy, Mines and Resources within two years from the day this Act comes into force and the Minister shall lay the report before Parliament within ten days after he receives it or, if Parliament is not sitting, on any of the first ten days next 30 that Parliament is sitting.	25	9. La Commission doit, dans un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en 25 vigueur de la présente loi, faire rapport de ses recommandations au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui doit déposer le rapport devant le Parlement dans les dix jours de sa réception ou, si le Parle- 30 ment ne siège pas à ce moment-là, l'un des dix premiers jours où il siège par la suite.		Dépôt du rapport au Parlement
Referendum	10. The Governor in Council shall hold a national referendum on the question of the continued use and development of nuclear power in accordance with the procedure 35 established by the Commission within three months from the day the Commission submits its report.	35	10. Le gouverneur en conseil doit faire tenir un référendum national sur la continuation de l'utilisation et du développement, de 35 l'énergie nucléaire conformément à la procédure établie par la Commission dans les trois mois de la date de dépôt du rapport de la Commission.		Référendum
Sixty megawatt reactors	11. (1) No person shall construct or aid in the construction of a commercial nuclear 40 reactor with a capacity greater than sixty megawatts during the three years following the day this Act comes into force.	40	11. (1) Nul ne doit procéder ni aider à la 40 construction d'un réacteur nucléaire d'une capacité supérieure à soixante mégawatts pendant trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.		Réacteurs à soixante mégawatts

Idem	(2) No person shall export any equipment or substance which is likely to be used in the construction of a nuclear reactor with a capacity greater than sixty megawatts during the three years following the day this Act comes into force.	(2) Nul ne doit exporter de matériel ni de substance probablement destinés à la construction d'un réacteur nucléaire d'une capacité supérieure à soixante mégawatts pendant 5 trois ans à compter de la date d'entrée en 5 vigueur de la présente loi.	Idem
Offence	(3) Every person who contravenes this section is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years or a fine of one million dollars or to both. 10	(3) Quiconque contrevient au présent article est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans ou d'une amende d'un million de dollars, ou 10 de l'une et l'autre peine.	Offence
Coming into force	12. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.	12. La présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation.	Entrée en vigueur

AI
XB
933

C-297

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-297

An Act to amend the Criminal Code
(ignition interlock device)

First reading, June 13, 1988

MR. DUGUAY

C-297

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-297

Loi modifiant le Code criminel
(dispositif de blocage de l'allumage)

Première lecture le 13 juin 1988

M. DUGUAY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-297

PROJET DE LOI C-297

An Act to amend the Criminal Code
(ignition interlock device)

Loi modifiant le Code criminel
(dispositif de blocage de l'allumage)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

1985, c. 19, s.
36

1. Subsection 242(5) of the *Criminal Code* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a) and by adding thereto, immediately after paragraph (a) thereof, the following:

"(a.1) a prohibition from operating a motor vehicle that is not equipped with an approved ignition interlock device ordered pursuant to subsection 242.1(2); or"

5

1. Le paragraphe 242(5) du *Code criminel* est modifié par insertion, après l'alinéa a), de ce qui suit :

«a.1) d'une interdiction de conduire un véhicule à moteur non muni d'un dispositif approuvé de blocage de l'allumage prononcée conformément au paragraphe 242.1(2);»

5

1985, ch. 19,
art. 36

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 242 thereof, the following section:

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 242, de ce qui suit :

10

Definition of
"approved igni-
tion interlock
device"

"242.1 (1) For the purpose of this section and of section 242, "approved 15
ignition interlock device" means a blood alcohol concentration equivalence measur-
ing device that

(a) prevents a motor vehicle from being started at any time without first deter- 20
mining, through a deep lung sample, the equivalent breath alcohol level of the operator;

«242.1 (1) Pour l'application du présent article et de l'article 242, «dispositif approuvé de blocage de l'allumage» s'entend d'un dispositif de mesure par équivalence de l'alcoolémie qui, à la fois : 15

a) empêche tout démarrage d'un véhicule à moteur qui n'a pas été précédé d'un dosage indirect, à partir de l'air expiré par une expiration profonde, du taux d'alcoolémie du conducteur; 20

Définition de
«dispositif
approuvé de
blocage de
l'allumage»

EXPLANATORY NOTE

Where a person is found guilty of having driven a motor vehicle while impaired by the consumption of alcohol or of having refused to provide a breath or blood sample for the purpose of testing its alcohol content, this bill would authorize the courts to prohibit that person from driving a vehicle that is not equipped with a device that will prevent the vehicle from being started if the concentration of alcohol, measured in a breath sample of the potential driver, exceeds forty milligrams of alcohol in one hundred millilitres of blood.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi s'applique à l'égard d'une personne qui a été trouvée coupable d'avoir conduit un véhicule à moteur avec une capacité affaiblie par la consommation d'alcool ou d'avoir refusé de fournir un échantillon d'haleine ou de sang pour les fins d'en déterminer le contenu en alcool. Il autoriserait les tribunaux à interdire à cette personne la conduite d'un véhicule à moteur non muni d'un dispositif qui bloque l'allumage du véhicule si l'alcoolémie du conducteur éventuel, déterminée par un dosage de son haleine, dépasse quarante milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang.

Discretionary
order of prohi-
bition

(b) is calibrated so that the motor vehicle may not be started if the measured concentration of alcohol in one hundred millilitres of blood of the operator exceeds forty milligrams; and 5

(c) is approved for the purposes of this section by order of the Attorney General of Canada.

(2) Where an offender is convicted or discharged under section 662.1 of an offence committed under section 237 or 238 and, at the time the offence was committed or, in the case of an offence committed under section 238, within the two hours preceding that time, was operating 15 or had the care or control of a motor vehicle, the court that sentences the offender may, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place, unless that vehicle is equipped with a functioning approved ignition interlock device, during any period, not exceeding 25 three years, that the court considers proper.

Offences

(3) Everyone who, for the purpose of providing an operable vehicle to a person to whom an order under subsection (2) 30 applies,

(a) blows into an approved ignition interlock device,

(b) otherwise starts a motor vehicle equipped with such a device, or 35

(c) tampers, circumvents or otherwise misuse such a device,

is guilty of an offence punishable on summary conviction."

1985, c. 19, s.
36

3. Section 243.1 of the said Act is 40 repealed and the following substituted therefor:

Stay of order
pending appeal

"**243.1** Where an appeal is taken against a conviction or discharge under section 662.1 for an offence committed 45

b) a été réglé de manière que le véhicule ne puisse démarrer si le taux d'alcoolémie du conducteur ainsi mesuré dépasse quarante milligrammes par cent millilitres de sang; 5

c) est approuvé pour l'application du présent article par le Procureur général du Canada.

(2) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable ou libéré en vertu de l'article 662.1 d'une infraction prévue à l'article 237 ou 238 et qu'au moment de l'infraction ou, dans le cas d'une infraction prévue à l'article 238, dans les deux heures qui l'ont précédée, il conduisait un véhicule à 15 moteur ou en avait la charge ou le contrôle, le tribunal qui lui inflige une peine peut, en plus de toute autre peine applicable à cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire dans une 20 rue, sur un chemin, une grande route ou dans un endroit public, durant la période d'au plus trois ans que le tribunal juge indiquée, un véhicule à moteur non muni d'un dispositif approuvé de blocage de 25 l'allumage en bon état de fonctionnement.

Ordonnance
discrétionnaire
d'interdiction

(3) Commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, dans le but de mettre un véhicule en état de fonctionner à 30 l'intention d'une personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (2), selon le cas :

Infractions

a) souffle dans un dispositif approuvé de blocage de l'allumage; 35

b) fait démarrer par quelque autre moyen un véhicule à moteur muni d'un tel dispositif;

c) modifie ou circonviert un tel dispositif ou en fait un usage abusif.» 40

3. L'article 243.1 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1985, ch. 19,
art. 36

"**243.1** Dans le cas où la déclaration de culpabilité ou la libération prévue à l'article 662.1 d'une infraction aux articles 203, 45

Effet de l'appel
sur l'ordon-
nance

under any of sections 203, 204, 219 or 233 to 239 or 242, the court being appealed to may direct that any order under subsection 242(1), (2) or 242.1(2) arising out of the conviction or discharge shall be stayed, 5 pending the final disposition of the appeal or until otherwise ordered by the court."

204, 219 ou 233 à 239 ou 242 fait l'objet d'un appel, le tribunal qui en est saisi peut décider qu'une ordonnance prévue aux paragraphes 242(1), (2) ou 242.1(2) et résultant de cette déclaration de culpabilité ou de cette libération soit suspendue jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue sur l'appel ou jusqu'à ce que le tribunal en décide autrement.» 5

C-298

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-298

An Act to amend the Railway Act
(delimiting telephone areas)

First reading, June 14, 1988

MR. BLACKBURN (*Jonquière*)

C-298

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-298

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer
(délimitation des zones téléphoniques)

Première lecture le 14 juin 1988

M. BLACKBURN (*Jonquière*)

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-298

PROJET DE LOI C-298

An Act to amend the Railway Act
(delimiting telephone areas)

Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer
(délimitation des zones téléphoniques)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. R-2

1. Section 320 of the *Railway Act* is
amended by adding thereto the following
subsections:

Idem

“(2.1) The Commission shall not
approve a telephone toll that is contrary to
a direction given to the Commission by the
Governor in Council under subsection 10
(2.2).

Directions of
the Governor in
Council

(2.2) The Governor in Council may, by
order, give directions to the Commission
for the purpose of harmonizing telephone
tolls within a socio-economic area.” 15

2. Subsection 320(5) of the said Act is
repealed and the following substituted there-
for:

Unreasonable
telephone tolls

“(5) The Commission may, on applica-
tion, deal with all questions of unreason- 20
ableness or unjust discrimination in
respect of telephone tolls resulting from
the establishment, redivision or readjust-
ment of the boundaries of any socio-
economic area and, where it considers the 25
tolls to be unreasonable, unjust or contrary
to any of the provisions of this Act or any
direction given by the Governor in Council
under subsection (2.2), may require the
company to substitute tolls satisfactory to 30

1. L'article 320 de la *Loi sur les chemins*
de fer est modifié par insertion de ce qui 5
suit :

S.R., ch. R-2

“(2.1) La Commission ne peut consentir
à une taxe de téléphone lorsque la taxe
contrevient à une instruction donnée à la
Commission par le gouverneur en conseil 10
en vertu du paragraphe (2.2).

Idem

(2.2) Le gouverneur en conseil peut, par
décret, donner des instructions à la Com-
mission afin d'harmoniser toute taxe de
téléphone dans les limites d'une région 15
socio-économique.»

Instructions du
gouverneur en
conseil

2. Le paragraphe 320(5) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

“(5) Sur demande, la Commission peut
connaître de toutes questions où sont 20
alléguées des exigences abusives ou une
disparité injuste en matière de taxes télé-
phoniques, par suite de l'établissement
d'une nouvelle région socio-économique ou
d'un rajustement des limites de toute 25
région socio-économique, et, si elle consi-
dère ces taxes comme abusives ou injustes,
ou contraires à une disposition de la pré-
sente loi ou à une directive du gouverneur
en conseil prise en vertu du paragraphe 30

Taxes télépho-
niques abusives

EXPLANATORY NOTES

This Bill provides that the Governor in Council may give directions to the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission for the purpose of harmonizing telephone charges within a socio-economic area.

Thus the Commission could not approve telephone charges that would not be in agreement with such directions of the Governor in Council.

Clause 1: Subsection 320(2) at present reads as follows:

“(2) Notwithstanding anything in any other Act, all telegraph and telephone tolls to be charged by a company, other than a toll for the transmission of a message intended for general reception by the public and charged by a company licensed under the *Broadcasting Act*, are subject to the approval of the Commission, and may be revised by the Commission from time to time.”

Clause 2: Subsection 320(5) at present reads as follows:

“(5) The Commission may, *from time to time upon* application, deal with all questions of unreasonableness or unjust discrimination in respect of telephone tolls resulting from the establishment, redivision and readjustment of the boundaries of any *base rate area or telephone exchange area* and, where it considers *such* tolls to be unreasonable or unjust or contrary to any of the provisions of this Act, may require the company to substitute tolls satisfactory to the Commission in lieu thereof, or may prescribe other tolls in lieu of the tolls published by the company.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi fait en sorte que le gouverneur en conseil peut donner des instructions au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes afin d'harmoniser les frais de service téléphonique dans les limites d'une région socio-économique.

Le Conseil ne pourra ainsi approuver aucun frais de service téléphonique non conformes aux instructions du gouverneur en conseil.

Article 1. — Texte actuel du paragraphe 320(2) :

«(2) Nonobstant les dispositions de toute autre loi, toutes les taxes de télégraphe et de téléphone que peut exiger une compagnie, à l'exception des taxes exigées, pour la transmission de messages destinés à être captés d'une façon générale par le public, par une compagnie sur la radiodiffusion, sont subordonnées à l'agrément de la commission, qui peut les réviser à sa discrétion.»

Article 2. — Texte actuel du paragraphe 320(5) :

«(5) Sur demande, la Commission peut, à l'occasion, connaître de toutes questions où sont alléguées des exigences *déraisonnables* ou une disparité injuste en matière de taxes téléphoniques, par suite de l'établissement, de la nouvelle *division* et du rajustement des limites de toute *zone à tarif de base ou à bureau central*, et, si elle considère ces taxes comme *déraisonnables* ou injustes, ou contraires à l'une *quelconque des dispositions* de la présente loi, elle peut enjoindre à la compagnie d'y substituer des taxes donnant satisfaction à la Commission, ou peut prescrire d'autres taxes en remplacement de celles qu'a publiées la compagnie.»

the Commission in lieu thereof, or may prescribe other tolls in lieu of the tolls published by the company."

(2.2), elle peut enjoindre à la compagnie d'y substituer des taxes donnant satisfaction à la Commission, ou peut prescrire d'autres taxes en remplacement de celles qu'a publiées la compagnie.»

5

Coming into
force

3. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

3. La présente loi entre en vigueur à une date fixée par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en
vigueur

C-299

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-299

An Act to amend the Arctic Waters Pollution Prevention
Act

First reading, June 15, 1988

MR. RIIS

C-299

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-299

Loi modifiant la Loi sur la prévention de la pollution des
eaux arctiques

Première lecture le 15 juin 1988

M. RIIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-299

PROJET DE LOI C-299

An Act to amend the Arctic Waters
Pollution Prevention Act

Loi modifiant la Loi sur la prévention de la
pollution des eaux arctiques

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, décrète :

R.S., c. 2 (1st
Supp.)

1. Section 2 of the *Arctic Waters Pollu-
tion Prevention Act* is amended by adding,
immediately after the definition "icebreaker"
thereof, the following:

" "Minister" means the Minister of the
Environment."

2. The said Act is further amended by 10
substituting the word "Minister" for the
expression "Governor in Council" wherever
it appears in section 10 and in subsections
5(1) and (2), 6(2), 8(1), 13(1), and 14(1)
thereof.

3. Section 26 of the said Act is repealed.

S.R., ch. 2 (1^{er}
suppl.)

1. L'article 2 de la *Loi sur la prévention
de la pollution des eaux arctiques* est modi-
fié par insertion, après la définition de «fon-
ctionnaire chargé de la prévention de la pollu-
tion», de la définition suivante :

«Ministre» désigne le ministre de l'Environ-
nement.»

10

2. La même loi est modifiée par substitu-
tion du mot «Ministre» à l'expression «gou-
verneur en conseil» partout où figure cette
dernière dans l'article 10 et dans les paragra-
phes 5(1) et (2), 6(2), 8(1), 13(1) et 14(1). 15

3. L'article 26 de la même loi est abrogé.

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to transfer to the Minister of the Environment responsibility for the operation of the *Arctic Waters Pollution Prevention Act*. By Order in Council dated May 14, 1971 pursuant to section 26 of the Act, the Governor in Council delegated certain of its powers under the Act to the Minister of Indian Affairs and Northern Development, the Minister of Energy, Mines and Resources, and the Minister of Transport. This bill would transfer those powers to the Minister of the Environment.

Clause 3: Section 26 at present reads as follows:

“26. (1) The Governor in Council may, by order, delegate to any member of the Queen's Privy Council for Canada designated in the order the power and authority to do any act or thing that the Governor in Council is directed or empowered to do under this Act; and upon the making of such an order, the provision or provisions of this Act that direct or empower the Governor in Council and to which the order relates shall be read as if the title of the member of the Queen's Privy Council for Canada designated in the order were substituted therein for the expression “the Governor in Council”.

(2) *This section does not apply to authorize the Governor in Council to delegate any power vested in him under this Act to make regulations, to prescribe shipping safety control zones or to designate pollution prevention officers and their powers, other than pollution prevention officers with only those powers set out in subsection 15(1) or (2).*”

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de confier au ministre de l'Environnement la responsabilité de l'application de la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*. Par décret en conseil du 14 mai 1971, en conformité de l'article 26 de la Loi, le gouverneur en conseil a délégué certains des pouvoirs que lui conférait la Loi au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et au ministre des Transports. Ce projet de loi transférerait ces pouvoirs au ministre de l'Environnement.

Article 3. — Texte actuel de l'article 26 :

«26. (1) Le gouverneur en conseil peut déléguer, par décret, à tout membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, que désigne le décret, le pouvoir et l'autorité de faire tout acte ou toute chose que le gouverneur en conseil a le devoir ou le pouvoir de faire, en vertu de la présente loi, et lorsque ce décret est pris, la ou les dispositions de la présente loi relatives aux devoirs et pouvoirs du gouverneur en conseil et que le décret concerne, doivent se lire comme si le titre du membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada désigné dans le décret y était substitué à l'expression «le gouverneur en conseil».

(2) *Le présent article ne s'applique pas pour autoriser le gouverneur en conseil à déléguer tout pouvoir que lui confère la présente loi pour établir des règlements, prévoir des zones de contrôle de la sécurité de la navigation ou désigner, en fixant leurs pouvoirs, des fonctionnaires chargés de la prévention de la pollution, autres que des fonctionnaires chargés de la prévention de la pollution ne détenant que les pouvoirs indiqués au paragraphe 15(1) ou (2).*»

C-300

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-300

An Act to amend the Excise Act
(exemption on home-brewed beer)

First reading, June 15, 1988

MR. RIIS

C-300

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-300

Loi modifiant la Loi sur l'accise
(exemption pour la bière brassée à domicile)

Première lecture le 15 juin 1988

M. RIIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-300

PROJET DE LOI C-300

An Act to amend the Excise Act
(exemption on home-brewed beer)

Loi modifiant la Loi sur l'accise
(exemption pour la bière brassée à domicile)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, décrète :

R.S., c. E-12;
1980-81-82-83,
c. 68

1. Subsection 171(1) of the *Excise Act* is
repealed and the following substituted there-
for:

Duties

“171. (1) There shall be imposed, levied
and collected on every hectolitre of beer or
malt liquor produced by a brewer the
duties of excise set out in the schedule, 10
which duties shall be paid to the collector
as herein provided.”

2. Section 173 of the *Excise Act* is
repealed and the following substituted there-
for:

Beer brewed for
private use

“173. Notwithstanding anything in
sections 171 and 172, the duties of excise
hereby imposed shall not be levied or
collected upon beer brewed by any person
for non-commercial use and not for sale.” 20

3. Subsection 177(1) of the said Act is
repealed and the following substituted there-
for:

Brewing with-
out a licence

“177. (1) Every one who, without
having a licence under this Act then in 25
force,

(a) makes or brews any beer or malt
liquor except for non-commercial use
and not for sale, or

1. Le paragraphe 171(1) de la *Loi sur*
5 *l'accise* est modifié et remplacé par ce qui
suit :

S.R., ch. E-12;
1980-81-82-83,
ch. 68

«171. (1) Sont imposés, prélevés et
perçus sur chaque hectolitre de bière ou de
liqueur de malt produit par un brasseur,
les droits d'accise énoncés à l'annexe, 10
lesquels doivent être payés au receveur de
la manière prévue par les présentes.»

2. L'article 173 de la *Loi sur l'accise* est
modifié et remplacé par ce qui suit :

Droits

«173. Nonobstant les dispositions des 15
articles 171 et 172, les droits d'accise
imposés par la présente loi ne doivent pas
être prélevés ni perçus sur de la bière
brassée par une personne pour usage non
commercial et non pour la vente.» 20

3. Le paragraphe 177(1) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Bière brassée
pour usage par-
ticulier

«177. (1) Quiconque, non muni d'une
licence, alors en vigueur, exigée par la
présente loi, 25

Exploitation
d'une brasserie
sans licence

a) fabrique ou brasse de la bière ou une
liqueur de malt, sauf pour usage non
commercial et non pour la vente, ou

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to remove antiquated requirements which are now imposed on home-brewing of beer under the *Excise Act*. The Act now requires that before beginning to brew beer for one's personal use, a person give notice in writing to a collector of his intention to brew and provide him with a list of the equipment to be used. Current legislation also restricts the use of home-brewed beer without a licence to a person or his family. Such requirements do not exist for home winemaking; the law does not prevent a person from making his own wine to offer to his guests in or outside his home. This Bill would amend present legislation to bring home-brewing of beer into line with the treatment of home winemaking.

Clause 1: Subsection 171(1) at present reads as follows:

“171. (1) There shall be imposed, levied and collected on every hectolitre of beer or malt liquor the duties of excise set out in the schedule, which shall be paid to the collector as herein provided.”

Clause 2: Section 173 at present reads as follows:

“173. (1) Notwithstanding anything in sections 171 and 172 the duties of excise hereby imposed shall not be levied or collected upon beer brewed by any person *for the sole use of himself and such members of his family as reside with him in the same dwelling-house and not for sale, if such person has, before beginning to brew, given notice in writing to the nearest collector of his intention to brew, and has received from such collector a letter of consent.*

(2) *Every such notice shall state the utensils or apparatus intended to be used, and such utensils or apparatus are exempt from the provisions of this Act respecting the possession of brewing apparatus by unlicensed persons.*

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à supprimer des exigences désuètes actuellement imposées par la *Loi sur l'accise* pour le brassage de bière à domicile. La loi actuelle exige qu'avant de commencer à brasser de la bière pour son usage personnel, une personne avise par écrit un receveur de son intention de brasser et lui fournisse la liste du matériel devant servir au brassage. La législation actuelle restreint également la consommation de la bière ainsi brassée, sans licence, à l'intéressé et à sa famille. Ces exigences n'existent pas en ce qui concerne le vin fait à domicile; la législation, dans ce cas, permettant à l'intéressé de donner le vin ainsi fait à ses hôtes dans sa maison ou hors de sa maison. Ce projet de loi modifie la loi actuelle de façon à mettre la bière brassée à domicile sur le même pied que le vin préparé à domicile.

Article 1. — Texte actuel du paragraphe 171(1) :

«171. (1) Sont imposés, prélevés et perçus sur chaque hectolitre de bière ou de liqueur de malt, les droits d'accise énoncés à l'annexe, lesquels doivent être payés au receveur de la manière prévue par les présentes.»

Article 2. — Texte actuel de l'article 173 :

«173. (1) Nonobstant les dispositions des articles 171 et 172, les droits d'accise imposés par la présente loi ne doivent pas être prélevés ni perçus sur de la bière brassée par une personne pour son seul usage et celui des membres de sa famille qui demeurent avec elle dans la même maison et non pour la vente, si cette personne, avant de commencer à brasser, a donné avis par écrit, au receveur le plus rapproché, de son intention de brasser, et a reçu de ce receveur une lettre d'approbation.

(2) Cet avis doit mentionner les ustensiles ou appareils destinés à servir, et ces ustensiles ou appareils sont soustraits aux dispositions de la présente loi concernant la possession d'appareils de brassage par des personnes qui ne détiennent pas une licence.

(b) has in his possession, whether the owner thereof or not, any beer or malt liquor which has not been made or brewed, distributed or disposed of in accordance with this Act,

5

is guilty of an indictable offence, and is, for a first offence, liable to a penalty not exceeding one hundred dollars, and not less than twenty-five dollars, and in default of payment of such penalty, to a term of imprisonment, with or without hard labour, not exceeding three months and not less than one month, and for every subsequent offence, to a penalty not exceeding two hundred and fifty dollars and not less than one hundred and fifty dollars, and in default of payment of such penalty, to a term of imprisonment with hard labour not exceeding six months and not less than two months.”

20

b) a en sa possession, qu'il en soit le propriétaire ou non, de la bière ou une liqueur de malt qui n'a pas été fabriquée, brassée ou distribuée ou dont il n'a pas été disposé en conformité de la présente loi,

5

est coupable d'un acte criminel et encourt, pour une première infraction, une amende d'au plus cent dollars et d'au moins vingt-cinq dollars, et, à défaut de paiement de cette amende, un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, pendant au plus trois mois et au moins un mois, et, pour toute récidive, une amende d'au plus deux cent cinquante dollars et d'au moins cent cinquante dollars, et, à défaut de paiement de cette amende, un emprisonnement, avec travaux forcés, pendant au plus six mois et au moins deux mois.»

15

(3) *No letter of consent shall be issued to any person who has been convicted of any offence under this Act, or of any offence against the laws of any province respecting the manufacture and sale of intoxicating liquor; not to any person dwelling in the same dwelling-house as any such person, nor to any person to whom the Minister deems it inadvisable in the interest of the revenue, to issue any such letter.*

(4) *Any such letter may be revoked, cancelled, or suspended by direction of the Minister.*

(5) *Every one who makes or brews any beer for the use of himself and his family without giving the notice required by this section, and receiving the collector's letter of consent, or after such letter of consent has been revoked, cancelled or suspended as herein provided, or having so made or brewed any beer, sells the beer to any person, or disposes thereof to persons other than such members of his family as reside with him in the same dwelling-house, is guilty of an indictable offence and liable to the penalties herein provided for the brewing of beer without a licence."*

Clause 3: Subsection 177(1) at present reads as follows:

"**177.** (1) Every one who, without having a licence under this Act then in force,

(a) makes or brews any beer or malt liquor except for *the use of himself and his family, as herein provided, or*

(b) has in his possession, whether the owner thereof or not, any beer or malt liquor which has not been made or brewed, distributed or disposed of in accordance with this Act,

is guilty of an indictable offence, and is, for a first offence, liable to a penalty not exceeding one hundred dollars, and not less than twenty-five dollars, and in default of payment of such penalty, to a term of imprisonment, with or without hard labour, not exceeding three months and not less than one month, and for every subsequent offence, to a penalty not exceeding two hundred and fifty dollars and not less than one hundred and fifty dollars, and in default of payment of such penalty, to a term of imprisonment with hard labour not exceeding six months and not less than two months."

(3) *Nulle lettre d'approbation ne doit être émise à une personne qui a été trouvée coupable de quelque infraction prévue par la présente loi ou de quelque infraction aux lois de l'une des provinces concernant la fabrication et la vente de boissons enivrantes, ni à une personne demeurant dans la même maison que cette personne, ni à une personne à laquelle le Ministre juge inopportun, dans l'intérêt du revenu, d'émettre cette lettre.*

(4) *Cette lettre peut être révoquée, annulée ou suspendue par ordre du Ministre.*

(5) *Est coupable d'un acte criminel et passible des peines prévues aux présentes pour le brassage de la bière sans licence, quiconque fabrique ou brasse de la bière pour son usage et celui de sa famille sans donner l'avis requis par le présent article et recevoir la lettre d'approbation du receveur, ou après que cette lettre d'approbation a été révoquée, annulée ou suspendue tel qu'il est prévu dans la présente loi ou, ayant ainsi fabriqué ou brassé de la bière, la vend à quelque personne ou en dispose auprès d'autres personnes que les membres de sa famille qui demeurent avec lui dans la même maison.»*

Article 3. — Texte actuel du paragraphe 177(1) de la loi :

«**177.** (1) Quiconque, non muni d'une licence, alors en vigueur, exigée par la présente loi,

a) fabrique ou brasse de la bière ou une liqueur de malt, sauf pour son propre usage et celui de sa famille, tel qu'il est prévu aux présentes, ou

b) a en sa possession, qu'il en soit le propriétaire ou non, de la bière ou une liqueur de malt qui n'a pas été fabriquée, brassée ou distribuée ou dont il n'a pas été disposé en conformité de la présente loi,

est coupable d'un acte criminel et encourt, pour une première infraction, une amende d'au plus cent dollars et d'au moins vingt-cinq dollars, et, à défaut de paiement de cette amende, un emprisonnement, avec ou sans travaux forcés, pendant au plus trois mois et au moins un mois, et, pour toute récidive, une amende d'au plus deux cent cinquante dollars et d'au moins cent cinquante dollars, et, à défaut de paiement de cette amende, un emprisonnement, avec travaux forcés, pendant au plus six mois et au moins deux mois.»

C-301

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-301

An Act respecting defective motor vehicles and to enact the
Canadian Lemon Law

First reading, June 16, 1988

MR. RIIS

C-301

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-301

Loi concernant les véhicules automobiles défectueux et
édicant la législation canadienne des tacots

Première lecture le 16 juin 1988

M. RIIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-301

PROJET DE LOI C-301

An Act respecting defective motor vehicles
and to enact the Canadian Lemon Law

Loi concernant les véhicules automobiles
défectueux et édictant la législation
canadienne des tacots

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, décrète :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Defective Motor Vehicle Act (Lemon Law)*.

1. *Loi sur les véhicules automobiles défectueux (législation des tacots).*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

“importer”
«importateur»

2. In this Act,
“importer” means a person engaged in the
business of importing into Canada motor
vehicles manufactured or assembled out-
side of Canada; 10

2. Les définitions suivantes s'appliquent à
la présente loi.
«constructeur» Personne qui fait des affaires
dans la fabrication ou le montage de
véhicules automobiles. Le terme s'entend 10
également d'un importateur.

Définitions

“inspector”
«inspecteur»

“inspector” means a person designated as an
inspector pursuant to section 5;

«importateur» Personne qui fait commerce
d'importer au Canada des véhicules auto-
mobiles fabriqués ou montés à l'étranger.

«importateur»
“importer”

“manufacturer”
«constructeur»

“manufacturer” means a person engaged in
the business of manufacturing or assem-
bling motor vehicles and includes an 15
importer;

«inspecteur» Personne désignée à titre d'ins- 15
pecteur en application de l'article 5.

«inspecteur»
“inspector”

“Minister”
«Ministre»

“Minister” means the Minister of Transport;

«ministre» Le ministre des Transports.

«ministre»
“Minister”

“motor vehicle”
«véhicule à
moteur»

“motor vehicle” means any vehicle designed
to be driven or drawn on roads by any
means other than muscular power, but 20
does not include any vehicle designated for
running upon rails;

«propriétaire» En ce qui concerne un véhicule
automobile, la personne qui l'achète ou
l'acquiert d'un vendeur. 20

«propriétaire»
“owner”

“original sale”
«vente origi-
nale»

“original sale” means the first sale that
occurs after the manufacturer or his agent
delivers a motor vehicle to a vendor; 25

«véhicule automobile» Tout véhicule conçu
pour être conduit ou tiré sur les routes par
d'autres moyens que la force musculaire, à
l'exclusion des véhicules conçus pour
rouler sur des rails. 25

«véhicule auto-
mobile» “motor
vehicle”

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to create a statutory remedy for the purchaser of a new automobile which subsequently proves to be grossly defective ("a lemon").

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet de prévoir un recours légal en cas d'achat d'une automobile neuve qui se révèle ensuite être gravement défectueuse («un tacot»).

“owner” «pro-
priétaire»

“owner” in respect of a motor vehicle means the person who purchases or acquires a motor vehicle from a vendor;

“vendor” «ven-
deur»

“vendor” means a person engaged in the business of selling motor vehicles manufactured in Canada and obtained directly from a manufacturer or his agent.

«vendeur» Personne qui fait commerce de vendre des véhicules automobiles fabriqués au Canada et obtenus directement d'un constructeur ou de son agent.

«vendeur» “ven-
dor”

5 «vente originale» Première vente effectuée après la livraison d'un véhicule automobile, par le constructeur ou son agent à un vendeur.

5 «vente origi-
nale» “original
sale”

PURPOSE

Purpose

3. The purpose of this Act is to recognize that the manufacture or assembly of a new motor vehicle may result in defect and mal- 10 function to a degree that the new motor vehicle has no value to the owner who should be entitled to a refund of the full purchase price of the new motor vehicle.

OBJET

Objet

3. La présente loi a pour objet de recon- naître que la fabrication ou le montage d'un 10 véhicule automobile neuf peut entraîner des défauts et mauvais fonctionnements d'une ampleur telle que le véhicule automobile neuf n'est d'aucune valeur pour le propriétaire qui devrait en l'occurrence avoir droit au rem- 15 boursement du prix d'achat intégral du véhicule automobile neuf.

APPLICATION

Application
R.S., c. 26 (1st
Suppl.)

4. This Act shall apply to every motor 15 vehicle manufactured or assembled in Canada after the day on which this Act comes into force to which the *Motor Vehicle Safety Act* applies.

PORTÉE DE L'APPLICATION

4. La présente loi s'applique à tout véhi- cule automobile fabriqué ou monté au Canada après la date d'entrée en vigueur de 20 la présente loi et auquel s'applique la *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles*.

Portée de
l'application
S.R., ch. 26 (1^{er}
suppl.)

ADMINISTRATION

Minister to
administer

5. (1) The Minister shall be responsible 20 for the effective administration of this Act.

Inspectors

(2) The Minister may designate as an inspector, for the purposes of this Act, any employee of the Department of Transport who, in the opinion of the Minister, is quali- 25 fied to be so designated.

ADMINISTRATION CHARGÉE DE L'APPLICATION

5. (1) Le ministre est chargé de l'applica- tion de la présente loi.

Application par
le ministre

(2) Le ministre peut désigner à titre d'ins- 25 pecteur, aux fins de la présente loi, tout employé du ministère des Transports qu'il estime qualifié pour cet emploi.

Inspecteurs

Certificate

(3) The Minister shall issue to each inspector a certificate of the designation made under subsection (2).

(3) Le ministre fournit à chaque inspec- teur un certificat de la désignation faite en 30 vertu du paragraphe (2).

Certificat

Powers of
inspectors

(4) An inspector designated pursuant to 30 subsection (2) shall have all the powers and authority of an inspector designated by the Minister pursuant to section 10 of the *Motor Vehicle Safety Act* and the provisions of that Act shall apply to an inspection with any 35 necessary modifications.

(4) Un inspecteur désigné en vertu du paragraphe (2) a les pouvoirs et l'autorité d'un inspecteur désigné par le ministre en vertu de l'article 10 de la *Loi sur la sécurité 35 des véhicules automobiles* et les dispositions de cette loi s'appliquent à une inspection avec les modifications éventuellement nécessaires.

Pouvoirs des
inspecteurs

DEFECTIVE MOTOR VEHICLE

Defective motor
vehicle

6. (1) For the purpose of this Act, a motor vehicle sold in Canada shall be deemed to be a defective motor vehicle with respect to the original sale thereof when one or more of the following circumstances apply:

(a) during the sixty day period following the date of the original sale, the motor vehicle develops defects or exhibits malfunctions

(i) that result in monetary expenditures 10 greater than twenty-five percent of the sale price to effect repairs or remedial acts to the motor vehicle; or

(ii) that result in the motor vehicle being unfit for use for more than ten 15 days in that sixty day period;

(b) during the one-hundred and twenty day period following the date of the original sale, the motor vehicle develops defects or exhibits malfunctions 20

(i) that result in monetary expenditures greater than thirty-five percent of the sale price to effect repairs or remedial acts to the motor vehicle; or

(ii) that result in the motor vehicle 25 being unfit for use for more than twenty days in that one-hundred and twenty day period;

(c) during the two-hundred and forty day period following the date of the original 30 sale, the motor vehicle develops defects or exhibits malfunctions that result

(i) in monetary expenditures greater than forty percent of the sale price to effect repairs or remedial acts to the 35 motor vehicle; or

(ii) in the motor vehicle being unfit for use for more than thirty days in that two-hundred and forty day period.

(2) Where the owner of a motor vehicle 40 has reason to believe that one or more of the circumstances mentioned in subsection (1) apply, he may report the fact to the vendor of the motor vehicle and the vendor, if he

Certificate of
defect

VÉHICULE AUTOMOBILE DÉFECTUEUX

Véhicule auto-
mobile défec-
tueux

6. (1) Aux fins de la présente loi, un véhicule automobile vendu au Canada est réputé défectueux lors de sa vente originale lorsqu'une ou plusieurs des conditions sui- 5 vantes existent :

a) au cours des soixante jours suivant la vente originale, le véhicule révèle des défauts ou des mauvais fonctionnements :

(i) qui entraînent des frais supérieurs à vingt-cinq pour cent du prix de vente 10 pour les réparations ou les mesures correctives afférentes au véhicule,

(ii) qui font que le véhicule est inutilisa- ble pendant plus de dix jours au cours de ladite période de soixante jours; 15

b) au cours des cent vingt jours suivant la vente originale, le véhicule révèle des défauts ou des mauvais fonctionnements :

(i) qui entraînent des frais supérieurs à trente-cinq pour cent du prix de vente 20 pour les réparations ou les mesures correctives afférentes au véhicule,

(ii) qui font que le véhicule est inutilisa- ble pendant plus de vingt jours au cours de ladite période de cent vingt jours; 25

c) au cours des deux cent quarante jours suivant la vente originale, le véhicule révèle des défauts ou des mauvais fonc- tionnements :

(i) qui entraînent des frais supérieurs à 30 quarante pour cent du prix de vente pour les réparations ou les mesures correctives afférentes au véhicule,

(ii) qui font que le véhicule est inutilisa- ble pendant plus de trente jours au cours 35 de ladite période de deux cent quarante jours.

(2) Lorsque le propriétaire d'un véhicule automobile a lieu de croire qu'une ou plu- sieurs des conditions visées au paragraphe 40 (1) existent, il peut le signaler au vendeur du

Certificat de
défectuosité

agrees with the report, shall confirm in writing that the motor vehicle is a defective motor vehicle for the purpose of the Act.

véhicule qui, s'il est du même avis, confirme par écrit que le véhicule est un véhicule automobile défectueux aux fins de la loi.

Application to court

(3) Where the vendor of a motor vehicle fails or refuses to provide a confirmation in writing pursuant to subsection (2), the owner of the motor vehicle may apply to any court of competent jurisdiction in the province or territory of sale for a declaration that a circumstance mentioned in subsection (1) applies and that the motor vehicle is a defective motor vehicle for the purpose of this Act.

(3) Lorsque le vendeur d'un véhicule automobile omet ou refuse de fournir la confirmation écrite visée au paragraphe (2), le propriétaire du véhicule peut demander à un tribunal compétent de la province ou du territoire où la vente a eu lieu une déclaration affirmant qu'une des conditions visées au paragraphe (1) existe et que le véhicule est un véhicule automobile défectueux aux fins de la loi.

Demande au tribunal

Notice of application

(4) Notice of an application pursuant to subsection (3) shall be given by the owner of the motor vehicle to the vendor of the motor vehicle at least ten days prior to the application being filed with the court.

(4) Avis de demande visée au paragraphe (3) est donné par le propriétaire du véhicule automobile au vendeur du véhicule au moins dix jours avant la présentation de la demande au tribunal.

Avis de demande

REMEDIES OF OWNER

RECOURS DU PROPRIÉTAIRE

Refund

7. (1) Where, pursuant to section 6, it is established that a motor vehicle is a defective motor vehicle for the purpose of this Act by confirmation in writing or by a declaration of a court, the vendor shall refund to the owner the full purchase price of the motor vehicle within ten days of the making of a written demand by the owner.

7. (1) Lorsque, en application de l'article 6, il est établi par confirmation écrite ou par déclaration judiciaire qu'un véhicule est un véhicule automobile défectueux aux fins de la présente loi, le vendeur rembourse au propriétaire le prix d'achat intégral du véhicule automobile dans les dix jours de la réclamation écrite que le propriétaire fait à cette fin.

Remboursement

Action

(2) If the vendor of a motor vehicle fails to refund the full purchase price of the motor vehicle pursuant to subsection (1), the owner may recover the full purchase price in any court of competent jurisdiction in a province or territory as though the full purchase price were a debt or liquidation demand.

(2) Si le vendeur d'un véhicule automobile omet de rembourser le prix d'achat intégral du véhicule conformément au paragraphe (1), le propriétaire peut recouvrer le prix d'achat intégral devant un tribunal compétent d'une province ou d'un territoire comme si ce prix d'achat intégral était une réclamation de créance ou de liquidation.

Action en justice

Expenses

(3) In addition to any remedy provided by this section in respect of the full purchase price, the owner of a motor vehicle declared to be a defective motor vehicle may recover from the vendor any expenses incurred by the owner in repairing any defect or malfunction in the motor vehicle, by action in any court of competent jurisdiction in the province or territory.

(3) En plus de tout recours prévu par le présent article en ce qui concerne le prix d'achat intégral, le propriétaire d'un véhicule automobile déclaré défectueux peut, en intentant une action à cette fin devant un tribunal compétent de la province ou du territoire, recouvrer du vendeur les frais exposés par lui pour la réparation de tout défaut ou mauvais fonctionnement dudit véhicule.

Frais

Full purchase
price

(4) The question of what constitutes the "full purchase price" of a motor vehicle shall be decided by agreement between the vendor and the owner or, where no agreement is possible, by a court of competent jurisdiction.

(4) La détermination de ce qui constitue le «prix d'achat intégral» d'un véhicule automobile est faite par accord entre le vendeur et le propriétaire ou, lorsque cet accord est impos-

Prix d'achat
intégral

5

REGULATIONS

Regulations

8. The Governor in Council may make regulations for the effective administration of this Act and may prescribe forms for the making of an application to any court.

RÈGLEMENTS

Règlements

8. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements d'application de la présente loi et peut prescrire des formules de demande

10

COMMENCEMENT

Coming into
force

9. This Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation.

ENTRÉE EN VIGUEUR

9. La présente loi entre en vigueur à la 10

Entrée en
vigueur

B56

C-302

C-302

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-302

PROJET DE LOI C-302

An Act to amend the Canadian Human Rights Act

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la
personne

First reading, June 16, 1988

Première lecture le 16 juin 1988

MR. RIIS

M. RIIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-302

PROJET DE LOI C-302

An Act to amend the Canadian Human
Rights Act

Loi modifiant la Loi canadienne sur les
droits de la personne

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, décrète :

1976-77, c. 33

1. Section 42.1 of the *Canadian Human
Rights Act* is amended by repealing subsec-
tion (5) thereof and substituting the follow-
ing therefor:

Hearing of
appeal

“(5) A Review Tribunal shall hear, in
proceedings open to the public, an appeal
on the basis of the record of the Tribunal 10
whose decision or order is appealed from
and of submissions of interested parties
and the Review Tribunal may, if in its
opinion it is essential in the interests of
justice to do so, receive additional evidence 15
or testimony.”

2. Section 43 of the said Act is amended
by adding, immediately after subsection (2)
thereof, the following:

Appeal to the
Federal Court

“(3) Notwithstanding this or any other 20
Act of the Parliament of Canada, an
appeal shall lie to the Federal Court of
Canada from any

(a) order or decision of a tribunal,

(b) review or dismissal of a complaint 25
by a tribunal, or

1. Le paragraphe 42.1(5) de la *Loi cana-
dienne sur les droits de la personne* est 5
abrogé et remplacé par ce qui suit :

1976-77, ch. 33

«(5) Le tribunal d'appel entend en
audience publique l'appel en se basant sur
le dossier du tribunal dont la décision ou
l'ordonnance fait l'objet de l'appel et sur 10
les arguments des parties intéressées et il
peut, s'il l'estime indispensable à la bonne
administration de la justice, recevoir de
nouveaux éléments de preuve ou entendre
des témoignages.» 15

Audience

2. L'article 43 de la même loi est modifié
par adjonction, à la suite du paragraphe (2),
de ce qui suit :

«(3) Nonobstant la présente loi ou toute
autre loi du Parlement du Canada, la Cour 20
fédérale du Canada peut entendre les
appels :

Appel à la Cour
fédérale

a) des ordonnances ou décisions du
tribunal;

b) des examens ou rejets des plaintes par 25
le tribunal;

c) des décisions de rejet, confirmation
ou modification des ordonnances du
tribunal prises par le tribunal d'appel et

EXPLANATORY NOTES

This amendment would provide an appeal from decisions of a Human Rights Tribunal or any Review Tribunal constituted under the Act on the merits of the individual case. As the Act now reads, orders or decisions of a tribunal may be filed as orders or decisions of the Federal Court for purposes of enforcement, but this does not extend jurisdiction to the Federal Court to confirm, dismiss or vary such orders or decisions.

Clause 1: Subsection 42.1 (5) at present reads as follows:

“(5) A Review Tribunal shall hear an appeal on the basis of the record of the Tribunal whose decision or order is appealed from and of submissions of interested parties *but* the Review Tribunal may, if in its opinion it is essential in the interests of justice to do so, receive additional evidence or testimony.”

Clause 2: New.

NOTES EXPLICATIVES

Cette modification permet d'en appeler des décisions d'un tribunal des droits de la personne ou d'un tribunal d'appel constitué en vertu de la loi, en se fondant sur les circonstances de chaque cas. Selon le texte actuel de la loi, les ordonnances ou décisions d'un tribunal peuvent être déposées au greffe de la Cour fédérale et deviennent ainsi des ordonnances ou décisions de cette cour aux fins d'exécution, mais cela n'étend pas la compétence de la Cour fédérale à la confirmation, au rejet, ni à la modification de ces ordonnances ou décisions.

Article 1. — Texte actuel du paragraphe 42.1(5) de la loi :

«(5) Le tribunal d'appel entend l'appel en se basant sur le dossier du tribunal dont la décision ou l'ordonnance fait l'objet de l'appel et sur les arguments des parties intéressées *mais* il peut, s'il l'estime indispensable à la bonne administration de la justice, recevoir de nouveaux éléments de preuve ou entendre des témoignages.»

Article 2. — Nouveau.

(c) dismissal, allowance or variance of any order of tribunal made by a Review Tribunal on any ground of appeal involving a question of law or fact or mixed law and fact.”

fondées sur des motifs d'appel portant sur des questions de droit ou de fait, ou des questions mixtes de droit et de fait.»

5

CAI
1A
7-56

C-303

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-303

An Act to recognize hockey as a national sport

First reading, June 21, 1988

MR. RIIS

C-303

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-303

Loi reconnaissant le hockey comme sport national

Première lecture le 21 juin 1988

M. RIIS

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

2^e session, 33^e législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-303

PROJET DE LOI C-303

An Act to recognize hockey as a national
sport

Loi reconnaissant le hockey comme sport
national

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

Short title

1. This Act may be cited as the *National
Sport Act*.

Hockey to be
national sport

2. The game commonly known as ice
hockey is hereby recognized and declared to
be the national sport.

1. La présente loi peut être citée sous le
5 titre : *Loi sur le sport national*.

2. Le sport communément appelé hockey
sur glace est par la présente reconnu et
déclaré être le sport national.

Titre abrégé

5

Le hockey,
sport national

C-304

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-304

An Act to amend the Senate and House of Commons Act
(corporate and political office prohibited)

First reading, June 22, 1988

MR. RIIS

C-304

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-304

Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des
communes
(interdiction d'occuper un poste dans une société ou un
parti politique)

Première lecture le 22 juin 1988

M. RIIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-304

PROJET DE LOI C-304

An Act to amend the Senate and House of
Commons Act
(corporate and political office prohibited)

Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la
Chambre des communes
(interdiction d'occuper un poste dans une
société ou un parti politique)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. S-8

1. The *Senate and House of Commons Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection 22(5) thereof the following subsection:

1. La *Loi sur le Sénat et la Chambre des communes* est modifiée par insertion, après le paragraphe 22(5) du paragraphe suivant :

S.R., ch. S-8

Idem

“(6) Nothing in this section shall exclude from liability under subsection (2) a senator who is a director of a company that is a party to a contract under the terms of subsection (1).”

«(6) Rien dans le présent article ne doit libérer de l'obligation prévue au paragraphe (2) un sénateur qui est administrateur d'une société qui est partie à un contrat aux termes du paragraphe (1).»

Idem

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 22 thereof, the following section:

2. La même loi est en outre modifiée par insertion, immédiatement après l'article 22, de l'article suivant :

Prohibition

“22.1 (1) A senator shall not
(a) hold office on the national or provincial executive of a registered party, or
(b) collect or participate directly in the collection of money or other contribution for the payment of election expenses or solicit or participate in the solicitation of services that would tend to decrease election expenses.

«22.1 (1) Un sénateur ne doit
a) occuper un poste au sein du conseil exécutif national ou provincial d'un parti enregistré, ni
b) recueillir ou participer directement à la collecte de fonds ou d'autres contributions pour le paiement des dépenses d'élection ni solliciter ou participer à la sollicitation de services visant à réduire les dépenses d'élection.

Interdiction

Interpretation

(2) For the purposes of section 22 and subsection (1) of this section,

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent à l'article 22 et au paragraphe (1) du présent article :

Interprétation

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this bill is to prohibit senators from holding directorships in any companies which have dealings with the Government of Canada, and to prevent them from functioning as professional organizers and fundraisers for any political party while being paid to serve in the Senate.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet d'interdire aux sénateurs d'occuper un poste d'administrateur dans toute compagnie qui fait affaire avec le gouvernement du Canada et de les empêcher de faire fonction d'organiseurs professionnels et de solliciteurs professionnels de fonds tout en recevant un traitement de sénateur.

“company” means a company as defined by the <i>Canada Corporations Act</i> ;	
“director” means a director as defined by the <i>Canada Corporations Act</i> ;	«administrateur» Un administrateur défini dans la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> .
“election expenses” means election expenses as defined by the <i>Canada Elections Act</i> ;	«compagnie» Une compagnie définie dans la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> . 5 «dépenses d’élection» Les dépenses d’élection définies dans la <i>Loi électorale du Canada</i> .
“registered party” means a registered party as defined by the <i>Canada Elections Act</i> .” 10	«parti enregistré» Un parti enregistré défini dans la <i>Loi électorale du Canada</i> » 10

C-305

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-305

An Act to declare the Canadian arctic a nuclear
weapons free zone

First reading, June 30, 1988

MR. ROBINSON

C-305

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-305

Loi déclarant l'Arctique canadien zone dénucléarisée

Première lecture le 30 juin 1988

M. ROBINSON

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-305

PROJET DE LOI C-305

An Act to declare the Canadian arctic a
nuclear weapons free zone

Loi déclarant l'Arctique canadien zone
dénucléarisée

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

Short title

1. This Act may be cited as the *Canadian
arctic Nuclear Weapons Free Zone Act*.

1. Titre abrégé : *Loi canadienne sur la
zone dénucléarisée de l'Arctique canadien*.

Titre abrégé

Definition of
"Canadian
arctic"

2. For the purposes of this Act,
"Canadian arctic" means all territory and
airspace north of the sixtieth parallel of
north latitude over which Canada has juris-
diction, including the territorial sea adjacent 10
to the said territory.

2. Pour l'application de la présente loi,
l'«Arctique canadien» s'entend du territoire
et de l'espace aérien situés au nord du
soixantième parallèle de latitude Nord sur
lesquels le Canada a juridiction, y compris 10
les eaux territoriales contiguës à ce territoire.

Définition
d'«Arctique
canadien»

Nuclear weap-
ons free zone

3. The Canadian arctic is hereby declared
to be a nuclear weapons free zone.

3. L'Arctique canadien est déclaré zone
dénucléarisée.

Zone dénucléa-
risée

No nuclear
weapons to be
manufactured
or imported

4. (1) No person, corporation, government
agency or association shall develop, test, 15
manufacture, import, transport or store any
nuclear weapon, nuclear weapons system,
nuclear weapons support system, or any
component thereof, within the Canadian
arctic for any reason whatsoever, including 20
the defence of Canada or of any ally thereof.

4. (1) Il est interdit à un particulier, une
société, un organisme gouvernemental ou une 15
association de mettre au point, d'essayer, de
fabriquer, d'importer, de transporter ou
d'entreposer dans l'Arctique canadien pour
quelque motif que ce soit, notamment pour la
défense du Canada ou d'un de ses alliés, une 20
arme nucléaire, un système d'armes nucléai-
res, un système de soutien d'armes nucléaires
ou un de leurs éléments.

Interdiction de
fabriquer ou
d'importer une
arme nucléaire

Penalties

(2) Every one who contravenes subsection
(1) is guilty of an indictable offence and
shall be liable upon conviction therefor

(2) Quiconque contrevient au paragraphe
(1) commet une infraction et est passible, sur 25
déclaration de culpabilité par mise en accu-
sation :

Peines

(a) in the case of an individual, to a fine of 25
not less than ten thousand dollars or to
imprisonment for a term not exceeding one
year or to both, or

EXPLANATORY NOTE

This Bill would declare the Canadian arctic to be a nuclear weapons free zone.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi fait de l'Arctique canadien une zone dans laquelle il n'y a aucune arme nucléaire.

(b) in the case of a corporation, government agency or an association, to a fine of not less than one hundred thousand dollars.

a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende minimale de dix mille dollars et d'un emprisonnement d'un an ou de l'une de ces peines;

b) en ce qui concerne une société, un organisme gouvernemental ou une association, d'une amende minimale de cent mille dollars.

World referen-
dum motion

5. The Secretary of State for External Affairs shall, at the earliest opportunity following the coming into force of this Act, propose a motion to the General Assembly of the United Nations calling for a world referendum on nuclear disarmament.

5 5. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures doit, dès que possible après l'entrée en vigueur de la présente loi, présenter à l'Assemblée générale des Nations-Unies une motion demandant la tenue d'un référendum mondial sur le désarmement nucléaire.

Motion deman-
dant un référen-
dum mondial

Binding on
Crown

6. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

6. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

Obligation de
Sa Majesté

CAI
C-306

C-306

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-306

An Act to amend the House of Commons Act
(by-elections)

First reading, July 8, 1988

MR. BOYER

C-306

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-306

Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes
(élections partielles)

Première lecture le 8 juillet 1988

M. BOYER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-306

PROJET DE LOI C-306

An Act to amend the House of Commons
Act
(by-elections)

Loi modifiant la Loi sur la Chambre des
communes
(élections partielles)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. H-9

1. Subsection 13(1) of the *House of
Commons Act* is repealed and the following
substituted therefor:

Election writ to
issue within
seven days

“13. (1) In the event of any vacancy
referred to in this Act and in the *Senate
and House of Commons Act* occurring, a
writ shall be issued within seven days and
shall be returnable within eighty days
after the receipt by the Chief Electoral
Officer of the warrant for the issue of a 10
new writ for the election of a member of
the House of Commons.”

S.R., ch. H-9

1. Le paragraphe 13(1) de la *Loi sur la
Chambre des communes* est abrogé et rem-
placé par ce qui suit :

Émission des
brefs d'élection
dans les sept
jours

«13. (1) Dans tous les cas de vacance
visés par la présente loi et la *Loi sur le
Sénat et la Chambre des communes*, il
doit être émis un bref dans les sept jours
qui suivent la réception, par le directeur
général des élections, du mandat d'émis-
sion d'un nouveau bref d'élection d'un 10
député à la Chambre des communes; le
bref est rapportable dans les quatre-vingts
jours suivant cette réception.»

EXPLANATORY NOTE

This bill would reduce to seven days the present six-month period within which the Chief Electoral Officer is required to issue a writ of election to fill a vacant seat in the House of Commons after the receipt of the warrant and would make the writ returnable within eighty days after such receipt.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi propose de réduire de six mois à sept jours le délai imparti au directeur général des élections, à compter de la réception par lui du mandat, pour l'émission d'un bref d'élection pour combler un siège vacant à la Chambre des communes ainsi que de fixer un délai maximal de quatre-vingts jours, à compter de cette réception, pour le rapport du bref.

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-307

PROJET DE LOI C-307

An Act to amend the Canada Elections Act
(withdrawal of a writ of election)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(retrait d'un bref d'élection)

First reading, July 8, 1988

Première lecture le 8 juillet 1988

MR. BOYER

M. BOYER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-307

PROJET DE LOI C-307

An Act to amend the Canada Elections Act
(withdrawal of a writ of election)

Loi modifiant la Loi électorale du Canada
(retrait d'un bref d'élection)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S. c. 14 (1st
Supp.)

1. Subsection 6(5) of the *Canada Elec-
tions Act* is repealed and the following sub-
stituted therefor:

Withdrawal of
writ

“(5) Where the Chief Electoral Officer,
after consultation with the returning
officer for the electoral district where a
writ has been issued ordering an election,
certifies that by reason of flood, fire or
other disaster or by reason of geographical
location or climatic or agricultural condi-
tions, it is impracticable or unreasonable
to carry out the provisions of this Act in
that electoral district,

(a) the Speaker of the House of Com-
mons may order the withdrawal of the writ;

(b) a notice of the withdrawal of the
writ shall be published in a special issue
of the *Canada Gazette* by the Chief
Electoral Officer;

(c) a new writ ordering an election shall
be issued within eighty days after publi-
cation of the notice of withdrawal of the
writ in the *Canada Gazette*;

1. Le paragraphe 6(5) de la *Loi électorale
du Canada* est abrogé et remplacé par ce qui
suit :

S.R., ch. 14 (1^{er}
suppl.)

Retrait du bref

“(5) Dans les cas où, après consultation
du président d'élection d'une circonscrip-
tion où un bref d'élection a été émis, le
directeur général des élections certifie que
l'application de la présente loi est prati-
quement impossible ou indue, dans cette
circonscription, à cause d'une situation de
crise—notamment une inondation ou un
incendie—, d'une situation géographique
particulière, de conditions climatiques
nuisibles ou du déroulement d'une campa-
gne agricole:

a) le Président de la Chambre des com-
munes peut prescrire le retrait du bref;

b) le directeur général des élections doit
publier dans une édition spéciale de la
Gazette du Canada un avis de retrait du
bref;

c) un nouveau bref d'élection doit être
émis dans les quatre-vingts jours suivant
la date de publication de l'avis de retrait
du bref dans la *Gazette du Canada*;

EXPLANATORY NOTE

This bill would provide for the consultation of the returning officer of an electoral district by the Chief Electoral Officer before withdrawing a writ of election for that district. It would also expand the reasons for withdrawing a writ of election and require a new writ to be issued and the election to be held within 80 days instead of three months.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi prévoit la consultation, par le directeur général des élections, du président d'élection d'une circonscription avant d'y retirer un bref d'élection. De plus, les motifs de retrait d'un bref sont élargis et le nouveau bref aurait à être émis et l'élection à être tenue dans les 80 jours plutôt que dans les trois mois.

(d) a day not later than eighty days after the date of issue of the new writ of election shall be named in the new writ as the day fixed for the holding of the poll.”

5

d) une date qui suit d'au plus quatre-vingts jours la date d'émission du nouveau bref d'élection doit être mentionnée dans le nouveau bref comme date fixée pour la tenue du scrutin.»

5

C-308

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-308

An Act to change the name of the electoral district of
Chapleau

First reading, July 18, 1988

MRS. MAILLY

C-308

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-308

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale
de Chapleau

Première lecture le 18 juillet 1988

MME MAILLY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-308

PROJET DE LOI C-308

An Act to change the name of the electoral
district of Chapleau

Loi visant à changer le nom de la
circonscription électorale de Chapleau

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

Name changed
to "Gatineau-
La Lièvre"

1. In the representation order declared
in force by Proclamation of July 13, 1987 5
under the *Electoral Boundaries Readjust-
ment Act*, effective upon the first dissolu-
tion of Parliament arriving after July 13,
1988, paragraph 15 of that part relating to
the Province of Quebec is amended by 10
substituting the name "GATINEAU-LA
LIÈVRE" for the name "CHAPLEAU".

1. Dans l'ordonnance de représentation
déclarée en vigueur par proclamation du 5
13 juillet 1987 en vertu de la *Loi sur la
revision des limites des circonscriptions
électorales*, à compter de la première
dissolution du Parlement survenant après
le 13 juillet 1988, le paragraphe 15 de la 10
partie relative à la province de Québec est
modifié par la substitution du nom
«GATINEAU-LA LIÈVRE» au nom
«CHAPLEAU».

Nom modifié:
«Gatineau-La
Lièvre»

Coming into
force

2. This Act shall come into force six
months after the day it is assented to
unless, during those six months, 15

2. La présente loi entre en vigueur six 15
mois après la date de sa sanction sauf si,
entre temps :

Entrée en
vigueur

(a) the Chief Electoral Officer publishes
a notice in the *Canada Gazette* that the
necessary preparations have been made
for the application of this Act to an
election, in which case this Act shall 20
come into force the day such notice is
published; or

a) le directeur général des élections
publie, dans la *Gazette du Canada*, un
avis annonçant que les préparatifs 20
nécessaires à la mise en application de la
présente loi à une élection ont été faits,
auquel cas la présente loi entre en
vigueur le jour où cet avis est publié; ou

(b) a writ is issued for the election of a
member to the House of Commons from
the electoral district referred to in 25
section 1, in which case this Act shall
come into force the day immediately
following the publication of a notice in
the *Canada Gazette* of the election of
such member. 30

b) un bref est émis pour l'élection d'un 25
député originaire du district électoral
mentionné à l'article 1, auquel cas la
présente loi entre en vigueur le jour
suivant la parution, dans la *Gazette du
Canada*, de l'avis annonçant l'élection 30
de ce député.

A1
B
B56

C-308

C-308

Government
Publications

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-308

PROJET DE LOI C-308

An Act to change the name of the electoral district of
Chapleau

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale
de Chapleau

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS
JULY 21, 1988**

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 21 JUILLET 1988**



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-308

PROJET DE LOI C-308

An Act to change the name of the electoral
district of Chapleau

Loi visant à changer le nom de la
circonscription électorale de Chapleau

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

Name changed
to "Gatineau-
La Lièvre"

1. In the representation order declared
in force by Proclamation of July 13, 1987 5
under the *Electoral Boundaries Readjust-
ment Act*, effective upon the first dissolu-
tion of Parliament arriving after July 13,
1988, paragraph 15 of that part relating to
the Province of Quebec is amended by 10
substituting the name "GATINEAU-LA
LIÈVRE" for the name "CHAPLEAU".

1. Dans l'ordonnance de représentation
déclarée en vigueur par proclamation du 5
13 juillet 1987 en vertu de la *Loi sur la
revision des limites des circonscriptions
électorales*, à compter de la première
dissolution du Parlement survenant après
le 13 juillet 1988, le paragraphe 15 de la 10
partie relative à la province de Québec est
modifié par la substitution du nom
«GATINEAU-LA LIÈVRE» au nom
«CHAPLEAU».

Nom modifié:
«Gatineau-La
Lièvre»

Coming into
force

2. This Act shall come into force six
months after the day it is assented to
unless, during those six months, 15

2. La présente loi entre en vigueur six 15
mois après la date de sa sanction sauf si,
entre temps :

Entrée en
vigueur

(a) the Chief Electoral Officer publishes
a notice in the *Canada Gazette* that the
necessary preparations have been made
for the application of this Act to an
election, in which case this Act shall 20
come into force the day such notice is
published; or

a) le directeur général des élections
publie, dans la *Gazette du Canada*, un
avis annonçant que les préparatifs 20
nécessaires à la mise en application de la
présente loi à une élection ont été faits,
auquel cas la présente loi entre en
vigueur le jour où cet avis est publié; ou

(b) a writ is issued for the election of a
member to the House of Commons from
the electoral district referred to in 25
section 1, in which case this Act shall
come into force the day immediately
following the publication of a notice in
the *Canada Gazette* of the election of
such member. 30

b) un bref est émis pour l'élection d'un 25
député originaire du district électoral
mentionné à l'article 1, auquel cas la
présente loi entre en vigueur le jour
suivant la parution, dans la *Gazette du
Canada*, de l'avis annonçant l'élection 30
de ce député.

C-309

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-309

An Act to protect water in Canada

First reading, July 19, 1988

MR. RIIS

C-309

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-309

Loi visant à la protection des eaux du Canada

Première lecture le 19 juillet 1988

M. RIIS



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-309

PROJET DE LOI C-309

An Act to protect water in Canada

Loi visant à la protection des eaux du
Canada

WHEREAS it is recognized that water is one of Canada's most valuable natural resources;

ATTENDU :
qu'il est reconnu que l'eau est l'une des richesses les plus précieuses du Canada;

AND WHEREAS Canada is committed to preserving and enhancing water quality within its boundaries;

que le Canada s'est engagé à préserver et rehausser la qualité des eaux sur son territoire;

AND WHEREAS Canada will continue to promote adherence to the Boundary Waters Treaty by Canada and by the United States when managing boundary water matters;

que le Canada continuera de promouvoir, dans la gestion des affaires concernant les eaux limitrophes, le respect du Traité sur les eaux limitrophes par le Canada et par les États-Unis,

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada Water Protection Act*.

1. *Loi sur la protection des eaux canadiennes.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. In this Act

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"contaminant"
«polluant»

"contaminant" means any biological, chemical or physical agent or combination thereof prescribed as a contaminant;

5 «déchet» Toute substance qui, si elle était ajoutée à l'eau, en dégraderait ou modifierait la qualité — ou participerait à un

5 «déchet»
"waste"

"Minister"
«ministre»

"Minister" means the Minister of the Environment;

"prescribed" «réglementaire...»	"prescribed" means prescribed by a regulation approved by the Governor in Council;	processus de dégradation ou de modification de celle-ci — au point d'en rendre préjudiciable l'utilisation par les humains ou par tout animal, poisson ou plante.	
"private water system" «réseau privé...»	"private water system" means any water system that has fewer than fifteen service connections or regularly serves fewer than twenty-five individuals;	5 «fournisseur public» Personne qui exploite un réseau public d'adduction d'eau.	5 «fournisseur public» "public water supplier"
"public water supplier" «réseau public...»	"public water supplier" means a person who operates a public water system;	«gestion de la qualité des eaux» Tout élément de la gestion des ressources en eau relatif au maintien, à l'amélioration ou à la restauration de la qualité des eaux.	«gestion de la qualité des eaux» "water quality management"
"public water system" «réseau public d'adduction d'eau»	"public water system" means any water system that has fifteen or more service connections or regularly twenty-five or more individuals;	10 «gestion des ressources en eau» La conservation, la mise en valeur et l'utilisation des ressources en eau.	10 «gestion des ressources en eau» "water resource management"
"substance" «substance»	"substance" means anything that affects the odour, appearance or taste of drinking water and is prescribed as a substance;	15 «ministre» Le ministre de l'Environnement.	«ministre» "Minister"
"user" «usager»	"user" when used in connection with a water system or public water supplier, means a person who obtains water from the system or supplier;	15 «polluant» Tout agent biologique, chimique ou physique ou toute combinaison de tels agents désignés comme polluants par règlement.	15 «polluant» "contaminant"
"waste" «déchet»	"waste" means any substance that, if added to any waters, would degrade or alter or form part of a process of degradation or alteration of the quality of those waters to an extent that is detrimental to their use by humans or by any animal, fish or plant;	20 «réglementaire» ou «par règlement» Qualifie ce qui est régi par règlement approuvé par le gouverneur en conseil.	20 «réglementaire» ou «par règlement» "prescribed"
"water quality management" «gestion de...»	"water quality management" means any aspect of water resource management that relates to restoring, maintaining or improving the quality of water;	25 «réseau d'adduction d'eau» Tout ouvrage destiné à la collecte, au stockage et à la distribution d'eau pouvant être utilisée comme eau de boisson.	25 «réseau d'adduction d'eau» "water system"
"water resource management" «gestion des ressources...»	"water resource management" means the conservation, development and utilization of water resources;	30 «réseau privé d'adduction d'eau» Tout réseau d'adduction d'eau qui comporte moins de quinze branchements d'usager ou dessert régulièrement moins de vingt-cinq particuliers.	30 «réseau privé d'adduction d'eau» "private water system"
"water system" «réseau d'adduction d'eau»	"water system" means any works for the collection, supply and distribution of water that may be used as drinking water.	35 «substance» Tout ce qui modifie l'odeur, l'apparence ou le goût de l'eau de boisson et est désigné comme substance par règlement.	35 «substance» "substance"
		40 «usager» À l'égard d'un réseau d'adduction d'eau ou d'un fournisseur public, personne alimentée en eau par ce réseau ou ce fournisseur.	40 «usager» "user"

DRINKING WATER

DUTIES OF SUPPLIER

Duties of supplier

3. Every public water supplier shall

EAU DE BOISSON

OBLIGATIONS DES FOURNISSEURS

3. Tout fournisseur public est tenu :

Obligations des fournisseurs

(a) conduct, monthly or more frequently as may be prescribed, complete water tests in accordance with the regulations to establish contaminant and substance levels and in compliance with prescribed standards; 5

(b) immediately publish the results of all tests conducted under paragraph (a) in a newspaper that is published in the community where the supplier's regular users 10 reside;

(c) supply the results of all tests conducted under paragraph (a) to every user together with the regular water bill;

(d) immediately report the results of all 15 tests conducted under paragraph (a) to the Minister;

(e) keep full records of all tests conducted under paragraph (a) and make them available to any person upon request; and 20

(f) where a test reveals that maximum permitted contaminant levels or maximum permitted substance levels are exceeded, or prescribed standards are not met:

(i) take immediate steps to cause the 25 water to be in compliance with this Act and any regulation made hereunder, and

(ii) make an alternate supply of safe drinking water available to all users until the main supply is in compliance 30 with this Act and meets the standards prescribed by regulation.

a) d'effectuer mensuellement, ou aux intervalles plus courts qui sont fixés par règlement, et conformément aux règlements, des analyses exhaustives de l'eau destinées à en vérifier la teneur en substances et polluants et la conformité avec les normes réglementaires; 5

b) de publier sans délai les résultats de toutes les analyses effectuées en application de l'alinéa a) dans un journal paraissant dans la collectivité où résident les usagers qui sont ses clients réguliers; 10

c) de communiquer à chaque usager, avec la facture d'eau habituelle, les résultats de toutes les analyses effectuées en application de l'alinéa a); 15

d) de rendre compte au ministre, sans délai, de toutes les analyses effectuées en application de l'alinéa a);

e) de tenir des registres exhaustifs pour 20 toutes les analyses effectuées en application de l'alinéa a) et d'y donner accès à quiconque en fait la demande;

f) de prendre, lorsqu'une analyse révèle que la teneur en substance ou polluant 25 dépasse le maximum permis ou que les normes réglementaires ne sont pas respectées, les mesures suivantes :

(i) des mesures immédiates pour remettre l'eau en conformité avec la présente 30 loi et ses règlements d'application,

(ii) la mise à la disposition de tous les usagers d'un autre approvisionnement en eau de boisson sûre jusqu'à ce que l'approvisionnement principal soit conforme à la présente loi et satisfasse aux normes fixées par règlement. 35

PUBLIC INVOLVEMENT IN REGULATION- MAKING

4. (1) The Minister shall, within one hundred and eighty days after the day this Act comes into force, publish in the *Canada Gazette* a notice setting forth proposed regulations under paragraph 8(b) and calling for briefs and submissions in connection therewith. 35

PARTICIPATION DU PUBLIC À L'ÉLABORATION DES RÈGLEMENTS

4. (1) Le ministre publie dans la *Gazette du Canada*, dans les cent quatre-vingts jours suivant la date d'entrée en vigueur de la 40 présente loi, un avis contenant le texte du règlement projeté au titre de l'alinéa 8b) et sollicitant des mémoires et observations à ce sujet.

Draft regulations concerning contaminants

Projets de règlement sur les polluants

Further regula-
tions

(2) Before further regulations are made or existing regulations are revoked or amended under paragraph 8(b), the Minister shall publish in the *Canada Gazette* a notice setting forth the proposed regulations and calling for briefs and submissions in connection therewith.

(2) Avant de procéder au titre de l'alinéa 8b) à des ajouts à un règlement existant ou à sa révocation ou modification, le ministre publie dans la *Gazette du Canada* un avis contenant le texte réglementaire projeté et sollicitant des mémoires et observations à ce sujet.

Règlements
supplémentaires

Draft regula-
tions concern-
ing substances

5. (1) The Minister shall, within two hundred and forty days after the day this Act comes into force, publish in the *Canada Gazette* a notice setting forth proposed regulations under paragraph 8(c) and calling for briefs and submissions in connection therewith.

5. (1) Le ministre publie dans la *Gazette du Canada*, dans les cent quarante jours suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, un avis contenant le texte du règlement projeté au titre de l'alinéa 8c) et sollicitant des mémoires et observations à ce sujet.

Projet de règle-
ment sur les
substances

Further regula-
tions

(2) Before further regulations are made or existing regulations are revoked or amended under paragraph 8(c), the Minister shall publish in the *Canada Gazette* a notice setting forth the proposed regulations and calling for briefs and submissions in connection therewith.

(2) Avant de procéder au titre de l'alinéa 8c), à des ajouts à un règlement existant ou à sa révocation ou modification, le ministre publie dans la *Gazette du Canada* un avis contenant le texte réglementaire projeté et sollicitant des mémoires et observations à ce sujet.

Règlements
supplémentaires

STUDIES

ÉTUDES

Research

6. The Minister shall cause research to be conducted into

6. Le ministre fait effectuer des recherches sur :

Recherche

(a) the causes, diagnosis, treatment, control and prevention of adverse health effects associated with contaminants or substances;

a) les causes, le diagnostique, le traitement, le contrôle et la prévention des effets nocifs pour la santé liés aux substances et polluants;

(b) the quality, quantity and availability of private water supplies;

b) la qualité, la quantité et la disponibilité des approvisionnements en eau privés;

(c) the sources of surface and ground water contamination; and

c) les sources de la pollution des eaux de surface et souterraines;

(d) methods of treating or purifying drinking water.

d) les méthodes de traitement ou de purification de l'eau de boisson.

Testing of pri-
vate water sys-
tem

7. The Minister shall, at the request of any user of a private water system, cause the water to be tested in accordance with the regulations to establish contaminant and substance levels and compliance with prescribed standards.

7. Sur demande de tout usager d'un réseau privé d'adduction d'eau, le ministre fait procéder conformément aux règlements à des analyses de l'eau en cause pour en vérifier la teneur en substances et polluants et la conformité avec les normes réglementaires.

Vérification des
réseaux privés
d'adduction
d'eau

REGULATIONS

Regulations

8. The Governor in Council may make such regulations as are advisable to protect and enhance drinking water quality throughout Canada and, without limiting the generality of the foregoing, the Governor in Council may make regulations

(a) designating any biological, chemical or physical agents or combinations thereof as contaminants and prescribing maximum permissible contaminant levels; 10

(b) designating anything as a substance, prescribing standards for substances in water and prescribing maximum permissible substance levels;

(c) respecting procedures for water tests to be conducted under paragraph 3(a) and section 7; and 15

(d) prescribing greater than monthly frequencies for water tests to be conducted under paragraph 3(a) and prescribing the circumstances under which such more frequent tests shall be conducted. 20

INTERBASIN TRANSFERS

EXPORTS

Prohibition

9. No person shall export water from Canada by interbasin transfers.

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL ARRANGEMENTS

Consultative arrangements with provinces and territories

10. For the purpose of facilitating the formulation of policies and programs with respect to interbasin transfers within Canada the Minister may, with the approval of the Governor in Council, enter into an arrangement with one or more provincial or territorial governments. 25

(a) to conduct research on the effects of interbasin transfers;

(b) to maintain continuing consultation on interbasin transfers; and 35

(c) to formulate and coordinate the implementation of interbasin transfer policies and programs.

RÈGLEMENTS

Rèlements

8. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures indiquées pour protéger et rehausser la qualité des eaux dans l'ensemble du Canada; il peut notamment, l'énumération qui suit n'étant pas limitative : 5

a) désigner comme polluants des agents biologiques, chimiques ou physiques ou des combinaisons de tels agents et fixer les maximums permis pour les teneurs en polluant; 10

b) désigner les substances, fixer des normes relatives à la présence de substances dans l'eau et fixer les maximums permis pour les teneurs en substances; 15

c) réglementer les méthodes à suivre pour les analyses de l'eau prévues à l'alinéa 3a) et à l'article 7;

d) prescrire l'exécution d'analyses de l'eau prévues à l'alinéa 3a) plus fréquemment qu'une fois par mois et déterminer les circonstances dans lesquelles ces analyses plus fréquentes doivent être effectuées. 20

ÉCHANGES D'EAU ENTRE BASSINS

EXPORTATIONS

9. Nul ne peut exporter d'eau par voie d'échanges entre bassins. 25

ARRANGEMENTS D'ORDRE FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL

Arrangements d'ordre consultatif avec les provinces et les territoires

10. Afin de faciliter la formulation de politiques et de programmes concernant les échanges d'eau entre bassins au Canada, le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure des arrangements avec un ou plusieurs gouvernements provinciaux ou territoriaux : 30

a) pour la réalisation de recherches sur les effets de ces échanges d'eau;

b) pour le maintien de consultations permanentes au sujet de ces échanges d'eau; 35

c) pour la formulation et la mise en oeuvre de politiques et programmes concernant ces échanges d'eau.

WATER QUALITY MANAGEMENT

GESTION DE LA QUALITÉ DES EAUX

POLLUTION OF WATERS

POLLUTION DES EAUX

Prohibition

11. Except in quantities and under conditions prescribed, no person shall deposit or permit the deposit of waste of any type in Canadian waters.

11. Nul ne peut déposer ni permettre de déposer des déchets, quels qu'ils soient, dans les eaux canadiennes, si ce n'est dans les quantités et aux conditions prévues par règlement.

Interdiction

5

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL AGREEMENTS

ACCORDS D'ORDRE FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL

Federal-provincial-territorial water management agreements

12. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, with respect to any waters where water quality management has become a matter of urgent national concern, enter into agreements with the provincial and territorial governments, to

12. Le ministre peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure des accords avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, relativement aux eaux où la gestion de la qualité des eaux est devenue un besoin urgent d'intérêt national :

Accords d'ordre fédéral-provincial-territorial

(a) conduct research in connection with any aspect of those waters; and

a) pour la réalisation de recherches relatives à certains caractères de ces eaux;

(b) design projects for the conservation of those waters.

b) pour l'élaboration de projets relatifs à la conservation de ces eaux.

15

WATER QUALITY OBJECTIVES

OBJECTIFS DE QUALITÉ DES EAUX

Regulations

13. The Governor in Council may make regulations in order to encourage a uniform approach to establishing water quality objectives across Canada for the preservation of water quality.

13. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour encourager le choix d'une approche uniforme pour l'établissement, à l'échelle du Canada, d'objectifs de qualité des eaux ayant pour objet de préserver la qualité de celles-ci.

Règlements

20

PENALTIES

PEINES

Penalties

14. Any person who contravenes this Act or any regulation made thereunder is guilty of an offence and on summary conviction is liable

14. Quiconque contrevient à la présente loi ou à ses règlements d'application commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

Peines

25

(a) for a first offence, to a fine of not more than one hundred thousand dollars;

a) en cas de première infraction, une amende maximale de cent mille dollars;

(b) for each subsequent offence committed within a period of three years following any previous offence, to a fine of not more than one million dollars."

b) en cas de récidive dans les trois ans de l'infraction précédente, une amende maximale d'un million de dollars.

30

PRIVATE REMEDIES

Action for dam-
ages

15. (1) Any person may, by action in any court of competent jurisdiction, recover damages caused by contravention of this Act or of any regulation made thereunder from the person who committed the contravention.

Judicial review

(2) Any person may apply for judicial review of the Minister's exercise or non-exercise of any power or fulfilment or non-fulfilment of any duty conferred or imposed on the Minister by this Act, whether or not 10 the person applying it is affected or has suffered damages.

RECOURS INDIVIDUELS

Action en dom-
mages-intérêts

15. (1) Quiconque subit des dommages du fait d'une contravention à la présente loi ou à ses règlements d'application peut en obtenir réparation par l'auteur de la contravention par action intentée devant un tribunal com- 5 pétent.

Contrôle judi-
ciaire

(2) Il est loisible à quiconque de demander un contrôle judiciaire de l'exercice ou du défaut d'exercice ou de l'exécution ou du défaut d'exécution, par le ministre, d'un 10 pouvoir conféré ou d'une obligation imposée à celui-ci par la présente loi, que le requérant soit ou non affecté ou ait ou non subi des dommages.

C-310

C-310

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-310

PROJET DE LOI C-310

An Act to amend the Criminal Code
(cattle rustling and range cattle)

Loi modifiant le Code criminel
(vol de bétail et bétail en liberté)

First reading, July 20, 1988

Première lecture le 20 juillet 1988



MR. RIIS

M. RIIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-310

PROJET DE LOI C-310

An Act to amend the Criminal Code
(cattle rustling and range cattle)

Loi modifiant le Code criminel
(vol de bétail et bétail en liberté)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-34;
1974-75-76, c.
93; 1976-77, c.
53

1. All that portion of subsection 83(1) of
the *Criminal Code* preceding paragraph (c)
thereof is repealed and the following sub-
stituted therefor:

Use of firearm
during commis-
sion of offence,
etc.

“83. (1) Every one who uses a firearm
(a) while committing or attempting to
commit an indictable offence, or 10
(b) during his flight after committing or
attempting to commit an indictable
offence,

whether or not he causes or means to
cause harm to any person or animal as a 15
result thereof, is guilty of an indictable
offence and is liable to imprisonment”

2. Subsection 298(1.1) of the said Act is
repealed and the following substituted there-
for: 20

Punishment for
theft of cattle

“(1.1) Every one who commits theft of
cattle is guilty of an indictable offence and
is liable to imprisonment for fifteen years”

3. Section 400 of the said Act is repealed
and the following substituted therefor:

5 1. Toute la partie du paragraphe 83(1) du
Code criminel qui précède l'alinéa c) est
abrogée et remplacée par ce qui suit :

S.R., ch. C-34;
1974-75-76, ch.
93; 1976-77, ch.
53

«83. (1) Quiconque utilise une arme à
feu
a) lors de la perpétration ou de la tenta-
tive de perpétration d'un acte criminel, 10
ou
b) lors de sa fuite après avoir commis ou
tenté de commettre un acte criminel,

qu'il cause ou non des lésions à une per-
sonne ou un animal en conséquence ou 15
qu'il ait ou non l'intention d'en causer, est
coupable d'un acte criminel et passible
d'un emprisonnement»

2. Le paragraphe 298(1.1) de la même loi
est abrogé et remplacé par ce qui suit : 20

«(1.1) Quiconque commet un vol de
bestiaux est coupable d'un acte criminel et
passible d'un emprisonnement de quinze
ans.»

Usage d'une
arme à feu lors
de la perpétra-
tion d'une
infraction, etc.

Punition du vol
de bestiaux

25 3. L'article 400 de la même loi est abrogé 25
et remplacé par ce qui suit :

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to increase penalties for cattle rustling and causing harm to range cattle. In addition to more severe sentences of imprisonment, a person convicted of shooting cattle will be liable, under sections 83 and 98 of the *Criminal Code*, to a mandatory court order prohibiting possession of a firearm for at least five years after release from imprisonment.

Clause 1: Subsection 83(1) at present reads as follows:

“83. (1) Every one who uses a firearm

(a) while committing or attempting to commit an indictable offence, or

(b) during his flight after committing or attempting to commit an indictable offence,

whether or not he causes or means to cause *bodily* harm to any person as a result thereof, is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment

(c) in the case of a first offence under this subsection, except as provided in paragraph (d), for not more than fourteen years and not less than one year; and

(d) in the case of a second or subsequent offence under this subsection, or in the case of a first such offence committed by a person who, prior to the coming into force of this subsection, was convicted of an indictable offence or an attempt to commit an indictable offence, in the course of which or during his flight after the commission or attempted commission of which he used a firearm, for not more than fourteen years and not less than three years.”

Subsection 98(1) reads as follows:

“98. (1) Where an offender is convicted or discharged under section 662.1 of an indictable offence in the commission of which violence against a person is used, threatened or attempted and for which the offender may be sentenced to imprisonment for ten years or more or of an offence under section 83, the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from having in his

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à augmenter les peines pour le vol de bétail et les dommages causés au bétail en pâturage. En plus de peines d'emprisonnement plus sévères, une personne déclarée coupable de tirer sur du bétail avec une arme à feu sera passible, en vertu des articles 83 et 98 du *Code criminel*, d'une ordonnance judiciaire obligatoire lui interdisant de posséder une arme à feu pendant au moins cinq ans après sa sortie de prison.

Article 1. — Texte actuel du paragraphe 83(1):

«83. (1) Quiconque utilise une arme à feu

a) lors de la perpétration ou de la tentative de perpétration d'un acte criminel, ou

b) lors de sa fuite après avoir commis ou tenté de commettre un acte criminel,

qu'il cause ou non des lésions *corporelles* en conséquence ou qu'il ait ou non l'intention d'en causer, est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement

c) d'au plus quatorze ans et d'au moins un an, dans le cas d'une première infraction au présent paragraphe, sauf dans les cas où l'alinéa d) s'applique; et

d) d'au plus quatorze ans et d'au moins trois ans, dans le cas d'une infraction au présent paragraphe subséquente à une première infraction ou dans le cas d'une première infraction au présent paragraphe commise par une personne qui, avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, avait déjà été trouvée coupable d'avoir commis un acte criminel, ou d'avoir tenté de le commettre, en employant une arme à feu lors de cette perpétration ou tentative de perpétration ou lors de sa fuite après la perpétration ou tentative de perpétration.»

Texte du paragraphe 98(1):

«98. (1) Le tribunal qui déclare coupable ou libère en vertu de l'article 662.1 un contrevenant relativement à un acte criminel punissable d'un emprisonnement de dix ans ou plus et perpétre avec violence ou tentative ou menace de violence contre la personne, de même que celui qui déclare coupable ou libère un contrevenant en vertu de l'article 662.1 relativement à un acte criminel prévu à l'article 83, doit, et en sus de toute autre peine qui peut être imposée pour cet acte

Injuring or
endangering
cattle

“400. Every one who wilfully

(a) kills, maims, wounds, poisons or injures cattle, or

(b) places poison in such a position that it may easily be consumed by cattle,

5

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for ten years.”

«400. Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de dix ans, quiconque volontairement

a) tue, mutile, blesse, empoisonne ou estropie des bestiaux, ou

5

b) place du poison de telle manière qu'il puisse être facilement consommé par des bestiaux.»

Tuer ou blesser
des bestiaux

possession any firearm or any ammunition or explosive substance for any period of time specified in the order that commences on the day the order is made and expires not earlier than

- (a) in the case of a first conviction for such an offence, five years, and
- (b) in any other case, ten years,

after the time of his release from imprisonment after conviction for the offence or, if he is not then imprisoned or subject to imprisonment, after the time of his conviction or discharge for that offence.”

Clause 2: Subsection 298(1.1) at present reads as follows:

“(1.1) Every one who commits theft of cattle is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for *ten* years.”

Clause 3: Section 400 at present reads as follows:

“**400.** Every one who wilfully

(a) kills, maims, wounds, poisons or injures cattle, or

(b) places poison in such a position that it may easily be consumed by cattle,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for *five* years.”

criminel, rendre une ordonnance interdisant au contrevenant d'avoir en sa possession une arme à feu, des munitions ou une substance explosive pour une période, devant être indiquée dans l'ordonnance, courant à compter du jour où elle est rendue et expirant au plus tôt :

- a) dans le cas d'une première infraction, cinq ans, et
- b) dans tous les autres cas, dix ans,

après sa mise en liberté de l'emprisonnement infligé pour cet acte criminel ou s'il n'est pas alors emprisonné ou n'est pas passible d'emprisonnement, après la date où il a été déclaré coupable de cet acte criminel ou libéré à l'égard de celui-ci en vertu de l'article 662.1.»

Article 2. — Texte actuel du paragraphe 298(1.1) :

«(1.1) Quiconque commet un vol de bestiaux est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de *dix* ans.»

Article 3. — Texte actuel de l'article 400 :

«**400.** Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de *cinq* ans, quiconque volontairement

a) tue, mutilé, blesse, empoisonne ou estropie des bestiaux, ou

b) place du poison de telle manière qu'il puisse être facilement consommé par des bestiaux.»

Y
B
C-311

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-311

An Act respecting referendums and plebiscites in Canada
on questions of public importance

First Reading, July 21, 1988

MR. BOYER

C-311

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-311

Loi concernant la tenue de référendums et de plébiscites au
Canada sur des questions publiques

Première lecture le 21 juillet 1988



M. BOYER

C-311

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-311

An Act respecting referendums and plebiscites in Canada
on questions of public importance

First Reading, July 21, 1988

MR. BOYER

C-311

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-311

Loi concernant la tenue de référendums et de plébiscites au
Canada sur des questions publiques

Première lecture le 21 juillet 1988

M. BOYER

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-311

PROJET DE LOI C-311

An Act respecting Referendums and
Plebiscites in Canada on Questions of public
importance

Loi concernant la tenue de référendums et de
plébiscites au Canada sur des questions
publiques

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada
Referendum and Plebiscite Act*.

1. *Loi canadienne sur les référendums et
les plébiscites*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

Définitions

“address”
«adresse»

2. (1) In this Act,
“address”, in relation to the location of a
place of residence, office, polling station or
other fixed location, includes the postal
code assigned to the area in which the
place of residence, office, polling station or
other fixed location is located;

2. (1) Les définitions qui suivent s'appli-
quent à la présente loi.

“advance poll”
«bureau
spécial...»

“advance poll” means a poll held as provided 10
by sections 188 to 193;

“auditor”
«vérificateur»

“auditor” means a person who is a member
in good standing of an association or
institute of professional accountants of a
province and who is recognized by that 15
association or institute as qualified to
carry out the duties of an auditor for the
purposes of this Act and includes a firm,
every partner of which is such a person;

5 «accès de plain-pied» S'entend, relativement
à un bureau de scrutin, de la possibilité de
passer de la chaussée à l'intérieur du
bureau de scrutin sans devoir monter ou
descendre des marches ou des escaliers ni
prendre d'escalier mécanique.

10

«adresse» Comprend, relativement à un lieu
de résidence, bureau, bureau de scrutin ou
autre local, le code postal de la région où
ils se trouvent.

«adresse»
«address»

“broadcaster”
«radiodif-
fuseur»

“broadcaster” means a broadcaster as 20
defined in the *Broadcasting Act*;

“broadcasting”
«radiodiffu-
sion»

“broadcasting” means a broadcasting as
defined in the *Broadcasting Act*;

15 «agent de circonscription» Une personne
nommée au titre d'agent de circonscription
par un comité de consultation agréé en
application de l'article 36.

«agent de cir-
conscription»
«electoral dis-
trict agent»

20 «agent officiel» Une personne nommée au
titre d'agent officiel par un comité de
consultation agréé en application de l'arti-
cle 34.

«agent officiel»
«official agent»

“Broadcasting Arbitrator” «arbitre en matière de radiodiffusion»	“Broadcasting Arbitrator” means the person appointed Broadcasting Arbitrator by the Chief Electoral Officer pursuant to this Act;	«arbitre en matière de radiodiffusion» La personne que le directeur général des élections nomme arbitre en matière de radiodiffusion en vertu de la présente loi.	«arbitre en matière de radiodiffusion» «Broadcasting Arbitrator»
“broadcasting period” «période de ...»	“broadcasting period” means the period beginning on Sunday, the twenty-ninth day before polling day at a public consultation and ending on Saturday, the second day before polling day, except where, pursuant to subsection 131(3), polling day is on a Tuesday, in which case the broadcasting period is the period beginning on Monday the twenty-ninth day before polling day and ending on Sunday, the second day before polling day.	5 «avant-campagne» L’époque d’une période de consultation populaire qui précède la campagne d’une consultation populaire.	5 «avant-campagne» «pre-campaign...»
“broadcasting undertaking” «entreprise...»	“broadcasting undertaking” means a broadcasting undertaking as defined in the <i>Broadcasting Act</i> ;	«bref» Un bref de consultation populaire.	«bref» «writ»
“campaign period” «campagne»	“campaign period”, in respect of a public consultation, means the period of not less than fifty-five days commencing on the date of the issue of the writs and ending on polling day at that consultation;	10 «bulletin de vote gâté» Bulletin de vote qui, le 10 jour du scrutin, n’a pas été déposé dans la boîte de scrutin mais que le scrutateur a trouvé sali ou imprimé incorrectement, ou un bulletin de vote que le scrutateur a remis à un électeur pour voter, que celui-ci 15 a détérioré en le marquant et qui a été remis au scrutateur en échange d’un autre bulletin de vote.	10 «bulletin de vote gâté» «spoiled...»
“chairperson” «président»	“chairperson”, in relation to a consultation committee, means, in any case where no 25 person holds the position of chairperson of the committee, the officer of the committee who holds the highest executive position in the committee;	«bulletin rejeté» Bulletin que le scrutateur a remis à un électeur pour voter, mais qui, à 20 la fermeture du bureau de scrutin, a été trouvé dans la boîte de scrutin, sans marque ou marqué d’une manière tellement irrégulière qu’il ne peut pas être compté.	«bulletin rejeté» «rejected...»
“commercial time” «temps commercial»	“commercial time” means any period of two 30 minutes or less during which a broadcaster normally presents commercial messages, public service announcements or station or network identification;	«bureau de scrutin» Local obtenu par un 25 directeur du scrutin pour permettre aux électeurs de voter le jour du scrutin et auquel est attribué la totalité ou une partie de la liste électorale officielle d’une section de vote.	25 «bureau de scrutin» «polling station»
“commercial value” «valeur commerciale»	“commercial value”, in respect of goods or 35 services donated or provided at less than their commercial value, means (a) where the person by whom the goods or services are so donated or provided is in the business of supplying such goods or 40 services, the lowest amount charged by him for an equivalent amount of the same goods or services at or about the time they are so donated or provided, and (b) where the person by whom the goods 45 or services are so donated or provided is not in the business of supplying such goods or services, the lowest amount charged for	30 «bureau spécial de scrutin» Le bureau de scrutin prévu aux articles 188 à 193.	30 «bureau spécial de scrutin» «advance...»
		«cahier du scrutin» Le cahier, prévu en vertu 35 de l’alinéa 143(10)a), dans lequel sont inscrits consécutivement par le greffier du scrutin le nom de chaque personne cherchant à voter et d’autres détails à son sujet dès que le droit de vote du requérant au 40 bureau de scrutin a été établi et avant que ce requérant soit admis à voter.	35 «cahier du scrutin» «poll...»
		«campagne» Dans le cas d’une consultation populaire, la période qui débute le cinquante-cinquième jour avant le jour du scrutin de la consultation populaire et qui 45 se termine le jour du scrutin de cette consultation populaire.	«campagne» «campaign...»

«consultation documents» or «papers»
«documents de consultation»

- an equivalent amount of the same goods or services at or about the time that the goods or services are so donated or provided by any other person providing those goods or services on a commercial basis in the market area in which the goods or services are so donated or provided if that amount charged is equal to or greater than two hundred dollars, and if that amount charged is less than two hundred dollars, a nil amount;
- «consultation documents» or «papers» mean the papers directed in this Act to be transmitted to the Chief Electoral Officer, after a public consultation, by the returning officer, namely:
- (a) the writ with the return of the public consultation endorsed thereon,
 - (b) the reserve supply of undistributed blank ballot papers,
 - (c) the enumerators' record books,
 - (d) the index books prepared by enumerators in designated rural polling divisions,
 - (e) the revising officers' record sheets and other papers relating to the revision of the lists of electors in urban polling divisions,
 - (f) the statements of the polls from which the official addition of the votes was made,
 - (g) the other returns from the various polling stations enclosed in sealed envelopes, as prescribed in section 156, and containing
 - (i) the poll book used at the poll,
 - (ii) a packet of stubs and unused ballot papers,
 - (iii) packets of ballot papers cast for the various options,
 - (iv) a packet of spoiled ballot papers,
 - (v) a packet of rejected ballot papers, and
 - (vi) a packet containing the official list of electors used at the poll, the written appointments of registered consultation

«circonscription» Dans le cas d'une consultation populaire, toute localité ou zone territoriale qui aurait le droit, à une élection générale, d'élire un député à la Chambre des communes, si celle-ci était dissoute le jour où la proclamation de cette consultation populaire était prise conformément à l'article 10.

«comité de consultation agréé» Un comité de consultation agréé en application de l'article 30.

«constitution du Canada» Les coutumes, conventions et textes législatifs qui composent la Constitution du Canada.

«consultation populaire» S'entend d'un référendum ou d'un plébiscite.

«contribution»

a) Toute somme en argent,

b) la valeur commerciale des marchandises et des services, sauf le travail bénévole

que fournit une personne, un groupe, un parti politique ou un gouvernement à titre de contribution, de don, de prêt, d'avance, de dépôt ou à un autre titre, à une autre personne, à un autre groupe ou parti politique qui en fera usage aux fins d'une consultation populaire mais ne comprend pas :

c) toute somme en argent, sous forme de prêt, d'avance ou autre mode de prêt, fournie dans le cours ordinaire des affaires à des conditions ordinaires, y compris le taux d'intérêt sur ces sommes,

d) le coût réel des marchandises et des services, pour la personne qui les reçoit, fournis à un coût égal au moins à leur valeur commerciale dans le cours ordinaire des affaires.

«cotisant» Une personne, un groupe, un parti politique ou un gouvernement qui verse une contribution.

«date du recensement» Relativement à une consultation populaire qui a lieu dans une circonscription, le trente-huitième jour précédant le jour du scrutin.

«circonscription»
«electoral...»

«comité de consultation agréé»
«registered consultation committee»

«constitution du Canada»
«Constitution...»

«consultation populaire»
«public consultation»

«contribution»
«contribution»

«cotisant»
«contributor»

«date du recensement»
«enumeration...»

committees agents and the used transfer certificates, if any, and proxy certificates, if any, and

(h) all documents used for the taking of the votes pursuant to section 194;

"Constitution of Canada"
«*Constitution du Canada*»

"Constitution of Canada" means the customs, conventions and enactments of which the Constitution of Canada is composed;

"consultation expenses"
«*dépenses de consultation*»

"consultation expenses" means the expenses determined in accordance with sections 31 and 32;

"consultation period"
«*période de consultation*»

"consultation period" in respect of a public consultation, means the period commencing with the day on which the motion referred to in section 12 is proposed in the House of Commons, the days on which a bill referred to in section 11 is passed by both houses of Parliament or the day on which the Prime Minister receives the petition referred to in section 14 and ending on polling day at that public consultation.

"contribution"
«*contribution*»

"contribution" means

(a) money, and

(b) the commercial value of goods and services, other than volunteer labour,

provided by any person, group, political party or government, whether as a contribution, gift, loan, advance, deposit or otherwise, to any other person, group or political party to be used by that other person, group or party for the purposes of a public consultation, but does not include

(c) money provided in the normal course of business, by way of loan, advance or other means of lending, under normal terms and conditions, including the rate of interest thereon, for money provided in that way, and

(d) the actual cost to the recipient thereof of goods and services provided in the normal course of business at not less than their commercial value;

"contributor"
«*cotisant*»

"contributor" means a person, group, political party or government that makes a contribution;

«dépenses de consultation» S'entend des dépenses déterminées conformément aux articles 31 et 32.

«dépenses de consultation»
«*consultation expenses*»

«député» Membre de la Chambre des communes du Canada.

«député»
«*member*»

«documents de consultation» ou «papiers de consultation» Les papiers que la présente loi ordonne au directeur du scrutin de transmettre au directeur général des élections, après une consultation populaire, savoir :

«documents de consultation» ou
«*papiers de consultation*»
«*consultation documents*»

a) le bref portant en suscription le rapport de la consultation populaire;

b) le surplus des bulletins de vote en blanc non distribués;

c) les registres des recenseurs;

d) les cahiers-index préparés par les recenseurs dans les sections rurales désignées;

e) les feuilles de registre des réviseurs et autres documents se rapportant à la révision des listes électorales dans les sections urbaines;

f) les relevés du scrutin d'après lesquels s'est effectuée l'addition officielle des votes;

g) les autres rapports des divers bureaux de scrutin placés sous enveloppes scellées tel qu'il est prescrit par l'article 156, et contenant :

(i) le cahier du scrutin utilisé au bureau de scrutin,

(ii) un paquet des bulletins de vote inutilisés et des souches,

(iii) des paquets de bulletins de vote déposés en faveur des diverses options,

(iv) un paquet des bulletins de vote gâtés,

(v) un paquet des bulletins de vote rejetés,

(vi) un paquet contenant la liste électorale officielle utilisée au bureau de scrutin, les commissions écrites des représentants des comités de consulta-

“election officer” «officier...»	“election officer” means the Assistant Chief Electoral Officer and every returning officer, assistant returning officer, deputy returning officer, poll clerk, enumerator, revising officer and revising agent and includes any person having any duty to perform pursuant to this Act, to the faithful performance of which duty that person may be sworn, but does not include	5	tion agréés et, le cas échéant, les certificats de procuration;
	(a) the Chief Electoral Officer, and	10	h) tous les documents utilisés pour la tenue du vote prévu à l'article 194.
	(b) any member of the Canadian Forces having any duty to perform pursuant to Schedule II;		«durée de l'émission» Les périodes d'une durée de plus de deux minutes pendant lesquelles les radiodiffuseurs ne présentent pas ordinairement d'annonces publicitaires, de messages d'intérêt public ou de périodes d'identification de réseau ou de station.
“elector” «électeur»	“elector” means any person who is qualified as an elector under section 37;	15	«électeur» Toute personne qui a qualité d'électeur en vertu de l'article 37.
“electoral district” «circonscription»	“electoral district”, in relation to a public consultation, means any place or territorial area that would be entitled, at a general election, to return a member to serve in the House of Commons of Canada if that House were dissolved on the day that the proclamation with respect to that public consultation is issued under section 10;	20	«élection générale» Une election en vue de laquelle des brefs sont émis en même temps pour toutes les circonscriptions.
“electoral district agent” «agent de...»	“electoral district agent” means an agent appointed as electoral district agent by a registered consultation committee pursuant to section 36;	25	«entreprise de radiodiffusion» Entreprise de radiodiffusion au sens de la <i>Loi sur la radiodiffusion</i> .
“enumeration date” «date du recensement»	“enumeration date”, in respect of a public consultation in an electoral district, means the thirty-eighth day before polling day;	30	«exploitant de réseau» La personne à qui le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes a accordé la permission de constituer et d'exploiter un réseau.
“general election” «élection générale»	“general election” means an election for which writs of election are issued at the same time for all electoral districts;		«favoriser» En ce qui a trait à une question soumise :
“government” «gouvernement»	“government” includes a local or municipal government;	35	a) dans le cas d'une question visée à l'alinéa 15a), être disposé à voter «oui» à la question;
“group” «groupe»	“group” means any unincorporated group of two or more persons acting together by mutual consent for a common purpose;		b) lorsqu'une question offrant plusieurs choix qui sont des alternatives est soumise aux électeurs en vertu de l'alinéa 15b), être disposé à voter seulement en faveur de l'un des choix énoncés dans la question.
“hours of the day” «heures...»	“hours of the day” and all other references to time relate to local time;	40	«gouvernement» Comprend un gouvernement local ou municipal.
“judge” «juge»	“judge” means a judge of the Federal Court of Canada;		«groupe» Groupe composé de plusieurs personnes agissant de concert dans la poursuite d'un but commun.
“level access” «accès...»	“level access”, in respect of a polling station, means a polling station that is so located in a building that a person may reach the polling station from the street or roadway and enter the polling station without going up or down any step, stairs or escalator;	45	«heure de grande écoute» Lorsqu'il s'agit d'une entreprise de radiodiffusion, s'entend, dans le cas d'une station de radio, de la période comprise entre six heures et neuf heures, midi et quatorze heures et seize heures et dix-neuf heures et, dans le cas d'une station de télévision, de la période comprise entre dix-huit heures et minuit.

“list of electors” «listes des...»	“list of electors” means either the preliminary list of electors or the official list of electors as the context requires;	«heures du jour» Cette mention ainsi que toutes les autres mentions de l’heure se rapportent à l’heure locale.	«heures du jour» «hours...»
“member” «député»	“member” means a member of the House of Commons of Canada;	«jour du scrutin» Dans le cas d’une consultation populaire, le jour fixé par les brefs de consultation populaire émis en vertu de l’article 19 pour la tenue du scrutin lors de cette consultation populaire.	«jour du scrutin» «polling...»
“network” «réseau»	“network” means a network as defined in the <i>Broadcasting Act</i> , but does not include a temporary network operation as defined in that Act;	«juge» Juge de la Cour fédérale.	«juge» «judge»
“network operator” «exploitant de réseau»	“network operator” means any person to whom permission has been granted by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission to form and to operate a network;	«liste des électeurs» ou «liste électorale» La liste préliminaire des électeurs ou la liste électorale officielle, selon le contexte.	«liste des électeurs» ou «liste électorale» «list...»
“oath” «serment»	“oath” includes affirmation and statutory declaration;	«officier d’élection» Le directeur général adjoint des élections et tout directeur du scrutin, directeur adjoint du scrutin, scrutateur, greffier du scrutin, recenseur, réviser et agent réviser, et comprend toute personne chargée, conformément à la présente loi, de quelque fonction relativement à l’exercice fidèle de laquelle elle peut être assermentée, à l’exception :	«officier d’élection» «election officer»
“official agent” «agent officiel»	“official agent” means the official agent of a registered consultation committee appointed pursuant to section 34;	a) du directeur général des élections;	
“oppose” «s’opposer»	“oppose”, in relation to a submitted question, means (a) in the case of a question referred to in paragraph 15(a), to be in favour of voting “no” to the question, and (b) where a question presenting two or more alternative options is put to electors pursuant to paragraph 15(b), to be in favour of voting against all such options stated in the question;	b) de tout membre des Forces canadiennes exerçant des fonctions en vertu de l’annexe II de la présente loi.	
“periodical publication” «publication périodique»	“periodical publication” means any paper, magazine or periodical containing (a) public news, intelligence or reports of events, or (b) advertisements, that is published periodically or in parts or numbers;	«période de consultation» Dans le cas d’une consultation populaire, la période qui débute le jour où la motion visée à l’article 12 est présentée à la Chambre des communes, le jour où le projet de loi visé à l’article 11 est adopté par les deux chambres du Parlement ou le jour où le premier ministre reçoit la pétition visée à l’article 14, et se termine le jour du scrutin lors de cette consultation.	«période de consultation» «consultation period»
“plebiscite” «plébiscite»	“plebiscite” means a direct vote by which the electors express, without binding force, their wishes or opinion on a question submitted to them pursuant to a proclamation issued under paragraph 10(b) or (d);	«période de radiodiffusion» S’entend de la période commençant le dimanche, vingt-neuvième jour avant le jour du scrutin d’une consultation populaire et se terminant samedi, l’avant-veille du jour du scrutin et, dans le cas où, en vertu du paragraphe 131(3), le jour du scrutin est un mardi, s’entend de la période commençant lundi, le vingt-neuvième jour avant le jour du scrutin, et se terminant dimanche, l’avant-veille du jour du scrutin.	«période de radiodiffusion» «broadcasting period»
“poll book” «cahier...»	“poll book” means the book in the form prescribed pursuant to paragraph 143(10)(a) in which the name and other particulars of every person applying to vote are consecutively entered by the poll clerk as soon as the applicant’s right to		

	vote at the polling station has been ascertained and before any such applicant is allowed to vote;		«plébiscite» S'entend d'un scrutin direct où les électeurs décident, de façon non-obligatoire, d'une question qui leur est soumise par proclamation prise en vertu des alinéas 10b) ou d).	«plébiscite» «plebiscite»
“polling day” «jour...»	“polling day”, in respect of a public consultation, means the day named in the writs of public consultation issued pursuant to section 19 on which the poll shall be held at that consultation;	5		5
“polling division” «section de vote»	“polling division” means any division, sub-division, district, sub-district or other territorial area fixed by the returning officer, for which a list of electors is prepared and for which one or more polling stations is or are established for the taking of the vote on polling day;	10	«prescrite» Quand ce terme qualifie une formule, s'entend d'une formule prescrite par le directeur général des élections.	«prescrite» «prescribed»
“polling station” «bureau de...»	“polling station” means premises secured by a returning officer for the taking of the vote of the electors on polling day and to which the whole or a portion of the official list of electors for a polling division is allotted;	20	«président» S'entend du dirigeant d'un comité de consultation agréé qui occupe le poste le plus élevé au sein du comité.	«président» «chairperson»
“pre-campaign period” «avant-campagne»	“pre-campaign period” means that part of the public consultation period preceding the campaign period at a public consultation;	25	«preuve suffisante d'identité» S'entend, relativement à un électeur, des pièces d'identité prescrites par le directeur général des élections.	«preuve suffisante d'identité» «satisfactory...»
“prescribed” «prescrit»	“prescribed”, in relation to a form, means prescribed by the Chief Electoral Officer;	25	«publication périodique» Tout journal, magazine ou périodique contenant des nouvelles publiques, des renseignements ou des reportages d'événements, ou encore des annonces, publiés périodiquement ou par parties ou par numéros.	«publication périodique» «periodical...»
“prime time” «heure de grande écoute»	“prime time”, in relation to a broadcasting undertaking, means, in the case of a radio station, the time between the hours of 6 30 a.m. and 9 a.m., 12 p.m. and 2 p.m., and 4 p.m. and 7 p.m., and, in the case of a television station, the hours between 6 p.m. and midnight;	30	«question soumise» Toute question qui doit être soumise aux électeurs en vertu d'une proclamation prise en application de l'article 10.	«question soumise» «submitted question»
“program time” «durée de l'émission»	“program time” means any period longer than two minutes during which a broadcaster does not normally present commercial messages, public service announcements or station or network identification;	35	«radiodiffuseur» Radiodiffuseur au sens de la <i>Loi sur la radiodiffusion</i> .	«radiodiffuseur» «broadcaster»
“public consultation” «consultation populaire»	“public consultation” means a referendum or a plebiscite;	40	«radiodiffusion» Radiodiffusion au sens de la <i>Loi sur la radiodiffusion</i> .	«radiodiffusion» «broadcasting»
“referendum” «référendum»	“referendum” means a direct vote by which the electors decide, with binding force, a question submitted to them pursuant to a proclamation issued under paragraph 45 10(a), (c) or (d);	45	«rapport des dépenses de consultation et des contributions» Le rapport que doit transmettre, en vertu du paragraphe 34(6), au directeur général des élections l'agent officiel d'un comité de consultation agréé ainsi que les pièces justificatives et reçus visés au paragraphe 34(7).	«rapport des dépenses de consultation et des contributions» «return...»
“registered consultation committee” «comité...»	“registered consultation committee” means a consultation committee that is registered pursuant to section 30;		«référendum» S'entend d'un scrutin direct où les électeurs décident, d'une façon obligatoire, d'une question qui leur est soumise par proclamation prise en vertu des alinéas 10a), c) ou d).	«référendum» «referendum»
			«réseau» Réseau au sens de la <i>Loi sur la radiodiffusion</i> , mais ne s'entend pas de l'exploitation d'un réseau temporaire au sens de la même loi.	«réseau» “network”
			«réviseur» Comprend le réviseur d'office et le substitut du réviseur.	«réviseur» “revising officer”

"rejected ballot paper"
«bulletin rejeté»

"rejected ballot paper" means a ballot paper that has been handed by the deputy returning officer to an elector to cast his vote, but, at the close of the poll, has been found in the ballot box unmarked or so improperly marked that it cannot be counted;

"return respecting consultation expenses and contributions"
«rapport...»

"return respecting consultation expenses and contributions" means the return required by subsection 34(6) to be transmitted to 10 the Chief Electoral Officer by the official agent of a registered consultation committee and includes the bills, vouchers and receipts referred to in subsection 34(7);

"revising officer"
«réviseur»

"revising officer" includes *ex officio* revising 15 officer and substitute revising officer;

"rural polling division"
«section rurale»

"rural polling division" means

(a) a polling division contained within an incorporated city or town of five thousand population or more than is declared by the 20 Chief Electoral Officer to be a rural polling division pursuant to subsection 24(4), and

(b) a polling division that is not contained within an incorporated city or town of five 25 thousand population or more or within any other area declared by the Chief Electoral Officer to be an urban polling division pursuant to subsection 24(3);

"satisfactory proof of identity"
«preuve satisfaisante d'identité»

"satisfactory proof of identity", in respect of 30 an elector, means such documentary proof of the identity of the elector as is prescribed by the Chief Electoral Officer;

"spoiled ballot paper"
«bulletin de vote...»

"spoiled ballot paper" means a ballot paper that, on polling day, has not been deposited 35 in the ballot box but has been found by the deputy returning officer to be spoiled or improperly printed, or that has been

(a) handed by the deputy returning officer 40 to an elector to cast his vote,

(b) spoiled in marking by the elector, and

(c) handed back to the deputy returning officer and exchanged for another ballot paper;

45

«section de vote» Une division, une subdivision, un district, un sous-district ou autre zone territoriale fixée par le directeur du scrutin, pour laquelle est dressée une liste 5 électorale et pour laquelle sont établis un ou plusieurs bureaux de scrutin pour recevoir les suffrages le jour de la consultation.

«section de vote»
«polling division»

«section rurale»

«section rurale»
«rural...»

a) Une section de vote qui est comprise 10 dans une cité ou ville constituée en corporation et ayant une population de cinq mille âmes ou plus, que le directeur général des élections a déclarée être une section rurale en conformité avec le paragraphe 15 24(4);

b) une section de vote qui n'est pas comprise ni dans une cité ou ville constituée en corporation et ayant une population de 20 cinq mille âmes ou plus, ni dans aucune autre zone que le directeur général des élections a déclarée être une section urbaine en conformité avec le paragraphe 24(3).

«section urbaine» Une section de vote entière- 25 ment contenue dans une cité ou ville constituée en corporation ayant une population de cinq mille âmes ou plus, ou dans toute autre zone qui, conformément aux instructions du directeur général des élections, est 30 ou doit être considérée comme une section urbaine, en conformité avec l'article 24.

«section urbaine»
«urban...»

«serment» Comprend l'affirmation et la déclaration statutaire.

«serment»
«oath»

«s'opposer à la question» En ce qui a trait à 35 une question soumise :

«s'opposer à la question»
«oppose»

a) dans le cas d'une question visée à l'alinéa 15a), être disposé à voter «non» à la question;

b) lorsqu'une question offrant plusieurs 40 choix qui sont des alternatives est soumise aux électeurs en vertu de l'alinéa 15b), être disposé à voter contre tous ces choix énoncés à la question.

<p>“submitted question” «question soumise»</p>	<p>“submitted question” means a question put to the electors by a proclamation issued under section 10;</p>		<p>«temps commercial» Les périodes d’au plus deux minutes pendant lesquelles les radio-diffuseurs présentent ordinairement des annonces publicitaires, des messages d’intérêt public ou des périodes d’identification de réseau ou de station.</p>	<p>«temps commercial» “commercial time”</p>
<p>“support” «favoriser»</p>	<p>“support”, in relation to a submitted question, means</p> <p>(a) in the case of a question referred to in paragraph 15(a), to be in favour of voting “yes” to the question, and</p> <p>(b) where a question presenting two or more alternative options is put to electors, pursuant to paragraph 15(b), to be in favour of voting for only one of the options stated in the question;</p>	<p>5</p> <p>10</p>	<p>«travail bénévole» Les services gratuits offerts par une personne en dehors de ses heures de travail, à l’exclusion des services offerts par une personne à son compte et qui sont de ceux qu’elle vend habituellement ou pour lesquels elle demande une rémunération.</p>	<p>5</p> <p>«travail bénévole» “volunteer.”</p>
<p>“urban polling division” «section urbaine»</p>	<p>“urban polling division” means a polling division that is wholly contained within an incorporated city or town having a population of five thousand or more, or within any other area directed by the Chief Electoral Officer to be or to be treated as an urban polling division, pursuant to section 24;</p>	<p>15</p> <p>20</p>	<p>«valeur commerciale» Relativement à des marchandises ou services fournis gratuitement ou à un prix inférieur à leur valeur commerciale :</p> <p>a) lorsque la personne qui a fourni les marchandises ou services exploite une entreprise qui consiste à fournir ces marchandises ou services, le prix le plus bas exigé pour une même quantité des marchandises ou services par la personne qui les fournit à l’époque où elle les fournit;</p> <p>b) lorsque la personne qui a fourni les marchandises ou services n’exploite pas une entreprise qui consiste à fournir ces marchandises ou services, le prix le plus bas exigé, à l’époque où les marchandises ou services ont été fournis, pour une même quantité des marchandises ou services par toute autre personne qui fournit ces marchandises ou services sur une échelle commerciale dans la région où ces marchandises ou services sont fournis si le montant exigé est égal ou supérieur à deux cents dollars; la présente disposition ne s’applique pas si le montant exigé est inférieur à deux cents dollars.</p>	<p>15</p> <p>«valeur commerciale» “commercial value”</p>
<p>“volunteer labour” «travail bénévole»</p>	<p>“volunteer labour” means any service provided free of charge by a person outside of that person’s working hours, but does not include a service provided by a person who is self-employed if the service is one that is normally sold or otherwise charged for by that person;</p>	<p>25</p>		
<p>“voter” «votant»</p>	<p>“voter” means any person who votes at a public consultation;</p>	<p>30</p>		
<p>“writ” «bref»</p>	<p>“writ” means a writ of public consultation.</p>			
			<p>«vérificateur» Un membre en règle d’une corporation, d’une association ou d’un institut de comptables professionnels et s’entend des bureaux dont tous les associés sont de tels membres.</p>	<p>40</p> <p>«vérificateur» “auditor”</p>
			<p>«votant» signifie toute personne qui vote à une consultation populaire.</p>	<p>45</p> <p>«votant» “voter”</p>

Words and expressions have the same meaning as in the *Canada Elections Act*

(2) Subject to subsection (1), where a word or expression that is used in this Act is also used in the *Canada Elections Act*, that word or expression has, unless the context otherwise requires, the same meaning as in the *Canada Elections Act*.

Where expenses deemed to be incurred during campaign period

(3) Where, during the pre-campaign period at a public consultation, an amount is paid or a liability is incurred in respect of the provision of goods or services or goods or services are donated or provided at less than their commercial value, the amount that is paid, the amount of the liability that is incurred, the commercial value of the goods or services donated or the amount that represents the difference between the amount paid and liability incurred for the goods or services provided and the commercial value thereof, as the case may be, shall

(a) where the goods are used or the services performed during the campaign period but not during the pre-campaign period, be deemed to be an expense incurred during the campaign period;

(b) where the goods are used or the services performed in part in the pre-campaign period and in part in the campaign period, be deemed to be an expense incurred in part during each such period according to the extent to which the goods are used or the services performed in each such period; and

(c) where, in any case where paragraph (b) applies, it is for any reason not reasonably possible to determine the extent to which goods are used or services performed in the pre-campaign period and the campaign period, be deemed to be an expense incurred during the campaign period.

PUBLIC CONSULTATION COUNCIL

Council established

3. (1) There is hereby established the Public Consultation Council consisting of three Federal Court judges, one of whom is the chairman appointed by the Chief Justice of that court.

(2) Sous réserve du paragraphe (1), les mots et expressions employés dans la présente loi qui se retrouvent dans la *Loi électorale du Canada* ont le sens, sauf indication contraire, que leur donne la *Loi électorale du Canada*.

La terminologie a le sens que lui donne la Loi électorale du Canada

(3) Lorsque, au cours de l'avant-campagne d'une consultation populaire, un montant est payé pour la fourniture de marchandises ou de services ou une dépense est engagée à cette fin ou des marchandises ou des services sont donnés ou fournis à un prix inférieur à leur valeur commerciale, le montant payé, le montant de la dépense engagée, la valeur commerciale des marchandises ou des services donnés ou la différence entre le montant payé et la dépense engagée et la valeur commerciale, selon le cas, sont réputés :

Dépenses réputées engagées au cours de la campagne

a) lorsque les marchandises sont utilisées au cours de la campagne ou que les services sont rendus à cette époque et non au cours de l'avant-campagne, une dépense engagée au cours de la campagne;

b) lorsque les marchandises sont utilisées ou que les services sont rendus en partie au cours de l'avant-campagne, en partie au cours de la campagne, une dépense engagée en partie au cours de la période à laquelle ils se rapportent et dans la mesure où les marchandises ont été utilisées ou les services rendus au cours de cette période;

c) lorsqu'il n'est pas raisonnablement possible d'établir, dans le cas où l'alinéa b) s'applique, dans quelle mesure les marchandises ont été utilisées ou les services rendus au cours de l'avant-campagne ou au cours de la campagne, une dépense engagée au cours de la campagne.

CONSEIL DE LA CONSULTATION POPULAIRE

3. (1) Est institué le Conseil de la consultation populaire composé de trois juges de la Cour fédérale, dont un président, désignés par le juge en chef de cette cour.

Institution du conseil

Member unable to act	(2) In the event that one member of the Council is unable to act, the Chief Justice shall appoint another judge of that court to replace that member.	(2) En cas d'incapacité d'agir d'un des membres du Conseil, le juge en chef de la Cour fédérale désigne un autre juge pour le remplacer.	Incapacité d'agir
Jurisdiction of the Council	4. The Public Consultation Council shall have exclusive jurisdiction to hear any judicial proceeding relating to a public consultation and to the application of this Act.	5 4. Le Conseil de la consultation populaire a compétence exclusive pour connaître de toute procédure judiciaire relative à une consultation populaire et à l'application de la présente loi.	5 Compétence
Decisions final	5. The decisions of the Public Consultation Council are final and not appealable.	10 5. Les décisions du Conseil de la consultation populaire sont définitives et sans appel.	10 Décisions
Subject of a public consultation	6. (1) The Speaker of the House of Commons, the Speaker of the Senate, any member of the House and any Senator may apply to the Public Consultation Council for a decision on the subject of the public consultation for the purposes of section 18.	15 6. (1) Le président de la Chambre des communes, le président du Sénat, les députés et les sénateurs peuvent présenter une demande au Conseil de la consultation populaire de rendre une décision sur l'objet d'une consultation populaire pour l'application de l'article 18.	15 Sujet d'une consultation populaire
Decision within ten days	(2) The Council shall render a decision on the application within ten days from the date of the application.	20 (2) Le Conseil doit rendre sa décision dans les dix jours suivant la demande.	20 Décision dans les dix jours
Absence of decision	(3) In the absence of a decision within the 20 period, the subject of the public consultation is deemed not to be substantially similar to that of a public consultation held during the same Parliament.	(3) A défaut par le Conseil de rendre sa décision dans le délai prévu, l'objet de la consultation populaire est réputé ne pas être substantiellement semblable à celui d'une consultation populaire tenue au cours de la 25 même Législature.	Absence de décision
Date of application	(4) Such application can only be made 25 and, as the case may be, the decision is to be rendered before both Houses of Parliament approve the question referred to in paragraph 10(b) or (c).	(4) Cette demande doit être présentée et la 25 décision du Conseil, le cas échéant, doit être rendue avant l'adoption par les deux chambres du Parlement de la question visée aux 30 alinéas 10(b) ou (c).	Délai et décision du Conseil
Opinion of the Council	7. The Council shall give its opinion on 30 any legal or technical question submitted to it by the Governor in Council respecting the holding of a public consultation.	7. Le Conseil de la consultation populaire doit donner son avis sur toute question de droit ou d'ordre technique que lui soumet le gouverneur en conseil relativement à la tenue 35 d'une consultation populaire.	Avis
Requests and opinions made public	8. Upon tabling in the House of Commons and in the Senate of a motion referred to in 35 section 12 or upon introduction in each House of a bill referred to in section 11, any request made to the Council for an opinion or any such opinion or such question or bill shall be made public by the Council. 40	8. Dès que la Chambre des communes et le Sénat sont saisis du texte d'une motion visée à l'article 12 ou d'un projet de loi visé à l'article 11, toute demande d'avis relative à 40 cette question ou à ce projet, ainsi que l'avis donné par le Conseil de la consultation populaire sont rendus publics par celui-ci.	Avis publics

Temporary
assistance

9. The Chairman of the Council may call upon the services, on a temporary basis, of any person he considers necessary for carrying out the functions of Council in respect of a public consultation.

9. Le président du Conseil de la consultation populaire peut requérir, à titre temporaire, les services de toute personne qu'il juge nécessaire à l'accomplissement des fonctions du Conseil concernant la tenue d'une consultation populaire.

Services temporaires

SUBJECT OF PUBLIC CONSULTATION

OBJET DE LA CONSULTATION POPULAIRE

Governor in
Council May
Issue Proclamation

10. The Governor in Council may, by Proclamation, direct that

10. Le gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner :

Proclamation

(a) a referendum be held on a bill adopted by both Houses of Parliament in accordance with section 11;

a) la tenue d'un référendum sur un projet de loi édicté par les deux chambres du 10 Parlement conformément à l'article 11;

(b) a plebiscite be held on a question approved by both Houses of Parliament in accordance with sections 12 and 13;

b) la tenue d'un plébiscite sur une question approuvée par les deux chambres du Parlement conformément aux articles 12 et 13;

(c) a referendum be held on a question relating to the Constitution of Canada or relating to or arising out of a proposed or possible change in the Constitution of Canada in accordance with sections 12 and 13; or

c) la tenue, conformément aux articles 12 et 13, d'un référendum sur une question touchant la Constitution du Canada ou toute modification qu'on peut y apporter;

(d) a referendum or plebiscite be held on a question submitted by electors in accordance with section 14.

d) la tenue d'un référendum ou d'un plébiscite sur une question soumise par les électeurs conformément à l'article 14.

Bill to contain
the question

11. (1) An order in council authorizing the issuance of a proclamation under paragraph 10(a) shall not be made unless the bill contains, on tabling, a provision to that effect and the text of the question to be submitted to the electors.

11. (1) La prise de la proclamation prévue à l'alinéa 10a) est subordonnée à la présence dans le projet de loi, lors de son dépôt, d'une disposition à cet effet ainsi que du texte de la question à soumettre aux électeurs.

Projet de loi
soumis à la consultation populaire

Submission to
electors before
assent

(2) The bill shall not be presented for royal assent until it has been submitted to the electors by means of a referendum.

(2) Ce projet de loi ne peut être présenté pour la sanction royale qu'après avoir été soumis aux électeurs par voie de référendum.

Sanction

Assent before
dissolution

(3) The bill may be assented to after the prorogation of the session during which it was passed, provided that it be before the dissolution of the Parliament that voted its adoption.

(3) Ce projet de loi peut recevoir la sanction après la prorogation de la session durant laquelle il a été adopté, pourvu que ce soit avant la dissolution de la Législature qui a voté son adoption.

Sanction avant la dissolution

Motion proposing
text of order
in council

12. An order in council authorizing the issuance of a proclamation under paragraph 10(b) or (c) shall not be made until a motion setting forth the text of the order in council has been approved by a resolution of both Houses of Parliament pursuant to section 13.

12. La prise du décret en conseil prévu aux alinéas 10b) ou c) est subordonnée à l'approbation d'une motion énonçant le texte du décret par une résolution des deux chambres du Parlement adoptée en application de l'article 13.

Motion proposant le décret

Opportunity for
debate in the
House of Com-
mons

13. (1) A motion referred to in section 12 proposed in the House of Commons, in accordance with the procedures of the House, by a member of the Queen's Privy Council for Canada referred to in section 4 or 5 of the *Salaries Act*, praying that the text of the order in council set forth in the motion be approved, shall be debated for not more than forty hours and, on the conclusion of such debate or at the expiry of the fortieth such hour, the Speaker of the House of Commons shall forthwith, without further debate or amendment, put every question necessary for the disposal of the motion.

Procedure on
adoption of
motion

(2) Where a motion referred to in subsection (1) is adopted by the House of Commons, with or without amendment, a message shall be sent from the House of Commons informing the Senate that the motion has been so adopted and requesting that the motion be concurred in by the Senate.

Opportunity for
debate in the
Senate

(3) After receipt by it of a request pursuant to subsection (2), the Senate shall, in accordance with the procedures thereof, take up and consider the motion that is the subject of the request and all questions in connection therewith shall be debated for not more than forty hours and, on the conclusion of such debate or at the expiry of the fortieth such hour, the Speaker of the Senate shall forthwith, without further debate or amendment, put every question necessary to determine whether or not the motion in question is concurred in.

Petition for
public consulta-
tion

14. (1) Ten per cent of the electors, at the last general election or public consultation, who are of the opinion that a question of national and public importance within the jurisdiction of Parliament should be submitted to a direct vote of the electors may petition the Prime Minister to that effect.

Statements to
accompany
petition

(2) The petition shall be accompanied by a solemn or statutory declaration

(a) signed by the petitioners;

13. (1) Une motion visée à l'article 12 exposant le projet du décret en conseil et demandant l'approbation de ce projet, présentée devant la Chambre des communes, en conformité des règles de celle-ci, par un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada visé aux articles 4 ou 5 de la *Loi sur les traitements* sera débattue pendant au maximum quarante heures; à l'issue du débat ou à l'expiration de la quarantième heure, le Président de la Chambre des communes doit immédiatement soumettre au vote toute question nécessaire pour liquider la motion.

Possibilité d'un
débat à la
Chambre des
communes

(2) Lorsque la Chambre des communes a adopté une motion visée au paragraphe (1), avec ou sans modification, elle doit adresser un message au Sénat pour l'en informer et lui demander d'approuver la motion.

Procédure
d'adoption de la
motion

(3) Le Sénat doit, parce qu'il a reçu une requête conformément au paragraphe (2), examiner conformément à ses règles la motion visée dans la requête et toute question y relative est débattue pendant au maximum quarante heures; à l'issue du débat ou à l'expiration de la quarantième heure, le président du Sénat doit immédiatement soumettre au vote toute question nécessaire pour liquider la motion.

Possibilité d'un
débat au Sénat

14. (1) Dix pour cent des électeurs, lors de la dernière élection générale ou de la dernière consultation populaire, qui estiment qu'une question publique d'intérêt national relevant de la compétence du Parlement devrait être soumise au vote des électeurs peuvent présenter une pétition au premier ministre à cet effet.

Demande de
consultation
populaire

(2) La pétition est accompagnée d'une déclaration solennelle qui, à la fois :

Déclaration

a) est signée par les auteurs de la pétition;

(b) stating the names and addresses of the petitioners; and

(c) stating concisely the question that is proposed to be submitted to the electors.

b) indique le nom et l'adresse des auteurs de la pétition;

c) énonce sommairement la question qu'il est proposé de soumettre aux électeurs.

Wording of question

15. Where a proclamation issued under paragraph 10(b), (c) or (d) directs that

(a) a question, other than a question described in paragraph (b), be put to electors, the question shall be so worded that each elector may express his or her opinion on the question by making a cross after the word "yes" on the ballot paper or a cross after the word "no" on the ballot paper; and

(b) a question presenting two or more alternative options be put to electors, the ballot paper used at the public consultation shall clearly state that the options are alternatives to each other so that an elector may vote in favour of only one of the options or against all of such options.

15. Lorsqu'une proclamation prise en vertu des alinéas 10b), c) ou d) ordonne :

a) qu'une question, autre qu'une question visée à l'alinéa b), soit soumise aux électeurs, la question doit être formulée de façon à permettre à chaque électeur d'exposer son point de vue sur la question en faisant une croix sur le bulletin de vote après le mot «oui» ou en faisant une croix sur le bulletin de vote après le mot «non»;

b) qu'une question offrant plusieurs choix qui sont des alternatives soit soumise aux électeurs, le bulletin de vote utilisé lors de la consultation populaire doit préciser que les choix sont des alternatives de façon à permettre à un électeur de voter en faveur de l'un des choix ou contre tous ces choix.

Form of ballot paper

16. The form of the ballot paper shall be designed by the Chief Electoral Officer for the purposes of a public consultation in such manner as, in his or her opinion, will best ensure that those purposes are achieved.

16. Le directeur général des élections doit, aux fins d'une consultation populaire, concevoir la forme du bulletin de vote de la manière qu'il estime la meilleure pour accomplir ces fins.

Bulletin de vote

When proclamation may not be issued

17. No proclamation may be issued

(a) under section 10 during any period that the Parliament stands dissolved, or

(b) under paragraph 10(b) or (c) later than forty-five days after the text of the order in council authorizing the issuance of the proclamation has been approved by a resolution of both Houses of Parliament.

17. Il est interdit de prendre une proclamation en vertu :

a) de l'article 10 au cours de la dissolution du Parlement;

b) des alinéas 10b) ou c), si plus de quarante-cinq jours se sont écoulés depuis que le texte du décret en conseil autorisant la prise d'une proclamation a été approuvé par une résolution des deux chambres du Parlement.

Cas où une proclamation ne peut être prise

No duplication during same Parliament

18. There shall not be, during a Parliament, more than one public consultation on the same subject or on a subject that, in the opinion of the Public Consultation Council, is substantially similar to the subject of a previous public consultation held during the same Parliament.

18. Il ne peut y avoir, au cours d'une même Législature, plus d'une consultation populaire sur le même objet ou sur un objet qui, de l'avis du Conseil de la consultation populaire, lui est substantiellement semblable.

Interdiction

ISSUE OF WRITS FOR A PUBLIC CONSULTATION

Chief Electoral
Officer to issue
writs of public
consultation

19. (1) Where a proclamation is issued under section 10, the Governor in Council shall cause the Chief Electoral Officer to issue writs of public consultation in Form 1 of Schedule I as follows:

(a) where the proclamation directs that the question be put to the electors of Canada, in all electoral districts; and

(b) in any other case, in the electoral districts of the province or provinces specified in the proclamation.

Contents of
writs and for-
warding to
returning offi-
cers

(2) The writs issued pursuant to subsection (1) shall

(a) be dated on such day as the Governor in Council determines,

(b) name the day on which the poll shall be held, which day shall be determined by the Governor in Council, and

(c) be issued by the Chief Electoral Officer and directed to the persons appointed pursuant to this Act to be returning officers for the various electoral districts and shall be forwarded to them, by registered mail or otherwise, by the Chief Electoral Officer forthwith after their issue,

but in no case shall a writ of public consultation be dated or issued on a day that is later than the fifty-fifth day before polling day at that consultation.

Effect of gen-
eral election on
writs

(3) Notwithstanding subsections (1) and (2),

(a) no writs of public consultation shall be issued during a general election; and

(b) where writs of election at a general election are issued during the period commencing with the day on which writs of public consultation are issued at a public consultation and ending on polling day at that consultation, the writs of public consultation shall be deemed to be withdrawn on the day on which the writs of election at the general election are issued.

ÉMISSION DES BREFS DE CONSULTATION POPULAIRE

19. (1) Lorsqu'une proclamation est prise conformément à l'article 10, le gouverneur en conseil ordonne au directeur général des élections d'émettre, selon la formule 1, des brefs de consultation populaire :

a) pour toutes les circonscriptions, si la proclamation ordonne que la question soit soumise aux électeurs du Canada;

b) pour les circonscriptions de la province ou des provinces précisées dans la proclamation dans tous les autres cas.

(2) Les brefs de consultation populaire émis en vertu du paragraphe (1) :

a) portent la date que fixe le gouverneur en conseil;

b) indiquent le jour du scrutin que fixe le gouverneur en conseil;

c) sont émis par le directeur général des élections et adressés aux personnes nommées, en vertu de la présente loi, pour agir comme directeur du scrutin dans les diverses circonscriptions; le directeur général des élections les leur expédie, par poste recommandée ou autrement, dès leur émission,

mais, en aucun cas, un bref de consultation populaire ne peut être émis après le cinquante-cinquième jour précédant le jour du scrutin, ni porter une date postérieure à ce jour.

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2) :

a) il est interdit d'émettre au cours d'une élection générale des brefs de consultation populaire;

b) les brefs de consultation populaire sont réputés retirés à compter de la date où les brefs d'élection à une élection générale sont émis lorsque ces derniers sont émis au cours de la période qui débute le jour de l'émission des brefs de consultation populaire lors d'une consultation populaire et qui se termine le jour du scrutin de cette consultation populaire.

Le directeur
général des
élections émet
des brefs de
consultation
populaire

Brefs de consul-
tation populaire

Émission et
retrait des brefs
lors d'une élec-
tion générale

Notice of withdrawal of writs to be published

(4) Where the writs issued pursuant to subsection (1) are deemed to be withdrawn pursuant to paragraph (3)(b), a notice of the withdrawal of the writs shall be published in a special issue of the *Canada Gazette* by the Chief Electoral Officer.

(4) Le directeur général des élections doit publier dans une édition spéciale de la *Gazette du Canada* un avis portant que les brefs de consultation populaire émis en vertu du paragraphe (1) sont réputés retirés en vertu de l'alinéa (3)b).

Publication d'un avis de retrait

RETURNING OFFICERS AND ELECTION CLERKS

DIRECTEURS DU SCRUTIN ET DIRECTEURS ADJOINTS DU SCRUTIN

Appointment of returning officers

20. (1) The Governor in Council may appoint a returning officer for any new electoral district and a new returning officer for any electoral district in which the office of returning officer becomes vacant, within the meaning of subsection (2).

20. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer un directeur du scrutin pour toute nouvelle circonscription et un nouveau directeur du scrutin pour toute circonscription dans laquelle la charge de directeur du scrutin devient vacante au sens du paragraphe (2).

Nomination des directeurs du scrutin

Vacancy

(2) The office of a returning officer is not vacant unless the returning officer dies, resigns, or is removed from office for cause within the meaning of subsection (4).

(2) La charge de directeur du scrutin ne devient vacante que si celui-ci meurt ou démissionne, ou est démis de ses fonctions, pour motif valable, au sens du paragraphe (4).

Vacance

Resignation

(3) A returning officer who intends to resign shall give written notice of the resignation to the Chief Electoral Officer and the resignation shall be effective only if it is accepted by the Chief Electoral Officer.

(3) Le directeur du scrutin qui entend démissionner doit en aviser par écrit le directeur général des élections; cette démission ne prend effet que si le directeur général des élections l'accepte.

Démission

Removal from office

(4) The Governor in Council may remove from office, for cause, any returning officer who

(4) Le gouverneur en conseil peut destituer, pour motif valable, tout directeur du scrutin qui :

Destitution

(a) is incapable, by reason of illness, physical or mental infirmity or otherwise, of satisfactorily performing the duties of a returning officer under this Act;

a) soit est incapable pour cause de maladie, d'incapacité physique ou mentale ou pour un autre motif de s'acquitter d'une manière satisfaisante de ses fonctions conformément à la présente loi;

(b) has failed to discharge competently any duty of a returning officer under this Act or has failed to comply with any instruction of the Chief Electoral Officer pursuant to paragraph 4(1)(b) of the *Canada Elections Act*;

b) soit ne s'est pas acquitté de façon compétente de ses fonctions prévues à la présente loi ou n'a pas suivi les instructions du directeur général des élections visées à l'alinéa 4(1)b) de la *Loi électorale du Canada*;

(c) has, at any time after being appointed, been guilty of politically partisan conduct, whether or not in the course of the performance of any duties of a returning officer under this Act; or

c) soit, après sa nomination, s'est rendu coupable de partialité politique, que ce soit ou non dans l'exercice de ses fonctions sous le régime de la présente loi;

	(d) has failed to complete the revision of the boundaries of the polling divisions in the electoral district for which the returning officer was appointed, as instructed by the Chief Electoral Officer pursuant to subsection 23(1).	5	d) soit n'a pas terminé la révision des limites des sections de vote situées dans sa circonscription comme l'a ordonné le directeur général des élections en conformité avec le paragraphe 23(1).	5
Idem	(5) Except during public consultation, the Governor in Council may remove from office, for cause, any returning officer who ceases to reside in the electoral district for which the returning officer was appointed.	10	(5) Le gouverneur en conseil peut, sauf durant une élection, destituer, pour motif valable, tout directeur du scrutin qui cesse de résider dans la circonscription électorale pour laquelle il a été nommé.	10
List in <i>Canada Gazette</i>	(6) The name, address and occupation of every person who is appointed as a returning officer, and the name of the electoral district for which the person is appointed shall be communicated to the Chief Electoral Officer and he shall publish in the <i>Canada Gazette</i> , between the 1st and 20th days of January in each year, a list of the names, addresses and occupations of the returning officers for every electoral district in Canada.	15	(6) Le nom, l'adresse et l'occupation de toute personne nommée directeur du scrutin, et le nom de la circonscription pour laquelle elle est nommée, doivent être communiqués au directeur général des élections. Celui-ci doit publier dans la <i>Gazette du Canada</i> , entre le 1 ^{er} et le 20 janvier de chaque année, une liste des noms, adresses et occupations des directeurs du scrutin pour chaque circonscription du Canada.	15
Appointment within limited period	(7) Where the office of returning officer for an electoral district becomes vacant, the appointment of a returning officer for that electoral district pursuant to subsection (1) shall be made within sixty days from the date on which the Chief Electoral Officer has been informed of the vacancy.	25	(7) Lorsque la charge de directeurs du scrutin d'une circonscription devient vacante, la nomination d'un directeur du scrutin pour cette circonscription en conformité du paragraphe (1) doit être faite dans les soixante jours qui suivent la date où le directeur général des élections a été informé de la vacance.	25
Temporary appointment	(8) Where the office of returning officer for an electoral district becomes vacant and there is no assistant returning officer, the Chief Electoral Officer may designate a person to act as returning officer until a new returning officer is appointed.	30	(8) En cas de vacance simultanée des postes des directeur et directeur adjoint du scrutin, le directeur général des élections peut désigner une personne à titre de directeur du scrutin pour assurer l'intérim.	30
S. 98(2) does not apply	(9) Subsection 98(2) does not apply to a person designated as returning officer pursuant to subsection (8).	35	(9) Le paragraphe 98(2) ne s'applique pas à la personne désignée à titre de directeur du scrutin en vertu du paragraphe (8).	35
Other delegations	(10) Subject to section 214, the returning officer for an electoral district may, with the approval of the Chief Electoral Officer, authorize any person acting under the returning officer's direction to exercise and perform any of the powers and duties conferred or imposed on the returning officer by	40	(10) Sous réserve de l'article 214, le directeur du scrutin d'une circonscription peut, avec l'approbation du directeur général des élections, autoriser tout membre de son personnel à exercer les fonctions que lui attribue la présente loi, à l'exception de celles qui sont visées aux articles 130, 158, 159, 164 et 212.	40

this Act, except the powers and duties conferred or imposed on the returning officer by sections 130, 158, 159, 164 and 212.

Delegation limited

(11) Where an assistant returning officer appointed under subsection 21(11) is authorized pursuant to subsection (10) to exercise and perform powers and duties, he shall exercise and perform those powers and duties only in respect of the area for which he is appointed.

(11) Le directeur adjoint du scrutin nommé en vertu du paragraphe 21(11) doit se limiter, quant à l'exercice des fonctions qui lui sont confiées en vertu du paragraphe (10), à la zone pour laquelle il est nommé.

Limites de la délégation

5

10

Delegation to be in writing

(12) An authorization under subsection (10) shall be in writing signed by the returning officer and shall bear the date on which it is signed.

(12) L'autorisation visée au paragraphe (10) se fait par écrit signé par le directeur du scrutin et porte la date de cette signature.

Délégation par écrit

Oath

(13) Every person referred to in subsection (10) to whom duties are conferred or imposed pursuant to that subsection shall take an oath in the prescribed form, to perform faithfully those duties without partiality, fear, favour or affection.

(13) Tout membre du personnel du directeur du scrutin visé au paragraphe (10) doit s'engager sous serment, selon la formule prescrite, à remplir fidèlement ses fonctions sans partialité, crainte, faveur ni affection.

20

Assistant returning officer

21. (1) The returning officer for an electoral district shall, forthwith upon his appointment, appoint in writing an assistant returning officer, who shall be a person

21. (1) Dès sa nomination, le directeur du scrutin d'une circonscription doit nommer par écrit au poste de directeur adjoint du scrutin, une personne :

Directeur adjoint du scrutin

(a) who is qualified as an elector and resident in the electoral district, and

a) qui a qualité d'électeur et qui réside dans la circonscription,

(b) who is not the mother, father, spouse, natural or adopted child, stepchild, brother, sister, half-brother or half-sister of the returning officer,

b) autre que sa mère, son père, son conjoint, son enfant de sang ou adoptif, un enfant de son conjoint, son frère ou demi-frère, sa sœur ou demi-sœur.

30

and the returning officer and assistant returning officer shall each make oath in the form prescribed for him, faithfully to perform his duties without partiality, fear, favour or affection.

Le directeur du scrutin et le directeur adjoint du scrutin doivent s'engager sous serment à remplir fidèlement leurs fonctions sans partialité, crainte, faveur ni affection, en remplissant la formule prescrite.

35

Appointment of substitute

(2) Where an assistant returning officer dies, resigns, becomes disqualified or incapable of acting or refuses to act, or is removed from office for any other reason, the returning officer who appointed the assistant returning officer shall at once appoint a substitute, who, on appointment, shall take an oath as required by subsection (1).

(2) Si le directeur adjoint du scrutin décède, démissionne, devient inhabile ou incapable d'agir, refuse d'agir ou est destitué de sa charge pour toute autre raison, le directeur du scrutin qui l'a nommé doit immédiatement nommer un remplaçant qui, dès sa nomination, prête serment selon les exigences du paragraphe (1).

Nomination d'un remplaçant

30

35

Transmission of oaths

(3) The oath of the returning officer and the appointment and oath of every assistant returning officer shall be transmitted by the returning officer to the Chief Electoral Officer forthwith after their completion.

(3) La déclaration sous serment du directeur du scrutin et la commission et la déclaration sous serment de tout directeur adjoint du scrutin doivent être transmises par le directeur du scrutin au directeur général des élections aussitôt qu'elles sont établies.

Transmission des serments

Tenure of office of assistant returning officer

(4) Subject to this section, every assistant returning officer holds office during the pleasure of the returning officer who appointed the assistant returning officer and, after the returning officer ceases to hold office, until the returning officer's successor has appointed a new assistant returning officer.

(4) Sous réserve du présent article, chaque directeur adjoint du scrutin reste en fonction suivant le bon plaisir du directeur du scrutin qui l'a nommé, et, dans le cas où la charge de directeur du scrutin est vacante, jusqu'à ce que le successeur de ce dernier ait nommé un nouveau directeur adjoint du scrutin.

Durée des fonctions du directeur adjoint du scrutin

Notice of removal or death

(5) The returning officer shall,

(a) forthwith after removing an assistant returning officer from office, notify the assistant returning officer in writing of the removal and send a copy of the notice to the Chief Electoral Officer; and

(b) forthwith after the death or resignation of an assistant returning officer, notify the Chief Electoral Officer in writing of the death or resignation.

(5) Le directeur du scrutin doit immédiatement aviser par écrit le directeur adjoint du scrutin lorsqu'il le démet de ses fonctions et envoyer une copie de l'avis au directeur général des élections. Le directeur du scrutin doit immédiatement aviser par écrit le directeur général des élections de la mort ou de la démission du directeur adjoint du scrutin.

Avis de la fin des fonctions ou du décès

Resignation

(6) An assistant returning officer who intends to resign shall give written notice of the resignation to the returning officer who appointed the assistant returning officer or, if the office of returning officer is vacant, to the Chief Electoral Officer.

(6) Le directeur adjoint du scrutin qui entend démissionner doit en aviser par écrit le directeur du scrutin qui l'a nommé ou, en cas de vacance du poste de ce dernier, le directeur général des élections.

Démission

Notice if returning officer incapacitated

(7) It is the duty of a returning officer of the assistant returning officer appointed by him forthwith to notify the Chief Electoral Officer if the returning officer at any time becomes unable to act by reason of illness, absence from the electoral district or otherwise, and it is the duty of the assistant returning officer forthwith to notify the Chief Electoral Officer of the death of the returning officer.

(7) Le directeur du scrutin et le directeur adjoint du scrutin nommé par lui sont tenus d'avertir immédiatement le directeur général des élections lorsque le directeur du scrutin devient incapable d'agir, à quelque moment, par suite de maladie, d'absence de la circonscription ou d'une autre cause. Le directeur adjoint du scrutin est obligé d'informer immédiatement le directeur général des élections de la mort du directeur du scrutin.

Avis si le directeur du scrutin devient incapable d'agir

Communication of notifications

(8) The Chief Electoral Officer shall communicate all notifications transmitted to him pursuant to subsection (7) to the member of the Queen's Privy Council for Canada designated pursuant to subsection 3(3) of the *Canada Elections Act*.

(8) Le directeur général des élections doit communiquer tous les avis qui lui sont transmis en application du paragraphe (7) au membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, désigné selon le paragraphe 3(3) de la *Loi électorale du Canada*.

Communication des avis

Assistant
returning offi-
cer to act

(9) Where a returning officer dies or becomes unable to act, the assistant returning officer appointed by the returning officer acts, until the appointment of a new returning officer, or until the returning officer again becomes able to act, as if the assistant returning officer had been appointed to be returning officer for the electoral district.

Writ addressed
to assistant
returning offi-
cer

(10) A writ of election may, in any case in which the returning officer has died or become unable to act before the issue of such writ and before his successor has been appointed, be addressed to the assistant returning officer.

Appointment of
new assistant
returning offi-
cer

(11) Every assistant returning officer who is required to act as returning officer in the place of the returning officer who appointed the assistant returning officer shall appoint an assistant returning officer.

Additional
assistant
returning offi-
cer

(12) On request by the returning officer of any electoral district, the Chief Electoral Officer may designate areas in that electoral district and authorize, in writing, the appointment of an assistant returning officer, in addition to the assistant returning officer appointed pursuant to subsection (1), for each of those areas.

Idem

(13) A returning officer may, as authorized pursuant to subsection (10), appoint an assistant returning officer and establish an office in each area designated by the Chief Electoral Officer.

Application

(14) Subsections (7) to (11) of this section and subsections 22(2), 158(1) and (2) do not apply to an assistant returning officer appointed pursuant to subsection (13).

Returning offi-
cer to open and
maintain an
office

22. (1) Every returning officer shall,
(a) forthwith on the receipt of notice that a writ has been issued for a public consultation in the returning officer's electoral district, open an office, with level access in an area of the electoral district where the majority of the electors will have easy access to it and where the electors can have recourse to the returning officer;

(9) Si le directeur du scrutin décède ou devient incapable d'agir, le directeur adjoint du scrutin nommé par lui, jusqu'à la nomination d'un nouveau directeur du scrutin ou jusqu'à ce que le directeur du scrutin devienne capable d'agir, assure l'intérim, comme s'il avait été personnellement nommé directeur du scrutin de la circonscription.

(10) Lorsque le directeur du scrutin est décédé ou est devenu incapable d'agir avant l'émission d'un bref d'élection et avant la nomination de son successeur, ce bref d'élection peut être adressé au directeur adjoint du scrutin.

(11) Tout directeur adjoint du scrutin tenu d'agir à titre de directeur du scrutin à la place du directeur du scrutin qui l'a nommé, doit, à son tour, nommer un directeur adjoint du scrutin.

(12) A la demande du directeur du scrutin d'une circonscription, le directeur général des élections peut désigner des zones dans cette circonscription et autoriser, par écrit, la nomination d'un directeur adjoint du scrutin, outre le directeur adjoint du scrutin nommé en conformité du paragraphe (1), pour chacune de ces zones.

(13) Un directeur du scrutin peut, en vertu du paragraphe (10), nommer un directeur adjoint du scrutin et établir un bureau dans chacune des zones désignées par le directeur général des élections.

(14) Les paragraphes (7) à (11) du présent article et les paragraphes 22(2), 158(1) et (2) ne s'appliquent pas à un directeur adjoint du scrutin nommé en conformité avec le paragraphe (13).

22. (1) Tout directeur du scrutin doit :

a) dès la réception d'un avis lui annonçant l'émission d'un bref qui ordonne la tenue d'une consultation populaire dans sa circonscription, immédiatement ouvrir dans un endroit accessible de plain-pied et situé dans un secteur de la circonscription électorale facilement accessible à la majorité des électeurs un bureau où les électeurs peuvent s'adresser à lui;

Intérim

Bref adressé au
directeur
adjoint du scru-
tin

Nomination
d'un nouveau
directeur
adjoint du scru-
tin

Autres direc-
teurs adjoints
du scrutin

Idem

Application

Le directeur du
scrutin tient un
bureau

(b) maintain the office throughout the public consultation; and

(c) give public notice of the location of the office in the proclamation of the public consultation in such manner as the Chief Electoral Officer may direct. 5

b) tenir ouvert ce bureau pendant toute la durée de la consultation;

c) donner avis public du lieu où se trouve ce bureau, dans la proclamation de la consultation populaire suivant la formule prescrite, ou de toute autre manière que peut ordonner le directeur général des élections. 5

Hours of opening and attendance

(2) The Chief Electoral Officer may prescribe the hours that the office of the returning officer must be open during a public consultation and the minimum number of hours of compulsory attendance at that office by the returning officer and assistant returning officer. 10

(2) Le directeur général des élections peut prescrire les heures d'ouverture du bureau du directeur du scrutin durant une consultation populaire, de même que le nombre d'heures minimum de présence obligatoire du directeur du scrutin et du directeur adjoint du scrutin à ce bureau. 10

Heures d'ouverture et de présence obligatoires

Exclusive duty

(3) No returning officer or assistant returning officer shall act in any other capacity under this Act. 15

(3) Le directeur et le directeur adjoint du scrutin ne peuvent assumer aucune autre fonction prévue à la présente loi.

Interdiction

SECTIONS DE VOTE

Revision of boundaries of polling divisions

23. (1) The polling divisions of an electoral district shall be those established for the last general election or public consultation, unless the Chief Electoral Officer at any time considers that a revision of the boundaries thereof is necessary, in which case he shall instruct the returning officer for the electoral district to carry out such a revision before a date to be fixed by the Chief Electoral Officer. 20

23. (1) Les sections de vote d'une circonscription doivent être celles qui avaient été établies lors de la dernière élection générale ou consultation populaire, à moins que le directeur général des élections ne juge nécessaire d'en réviser les limites. Dans ce cas, il doit ordonner au directeur du scrutin de la circonscription d'effectuer la révision avant une date qui devra être fixée par le directeur général des élections. 25

Révision des limites des sections de vote

Polling divisions with 250 electors

(2) The returning officer, in carrying out a revision pursuant to instructions issued under subsection (1), shall

(2) Lorsque le directeur du scrutin effectue une révision en conformité des instructions reçues en vertu du paragraphe (1), il doit :

Sections de vote de 250 électeurs

(a) give due consideration to the polling divisions established by municipal and provincial authorities and to geographical and all other factors that may affect the convenience of the electors in casting their votes at the appropriate polling station, which shall be established by the returning officer at a convenient place in the polling division, or as prescribed in subsection 138(6), (7), (8) or (9); and 30

a) dûment tenir compte des sections de vote établies par les autorités municipales et provinciales, ainsi que des particularités géographiques et de tous les autres facteurs qui pourraient rendre moins commode pour les électeurs l'exercice de leur droit de vote au bureau de scrutin approprié, lequel doit être établi par le directeur du scrutin en un local convenable situé dans la section de vote ou comme le prescrit le paragraphe 138(6), (7), (8) ou (9); 35

(b) subject to paragraph (a), reallocate and define the boundaries of the polling divisions of the returning officer's electoral 40

district so that each polling division contains at least two hundred and fifty electors.

b) sous réserve de l'alinéa a), réassigner et définir les limites des sections de vote de sa circonscription afin que chaque section de vote comprenne au moins deux cent cinquante électeurs.

5

Polling divisions with less than 250 electors

(3) Notwithstanding anything in this Act, where the returning officer considers that it would facilitate the taking of the vote, the returning officer may, with the approval of the Chief Electoral Officer, establish a polling division of less than two hundred and fifty electors.

5

(3) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, le directeur du scrutin peut, avec l'approbation du directeur général des élections, pour faciliter l'exercice du droit de vote, créer des sections de vote de 10 moins de deux cent cinquante électeurs.

10

Section de vote de moins de 250 électeurs

Institutions and residences

(4) A polling division established pursuant to this section may consist of several institutions or residences where elderly or incapacitated persons reside even though such institutions and residences are some distance apart.

15

(4) Une section de vote créée en vertu du présent article peut être constituée de plusieurs institutions où résident des personnes âgées ou frappées d'incapacité, même si une certaine distance sépare ces institutions.

Section de vote formée d'institutions

Urban polling divisions

24. (1) The Chief Electoral Officer has power to decide, and he shall so decide, upon the best available evidence, whether any place is an incorporated city or town, and whether it has a population of five thousand or more.

20

24. (1) Le directeur général des élections peut et doit décider, en se fondant sur la meilleure preuve dont il dispose, si un lieu est une cité ou ville constituée en corporation et s'il s'y trouve une population de cinq mille âmes ou plus.

Sections urbaines

Idem

(2) Where the Chief Electoral Officer decides pursuant to subsection (1) that any place is an incorporated city or town having a population of five thousand or more, the polling divisions in that place shall be treated as urban polling divisions.

25

(2) Lorsque le directeur général des élections décide, en application du paragraphe (1), qu'un lieu est une cité ou une ville constituée en corporation et ayant une population de cinq mille âmes ou plus, les sections de vote de ce lieu sont considérées comme des sections urbaines.

Idem

Exceptions in certain cases

(3) Whenever it has been represented to the Chief Electoral Officer that

30

(3) Dans tous les cas où il a été exposé au directeur général des élections :

Exceptions en certains cas

(a) the population of any place other than a place referred to in subsection (1) is of a transient or floating character, or

(b) any rural polling divisions situated near an incorporated city or town of five thousand population or more have acquired the urban characteristics of the polling divisions comprised in that city or town,

35

a) soit que la population d'un lieu autre qu'un endroit mentionné au paragraphe (1) est une population flottante ou passagère,

35

b) soit que des sections rurales, situées près d'une cité ou ville constituée en corporation et ayant une population de cinq mille âmes ou plus, ont acquis le caractère urbain des sections de vote comprises dans cette cité ou ville,

he has power, when requested not later than the date of the issue of the writ ordering a public consultation in the electoral district in which that place or those rural polling divisions are located, to declare, and he shall so

40

il peut déclarer, sur demande faite au plus tard à la date de l'émission du bref ordonnant la tenue d'une consultation populaire dans la circonscription où sont situés ce lieu

45

declare if he deems it expedient, any of the polling divisions in that place or any of those rural polling divisions to be urban polling divisions.

ou ces sections rurales, et il doit déclarer, s'il le juge à propos, que l'une, plusieurs ou la totalité des sections de vote situées en ce lieu ou que l'une, plusieurs ou la totalité de ces sections rurales sont des sections urbaines.

Idem

(4) Whenever it has been represented to the Chief Electoral Officer that an incorporated city or town of five thousand population or more is rural in nature, the Chief Electoral Officer may, if the Chief Electoral Officer deems it appropriate, when requested not later than the date of the issue of the writ ordering a public consultation in the electoral district in which that city or town is located, declare any or all of the polling divisions comprised in that city or town to be rural polling divisions.

(4) Dans tous les cas où il a été exposé au directeur général des élections qu'une cité ou ville, constituée en corporation et ayant une population de cinq mille âmes ou plus, est de caractère rural, il peut déclarer, sur demande faite au plus tard à la date de l'émission du bref ordonnant la tenue d'une consultation populaire dans la circonscription où est située cette cité ou ville, et il doit déclarer, s'il le juge à propos, que l'une, plusieurs ou la totalité des sections de vote comprises dans cette cité ou ville sont des sections rurales.

Idem

Rural polling divisions

(5) All areas comprised in any electoral district other than areas referred to in subsection (2) or (3) shall be treated as rural polling divisions.

(5) Toutes les zones autres que les zones dont il est fait mention dans le paragraphe (2) ou (3) et comprises dans une circonscription sont considérées comme des sections rurales.

Sections rurales

CONSULTATION MATERIALS

ACCESSOIRES DE CONSULTATION

Supplies for returning officers

25. (1) Whenever it is deemed expedient or, at the latest, immediately after the issue of the writ of public consultation, the Chief Electoral Officer shall transmit to the returning officer:

25. (1) Lorsqu'il le juge opportun ou, au plus tard, dès l'émission du bref de consultation populaire, le directeur général des élections doit transmettre au directeur du scrutin :

Fournitures aux directeur du scrutin

(a) such sufficiently indexed copies of this Act, and such instructions prepared by the officer, as are required for the proper conduct of a public consultation by the returning officer and to enable the officer to supply to each election officer a copy of such instructions, as the officer may have occasion to consult or observe in the performance of his duties;

a) des exemplaires suffisamment indexés de la présente loi et les instructions préparées par lui dont le directeur du scrutin a besoin pour la conduite régulière d'une consultation populaire et pour lui permettre de fournir à chaque officier d'élection une copie des instructions que cet officier peut avoir l'occasion de consulter ou d'observer dans l'exercice de ses fonctions;

(b) sufficient supplies for enumerators, revising officers and revising agents, including record books, index books and necessary blank forms;

b) des fournitures suffisantes pour les recenseurs, les réviseurs et les agents réviseurs, y compris les registres, les cahiers-index et les formules en blanc nécessaires;

(c) sufficient public consultation supplies, blank ballot papers, blank poll books and blank forms, including the forms of oaths, for the purposes of the election, except the forms prescribed pursuant to sections 130

c) des accessoires de consultation, des bulletins de vote en blanc, des cahiers du scrutin en blanc et des formules en blanc, y compris les formules de serment, en 45

and 136, subsection 132(2) and paragraph 189(3)(a) which the returning officer shall himself or herself cause to be printed; and

(d) a statement setting forth what portion, or portions, of the electoral district are or shall be deemed to be urban and rural polling divisions, respectively.

nombre suffisant pour la tenue de la consultation populaire, sauf les formules prescrites en conformité avec le paragraphe 132(2) et l'alinéa 189(3)a), que le directeur du scrutin doit faire imprimer 5 lui-même;

d) un état énonçant quelle partie ou quelles parties de la circonscription sont ou sont censées être des sections urbaines et rurales, respectivement. 10

List of electors

(2) Within fifteen days after the issue of the writs ordering a public consultation, the Chief Electoral Officer shall transmit to the returning officer for each electoral district sufficient copies of a list containing the name and current postal address of each Canadian Forces elector and each elector residing outside Canada whose place of ordinary residence is in the electoral district of that returning officer to enable the returning officer to retain at least one copy of the list for the returning officer's own use and transmit one copy to the electoral district agent of each registered consultation committee in the returning officer's electoral district.

(2) Dans les quinze jours qui suivent l'émission des brefs ordonnant la tenue d'une consultation populaire, le directeur général des élections doit transmettre au directeur du scrutin de chaque circonscription des exemplaires en quantité suffisante d'une liste des nom et adresse postale des électeurs des Forces canadiennes et des électeurs résidant à l'étranger, dont le lieu de résidence ordinaire se trouve dans la circonscription de ce directeur du scrutin; pour chaque circonscription, le nombre d'exemplaires doit suffire pour permettre au directeur du scrutin d'en conserver au moins un pour lui-même et d'en remettre un à l'agent de circonscription de chaque comité de consultation agréé dans la circonscription.

Liste des électeurs

Idem

(3) A list of Canadian Forces electors transmitted by the Chief Electoral Officer to a returning officer pursuant to subsection (2) shall contain only the names of Canadian Forces electors whose statements of ordinary residence made pursuant to the *Special Voting Rules* have been validated as to electoral districts by the Chief Electoral Officer pursuant to those Rules and the list of electors residing outside Canada transmitted by the Chief Electoral Officer to a returning officer pursuant to subsection (2) shall contain only the names of those electors whose names appear in the registry of electors residing outside Canada established pursuant to the *Special Voting Rules*.

(3) La liste des électeurs des Forces canadiennes que le directeur général des élections transmet à un directeur du scrutin en conformité avec le paragraphe (2) ne doit contenir que le nom des électeurs dont la déclaration de résidence ordinaire faite conformément aux *Règles électorales spéciales* a été certifiée quant à la circonscription par le directeur général des élections en conformité avec ces règles et la liste des électeurs résidant à l'étranger que le directeur général des élections transmet au directeur du scrutin en conformité avec le paragraphe (2) ne doit contenir que le nom des électeurs qui figure au registre établi en vertu des *Règles électorales spéciales*.

Idem

Not applicable in time of war

(4) Where, in time of war, the Canadian Forces are on active service at the time of issue of the writs ordering a public consultation, subsection (2) does not apply.

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si, en temps de guerre, les Forces canadiennes sont, lors de l'émission des brefs ordonnant une consultation populaire, en activité de service.

Non applicable en temps de guerre

Necessary
printing
material

(5) Before nomination day, the Chief Electoral Officer shall cause to be delivered to every returning officer the necessary printing material specially prepared for the purposes of the particular public consultation and so designed that an impression made therefrom on the back of the ballot paper will be readily recognizable and will show the name of the electoral district and the year of the consultation.

10

(5) Avant le jour de la présentation, le directeur général des élections doit faire livrer à chaque directeur du scrutin le matériel d'impression nécessaire spécialement fabriqué aux fins de la consultation populaire particulière de telle manière que l'impression au verso du bulletin de vote soit facilement reconnaissable et indique le nom de la circonscription et l'année de la consultation.

Matériel
d'impression

5

REGISTERED CONSULTATION COMMITTEES

Notification of
public consulta-
tion

26. Upon the issuance of a proclamation under section 10 ordering a public consultation, the Speaker of the House of Commons shall forthwith

(a) notify the Chief Electoral Officer of 15 such proclamation; and

(b) send to each member of the House of Commons and to each Senator a notice to the effect that each member or Senator may, within seven days after the issuance 20 of the proclamation, register with the Chief Electoral Officer as supporting one option of a public consultation.

Establishment
of committees

27. (1) The aggregate members of the House of Commons and Senators who, 25 within the seven-day period referred to in section 26, register with the Chief Electoral Officer as supporting one option shall establish the consultation committee supporting that option.

30

No member of
Parliament

(2) Where, after the expiration of the seven-day period referred to in section 26, no member of Parliament has registered as supporting of one option, the Chief Electoral Officer may invite not less than three and 35 not more than twenty electors to establish the consultation committee supporting that option.

Selection of
electors

(3) The electors referred to in subsection (2) shall be selected from among persons 40 publicly identified with the option for which there is no registered supporter.

COMITÉS DE CONSULTATION AGRÉÉS

26. Dès qu'une proclamation ordonne la 10 tenue, en vertu de l'article 10, d'une consultation populaire, le Président de la Chambre des communes :

a) avise le directeur général des élections de cette proclamation;

15

b) fait parvenir à chaque député et sénateur un avis à l'effet que celui-ci peut, dans les sept jours suivant la proclamation, s'inscrire auprès du directeur général des élections en faveur d'une des options 20 soumises à la consultation populaire.

Avis de consul-
tation populaire

27. (1) L'ensemble des députés et sénateurs qui, au cours de la période de sept jours prévue à l'article 26, s'inscrivent auprès du directeur général des élections en faveur 25 d'une option forment le comité de consultation qui favorise cette option.

Formation des
comités

(2) Dans les cas où, à la fin de la période de sept jours prévue à l'article 26, aucun membre du Parlement ne s'est inscrit en 30 faveur d'une option, le directeur général des élections peut inviter au moins trois et au plus vingt électeurs à former le comité de consultation en faveur de cette option.

Absence de
membre du
Parlement

(3) Les électeurs visés au paragraphe (2) 35 sont choisis parmi les personnes publiquement identifiées à cette option.

Choix des élec-
teurs

Meeting of committees	28. (1) The Chief Electoral Officer shall, as soon as possible, call a meeting of the members of each consultation committee at such date, time and place as he determines.	28. (1) Le directeur général des élections doit, dans les meilleurs délais, convoquer une réunion de chaque comité de consultation aux jour, lieu et heure qu'il détermine.	Réunion des comités
By-laws and chairperson	(2) At the meeting referred to in subsection (1), the members shall enact the by-laws governing the committee and appoint one of the members to chair the committee.	5 (2) Lors de la réunion prévue au paragraphe (1), les membres de chaque comité de consultation adoptent les règlements internes devant régir le comité et nomment un d'entre eux au titre de président du comité.	5 Règlements et présidence
Name and operation of committee	29. (1) The by-laws governing consultation committee may determine any matter relating to its proper operation, including the name under which it is to be known and the manner in which it is to be established.	10 29. (1) Les règlements régissant un comité de consultation peuvent déterminer toutes les matières relatives à son bon fonctionnement, y compris le nom sous lequel il sera connu et la façon dont il sera constitué.	10 Nom et fonctionnement du comité
Branches	(2) These by-laws may also provide for the setting up of local branches of this committee in each electoral district, provided that each of these branches is authorized by the chairperson of the committee.	15 (2) Ces règlements peuvent également prévoir la mise sur pied d'instances de ce comité au niveau de chaque circonscription, pourvu que chacune de ces instances soit autorisée par le président du comité de consultation.	15 Comités locaux 20
Affiliation of groups	(3) These by-laws shall provide for the affiliation to the committee of groups which are favourable to the same option and see to the establishment of the norms, conditions and formalities governing the affiliation and financing of these groups.	20 (3) Ces règlements doivent de plus prévoir l'affiliation au comité de groupes favorables à la même option et voir à l'établissement des normes, conditions et modalités régissant l'affiliation et le financement de ces groupes.	25 Affiliation de groupes
Certification of resolution	30. (1) Every resolution of a consultation committee enacting the by-laws and appointing the chairperson thereof shall be certified by the signature of the majority of the members of such committee and forwarded to the Chief Electoral Officer.	25 30. (1) Toute résolution d'un comité de consultation nommant le président et adoptant les règlements du comité doit être attestée par la signature d'une majorité des membres du comité et transmise sans délai au 30 directeur général des élections.	Attestation des résolutions
Coming into force and registration of committees	(2) The resolutions of a consultation committee and of a registered consultation committee shall come into force and a consultation committee is registered upon the receipt of these resolutions being acknowledged in writing by the Chief Electoral Officer.	35 (2) Ces résolutions entrent en vigueur, et le comité de consultation reçoit l'agrément, sur réception par celui-ci de l'accusé de réception des résolutions transmis par écrit par le directeur général des élections.	35 Entrée en vigueur et agrément
Amendment	(3) These resolutions may be amended and repealed in accordance with the same procedure as for their enactment.	40 (3) Ces résolutions peuvent être modifiées et abrogées selon la procédure suivie pour leur adoption.	Modification

CONSULTATION EXPENSES

Definition of
"consultation
expenses"

31. Subject to section 32, all the expenses incurred to directly or indirectly support or oppose a submitted question during a campaign period are "consultation expenses" for the purposes of this Act.

Exclusions

32. (1) The following shall be deemed not to be consultation expenses:

(a) the publishing in a newspaper or other periodical of editorials, news, reports or letters to the editor, provided that they are published in the same manner and under the same rules as outside the campaign period, without payment, reward or promise of payment or reward, that the newspaper or other periodical is not established for the purposes of the public consultation or with a view to the public consultation and that the circulation and frequency of publication thereof do not differ from what obtains outside the campaign period;

(b) the transmission by a radio or television station of a broadcast of news or comment, provided that such broadcast be made in the same manner and under the same regulations as outside the campaign period, without payment, reward or promise of payment or of reward;

(c) the reasonable expenses incurred by a person, out of his own money, for his lodging and food during a journey for the purposes of the public consultation, if such expenses are not reimbursed to him;

(d) the transportation costs of any person paid out of his own money, if such costs are not reimbursed to him;

(e) the reasonable expenses incurred for the publication of explanatory commentaries on this act and the instructions issued under its authority, provided that such commentaries are strictly objective and contain no publicity of such a nature as to favour or oppose an option submitted to the public consultation;

DÉPENSES DE CONSULTATION

31. Sous réserve de l'article 32, sont des dépenses de consultation, au sens de la présente loi, tous les frais encourus pour favoriser ou défavoriser, directement ou indirectement, durant une campagne une question soumise à la consultation populaire.

32. (1) Ne sont pas considérés comme dépenses de consultation :

a) la publication dans un journal ou autre périodique d'articles éditoriaux, de nouvelles, de chroniques ou de lettres de lecteurs, à la condition que cette publication soit faite de la même façon et d'après les mêmes règles qu'en dehors de la campagne sans paiement, récompense ou promesse de paiement ou de récompense, qu'il ne s'agisse pas d'un journal ou autre périodique institué pour les fins ou en vue de la consultation populaire et que la distribution et la fréquence de publication n'en soient pas établies autrement qu'en dehors de la campagne;

b) la diffusion par un poste de radio ou de télévision d'une émission de nouvelles ou commentaires, à la condition que cette émission soit faite de la même façon et d'après les mêmes règles qu'en dehors de la campagne, sans paiement, récompense ou promesse de paiement ou de récompense;

c) les dépenses raisonnables faites par une personne, à même ses propres deniers, pour se loger et nourrir pendant un voyage pour fins d'une consultation populaire, si ces dépenses ne lui sont pas remboursées;

d) les frais de transport d'une personne payés à même ses propres deniers, si ces frais ne lui sont pas remboursés;

e) les dépenses raisonnables faites pour la publication de commentaires explicatifs de la présente loi et des instructions émises sous son empire, pourvu que ces commentaires soient strictement objectifs et ne contiennent aucune publicité de nature à favoriser ou à défavoriser une option soumise à la consultation populaire;

Définition des
«dépenses de
consultation»

Exclusions

(f) the reasonable expenses usually incurred for the current operation of the permanent office of a political party registered under the *Canada Elections Act*, if the leader of such party, before the seventh day following the issue of the writs, has given written notice to the Chief Electoral Officer of the existence of such office, of its exact address and of any change of address; 5 10

(g) interest accrued, from the day following the polling, on any loan lawfully granted to an official agent for expense purposes; and

(h) the expenditures, not greater than 15 three hundred dollars, incurred for holding a meeting, including the cost of renting a hall and the convening of participants, provided that such meeting is not directly or indirectly organized on behalf of a 20 consultation committee.

Permanent
office of regis-
tered political
party

(2) For the purposes of paragraph (1)(f), the permanent office of a political party referred in that paragraph is the office where, in order to ensure dissemination of 25 the political program of such party and to coordinate the political activity of its members, employees of the party or of a body associated therewith work on a permanent basis outside the campaign period, for the 30 attainment of its objects, and which the leader of the party has recognized for such purpose by a letter sent to the Chief Electoral Officer before the seventh day following the issue of the writs. 35

Maximum con-
sultation
expenses

(3) Consultation expenses shall be limited so as never to exceed, for a registered consultation committee during a campaign period, fifty cents per elector in the aggregate for all the electoral districts. 40

Where expenses
and contribu-
tions to be paid
or made out of
contributions
received during
or after cam-
paign period

33. (1) Where, at a public consultation, a registered consultation committee

(a) incurs consultation expenses during the campaign period, or

(b) makes contributions during or after the 45 campaign period,

f) les dépenses raisonnables ordinairement faites pour les fins de l'administration courante du bureau permanent d'un parti enregistré en vertu de la *Loi électorale du Canada*, si le chef de ce parti a, avant le 5 septième jour qui suit l'émission des brefs, donné avis écrit au directeur général des élections de l'existence de ce bureau, de son adresse exacte et de tout changement d'adresse; 10

g) les intérêts courus, à compter du jour suivant le scrutin, sur tout prêt légalement consenti à un agent officiel pour fins de dépenses de consultation;

h) les frais, non supérieurs à trois cents 15 dollars, encourus pour la tenue d'une réunion, y compris la location de la salle et la convocation des participants, pourvu que cette réunion ne soit pas organisée directement ou indirectement pour le 20 compte d'un comité de consultation agréé.

(2) Pour les fins de l'alinéa (1)f), le bureau permanent d'un parti enregistré est le bureau où, en vue d'assurer la diffusion du programme politique de ce parti et de coor- 25 donner l'action politique de ses membres, travaillent en permanence, hors de la campagne, des employés du parti ou d'un organisme qui y est associé en vue de la réalisation de ses objets et que le chef du parti a 30 reconnu à cette fin par lettre adressée au directeur général des élections avant le septième jour qui suit l'émission des brefs.

Bureau perma-
nent d'un parti
enregistré

(3) Les dépenses de consultation doivent être limitées de façon à ne jamais dépasser, 35 pour un comité de consultation agréé au cours d'une campagne, cinquante cents par électeur pour l'ensemble des districts électoraux.

Limitation des
dépenses de
consultation

33. (1) Lorsque, à l'occasion d'une consul- 40 tation populaire, un comité de consultation agréé :

(a) soit engage des dépenses de consulta-
tion au cours de la campagne,

Cas où les
dépenses et les
contributions
d'un comité
sont tirées des
contributions
reçues au cours
de la campagne
ou après

the consultation expenses shall be paid and the contributions made out of contributions received by the committee during or after the campaign period, except that they shall not knowingly be paid or made out of contributions that are received in contravention of subsection (4) or out of contributions from persons, other than Canadian citizens, who do not have a place of residence or a place of business in Canada.

Where contribution during pre-campaign period deemed to be made during campaign period

(2) Where a contributor who makes a contribution to a registered consultation committee during the pre-campaign period at a public consultation requests and receives from the committee a receipt in the prescribed form specifying that the contribution will be used only after the campaign period commences and only for purposes other than the payment or satisfaction of expenses or obligations incurred before the commencement of the campaign period,

(a) the committee shall use that contribution only as described in the receipt;

(b) the contribution shall, for the purposes of this Act, be deemed to have been made by the contributor and received by the committee during the campaign period at that public consultation; and

(c) the committee shall retain a copy of every receipt issued by it to a contributor pursuant to this subsection.

Use and repayment of borrowed money

(3) Where money is provided to a registered consultation committee in the manner and under the conditions described in paragraph (c) of the definition "contribution" in subsection 2(1), such money may be used for the purpose of

(a) paying consultation expenses incurred by the committee during, and

(b) making contributions during and after the campaign period at the public consultation, but, where it is so used, the money so provided and any interest thereon or other charges or costs of obtaining it shall be repaid or paid, before the official agent of the committee files the return respecting

(b) soit fait des contributions au cours de la campagne ou après,

ces dépenses de consultation sont versées et ces contributions sont tirées des contributions qu'a reçues le comité au cours de la campagne ou après, sauf celles versées ou tirées de contributions reçues de personnes, autres que des citoyens canadiens, qui n'ont pas de lieu de résidence ou de lieu de travail au Canada.

(2) Lorsqu'un cotisant fait une contribution à un comité de consultation agréé au cours de l'avant-campagne d'une consultation populaire et qu'il reçoit du comité un reçu, suivant la formule prescrite, précisant que la contribution ne peut servir que pendant la campagne et à toute autre fin que l'acquittement des dépenses ou obligations engagées avant la campagne :

a) le comité doit affecter cette contribution aux seules fins décrites dans le reçu;

b) la contribution est réputée, aux fins de la présente loi, avoir été versée par le cotisant et reçue par le comité au cours de la campagne lors de cette consultation populaire;

c) le comité doit conserver une copie de chaque reçu qu'il délivre à un cotisant en vertu du présent paragraphe.

(3) Les sommes, fournies à un comité de consultation agréé aux termes des modalités visées à l'alinéa c) de la définition de «contribution» au paragraphe 2(1), peuvent servir, à la fois :

a) au paiement des dépenses de consultation supportées par le comité au cours de la campagne,

b) au versement des contributions au cours de la campagne et après;

cependant, si des sommes ainsi fournies sont utilisées de cette façon, elles doivent être payées ou remboursées à même les contributions qu'a reçues le comité au cours de la campagne ou après ainsi que l'intérêt et les

Cas où une contribution faite au cours de l'avant-campagne est réputée faite au cours de la campagne

Sommes empruntées

consultation expenses and contributions, out of contributions received by the committee during or after that campaign period.

frais encourus pour obtenir ces sommes avant que l'agent officiel du comité produise le rapport des dépenses de consultation et des contributions.

Offence to accept contribution after return transmitted

(4) No contribution shall be accepted by any person on behalf of a registered consultation committee after the official agent of the committee has transmitted to the Chief Electoral Officer the return respecting consultation expenses and contributions and any person who accepts a contribution on behalf of a registered consultation committee after the return has been so transmitted is guilty of an offence against this Act.

(4) Il est interdit à toute personne d'accepter, au nom d'un comité de consultation agréé, une contribution faite après que l'agent officiel du comité a transmis au directeur général des élections le rapport des dépenses de consultation et des contributions; toute personne qui accepte, au nom d'un comité, une telle contribution est coupable d'un infraction à la présente loi.

Repayment of contribution

(5) Where a contribution is accepted by any person in contravention of subsection (4), that person shall forthwith pay to Her Majesty an amount equal to the amount of that contribution and where the amount so required to be paid is not paid forthwith, Her Majesty may sue for and recover that amount as a debt due and owing to Her Majesty by that person.

(5) Toute personne qui accepte, en violation du paragraphe (4), une contribution doit immédiatement verser à Sa Majesté un montant égal au montant de cette contribution; le défaut par cette personne de verser immédiatement ce montant constitue une créance en faveur de Sa Majesté qui peut en poursuivre le recouvrement.

Subsidy of Parliament

(6) The Minister of Finance shall, within three days after writs are issued under section 19, send to the official agent of each registered consultation committee the subsidy that Parliament may determine upon deciding on the motion referred to in section 12, upon the adoption of the bill referred to in section 11 or upon the issuance of a proclamation pursuant to paragraph 10(d).

(6) Le ministre des Finances doit, dans les trois jours de l'émission des brevets en vertu de l'article 19, faire parvenir à l'agent officiel de chaque comité de consultation agréé la subvention que le Parlement peut fixer au moment de disposer de la motion visée à l'article 12, au moment de l'adoption du projet de loi visé à l'article 11 ou au moment de la prise de la proclamation en application de l'alinéa 10d).

Subvention du Parlement

Equal amount

(7) The subsidy referred to in subsection (6) shall be the same for each registered consultation committee.

(7) Le montant de la subvention visée au paragraphe (6) doit être le même pour chacun des comités de consultation agréés.

Montant égal

AGENTS AND AUDITORS

AGENTS ET VÉRIFICATEURS

Registry of official agents

34. (1) The Chief Electoral Officer shall maintain a registry of official agents of registered consultation committees in which shall be recorded the name and address of the official agent appointed by each such committee.

34. (1) Le directeur général des élections doit tenir un registre des agents officiels des comités de consultation agréés dans lequel sont inscrits les nom et adresse de l'agent officiel de chacun de ces comités.

Registre des agents officiels

Appointment of official agent

(2) Every consultation committee that applies for registration under section 30 shall, before being registered, appoint an

(2) Avant de devenir agréé en application de l'article 30, chaque comité de consultation doit nommer un agent officiel et il doit, si ce

Nomination de l'agent officiel

official agent and, if the official agent ceases for any reason to hold office as such before the application for registration is disposed of by the Chief Electoral Officer pursuant to that section, shall forthwith

(a) appoint a new official agent; and

(b) inform the Chief Electoral Officer by a notice in writing signed by the chairperson of the committee the name and address of the new official agent.

Appointment of
new official
agent

(3) Where the position of official agent of a registered consultation committee becomes vacant or the official agent is unable ordinarily to perform the duties of chief agent, a new official agent shall forthwith be appointed by the committee.

Chief Electoral
Officer to be
notified of
appointment

(4) Where a new official agent is appointed by a registered consultation committee, the chairman of the committee shall forthwith after such appointment file with the Chief Electoral Officer a notification of change of official agent, signed by the chairman of the committee, setting out the name and address of the new official agent of the committee and such information shall be recorded by the Chief Electoral Officer in the registry referred to in subsection (1).

Election offi-
cers ineligible
as agents

(5) No returning officer, deputy returning officer or assistant returning officer, or the partner or clerk of any of them, is eligible to act as an agent for any registered consultation committee and, if any such person so acts, he or she is guilty of an offence against this Act.

Return by offi-
cial agent

(6) Within six months after polling day at a public consultation, the official agent of every registered consultation committee shall transmit to the Chief Electoral Officer the auditor's report made to the official agent pursuant to subsection 35(4) and a true signed return substantially in prescribed form containing detailed statements in respect of that committee of

(a) all consultation expenses incurred;

(b) the amount of the contributions received during and after the campaign period by the committee from each of the

dernier cesse, pour quelque raison, d'occuper ce poste avant que le directeur général des élections ait statué en vertu de cet article sur la demande :

a) nommer un nouvel agent officiel;

b) donner au directeur général des élections par un avis écrit signé par le président du comité les nom et adresse du nouvel agent officiel.

(3) Quand le poste de l'agent officiel d'un comité de consultation agréé devient vacant ou que l'agent officiel est empêché d'exercer normalement ses fonctions, le comité doit immédiatement nommer un nouvel agent officiel.

(4) Quand un comité de consultation agréé nomme un nouvel agent officiel, le président du comité doit, immédiatement après cette nomination, donner au directeur général des élections un avis du changement de l'agent officiel, signé par le président du comité, indiquant les nom et adresse du nouvel agent et le directeur général des élections doit inscrire ces renseignements dans le registre mentionné au paragraphe (1).

(5) Aucun directeur du scrutin, scrutateur ou directeur adjoint du scrutin, ni l'associé ni le commis de l'un d'eux n'a le droit d'agir comme agent d'un comité de consultation agréé; si l'une de ces personnes agit en cette qualité, elles est coupable d'une infraction à la présente loi.

(6) Dans les six mois suivant le jour du scrutin lors d'une consultation populaire, l'agent officiel de chaque comité de consultation agréé doit transmettre au directeur général des élections le rapport que lui a fait le vérificateur conformément au paragraphe 35(4) et un rapport fidèle, dûment signé et rédigé en substance suivant la forme prescrite et contenant, au sujet de ce comité, les états détaillés :

a) de toutes les dépenses de consultation engagées;

Nomination
d'un nouvel
agent officiel

Le directeur
général des
élections doit
être avisé de la
nomination

Les officiers
d'élection ne
sont pas admis-
sibles à la fonc-
tion d'agent

Rapport de
l'agent officiel

following classes of contributors, namely, individuals, corporations the shares of which are publicly traded, corporations the shares of which are not publicly traded, governments, trade unions, corporations without share capital other than trade unions, political parties and groups not already mentioned, and the number of contributors in each such class; and

(c) the name of each individual, corporation, government, trade union, political party and group, listed according to the classes of contributors referred to in paragraph (b), who made one or more contributions to the committee during or after the campaign period that exceeded or the aggregate of which exceeded one hundred dollars and, in each case, the amount of the contribution or the aggregate of the contributions, as the case may be, made by the contributor to the committee.

b) du montant des contributions qu'a reçu, au cours de la campagne et après, le comité de chacune des catégories suivantes de cotisants, savoir des particuliers, des sociétés commerciales dont les actions sont librement négociables, des sociétés commerciales dont les actions ne sont pas librement négociables, des gouvernements, des syndicats, des personnes morales n'ayant pas de capital-actions qui ne sont pas des syndicats, des partis politiques et d'autres groupes non mentionnés et le nombre de ces cotisants dans chacune de ces catégories;

c) indiquant le nom de chaque particulier, personne morale, gouvernement, syndicat, parti politique et groupe ordonné, selon les catégories de cotisants visées à l'alinéa b), qui a fait, au cours de la campagne ou après, au comité une contribution dont le montant excédait cent dollars ou qui a fait au comité des contributions dont l'ensemble excédait cent dollars et, dans chacun de ces cas, le montant de la contribution ou celui de l'ensemble des contributions qu'il a ainsi faites.

Idem

(7) Each return transmitted pursuant to subsection (6) shall include all bills, vouchers and receipts relative thereto and be accompanied by a declaration made by the official agent before a notary public or a justice of the peace in prescribed form.

(7) Chaque rapport transmis conformément au paragraphe (6) doit inclure tous les comptes, pièces justificatives et reçus qui s'y rattachent et être accompagné d'une déclaration de l'agent officiel faite devant un notaire public ou juge de paix, suivant la forme prescrite.

Idem

Extension of
time to make
return

(8) Where the official agent of a registered consultation committee satisfies the Chief Electoral Officer that

(a) it is not reasonably possible for the chief agent to transmit the return respecting consultation expenses and contributions within the time limited therefor by subsection (6), the Chief Electoral Officer may grant to the chief agent one or more extensions of the time limited by that subsection for transmitting the auditor's report referred to therein and the return, but in no case shall any extension granted under this paragraph extend the time for

(8) L'agent officiel d'un comité de consultation agréé peut :

a) soit se voir accorder un ou plusieurs délais supplémentaires pour transmettre le rapport du vérificateur, visé au paragraphe (6), et le rapport des dépenses de consultation et des contributions par le directeur général des élections, s'il convainc ce dernier qu'il ne lui est pas raisonnablement possible de transmettre le rapport des dépenses de consultation et des contributions dans le délai fixé par ce paragraphe; tout délai accordé en vertu du présent alinéa ne permet pas de produire un rapport plus de deux mois suivant les six mois visés à ce paragraphe;

Délais supplé-
mentaires

35

30

30

so doing beyond two months from the expiration of the six months referred to in that subsection;

(b) the committee requires, for the purpose of soliciting and receiving contributions with which to pay outstanding consultation expenses, additional time for transmitting the auditor's report referred to in subsection (6) and the return respecting consultation expenses and contributions beyond the time limited therefor by that subsection, the Chief Electoral Officer may grant to the chief agent one or more extensions of that time, but in no case shall any extension granted under this paragraph extend the time for so doing beyond six months from the expiration of the six months referred to in that subsection; or

(c) it is not reasonably possible for the chief agent to transmit the auditor's general report referred to in subsection (6) to the Chief Electoral Officer within the time limited therefor by that subsection or within any extension of that time granted under paragraph (a) or (b), the Chief Electoral Officer may grant to the chief agent an extension of one month of the time limited by subsection (6) or by such extension, as the case may be, for transmitting to the Chief Electoral Officer the auditor's report and return respecting consultation expenses and contributions.

Offence

(9) Every person and every registered consultation committee that fails to comply with this section is guilty of an offence against this Act.

Appointment of auditor

35. (1) Every registered consultation committee shall, before being registered pursuant to section 30, appoint an auditor and, if the auditor ceases for any reason to hold office as such before the committee is notified of its registration by the Chief Electoral Officer under that section, shall forthwith

(a) appoint a new auditor; and

(b) file with the Chief Electoral Officer

b) soit se voir accorder un ou plusieurs délais supplémentaires par le directeur général des élections, s'il convainc ce dernier que le comité a besoin, afin de demander et de recevoir des contributions qui serviront à payer les dépenses de consultation et en vue de transmettre le rapport du vérificateur visé au paragraphe (6) et le rapport des dépenses de consultation et des contributions, d'un délai plus long que celui fixé par le paragraphe (6); tout délai accordé en vertu du présent alinéa ne permet pas de produire le rapport plus de six mois suivant les six mois visés à ce paragraphe;

c) soit se voir accorder un délai supplémentaire d'un mois par le directeur général des élections s'il convainc ce dernier qu'il ne lui est pas raisonnablement possible de lui transmettre le rapport du vérificateur, visé au paragraphe (6), dans le délai fixé par ce paragraphe ou accordé aux termes des alinéas a) ou b), selon le cas, pour transmettre au directeur général des élections le rapport du vérificateur visé à ce paragraphe et le rapport des dépenses de consultation et des contributions.

(9) Une personne ou un comité de consultation agréé qui ne se conforme pas au présent article est coupable d'une infraction à la présente loi.

Infraction

35. (1) Avant de devenir agréé en application de l'article 30, chaque comité de consultation doit nommer un vérificateur et il doit, si ce dernier cesse, pour quelque raison, d'occuper ce poste avant que le directeur général des élections ait avisé le comité de son agrément en vertu de cet article, immédiatement :

Nomination du vérificateur

a) nommer un autre vérificateur;

b) déposer auprès du directeur général des élections :

40

(i) a notice in writing signed by the chairperson of the committee setting out the name and address of the auditor, and

(ii) a statement in writing signed by the auditor stating that the auditor has accepted the appointment as auditor of the committee. 5

(i) un avis écrit signé par le président du comité énonçant les nom et adresse du nouveau vérificateur,

(ii) une déclaration écrite signée par le nouveau vérificateur dans laquelle celui-ci affirme accepter sa nomination. 5

Appointment of new auditor

(2) Where the auditor of a registered consultation committee ceases for any reason to hold office as such, ceases to be qualified as an auditor or becomes ineligible to act as an auditor before he, she or it has complied with this section in respect of any return of consultation expenses and contributions required to be prepared by the official agent of the committee during the auditor's term of office, the committee shall forthwith

(a) appoint a new auditor; and

(b) send to the Chief Electoral Officer a notification of change of auditor in prescribed form, together with a statement in writing signed by the new auditor stating that he, she or it has accepted the appointment as auditor. 25

(2) Lorsque le vérificateur d'un comité de consultation agréé cesse, pour quelque raison, d'occuper ce poste, perd la qualité requise pour agir comme vérificateur, ou perd le droit d'agir en cette qualité avant d'avoir rempli les exigences du présent article quant au rapport des dépenses de consultation et des contributions que devait établir l'agent officiel du comité au cours du mandat du vérificateur, le comité doit immédiatement :

a) nommer un nouveau vérificateur;

b) envoyer au directeur général des élections un avis du changement de vérificateur suivant la formule prescrite, accompagné d'une déclaration écrite signée par le nouveau vérificateur dans laquelle celui-ci affirme accepter sa nomination.

Nomination d'un nouveau vérificateur

Persons not eligible

(3) No returning officer, deputy returning officer or assistant returning officer and no chairperson, other officer, director or agent of a registered consultation committee, or the partner, employee or clerk of any of them, is eligible to act as the auditor for a registered consultation committee and, if any such person so acts, he or she is guilty of an offence against this Act. 30

(3) Aucun directeur du scrutin, scrutateur ou directeur adjoint du scrutin et aucun président ou autre dirigeant, administrateur ou agent d'un comité de consultation agréé, ni l'associé ni le commis de l'un d'eux n'a le droit d'agir comme vérificateur d'un comité de consultation agréé, et, si l'une de ces personnes agit en cette qualité, elle est coupable d'une infraction à la présente loi. 30

Personnes qui ne sont pas admissibles

Auditor's report

(4) The auditor of a registered consultation committee shall make a report to the official agent of the committee on the return respecting consultation expenses and contributions prepared by or on behalf of the official agent and shall make such examinations as will enable him, her or its to state in his, her or its report whether in his, her or its opinion the return presents fairly the financial transactions contained in the accounting records on which it is based. 45

(4) Le vérificateur d'un comité de consultation agréé doit faire rapport à l'agent officiel du comité sur le rapport des dépenses de consultation et des contributions établi par l'agent ou pour le compte de celui-ci; il doit faire les vérifications qui lui permettront de déclarer dans son rapport si, à son avis, le rapport des dépenses de consultation et des contributions représente fidèlement les opérations financières contenues dans les écritures comptables sur lesquelles il est fondé. 45

Rapport du vérificateur

Where explanatory statement required

(5) An auditor, in his, her or its report pursuant to subsection (4), shall make such statements as he, she or it considers necessary in any case where

(a) the return does not present fairly the information contained in the accounting records on which it is based;

(b) he, she or it has not received from agents and officers of the committee all the information and explanations that he, she or it has required; or

(c) proper accounting records have not been kept by the committee, so far as appears from his, her or its examination.

Right of access

(6) The auditor of a registered consultation committee is entitled to have access at all reasonable times to all records, documents, books, accounts, receipts and vouchers of the committee, and is entitled to require from agents and officers of the committee such information and explanations as in his, her or its opinion may be necessary to enable him, her or it to report as required by subsection (4).

Offence

(7) Every person and every registered consultation committee that fails to comply with any provision of this section is guilty of an offence against this Act.

Appointment of electoral district agent

36. (1) Where a registered consultation committee wishes to have one or more agents present

(a) during revision of the lists of electors,

(b) during the taking and counting of the vote at any polling station, or

(c) both during such revision and taking and counting of the vote,

in an electoral district, the committee shall appoint, in prescribed form, an electoral district agent for that electoral district.

(5) Le vérificateur, dans son rapport établi en application du paragraphe (4), doit faire les déclarations qu'il estime nécessaires dans chacun des cas suivants :

a) le rapport des dépenses de consultation et des contributions ne présente pas fidèlement les renseignements contenus dans les écritures comptables sur lesquelles il est fondé;

b) il n'a pas reçu des agents et des dirigeants du comité tous les renseignements et explications qu'il a exigés;

c) le comité n'a pas tenu des écritures comptables appropriées, pour autant que le révèle son examen.

(6) Le vérificateur d'un comité de consultation agréé a droit d'accès à tout moment raisonnable à toutes les archives, à tous les documents, livres, comptes, reçus et à toutes les pièces justificatives du comité; il a le droit d'exiger des agents et des dirigeants du comité les renseignements et explications qui, à son avis, peuvent être nécessaires pour l'établissement du rapport qu'exige le paragraphe (4).

(7) Une personne ou un comité de consultation agréé qui ne se conforme pas au présent article est coupable d'une infraction à la présente loi.

36. (1) Le comité de consultation agréé qui souhaite la présence d'un ou de plusieurs agents dans une circonscription :

a) au cours de la révision des listes d'électeurs,

b) au cours de la tenue et du dépouillement du vote à un bureau de scrutin,

c) à la fois au cours de cette révision ou cette tenue et ce dépouillement

doit nommer, suivant la formule prescrite, pour cette circonscription un agent de circonscription.

Cas où une déclaration est requise

Droits d'accès aux archives

Infraction

Nomination d'un agent de circonscription

Time and manner of appointment

(2) The prescribed form referred to in subsection (1) for the appointment of an electoral district agent for an electoral district shall be signed by the chairperson or official agent of the committee and the completed form shall,

(a) in any case where the committee wishes to have one or more agents present during revision of the lists of electors in that electoral district, be transmitted to the returning officer for that electoral district not later than twenty-eight days before polling day; and

(b) in any other case, be transmitted to the returning officer for that electoral district not later than fourteen days before polling day.

QUALIFICATIONS AND DISQUALIFICATIONS OF ELECTORS

Persons qualified as electors

37. (1) Every man and woman who

(a) has attained the age of eighteen years, and

(b) is a Canadian citizen,

is qualified as an elector.

Persons attaining voting age during a public consultation

(2) Every person who, on the date of the issue of a writ ordering a public consultation, has not attained the age of eighteen years but who will attain that age on or before polling day at the public consultation is eligible to vote for the purposes of this Act.

Disqualifications

(3) The following persons are not qualified to vote at a public consultation, and shall not vote at a public consultation:

(a) the Chief Electoral Officer;

(b) the Assistant Chief Electoral Officer;

(c) the returning officer for each electoral district during his term of office, except when there is an equality of votes on a recount, as provided in this Act; and

(d) every person who is disqualified from voting under this Act for corrupt or illegal practices.

(2) La formule de nomination d'un agent de circonscription visée au paragraphe (1) doit être signée par le président ou l'agent officiel du comité et la formule remplie doit être transmise :

a) au directeur du scrutin de cette circonscription, au plus tard vingt-huit jours avant le jour du scrutin, si le comité souhaite la présence d'un ou de plusieurs agents au cours de la révision des listes d'électeurs de cette circonscription;

b) au directeur du scrutin de cette circonscription, au plus tard quatorze jours avant le jour du scrutin, dans tous les autres cas.

PERSONNES QUI ONT QUALITÉ D'ÉLECTEUR ET CELLES QUI SONT INHABILES À VOTER

37. (1) Tout homme ou toute femme qui :

a) a atteint l'âge de dix-huit ans,

b) est citoyen canadien,

a qualité d'électeur.

(2) Toute personne qui, à la date de l'émission d'un bref ordonnant une consultation populaire, n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans mais qui atteindra cet âge le ou avant le jour du scrutin à la consultation populaire a droit de vote aux fins de la présente loi.

(3) Les individus suivants sont inhabiles à voter à une consultation populaire et ne doivent pas voter à une consultation populaire :

a) le directeur général des élections;

b) le directeur général adjoint des élections;

c) le directeur du scrutin de chaque circonscription tant qu'il reste en fonction, sauf le cas d'égalité des voix lors d'un recomptage, ainsi que le prévoit la présente loi;

Modalités de la nomination

5

Personnes qui ont qualité d'électeur

15

Personnes qui atteignent l'âge de voter durant une élection

20

Personnes inhabiles à voter

25

30

35

40

Veterans in certain hospitals or institutions

(4) Every person who

(a) was a member of His Majesty's Forces during World War I or World War II, or was a member of the Canadian Forces who served on active service subsequent to the 9th day of September 1950,

(b) was discharged from such Forces, and

(c) is receiving treatment or domiciliary care in any hospital or institution at the request or on behalf of the Department of Veterans Affairs, in which hospital or institution, on the date of the issue of the writs ordering a public consultation, less than twenty-five of such persons, as determined by the said Department, are receiving such treatment or care,

is entitled to have his name included on the list of electors prepared for the polling division in which such hospital or institution is situated, and is entitled to vote at a public consultation in such polling division, if such person is otherwise qualified as an elector.

Persons entitled to vote

38. (1) Subject to this Act, every person who is qualified as an elector is entitled to have his name included in the list of electors for the polling division in which he is ordinarily resident on the enumeration date for the public consultation and to vote at the polling station established therein.

Persons becoming Canadian citizens

(2) Every person who, in the interval between the enumeration date and the termination of the sittings for revision at a public consultation, becomes qualified as an elector by reason of his becoming a Canadian citizen is, after becoming so qualified, entitled, subject to this Act, to have his name included in the list of electors for the polling division in which he was ordinarily resident on the enumeration date for the public consultation and to vote at the polling station established therein.

d) toute personne inhabile à voter en vertu de la présente loi pour manœuvres frauduleuses ou actes illicites.

(4) Toute personne qui :

a) était membre des forces de Sa Majesté pendant la première ou la seconde guerre mondiale, ou était un membre des Forces canadiennes qui a été en activité de service après le 9 septembre 1950,

b) a été libérée de ces Forces,

c) reçoit un traitement ou des soins en hébergement dans un hôpital ou dans un autre établissement, à la demande ou pour le compte du ministère des Affaires des anciens combattants, lorsque cet hôpital ou établissement compte, au moment de l'émission des brevets ordonnant la tenue d'une consultation populaire, moins de vingt-cinq de ces personnes qui, selon qu'a décidé ce ministère, reçoivent ce traitement ou ces soins,

a droit à l'inscription de son nom sur la liste électorale, dressée pour la section de vote où est situé cet hôpital ou établissement, et est habile à voter à une consultation populaire dans cette section de vote, si elle possède par ailleurs les qualités requises d'un électeur.

38. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, toute personne qui a qualité d'électeur a le droit d'avoir son nom inscrit sur la liste électorale de la section de vote où elle réside ordinairement à la date du recensement relative à la consultation populaire et de voter au bureau de scrutin établi dans cette section de vote.

(2) Toute personne qui, dans l'intervalle entre la date du recensement et la fin des séances de révision relatives à une consultation populaire, acquiert la qualité d'électeur par suite de l'obtention de la citoyenneté canadienne a le droit, après avoir acquis cette qualité et sous réserve des dispositions de la présente loi, de faire inscrire son nom sur la liste électorale de la section de vote où elle résidait ordinairement à la date du

Anciens combattants dans certains hôpitaux ou établissements

Personnes qui ont le droit de voter

Personnes qui deviennent citoyens canadiens

Elector to vote
once

39. No elector who has voted once at a public consultation is entitled to vote again at that public consultation.

recensement relative à la consultation populaire et de voter au bureau de scrutin établi dans cette section de vote.

39. Nul électeur ne peut voter plus d'une fois à une consultation populaire.

Les électeurs
votent une fois

RULES AS TO THE RESIDENCE OF ELECTORS

"Ordinarily
resident" and
"ordinarily
resided"

40. (1) The rules in this section apply to the interpretation of the expressions "ordinarily resident" and "ordinarily resided" in any section of this Act in which those expressions are used with respect to the right of a voter to vote.

RÈGLES CONCERNANT LA RÉSIDENCE DES ÉLECTEURS

40. (1) Les règles du présent article s'appliquent à l'interprétation des expressions «réside ordinairement», «résidant ordinairement» et «résidait ordinairement» dans tout article de la présente loi où ces expressions sont employées à l'égard du droit de vote d'un électeur.

«Réside ordinairement», «résidant ordinairement» et «résidait ordinairement»

Facts of case

(2) Subject as provided in this section, the question as to where a person is or was ordinarily resident at any material time or during any material period shall be determined by reference to all the facts of the case.

(2) Sauf les dispositions du présent article, la question de savoir où une personne réside ou résidait ordinairement à une époque pertinente ou pendant une période de temps appréciable doit être décidée en se référant à toutes les circonstances du cas.

Circonstances
du cas

Place of ordinary
residence

(3) The place of ordinary residence of a person is, generally, the place that has always been, or that he has adopted as, the place of his habitation or home, to which he intends to return when he is away from it and, where a person usually sleeps in one place and has his meals or is employed in another place, the place of his ordinary residence is where the person sleeps.

(3) Le lieu de résidence ordinaire d'une personne est en général l'endroit qui a toujours été, ou qu'elle a adopté comme étant, le lieu de son habitation ou sa demeure, où elle entend revenir lorsqu'elle en est absente. Ainsi, lorsqu'une personne couche habituellement dans un lieu et mange ou travaille dans un autre, le lieu de sa résidence ordinaire est celui où la personne couche.

Lieu de résidence
ordinaire

One place of
residence only

(4) A person can have only one place of ordinary residence and it cannot be lost unless or until another is gained.

(4) Une personne ne peut avoir qu'un seul lieu de résidence ordinaire et elle ne peut le perdre que si elle en acquiert un autre.

Un lieu de résidence
seulement

Place where
family is

(5) Although, generally, a person's place of ordinary residence is where his family is, if he is living apart from his family, with the intent to remain so apart from it in another place, the place of ordinary residence of that person is such other place.

(5) Bien qu'en général le lieu de résidence ordinaire d'une personne soit celui où se trouve sa famille, si cette personne vit séparée de sa famille, avec l'intention de demeurer ainsi séparée d'elle dans un autre endroit, le lieu de résidence ordinaire de cette personne est cet autre endroit.

Lieu où se
trouve la
famille

Temporary
absence

(6) Temporary absence from a place of ordinary residence does not cause a loss or change of place of ordinary residence.

(6) Une absence temporaire d'un lieu de résidence ordinaire ne cause ni la perte ni le changement du lieu de résidence ordinaire.

Absence temporaire

Ordinary residence deemed to continue

(7) Every Canadian Forces elector, Public Service elector and dependant elector, as defined in the *Special Voting Rules*, shall be deemed to continue to ordinarily reside in the place of his ordinary residence as shown on the statement of ordinary residence made by or in respect of him pursuant to those Rules.

(7) Tout électeur des Forces canadiennes, électeur de la Fonction publique ou électeur à charge, tel que défini dans les *Règles électorales spéciales*, est censé continuer de résider ordinairement au lieu de sa résidence ordinaire comme l'indique la déclaration de résidence ordinaire faite par lui ou à son égard en conformité de ces règles.

Résidence ordinaire censée continuer

Residence at a public consultation

(8) For the purpose of a public consultation, every person shall be deemed to continue until polling day to ordinarily reside in the electoral district in which he was ordinarily resident on the enumeration date, and no actual change of residence during the intervening period shall deprive him of his right to vote in such electoral district or entitle him to vote in any other electoral district unless he is one of the persons described in subsection (9) or (10) and exercises his rights thereunder, in which event he is not entitled to vote in the polling division in which he was ordinarily resident on the enumeration date.

(8) Aux fins d'une consultation populaire, toute personne est censée continuer, jusqu'au jour du scrutin, de résider ordinairement dans la circonscription où elle résidait ordinairement à la date du recensement et aucun changement réel de résidence pendant cet intervalle ne la prive de son droit de voter dans cette circonscription ou ne lui donne le droit de voter dans une autre circonscription, à moins qu'elle ne soit l'une des personnes visées aux paragraphes (9) ou (10) et qu'elle n'exerce ses droits sous leur régime. Dans ce cas, elle n'a pas le droit de voter dans la section de vote où elle résidait ordinairement à la date du recensement.

Résidence lors d'une consultation populaire

Exception

(9) For the purpose of a public consultation only and notwithstanding anything in this Act, where a person, during the period between the enumeration date and the termination of the sittings of revision on Wednesday, the twelfth day before polling day, has changed the place of that person's ordinary residence from one polling division to another polling division in the same or another electoral district, that person may, if that person is otherwise qualified as an elector, do one of the following:

(9) Aux fins d'une consultation populaire seulement et par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, une personne qui, pendant l'intervalle entre la date du recensement et la fin des séances de révision, mercredi le douzième jour avant le jour du scrutin, change son lieu de résidence ordinaire d'une section de vote à une autre section de vote située dans la même ou dans une autre circonscription, si elle a par ailleurs qualité d'électeur, peut :

Exceptions

(a) where that person has moved to an urban polling division, apply in person to the revising officers appointed for the appropriate revisal district during the sittings for revision or make an application through the returning officer, the assistant returning officer or revising agents at any time between the end of enumeration and the termination of the sittings for revision on Wednesday, the twelfth day before polling day, or

a) lorsqu'elle est déménagée dans une section urbaine :

(i) soit se présenter personnellement une demande aux réviseurs nommés pour le district de révision approprié pendant les séances de révision,

(ii) soit présenter une demande à ces réviseurs par l'intermédiaire du directeur du scrutin, du directeur adjoint du scrutin ou des agents réviseurs pendant la période commençant à la fin du recensement et se terminant à la fin des séances de révision mercredi le douzième jour avant le jour du scrutin,

40

45

(b) where that person has moved to a rural polling division, apply in person to the rural enumerator appointed for that polling division during the sittings for revision

to have that person's name included in the list of electors for the polling division in which that person is ordinarily resident at the time of that person's application.

Temporary residence

(10) No person shall be deemed to be ordinarily resident on the enumeration date in residential quarters that are generally occupied by that person on a temporary basis, unless, at a public consultation, that person has no residential quarters in any other electoral district that that person considers to be the person's residence on the enumeration day.

ENUMERATION OF ELECTORS

Responsibility for enumeration

41. The returning officer is responsible for supervising and overseeing the preparation of the list of electors for every polling division in the returning officer's electoral district and for ensuring that as far as possible every qualified elector in the electoral district will be enumerated according to the provisions of this Act.

Who may nominate

42. (1) In each urban polling division in an electoral district, the following may submit a list of nominees to act as enumerators:

(a) where the boundaries of the electoral district have not changed since the preceding election or public consultation,

(i) the electoral district agent of the registered consultation committee that supports the submitted question, and

(ii) the electoral district agent of the registered consultation committee that opposes to the submitted question; and

(b) where the boundaries of the electoral district have changed since the preceding election or public consultation, the persons determined by the returning officer with the concurrence of the Chief Electoral Officer.

b) lorsqu'elle est déménagée dans une section rurale, présenter personnellement une demande au recenseur rural nommé pour cette section de vote pendant les séances de révision,

en vue de faire inscrire son nom sur la liste électorale de la section de vote où elle réside ordinairement au moment de sa demande.

(10) A la date du recensement, nul n'est censé résider ordinairement dans un logement qui n'est généralement habité que temporairement sauf si, lors d'une consultation populaire, il n'a aucun logement dans une autre circonscription qu'il considère, à la date du recensement, comme sa résidence.

RECENSEMENT DES ÉLECTEURS

Supervision du recensement

41. Chaque directeur du scrutin est chargé de superviser l'établissement de la liste des électeurs dans chaque section de vote de sa circonscription et de voir à ce que, dans la mesure du possible, toute personne dans sa circonscription qui a qualité d'électeur soit recensée, conformément à la présente loi.

42. (1) Dans chaque section urbaine d'une circonscription, les personnes suivantes peuvent proposer une liste de personnes à titre de recenseurs :

Associations pouvant proposer des recenseurs

a) dans le cas où les limites de la circonscription n'ont pas été changées depuis la dernière élection ou consultation populaire :

(i) d'une part, l'agent de circonscription du comité de consultation agréé qui favorise la question soumise,

(ii) d'autre part, l'agent de circonscription du comité de consultation agréé qui s'oppose à la question soumise;

b) dans le cas où les limites de la circonscription ont été changées depuis la dernière élection ou consultation populaire, les personnes désignées par le directeur du scrutin avec l'approbation du directeur général des élections.

Other cases

(2) Where an electoral district agent is not available to nominate urban enumerators or to designate a representative to do so, the enumerators will be nominated by the persons determined by the returning officer with the concurrence of the Chief Electoral Officer.

(2) Dans le cas où un agent de circonscription n'est pas en mesure de proposer des recenseurs urbains ou désigner un représentant pour ce faire, les recenseurs sont proposés par les personnes désignées par le directeur du scrutin, avec l'approbation du directeur général des élections.

Autres cas

Time for submission of lists

43. When instructed by the Chief Electoral Officer or at the latest when advised by the latter of the issue of the writ, the returning officer must give written notice to the persons who are entitled to nominate urban enumerators that their list of nominees for each urban polling division in the electoral district must be submitted at the latest by 9:00 p.m. on Wednesday the forty-seventh day before polling day.

43. Le directeur du scrutin doit, sur ordre du directeur général des élections ou, à défaut d'un tel ordre, le jour de l'émission du bref, aviser par écrit les personnes visées à l'article 42 qu'elles peuvent proposer des recenseurs pour les sections urbaines de la circonscription et qu'elles doivent lui faire parvenir la liste des noms des personnes proposées à ce titre au plus tard à vingt et une heures le mercredi quarante-septième jour avant le jour du scrutin.

Avis

Nomination of substitutes

44. Where a person referred to in section 42 submits a list of nominees for every urban polling division in the electoral district and the returning officer has good cause to refuse any of these names, the person who made the nomination may, on twenty-four hours of being notified and, subject to the requirements of subsection 47, nominate substitutes therefor.

44. Lorsqu'une personne visée à l'article 42 propose des personnes à titre de recenseurs pour chacune des sections urbaines de la circonscription, si le directeur du scrutin a des motifs valables de refuser une de ces personnes, la personne qui l'a proposée peut, dans les vingt-quatre heures suivant l'avis du refus, sous réserve du paragraphe 47, proposer un substitut.

Proposition de substitués

Nomination by returning officer

45. Where no urban enumerator is nominated pursuant to section 43 or 44 within the time provided therefor by a person entitled to do so, or where the returning officer has refused to appoint from among the persons nominated as substitutes, the returning officer shall, subject to subsection 47(1), nominate and appoint urban enumerators.

45. Lorsqu'aucun recenseur urbain n'est proposé en vertu des articles 43 ou 44 dans les délais qui y sont prévus par la personne qui y est autorisée ou lorsque le directeur du scrutin refuse de nommer une des personnes proposées comme substitut, le directeur du scrutin doit, sous réserve du paragraphe 47(1), choisir et nommer lui-même le recenseur urbain.

Nomination par le directeur du scrutin

Appointment of rural enumerators

46. In each rural polling division, the enumeration shall be carried out by one enumerator nominated and appointed in the prescribed manner by the returning officer as soon as the returning officer is advised by the Chief Electoral Officer of the issue of the writ.

46. Dans chaque section rurale de la circonscription, le directeur du scrutin choisit et nomme un recenseur de la manière prescrite, dès que le directeur général des élections l'avise de l'émission du bref dans la circonscription.

Nomination des recenseurs ruraux

Appointment of urban enumerators

47. (1) As soon as possible after the returning officer has been advised by the Chief Electoral Officer of the issue of the writ, the returning officer shall appoint in the prescribed manner two enumerators for

47. (1) Dès que possible après que le directeur général des élections l'a avisé de l'émission du bref, le directeur du scrutin nomme de la manière prescrite deux recenseurs pour chaque section urbaine de la

Nomination des recenseurs urbains

every urban polling division in the electoral district from the lists of nominees received pursuant to section 42 and in such a way that they will represent two different options of the submitted question.

circonscription parmi les personnes proposées à ce titre en vertu de l'article 42 de manière qu'ils représentent deux options différentes de la question soumise.

5

Requirements

(2) Each enumerator appointed must be a qualified elector in the electoral district in which the enumerator is to act and in the case of a rural enumerator as far as possible be a resident in the polling division for which the enumerator has been appointed.

(2) Chaque recenseur doit avoir qualité d'électeur dans la circonscription où il doit agir à ce titre; le recenseur rural doit également, dans la mesure du possible, résider dans la section de vote pour laquelle il est nommé.

5 Qualités requises

10

Oath

(3) As soon as possible after an enumerator's appointment, the enumerator shall take an oath in the prescribed form as to the performance of the enumerator's duties.

(3) Le recenseur, aussitôt que possible après sa nomination, doit prêter un serment selon la formule prescrite.

Serment

15

Responsibility

(4) Every enumerator is responsible in the performance of the enumerator's duties to the returning officer who appointed the enumerator or to the returning officer's delegate and shall follow their instructions.

(4) Chaque recenseur répond au directeur du scrutin qui l'a nommé ou à son représentant de la bonne exécution de ses fonctions et doit se conformer aux instructions de ces derniers.

Instructions

20

Removal

(5) The returning officer may remove an enumerator at any time and, subject to subsections (1) and (2), appoint a new enumerator.

(5) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), le directeur du scrutin peut destituer et remplacer un recenseur.

Destitution

20

Return of documents

(6) An enumerator replaced by the returning officer pursuant to subsection (5) must transfer to the enumerator's replacement or to a person designated by the returning officer all consultation documents, papers or written information or instruction that the enumerator has received or prepared in the performance of the enumerator's duties.

(6) Le recenseur destitué par le directeur du scrutin en vertu du paragraphe (5) doit remettre à son remplaçant ou à toute personne autorisée par le directeur du scrutin, les documents de consultation, papiers et renseignements écrits qu'il a obtenus ou préparés dans l'exécution de ses fonctions.

Remise des documents

30

Lists of enumerators

48. As soon as possible after the enumerators are appointed, the returning officer shall prepare a list of the names and addresses of the enumerators and of the polling division in which they are to act, post up such list in the returning officer's office until the lists of electors have been completed and permit any interested person to inspect it at reasonable times.

48. Le plus tôt possible après la nomination des recenseurs, le directeur du scrutin doit dresser une liste des nom et adresse de ces derniers, de même que des sections de vote où ils doivent agir à ce titre, afficher cette liste dans son bureau jusqu'à ce que la liste des électeurs soit terminée et permettre à tout intéressé de la consulter pendant des heures convenables.

Liste des recenseurs

30

Settlement of differences

49. The returning officer shall decide and rule on any matter of difference between two urban enumerators working together and those enumerators shall abide by any such decision.

49. Le directeur du scrutin décide de tout différend entre les deux recenseurs urbains qui exercent ensemble leurs fonctions et ceux-ci doivent se conformer à sa décision.

Différend

45

Notice of rural
enumeration

50. Each rural enumerator shall, forthwith after being appointed, prepare and post up in at least one strategic place in the enumerator's polling division a copy of the Notice of Rural Enumeration in the prescribed form

(a) stating that the enumeration and the preparation of the preliminary list of qualified electors are about to begin; and

(b) indicating the place and time where the enumerator will be available to revise that list.

50. Chaque recenseur rural doit, aussitôt après sa nomination, préparer un avis de recensement rural, selon la formule prescrite, énonçant qu'il est sur le point de procéder au recensement et de dresser une liste préliminaire des personnes qui ont qualité d'électeur, de même que le lieu, l'heure et le jour où il effectuera la révision de cette liste. Le recenseur rural doit afficher une copie de cet avis à au moins un endroit bien en vue dans sa section de vote.

Avis de recensement rural

House-to-house
visits

51. (1) Enumerators shall, from Friday the thirty-eighth day to Thursday the thirty-second day before polling day, make house-to-house visits in the polling division for which they have been appointed in order to register every person who is qualified as an elector in that polling division.

51. (1) Chaque recenseur doit, pendant la période commençant vendredi le trente-huitième jour avant le jour du scrutin et se terminant le jeudi trente-deuxième jour avant le jour du scrutin, faire des visites de maison en maison dans sa section de vote afin d'inscrire sur la liste des électeurs le nom de chaque personne qui a qualité d'électeur dans cette section de vote.

Visites de maison en maison

Duty to act
jointly

(2) In making their house-to-house visits, the two enumerators appointed for an urban polling division shall act jointly and not individually.

(2) Les deux recenseurs urbains doivent, dans leurs visites de maison en maison, agir conjointement et non séparément.

Visites conjointes

Enumeration
records

52. In every polling division of an electoral district, except in those mentioned in subsection 56(1), the name, address and the sex of each elector, gathered during the house-to-house visits or from other sources of information shall be recorded by the enumerators on separate enumeration records in the prescribed form and the enumerators shall leave a copy of that form at the residence of every elector who is enumerated.

52. Dans chaque section de vote de la circonscription, à l'exception des sections visées au paragraphe 56(1), les recenseurs doivent inscrire sur une fiche de recensement distincte, en la forme prescrite, les nom, adresse et sexe de chaque électeur, obtenus à la suite de leurs visites de maison en maison ou d'une autre source d'information, et laisser une copie de cette fiche à la résidence de chaque électeur qui y est ainsi inscrit.

Fiches de recensement

Identification

53. When making house-to-house visits, each enumerator shall prominently carry the enumerator's identification in the prescribed form and, if required, produce the enumerator's written appointment as proof of the enumerator's official capacity.

53. Lors de ses visites de maison en maison, chaque recenseur doit porter en évidence sa pièce d'identité, en la forme prescrite et, sur demande, produire le document attestant sa nomination comme preuve de sa qualité de recenseur.

Preuve d'identité

Visits

54. Enumerators shall, unless they are satisfied that all qualified electors of a residence are registered, visit that residence at

54. Les recenseurs, à moins qu'ils ne soient convaincus que toutes les personnes ayant qualité d'électeur résidant dans une maison d'habitation ont été inscrites, doivent visiter cette maison au moins deux fois des

Deux visites

least twice and on different days, once between 9:00 a.m. and 6:00 p.m. and once between 6:00 p.m. and 9:00 p.m.

jours différents, une fois entre neuf heures et dix-huit heures et une fois entre dix-huit heures et vingt et une heures.

Notice of visits

55. (1) Where enumerators are unable after the first visit at a residence to obtain the particulars of the qualified electors residing there, they shall leave at that residence a notice in the prescribed form advising the electors of the date and time of their second visit.

55. (1) Si, après une première visite à une maison d'habitation, les recenseurs sont incapables d'obtenir des renseignements sur les personnes ayant qualité d'électeur qui y résident, ceux-ci doivent laisser à la maison un avis, en la forme prescrite, informant ces personnes de l'heure et de la date de leur deuxième visite.

Avis des visites

Idem

(2) Where enumerators are unable after their second visit at a residence to obtain the particulars of the qualified electors residing there, the enumerators shall leave a second notice in the prescribed form advising of the steps to be taken by the electors to have their names added to the list of electors.

(2) Si, après une deuxième visite à la maison d'habitation, les recenseurs sont incapables d'obtenir des renseignements sur les personnes ayant qualité d'électeur qui y résident, ceux-ci doivent laisser à la maison un autre avis en la forme prescrite informant ces personnes de la procédure à suivre pour que leur nom soit ajouté à la liste des électeurs.

Idem

Exception

56. (1) Where, on the basis of the information at the Chief Electoral Officer's disposal, the Chief Electoral Officer is of the opinion that it is impossible or impractical to make house-to-house visits in one or more rural polling divisions, the Chief Electoral Officer may designate such polling divisions for which the lists of electors may be compiled from other information.

56. (1) Le directeur général des élections, s'il estime, sur le fondement des renseignements à sa disposition, qu'il est peu pratique de faire une visite de maison en maison dans une ou plusieurs sections rurales, peut autoriser dans ces sections de vote l'établissement des listes des électeurs d'après d'autres sources de renseignements.

Exception

Use of information

(2) Where there has been an authorization pursuant to subsection (1), the rural enumerator shall gather, using any reliable information at the enumerator's disposal, the information required to compile the preliminary list of electors and record in an index book in the prescribed form, instead of on the enumeration record, the name, address and the sex of each elector.

(2) Si le directeur général des élections l'autorise conformément au paragraphe (1), le recenseur rural doit recueillir les renseignements nécessaires à l'établissement de la liste préliminaire d'après toute source de renseignements à sa disposition; dans ce cas, les nom, adresse et sexe de chaque électeur doivent être inscrits dans un cahier-index de la forme prescrite plutôt que sur des fiches de recensement.

Idem

Level access information

57. In making house-to-house visits or in gathering information pursuant to subsection 56(2), the enumerators shall inquire as to whether any elector requires level access at the poll on polling day and record that information on the prescribed form for transmittal to the returning officer.

57. Lors de leurs visites de maison en maison ou de leur cueillette de renseignements visée au paragraphe 56(2) les recenseurs doivent demander si un électeur a besoin de l'accès de plain-pied le jour du scrutin et inscrire ce renseignement sur la formule prescrite, pour communication au directeur du scrutin.

Accès de plain-pied

	PREPARATION OF PRELIMINARY LISTS OF ELECTORS	ÉTABLISSEMENT DES LISTES PRÉLIMINAIRES DES ÉLECTEURS	
Preparation of preliminary list of electors	<p>58. (1) The returning officer shall decide whether the preliminary lists of electors shall be prepared</p> <p>(a) by enumerators from the copies of the enumeration records completed pursuant to section 52 or from information recorded in the index book pursuant to subsection 56(2); or</p> <p>(b) by the returning officer from the documents referred to in subsection (3).</p>	<p>58. (1) Les listes préliminaires des électeurs sont établies, au choix du directeur du scrutin :</p> <p>a) par les recenseurs, d'après les copies des registres de recensement complétés conformément à l'article 52 ou d'après les renseignements inscrits dans le cahier-index conformément au paragraphe 56(2);</p> <p>b) par le directeur du scrutin, d'après les documents visées au paragraphe (3).</p>	Établissement des listes préliminaires
Certification	<p>(2) Each preliminary list of electors prepared by the returning officer pursuant to paragraph (1)(b) must be certified by the returning officer.</p>	<p>(2) Le directeur du scrutin doit certifier chaque liste préliminaire des électeurs établie par lui en vertu de l'alinéa (1)b).</p>	Certification
Documents to be transmitted	<p>(3) At the latest on Saturday, the thirtieth day before polling day, enumerators shall deliver or transmit to the returning officer, subject to the returning officer's instructions,</p> <p>(a) two copies of the preliminary list in a typewritten form, certified by the enumerators, together with the required copies of the forms referred to in sections 52, 55 and 57; or</p> <p>(b) where the list is prepared by the returning officer, all copies at their disposal of the forms referred to in sections 52, 55 and 57 and subsection 56(2).</p>	<p>(3) Au plus tard le samedi trentième jour avant le jour du scrutin, les recenseurs doivent transmettre au directeur du scrutin, sous réserve des instructions de celui-ci :</p> <p>a) deux copies dactylographiées de la liste préliminaire des électeurs, certifiées par les recenseurs, ainsi que les copies des documents visés aux articles 52, 55, et 57;</p> <p>b) dans le cas où les listes sont préparées par le directeur du scrutin, toutes les copies des documents à leur disposition visées aux articles 52, 55, au paragraphe 56(2) et à l'article 57.</p>	Transmission de documents
Format of preliminary list	<p>(4) The format of the preliminary lists of electors shall be as prescribed by the Chief Electoral Officer.</p>	<p>(4) Le directeur général des élections prescrit la forme des listes préliminaires des électeurs.</p>	Forme des listes
Documents available for inspection	<p>59. In rural polling divisions, the enumerator shall send to the returning officer at the same time as the enumerator sends the documents required by subsection 59(3), a copy of the Notice of Rural Enumeration prepared pursuant to section 50 and keep in the enumerator's possession for inspection by any interested person at any reasonable time a copy of that notice together with a copy of the preliminary list.</p>	<p>59. Dans les sections rurales, le recenseur doit envoyer au directeur du scrutin, en même temps que les documents visés au paragraphe 59(3), une copie de l'avis de recensement rural prévu à l'article 50; il doit conserver une copie de cet avis, de même qu'une copie de la liste préliminaire des électeurs et les tenir à la disposition de toute personne intéressée, pour examen à toute heure convenable.</p>	Documents disponibles pour inspection
Correction of list	<p>60. (1) Where preliminary lists of electors are prepared by enumerators pursuant to paragraph 58(1)(a), the returning officer</p>	<p>60. (1) Lorsque les listes préliminaires des électeurs sont établies par les recenseurs conformément à l'alinéa 58(1)a), le directeur du scrutin doit, sur réception de celles-ci,</p>	Correction des erreurs

shall, on their receipt, correct any clerical or typographical errors made on those lists and initial any such corrections.

corriger toute erreur typographique ou de transcription qui peut s'y trouver et initialer la correction.

List to be sent to rural enumerator

(2) Where the preliminary list of electors in a rural polling division is prepared by the returning officer pursuant to paragraph 58(1)(b), the returning officer shall send a copy of the list to the enumerator as soon as it is available.

(2) Lorsque la liste préliminaire des électeurs d'une section de vote rurale est établie par le directeur du scrutin conformément à l'alinéa 58(1)b), celui-ci doit en envoyer, dès que possible une copie au recenseur.

Envoi de la liste au recenseur rural

Return of index book

(3) Where, in a rural polling division referred to in section 56, the preliminary list of electors is prepared by the returning officer pursuant to paragraph 58(1)(b), the returning officer shall forthwith after having prepared the list return the index book to the appropriate enumerator.

(3) Lorsque dans une section rurale visée à l'article 56, la liste préliminaire des électeurs est dressée par le directeur du scrutin en vertu de l'alinéa 58(1)b), le directeur du scrutin doit, dès que la liste est dressée, remettre le cahier-index au recenseur compétent.

Remise du cahier index

Copies available for various purposes

61. (1) On receipt of the lists mentioned in paragraph 58(3)(a), or after having compiled the preliminary lists, the returning officer shall use one copy of each preliminary list to have copies reproduced in sufficient quantity

61. (1) Sur réception des listes visés à l'alinéa 58(3)a) ou après établissement des listes préliminaires, le directeur du scrutin doit tirer un nombre suffisant de copies de chaque liste préliminaire pour lui permettre d'effectuer la distribution prévue au paragraphe (2), d'en conserver une copie à son bureau à la disposition de toute personne intéressée, pour examen à toute heure convenable, pour la révision des listes, ainsi que pour le déroulement du scrutin.

Copies de la liste

(a) for the distribution referred to in subsection (2);

(b) to keep a copy in the returning officer's office available for public inspection by any interested person at any reasonable time;

(c) for the revision of the lists; and

(d) for the taking of the votes.

30

30

Distribution

(2) As soon as the lists have been reproduced and at the latest on Thursday the twenty-fifth day before polling day, the returning officer shall transmit

(2) Le directeur du scrutin doit remettre à chaque candidat dans la circonscription une copie ou, à la demande de ce dernier, jusqu'à dix copies, de la liste préliminaire des électeurs de chaque section de vote, dès que possible après le tirage de copies prévu au paragraphe (1) et au plus tard le jeudi vingt-cinquième jour avant le jour du scrutin. Il doit également remettre, dans le même délai, cinq copies de ces listes au directeur général des élections.

Copies de la liste aux candidats

(a) to each electoral district agent of each registered consultation committee in the returning officer's electoral district one copy or on request by an electoral district agent up to ten copies of the preliminary list of electors for each polling division; and

(b) five copies of the lists to the Chief Electoral Officer.

Notice of enumeration

62. (1) The returning officer shall, not later than Monday, the twenty-first day before polling day, send a notice of enumeration in the prescribed form to each elector whose name appears on a list of electors for the returning officer's electoral district.

62. (1) Au plus tard le lundi vingt et unième jour avant le jour du scrutin, le directeur du scrutin doit envoyer un avis de recensement en la forme prescrite à chaque électeur dont le nom figure sur une liste des électeurs de la circonscription.

Avis de recensement

Contents

(2) The notice referred to in subsection (1) shall contain the information relating to the time, date and location of the advance poll and voting in the office of the returning officer and all other information about polling necessary to the elector as well as an indication as to whether the polling station for the elector's polling division provides level access.

(2) L'avis prévu au paragraphe (1) contient les renseignements sur l'heure, la date et le lieu où se tiendra le vote dans le bureau spécial et dans le bureau du directeur du scrutin et tout autre renseignement sur le déroulement du scrutin dont a besoin l'électeur et indique si le bureau de scrutin offre un accès de plain-pied.

Renseignements dans l'avis

REVISION OF LISTS OF ELECTORS — URBAN

RÉVISION DE LISTES D'ÉLECTEURS
(SECTIONS URBAINES)

Revisal districts

63. When instructed to do so by the Chief Electoral Officer, the returning officer shall group together the urban polling divisions in the electoral district into revisal districts, using the guidelines established by the Chief Electoral Officer as to the number of polling divisions in each revisal district and the manner of grouping them.

63. Lorsque le directeur général des élections lui en donne instruction, le directeur du scrutin doit grouper les sections urbaines de sa circonscription en districts de révision, selon les lignes directrices établies par le directeur général des élections en ce qui a trait au nombre des sections de vote dans chaque district de révision et à la façon de les regrouper.

Districts de révision

Nomination of revising officers

64. (1) As soon as possible after the writ or public consultation has been issued, if there have been no changes made to the boundaries of the electoral district since the last election or public consultation, the returning officer shall ask the electoral district agent of each registered consultation committee to each nominate an able, qualified person to act as a revising officer for each revisal district and to submit the list of nominees no later than Friday, the thirty-first day before polling day.

64. (1) Aussitôt que possible après l'émission du bref, dans le cas où les limites de la circonscription n'ont pas été changées depuis la dernière élection ou consultation populaire, le directeur du scrutin doit demander au représentant de chacun des comités de consultation agréés de proposer chacun une personne compétente à titre de réviseur dans chaque district de révision et de présenter la liste des noms de ces personnes au plus tard le vendredi trente et unième jour avant le jour du scrutin.

Proposition de réviseurs

Idem

(2) If no candidate has yet been officially nominated to represent one of the committees referred to in subsection (1), at the time the returning officer makes the returning officer's request, the returning officer shall, with the prior approval of the Chief Electoral Officer, ask the chairperson of the committee to nominate persons to act as revising officers.

(2) Si aucun candidat n'a encore été officiellement présenté pour représenter un des comités visés au paragraphe (1) à la date où le directeur du scrutin doit lui demander de présenter la liste des noms des personnes proposées à titre de réviseurs, celui-ci doit, avec le consentement préalable du directeur général des élections, demander au président de ce comité de présenter cette liste.

Idem

Where bound-
aries changed

65. For the purposes of section 64, where the boundaries of an electoral district have changed since the last general election or public consultation, the Chief Electoral Officer shall determine which electoral district agent consultation committee has the right to nominate persons as revising officers and shall advise the returning officer thereof.

Substitutes

66. (1) Where a person referred to in sections 64 and 65 submits a list of nominees for every revisal district in the electoral district and the returning officer has good cause to refuse any of these names, the person making the nominations may, on twenty-four hours of being notified, nominate substitutes.

Appointment
by returning
officer

(2) Where an insufficient number of revising officers are nominated within the time provided therefor for any revisal district by a person entitled to do so, the returning officer shall nominate and appoint revising officers for that revisal district.

Appointment

67. (1) Two revising officers, who have been nominated pursuant to sections 64 and 66, shall be appointed no later than Monday the twenty-eighth day before polling day by the returning officer to act in each revisal district during the sittings for revision with the exception of the special sitting held pursuant to section 101.

Supporters of
different
options

(2) The returning officer shall, as far as possible, select and appoint the two revising officers for each revisal district so that they shall represent two different options of the submitted question.

Duty to act
jointly

68. The two revising officers appointed for each revisal district shall act jointly in their duties and will refer any matters of disagreement to the returning officer for their electoral district who will decide on the appropriate course of action.

Revising offi-
cers for special
sittings

69. For the purposes of section 101, the returning officer shall appoint one pair of revising officers to act for the whole electoral district, or, with the prior approval of the

65. Pour l'application de l'article 64, dans le cas où les limites de la circonscription ont été changées depuis la dernière élection générale ou consultation populaire, le directeur général des élections doit déterminer quel comité de consultation agréé a le droit de présenter la liste et en aviser le directeur du scrutin.

Autres cas

66. (1) Lorsqu'une personne visée aux articles 64 et 65 propose une personne à titre de réviseur pour chaque district de révision de la circonscription et que le directeur du scrutin a des motifs valables de refuser de nommer l'une d'elles comme réviseur, il doit l'en aviser; celle-ci dispose alors de vingt-quatre heures suivant l'avis pour proposer un substitut.

Substitut

(2) Si un nombre insuffisant de réviseurs est proposé dans le délai prévu, le directeur du scrutin doit choisir lui-même et nommer les réviseurs manquants pour la circonscription.

Nomination par
le directeur du
scrutin

67. (1) Le directeur du scrutin, au plus tard le lundi vingt-huitième jour avant le jour du scrutin, nomme à titre de réviseurs deux des personnes proposées conformément aux articles 64 et 66 pour agir dans chacun des districts de révision pendant les séances spéciales tenues en vertu de l'article 101.

Nomination

(2) Le directeur du scrutin doit, dans la mesure du possible, choisir et nommer les deux réviseurs de chaque district de révision de manière qu'ils représentent deux options différentes de la question soumise.

Deux options
différentes

68. Les deux réviseurs nommés pour chaque district de révision doivent exercer leurs fonctions conjointement et non séparément et signaler au directeur du scrutin qui les a nommés tout désaccord survenu entre eux, lequel décide des mesures à prendre à ce sujet.

Exercice con-
joint des fonc-
tions

69. Pour l'application de l'article 101, le directeur du scrutin doit nommer une paire de réviseurs devant agir à ce titre pour l'ensemble de la circonscription ou, si la

Réviseurs sup-
plémentaires

Chief Electoral Officer, in electoral districts which contain two or more urban centres that are distant from each other, two or more pairs of revising officers.

circonscription comprend deux ou plus de deux centres urbains éloignés les uns des autres, deux paires de réviseurs ou plus, sous réserve de l'approbation préalable du directeur général des élections.

Qualifications

70. A person is not qualified to be appointed as a revising officer if that person is

- (a) an official agent of a registered consultation committee;
- (b) an elector who is or has already been appointed as an election officer at the public consultation; or
- (c) the mother, father, spouse, natural or adopted child, brother, sister, half-brother or half-sister of the returning officer or assistant returning officer for the electoral district in which the revising officer is to act.

70. Ne peuvent être nommées réviseurs les personnes suivantes :

- a) l'agent officiel d'un comité de consultation agréé;
- b) l'électeur qui a été nommé officier d'élection pour la consultation;
- c) le père, la mère, le conjoint, l'enfant naturel ou adopté, le frère, la soeur, le demi-frère ou la demi-soeur du directeur du scrutin ou du directeur adjoint du scrutin de la circonscription dans laquelle la personne est censée agir à titre de réviseur.

Oath

71. Every revising officer shall, immediately after being appointed as such pursuant to section 67 or 69, take an oath in the prescribed form before the returning officer of the applicable electoral district, the judge of any court or a commissioner for taking affidavits in a province.

71. Chaque réviseur nommé conformément aux articles 67 ou 69 doit, aussitôt après avoir été nommé, prêter serment selon la formule prescrite devant le directeur du scrutin de la circonscription, un juge de toute cour ou un commissaire à l'assermentation de la province.

Replacement

72. A returning officer may at any time replace any revising officer appointed by the returning officer by appointing, subject to subsection 67(2), another revising officer to act in the revising officer's place.

72. Le directeur du scrutin peut, en tout temps, destituer un réviseur nommé par lui et, sous réserve du paragraphe 67(2), en nommer un autre pour agir à sa place.

Transmittal to electoral district agent

73. As soon as possible but no later than Wednesday the twenty-sixth day before polling day, the returning officer shall transmit to the electoral district agent of each registered consultation committee a list of the revising officers appointed pursuant to section 67.

73. Le plus tôt possible, mais au plus tard le mercredi vingt-sixième jour avant le jour du scrutin, le directeur du scrutin doit remettre à l'agent de circonscription de chaque comité de consultation agréé une liste des réviseurs nommés conformément à l'article 67.

Duties of revising officers

74. During the sittings for revision on Monday, Tuesday and Wednesday, the fourteenth, thirteenth and twelfth days before polling day, the duties of the revising officers shall consist of processing the following types of applications for changes and additions to the lists of electors for the appropriate revisal district:

74. Pendant les séances de révision les lundi, mardi et mercredi quatorzième, treizième et douzième jours avant le jour du scrutin, les réviseurs doivent étudier les demandes suivantes d'inscription aux listes des électeurs ou de modification de celles-ci dans le district de révision :

5

Personnes exclues

Serment

Destitution

Liste aux agents de circonscription

Fonctions des réviseurs

- (a) personal applications for additions to the list of electors made by electors whose names were not included in a preliminary list of electors;
- (b) personal applications made by electors to have their names deleted from a preliminary list of electors; 5
- (c) personal applications for the correction of names or particulars of electors appearing on the preliminary list of electors; 10
- (d) applications made by the returning officer, the assistant returning officer or revising agents for additions, corrections and deletions to the preliminary list of electors; 15
- (e) personal applications by any elector for the removal of the name of a deceased elector from the list of electors;
- (f) applications by the returning officer to
- (i) correct clerical errors which appear 20 on the preliminary list of electors, and
 - (ii) include the names of electors to whom an enumeration record referred to in section 52, has been duly issued by the enumerators but whose names have 25 been inadvertently omitted from the preliminary list of electors; and
- (g) in the case of a public consultation, personal applications for inclusion in the list of electors made by electors, or 30 applications made by the returning officer, the assistant returning officer or revising agents on behalf of electors who have moved after the enumeration date to the polling division from another polling 35 division in the same or another electoral district; and

- a) la demande d'inscription présentée personnellement par l'électeur dont le nom n'a été inscrit sur aucune liste préliminaire des électeurs;
- b) la demande présentée personnellement 5 par un électeur pour la radiation de son nom d'une liste préliminaire des électeurs;
- c) la demande présentée personnellement par un électeur pour la correction de son nom ou des renseignements à son sujet sur 10 une liste préliminaire des électeurs;
- d) la demande présentée par le directeur du scrutin, le directeur adjoint du scrutin ou les agents réviseurs pour inscription à une liste préliminaire des électeurs ou pour 15 correction ou radiation;
- e) la demande présentée personnellement par un électeur pour la radiation du nom d'un électeur décédé d'une liste des électeurs; 20
- f) la demande du directeur du scrutin pour :
- (i) correction d'une erreur de transcription dans une liste préliminaire des 25 électeurs,
 - (ii) inscription du nom de l'électeur à qui la fiche de recensement visée à l'article 52 a dûment été remise par les recenseurs mais qui a été omis par inadvertance d'une liste préliminaire des 30 électeurs;
- g) dans le cas d'une consultation populaire, la demande présentée personnellement par un électeur pour l'inscription de son nom sur une liste des électeurs, ou la 35 demande du directeur du scrutin, du directeur adjoint du scrutin ou des agents réviseurs pour le compte de l'électeur qui a déménagé après la date du recensement d'une section de vote à une autre dans la 40 même ou une autre circonscription.

Special sittings

75. During the special sitting of revision held on Friday, the third day before polling day pursuant to section 101, the revising 40 officers shall consider and process only applications for the addition of names to the lists of electors, whether these are presented

75. Pendant les séances spéciales de révision tenues le vendredi troisième jour avant le jour du scrutin conformément à l'article 101, les réviseurs doivent étudier uniquement 45 les demandes d'inscription de noms aux listes des électeurs, que celles-ci soient présentées

Séances spéciales de révision

in person by the elector or in applications made by the returning officer, assistant returning officer or revising agents on behalf of electors.

personnellement par l'électeur ou par le directeur du scrutin, les directeur adjoint du scrutin ou les agents réviseurs pour le compte de l'électeur.

Revising agents

76. Revising agents shall be nominated and appointed to work in pairs by the returning officer from among the urban enumerators appointed pursuant to section 47 and the number of pairs shall, subject to sections 78 and 83, be equal to the number of revisal districts in the electoral district.

76. Le directeur du scrutin choisit et nomme des agents réviseurs parmi les recenseurs urbains nommés en vertu de l'article 47; ces agents réviseurs doivent agir en paires et le nombre de celles-ci est égal, sous réserve des articles 78 et 83, au nombre de districts de révision dans la circonscription.

5 Agents réviseurs

Different options

77. The returning officer shall, as far as possible, select and appoint each pair of revising agents so that they represent two different options of the submitted question and the returning officer shall make the appointments no later than Friday, the thirty-first day before polling day.

77. Le directeur du scrutin doit choisir et nommer chaque paire d'agents réviseurs au plus tard le vendredi trente-et-unième jour avant le jour du scrutin de manière qu'ils représentent, dans la mesure du possible, deux options différentes de la question soumise.

Options opposées

Additional pairs

78. Where the circumstances require it, the returning officer may, with the prior approval of the Chief Electoral Officer, appoint additional pairs of revising agents.

78. Si les circonstances le justifient, le directeur du scrutin peut, avec le consentement préalable du directeur général des élections, nommer des paires additionnelles d'agents réviseurs.

Agents réviseurs supplémentaires

Place

79. Revising agents are not restricted to act in any one revisal district but shall, when so instructed by the returning officer, act anywhere in the electoral district.

79. Les agents réviseurs doivent exercer leurs fonctions dans toute la circonscription si le directeur du scrutin le leur demande.

Lieu de l'exercice des fonctions

Function of revising agents

80. The function of revising agents is to respond to the requests of electors who wish to apply to have their names added to, corrected on or deleted from the preliminary list of electors.

80. Les agents réviseurs sont chargés de répondre aux demandes des électeurs qui veulent faire inscrire leur nom à une liste préliminaire des électeurs, y apporter une correction ou y faire effectuer une radiation.

Fonctions des agents réviseurs

Duty to act jointly

81. (1) Each pair of revising agents shall act jointly in performing their duties and shall take their instructions at all times from the returning officer for their electoral district or the returning officer's delegate.

81. (1) Les agents réviseurs doivent agir conjointement dans l'exercice de leurs fonctions et relèvent du directeur du scrutin de la circonscription ou de son représentant.

Exercice conjoint des fonctions

Disagreements

(2) Revising agents shall refer any matters of disagreement to the returning officer who will decide on the appropriate course of action to be taken.

(2) Les agents réviseurs doivent soumettre tout désaccord entre eux au directeur du scrutin qui décide des mesures à prendre.

Différend

Time to act

82. Revising agents appointed pursuant to section 77 shall act during the period commencing Friday, the thirty-first day before polling day and ending on Wednesday, the twelfth day before polling day.

82. Les agents réviseurs nommés conformément à l'article 77 exercent leurs fonctions pendant la période commençant le

Durée des fonctions

Revising agents
for special sit-
tings

83. For the purposes of section 101 and with the prior approval of the Chief Electoral Officer, the returning officer shall, subject to section 77, appoint, no later than Thursday, the eleventh day before polling day, one or more pairs of revising agents to act for the whole electoral district.

Time to act

84. Revising agents appointed pursuant to section 83 shall act during the period commencing on Thursday the eleventh day 10 before polling day and ending on Friday, the third day before polling day.

Oath

85. Each revising agent shall immediately after being appointed, take an oath in the prescribed form before the returning officer 15 of the applicable electoral district or a commissioner for taking affidavits within a province.

Replacement

86. A returning officer may at any time replace any revising agent appointed by the 20 returning officer by appointing, subject to section 77, another revising agent to act in the revising agent's place.

Transfer of
documents

87. Any revising agent replaced pursuant to section 86 shall transfer to the subsequent 25 appointee or to any person designated by the returning officer, any consultation documents, papers and written information that the revising agent has obtained or prepared for the purpose of performing the revising 30 agent's duties.

Designated offi-
cers

88. The election officers who are designated to receive applications for additions, corrections to or deletions from the list of electors for their electoral district are the 35 returning officer, assistant returning officer, revising officers and revising agents.

Applications for
additions and
corrections to
the list of elec-
tors

89. A person who is qualified to be an elector but
(a) was not enumerated,

vendredi trente et unième jour avant le jour du scrutin et se terminant le mercredi dou-
zième jour avant le jour du scrutin.

83. Pour l'application de l'article 101, avec l'approbation préalable du directeur général des élections, le directeur du scrutin doit nommer, au plus tard le jeudi onzième 5 jour avant le jour du scrutin, sous réserve de l'article 77, une ou plusieurs paires d'agents réviseurs pour agir dans l'ensemble de la 10 circonscription.

84. Les agents réviseurs nommés conformé-
ment à l'article 83 exercent leurs fonc-
tions pendant la période commençant le jeudi
onzième jour avant le jour du scrutin et se 15
terminant le vendredi troisième jour avant le
jour du scrutin.

85. Chaque agent réviseur doit, immédia-
tement après sa nomination, prêter serment
selon la formule prescrite devant le directeur 20
du scrutin de la circonscription ou un com-
missaire à l'assermentation de la province.

86. Le directeur du scrutin peut en tout
temps destituer un agent réviseur nommé par
lui et, sous réserve du paragraphe 77, en 25
nommer un autre pour le remplacer.

87. L'agent réviseur remplacé conformé-
ment à l'article 86 doit remettre à son rem-
plaçant ou à toute personne désignée par le
directeur du scrutin, les documents de con- 30
sultation, papiers ou renseignements écrits
qu'il a obtenus ou préparés dans l'exécution
de ses fonctions.

88. Les officiers d'élection désignés pour
la réception des demandes d'inscription à une 35
liste des électeurs d'une circonscription ou de
correction ou radiation de celle-ci sont le
directeur du scrutin, le directeur adjoint du
scrutin, les réviseurs et les agents réviseurs de
la circonscription. 40

89. La personne qui a qualité d'électeur
peut demander, pendant la période de révi-
sion mentionnée aux articles 91 et 92, à

Agents révi-
seurs pour les
séances spécia-
les

Durée des fonc-
tions

Serment

Destitution

Remise des
documents

Officiers d'élec-
tion désignés

Demandes de
révision

(b) whose name or particulars are incorrect on the preliminary list, or

(c) who has moved from one polling division to another in the same or another electoral district since being enumerated

may apply during the revision period as specified in sections 91 and 92 to a designated election officer in that person's electoral district to be added to the list for the polling division in which that person is ordinarily resident or to have that person's name or particulars corrected.

l'officier d'élection désigné dans la circonscription que son nom soit inscrit sur la liste des électeurs de la section de vote où elle réside ordinairement ou que les renseignements à son sujet sur la liste soient corrigés, 5 dans chacun des cas suivants :

a) la personne n'a pas été recensée;

b) le nom de la personne ou les renseignements à son sujet sur la liste préliminaire sont erronés; 10

c) la personne a déménagé d'une section de vote à une autre dans la même ou une autre circonscription.

Application to
remove name

90. A person who is not qualified as an elector but whose name appears on the preliminary list of electors may apply to any designated election officer during the revision period or in person to the revising officers for that person's revisal district during the sittings for revision held on the fourteenth, thirteenth and twelfth days before polling day to have that person's name removed from the list of electors.

90. La personne qui n'a pas qualité d'électeur mais dont le nom figure à la liste préliminaire des électeurs peut demander à l'officier d'élection désigné pendant la période de révision ou peut demander personnellement aux réviseurs de son district de révision pendant les séances de révision tenue les quatorzième, treizième et douzième jour avant le jour du scrutin que son nom soit radié de la liste des électeurs. 15 Idem

Application to
add name

91. A person wishing to have the person's name added to a preliminary list of electors may apply

91. La personne qui désire faire ajouter son nom à une liste préliminaire des électeurs peut en faire la demande : 25 Demande de radiation

(a) in person before the revising officers in that person's revisal district during the three days of sittings for revision on Monday, Tuesday and Wednesday the fourteenth, thirteenth and twelfth days before polling day or on the special sitting day for revision on the third day before polling day; or

a) soit personnellement aux réviseurs de son district de révision pendant les trois jours de révision les lundi, mardi et mercredi quatorzième, treizième et douzième jours avant le jour du scrutin ou pendant la séance spéciale de révision, vendredi le troisième jour avant le jour du scrutin;

(b) in the prescribed form before a designated officer in the person's electoral district starting on Friday the thirty-first day before polling day and ending on Friday the third day before polling day.

b) soit, selon la formule prescrite, devant un officier d'élection désigné de sa circonscription pendant la période commençant le vendredi trente et unième jour avant le jour du scrutin et se terminant le vendredi troisième jour avant le jour du scrutin. 40

Application to
correct name

92. A person wishing to have their name or particulars corrected on a preliminary list of electors may apply

92. La personne qui désire que son nom ou les renseignements qui figurent sur la liste préliminaire des électeurs soient corrigés peut en faire la demande :

Demandes de
correction

(a) in person before the revising officers in that person's revisal district during the sittings for revision on Monday, Tuesday and Wednesday the fourteenth, thirteenth and twelfth days before polling day only; 5 or

(b) in the prescribed form before a designated officer in the person's electoral district starting on Friday, the thirty-first day before polling day and ending on 10 Wednesday, the twelfth day before polling day.

Application re
absent persons

93. A qualified elector may apply

(a) to any designated officer in the elector's electoral district during the 15 period starting on Friday, the 31st day before polling day and ending on Wednesday, the twelfth day before polling day, or

(b) to the appropriate revising officers for the elector's revisal district on Monday, 20 Tuesday or Wednesday the fourteenth, thirteenth or twelfth day before polling day

to register absent relatives not necessarily living at the same address but living in the 25 same electoral district, and one absent non-relative living at the same address as the elector.

Transfer of
names

94. Whenever it has been established that a pair of enumerators have included in their 30 preliminary list of electors the name of an elector whose place of ordinary residence is situated in a polling division other than the one for which the enumerators have been appointed, the returning officer shall request 35 the appropriate revising officers during the sittings for revision to remove the elector's name from the list of electors in which it appears and to include it in the list of electors for the polling division in which the 40 elector resides.

Removal of
name of
deceased person

95. When an elector whose name appears on the preliminary list of electors dies during the period between the end of enumeration and the sittings for revision held on Monday, 45

a) soit personnellement devant les révisseurs de son district de révision pendant les séances de révision les lundi, mardi et mercredi quatorzième, treizième et douzième jours avant le jour du scrutin; 5

b) soit, selon la formule prescrite, devant un officier d'élection désigné de sa circonscription pendant la période commençant le vendredi trente et unième jour avant le jour du scrutin et se terminant le mercredi 10 douzième jour avant le jour du scrutin.

Électeurs
absents

93. La personne ayant qualité d'électeur peut demander que soit inscrits sur une liste des électeurs tout parent absent qui demeure dans la même circonscription que l'électeur, 15 qu'il demeure ou non à la même adresse, de même qu'au plus une autre personne absente demeurant à la même adresse que lui :

a) soit aux officiers d'élection désignés dans sa circonscription pendant la période 20 commençant le vendredi trente et unième jour avant le jour du scrutin et se terminant le mercredi douzième jour avant le jour du scrutin;

b) soit aux réviseurs compétents de son 25 district de révision les lundi, mardi ou mercredi quatorzième, treizième et douzième jours avant le jour du scrutin.

94. Dans le cas où il est établi que les 30 recenseurs ont inclus dans leur liste préliminaire des électeurs le nom d'un électeur dont le lieu de résidence ordinaire est situé dans une section de vote autre que celle pour laquelle ces recenseurs ont été nommés, le 35 directeur du scrutin doit demander, au cours des séances de révision, aux réviseurs compétents de radier le nom de l'électeur de la liste des électeurs où il figure et de l'inscrire à la liste des électeurs de la section de vote où 40 l'électeur réside.

Transferts de
noms

95. Lorsqu'un électeur dont le nom figure sur la liste préliminaire des électeurs décède entre la fin du recensement et la fin des séances de révision tenues les lundi, mardi et 45

Radiation du
nom d'une per-
sonne décédée

Tuesday and Wednesday, the fourteenth, thirteenth and twelfth days before polling day, any elector may request in person the appropriate revising officers to remove the name of the deceased elector from the list, on completion of a sworn declaration in the prescribed form.

mercredi, quatorzième, treizième et douzième jour avant le jour du scrutin tout électeur peut demander personnellement aux réviseurs compétents de la circonscription de radier le nom du défunt de la liste, après avoir complété une déclaration sous serment selon la formule prescrite.

Revisal offices

96. The returning officer shall secure for each revisal district and for the sitting held pursuant to section 100 or 101 a convenient, properly furnished, lighted and heated office with level access.

96. Le directeur du scrutin doit mettre à la disposition des réviseurs de chaque district de révision pour les séances tenues en vertu des articles 100 et 101 un bureau de révision qui doit être un local convenable suffisamment meublé, éclairé et chauffé et offrant un accès de plain-pied.

Local

Notice of revision

97. The returning officer shall

97. Le directeur du scrutin doit :

15 Avis de révision

(a) prepare and reproduce a notice of revision in the prescribed form no later than Thursday, the twenty-fifth day before polling day stating

a) préparer l'avis de révision en la forme prescrite et en faire des copies, au plus tard le jeudi vingtième-cinquième jour avant le jour du scrutin; l'avis doit indiquer :

20

(i) the numbers of the polling divisions contained in every revisal district established by the returning officer,

(i) les numéros de sections de vote comprises dans chaque district de révision,

20

(ii) the names of the two revising officers appointed for each revisal district,

(ii) le nom des deux réviseurs nommés pour chaque district de révision,

25

(iii) the addresses of the revisal offices at which the revising officers will conduct the revision of the lists of electors,

(iii) l'adresse des bureaux de révision où les réviseurs procéderont à la révision des listes des électeurs,

25

(iv) the days and hours during which the revisal offices will be open to the public and including,

(iv) les heures et jours d'ouverture des bureaux de révision,

30

(v) all relevant details relating to the special sitting for revision held pursuant to section 101 on the third day before polling day; and

(v) tous les renseignements sur les séances spéciales de révision tenues en vertu de l'article 101 le vendredi troisième jour avant le jour du scrutin;

(b) transmit or deliver two copies of the notice of revision prepared according to paragraph (a) to the electoral district agent of each registered consultation committee for the pending public consultation in the electoral district.

b) transmettre deux copies de l'avis de révision préparé conformément à l'alinéa a) à l'agent de circonscription de chaque comité de consultation agréé pour la consultation populaire en cours dans la circonscription.

40

Posting up of notice

98. The revising officers of each revisal district shall

98. Les réviseurs de chaque district de révision doivent :

Affichage de l'avis

(a) before noon of the first day of the sittings of revision post up a copy of the notice of revision outside of and near the revisal office where they will conduct the revision of the lists; and

5

(b) ensure that the copy is replaced as circumstances require in order that a copy remains posted up during the days of sittings for revision.

Supplies for
revision

99. A returning officer shall, before the start of the sittings for revision at noon on Monday, the fourteenth day before polling day, provide each pair of revising officers that the returning officer has appointed with

(a) at least one copy of the preliminary list of electors for every polling division in the electoral district in which their revisal district is located;

(b) the required number of copies of the notice of revision printed in accordance with section 97; and

(c) the necessary supplies to conduct the revision of the lists of electors.

Time of sittings

100. The sittings of the revising officers for the revision of the lists of electors shall be held on Monday, Tuesday and Wednesday, the fourteenth, thirteenth and twelfth days before polling day and, subject to section 112 on Thursday, the eleventh day before polling day and shall commence at noon on those days and shall continue until 8:00 p.m. each day.

Special sitting

101. A special sitting for revision of the lists of electors will be held during the hours referred to in section 100 on Friday, the third day before polling day, during which the revising officers appointed pursuant to section 69 shall hear and consider only personal applications and sworn applications in the prescribed forms through revising agents, the returning officer or assistant returning officer, for the names of electors to be added to the list.

a) avant midi le premier jour des séances de révision, afficher une copie de l'avis de révision à l'extérieur du bureau de révision, à proximité de celui-ci;

b) veiller à ce que la copie soit remplacée si nécessaire de sorte qu'une copie demeure affichée pendant toute la durée des séances de révision.

99. Le directeur du scrutin doit remettre à chaque paire de réviseurs, avant le début des séances de révision à midi, le lundi quatorzième jour avant le jour du scrutin :

Matériel nécessaire à la révision

a) au moins une copie de la liste préliminaire des électeurs de chaque section de vote de la circonscription dans laquelle leur district de révision est compris;

b) le nombre requis de copies de l'avis de révision préparé conformément à l'article 97;

c) le matériel nécessaire pour procéder à la révision des listes des électeurs.

100. Les réviseurs tiennent leurs séances de révision des listes des électeurs les lundi, mardi et mercredi, quatorzième, treizième et douzième jours avant le jour du scrutin et, sous réserve de l'article 112, le jeudi onzième jour avant le jour du scrutin. Les séances commencent à midi et se terminent à vingt heures chacun de ces jours.

Date des séances de révision

101. Les réviseurs nommés en vertu de l'article 69 doivent tenir pendant les heures visées à l'article 100 une séance spéciale de révision des listes des électeurs le vendredi troisième jour avant le jour du scrutin, pendant laquelle ils étudient les demandes personnelles et les demandes sous serment présentées en la forme prescrite par l'intermédiaire du directeur du scrutin, du directeur adjoint du scrutin ou des agents réviseurs, en vue de faire inscrire le nom d'un électeur à une liste des électeurs.

Séance spéciale de révision

Record sheets

102. During the sittings for revision of the lists of electors held pursuant to sections 100, 101 and 112, each pair of revising officers shall keep a record in the prescribed form (referred to in this Act as the “revising officers’ record sheets”) in which each application, as it is made, and its disposition, shall be noted.

Questions

103. Where personal applications are made to the revising officers for additions or corrections to or deletions from the list of electors, the revising officers will pose to the applicant all such relevant questions as they deem necessary and proper.

Insertion in record sheets

104. Where an applicant referred to in section 103 answers questions to the satisfaction of the revising officers, the revising officers shall insert, correct or delete the name and particulars of the applicant in the revising officers’ record sheets and ensure that the statement of changes that they will prepare for the relevant polling divisions will reflect the changes.

Duties of revising officers

105. During the sittings for revision held on Monday, Tuesday and Wednesday, the fourteenth, thirteenth and twelfth days before polling day, the revising officers

- (a) shall comply with any request made by a returning officer pursuant to section 94;
- (b) shall correct any typographical errors of which they have knowledge appearing in the preliminary lists of electors;
- (c) may accept, as an application for registration, correction or deletion, pursuant to sections 89 and 91 to 93, a properly sworn application in the prescribed form made by

- (i) two revising agents,
- (ii) the returning officer, or
- (iii) the assistant returning officer,

that is accompanied by an application in the prescribed form signed by either the person wishing to have a correction made on or their

102. Durant les séances de révision des listes des électeurs tenues en vertu des articles 100, 101 et 112, chaque paire de réviseurs doit tenir un registre (appelé au présent article : «feuilles de registre des réviseurs»), selon la formule prescrite, sur lequel doivent être notées chaque demande, telle qu’elle est formulée, et la décision rendue en l’espèce.

Registre

Questions

103. Lorsque des demandes d’inscription à une liste des électeurs ou de correction ou de radiation de celle-ci sont présentées personnellement aux réviseurs, ceux-ci doivent poser à l’auteur de la demande les questions qu’ils estiment pertinentes.

Décision

104. Lorsque l’auteur de la demande visée à l’article 103 répond aux questions d’une manière que les réviseurs estiment satisfaisante, ceux-ci doivent soit inscrire à leurs feuilles de registre le nom de l’auteur de la demande et les renseignements sur celui-ci, soit y apporter les corrections nécessaires, soit y radier son nom et les renseignements sur celui-ci et s’assurer que la déclaration de modification qu’ils doivent préparer pour la section de vote concernée tient compte des modifications.

Fonctions des réviseurs

105. Pendant les séances de révision tenues les lundi, mardi et mercredi quatorzième, treizième et douzième jour avant le jour du scrutin, les réviseurs :

- a) doivent donner suite à toute demande du directeur du scrutin prévue à l’article 94;
- b) doivent corriger toute erreur typographique sur les listes des électeurs dont ils ont connaissance;
- c) peuvent accepter, à titre de demande d’inscription, de correction ou de radiation prévues aux articles 89 et 91 à 93, une demande sous serment en la forme prescrite :

- (i) soit de deux agents réviseurs,
- (ii) soit du directeur du scrutin,
- (iii) soit du directeur adjoint du scrutin.

names removed from the preliminary list or the person claiming to be entitled to be registered as an elector or, if the person is temporarily absent from the person's place of ordinary residence, signed by a relative, or a non-relative living at the same address; and

(d) shall process personal applications for additions, corrections or the removal of names, including the names of deceased electors, from the preliminary lists of 10 electors.

La demande doit être accompagnée d'une demande en la forme prescrite signée soit par la personne qui demande que son nom soit radié de la liste préliminaire ou qu'il y soit apporté une correction ou de la personne qui prétend avoir le droit d'y être inscrit à titre d'électeur ou, si cette personne est temporairement absente de son lieu ordinaire de résidence, d'une déclaration signée par un parent, ou par une autre personne qui demeure à la même adresse;

d) doivent étudier les demandes personnelles d'inscription de nom aux listes des électeurs ou de correction ou radiation de celle-ci, y compris la radiation du nom de 15 personnes décédées.

Attendance

106. (1) Where the revising officers have any doubt as to whether any application for registration made pursuant to paragraph 105(c) should be allowed, they shall not accept the application, but the applicant may appear in person or by agent before the revising officers at any time during their sittings on the fourteenth, thirteenth and twelfth days or on the sitting for revision to hear objections on the eleventh day before polling day for the purpose of proving the applicant's right to be registered as an elector.

106. (1) Lorsque les réviseurs ne sont pas convaincus qu'une demande d'inscription prévue à l'alinéa 105c) devrait être acceptée, ils doivent la refuser; l'auteur de la demande peut comparaître personnellement ou par mandataire devant les réviseurs lors de leurs séances de révision des quatorzième, treizième et douzième jours avant le jour du scrutin ou lors de leurs séances de révision pour l'audition des oppositions le onzième jour avant le jour du scrutin afin d'établir son droit d'être inscrit sur la liste des électeurs.

Comparution

Notice

(2) The revising officers shall transmit, by messenger, a notice in the prescribed form to the applicant, at the person's address as given in the application, advising the person mentioned in the application that the person may appear personally before the revising officers during their sittings for revision on the fourteenth, thirteenth, twelfth or eleventh days before polling day, to establish the person's right, if any, to have the person's name entered on the appropriate official list of electors.

(2) Les réviseurs doivent transmettre à l'auteur de la demande, par messenger, un avis en la forme prescrite à son adresse figurant dans la demande, l'informant qu'il peut comparaître en personne devant les réviseurs pendant leurs séances de révision des quatorzième, treizième ou onzième jours avant le jour du scrutin afin d'établir son droit d'être inscrit sur la liste des électeurs.

Avis

Rejection of the request

(3) Where an applicant fails to appear personally or by agent, as required by subsection (2), or fails to produce satisfactory evidence, the revising officers may refuse the application.

(3) Si l'auteur de la demande omet de comparaître personnellement ou par mandataire, contrairement au paragraphe (2), ou omet de présenter des preuves satisfaisantes, les réviseurs peuvent refuser la demande.

Refus de la demande

Interpreter	<p>(4) Where the language of any applicant is not understood by one or both of the revising officers, an interpreter</p> <p>(a) shall be appointed by the revising officers where the language of the applicant is English or French, unless both of the revising officers are satisfied that they understand the nature and substance of the application and that the applicant can follow the proceedings; and</p> <p>(b) in any other case, may be appointed by the revising officers.</p>	<p>(4) Lorsque les réviseurs ou l'un d'eux ne comprennent pas la langue de l'auteur de la demande, ceux-ci :</p> <p>a) doivent nommer un interprète lorsque la langue de l'auteur de la demande est le français ou l'anglais; les réviseurs sont dispensés de ce faire lorsqu'ils sont convaincus de pouvoir comprendre la nature et, en substance, le contenu de la requête et que le requérant peut comprendre le déroulement des procédures;</p> <p>b) peuvent dans les autres cas, nommer un interprète.</p>	Interprète
Idem	<p>(5) Where an interpreter is appointed pursuant to subsection (4), the interpreter shall be sworn and shall be the means of communication between the revising officers and the applicant.</p>	<p>(5) L'interprète nommé conformément au paragraphe (4) doit être assermenté et sert alors d'intermédiaire entre les réviseurs et le requérant.</p>	Idem
Representatives may be present	<p>107. The revising officers shall permit to be present in the revisal office one representative of each registered consultation committee for the pending public consultation, but no such representative, except with the permission of the revising officers, has any right to take part or intervene in the proceedings.</p>	<p>107. Les réviseurs doivent permettre que soit présent au bureau de révision un représentant de chaque comité de consultation agréé pour la consultation populaire en cours dans la circonscription. Cependant, aucun représentant n'a le droit, sauf avec la permission des réviseurs, de prendre part aux délibérations ni d'y intervenir.</p>	Représentant
Powers of justice of the peace	<p>108. The revising officers shall, while sitting as such, have and possess the same powers as a justice of the peace in their province.</p>	<p>108. Les réviseurs, lorsqu'ils siègent en cette qualité, possèdent les mêmes pouvoirs qu'un juge de paix dans leur province.</p>	Pouvoirs
Presentation of completed application	<p>109. Revising agents, the returning officer and the assistant returning officer shall</p> <p>(a) on the days on which the official sittings for revision are held, namely, the fourteenth, thirteenth and twelfth days before polling day, present to the appropriate revising officers any completed applications for registration, correction or deletion in the forms prescribed together with their own declaration in the prescribed form; and</p> <p>(b) on the special sitting for revision held on Friday, the third day before polling day, present to the appropriate revising officers any completed applications for registration together with their own declaration in the prescribed form.</p>	<p>109. Les agents réviseurs, le directeur du scrutin et le directeur adjoint du scrutin doivent :</p> <p>a) les jours où se tiennent les séances de révision, c'est-à-dire les quatorzième, treizième et douzième jours avant le jour du scrutin, présenter aux réviseurs complétés les demandes d'inscription aux listes des électeurs ou de correction ou de radiation de celle-ci, dûment complétées, en la forme prescrite, de même que leur propre déclaration en la forme prescrite;</p> <p>b) le jour où se tient la séance spéciale de révision, c'est-à-dire le troisième jour avant le jour du scrutin, présenter aux</p>	Devoirs

Transfers of applications

110. Where a completed application for addition, correction or deletion in the prescribed form is received by a pair of revising officers from a pair of revising agents, the returning officer or assistant returning officer and such application relates to a polling division not contained in the revising officers' revisal district, such application may be transferred

(a) up to Wednesday the twelfth day 10 before polling day, to the pair of revising officers in whose revisal district the polling division is contained, and

(b) after Wednesday the twelfth day 15 before polling day, to the pair of revising officers appointed pursuant to section 69.

who shall then dispose of the application according to this Act.

Objections

111. (1) An elector whose name appears on the preliminary list for an urban polling 20 division may make an objection before the revising officers for the elector's revisal district respecting the inclusion of the name of another person on the list for any of the polling divisions in the same revisal district. 25

Idem

(2) During the sittings for revision on Monday and Tuesday, the fourteenth and thirteenth days before polling day only, an elector may take an Affidavit of Objection in the prescribed form before the appropriate 30 revising officers alleging that another person whose name appears in one of the preliminary lists for the same revisal district is not qualified to be thereon.

Notice

(3) The revising officers shall, on the day 35 an affidavit referred to in subsection (2) is taken or on the next day, send, by messenger, to the person objected to, at the person's address given on the preliminary list and also at any other address given on the affidavit, 40

réviseurs compétents toute demande d'inscription dûment complétée, de même que leur propre déclaration en la forme prescrite.

110. Lorsqu'une paire de réviseurs reçoit d'une paire d'agents réviseurs, du directeur du scrutin ou du directeur adjoint du scrutin une demande d'inscription, de correction ou 5 de radiation en la forme prescrite et que la demande est présentée à l'égard d'une section de vote non incluse dans le district de révision de la paire de réviseurs, la demande peut être transférée pour étude et décision conformément à la présente loi :

a) jusqu'au mercredi douzième jour avant 15 le jour du scrutin, à la paire de réviseurs dans le district de révision desquels est incluse la section de vote;

b) après le mercredi douzième jour avant le jour du scrutin, à la paire de réviseurs 20 compétents nommés conformément à l'article 69.

5 Transfert d'une demande

111. (1) L'électeur dont le nom figure sur la liste préliminaire d'une section de vote 25 urbaine peut présenter une opposition devant les réviseurs de son district de révision en ce qui a trait à l'inclusion du nom d'une autre personne sur la liste pour toute section de vote du district de révision. 30

Oppositions

(2) Pendant les séances de révision les lundi et mardi quatorzième et treizième jours avant le jour du scrutin, l'électeur peut souscrire une déclaration d'opposition sous serment, en la forme prescrite, devant les 35 réviseurs compétents alléguant l'incapacité à voter de la personne dont le nom figure à l'une des listes préliminaires du même district de révision.

Procédure

(3) Les réviseurs doivent, le jour de la 40 Avis souscription de la déclaration ou le lendemain, envoyer par messenger à la personne qui fait l'objet de l'opposition, à l'adresse de celle-ci figurant sur la liste préliminaire, ainsi qu'à toute autre adresse indiquée dans 45 la déclaration :

(a) a notice, in the prescribed form, advising the person mentioned in the affidavit that the person may appear personally or by representative before the revising officers during their sitting for revision at the latest on Thursday, the eleventh day before polling day, to establish the person's right, if any, to have the person's name retained on the preliminary list; and

(b) a copy of the relevant Affidavit of 10 Objection.

a) un avis, selon la formule prescrite, l'informant qu'elle peut comparaître, en personne ou par représentant, devant les réviseurs, pendant leurs séances de révision, au plus tard le jeudi onzième jour 5 avant le jour du scrutin, pour établir son droit, le cas échéant, au maintien de son nom sur cette liste préliminaire;

b) une copie de la déclaration d'opposition.

Hearing

112. (1) Where an objection is made on affidavit taken before the revising officers pursuant to subsection 111(2), of which notice has been sent by messenger by the 15 revising officers to the person objected to, the revising officers shall examine whenever possible, on oath, the elector making the objection, the person against whom the objection is made and any witness present 20 and base their decision on the information so obtained.

112. (1) Lorsqu'une opposition est faite 10 Audition au moyen d'une déclaration souscrite devant les réviseurs en vertu du paragraphe 111(2) et que ceux-ci ont envoyé un avis, par messenger, à la personne qui fait l'objet de l'opposition, les réviseurs doivent, si possible, interro- 15 ger sous serment l'électeur qui présente l'opposition, la personne qui en fait l'objet, ainsi que de tout témoin présent de sa propre initiative et fonder leur décision sur les éléments de preuve recueillis. 20

Decision

(2) After the objection is dealt with, the revising officers shall, at their discretion, either strike the name of the person objected 25 to from the preliminary list on which the name appears or allow the name to stand.

(2) Après avoir examiné l'opposition, les 25 réviseurs doivent, à leur discrétion, radier le nom de la personne qui fait l'objet de l'opposition de la liste préliminaire sur laquelle elle figure ou permettre qu'il y soit maintenu. 25

Onus

(3) The onus of presenting sufficient evidence to warrant the striking off of any name from the preliminary list shall be on 30 the elector making the objection.

(3) Il incombe à l'électeur qui présente l'opposition de démontrer l'existence d'un motif suffisant pour radier le nom de la liste préliminaire. Preuve

Idem

(4) It shall not be necessary for the person against whom an objection is made to prove in the first instance that that person's name properly appears on the preliminary list. 35

(4) La personne qui fait l'objet de l'opposi- 30 Idem tion n'est pas tenue de fournir, en premier lieu, la preuve que son nom figure régulièrement sur la liste préliminaire.

Idem

(5) The non-attendance before the revising officers, at the time the objection is dealt with, of the person against whom an objection is made does not relieve the elector making the objection from substantiating a 40 *prima facie* case by evidence that, in the absence of rebuttal evidence, is considered by the revising officers sufficient to establish the fact that the name of the person objected to improperly appears on the preliminary list. 45

(5) Si la personne qui fait l'objet de l'opposition ne se présente pas devant les 35 réviseurs lors de leur examen de l'opposition, l'électeur qui la présente n'est pas exempté d'établir une présomption de fait que, faute de réfutation, les réviseurs jugent suffisante pour démontrer que le nom de la personne 40 qui fait l'objet de l'opposition figure irrégulièrement sur la liste préliminaire. Idem

REVISION OF LISTS OF ELECTORS — RURAL

RÉVISION DES LISTES DES ÉLECTEURS
(SECTIONS RURALES)Revision of lists
of electors —
rural

113. The revision of the preliminary list of electors in a rural polling division will be conducted by the enumerator appointed pursuant to section 46 to prepare the preliminary list.

5

Index book

114. Each rural enumerator shall use the rural enumerator's index book referred to in subsection 56(2) to revise the preliminary list of electors for the rural enumerator's polling division.

10

Attendance of
enumerator

115. In order that a rural enumerator may be easily found by any person who wishes to make representations with regard to any entry in or omission from the preliminary list of electors for the person's polling division, a rural enumerator shall attend, at the place stated in the notice of rural enumeration and posted pursuant to section 50, between the hours of 12 noon and 8:00 p.m. on Wednesday, the twelfth day before polling day for the revision of the preliminary list.

15

Duties of enu-
merator

116. At any time after the preliminary list of electors has been prepared and particularly between noon and 8:00 p.m. on Wednesday the twelfth day before polling day at the place stated for the revision of the list in the notice of rural enumeration posted pursuant to section 50, when satisfied from representations made by any credible person that the preliminary list requires amendment, the rural enumerator shall

(a) add to the list the name of any person who is qualified as an elector in the elector's polling division at the pending election, but whose name has been omitted from the preliminary list;

35

(b) strike from the list the name of any person who is not qualified as an elector in the elector's polling division;

(c) correct any inaccurate entry as to the name or particulars of any elector whose name appears on the list;

40

(d) add to the list the name of any person who has moved after the enumeration date to the polling division from another polling

45

113. La révision de la liste électorale d'une section de vote rurale est effectuée par le recenseur nommé conformément à l'article 46.

Révision

114. Chaque recenseur rural doit utiliser le cahier index mentionné au paragraphe 56(2) pour réviser la liste préliminaire des électeurs de sa section de vote.

5 Cahier index

115. Afin qu'il puisse facilement être trouvé par toute personne qui désire faire des représentations relativement à une inscription ou omission quelconque sur la liste préliminaire des électeurs de sa section de vote, le recenseur rural doit se tenir à l'endroit dont il a donné avis, conformément à l'article 50, entre midi et vingt heures le mercredi, douzième jour avant le jour du scrutin, pour la révision de la liste préliminaire.

Présence du
recenseur

10

116. En tout temps après l'établissement de la liste préliminaire, et particulièrement entre midi et vingt heures le mercredi douzième jour avant le jour du scrutin, à l'endroit désigné pour la révision de la liste dans l'avis du recensement rural qu'il a affiché, conformément à l'article 50, le recenseur, étant convaincu, d'après les observations qui lui ont été faites par toute personne digne de foi, qu'il faut modifier la liste préliminaire, doit :

Fonctions

30

a) inscrire à la liste le nom de toute personne qui a qualité d'électeur dans sa section de vote pour la consultation populaire en cours, mais dont le nom a été omis de la liste préliminaire;

35

b) radier de la liste le nom de toute personne qui n'a pas qualité d'électeur dans sa section de vote;

c) corriger toute inscription inexacte relativement au nom ou à l'adresse de tout électeur dont le nom figure sur la liste;

40

division in the same or another electoral district and who applies to have that person's name added to the list; and

(e) permit one representative of each registered consultation committee to be present in the place of revision, but no representative, except with the permission of the enumerator, has any right to take part or intervene in the proceedings.

STATEMENTS OF CHANGES — URBAN

Statements of
changes —
urban

117. Each pair of revising officers shall, 10
after the conclusion of their sittings for
revision held pursuant to section 100,

(a) prepare two copies of the statement, in the prescribed form, of the changes to the preliminary list of electors for each polling 15
division in their revisal district, as shown by the entries in the record sheets, and certify each copy of the statement; or

(b) where no changes have been made to the preliminary list for any polling divi- 20
sion, prepare the necessary number of copies of the statement of changes by writing the word "Nil" in the spaces provided for the various entries on the prescribed form and by completing the 25
form in every other respect.

STATEMENT OF CHANGES — RURAL

Statement of
changes —
rural

118. Each rural enumerator shall, after the conclusion of the sitting for revision held pursuant to section 115,

(a) prepare three copies of the statement, 30
in the prescribed form, of the changes to the preliminary list of electors for the polling division as shown by the entries in the index book, and certify each copy of the statement; or

(b) where no changes have been made to the preliminary list for the polling division, prepare the necessary number of copies of the statement of changes by writing the

d) inscrire à la liste le nom de toute personne qui est déménagée après la date de recensement dans la section de vote située dans la même ou dans une autre circonscription et qui demande de faire inscrire 5
son nom à la liste;

e) permettre à un représentant de chaque comité de consultation agréé d'être présent à l'endroit où a lieu la révision; aucun représentant, sauf sur permission du recen- 10
seur, n'a droit de participer dans la procédure du recensement ou d'y intervenir.

RELEVÉS DES MODIFICATIONS (SECTIONS URBAINES)

117. Chaque paire de réviseurs urbains 15
doit, après leurs séances de révision tenues en vertu de l'article 100 :

a) soit préparer deux copies d'un relevé, en la forme prescrite, des modifications faites dans la liste préliminaire des électeurs dans chaque section de vote de leur district de révision, conformément aux renseigne- 20
ments figurant dans les feuilles de registre et certifier chacune des copies du relevé;

b) soit, dans le cas où il n'a été fait aucune modification dans la liste préliminaire d'une section de vote, préparer le nombre 25
nécessaire de copies du relevé des modifications, en inscrivant le mot «Aucun» dans les espaces réservés aux diverses inscriptions sur la formule prescrite et remplir le reste de la formule. 30

RELEVÉS DES MODIFICATIONS (SECTIONS RURALES)

118. Chaque recenseur rural doit, après les séances de révision tenues conformément à l'article 115 :

a) soit préparer trois copies du relevé des modifications, selon la formule prescrite, 35
faites par lui dans la liste des électeurs de sa section de vote, selon les inscriptions faites dans le cahier-index et certifier chaque copie du relevé;

b) soit, dans le cas où il n'a été fait aucune 40
modification à la liste préliminaire de la section de vote, préparer le nombre nécessaire de copies du relevé des modifications

word "Nil" in the spaces provided for the various entries on the prescribed form and by completing the form in every other respect.

en inscrivant le mot «Aucun» dans les espaces réservés aux diverses inscriptions sur la formule prescrite et remplir le reste de la formule.

Transmittal

119. Not later than Friday, the tenth day before polling day, each pair of revising officers shall transmit to the returning officer

- (a) two copies of the certified statement of changes for each polling division in their revisal district;
- (b) the record sheets, duly completed;
- (c) the duplicate notices to persons objected to, with attached affidavits in the forms prescribed pursuant to section 111;
- (d) every used application made pursuant to paragraph 91(b) and sections 92 and 93; and
- (e) all other documents in their possession relating to the revision of the lists of electors for the various polling divisions comprised in their revisal district.

119. Au plus tard le vendredi dixième jour avant le jour du scrutin, chaque paire de réviseurs doit transmettre au directeur du scrutin :

- a) deux copies du relevé certifié des modifications pour chaque section de vote de leur district de révision;
- b) les feuilles de registre, dûment complétées;
- c) les duplicata d'avis aux personnes qui ont fait l'objet d'oppositions, avec les déclarations sous serment annexées, selon les formules prescrites en vertu de l'article 111;
- d) toute demande utilisée et faite en vertu de l'alinéa 91b) et des articles 92 et 93;
- e) tous les autres documents qu'ils avaient pour la révision des listes des électeurs des diverses sections de vote comprises dans leur district de révision.

5 Documents à remettre

Idem

120. Not later than Friday, the tenth day before polling day, each rural enumerator shall transmit or deliver to the returning officer

- (a) the index book certified and all other documents in the enumerator's possession relating to the revision of the list of electors for his or her polling division; and
- (b) two certified copies of the statement of changes for the polling division.

120. Au plus tard le vendredi dixième jour avant le jour du scrutin, chaque recenseur rural doit transmettre au directeur du scrutin :

- a) le cahier-index et tous les autres documents qu'il avait pour la révision de la liste des électeurs de sa section de vote;
- b) deux copies certifiées du relevé de modifications pour la section de vote.

25 Idem

Inspection

121. Each rural enumerator shall keep one copy of the preliminary list of electors and one copy of the statement of changes and permit those copies to be inspected at any reasonable time by any elector who asks to inspect them.

121. Chaque recenseur rural doit garder en sa possession une copie de la liste préliminaire des électeurs et une copie du relevé des modifications et permettre à tout électeur qui en fait la demande d'examiner ces copies à toute heure convenable.

Examen des listes

Transmittal of documents

122. The returning officer shall, on receipt of the two certified copies of the statement of changes for each urban polling division transmitted by the revising officers pursuant to paragraph 119(a) and of the two certified

122. Le directeur du scrutin doit, sur réception des deux copies certifiées des relevés de modifications visés aux articles 119 et 120 :

40 Remise de documents

copies of the same statement transmitted by the enumerator of each rural polling division pursuant to paragraph 120(b),

(a) keep one copy on file in the returning officer's office where it shall be available for public inspection during the hours that the office is open; 5

(b) immediately transmit or deliver to the electoral district agent of each registered consultation committee at the pending public consultation one copy of the statement of changes received from each pair of revising officers and the enumerator of each rural polling division; and 10

(c) deliver, in the ballot boxes, one copy of the statement of changes received from the revising officers or from the rural enumerators, together with the preliminary lists, to the appropriate deputy returning officers for use at the taking of the votes. 20

Additional
copies

123. At any time after the conclusion of the sittings for revision held pursuant to sections 100 and 115, the electoral district agent of a registered consultation committee may request the returning officer for the electoral district to provide him with one or two additional copies of the statement of changes for any or all of the polling divisions in such electoral district, which request the returning officer shall comply with as expeditiously as possible. 25 30

Statement of
change

124. Forthwith after the conclusion of the special sitting for revision held pursuant to section 101 on Friday, the third day before polling day, the revising officers shall complete and certify at least one copy of a statement of changes in the prescribed form, for each polling division where at least one name has been added to the list of electors and shall deliver or transmit to the returning officer, in the manner instructed by the returning officer, 35 40

(a) the aforementioned statement;

(b) every completed application submitted by revising agents, the returning officer or assistant returning officer pursuant to paragraph 91(b) and section 93; and 45

a) conserver une copie de ces relevés à son bureau et la mettre à la disposition du public pour examen pendant les heures d'ouverture de son bureau;

b) transmettre sans délai à l'agent de circonscription de chaque comité de consultation agréé pour la consultation populaire en cours dans la circonscription une copie de ces relevés de modification; 5

c) transmettre, dans les boîtes de scrutin, une copie de ces relevés et les listes préliminaires, aux scrutateurs concernés pour utilisation lors du déroulement du scrutin. 10

123. En tout temps après les séances de révision tenues en vertu des articles 100 et 115, l'agent de circonscription d'un comité de consultation agréé peut demander au directeur du scrutin de cette circonscription de lui fournir une ou deux copies supplémentaires du relevé des modifications pour une ou plusieurs sections de vote de la circonscription; le directeur du scrutin doit donner suite à la demande dans les meilleurs délais. 15 20

Copies addi-
tionnelles

124. Aussitôt après la séance spéciale de révision tenue en vertu de l'article 101 le vendredi troisième jour avant le jour du scrutin, les réviseurs doivent remplir et certifier au moins une copie du relevé des modifications, selon la formule prescrite, pour chaque section de vote où au moins un nom a été ajouté à la liste des électeurs et doivent transmettre au directeur du scrutin, en la manière qu'il indique : 25 30

Relevé des
modifications

a) les relevés mentionnés au présent article; 35

b) toute demande complétée et soumise par les agents réviseurs, le directeur du scrutin ou le directeur adjoint du scrutin en vertu de l'alinéa 91b) et de l'article 93;

(c) all other documents in their possession relating to the revision of the lists of electors.

c) tous les autres documents qu'ils avaient pour effectuer la révision des listes des électeurs.

Communication
of names

125. On receipt of the statements of changes or the information contained therein, transmitted pursuant to section 124, the returning officer shall communicate, before the opening of the polls on polling day, the names and addresses of electors contained in those statements to the deputy returning officer for each relevant polling station in the manner prescribed by the Chief Electoral Officer.

125. Sur réception des relevés des modifications ou des renseignements y figurant qui lui sont transmis en vertu de l'article 124, le directeur du scrutin doit communiquer, avant l'ouverture des bureaux de scrutin le jour du scrutin, les nom et adresse des électeurs figurant dans ces relevés au scrutateur de chaque bureau de scrutin concerné de la façon prescrite par le directeur général des élections.

Communication
des noms

OFFENCES

Offences

126. Any person who

(a) obstructs an enumerator, a revising officer or a revising agent, in the performance of duties under this Act,

(b) without authority, carries or uses identification intended to be used by an enumerator or a revising agent or intended to replace or simulate the identification prescribed by the Chief Electoral Officer for that purpose, or

(c) has been replaced as enumerator or revising agent by the returning officer and who refuses to deliver or give up to that person's replacement or to an authorized person any papers or written instructions that the person has received or prepared in the performance of that person's duties,

is guilty of an offence against this Act.

126. Commet une infraction à la présente loi quiconque :

a) entrave l'action d'un recenseur, d'un réviseur ou d'un agent réviseur dans l'exercice de ses fonctions;

b) porte ou utilise sans autorisation des pièces d'identité simulant celles des recenseurs ou agents réviseurs ou visant à remplacer ou à simuler celles prescrites par le directeur général des élections à cet effet;

c) ayant été démis de ses fonctions de recenseur ou d'agent réviseur par le directeur du scrutin, refuse de remettre à son remplaçant ou à la personne autorisée les papiers ou documents qu'il a reçu ou préparé dans le cadre de ses fonctions.

Infraction

OFFICIAL LISTS OF ELECTORS

Official Lists of
Electors

127. In an urban or rural polling division, the preliminary list and the statements of changes together constitute the official list of electors for the taking of the votes.

LISTES OFFICIELLES DES ÉLECTEURS

127. Tant dans les sections rurales qu'urbaines, la liste préliminaire des électeurs et le relevé des modifications constituent la liste officielle des électeurs pour le déroulement du scrutin.

Liste des élec-
teurs

Idem

128. In polling divisions for which more than one polling station has been established pursuant to section 140 the appropriate portion of the preliminary list, together with the special statement of changes, as certified

128. Dans les sections de vote où plus d'un bureau de scrutin a été établi en vertu de l'article 140, la partie de la liste préliminaire des électeurs et le relevé spécial des modifications, ainsi que l'a certifié le directeur du scrutin, sont et constituent la liste électorale

Idem

by the returning officer, shall be and constitute the official list of electors to be used for the taking of the votes on polling day at the polling station for which they are prepared.

officielle qui doit servir au vote le jour du scrutin, au bureau de scrutin pour lequel ils ont été préparés.

Amalgamation
of lists

129. After the completion of the preliminary or official lists of electors, where an unpredicted or unusually small number of electors appear on such list for a polling division, the returning officer may amalgamate that list with the list for one or more adjacent polling divisions for the taking of the votes and in doing so shall ensure that such measures will not unduly inconvenience the electors of any of the polling divisions concerned.

129. Après l'établissement des listes préliminaires ou listes officielles des électeurs, lorsqu'un nombre inhabituellement petit d'électeurs figure sur la liste d'une section de vote, le directeur du scrutin peut fusionner cette liste à la liste d'une ou plusieurs autres sections adjacentes pour le déroulement du scrutin. Le directeur du scrutin doit veiller à ce que la fusion ne nuise pas indûment aux électeurs des sections de vote concernées.

Fusion des listes

PROCLAMATION BY RETURNING OFFICER

PROCLAMATION PAR LE DIRECTEUR DU SCRUTIN

Proclamation
by returning
officer

130. (1) Within two days after he receives a writ of public consultation or within six days after he has been notified by the Chief Electoral Officer of the issue of such a writ, whichever is the sooner, a returning officer shall issue a proclamation in the prescribed form under his hand in the English and French languages indicating

130. (1) Dans les deux jours qui suivent la réception d'un bref de consultation populaire ou dans les six jours après que le directeur général des élections lui a notifié l'émission de ce bref, selon celui de ces deux événements qui est antérieur à l'autre, le directeur du scrutin doit, sous sa signature et dans les langues anglaise et française, prendre une proclamation, suivant la formule prescrite, où seront indiqués :

Proclamation
par le directeur
du scrutin

(a) the day on which the poll for taking the votes of the electors is to be held, in case a poll is demanded;

a) le jour où doit être tenu le scrutin;

(b) the time when and the place where the returning officer will add up the number of votes given to the several options;

b) le jour, l'heure et l'endroit où le directeur du scrutin additionnera les suffrages donnés aux diverses options;

(c) the portion or portions of the electoral district that are or are deemed to be urban and rural polling divisions, respectively; and

c) la partie ou les parties de la circonscription qui sont ou sont censées être des sections urbaines et rurales, respectivement;

(d) an exact description of the place in the electoral district where the returning officer has established his office.

d) une description exacte du lieu où le directeur du scrutin a établi son bureau dans la circonscription.

Time for adding
votes

(2) The time indicated pursuant to paragraph (1)(c) as the time when the returning officer will add up the votes given to the several options shall be not earlier than the Thursday immediately following polling day.

(2) La date indiquée en conformité de l'alinéa (1)c) comme étant la date à laquelle le directeur du scrutin additionnera les suffrages donnés aux diverses options ne doit pas être avant le jeudi qui suit le jour du scrutin.

Date de l'addition
des suffrages

POLLING DAY

JOUR DU SCRUTIN

Polling day

131. (1) The Governor in Council shall fix the day upon which the poll shall be held at any public consultation and that day shall be named in the writ of public consultation.

131. (1) Le gouverneur en conseil fixe le jour où doit avoir lieu le scrutin à toute consultation populaire, et ce jour doit être mentionné dans le bref de consultation populaire.

Jour du scrutin

To be held on a Monday

(2) The day fixed for holding the poll shall, at any public consultation, be a Monday, unless the Monday of the week in which it is desired to hold the poll is

(2) Lors d'une consultation populaire, le jour fixé pour la tenue du scrutin doit être un lundi, sauf si le lundi de la semaine désignée pour la tenue du scrutin est un des jours suivants :

Le scrutin se tient un lundi

(a) New Year's Day,

(b) Easter Monday,

(c) Christmas Day,

(d) Victoria Day,

(e) Canada Day,

(f) the first Monday of September, designated Labour Day,

(g) Remembrance Day, or

(h) a day declared by an Act of Parliament or by a proclamation issued by the Governor in Council to be observed as a day of general prayer or mourning or a day of public rejoicing or thanksgiving where such day is declared or proclaimed prior to the issue of a writ for public consultation,

a) le jour de l'An;

b) le lundi de Pâques;

c) le jour de Noël;

d) le jour de la fête de Victoria;

e) le jour de la fête du Canada;

f) le premier lundi de septembre désigné comme fête du Travail;

g) le jour du Souvenir;

h) tout jour fixé par une loi fédérale ou une proclamation du gouverneur en conseil, antérieurement à l'émission du bref de consultation populaire, comme jour de prière ou de deuil national ou jour de réjouissances ou d'action de grâces publiques.

and, in any such case, the day fixed for the poll shall be Tuesday of the same week.

En pareil cas, le jour fixé pour le tenue du scrutin doit être le mardi de la même semaine.

Times when polling day is Tuesday

(3) Where, pursuant to subsection (2), the day fixed for the poll at a public consultation is a Tuesday, the provisions of this Act requiring any thing to be done on a specified day or within a specified period of time before or after polling day apply as if polling day were a Monday.

(3) Lorsque, conformément au paragraphe (2), le jour fixé pour la tenue du scrutin lors d'une consultation populaire est un mardi, les dispositions de la présente loi prescrivant qu'une chose soit faite un jour spécifié ou dans un délai spécifié avant ou après le jour du scrutin, s'appliquent comme si le jour du scrutin était un lundi.

Jours et délais lorsque le jour du scrutin est le mardi

GRANTING OF A POLL

DÉCISION DE TENIR UN SCRUTIN

Granting of a poll

132. (1) Where a public consultation is to be held in the manner required by this Act, the returning officer shall grant a poll for taking the votes of the electors.

132. (1) Lorsqu'une consultation populaire doit être effectuée de la manière prescrite par la présente loi, le directeur du scrutin doit décider de tenir un scrutin pour permettre aux électeurs de voter.

Décision de tenir un scrutin

Returning officer to transmit copies of Notice of Grant of a Poll

(2) Where a poll is granted pursuant to subsection (1), the returning officer shall, within the five days immediately following the day on which the poll is granted, post up in the office of the returning officer a Notice of Grant of a Poll in the prescribed form issued by the returning officer setting out

(a) the submitted question as stated in the proclamation issued pursuant to section 10; and

(b) indicating the name, if any, and the number of each of the polling divisions and the address of the polling stations in that electoral district.

Idem

(3) Where a poll is granted pursuant to subsection (1), the returning officer shall send to every deputy returning officer one copy of the Notice of Grant of a Poll referred to in subsection (2) and every deputy returning officer shall post up the Notice in the polling station.

Copies to candidates and CEO

(4) The returning officer shall send to the Chief Electoral Officer, up to ten copies of a document setting out a description of the boundaries of the polling divisions in that electoral district.

Agent may request list

133. (1) Where the electoral district agent of a registered consultation committee requests the returning officer for that electoral district to transmit to the agent a copy of the lists of Canadian Forces electors and electors residing outside Canada that the Chief Electoral Officer is required to transmit to the returning officer pursuant to subsection 25(2), the returning officer shall transmit a copy of such lists, after the returning officer receives them from the Chief Electoral Officer to the agent within five days of a request being made by the agent.

Limitation

(2) An electoral district agent is entitled to receive only one copy of the list referred to in subsection (1) at any public consultation and it shall use that copy only for the purposes of that consultation.

(2) Lorsqu'il décide de tenir un scrutin en conformité avec le paragraphe (1), le directeur du scrutin doit, dans les cinq jours qui suivent, afficher dans son bureau un avis d'un scrutin, selon la formule prescrite, émis par lui et indiquant :

a) la question soumise énoncée dans la proclamation prise en application de l'article 10 :

b) le nom, s'il y a lieu, et le numéro de chacune des sections de vote et l'adresse de chacun des bureaux de scrutin de cette circonscription.

Le directeur du scrutin transmet des copies de l'avis d'un scrutin

(3) Le directeur du scrutin doit envoyer copie d'un avis de scrutin prévu au paragraphe (2) à chaque scrutateur; celui-ci doit afficher l'avis dans le bureau de scrutin.

Envoi de l'avis au scrutateur

(4) Le directeur du scrutin doit, le trente-cinquième jour avant le jour du scrutin, transmettre au directeur général des élections, au plus dix copies, d'un document contenant la description des limites de chacune des sections de vote de la circonscription.

Remise de copies

133. (1) Le directeur du scrutin d'une circonscription doit, sur demande de l'agent de circonscription d'un comité de consultation agréé, et au plus tard cinq jours après qu'il les a reçues du directeur général des élections, transmettre à l'agent qui le lui demande, une copie des listes des électeurs des Forces canadiennes et des électeurs résidant à l'étranger que le directeur général des élections est tenu de transmettre au directeur du scrutin en vertu du paragraphe 25(2).

L'agent peut demander une liste

(2) L'agent de circonscription n'a le droit de recevoir qu'une seule copie de la liste visée au paragraphe (1) lors d'une consultation populaire et ne doit l'utiliser qu'aux fins de cette consultation populaire.

Restriction

Misuse prohibited

(3) No person shall use the whole or any part of a list of electors prepared for the purposes of this Act for other than federal or provincial electoral purposes or for a public consultation under this Act.

(3) Nul ne peut utiliser une liste d'électeurs préparée pour l'application de la présente loi, partie d'une telle liste, sauf à des fins électorales fédérales ou provinciales ou pour une consultation populaire en vertu de la présente loi.

Idem

DEPUTY RETURNING OFFICERS AND POLL CLERKS

SCRUTATEURS ET GREFFIERS DU SCRUTIN

Deputy returning officers and poll clerks

134. (1) A returning officer shall, in the prescribed form, appoint one deputy returning officer and one poll clerk for each advance and ordinary polling station established in the returning officer's electoral district.

134. (1) Le directeur du scrutin doit, suivant la formule prescrite, nommer un scrutateur et un greffier du scrutin pour chaque bureau de scrutin spécial et bureau ordinaire établi dans sa circonscription.

Nominations

Oath

(2) Each deputy returning officer and poll clerk shall, before acting as such, take an oath in the prescribed form.

(2) Les scrutateurs et greffiers du scrutin doivent, avant d'agir comme tel, prêter serment suivant la formule prescrite.

Serment

Different options

(3) A returning officer shall, as far as possible, select and appoint the deputy returning officer and poll clerk for each polling station so that they shall represent two different options of the submitted question.

(3) Le directeur du scrutin doit, autant que possible, choisir et nommer le scrutateur et le greffier du scrutin de chaque bureau de scrutin de manière qu'ils représentent deux options différentes de la question soumise.

Options différentes

Nomination of deputy returning officers and of poll clerks

(4) The returning officer shall inform the electoral district agent of a registered consultation committee that the agent is entitled to make available to the returning officer a list of his nominees for the positions of deputy returning officer and poll clerk

(4) Le directeur du scrutin doit aviser l'agent de circonscription d'un comité de consultation agréé qu'il a le droit de lui faire parvenir une liste de noms de personnes qu'il propose à titre de scrutateurs et de greffiers de scrutin :

Désignation des scrutateurs

(a) before the seventeenth day before polling day in the case of deputy returning officers and poll clerks who are to act on polling day; and

a) dans le cas de scrutateurs et de greffiers de scrutin devant agir le jour du scrutin, au plus tard le dix-septième jour avant le jour du scrutin;

(b) before the twenty-first day before polling day in the case of deputy returning officers and poll clerks who are to act in advance polling stations.

b) dans le cas de scrutateurs et de greffiers de scrutin devant agir aux bureaux spéciaux de scrutin, au plus tard le vingt et unième jour avant le jour du scrutin.

Appointments from nominees

(5) Subject to this section, the returning officer shall appoint deputy returning officers and poll clerks from among the nominees proposed pursuant to subsection (4).

(5) Sous réserve du présent article, le directeur du scrutin doit nommer les scrutateurs et greffiers du scrutin parmi les personnes proposées à ce titre en vertu du paragraphe (4).

Nominations

Refusal to
appoint

(6) Where a returning officer considers that there is good cause for refusing to appoint any person nominated pursuant to subsection (4), the returning officer shall

(a) where the electoral district agent has not pursuant to subsection (4), nominated a sufficient number of persons to act as deputy returning officer or poll clerk in each polling station in the electoral district, nominate and appoint, subject to subsection (3), the necessary deputy returning officers and poll clerks; or

(b) where the electoral district agent has, pursuant to subsection (4), nominated a sufficient number of persons to act as deputy returning officer and poll clerk in each polling station in the electoral district, inform the agent of the returning officer's refusal, in which case the agent has twenty-four hours to nominate a substitute deputy returning officer or poll clerk.

Nomination
and appoint-
ment

(7) The returning officer shall nominate and appoint the necessary deputy returning officers and poll clerks in the following situations:

(a) where an electoral district agent referred to in subsection (4) has not provided the returning officer with a list of names within the time provided therefor;

(b) where the returning officer considers that there is good cause for refusing to appoint a substitute nominated pursuant to paragraph (6)(b); and

(c) where an electoral district agent has not, pursuant to subsection (4), nominated a sufficient number of persons to act as deputy returning officer and poll clerk in each polling station in the electoral district.

List of deputies
and poll clerks

(8) A returning officer shall furnish to each electoral district agent of a registered consultation committee at least twelve days before polling day, a list of the names and addresses of all the deputy returning officers and poll clerks appointed to act at the

Refus

(6) Le directeur du scrutin, s'il a des motifs valables de refuser de nommer comme scrutateur ou greffier du scrutin une personne proposée par un agent de circonscription en vertu du paragraphe (4) doit :

a) soit, sous réserve du paragraphe (3), procéder lui-même au choix et à la nomination du scrutateur ou greffier du scrutin à la place de l'agent si celui-ci n'a pas proposé, aux termes du paragraphe (4), un nombre suffisant de personnes pour remplir le poste de scrutateur ou greffier du scrutin dans chaque bureau de scrutin de la circonscription;

b) soit aviser de son refus de l'agent si celui-ci a proposé aux termes du paragraphe (4) un nombre suffisant de personnes pour remplir le poste de scrutateur ou greffier du scrutin dans chaque bureau de scrutin de la circonscription; dans ce cas, l'agent peut dans les vingt-quatre heures qui suivent proposer à sa place, un autre scrutateur ou greffier du scrutin.

5

10

15

20

(7) Le directeur du scrutin, sous réserve du paragraphe (3), doit faire lui-même le choix et la nomination de tous les scrutateurs ou greffiers du scrutin ou certains d'entre eux, selon le cas :

a) si l'agent visé au paragraphe (4) n'a pas fait parvenir dans le délai prévu au directeur du scrutin la liste de noms de personnes prévue à ce paragraphe;

b) si le directeur du scrutin juge qu'il a des motifs valables de refuser de nommer une personne proposée comme substitut en vertu de l'alinéa (6)b);

c) si l'agent n'a pas proposé, aux termes du paragraphe (4), un nombre suffisant de personnes pour remplir le poste de scrutateur ou greffier du scrutin dans chaque bureau de scrutin de la circonscription.

Choix et nomi-
nation

25

30

35

40

(8) Au moins douze jours avant le jour du scrutin, le directeur du scrutin doit fournir à chaque agent de circonscription d'un comité de consultation agréé une liste des noms et adresses de tous les scrutateurs et greffiers

Liste des scrutateurs et greffiers du scrutin

advance poll in the electoral district with the number of the advance polling station at which each is to act.

du scrutin nommés pour agir dans la circonscription aux bureaux spéciaux de scrutin, avec le numéro du bureau spécial du scrutin attribué à chacun.

Idem

(9) A returning officer shall furnish to each electoral district agent of a registered consultation committee at least three days before polling day, a list of the names and addresses of all the deputy returning officers and poll clerks appointed to act in the electoral district on polling day with the number of the polling station at which each is to act.

(9) Au moins trois jours avant le jour du scrutin, le directeur du scrutin doit fournir à chaque agent de circonscription d'un comité de consultation agréé une liste des noms et adresses de tous les scrutateurs et greffiers du scrutin nommés pour agir dans la circonscription le jour du scrutin, avec le numéro du bureau de scrutin attribué à chacun.

Replacing deputies

(10) A returning officer may, at any time, relieve from duty any deputy returning officer or poll clerk and appoint another person to act in that person's place.

(10) Le directeur du scrutin peut toujours démettre de ses fonctions un scrutateur ou greffier du scrutin et en nommer un autre à sa place.

Remplacement des scrutateurs

Duty of replaced deputy

(11) Any deputy returning officer who is relieved of duties under subsection (10) or who refuses or is unable to act shall forthwith, on receipt of written notice from the returning officer of the appointment of a substitute, deliver up to the returning officer or to such other person as the returning officer may appoint, the ballot box and all ballot papers and the list of electors and other papers in the deputy returning officer's possession as such deputy returning officer and on default thereof is guilty of an offence against this Act.

(11) Un scrutateur qui est démis de ses fonctions conformément au paragraphe (10) ou qui refuse ou est incapable d'agir doit, immédiatement après que le directeur du scrutin l'a avisé par écrit de la nomination de son remplaçant, remettre au directeur du scrutin ou à toute autre personne que ce dernier peut nommer, la boîte de scrutin et tous les bulletins de vote, ainsi que la liste électorale et autres papiers qu'il a en sa possession à titre de scrutateur faute de quoi, il est coupable d'une infraction à la présente loi.

Devoirs du scrutateur remplacé

Posting up of list of names

(12) At least three days before polling day, each returning officer shall

(12) Au moins trois jours avant le jour du scrutin, chaque directeur du scrutin doit :

Affichage de la liste des noms

(a) post up in the returning officer's office a list of the names and addresses of all the deputy returning officers and poll clerks appointed to act in the electoral district with the number of their respective polling stations; and

a) d'une part, afficher dans son bureau une liste des noms et adresses de tous les scrutateurs et greffiers du scrutin nommés pour agir dans la circonscription, indiquant le numéro de leur bureau de scrutin respectif;

(b) permit free access to, and afford full opportunity for the inspection of, that list by interested persons at any reasonable time.

b) d'autre part permettre à toute personne intéressée de consulter cette liste et lui fournir toutes les occasions de l'examiner à toute heure convenable.

Where deputy or clerk dies or cannot act

(13) Where, at any time before polling day, a deputy returning officer or poll clerk dies or is unable to act, the returning officer shall, subject to subsection (3), appoint another person to act in that capacity.

(13) Dans le cas du décès ou de l'incapacité d'un scrutateur ou greffier du scrutin avant le jour du scrutin, le directeur du scrutin doit nommer, sous réserve du paragraphe (3), une autre personne pour agir à ce titre.

Nomination en cas de décès ou incapacité

Idem	(14) Where a deputy returning officer dies or is unable to act on polling day, the poll clerk, without taking another oath, shall act as deputy returning officer and shall appoint another person to act as poll clerk, which other person shall, before acting as such, take an oath in the prescribed form.	(14) Dans le cas du décès ou de l'incapacité d'un scrutateur, le jour du scrutin, le greffier du scrutin agit en qualité de scrutateur, sans prêter d'autre serment d'office et doit nommer, une personne à titre de greffier du scrutin qui doit prêter serment selon la formule prescrite.	Idem
Idem	(15) Where a poll clerk dies or is unable to act on polling day, the deputy returning officer shall appoint another person to act as poll clerk, which other person shall, before acting as such, take an oath in the prescribed form.	(15) Dans le cas du décès ou de l'incapacité d'un greffier du scrutin, le jour du scrutin, le scrutateur doit nommer une autre personne à titre de greffier du scrutin qui doit prêter serment selon la formule prescrite.	Idem
BALLOT BOXES AND BALLOT PAPERS		BOÎTE DE SCRUTIN ET BULLETIN DE VOTE	
Ballot boxes	135. (1) The Chief Electoral Officer may (a) cause to be made for each electoral district such ballot boxes as are required; or (b) give to the returning officer such instructions as are deemed necessary to obtain ballot boxes of a uniform size and shape.	135. (1) Le directeur général des élections peut : a) soit faire fabriquer, pour chaque circonscription, les boîtes de scrutin requises; b) soit donner au directeur du scrutin les instructions qu'il juge nécessaires pour se procurer des boîtes de scrutin de dimensions et de forme semblables.	Boîte de scrutin 15
Construction	(2) Each ballot box shall be made of some suitable material in the manner prescribed by the Chief Electoral Officer.	(2) Chaque boîte de scrutin doit être faite d'une matière appropriée de la façon prescrite par le directeur général des élections.	Matériau
Idem	(3) Each ballot box shall be constructed in such manner that it is possible to affix the seals prescribed by the Chief Electoral Officer for the use of returning officers and deputy returning officers.	(3) Chaque boîte de scrutin doit être fabriquée de telle sorte qu'il puisse y être apposé les sceaux prescrits par le directeur général des élections à l'usage des directeurs du scrutin et des scrutateurs.	Idem
Ballot papers	136. (1) All ballot papers shall be of the same description and as nearly alike as possible and each ballot paper shall be a printed paper on which shall be set out the submitted question as stated in the proclamation issued pursuant to section 10.	136. (1) Tous les bulletins de vote doivent répondre à la même description et se ressembler le plus possible, et chaque bulletin de vote doit être un document imprimé où est inscrite la question soumise selon les termes de celle-ci énoncés dans la proclamation prise en application de l'article 10.	Bulletins de vote 30
Idem	(2) Each ballot paper shall be in the prescribed form and shall have a counterfoil and a stub, with a line of perforations between the ballot paper and the counterfoil and between the counterfoil and the stub.	(2) Chaque bulletin de vote doit être selon la formule prescrite et doit avoir un talon et une souche avec ligne perforée entre le bulletin de vote et le talon et entre le talon et la souche.	Idem 40
Quality and weight of paper	(3) The ballot papers shall	(3) Les bulletins de vote doivent :	Qualité et poids du papier

	<p>(a) be printed upon paper furnished to the returning officer by the Chief Electoral Officer at the time of or as soon as possible after the transmission of the writ of public consultation; and</p> <p>(b) be printed on paper of such weight and opacity as is prescribed by the Chief Electoral Officer.</p>	<p>a) être imprimés sur du papier que le directeur général des élections fournit au directeur du scrutin, lorsque le bref de consultation populaire est transmis, ou aussitôt que possible après cette transmission;</p> <p>b) être imprimés sur du papier dont les caractéristiques de poids et d'opacité sont prescrites par le directeur général des élections.</p>	5	5	10
Numbering of ballot papers	<p>(4) The ballot papers shall be numbered on the back of the stub and the counterfoil, the same number being printed or written on the stub as on the counterfoil.</p>	<p>(4) Les bulletins de vote doivent être numérotés au verso de la souche et du talon, le même numéro étant imprimé ou écrit sur la souche et sur le talon.</p>	10		Numérotage des bulletins
Books of ballot papers	<p>(5) The ballot papers shall be bound or stitched in books containing twenty-five, fifty or one hundred ballots, as may be most suitable for supplying the polling stations proportionately to the number of voters in each.</p>	<p>(5) Les bulletins de vote sont reliés ou brochés en livrets de vingt-cinq, cinquante ou cent bulletins, comme il convient le mieux pour en fournir aux bureaux de scrutin selon le nombre de votants qu'ils desservent respectivement.</p>	15		Livrets de bulletins de vote
Printer's name and affidavit	<p>(6) The ballot papers shall bear the name of the printer who shall, upon delivering the ballot papers to the returning officer, deliver therewith an affidavit, in the prescribed form, setting forth the description of the ballot papers so printed by him, the number of ballot papers supplied to such returning officer, and the fact that no other ballot papers have been supplied by him to any other person.</p>	<p>(6) Les bulletins de vote doivent porter le nom de l'imprimeur qui doit, lorsqu'il livre les bulletins de vote au directeur du scrutin, lui remettre un affidavit, selon la formule prescrite, énonçant la description des bulletins de vote qu'il a imprimés, le nombre de bulletins fournis à ce directeur du scrutin et le fait que nul autre bulletin n'a été fourni par lui à qui que ce soit.</p>	20		Nom de l'imprimeur et affidavit
Property in Her Majesty	<p>(7) The property in the ballot boxes, ballot papers, envelopes and marking instruments procured for or used at any public consultation shall be in Her Majesty.</p>	<p>(7) La propriété des boîtes de scrutin, des bulletins de vote, des enveloppes et des instruments servant à marquer les bulletins fournis ou employés pour une consultation populaire, est attribuée à Sa Majesté.</p>	30		Propriété de Sa Majesté
	<p>SUPPLY OF CONSULTATION MATERIALS TO DEPUTY RETURNING OFFICER</p>	<p>ACCESSOIRES DE CONSULTATION À FOURNIR AU SCRUTATEUR</p>			
Materials to be furnished to D.R.O.	<p>137. (1) A returning officer shall furnish to each deputy returning officer in his electoral district, at least two days before polling day,</p> <p>(a) a sufficient number of ballot papers for at least the number of electors on the official list of electors of the deputy's polling station;</p>	<p>137. (1) Le directeur du scrutin doit fournir, au moins deux jours avant le jour du scrutin, à chaque scrutateur de sa circonscription :</p> <p>a) au moins la quantité voulue de bulletins de vote pour le nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale officielle du bureau de scrutin de ce scrutateur;</p>	35		Accessoires à fournir aux scrutateurs

(b) a statement showing the number of ballot papers so supplied, with their serial numbers;

(c) the necessary materials for electors to mark their ballots;

(d) at least ten copies of printed directions in the prescribed form for the guidance of electors in voting;

(e) a copy of the instructions prescribed by the Chief Electoral Officer, referred to in 10 paragraph 25(1)(a);

(f) the official list of electors for use at his polling station;

(g) a ballot box;

(h) a blank poll book;

(i) the several forms of oaths to be administered to electors printed together on a card; and

(j) the necessary envelopes and such other forms and supplies as may be authorized 20 or furnished by the Chief Electoral Officer.

b) un état donnant le nombre de bulletins de vote ainsi fournis, et leurs numéros de série;

c) le matériel nécessaire aux électeurs pour 5 marquer leur bulletin; 5

d) au moins dix exemplaires des directives aux électeurs sur la manière de voter, imprimées selon la formule prescrite;

e) un exemplaire des instructions prescrites par le directeur général des élections, 10 mentionné à l'alinéa 25(1)a);

f) la liste électorale officielle à utiliser à son bureau de scrutin;

g) une boîte de scrutin;

h) un cahier du scrutin en blanc; 15

i) les formules des divers serments à faire prêter aux électeurs, imprimées sur une même carte;

j) les enveloppes nécessaires et toutes autres formules et fournitures que le 20 directeur général des élections peut autoriser ou procurer.

Safekeeping of ballot papers, etc.

(2) Until the opening of the poll, each deputy returning officer shall keep the blank poll book, list of electors, forms of oaths, 25 envelopes, ballot papers and other consultation supplies carefully locked up in the ballot box, and shall take every precaution for their safekeeping and to prevent any person from having unlawful access to them.

(2) Jusqu'à l'ouverture du scrutin, chaque scrutateur doit garder, dans la boîte de scrutin soigneusement scellée ou fermée à 25 clef, le cahier du scrutin en blanc, la liste électorale, les formules des serments, les enveloppes, les bulletins de vote et autres accessoires de consultation, et il doit prendre toutes les précautions pour leur bonne garde 30 et empêcher qu'il ne soit d'y avoir illicitement accès.

Garde des bulletins de vote, etc.

THE POLL AND POLLING STATIONS

SCRUTIN ET BUREAUX DE SCRUTIN

Polling stations

138. (1) The poll shall be held in one or more polling stations established for each polling division in premises of convenient access having, wherever possible, level access.

35

138. Le scrutin doit se tenir dans un bureau de scrutin établi dans un local facile d'accès et dans la mesure du possible, offrant 35 un accès de plain-pied.

Bureaux de scrutin

Giving of reason

(2) Where a polling station does not have level access, the returning officer shall on request therefor by an elector, give the elector the reason why the polling station does not have level access.

40

(2) Lorsque le bureau du scrutin n'offre pas un accès de plain-pied, le directeur du scrutin doit, sur demande d'un électeur, indiquer à ce dernier la raison pour laquelle 40 le bureau n'offre pas un accès de plain-pied.

Justification

Voting compartments	(3) Each polling station shall contain one or two voting compartments so arranged that each elector may be screened from observation and may, without interference or interruption, mark his ballot paper.	(3) Il faut aménager un ou deux isoloirs dans chaque bureau de scrutin et les disposer de manière que chaque électeur soit soustrait à la vue et puisse marquer son bulletin de vote, sans intervention ni interruption.	Isoloirs
Table or desk	(4) In each voting compartment there shall be provided for the use of electors in marking their ballots, a table or desk with a hard and smooth surface and a suitable black lead pencil, which shall be kept properly sharpened throughout the hours of polling.	(4) Pour permettre à l'électeur de marquer son bulletin, chaque isoloir doit être pourvu d'une table ou d'un pupitre à surface dure et unie et d'un bon crayon à mine noire, qui doit être tenu bien aiguisé durant toute la durée du scrutin.	Table ou pupitre
Instructions	(5) The Chief Electoral Officer may give to the returning officer such instructions as are deemed necessary as to the mode of making voting compartments.	(5) Le directeur général des élections peut donner au directeur du scrutin les instructions jugées nécessaires sur la manière de construire les isoloirs.	Instructions
Hours of polling	(6) The poll shall be opened at the hour of nine o'clock in the forenoon and kept open until eight o'clock in the afternoon of the same day, and each deputy returning officer shall, during that time, in the polling station assigned to him, receive in the manner prescribed in this Act the votes of the electors qualified to vote at the polling station.	(6) Le bureau de scrutin ouvre à neuf heures du matin et reste ouvert jusqu'à huit heures du soir le même jour, et, dans le bureau de scrutin qui lui est assigné, chaque scrutateur reçoit durant ce temps, de la manière prescrite dans la présente loi, les suffrages des électeurs habiles à voter à ce bureau.	Heures de scrutin
Central polling place	(7) A returning officer may, where he deems it advisable, establish a central polling place where the polling stations of all or any of the polling divisions of any locality may be centralized, except that no central polling place so established shall comprise more than ten polling divisions unless it is the usual practice in a locality to establish a central polling place for civic, municipal or provincial elections and the Chief Electoral Officer has given his prior permission for the establishment of a central polling place comprising more than ten polling divisions.	(7) Un directeur du scrutin peut, lorsqu'il le juge à propos, établir un centre de scrutin là où les bureaux de scrutin de l'une, de plusieurs ou de la totalité des sections de vote d'une localité peuvent être centralisés, mais aucun centre de scrutin ainsi établi ne doit comprendre plus de dix sections de vote, sauf si c'est la coutume dans une localité d'établir un centre de scrutin pour les élections municipales ou provinciales et si le directeur général des élections a donné au préalable son autorisation pour l'établissement d'un centre de scrutin comprenant plus de dix sections de vote.	Centre de scrutin
Level access	(8) Every central polling place established pursuant to subsection (7) must have level access.	(8) Chaque centre de scrutin établi conformément au paragraphe (7) doit offrir un accès plain-pied.	Accès de plain-pied
Idem	(9) Upon the establishment of a central polling place under subsection (7), all of the provisions of this Act apply as if each polling station at the central polling place were within the polling division to which it appertains.	(9) Après l'établissement d'un centre de scrutin en vertu du paragraphe (7), toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent comme si chacun des bureaux de scrutin réunis dans ce centre de scrutin était dans les limites de la section de vote à laquelle il appartient.	Idem

Central poll supervisor	(10) Where a returning officer establishes a central polling place under subsection (7) in which five or more polling stations are centralized, the returning officer may appoint a person, who shall be called a "central poll supervisor", to represent at those polling stations and to ensure communication with the returning officer.	(10) Le directeur du scrutin qui, en vertu du paragraphe (7), établit un centre de scrutin où au moins cinq bureaux de scrutin sont centralisés peut nommer, pour tout le jour du scrutin, un surveillant de centre de scrutin chargé de le représenter dans ces centres de scrutin et s'assurer la liaison avec lui.	Surveillant de centre de scrutin
Polling station in adjacent polling division	(11) Where a returning officer is unable to secure suitable premises to be used as a polling station within a polling division, he may establish a polling station in an adjacent polling division and, upon the establishment of such a polling station, all the provisions of this Act apply as if the polling station were within the polling division to which it appertains.	(11) Lorsqu'un directeur du scrutin est incapable d'obtenir un local convenable pour servir de bureau de scrutin dans les limites d'une section de vote, il peut établir un bureau de scrutin dans une section de vote adjacente, et, après l'établissement de ce bureau de scrutin, toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent comme si ce bureau de scrutin se trouvait dans les limites de la section de vote à laquelle il appartient.	Bureau de scrutin dans une section de vote adjacente
Polling station in public building	(12) Whenever possible, a returning officer shall locate a polling station in a suitable public building and locate the polling station, or the polling stations in a central polling place, at a place or places in the building that will provide convenient access, and level access, to electors.	(12) Dans tous les cas où cela est possible, le directeur du scrutin doit établir un bureau de scrutin dans un édifice public convenable et situer le bureau de scrutin ou, dans le cas de plusieurs bureaux de scrutin, le centre de l'édifice qui sont faciles d'accès pour les électeurs et qui offrent un accès plain-pied.	Bureau de scrutin dans un édifice public
Mobile polling station	(13) Where a polling division consisting of several institutions and residences where elderly or incapacitated persons reside is established pursuant to section 23, the returning officer with the prior approval of the Chief Electoral Officer may	(13) Lorsqu'une section de vote constituée de plusieurs institutions où résident des personnes âgées ou frappées d'invalidité a été créée en vertu de l'article 23, le directeur du scrutin, avec l'approbation préalable du directeur général des élections, peut :	Bureau de scrutin mobile
	(a) establish a mobile polling station for one or more of the institutions or residences; and	a) établir un bureau de scrutin mobile situé successivement dans toutes les institutions constituant la section de vote ou dans certaines d'entre elles;	35
	(b) set the times, between 9:00 a.m. and 8:00 p.m., during which the mobile polling station will be in the institutions or residences referred to in paragraph (a).	b) fixer, à compter de neuf heures jusqu'à vingt heures le jour du scrutin, les heures d'ouverture du bureau de scrutin mobile dans chacune des institutions visées à l'alinéa a).	40
Provisions applicable to mobile polls	(14) Subject to instructions from the Chief Electoral Officer, the provisions of this Act relating to ordinary polls shall in so far as they are applicable apply to mobile polls.	(14) Sous réserve des directives du directeur général des élections, les dispositions de la présente loi relatives aux bureaux ordinaires de scrutin, s'appliquent, dans la mesure où elles sont applicables, aux bureaux de scrutin mobiles.	Dispositions applicables aux bureaux de scrutin mobiles

Notice

(15) The deputy returning officer shall in every place assigned to the deputy returning officer for the purpose of taking votes post a notice in the prescribed form indicating to electors that it is an offence under paragraph 155(4)(c) to influence, in a polling station or in any place where voting at a public consultation is taking place, electors to vote for one option contained in the submitted question or to refrain from voting.

10

(15) Le scrutateur doit, à tout endroit où il supervise le vote, afficher un avis en la forme et de la manière prescrite par le directeur général des élections indiquant aux électeurs que le fait d'influencer le vote d'un électeur, dans un bureau de scrutin ou tout autre local où se déroule le vote, constitue une infraction aux termes de l'alinéa 155(4)c).

Avis

5

OFFICIAL LIST OF ELECTORS TO BE USED AT THE POLL

List of electors to be used at the poll

139. (1) The list of electors to be used at public consultation shall be the official list of electors as defined in section 2.

Delivered to deputy returning officer

(2) A returning officer shall deliver one copy of the official list of electors to each deputy returning officer for that officer's polling station by enclosing it whenever possible in the ballot box with the ballot papers and other supplies required by section 137.

20

Rural polling divisions

(3) In rural polling divisions where difficulties in communication are such that it is doubtful that the preliminary list of electors or the statement of changes can be sent by the returning officer to the appropriate deputy returning officer in time for the public consultation :

(a) the Chief Electoral Officer may direct that the written or typewritten preliminary list of electors, or one copy of the statement of changes and additions, or both, as prepared by the enumerator, shall be delivered or transmitted by the enumerator direct to the deputy returning officer concerned; and

35

(b) in such cases, the deputy returning officer shall, for the taking of the vote, use the written or typewritten list of electors, or the statement of changes and additions, or both, as the case may be, as though he had received them or either of them direct from the returning officer.

LISTE ÉLECTORALE OFFICIELLE QUI DOIT SERVIR AU SCRUTIN

139. (1) La liste électorale qui doit servir dans une consultation populaire est la liste électorale officielle définie à l'article 2.

Liste électorale devant servir au scrutin

10

(2) Le directeur du scrutin doit transmettre à chaque scrutateur une copie de la liste électorale officielle pour son bureau de scrutin en la déposant dans la mesure du possible dans la boîte de scrutin avec les bulletins de vote et autres accessoires prescrits à l'article 137.

Le directeur du scrutin remet la liste électorale au scrutateur

(3) Dans les sections rurales où les difficultés de communications sont telles qu'il est douteux que la liste préliminaire des électeurs ou le relevé des modifications puisse être envoyé à temps pour la consultation populaire par le directeur du scrutin au scrutateur compétent :

Liste d'élection pour certaines sections rurales

20

25

a) le directeur général des élections peut ordonner que la liste préliminaire des électeurs manuscrite ou dactylographiée, ou une copie du relevé des changements et additions, ou les deux, établies par le recenseur, soient remises ou transmises directement par le recenseur au scrutateur intéressé;

b) en pareil cas, le scrutateur doit, pour le scrutin, se servir de la liste des électeurs manuscrite ou dactylographiée, ou de la copie du relevé des changements et additions, ou des deux, selon le cas, tout comme s'il avait reçu les deux, ou l'une ou l'autre, directement du directeur du scrutin.

40

Application of
this section

140. (1) All the provisions of this section apply notwithstanding anything contained in this Act.

Dividing lists
for large polling
division

(2) Where the number of names on the official list of electors for any polling division is such that the electors will not be adequately served by one polling station, the returning officer shall, unless the Chief Electoral Officer directs not to do so, for the purposes of the public consultation, provide 10 within that polling division sufficient separate and adjacent polling stations, so that the name of every elector on the official list of electors for the polling division shall appear on one, and on only one, of the parts of the 15 list of electors allotted to various polling stations established in the polling division.

Dividing lists
for rural polling
stations

(3) Where a polling division is rural, the returning officer shall divide the alphabetical list of electors for that polling division into as 20 many separate lists as are required for the taking of the vote at each polling station therein established by cutting the list between two initial letters of the surnames of the electors, as they appear thereon, that is 25 to say, between K and L or between R and S, or as the case may be.

Idem

(4) Polling stations established pursuant to subsection (3) shall be designated by the number of the polling division to which shall 30 be added the letters A to K or L to R or S to Z, or in whichever way the list is divided.

Dividing lists
for urban poll-
ing stations

(5) Where a polling division is urban, the returning officer shall divide the preliminary list into as many separate lists as are 35 required for the taking of the votes at each polling station established therein by dividing the list numerically according to the consecutive number given to each elector registered on the preliminary list so that approximately 40 an equal number of electors will be allotted to each polling station necessarily established in the polling division.

140. (1) Toutes les dispositions du présent article s'appliquent malgré les autres dispositions de la présente loi.

Application du
présent article

(2) Lorsque le nombre d'électeurs inscrits 5 sur la liste électorale officielle d'une section de vote est tel qu'un seul bureau de scrutin ne permettra pas d'offrir des services convenables, le directeur du scrutin doit, à moins d'instruction contraire du directeur général des élections, établir dans cette section de 10 vote, pour les fins de la consultation populaire, un nombre suffisant de bureaux de scrutin, séparés et adjacents, de sorte que le nom de tout électeur sur la liste électorale officielle de la section de vote figure sur une, 15 et une seulement, des parties de la liste électorale attribuée aux divers bureaux de scrutin établis dans cette section de vote.

Division des lis-
tes pour les
grandes sections
de vote

(3) S'il s'agit d'une section rurale, le directeur du scrutin doit diviser la liste 20 alphabétique des électeurs de cette section de vote en autant de listes distinctes qu'il faut pour recevoir les suffrages à chaque bureau de scrutin qui y a été établi. La liste doit être coupée entre deux lettres initiales des noms 25 de famille des électeurs tels qu'ils y figurent, c'est-à-dire entre K et L ou entre R et S, ou selon le cas.

Division des lis-
tes pour les
bureaux ruraux

(4) Les bureaux de scrutin établis selon le paragraphe (3) doivent être désignés par le 30 numéro de la section de vote auquel seront ajoutées les lettres A à K ou L à R ou S à Z, selon que la liste est divisée.

Idem

(5) S'il s'agit d'une section urbaine, le directeur du scrutin doit diviser la liste 35 préliminaire en autant de listes distinctes qu'il faut pour la tenue du scrutin à chaque bureau de scrutin qui y est établi. La liste doit être divisée numériquement d'après le numéro d'ordre donné à chaque électeur 40 inscrit sur la liste préliminaire, de manière qu'un nombre à peu près égal d'électeurs soit attribué à chacun des bureaux de scrutin nécessairement établis dans cette section de vote.

Division des lis-
tes pour les
bureaux urbains

Idem	(6) Polling stations established pursuant to subsection (5) shall be designated by the number of the polling division to which shall be added the letters A, B, C and so on.	(6) Les bureaux de scrutin établis en conformité avec le paragraphe (5) doivent être désignés par le numéro de la section de vote auquel sont ajoutées les lettres A, B, C, et ainsi de suite.	Idem
Certificate of returning officer	(7) To each portion of the official list of electors divided pursuant to this section, the returning officer shall append a special certificate signed by himself, in the form prescribed by the Chief Electoral Officer, attesting to its correctness, before sending the portion of the list to the deputy returning officer for the appropriate polling station at which it is to be used for the taking of the vote on polling day.	(7) A chaque partie de la liste électorale officielle, divisée en conformité du présent article, le directeur du scrutin doit annexer un certificat spécial sous sa signature, selon la formule prescrite par le directeur général des élections, attestant son exactitude avant d'envoyer la partie de la liste au scrutateur du bureau de scrutin approprié où elle doit être utilisée pour le vote le jour du scrutin.	5 Certificat du directeur du scrutin
Special statements of changes and additions prepared by returning officer	(8) For any polling division for which the list of electors is divided pursuant to this section, the returning officer shall prepare from the statement of changes and additions, as certified by the rural enumerator or by the revising officer, special statements of changes and additions, in the form prescribed by the Chief Electoral Officer.	(8) Dans une section de vote pour laquelle la liste électorale est divisée, en conformité du présent article, le directeur du scrutin est tenu de préparer, d'après le relevé des changements et additions, ainsi que l'a attesté le recenseur rural ou le réviseur, des relevés spéciaux des changements et additions, selon la formule prescrite par le directeur général des élections.	15 Relevés spéciaux des changements et additions
Idem	(9) Each special statement prepared pursuant to subsection (8) shall contain the entries relating to one polling station only, so that each entry made in the original statement of changes and additions will be allocated in the special statement of changes and additions to the polling station to which it belongs.	(9) Chacun des relevés spéciaux préparés en conformité avec le paragraphe (8) doit contenir les inscriptions se rapportant à un seul bureau de scrutin, afin que chaque inscription faite dans le relevé original des changements et additions soit attribuée dans ce relevé spécial des changements et additions au bureau de scrutin auquel cette inscription se rapporte.	25 Idem
Idem	(10) Where no changes have been made in the preliminary list for any polling division, the returning officer shall prepare the necessary number of copies of the special statement of changes and additions in the prescribed form by writing the word "Nil" in the spaces provided for the various entries on the form and by completing the form in every other respect.	(10) Si nul changement n'a été apporté à la liste préliminaire d'une section de vote, le directeur du scrutin doit préparer le nombre nécessaire de copies du relevé spécial des changements et additions selon la formule prescrite, en inscrivant le mot «aucun» dans les espaces réservés aux diverses inscriptions sur cette formule, et en remplissant cette dernière à tous autres égards.	35 Idem
Certificate as to correctness	(11) A returning officer shall certify to the correctness of each special statement of changes and additions prepared by him and shall deliver one copy thereof in the ballot box to the deputy returning officer concerned.	(11) Un directeur du scrutin doit attester l'exactitude de chaque relevé spécial des changements et additions qu'il a préparé et en transmettre une copie, dans la boîte de scrutin, au scrutateur intéressé.	40 Certificat d'exactitude

Official list of
electors

(12) The appropriate portion of the preliminary list of electors, together with the special statement of changes and additions, as certified by the returning officer, shall be and constitute the official list of electors to be used for the taking of the votes on polling day at the polling station for which they are prepared.

(12) La partie appropriée de la liste préliminaire des électeurs et le relevé spécial des changements et additions, ainsi que l'a certifié le directeur du scrutin, sont et constituent la liste électorale officielle qui doit servir au vote le jour du scrutin, au bureau de scrutin pour lequel ils ont été préparés.

Liste officielle
des électeurs

Where rural
electors vote

(13) Every elector of a rural polling division the initial letter of whose surname is included within the letters designating a polling station, and contained in a list of electors divided pursuant to subsections (3) and (4) and (8) to (11), shall vote, if at all, at the polling station to which the appropriate part of the list applies.

(13) Dans une section rurale, tout électeur dont le nom de famille commence par l'une du groupe de lettres désignant un bureau de scrutin et contenue dans une liste électorale divisée en conformité des paragraphes (3) et (4) et des paragraphes (8) à (11), doit, s'il vote, le faire au bureau de scrutin auquel s'applique la partie appropriée de la liste.

Où votent les
électeurs ruraux

Where urban
electors vote

(14) Every elector of an urban polling division whose name appears on the list of electors divided pursuant to subsections (5) and (6) and (8) to (11), shall vote, if at all, at the polling station to which the appropriate part of the list applies.

(14) Dans une section urbaine, tout électeur dont le nom figure sur la liste électorale, divisée conformément aux paragraphes (5) et (6) et aux paragraphes (8) à (11), doit, s'il vote, le faire au bureau de scrutin auquel s'applique la partie appropriée de la liste.

Où votent les
électeurs
urbains

Deputy for each
polling station

(15) The returning officer shall appoint a deputy returning officer for each polling station and shall deliver to him a correct list of all electors whose names are on the applicable part of the list of electors for the polling division and who, pursuant to this section, are to vote, if at all, at that deputy returning officer's polling station.

(15) Le directeur du scrutin doit nommer un scrutateur pour chaque bureau de scrutin et doit lui remettre une liste exacte de tous les électeurs dont les noms figurent sur la partie pertinente de la liste électorale de la section de vote et qui, en conformité du présent article, doivent, s'ils votent, le faire au bureau de scrutin de ce scrutateur.

Un scrutateur
par bureau de
scrutin

Who may be
present at polling
station

141. (1) At each polling station, no person other than

(a) the returning officer, the assistant returning officer, the central poll supervisor, the deputy returning officer, the poll clerk, any peace officer and the information officer, and

(b) the agent of each registered consultation committee or, in the absence thereof, the committee's agent-at-large,

shall remain in the room where the votes are given for a period longer than the period necessary to enable that person to vote during the time in which the poll remains open.

141. (1) Dans chacun des bureaux de scrutin, seules les personnes suivantes peuvent demeurer dans la salle de scrutin plus de temps qu'il ne faut pour voter durant les heures d'ouverture du scrutin :

a) les directeur et directeur adjoint du scrutin, surveillant de centre de scrutin, le scrutateur, le greffier du scrutin, les agents de la paix et le préposé à l'information;

b) un représentant de chaque comité de consultation agréé ou son représentant général, le cas échéant.

Qui peut être
présent au
bureau de
scrutin

Delivery of
agent's appoint-
ment

(2) Forthwith on being admitted to a polling station

(2) Dès son admission au bureau de scrutin,

Remise de la
commission du
représentant

(a) the agent-at-large of a registered consultation committee shall present the agent-at-large's written appointment in the form prescribed by the Chief Electoral Officer, and

5

(b) the agent of a committee shall deliver the agent's appointment in the form prescribed by the Chief Electoral Officer

to the deputy returning officer.

a) le représentant général d'un comité de consultation agréé doit présenter au scrutateur sa commission écrite selon la formule prescrite par le directeur général des élections;

5

b) le représentant d'un comité doit remettre au scrutateur sa commission écrite selon la formule prescrite par le directeur général des élections.

10

Oath of secrecy

(3) Each of the agents-at-large of a registered consultation committee, on being admitted to the first polling station that that agent-at-large visits shall take an oath in the prescribed form to keep secret the option in favor of which the ballot paper of any elector is marked in the agent-at-large's presence.

10

(3) Chacun des représentants généraux d'un comité de consultation agréé, lors de son admission au premier bureau de scrutin où il se présente, doit prêter serment, suivant la formule prescrite, de garder secret le nom de l'option en faveur de laquelle le bulletin de vote de tout électeur est marqué en sa présence.

15

Serment de garder le secret

Idem

(4) Each of the agents of a registered consultation committee, on being admitted to the polling station, shall take an oath in the prescribed form to keep secret the option in favor of which the ballot paper of any elector is marked in the agent's presence.

20

(4) Chacun des représentants d'un comité de consultation agréé, lors de son admission au bureau de scrutin, doit prêter serment, suivant la formule prescrite, de garder le secret le nom de l'option en faveur de laquelle le bulletin de vote de tout électeur est marqué en sa présence.

25

Idem

Appointment of agents

(5) A registered consultation committee or the official agent of a registered consultation committee may appoint as many agents or agents-at-large as the committee or official agent deems necessary for a polling station except that only one agent or agent-at-large may be present in the polling station at any time.

30

(5) L'agent officiel d'un comité de consultation agréé peut nommer un aussi grand nombre de représentants ou de représentants généraux qu'il l'estime nécessaire pour un bureau de scrutin, pourvu que seulement un de ces représentants ou représentants généraux soit présent à la fois dans le bureau de scrutin.

Nomination des représentants

Agents may absent themselves from poll

(6) Agents of registered consultation committees may absent themselves from and return to a polling station at any time before the close of the poll and, after such absence,

35

(6) Les représentants des comités de consultation agréés peuvent, à tout moment avant la clôture du scrutin, s'absenter du bureau et y retourner et, après cette absence :

Les représentants peuvent s'absenter du bureau

(a) an agent is not required to produce a new written appointment from the official agent of the committee; and

(b) an agent is not required to take another oath pursuant to subsection (4).

a) le représentant n'est pas tenu de présenter une nouvelle commission écrite émanant de l'agent officiel du comité;

40

b) le représentant n'est pas tenu de prêter un autre serment en vertu du paragraphe (4).

Examination of
poll book and
conveying infor-
mation

(7) An agent or agent-at-large of a registered consultation committee may

(a) during the hours of polling, but at no other time, examine the poll book and take any information therefrom except where an elector would be delayed in casting a vote thereby; and

(b) convey, during the hours of polling, any information obtained by the examination referred to in paragraph (a) to any agent or agent-at-large of the committee who is on duty outside the polling station.

(7) Tout représentant ou représentant général d'un comité consultation agréé peut :

a) pendant les heures de scrutin seulement, examiner le cahier du scrutin et y puiser des renseignements, sauf dans le cas où un électeur s'en trouverait retardé pour donner son suffrage;

b) communiquer, pendant les heures du scrutin, tout renseignement obtenu par l'examen mentionné à l'alinéa a) à un représentant ou représentant général du comité qui est de service à l'extérieur du bureau de scrutin.

Examen du
cahier du scru-
tin et communi-
cation de ren-
seignements

Counting of
ballots before
opening of poll

142. (1) If the agents entitled to be present in the room of the polling station during polling hours are in attendance at least one-half hour before the hour fixed for opening the poll, they are entitled to have the ballot papers intended for use thereat carefully counted in their presence before the opening of the poll, and to inspect the ballot papers and all other papers, forms and documents relating to the poll.

142. (1) Les représentants autorisés à être présents dans la salle du bureau de scrutin pendant les heures du scrutin ont le droit, avant l'ouverture du bureau, de faire soigneusement compter en leur présence les bulletins de vote destinés à servir dans ce bureau, et d'examiner les bulletins de vote et tous autres papiers, formules et documents se rattachant au scrutin, pourvu qu'ils soient présents au moins une demi-heure avant l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin.

Compte des
bulletins avant
l'ouverture du
scrutin

Opening not to
be delayed

(2) In no case shall the counting of ballot papers and the inspection of those papers and all other papers, forms and documents referred to in subsection (1) delay the opening of the poll.

(2) Le compte des bulletins de vote et l'examen de ceux-ci et autres papiers, formules et documents prévus au paragraphe (1) ne doivent pas retarder l'ouverture du bureau de scrutin.

ouverture du
bureau à
l'heure prévue

Provisions
requiring pres-
ence of agents

(3) The non-attendance of any agent of a registered consultation committee at any time or place required by this Act does not in any way invalidate any act or thing done during the absence of the agent if such act or thing is otherwise duly done and, wherever in this Act any expressions are used requiring or authorizing any act to be done at the polls or elsewhere, in the presence of agents of the committees, such expressions shall be deemed to refer to the presence of such agents of the committees as are authorized to attend, and as have, in fact, attended at the time and place where such act or thing is being done.

(3) Lorsque la présente loi autorise la présence de tout représentant d'un comité de consultation agréé à certaines heures dans un lieu quelconque, son absence ne saurait en aucune façon invalider quelque acte ou chose qui se fait en son absence, si cet acte ou cette chose se fait, par ailleurs, comme il se doit. Lorsque, dans la présente loi, des expressions sont employées pour prescrire ou autoriser l'accomplissement d'un acte aux bureaux de scrutin, ou ailleurs, en présence de représentants des comités, ces expressions sont censées s'appliquer à la présence de ces représentants des comités autorisés à être présents et qui, de fait, sont présents aux temps et lieu où cet acte ou cette chose se fait.

Présence des
représentants

PROCEEDINGS AT THE POLL

FORMALITÉS AU BUREAU DE SCRUTIN

Directions to
electors to be
posted up

143. (1) A deputy returning officer shall, on polling day, at or before the opening of the poll, cause such printed directions to electors as have been supplied to him pursuant to paragraph 137(1)(d) to be posted up in conspicuous places outside of and near to the polling station and also in each voting compartment of the polling station.

143. (1) Un scrutateur doit faire afficher, le jour du scrutin, au plus tard à l'ouverture du bureau de scrutin, dans des endroits bien en vue à l'extérieur et à proximité du bureau de scrutin, ainsi qu'à l'intérieur de chaque isolement du bureau de scrutin, les directives imprimées en conformité de l'alinéa 137(1)d) qui lui ont été fournies à l'intention des électeurs.

Affichage des
directives aux
électeurs

Initialement bal-
lot papers

(2) Before the opening of the poll, on polling day, the deputy returning officer shall, at the polling station and in full view of such of the agents of the registered consultation committees as are present, affix uniformly the deputy returning officer's initials in the space provided for that purpose on the back of every ballot paper supplied by the returning officer.

(2) Avant l'ouverture du scrutin, le jour du scrutin, le scrutateur doit, au bureau de scrutin, à la vue de toutes les personnes présentes, parmi les représentants des comités de consultation agréés, apposer uniformément ses initiales dans l'espace réservé à cette fin au verso de chaque bulletin de vote que lui fournit le directeur du scrutin.

apposition d'ini-
tiales sur les
bulletins de vote

Opening of poll
not to be
delayed

(3) Where all the ballot papers cannot be initialled in accordance with subsection (2) prior to the opening of the poll, the opening of the poll shall not be delayed and the ballot papers shall then be initialled in accordance with that subsection as soon as possible thereafter and in all cases before being handed to electors.

(3) L'apposition d'initiales prévue au paragraphe (2) ne doit pas retarder l'ouverture du scrutin; dans le cas où le scrutateur n'a pas initialé tous les bulletins de vote avant l'heure prévue pour l'ouverture du scrutin, le scrutateur doit les initiales le plus tôt possible après l'ouverture du scrutin et avant de les remettre aux électeurs, conformément aux modalités prévues au paragraphe (2).

ouverture du
scrutin à l'heure
prévue

Idem

(4) The initials of a deputy returning officer shall be affixed either entirely with pen and ink or entirely with a black lead pencil.

(4) Les initiales d'un scrutateur doivent être apposées entièrement à l'aide d'une plume et de l'encre ou entièrement à l'aide d'un crayon à mine noire.

Idem

Idem

(5) For the purpose of initialling, the ballot papers shall not be detached from the books in which they have been bound or stitched pursuant to subsection 136(7).

(5) Aux fins de l'apposition d'initiales, les bulletins de vote ne doivent pas être détachés des livrets dans lesquels ils sont reliés ou brochés conformément au paragraphe 136(7).

Idem

Examining and
sealing ballot
box

(6) At the hour fixed for opening the poll, the deputy returning officer shall, in full view of such of the agents of the registered consultation committees as are present, open the ballot box and ascertain that there are no ballot papers or other papers or material enclosed therein, after which the ballot box shall

(6) A l'heure fixée pour l'ouverture du scrutin, le scrutateur doit, à la vue de toutes les personnes présentes, parmi les représentants des comités de consultation agréés, ouvrir la boîte de scrutin et s'assurer qu'elle ne renferme aucun bulletin de vote ni d'autres papiers ou matières. Après quoi, la boîte de scrutin doit :

Examen et scel-
lage de la boîte
de scrutin

	<p>(a) be sealed with one of the seals prescribed by the Chief Electoral Officer for the use of deputy returning officers;</p> <p>(b) then be placed on a table in full view of all present; and</p> <p>(c) be maintained so placed until the close of the poll.</p>	<p>a) être scellée au moyen d'un des sceaux métalliques spéciaux prescrits par le directeur général des élections à l'usage des scrutateurs;</p> <p>b) ensuite être placée sur une table, bien en vue des personnes présentes;</p> <p>c) y rester ainsi placée jusqu'à la fermeture du scrutin.</p>	
Calling electors	<p>(7) Immediately after the ballot box is sealed, the deputy returning officer shall call upon the electors to vote.</p>	<p>(7) Dès que la boîte de scrutin est scellée, le scrutateur invite les électeurs à voter.</p>	Appel des électeurs
Electors not to be impeded	<p>(8) The deputy returning officer shall ensure the admittance of every elector into the polling station, and shall see that they are not impeded or molested at or about the polling station.</p>	<p>(8) Le scrutateur doit faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de scrutin, et veiller à ce que les électeurs ne soient ni gênés ni molestés à l'intérieur, non plus qu'aux abords du bureau.</p>	Les électeurs ne doivent pas être gênés
One elector at a time	<p>(9) A deputy returning officer may, if he deems it advisable, direct that not more than one elector for each voting compartment shall, at any time, enter the room where the poll is held.</p>	<p>(9) Un scrutateur peut, s'il le juge opportun, ordonner que jamais plus d'un électeur pour chaque isolement n'entre dans la salle de scrutin.</p>	Un électeur à la fois
Electors to declare his name, etc.	<p>(10) Each elector, upon entering the room where the poll is held, shall declare his name and address whereupon the poll clerk shall ascertain</p> <p>(a) if the name of the elector appears on the official list of electors used at the polling station; or</p> <p>(b) at a rural polling division only, if the applicant elector is otherwise qualified to vote.</p>	<p>(10) Après être entré dans la salle de scrutin, chaque électeur déclare ses nom et adresse. Le greffier du scrutin vérifie alors :</p> <p>a) si le nom de l'électeur figure sur la liste électorale officielle utilisée au bureau de scrutin;</p> <p>b) dans une section rurale seulement, si la personne qui demande à voter est par ailleurs habile à voter.</p>	L'électeur énonce son nom et son adresse
Voting	<p>(11) When it has been ascertained that an applicant elector is qualified to vote at a polling station,</p> <p>(a) the elector's name shall be entered in the poll book to be kept by the poll clerk, in the prescribed form, a consecutive number being prefixed to the elector's name in the appropriate column of the poll book; and</p> <p>(b) he shall immediately be allowed to vote, unless an election officer or any agent of a registered consultation committee present at the polling station desires that he first be sworn.</p>	<p>(11) Lorsqu'il est établi que le requérant est habile à voter à un bureau de scrutin :</p> <p>a) son nom est inscrit dans le cahier de scrutin que le greffier du scrutin doit tenir selon la formule prescrite, ainsi qu'un numéro d'ordre dans la colonne appropriée du cahier du scrutin en regard du nom de l'électeur;</p> <p>b) il est immédiatement admis à voter, à moins qu'un officier d'élection ou que le représentant d'un comité de consultation agréé présent au bureau de scrutin, ne désire lui faire auparavant prêter serment.</p>	Vote

Who may vote
and where

144. (1) Subject to his taking any oath or affidavit authorized by this Act to be required of him, every person whose name appears on an official list of electors shall be allowed to vote at the polling station on the list of electors for which his name appears.

Closed lists in
urban polls

(2) Subject to subsections (3) and (4), in an urban polling division, an elector shall not be allowed to vote if the elector's name does not appear on the official list of electors 10 unless

(a) the elector has obtained a transfer certificate pursuant to section 148 and fully complies with subsection 148(3); or

(b) the deputy returning officer has ascertained with the returning officer that the elector was in fact enumerated or revised and that the elector's name was not removed from the list by the revising officers. 20

Elector must
deliver certi-
ficate

(3) An elector referred to in paragraph (2)(a) shall be allowed to vote only if the elector delivers the certificate to the deputy returning officer.

Elector must
establish iden-
tity

(4) An elector referred to in paragraph (2)(b) shall be allowed to vote only if the elector has provided the deputy returning officer with satisfactory proof of the elector's identity.

Poll clerk to
make entry

(5) Where an elector whose name does not 30 appear on the official list has voted, the poll clerk shall indicate in the poll book that the elector has voted without the elector's name being on the list.

Open lists in
rural polls

(6) In a rural polling division, any quali- 35 fied elector may, subject to section 152, vote, notwithstanding that his name does not appear on the official list of electors for the polling division in which he ordinarily resides.

Prescribed
oaths only

(7) Except as provided in this Act, no oath shall be required of any person whose name is entered on the list of electors.

144. (1) Toute personne dont le nom figure sur la liste électorale officielle d'un bureau de scrutin est admise à voter à ce bureau, sauf qu'elle doit prêter tout serment ou souscrire tout affidavit qui peut être exigé 5 d'elle en vertu de la présente loi.

Qui peut voter
et où peut-on
voter

(2) sous réserve des paragraphes (3) et (4), dans une section urbaine, un électeur n'est pas admis à voter si son nom ne figure pas sur la liste officielle des électeurs, sauf 10 les cas suivants :

Dans les sec-
tions urbaines,
les listes sont
« fermées »

a) il a obtenu un certificat de transfert, en conformité avec l'article 148, et se conforme pleinement au paragraphe 148(3);

b) le scrutateur est convaincu, après vérifi- 15 cation auprès du directeur du scrutin, que l'électeur a été recensé ou a été accepté à la révision et que son nom n'a pas été rayé de la liste par les réviseurs.

(3) Dans le cas de l'électeur visé à l'alinéa 20 (2)(a), cet électeur n'est admis à voter qu'après avoir remis au scrutateur le certificat prévu à cet alinéa. Remise du certi-
ficat

(4) Dans le cas de l'électeur visé à l'alinéa 25 (2)(b) cet électeur n'est admis à voter qu'après avoir présenté au scrutateur une preuve suffisante d'identité. Preuve d'iden-
tité

(5) Lorsqu'un électeur dont le nom ne figure pas sur la liste officielle des électeurs a voté, le greffier du scrutin doit consigner 30 dans le cahier du scrutin le fait que l'électeur a voté même si son nom ne figurait pas sur la liste. Inscription au
cahier de scru-
tin

(6) Dans une section rurale, toute per- 35 sonne qui a qualité d'électeur peut voter, sous réserve de l'article 152, quoique son nom ne figure pas sur la liste électorale officielle de la section de vote où elle réside ordinairement. Listes ouvertes
dans les sec-
tions rurales

(7) Sauf les dispositions de la présente loi, 40 nul serment ne doit être exigé d'une personne dont le nom est inscrit sur la liste des élec-
teurs. Serments pres-
crits seulement

Voting more
than once pro-
hibited

(8) No elector shall at a public consultation vote more than once in an electoral district or vote in more than one electoral district.

(8) Aucun électeur à une élection ne peut voter plus d'une fois dans une circonscription ni voter dans plus d'une circonscription.

Interdiction de
voter plus d'une
fois

Oath of elector

145. (1) An elector, if required by the deputy returning officer, the poll clerk, a representative of a registered consultation committee or any elector present, shall, before receiving his ballot paper, take an oath in the prescribed form.

5 145. (1) Lorsque le scrutateur, le greffier du scrutin, le représentant d'un comité de consultation agréé ou tout électeur présent exige d'un électeur q u'il prête serment, ce dernier doit prêter serment selon la formule prescrite avant de recevoir son bulletin de vote. 10

Serment par
l'électeur

Refusal to take
oath

(2) Where an elector refuses to take an oath pursuant to subsection (1), erasing lines shall be drawn through his name on the list of electors and in the poll book, if his name has been entered in the poll book, and the 15 words "Refused to be sworn" shall be written thereafter.

(2) Si un électeur refuse de prêter serment en conformité avec le paragraphe (1), son nom est rayé de la liste des électeurs et dans le cahier du scrutin, si son nom a été inscrit dans le cahier du scrutin, et les mots «a 15 refusé de prêter serment» sont inscrits à la suite de ce nom.

Refus de prêter
serment

Affidavit of
electors

(3) In urban polling divisions, where an elector is specially required so to do by any of the persons mentioned in subsection (1), 20 the elector shall take an affidavit, in the prescribed form, before the deputy returning officer, instead of the oath prescribed in that subsection and, if the elector refuses so to take such an affidavit, he shall not be per- 25 mitted to vote.

(3) Dans les sections urbaines, lorsqu'un électeur y est spécialement tenu par l'une des personnes mentionnées au paragraphe (1), il 20 doit souscrire un affidavit, selon la formule prescrite, devant le scrutateur, au lieu de prêter le serment prescrit par ce paragraphe. Si l'électeur refuse de souscrire cet affidavit, il ne lui est pas permis de voter. 25

Affidavit d'un
électeur

Improper vary-
ing of oath

(4) Where any deputy returning officer or poll clerk, presiding at a polling station, in administering to any person any oath men- 30 tions as a disqualification any fact or circumstance that is not a disqualification according to this Act, he is guilty of an illegal practice and of an offence against this Act.

(4) Tout scrutateur ou greffier du scrutin présidant à un bureau de scrutin qui, en faisant prêter serment à une personne, men- tionne comme cause de son inhabilité à voter un fait ou une circonstance qui n'en constitue 30 pas une aux termes de la présente loi, est coupable d'un acte illicite et d'une infraction à la présente loi.

Modification
irrégulière du
serment

Electors refusing
oath not
entitled to vote

(5) No elector who has refused to take any oath or affirmation or to answer any ques- 35 tion, as by this Act required, shall receive a ballot paper or be admitted to vote or be again admitted to the polling place.

(5) Un électeur qui refuse de prêter un serment, de faire une affirmation ou de 35 répondre à une question, ainsi que l'exige la présente loi, ne peut pas recevoir de bulletin de vote ni être admis à voter ni être admis de nouveau dans la salle de scrutin.

L'électeur qui
refuse de prêter
serment ne peut
pas voter

When elector
refuses to take
improper oath

(6) Where an elector is asked to take an oath or affirmation not prescribed by this 40 Act and he refuses, he may appeal to the returning officer, and if, after consultation with the deputy returning officer or the poll clerk of the appropriate polling station, the

(6) Si un électeur est invité à prêter un 40 serment ou à faire une affirmation que ne prescrit pas la présente loi et qu'il refuse, il peut en appeler au directeur du scrutin, et si, après consultation avec le scrutateur ou le greffier du scrutin du bureau de scrutin 45

Refus de prêter
un serment non
approprié

returning officer decides that the oath or affirmation was not in fact prescribed by this Act, he shall direct that such elector be again admitted to the poll and that he be allowed to vote, if the elector is otherwise qualified to vote.

Identification documents in lieu of oath or affidavit

(7) Notwithstanding anything in this section, where an elector at a polling station is required to take an oath pursuant to subsection (1) or an affidavit pursuant to subsection (3) by any of the persons mentioned in subsection (1), the elector may tender such documents as he considers are satisfactory proof of his identity as an elector qualified to vote at that polling station and where, after perusal of such documents, the deputy returning officer is satisfied that the documents tendered are satisfactory proof of identity as prescribed by the Chief Electoral Officer, the elector shall immediately be allowed to vote, but where the deputy returning officer is not so satisfied, the elector shall take an oath pursuant to subsection (1) or an affidavit pursuant to subsection (3), as the case may be.

Name and address corresponding closely to another

146. (1) Where there is contained in the official list of electors any name and address that correspond so closely with the name and address of a person by whom a ballot is demanded as to suggest that the entry in the official list of electors was intended to refer to him, the person is, upon taking an oath in the prescribed form and complying in all other respects with the provisions of this Act, entitled to receive a ballot and to vote.

Entries in poll book

(2) In any case referred to in subsection (1), the name and address of the elector shall be correctly entered in the poll book and the fact that the oath has been taken shall be entered in the proper column of the poll book.

Idem

147. Each poll clerk shall

(a) make such entries in the poll book as the deputy returning officer, pursuant to this Act, directs;

approprié, le directeur du scrutin décide que la présente loi ne prescrit pas en fait le serment ou l'affirmation, il doit ordonner que cet électeur soit de nouveau admis dans le bureau de scrutin et qu'il lui soit permis de voter, si ce dernier est par ailleurs habile à voter.

Pièces d'identité au lieu du serment ou de l'affidavit

(7) Par dérogation au présent article, l'électeur qui, dans un bureau de scrutin, est tenu par une des personnes mentionnées au paragraphe (1) de prêter serment en conformité avec ce paragraphe ou de souscrire un affidavit conformément au paragraphe (3), peut soumettre les pièces d'identité qu'il estime prouver, d'une manière satisfaisante, son identité comme électeur habile à voter à ce bureau de scrutin; lorsque le scrutateur juge que les pièces d'identité satisfont aux exigences prescrites, à cet égard, par le directeur général des élections, l'électeur doit être autorisé à voter sans plus de délai; si l'autorisation n'est pas accordée, l'électeur doit se conformer aux exigences des paragraphes (1) ou (3), selon le cas.

146. (1) Si la liste électorale officielle porte un nom et une adresse ressemblant au nom et à l'adresse d'une personne qui demande un bulletin de vote, au point de faire croire que l'inscription sur la liste électorale officielle veut la désigner, la personne, en prêtant serment suivant la formule prescrite et en se conformant aux dispositions de la présente loi sous tous autres rapports, a le droit de recevoir un bulletin de vote et de voter.

Nom et adresse correspondant de près à un autre nom ou adresse

(2) Dans un cas visé au paragraphe (1), le nom et l'adresse de l'électeur doivent être correctement inscrits dans le cahier du scrutin et le fait de la prestation du serment doit être inscrit dans la colonne appropriée du même cahier.

Inscriptions dans le cahier du scrutin

147. Chaque greffier du scrutin doit :

Idem

a) faire, dans le cahier du scrutin, les inscriptions que le scrutateur ordonne de faire, conformément à la présente loi;

(b) enter in the poll book opposite the name of each voter, as soon as the voter's ballot paper has been deposited in the ballot box, the word "Voted";

(c) enter in the poll book the word "Sworn" or "Affirmed" opposite the name of each elector to whom any oath or affirmation has been administered, indicating the nature of the oath or affirmation;

(d) enter in the poll book the words "Refused to be sworn" or "Refused to affirm" or "Refused to answer" opposite the name of each elector who has refused to take an oath or to affirm, when he has been legally required so to do, or who has refused to answer questions that he has been legally required to answer; and

(e) enter in the poll book the words "Readmitted and allowed to vote" opposite the name of each elector readmitted on the direction of the returning officer.

b) inscrire sur le cahier du scrutin, en regard du nom de chaque votant, les mots «a voté», aussitôt que son bulletin de vote a été déposé dans la boîte de scrutin;

c) inscrire sur le cahier du scrutin le mot «assermenté» ou les mots «a affirmé», en regard du nom de chaque électeur qui a prêté le serment ou fait l'affirmation, et indiquer la nature du serment ou de l'affirmation;

d) inscrire sur le cahier du scrutin les mots «a refusé de jurer», ou «a refusé d'affirmer», ou «a refusé de répondre», en regard du nom de chaque électeur qui a refusé de prêter serment ou de faire une affirmation, lorsqu'il en a été légalement tenu, ou qui a refusé de répondre aux questions auxquelles il lui a été légalement enjoint de répondre;

e) inscrire sur le cahier du scrutin les mots «réadmis et autorisé à voter», en regard du nom de chaque électeur réadmis sur l'ordre du directeur du scrutin.

ISSUE OF AND VOTING ON TRANSFER CERTIFICATE

Transfer certificates for deputy returning officer and poll clerk

148. (1) A returning officer or assistant returning officer may issue a transfer certificate entitling a person to vote at the polling station indicated therein to any person whose name appears on the official list of electors and who has been appointed, after the last day of advanced polls, to act as deputy returning officer or poll clerk for any polling station established in the electoral district other than the polling station at which the person is entitled to vote.

Transfer certificates for assistant returning officers

(2) A returning officer may issue a transfer certificate to his assistant returning officer where the election clerk ordinarily resides in a polling division other than the polling division in which the office of the returning officer is situated.

148. (1) Un directeur ou un directeur adjoint du scrutin peut en tout temps délivrer un certificat de transfert à toute personne dont le nom figure sur la liste électorale officielle et qui a été nommée, après le dernier jour pour la tenue du vote dans les bureaux spéciaux de scrutin pour agir en qualité de scrutateur ou de greffier du scrutin à un bureau de scrutin de la circonscription autre que le bureau de scrutin où cette personne a le droit de voter l'autorisant à voter au bureau de scrutin indiqué dans le certificat de transfert.

Certificats de transfert au scrutateur et au greffier du scrutin

(2) Le directeur du scrutin peut délivrer un certificat de transfert à son directeur adjoint du scrutin, lorsque ce dernier réside ordinairement dans une section de vote autre que la section de vote où est situé le bureau du directeur du scrutin.

Certificat de transfert pour les directeurs adjoints du scrutin

Condition	(3) No transfer certificate issued to a deputy returning officer or poll clerk under this section entitles the person to vote pursuant thereto unless, on polling day, the person is actually engaged in the performance of the duty specified in the certificate at the polling station therein mentioned.	(3) aucun certificat de transfert délivré à un scrutateur ou greffier du scrutin, en vertu du présent article, n'autorise ce scrutateur ou greffier du scrutin à voter en conformité avec ce certificat, à moins que le jour du scrutin, il n'exerce en fait les fonctions désignées dans le certificat au bureau de scrutin qui est mentionné.	Condition
Signing, numbering and recording transfer certificate	(4) The returning officer or assistant returning officer by whom any transfer certificate is issued shall (a) fill in and sign the certificate and mention thereon the date of its issue; (b) consecutively number every such certificate in the order of its issue; (c) keep a record of every such certificate in the order of its issue on the form prescribed by the Chief Electoral Officer; (d) not issue any such certificate in blank; and (e) where possible, send a copy of the transfer certificate to the deputy returning officer for the polling station on the list for which appears the name of the person to whom the certificate has been issued.	(4) Le directeur du scrutin ou le directeur adjoint du scrutin qui délivre un certificat de transfert doit : a) remplir et signer le certificat et y mentionner la date à laquelle il est délivré; b) numéroté consécutivement les certificats, selon l'ordre de leur délivrance; c) tenir un registre de tous les certificats dans l'ordre de leur délivrance sur la formule prescrite par le directeur général des élections; d) s'abstenir de délivrer un certificat en blanc; e) expédier, lorsque c'est possible, une copie du certificat de transfert au scrutateur du bureau de scrutin sur la liste duquel figure le nom de la personne à qui le certificat a été délivré.	Signature, numérotage et inscription du certificat de transfert
Entry opposite voter's name	(5) In every case of a vote polled under authority of this section, the poll clerk shall enter in the poll book, opposite the voter's name, in the column for remarks, a memorandum stating that the voter voted under a transfer certificate, giving the number of the certificate and stating the particular office or position that the voter is filling at the polling station.	(5) Chaque fois qu'un vote est donné sous l'autorité du présent article, le greffier du scrutin doit inscrire dans le cahier du scrutin en regard du nom du votant, dans la colonne réservée aux observations, une note indiquant que ce dernier a voté en vertu d'un certificat de transfert. Il indique le numéro du certificat et mentionne le poste ou l'emploi particulier que le votant occupe au bureau de scrutin.	Inscriptions en regard du nom de l'électeur

SECRECY

SECRET DU VOTE

Secrecy during and after poll

149. (1) Every officer, clerk, agent or other person in attendance at a polling station or at the counting of the votes shall maintain and aid in maintaining the secrecy of the voting, and no officer, clerk, agent or other person shall,

149. (1) Tout officier d'élection, greffier, représentant ou autre personne présente à un bureau de scrutin ou au dépouillement du scrutin, doit garder et aider à garder le secret du scrutin. Aucun officier d'élection, greffier, représentant ou autre personne ne peut :

Secret durant et après le scrutin

(a) at the polling station, interfere with, or attempt to interfere with, an elector when marking his ballot paper, or otherwise attempt to obtain information as to the option for which any elector is about to vote or has voted on the submitted question; 5

(b) at the counting of the votes, attempt to ascertain the number on the counterfoil of any ballot paper; 10

(c) at any time, communicate any information as to the manner in which any ballot paper has been marked in his presence in the polling station;

(d) at any time or place, directly or indirectly, induce or endeavour to induce any voter to show his ballot paper after he has marked it, so as to make known to any person the option for which he has so cast his vote; 20

(e) at any time, communicate to any person any information obtained at a polling station as to the option for which any elector at the polling station is about to vote or has voted; or 25

(f) at the counting of the votes, attempt to obtain any information or communicate any information obtained at the counting as to the option for which any vote is given in any particular ballot paper. 30

Secrecy at the poll

(2) No elector shall, except when unable to vote in the manner prescribed by this Act on account of inability to read, blindness or other physical incapacity,

(a) upon entering the polling station and before receiving a ballot paper, openly declare for which option he intends to vote; 35

(b) show his ballot paper, when marked, so as to allow the option for which he has voted to be known; or 40

(c) before leaving the polling station, openly declare for which option he has voted.

a) au bureau de scrutin, intervenir ni tenter d'intervenir auprès d'un électeur lorsqu'il marque son bulletin, ni essayer autrement de savoir en faveur de quelle option un électeur est sur le point de voter ou a voté; 5

b) tenter de constater, lors du dépouillement du scrutin, le numéro inscrit sur le talon d'un bulletin de vote;

c) communiquer un renseignement sur la manière dont un bulletin de vote a été marqué en sa présence dans le bureau de scrutin; 10

d) en aucun temps ou lieu, directement ou indirectement, inciter un votant à montrer son bulletin de vote après qu'il l'a marqué, de manière à révéler à quelqu'un l'option pour laquelle il a voté; 15

e) communiquer à qui que ce soit un renseignement obtenu à un bureau de scrutin, au sujet de l'option pour laquelle un électeur à ce bureau de scrutin est sur le point de voter ou a voté; 20

f) pendant le dépouillement du scrutin, chercher à obtenir quelque renseignement ni communiquer de renseignement obtenu pendant le dépouillement, au sujet de l'option pour laquelle un vote est exprimé dans un bulletin de vote particulier. 25

(2) Aucun électeur ne peut, sauf s'il est incapable de voter de la manière prescrite par la présente loi, parce qu'il ne peut pas lire, qu'il est aveugle ou frappé d'une autre incapacité physique : 30 *Secret du vote*

a) en entrant dans le bureau de scrutin et avant de recevoir un bulletin de vote, déclarer ouvertement en faveur de quelle option il a l'intention de voter; 35

b) montrer son bulletin de vote, une fois marqué, de manière à révéler l'option pour laquelle il a voté; 40

c) avant de quitter le bureau de scrutin, déclarer ouvertement l'option pour laquelle il a voté.

Offence	(3) Every one is guilty of an illegal practice and of an offence against this Act who contravenes or fails to observe any provision of this section.	(3) Quiconque enfreint quelque disposition du présent article ou omet de s'y conformer est coupable d'un acte illicite et d'une infraction à la présente loi.	Infraction
Procedure in case of violation of secrecy at the polls	(4) It is the duty of each deputy returning officer to draw the attention of any elector who has contravened subsection (2) to the offence that he has committed and to the penalty to which he has rendered himself liable, but such elector shall nevertheless be allowed to vote in the usual way.	(4) Chaque scrutateur est tenu d'attirer l'attention de tout électeur qui enfreint le paragraphe (2) sur l'infraction qu'il a commise et sur la peine dont il s'est rendu passible; néanmoins, il doit être permis à cet électeur de voter de la manière ordinaire.	5 Procédure en cas de violation du secret du vote 10

MANNER OF VOTING

MANIÈRE DE VOTER

Delivery of ballot paper to elector	150. (1) Voting shall be by ballot, and each elector shall receive from the deputy returning officer a ballot paper, on the back of which that officer has, as prescribed by subsections 143(2) to (4), affixed his initials, so placed, as indicated on the back of the prescribed form, that when the ballot paper is folded the initials can be seen without unfolding the ballot paper.	150. (1) Les électeurs votent au scrutin secret. Chaque électeur reçoit du scrutateur un bulletin de vote au verso duquel ce dernier, ainsi que le prescrivent les paragraphes 143(2) à (4), a apposé ses initiales, de manière, comme l'indique le verso de la formule prescrite, que les initiales puissent être vues sans qu'on déplie le bulletin de vote, lorsque le bulletin de vote est plié.	Remise d'un bulletin de vote à l'électeur
Instructions to elector on receiving ballot paper	(2) The deputy returning officer shall instruct each elector how and where to affix his mark, shall properly fold the elector's ballot paper, and shall direct the elector to return the ballot paper when marked, folded as shown.	(2) Le scrutateur doit indiquer à chaque électeur comment et où apposer sa marque. Il doit plier, comme il convient, le bulletin de l'électeur et enjoindre à l'électeur de lui remettre le bulletin de vote plié de la façon indiquée, après l'avoir marqué.	Instructions à l'électeur en lui remettant son bulletin 25
Prohibition	(3) No deputy returning officer shall inquire or see for which option the elector intends to vote, except when the elector is unable to vote in the manner prescribed by this Act on account of inability to read, blindness or other physical incapacity.	(3) Aucun scrutateur ne peut demander ni regarder pour quelle option l'électeur a l'intention de voter, sauf lorsque l'électeur est incapable de voter de la manière prescrite par la présente loi parce qu'il ne peut pas lire, qu'il est aveugle ou frappé d'une autre incapacité physique.	Interdiction 30
Voting procedure	(4) An elector, before receiving a ballot paper from the deputy returning officer, shall give his name and address	(4) Avant de recevoir un bulletin de vote du scrutateur, un électeur doit décliner son nom et adresse :	Formalités 35
	(a) to the deputy returning officer and poll clerk; and	a) au scrutateur et au greffier du scrutin;	
	(b) on request, to an agent of a registered consultation committee.	b) sur demande, à un représentant d'un comité de consultation agréé.	

Idem

(5) The deputy returning officer, poll clerk or accredited agents of registered consultation committees shall not request, demand or order that an elector, to prove the elector's right to vote at a polling station, produce

- (a) a birth certificate;
- (b) naturalization papers;
- (c) a notice referred to in section 52; or
- (d) any other document whatever,

but nothing in this subsection shall be construed so as to prevent the deputy returning officer from drawing subsection 145(7) to the attention of an elector who has been required to take an oath or affidavit referred to in subsection (6) and explaining subsection 145(7) to the elector.

Oath by elector

(6) Subject to subsection 145(7), the deputy returning officer, poll clerk or accredited agents of registered consultation committees may, before an elector is given a ballot paper, require that the elector

- (a) take the appropriate oral oath mentioned in paragraph 137(1)(i); or
- (b) in an urban polling division, complete an affidavit in the form prescribed pursuant to subsection 145(3).

Idem

(7) When an elector has been given a ballot paper, no one shall require him to take the oath or affidavit referred to in subsection (6).

Manner of voting

(8) An elector on receiving a ballot paper, shall forthwith

- (a) proceed into a voting compartment and there mark his ballot paper by making a cross with a black lead pencil within the small circular space on the ballot paper in which the natural colour of the paper appears, at the right of the name of the option for which he intends to vote;
- (b) fold the ballot paper as directed so that the initials on the back of it and the printed serial number on the back of the counterfoil can be seen without unfolding it; and

(5) Ni le scrutateur, ni le greffier du scrutin, ni les représentants accrédités des comités de consultation agréés ne peuvent demander, exiger ou ordonner qu'un électeur, pour prouver qu'il a le droit de voter à un bureau de scrutin, produise :

- a) soit son acte de naissance;
- b) soit des documents de naturalisation;
- c) soit un avis visé à l'article 52;
- d) soit quelque autre document que ce soit.

Le présent paragraphe ne doit pas s'interpréter de façon à empêcher le scrutateur de signaler et d'expliquer le paragraphe 145(7) à un électeur qui est tenu de prêter un serment ou de souscrire un affidavit visé au paragraphe (6).

(6) Sous réserve du paragraphe 145(7), le scrutateur, le greffier du scrutin, ou les représentants accrédités des comités de consultation agréés, peuvent avant qu'un électeur ne reçoive un bulletin de vote, demander que cet électeur :

- a) ou bien prête le serment verbal approprié et mentionné à l'alinéa 137(1)i);
- b) ou bien, dans une section urbaine, souscrive un affidavit selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 145(3).

Serment de l'électeur

(7) Lorsqu'un électeur a reçu un bulletin de vote, personne ne doit exiger qu'il prête le serment ou souscrive l'affidavit mentionnés au paragraphe (6).

Idem

(8) Lorsqu'il reçoit un bulletin de vote, un électeur doit immédiatement :

- a) aller dans un isoloir et y marquer son bulletin de vote en faisant une croix avec un crayon à mine noire dans le petit espace circulaire, de la couleur naturelle du papier et qui se trouve, sur le bulletin de vote, à la droite du nom de l'option en faveur de laquelle il veut voter;
- b) plier le bulletin de vote suivant les instructions reçues, de manière à ce que l'on puisse voir les initiales apposées au

Manière de voter

	(c) hand the ballot paper to the deputy returning officer.	verso du bulletin et le numéro de série imprimé au verso du talon sans déplier le bulletin;	
		c) remettre le bulletin de vote au scrutateur.	5
Idem	(9) Upon receipt of a ballot paper handed to him pursuant to subsection (8), the deputy returning officer shall forthwith,	(9) Lorsqu'un électeur lui remet un bulletin de vote en conformité avec le paragraphe 5 (8), le scrutateur doit immédiatement :	Idem
	(a) without unfolding it, ascertain by examination of the initials and printed serial number that it is the same ballot paper that was delivered to the elector; and	a) sans le déplier, constater par l'examen des initiales et du numéro de série 10 imprimé, que ce bulletin de vote est bien celui qu'il a remis à l'électeur;	
	(b) if it is the same ballot paper, in full view of the elector and all others present, remove and destroy the counterfoil and himself deposit the ballot paper in the ballot box.	b) si c'est le même bulletin de vote, sous les yeux de l'électeur et de toutes les autres personnes présentes, détacher le talon et le 15 détruire, et déposer lui-même le bulletin de vote dans la boîte de scrutin.	
Recording of printed serial number an offence	(10) Every person who makes any written record of the printed serial number appearing on the back of the counterfoil of a ballot paper is guilty of an offence against this Act.	(10) Quiconque prend note par écrit du numéro de série imprimé au verso du talon d'un bulletin de vote est coupable d'une 20 infraction à la présente loi.	Prendre note du numéro de série imprimé est une infraction
Spoiled ballot paper	(11) An elector who has inadvertently dealt with the ballot paper delivered to him in such manner that it cannot conveniently be used shall return it to the deputy returning officer who shall	(11) Un électeur qui, par inadvertance, s'est servi du bulletin de vote qui lui a été remis, de manière qu'il ne puisse convenablement être utilisé, doit le remettre au scrutateur qui doit :	Bulletin gâté
	(a) deface it in such manner as to render it a spoiled ballot; and	a) le détériorer de façon à en faire un bulletin gâté;	
	(b) deliver another ballot paper to the elector.	b) remettre un autre bulletin de vote à l'électeur.	30
More than one ballot paper	(12) An elector is entitled to receive a ballot paper pursuant to subsection (11) on more than one occasion.	(12) L'électeur peut, en vertu du paragraphe (11), recevoir un autre bulletin de vote plus d'une fois.	Plus d'un bulletin de vote
Elector in whose name another has voted	(13) Subject to all other provisions of this Act as to proof of qualification as an elector and the administration of oaths, if a person representing himself to be a particular elector applies for a ballot paper after another person has voted as that person, he shall be entitled to receive a ballot paper and to vote after taking the oath of identity, in the prescribed form, and otherwise establishing his identity to the satisfaction of the deputy returning officer.	(13) Sous réserve de toutes les autres dispositions de la présente loi relatives à la 35 preuve de la qualité d'électeur et à la prestation des serments, si quelqu'un se présente comme étant un certain électeur et demande un bulletin de vote, après qu'un autre a voté sous ce nom, il est en droit d'exiger un bulletin de vote et de voter, après avoir prêté le serment d'identité suivant la formule prescrite, et avoir autrement établi son identité, à la satisfaction du scrutateur.	Électeur au nom de qui un autre a voté

Entry in poll
book

(14) In any case referred to in subsection (13), the poll clerk shall enter in the poll book, opposite the name of the elector,

- (a) a note of his having voted on a second ballot paper issued under the same name; 5
- (b) the fact of the oath of identity having been taken, and the fact of any other oath being required and taken; and
- (c) any objections made on behalf of any and of which of the registered consultation 10 committees.

Voting proce-
dure when elec-
tor unable to
mark ballot
paper

(15) The deputy returning officer, on the application of any elector who is blind, unable to read or so physically incapacitated as to be unable to vote in the manner pre- 15 scribed by this Act, shall require the elector making the application to take an oath in the prescribed form of his incapacity to vote without assistance and shall thereafter

- (a) assist the elector by marking the elec- 20 tor's ballot paper in the manner directed by the elector in the presence of the poll clerk and the sworn agents of the registered consultation committees and of no other person, and shall place the ballot 25 paper in the ballot box; or
- (b) where the elector is accompanied by a friend or relative and the elector so requests, permit the friend or relative to accompany the elector into the voting 30 compartment and mark the elector's ballot paper.

Entry in poll
book of name of
friend or rela-
tive

(16) Where a friend or relative has marked the ballot paper of an elector as permitted pursuant to paragraph (15)(b), the 35 poll clerk shall, in addition to the other requirements prescribed in this Act, enter the name of the friend or relative of the elector in the remarks column of the poll book opposite the entry relating to such elector. 40

Friend or rela-
tive to act only
once

(17) No person shall at a public consulta- tion be allowed to act for the purpose of marking a ballot paper as the friend or relative of more than one elector.

(14) Dans un cas visé au paragraphe (13), le greffier du scrutin doit inscrire dans le cahier du scrutin, en regard du nom de l'électeur :

- a) le fait qu'il a voté sur un second bulletin 5 de vote délivré sous le même nom;
- b) le fait de la prestation du serment d'identité et de la prestation de tout autre serment exigé;
- c) les objections présentées au nom d'un 10 comité de consultation agréé et le nom de ce comité.

Inscription dans
le cahier du
scrutin

(15) A la demande d'un électeur qui ne peut voter de la manière prescrite par la présente loi parce qu'il ne peut pas lire, qu'il 15 est aveugle ou frappé d'une incapacité physi- que, le scrutateur doit obliger l'électeur qui fait la demande à prêter serment, suivant la formule prescrite, qu'il est incapable de voter sans aide, puis il doit : 20

- a) soit aider l'électeur en marquant son bulletin comme cet électeur l'ordonne, en présence uniquement du greffier du scrutin et des représentants assermentés des comi- 25 tés de consultation agréés et il doit déposer le bulletin de vote dans la boîte de scrutin;
- b) soit, lorsque l'électeur est accompagné d'un ami ou d'un parent et que l'électeur le demande, permettre à l'ami ou au parent d'accompagner cet électeur à l'isoloir et de 30 marquer le bulletin de vote de l'électeur.

Comment doit
voter un élec-
teur incapable
de marquer son
bulletin

(16) Lorsqu'un ami ou un parent a marqué le bulletin de vote d'un électeur comme il est permis de le faire en conformité avec l'alinéa 35 (15)b), le greffier du scrutin doit, en plus des autres prescriptions de la présente loi, inscrire le nom de l'ami ou du parent de l'élec- teur dans la colonne des remarques du cahier du scrutin, vis-à-vis l'inscription relative à cet électeur. 40

Inscription dans
le cahier du
scrutin du nom
de l'ami ou du
parent

(17) Nul ne doit, au cours d'une consulta- tion populaire, agir à titre d'ami ou de parent de plus d'un électeur, pour marquer un bulletin de vote.

L'ami ou le
parent ne doit
agir qu'une fois

Oath of friend
or relative

(18) Any friend or relative who is permitted to mark the ballot paper of an elector pursuant to paragraph (15)(b) shall first be required to take an oath in the prescribed form that he

(18) Un ami ou parent qui est autorisé à marquer le bulletin d'un électeur en conformité avec l'alinéa (15)b) doit être tenu, en premier lieu, de prêter serment suivant la formule prescrite :

Serment d'un
ami ou parent

5

(a) will keep secret the name of the option for which the ballot of the elector is marked by him; and

a) qu'il ne divulguera pas l'option en faveur de laquelle il marquera le bulletin de l'électeur;

(b) has not already acted as the friend or relative of an elector for the purpose of 10 marking his ballot paper at that public consultation.

b) qu'il n'a pas déjà agi à titre d'ami ou de parent d'un électeur pour marquer son 10 bulletin de vote à cette consultation populaire.

Entry in poll
book

(19) Where any elector has had a ballot paper marked as provided in subsections (15) to (18), the poll clerk shall enter in the poll 15 book opposite the elector's name, in addition to any other requisite entry, the reason why such ballot paper was so marked.

(19) Lorsqu'un électeur a fait marquer son bulletin de la manière prévue aux paragraphes (15) à (18), le scrutateur doit inscrire 15 dans le cahier du scrutin, en regard du nom de l'électeur, et en sus de toute autre inscription nécessaire, la raison pour laquelle ce bulletin a été ainsi marqué.

Inscription sur
le cahier du
scrutin

Interpreter to
be sworn

(20) Where a deputy returning officer does not understand the language spoken by 20 any elector, that officer shall appoint, wherever possible and swear an interpreter, who shall be the means of communication between him and the elector with reference to all matters required to enable such elector 25 to vote.

(20) Lorsqu'un scrutateur ne comprend 20 pas la langue d'un électeur, il doit nommer et assermenter dans la mesure du possible un interprète qui lui sert d'intermédiaire pour communiquer à l'électeur tous les renseignements nécessaires pour qu'il puisse exercer 25 son droit de vote.

Interprète
assermenté

No delay in vot-
ing

(21) Every elector shall vote without undue delay and shall leave the polling station as soon as his ballot paper has been put into the ballot box.

(21) Chaque électeur doit voter sans retard inutile et sortir du bureau de scrutin aussitôt que son bulletin est déposé dans la 30 boîte de scrutin.

Pas de retard à
voter

30

Electors present
at hour of close
of poll allowed
to vote

(22) If at the hour of closing of the poll there are any electors in the polling station, or in line at the door, who are qualified to vote and have not been able to do so since their arrival at the polling station, the poll 35 shall be kept open a sufficient time to enable them to vote before the outer door of the polling station is closed, but no person who is not actually present at the poll at the hour of closing shall be allowed to vote, even if the 40 poll is still open when he arrives.

(22) Si, à l'heure de fermeture du scrutin, il se trouve dans le bureau de scrutin ou en file à la porte, des électeurs habiles à voter et qui n'ont pu le faire depuis leur arrivée au bureau de scrutin, le scrutin doit être tenu 35 ouvert le temps voulu pour leur permettre de voter, avant que la porte extérieure du bureau de scrutin soit fermée. Toutefois, aucune personne, autre que les personnes réellement présentes au bureau de scrutin à 40 l'heure de la fermeture, n'est admise à voter, même si le scrutin est encore ouvert lorsqu'elle arrive.

Électeurs pré-
sents lors de la
fermeture du
scrutin

Voting by qualified elector who is confined to bed in a sanatorium, etc.

(23) Where a polling station has been established in a sanatorium, a home for the aged, a chronic hospital or a similar institution for the care and treatment of tuberculosis or other chronic diseases, the deputy returning officer and the poll clerk shall, while the poll is open on polling day and when deemed necessary by the deputy returning officer,

(a) suspend temporarily the voting in the 10 polling station; and

(b) with the approval of the person in charge of the institution, carry the ballot box, poll book, ballot papers and other necessary consultation documents from 15 room to room in the institution to take the votes of patients who are

(i) confined to bed,

(ii) ordinarily resident in the polling division in which the institution is 20 situated, and

(iii) otherwise qualified as electors.

Procedure for taking the votes of patients confined to bed

(24) The procedure to be followed in taking the votes of patients who are confined to bed shall be the same as that prescribed 25 for an ordinary polling station, except that

(a) not more than one agent of each registered consultation committee shall be present at the taking of their votes; and

(b) the deputy returning officer shall give 30 the patients such assistance as may be necessary, in accordance with subsection (15).

Inadvertent omission from list

(25) When it is discovered after the revision of the lists of electors that an elector of 35 an urban polling division has been duly enumerated or that the elector's application for addition to the list has been duly accepted and that the elector's name has nevertheless been omitted from the list of 40 electors for that polling division, that elector may nevertheless vote subject to the procedure described in subsections (26) to (28).

(23) Lorsqu'un bureau de scrutin a été établi dans un sanatorium, un foyer pour personnes âgées, un hôpital pour malades chroniques ou un établissement analogue 5 pour le soin et le traitement de la tuberculose ou d'autres affections chroniques, le scrutateur et le greffier du scrutin doivent, pendant les heures d'ouverture du bureau de scrutin le jour du scrutin et quand le scrutateur le juge nécessaire :

a) arrêter temporairement de recevoir les suffrages dans ce bureau;

b) avec l'approbation de la personne responsable de cet établissement, transporter la boîte de scrutin, le cahier du scrutin, les 15 bulletins de vote et autres documents de consultation nécessaires, de chambre en chambre, dans cet établissement en vue de recueillir les votes des malades :

(i) qui sont alités, 20

(ii) qui résident ordinairement dans la section de vote où se trouve cet établissement,

(iii) qui ont par ailleurs qualité d'électeur. 25

(24) Les formalités à remplir pour recevoir les suffrages des malades alités sont les mêmes que celles qui sont prescrites pour un bureau ordinaire de scrutin, sauf que :

a) au plus un représentant de chaque 30 comité de consultation agréé peut être présent lorsque ces personnes votent;

b) le scrutateur doit donner à ces malades toute l'assistance qui peut être nécessaire conformément au paragraphe (15). 35

Personnes ayant qualité d'électeur et qui sont alitées dans un sanatorium, etc.

Formalités à remplir dans le cas des malades alités

Électeur omis de la liste

(25) S'il appert après la révision des listes des électeurs qu'un électeur d'une section de vote urbaine a été recensé ou que sa demande d'adjonction à la liste a été acceptée par les réviseurs mais que son nom a néanmoins été 40 omis de la liste des électeurs de cette section de vote, l'électeur peut voter selon la procédure prévue aux paragraphes (26) à (28).

Verification

(26) In circumstances described in subsection (25), the deputy returning officer or central poll supervisor shall immediately ascertain by contacting the returning officer that the enumerators' or revising officers' documents in fact indicate that the elector concerned was enumerated or that the elector's application for registration was accepted by the revising officers.

(26) Dans les circonstances prévues au paragraphe (25), le scrutateur ou le surveillant du centre de scrutin doit immédiatement s'assurer en vérifiant auprès du directeur du scrutin que les documents des recenseurs ou des réviseurs indiquent effectivement que l'électeur en question a été recensé ou que sa demande a été acceptée par les réviseurs.

Vérification

Proof of identity

(27) On receiving the returning officer's verbal confirmation pursuant to subsection (26), the deputy returning officer shall direct the poll clerk to make a note to that effect in the poll book and the elector shall be allowed to vote in the manner prescribed in the Act at the polling station where the elector would otherwise be entitled to vote, after the elector has produced satisfactory proof of identity to the deputy returning officer.

(27) Sur confirmation verbale du directeur du scrutin conformément au paragraphe (26), le scrutateur doit ordonner au greffier du scrutin d'en prendre note dans le cahier du scrutin; l'électeur a alors droit de voter de la manière prescrite dans la loi au bureau de scrutin où il aurait eu droit de voter, après avoir produit une preuve satisfaisante de son identité au scrutateur.

Preuve d'identité

Application

(28) The procedure described in subsections (25) to (27) applies only for the taking of the votes on the ordinary polling day and does not apply in cases where the name of the elector has been rejected or deleted from the list of electors by the revising officers.

(28) La procédure visée aux paragraphes (25) à (27) ne s'applique qu'au déroulement du scrutin le jour ordinaire du scrutin. Elle ne s'applique pas aux cas où le nom de l'électeur a été refusé ou radié de la liste des électeurs par les réviseurs.

Application

PROXY VOTING

Appointment of proxy voters

151. (1) Where an elector whose name appears on the list of electors for a polling division at a public consultation is qualified to vote in an electoral district at the consultation and has reason to believe that the elector will be unable to vote in the polling division at the consultation, during the hours for voting on the ordinary polling day and on the days fixed for the advance poll and for the taking of votes in the office of the returning officer, that elector may, in the prescribed form, appoint another person who is qualified as an elector whose name appears on a list of electors for a polling division in the same electoral district to be the elector's proxy voter to vote for and in place of the elector at the consultation.

151. (1) Lorsqu'un électeur, dont le nom figure sur la liste des électeurs d'une section de vote à une consultation populaire, est habile à voter dans une circonscription à cette consultation et qu'il a des motifs de croire qu'il sera incapable de voter dans la section de vote durant les heures de vote le jour ordinaire du scrutin ou les jours fixés comme jours de scrutin spécial ou pour voter dans le bureau du directeur du scrutin, il peut, selon la formule prescrite, nommer une autre personne qui a qualité d'électeur et dont le nom figure sur une liste d'électeurs d'une section de vote de la même circonscription, comme son mandataire, pour voter à sa place à la consultation populaire.

Nomination d'électeurs mandataires

Application for proxy certificate

(2) At any time prior to 8:00 p.m. of the day immediately preceding polling day at a public consultation, an elector who has appointed a proxy voter pursuant to subsection (1) or a proxy voter appointed pursuant

(2) Avant vingt heures le jour qui précède le jour du scrutin, à une consultation populaire, l'électeur qui a nommé un mandataire en conformité avec le paragraphe (1) ou le mandataire nommé en conformité avec ce

Demande d'un certificat de procuration

to that subsection may apply in person for a proxy certificate to the returning officer for the electoral district in which the elector is eligible to vote.

Issue of proxy certificates

(3) Where a returning officer referred to in subsection (2) receives a completed appointment of a proxy voter in the prescribed form during a public consultation prior to the expiration of the time for applying for a proxy certificate, and is satisfied 10 that

(a) the elector is entitled to appoint a proxy voter under subsection (1),

(b) the names of the elector and proxy voter both appear on a list of electors 15 prepared during the campaign period for the electoral district in which the elector is qualified to vote,

(c) a proxy certificate has not been issued by the returning officer during the cam- 20 paign period to any other person to act as a proxy voter for the elector, and

(d) the proxy voter has not previously been appointed during the campaign period to be a proxy voter for any other elector, 25

the returning officer shall unless the proxy voter has already completed and signed the consent in writing set out in the prescribed form, require the proxy voter to complete and sign that consent and shall thereupon 30 complete and issue a proxy certificate in triplicate in the prescribed form.

Distribution of proxy certificates

(4) On the completion of a proxy certificate pursuant to subsection (3), a returning officer shall 35

(a) deliver the original copy of the certificate to the elector or proxy voter who has applied to him;

(b) where possible, transmit a copy of the certificate to the deputy returning officer 40 for the polling division in which the elector is qualified to vote; and

(c) retain a copy of the certificate together with the appointment of the proxy voter.

paragraphe peut se présenter en personne pour obtenir un certificat de procuration du directeur du scrutin de la circonscription dans laquelle l'électeur est habile à voter.

(3) Lorsqu'un directeur du scrutin reçoit une nomination d'un électeur mandataire, établie selon la formule prescrite pendant une consultation populaire, avant l'expiration du délai prescrit pour la présentation d'une demande de certificat de procuration, et est 10 convaincu, à la fois :

a) que l'électeur a le droit de nommer un mandataire en vertu du paragraphe (1),

b) que le nom de l'électeur et celui du mandataire figurent tous deux sur les listes 15 des électeurs dressées, durant la période de campagne, pour la circonscription dans laquelle l'électeur est habile à voter,

c) qu'il n'a pas délivré un certificat de procuration, durant la campagne, en 20 faveur d'une autre personne pour qu'elle agisse en qualité de mandataire pour cet électeur,

d) que le mandataire n'a pas déjà été nommé, durant la campagne, pour agir en 25 qualité de mandataire d'un autre électeur,

le directeur du scrutin doit, à moins que le mandataire n'ait déjà rempli et signé l'acceptation par écrit, dans sa nomination, selon la formule prescrite, demander au mandataire 30 de remplir et signer cette acceptation et doit alors remplir et délivrer un certificat de procuration en triple exemplaire selon la formule prescrite à cet effet.

(4) Une fois le certificat de procuration 35 établi en conformité du paragraphe (3), le directeur du scrutin doit :

a) remettre l'original du certificat à l'élec- 40 teur ou au mandataire qui le lui a demandé;

b) si possible, transmettre un exemplaire du certificat au scrutateur de la section de vote dans laquelle l'électeur est habile à voter;

c) conserver un exemplaire du certificat 45 avec la nomination du mandataire.

5 Délivrance d'un certificat de procuration

35 Distribution des certificats de procuration

Inspection

(5) An appointment of a proxy voter and a proxy certificate shall be open for public inspection in the office of the returning officer who issued the certificate at all reasonable times prior to 8:00 p.m. of the day immediately preceding polling day.

(5) Une nomination d'un mandataire et un certificat de procuration doivent être mis à la disposition du public, pour examen, au bureau du directeur du scrutin qui a délivré le certificat, à toute heure raisonnable avant vingt heures le jour qui précède le jour du scrutin.

Examen

Cancellation of proxy certificates

(6) Where an elector

(a) requests, in writing on a proxy certificate issued during an election in relation to the elector, that the certificate be cancelled, and

(b) has the certificate returned to the returning officer who issued it before 8:00 p.m. on the day immediately preceding polling day,

the returning officer shall cancel the certificate.

(6) Lorsqu'un électeur :

a) d'une part, demande par écrit, sur le certificat de procuration délivré pendant une consultation populaire à son égard, que ce certificat soit annulé,

b) d'autre part, retourne le certificat au directeur du scrutin qui l'a délivré, avant vingt heures le jour qui précède le jour du scrutin,

le directeur du scrutin doit annuler le certificat.

Annulation des certificats de procuration

New proxy certificates

(7) Subject to subsection (2), where a proxy certificate has been returned to a returning officer for cancellation, the elector to whom it relates may appoint another proxy voter and thereon the returning officer shall, subject to this section, complete and issue another proxy certificate.

(7) Sous réserve du paragraphe (2), lorsqu'un certificat de procuration a été retourné à un directeur du scrutin pour annulation, l'électeur que concerne le certificat peut nommer un autre mandataire, après quoi le directeur du scrutin doit, sous réserve du présent article, remplir et délivrer un autre certificat de procuration.

Nouveau certificat de procuration

Proxy voting

(8) Where, on the ordinary polling day, a proxy voter appointed in accordance with this section delivers to the deputy returning officer for the polling division in which the elector who appointed the proxy voter is qualified to vote a proxy certificate issued under this section and takes the oath set out in that certificate in the prescribed form,

(a) the proxy voter may thereon, subject to any other provision of this Act other than subsection 144(5), vote at the public consultation for and in the place of that elector;

(b) the poll clerk shall enter in the poll book opposite the elector's name, in addition to any other required entry, the fact that the elector voted by proxy together with the name of the proxy voter; and

(8) Lorsque, le jour ordinaire du scrutin, un mandataire nommé conformément au présent article remet au scrutateur de la section de vote dans laquelle l'électeur dont il est le mandataire désigné est habile à voter, le certificat de procuration délivré en vertu du présent article, et qu'il prête le serment énoncé dans ce certificat, selon la formule prescrite :

a) le mandataire peut alors, sous réserve de toute disposition de la présente loi autre que le paragraphe 144(5), voter à la consultation populaire à la place de cet électeur;

b) le greffier du scrutin doit noter, vis-à-vis du nom de l'électeur dans le cahier du scrutin et, en plus des autres renseignements requis, que l'électeur a voté par procuration et inscrire le nom du mandataire;

Vote par procuration

(c) the deputy returning officer shall, in accordance with subsections 156(16) and (17), transmit the proxy certificate to the returning officer.

c) le scrutateur doit, conformément aux paragraphes 156(16) et (17), transmettre le certificat de procuration au directeur du scrutin.

Appointment under oath accepted as proxy certificate

(9) Where, in any rural polling division, an elector who has appointed a proxy voter pursuant to subsection (1) and the proxy voter so appointed by the elector are unable, because of distance, to apply in person pursuant to subsection (2) for a proxy certificate, the deputy returning officer for the polling division in which the elector is qualified to vote may, for the purposes of subsection (8), accept an appointment under oath in the prescribed form in place of a proxy certificate.

(9) Lorsque, dans une section rurale, un électeur qui a nommé un mandataire en vertu du paragraphe (1) et le mandataire qu'il a ainsi nommé peuvent difficilement, en raison de la distance, se présenter en personne, conformément au paragraphe (2), pour obtenir un certificat de procuration, le scrutateur du bureau de scrutin où l'électeur est habile à voter doit, aux fins du paragraphe (8), accepter une nomination sous serment, selon la formule prescrite à la place d'un certificat de procuration.

5 Nomination sous serment considérée comme certificat de procuration

Designation of polling divisions

(10) Where the Chief Electoral Officer is of the opinion that in any electoral district, other than an electoral district specified in Schedule III, the distance of any rural polling division from the office of the returning officer for the electoral district is so great as to make it unreasonable to require an elector or a proxy voter to apply in person to the returning officer for a proxy certificate, the Chief Electoral Officer may designate the polling division for the purposes of subsection (9).

(10) Lorsque le directeur général des élections est d'avis que, dans une circonscription autre qu'une circonscription mentionnée à l'annexe III, la distance entre une section rurale et le bureau du directeur du scrutin de la circonscription est assez grande pour qu'il ne soit pas raisonnable d'exiger d'un électeur ou d'un mandataire de se présenter en personne devant le directeur du scrutin pour obtenir un certificat de procuration, le directeur général des élections peut désigner la section de vote aux fins du paragraphe (9).

Désignation des sections de vote

Proxy voter may vote in his own right

(11) An elector who

(a) has been appointed, in accordance with this section, to be a proxy voter at a public consultation, and

(b) votes as a proxy voter at the public consultation,

is, notwithstanding subsection 144(5) but subject to any other provision of this Act, entitled to vote in his own right at the public consultation.

(11) Un électeur qui, à la fois :

a) a été nommé, conformément au présent article, à titre de mandataire à une consultation populaire,

b) vote à la consultation populaire à titre de mandataire,

a le droit de voter de son propre chef à la consultation populaire, malgré le paragraphe 144(5), mais sous réserve de toute autre disposition de la présente loi.

Un mandataire peut voter de son propre chef

Validity of proxy certificate

(12) A proxy certificate issued and an appointment under oath made during a campaign period under this section are valid only on the ordinary polling day of that campaign period.

(12) Un certificat de procuration délivré et une nomination faite sous serment, en vertu du présent article, pendant une campagne, sont valables seulement le jour ordinaire du scrutin à la fin de cette campagne.

Validité du certificat de procuration

Offences

(13) Every one is guilty of an offence against this Act who, at a public consultation,

(13) Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque, à une consultation populaire, pose un des actes suivants :

Infractions

(a) appoints more than one proxy voter;

(b) being ineligible to vote by proxy, fraudulently appoints a proxy voter;

(c) having appointed a proxy voter and not having had the appointment cancelled in accordance with this section, himself votes; 5

(d) applies to vote as a proxy voter for more than one elector;

(e) not being qualified to vote in an electoral district, completes and signs a consent in writing pursuant to this section whereby that person consents to be a proxy voter for an elector in that electoral district; 10

(f) except in accordance with this section, applies for a proxy certificate or votes as a proxy voter at a public consultation; or 15

(g) solicits a proxy vote from an elector.

a) nomme plus d'un mandataire;

b) n'ayant pas le droit de voter par procuration, nomme frauduleusement un mandataire;

c) ayant nommé un mandataire, vote lui-même sans avoir fait annuler la nomination conformément au présent article; 5

d) demande à voter à titre de mandataire de plus d'un électeur;

e) n'étant pas habile à voter dans une circonscription, remplit et signe, en application du présent article, une acceptation écrite par laquelle il accepte d'être mandataire d'un électeur dans cette circonscription; 10 15

f) demande un certificat de procuration ou vote à titre de mandataire, sauf en conformité du présent article;

g) sollicite un mandat de vote auprès d'un électeur. 20

VOTE BY ELECTOR WHOSE NAME IS NOT ENTERED ON THE OFFICIAL LIST OF ELECTORS FOR A RURAL POLLING DIVISION

152. (1) Subject to this section, any person who is qualified to vote in an electoral district in which a public consultation is pending and is, on polling day, ordinarily resident in a rural polling division may, notwithstanding that his name does not appear on the official list of electors for the rural polling division, vote at the appropriate polling station established therefor. 20 25

(2) Any person described in subsection (1) is entitled to vote only

(a) upon his being vouched for by an elector whose name appears on the official list of electors for the rural polling division and who is ordinarily resident therein and personally attends with him at the polling station and takes an oath in the prescribed form, and 30 35

(b) upon himself taking an oath in the prescribed form.

VOTE D'UN ÉLECTEUR DONT LE NOM N'EST PAS INSCRIT SUR LA LISTE ÉLECTORALE OFFICIELLE D'UNE SECTION RURALE

152. (1) Sous réserve du présent article, quiconque est habile à voter dans une circonscription où une consultation populaire est en cours, et, le jour du scrutin, réside ordinairement dans une section rurale peut, malgré l'omission de son nom de la liste électorale officielle de cette section rurale, voter au bureau de scrutin approprié qui a été établi à cette fin. 25

(2) Une personne visée au paragraphe (1) n'a pas le droit de voter, sauf si, à la fois : 30 Conditions

a) un électeur, dont le nom figure sur la liste électorale officielle de la section rurale, qui y réside ordinairement, vient personnellement avec elle au bureau de scrutin, prête un serment selon la formule prescrite et répond d'elle; 35

b) elle prête elle-même serment selon la formule prescrite.

Manner of voting by qualified elector whose name is not on the list in a rural polling division

Manière de voter d'une personne habile à voter dont le nom ne figure pas sur une liste rurale

Conditions

Entries in poll
book

(3) The poll clerk shall make such entries in the poll book as the deputy returning officer directs him to make, including the name of the elector who vouched for the applicant elector and such other entries as are required by this Act.

(3) Le greffier du scrutin doit faire, sur le cahier du scrutin, les inscriptions que le scrutateur lui enjoint de faire, y compris l'inscription du nom de l'électeur qui a répondu de la personne demandant à voter et toutes autres inscriptions requises par la présente loi.

Inscriptions
dans le cahier
du scrutin

Illegal vouching
an offence

(4) Every elector is guilty of an illegal practice and of an offence against this Act who vouches for an applicant elector knowing that the applicant is for any reason disqualified from voting in the polling division at the public consultation.

(4) Est coupable d'un acte illicite et d'une infraction à la présente loi, tout électeur qui répond d'une personne demandant à voter, sachant qu'elle est pour un motif quelconque inhabile à voter dans la section de vote, à la consultation populaire.

Répondre illé-
galement d'une
personne est
une infraction

Consecutive
hours for voting

153. (1) Every employee who is qualified to vote and who has not yet voted at the public consultation shall, on the days provided for the advance polls at a public consultation or on polling day at the consultation, have three consecutive hours for the purpose of casting a vote and, if the employee's hours of employment do not allow for three consecutive hours, the employee's employer shall allow the employee such additional time for voting as may be necessary to provide three consecutive hours.

153. (1) Tout employé, qui est habile à voter et qui n'a pas encore voté à la consultation populaire, doit disposer de trois heures consécutives pour aller voter pendant les heures d'ouverture soit des bureaux spéciaux de scrutin, soit des bureaux de scrutin, le jour du scrutin et s'il ne peut disposer de trois heures consécutives à cause de ses heures de travail, son employeur doit lui accorder le temps qu'il lui faudra de façon à ce qu'il dispose de trois heures consécutives pour aller voter.

Heures consé-
cutives pour
voter

No penalty for
absence from
work to vote

(2) No employer shall make any deduction from the pay of any employee or impose upon or exact from him any penalty by reason of his absence from his work during the consecutive hours that the employer is required to allow him pursuant to subsection (1).

(2) Aucun employeur ne peut faire de déduction sur le salaire d'un employé ni lui imposer de sanction par suite de son absence du travail durant les heures consécutives que l'employeur doit lui accorder en conformité avec le paragraphe (1).

Aucune sanc-
tion en raison
d'absence pour
aller voter

Time at con-
venience of
employer

(3) The hours for voting referred to in subsection (1) shall be granted at the convenience of the employer on the day selected by the employee.

(3) Le temps pour voter, dont il est fait mention au paragraphe (1), doit être accordé à la convenance de l'employeur le jour choisi par l'employé.

Temps accordé
à la convenance
de l'employeur

Employee to
inform
employer

(4) Subsection (1) applies to an employee who wishes to vote on a day provided for the advance poll only if the employee has, in writing, informed the employer of the employee's choice of day to vote at least seven days prior to that day.

(4) Le paragraphe (1) ne s'applique à l'électeur qui choisit de voter à un bureau spécial de scrutin que si cet électeur a donné un préavis écrit de sept jours à son employeur du jour où il ira voter.

Préavis

Notice to
employees

(5) Every employer shall give advance notice to the employer's employees of the hours for voting that the employer will allow in accordance with subsection (1).

(5) L'employeur doit informer à l'avance chacun de ses employés des heures dont il disposera pour aller voter conformément au paragraphe (1).

Préavis

Exception	(6) This section does not apply to any employee who, by reason of the employee's employment, is too far away from the employee's polling station to be able to vote on polling day during the hours that the polling station is open.	(6) Le présent article ne s'applique pas à l'employé qui, le jour du scrutin et dans le cadre de son emploi, se trouve à un endroit situé à une distance du bureau de scrutin où il est censé voter qui ne lui permet pas de s'y rendre pendant les heures d'ouverture du bureau de scrutin.	Exception
Idem	(7) This section does not apply on polling day to any election officer or employee of the office of the Chief Electoral Officer.	(7) Le présent article ne s'applique pas le jour du scrutin, aux officiers d'élection et aux employés du bureau du directeur général des élections.	Non-application
Penalty	(8) Any employer who, directly or indirectly, refuses to allow or by intimidation, undue influence, or in any other way, interferes with the granting of, the consecutive hours for voting required by this section to any person in the employer's employ who is qualified to vote is guilty of an illegal practice and of an offence against this Act.	(8) Tout employeur qui, directement ou indirectement, refuse d'accorder, ou, par intimidation, abus d'influence ou de toute autre manière, empêche une personne à son emploi qui est habile à voter de disposer des heures consécutives pour aller voter, tel qu'il est prévu au présent article, est coupable d'un acte illicite et d'une infraction à la présente loi.	Sanction
Agreement between the employer and employee	(9) Where an employer is required by subsection (1) to grant an employee additional time for voting, the employer does not contravene subsection (8) for the reason only that the employee works during all or part of such additional time pursuant to a written agreement or collective agreement with the employer.	(9) L'employeur qui, aux termes du paragraphe (1), doit accorder à son employé des heures supplémentaires pour aller voter ne contrevient pas au paragraphe (8) pour le seul motif que l'employé, par suite d'un accord écrit ou d'une convention collective conclus avec l'employeur, travaille pendant le temps auquel il a droit pour aller voter.	Accord entre l'employeur et l'employé
Hours of work	(10) For the purposes of this section, the hours of an employee's employment on polling day at a public consultation are the hours that the employee would normally work on that day if it were not polling day and, if, subject to subsection (3), the employee is absent at any time during the consecutive hours that the employer is required to allow the employee pursuant to subsection (1), the employer shall be deemed to have made a deduction from the employee's pay if the employer does not pay the employee the amount that the employee would normally have earned during that time if the employee had worked during that time.	(10) Pour l'application du présent article, est réputé avoir fait une déduction sur le salaire de son employé, l'employeur qui ne le rénumère pas comme s'il avait continué à travailler durant le temps qu'il a pris, en vertu du paragraphe (1), pour aller voter, à condition toutefois que l'employé se soit conformé aux directives que l'employeur a pu lui donner en vertu du paragraphe (3).	Heures de travail

PEACE AND GOOD ORDER AT PUBLIC
CONSULTATIONSConservators of
the peace

154. (1) Every returning officer, during a public consultation, and every deputy returning officer and central poll supervisor during the hours that the polls are opened, is a conservator of the peace with all the powers appertaining to a justice of the peace, and may

(a) require the assistance of justices of the peace, peace officers within the meaning of the *Criminal Code* or other persons 10 present to aid in maintaining peace and good order at the consultation;

(b) arrest or cause by verbal order to be arrested, and place or cause to be placed in the custody of any peace officer within the 15 meaning of the *Criminal Code* or other person, any person disturbing the peace and good order at the consultation; and

(c) cause such arrested person to be imprisoned under an order signed by the 20 person causing the arrest until an hour not later than the close of the poll.

Summary proceedings in case
of personation,
etc.

(2) Where a person is charged at a polling station with having committed or attempted to commit the offence of personation, or 25 having voted or attempted to vote knowing that that person was for any reason disqualified or not qualified to vote at such consultation, the deputy returning officer at such polling station, if requested so to do by the 30 poll clerk or an agent representing a registered consultation committee, shall take the information on oath of the person making the charge in the form of information prescribed for that charge.

Detention of
alleged persona-
tor

(3) Where the person against whom it is proposed to lay an information has not left the polling station, the deputy returning officer shall, either on his own motion or at the request of any one proposing forthwith to 40 lay such an information, detain or direct the detention of the person until a written information can be drawn up.

MAINTIEN DE LA PAIX ET DU BON ORDRE
AUX CONSULTATIONS POPULAIRES

Gardiens

154. (1) Tout directeur du scrutin, pendant une consultation populaire, ou tout scrutateur ou surveillant de centre de scrutin, durant les heures d'ouvertures du scrutin, est 5 un gardien de la paix investi de tous les pouvoirs attribués à un juge de paix. Il peut :

a) requérir l'assistance des juges de paix, des agents de la paix, au sens du *Code criminel* ou des autres personnes présentes pour les aider à maintenir la paix et le bon 10 ordre à la consultation populaire;

b) arrêter ou, par ordre verbal, faire arrêter et placer ou faire placer sous la garde d'agents de la paix, au sens du *Code criminel*, ou d'autres personnes, quiconque 15 trouble la paix et le bon ordre à la consultation populaire;

c) en vertu d'un ordre signé par lui, faire emprisonner la personne arrêtée jusqu'à l'heure de la fermeture du scrutin, au plus 20 tard.

(2) Si un individu est accusé, dans un bureau de scrutin, d'avoir commis ou tenté de commettre l'infraction de supposition de 25 personne, ou d'avoir voté, ou tenté de voter sachant que, pour une raison quelconque, il avait perdu son droit de vote ou qu'il n'était pas habile à voter à cette consultation populaire, le scrutateur de ce bureau de scrutin, s'il en est tenu par le greffier du scrutin ou 30 par un représentant d'un comité de consultation agréé, doit recevoir la dénonciation sous serment de celui qui porte l'accusation suivant la formule de dénonciation prescrite 35 pour cette accusation.

Procédure sommaire au cas de
supposition de
personne, etc.

(3) Si celui contre qui il est projeté de faire la dénonciation n'a pas quitté le bureau de scrutin, le scrutateur doit, de sa propre initiative ou à la demande de quiconque se propose de faire immédiatement cette dénon- 40 ciation, le détenir ou ordonner sa détention jusqu'à ce qu'une dénonciation puisse être formulée par écrit.

Détention du
prétendu impos-
teur

Warrant of
arrest

(4) Upon receiving an information, the deputy returning officer shall, on polling day, but not afterwards, issue his warrant, in the prescribed form of warrant that is applicable to the charge set out in the information, for the arrest of the person charged, in order that he may be brought before the provincial court judge, or one of the provincial court judges therein named, to answer to the information and to be further dealt with according to law.

(4) Dès qu'il reçoit une dénonciation, le scrutateur doit, le jour du scrutin, mais non plus tard, décerner son mandat d'arrêt de l'accusé, suivant la formule applicable prescrite en l'espèce, afin que ce dernier puisse être traduit devant le juge de la cour provinciale ou devant l'un des juges de la cour provinciale désignés dans le mandat, pour répondre à l'accusation et être ensuite traité suivant la loi.

Mandat d'arrêt

Execution of
warrant

(5) A warrant issued pursuant to subsection (4) is sufficient authority for any peace officer, as defined by the *Criminal Code*, to detain the person named in the warrant until he is brought before the provincial court judge named therein.

(5) Un mandat décerné en conformité avec le paragraphe (4) constitue une autorisation qui suffit à tout agent de la paix, au sens du *Code criminel*, pour détenir l'individu nommé dans le mandat jusqu'à ce qu'il soit amené devant le juge de la cour provinciale y nommé.

Exécution du
mandat

If name of
alleged person-
tor is unknown

(6) Where the correct name of the person charged pursuant to this section is unknown to the informant, it is sufficient, in the information and other proceedings,

(6) Si le dénonciateur ignore le véritable nom de la personne accusée en vertu du présent paragraphe, il suffit, dans la dénonciation et dans les autres procédures, de désigner l'accusé :

Si le nom de
l'accusé est
inconnu

(a) to describe the person charged as a person whose name is to the informant unknown but who is detained under the order of the deputy returning officer, or

a) soit comme étant un individu dont le nom est inconnu du dénonciateur, mais qui est détenu par ordre du scrutateur,

(b) to describe the person charged in such other manner as will suitably identify him,

b) soit de toute autre manière qui suffise pour l'identifier convenablement,

and, when the name of the person so charged is ascertained, it shall be stated in any subsequent warrant or proceeding.

et, lorsque le nom de l'accusé a été établi, il est énoncé dans tout mandat ou toute procédure ultérieure.

Peace officers
in cases of per-
sonation

(7) Every poll clerk has the authority of a peace officer within the meaning of the *Criminal Code* for the purpose of carrying out the provisions of this Act respecting summary proceedings in cases of personation.

(7) Tout greffier du scrutin a l'autorité d'un agent de la paix, au sens du *Code criminel*, pour la mise à exécution des dispositions de la présente loi en ce qui concerne la procédure sommaire dans les cas de supposition de personne.

Pouvoirs du
greffier du scru-
tin en cas de
supposition de
personnes

Jurisdiction of
provincial court
judge

(8) The provincial court judge named in any warrant issued under this section shall be one having jurisdiction under that part of the *Criminal Code* relating to the summary trial of indictable offences and shall be the nearest provincial court judge available in the county or judicial district.

(8) Le juge de la cour provinciale désigné dans un mandat décerné en vertu du présent article doit être un juge de la cour provinciale ayant juridiction en vertu de la partie du *Code criminel* relative à l'instruction sommaire des actes criminels, et doit être le juge de la cour provinciale disponible le plus proche dans le comté ou district judiciaire.

Juridiction du
juge de la cour
provinciale

Application of <i>Criminal Code</i>	(9) The provisions of the <i>Criminal Code</i> referred to in subsection (8) apply to all proceedings under this Act, against any person accused of personation under subsections (2) to (8).	(9) Les dispositions du <i>Code criminel</i> mentionnées au paragraphe (8) s'appliquent à toutes les procédures prises, en exécution de la présente loi, contre tout individu accusé de supposition de personne en vertu des paragraphes (2) à (8).	Application du <i>Code criminel</i>
Appointments	(10) Where a returning officer establishes a central polling place pursuant to subsection 138(6), the returning officer may, with the approval of the Chief Electoral Officer, appoint an information officer to provide information to the voters and a peace officer.	(10) Lorsqu'il établit un centre de scrutin en vertu du paragraphe 138(6), le directeur du scrutin peut, avec l'approbation du directeur général des élections, nommer un préposé à l'information chargé de communiquer des renseignements aux électeurs ainsi qu'un agent de la paix.	Nominations
No person to approach poll armed	155. (1) No person shall arm himself, during any part of polling day, with any offensive weapon and, thus armed, approach within one kilometre of a polling station, unless called upon to do so by lawful authority.	155. (1) Nul ne peut porter une arme offensive dans le bureau du directeur du scrutin ou des réviseurs ou dans un bureau de scrutin, à moins qu'il ne soit appelé à le faire par l'autorité légitime.	Port d'arme interdit
Loudspeakers prohibited on polling day	(2) No person shall, on any polling day, for the purpose of promoting or opposing any registered consultation committee, use any public address system or any loudspeaking device on any automobile, truck or other vehicle or within hearing distance of any polling station.	(2) Nul ne peut utiliser le jour du scrutin un système de sonorisation ou de haut-parleurs dans le but de favoriser ou contrecarrer une option que ce soit sur une automobile, un camion ou sur tout autre véhicule ou à portée de voix d'un bureau de scrutin.	Interdiction — système de sonorisation
Emblems, etc., prohibited in polling station	(3) No person shall (a) post or display on or in a polling station or in a hall, window or door of a polling station any campaign literature, emblem, ensign, badge, label, ribbon, flag, banner, card, bill, poster or device that could be taken as an indication of support for or opposition to an option or a registered consultation committee; (b) while in a polling station, display on his person any emblem, ensign, badge, label, ribbon, flag, banner, card or device as a badge to distinguish the wearer as a supporter of any registered consultation committee or an option or of the political or other opinions entertained, or supposed to be entertained, by the registered consultation committee; and	(3) Nul ne peut : a) afficher ni exhiber en aucun endroit à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bureau de scrutin aucun matériel de campagne de consultation populaire, emblème, enseigne, insigne, étiquette, ruban, drapeau, bannière, carte, affiche ou autre qui pourrait être tenue comme favorisant ou contrecarrant une option; b) porter, dans un bureau de scrutin, un emblème, enseigne, insigne, étiquette, ruban, drapeau, bannière, carte ou un insigne de façon à manifester son appui à une option ou aux opinions politiques ou autres que professe ou qu'est censé professer un comité de consultation agréé; c) inciter un électeur, dans un bureau ou tout autre local où se déroule le vote, à voter pour une option ou à s'abstenir de voter.	25 Interdiction — matériel de campagne, etc.

(c) in a polling station or in any place where voting at a public consultation is taking place, influence electors to vote for any option or to refrain from voting.

Exception

(4) Notwithstanding subsection (3), where a person is an agent of a registered consultation committee, that person may in a polling station display on his person, in such form as the Chief Electoral Officer may prescribe, a badge identifying his function, the name of the committee that the person represents.

Powers of deputy returning officer

(5) A deputy returning officer may eject from a polling station any person who, in his opinion, contravenes any of the provisions of this section and may cause to be removed from a polling station any material used, in his opinion, in contravention of any of the provisions of this section.

Offence

(6) Every one who violates, contravenes or fails to observe any of the provisions of this section is guilty of an offence against this Act.

Counting the votes by the deputy returning officer

156. (1) Immediately after the close of the poll, in the presence and in full view of the poll clerk and the agents of the registered consultation committees, or if the agents or any of them are absent, then in the presence of such as are present, and of at least two electors if none of the agents of the committees are present, the deputy returning officer shall, in the following order

(a) count the number of electors whose names appear in the poll book as having voted and make an entry thereof on the line immediately below the name of the elector who voted last, thus: "The number of electors who voted at this public consultation in this polling station is (stating the number)", and sign his name thereto;

(b) count the spoiled ballot papers, if any, place them in the special envelope supplied for that purpose, indicate thereon the number of spoiled ballot papers and seal it up;

(4) Par dérogation au paragraphe (3), l'agent autorisé d'un comité de consultation agréé peut, sous la forme prescrite par le directeur général des élections, porter dans un bureau de scrutin un insigne précisant sa fonction, le nom du comité qu'il représente.

Exception

(5) Le scrutateur peut expulser du bureau de scrutin quiconque, selon lui, enfreint le présent article et peut faire enlever du bureau de scrutin tout objet utilisé, selon lui, en dérogation du présent article.

Pouvoir d'expulsion

(6) Quiconque viole, enfreint ou néglige d'observer l'une des dispositions du présent article est coupable d'une infraction à la présente loi.

Infraction

COUNTING AND REPORTING THE VOTES

DÉPOUILLEMENT ET RAPPORT DU SCRUTIN

156. (1) Immédiatement après la clôture du scrutin, en la présence et bien à la vue du greffier du scrutin et des représentants des comités de consultation agréés ou en l'absence de l'un ou de plusieurs des représentants, devant ceux qui sont présents, et en présence d'au moins deux électeurs si aucun des comités n'est représenté, le scrutateur doit, dans l'ordre suivant :

Dépouillement du scrutin à la clôture du scrutin par le scrutateur

a) compter le nombre des électeurs dont les noms figurent dans le cahier du scrutin comme ayant voté, et l'inscrire sur la ligne qui se trouve immédiatement au-dessous du nom du dernier électeur, comme suit : «le nombre des électeurs qui ont voté à la présente consultation populaire dans ce bureau de scrutin est de (indiquer le nombre)», et y apposer sa signature;

b) compter les bulletins gâtés, s'il en est, les placer dans l'enveloppe spéciale fournie à cette fin, indiquer sur cette enveloppe le nombre de bulletins gâtés et la sceller;

(c) count the unused ballot papers undetached from the books of ballot papers, place them with all the stubs of all used ballot papers in the special envelope supplied for that purpose and indicate thereon the number of unused ballot papers; 5

(d) check the number of ballot papers supplied by the returning officer against the number of spoiled ballot papers, if any, the number of unused ballot papers and the number of voters whose names appear in the poll book as having voted, in order to ascertain that all ballot papers are accounted for; 15

(e) open the ballot box and empty its contents upon a table; and

(f) count the number of votes given to each option on one of the tally sheets supplied, giving full opportunity to those present to examine each ballot paper. 20

Additional tally sheets

(2) The poll clerk and as many as three witnesses shall be supplied with a tally sheet upon which they may keep their own score as each vote is called out by the deputy returning officer. 25

Rejection of ballots

(3) In counting the votes, the deputy returning officer shall reject all ballot papers

(a) that have not been supplied by him;

(b) that have not been marked for any option; 30

(c) on which votes have been given for more than one option;

(d) that have not been marked in the small circular space, on which the natural colour of the paper appears, at the right of the option; or 35

(e) upon which there is any writing or mark by which the elector could be identified. 40

c) compter les bulletins de vote inutilisés qui ne sont pas détachés des livrets de bulletins, les placer avec toutes les souches des bulletins utilisés dans l'enveloppe spéciale fournie à cette fin et indiquer sur cette enveloppe le nombre de bulletins de vote inutilisés; 5

d) comparer le nombre de bulletins de vote fournis par le directeur du scrutin au nombre de bulletins de vote gâtés, s'il en est, au nombre de bulletins de vote inutilisés et au nombre de votants dont les noms figurent dans le cahier du scrutin comme ayant voté, afin qu'il soit tenu compte de tous les bulletins de vote; 15

e) ouvrir la boîte de scrutin et vider son contenu sur une table;

f) compter le nombre de votes donnés en faveur de chaque option en les notant sur l'une des feuilles de comptage fournies et donner aux personnes présentes toutes les occasions d'examiner chaque bulletin de vote. 20

(2) Il doit être fourni au greffier du scrutin et au moins à trois témoins, une feuille de comptage sur laquelle ils peuvent faire leur propre calcul à mesure que chaque vote est proclamé par le scrutateur. 25

Feuilles de comptage supplémentaires

(3) En dépouillant le scrutin, dans chacune des situations suivantes, le scrutateur doit rejeter tous les bulletins de vote : 30

Bulletins rejetés

a) qu'il n'a pas fournis;

b) qui n'ont pas été marqués en faveur d'une option;

c) sur lesquels des votes ont été donnés à plus d'une option; 35

d) qui n'ont pas été marqués dans le petit espace circulaire, de la couleur naturelle du papier et qui se trouve à la droite du nom de l'option; 40

e) sur lesquels il se trouve une écriture ou une marque qui pourrait faire reconnaître l'électeur.

Limitation	<p>(4) No ballot paper shall be rejected pursuant to subsection (3) by reason only that</p> <p>(a) it has on it any writing, number or mark placed thereon by any deputy returning officer; or</p> <p>(b) it has been marked with a writing instrument other than a black lead pencil or with a mark other than a cross, if the mark does not constitute identification of the elector.</p>	<p>(4) Aucun bulletin de vote ne peut être rejeté en application du paragraphe (3), pour la seule raison :</p> <p>a) soit qu'un scrutateur y a apposé quelque mot, numéro ou marque;</p> <p>b) soit qu'il a été marqué avec un instrument utilisé pour l'écriture, autre qu'un crayon à mine noire, ou qu'il a été marqué autrement que d'une croix, si la marque ne constitue pas une identification de l'électeur.</p>	Limitation
Counterfoils remaining attached	<p>(5) Where, in the course of counting the votes, any ballot paper is found with the counterfoil still attached thereto, the deputy returning officer shall, while carefully concealing the number thereon from all persons present and without examining it himself, remove and destroy the counterfoil.</p>	<p>(5) Si, au cours du dépouillement du scrutin, il est constaté que le talon est resté attaché à un bulletin de vote, le scrutateur doit, tout en cachant soigneusement à toutes les personnes présentes le numéro y inscrit et sans l'examiner lui-même, détacher et détruire ce talon.</p>	Talon non détaché
Idem	<p>(6) A deputy returning officer shall not reject a ballot paper merely by reason of his former failure to remove the counterfoil.</p>	<p>(6) Un scrutateur ne doit pas rejeter le bulletin de vote pour la seule raison qu'il a omis d'enlever le talon.</p>	Idem
Penalty	<p>(7) Nothing in this section relieves a deputy returning officer from any penalty to which he may have become liable by reason of his failure to remove and destroy a counterfoil at the time of the casting of the vote to which it relates.</p>	<p>(7) Aucune disposition du présent article ne libère un scrutateur de toute peine qu'il a pu encourir pour avoir, au moment où un bulletin de vote est déposé, négligé d'en détacher et d'en détruire le talon.</p>	Peine
Ballots not initialled by deputy returning officer	<p>(8) Where, in the course of counting the votes, a deputy returning officer discovers that he has omitted to affix his initials to the back of any ballot paper, as required by subsections 143(2) to (4) and 150(1) and as indicated on the prescribed form he shall, in the presence of the poll clerk and the agents of the registered consultation committees, affix his initials to the ballot paper and count the ballot paper as if it had been initialled in the first place, if he is satisfied that</p> <p>(a) the ballot paper is one that has been supplied by him;</p> <p>(b) an omission has really been made; and</p> <p>(c) every ballot paper supplied to him by the returning officer has been accounted for, as required by paragraph (1)(d).</p>	<p>(8) Au cours du dépouillement du scrutin, lorsque le scrutateur découvre qu'il a omis d'apposer ses initiales au verso d'un bulletin de vote, comme il est prescrit aux paragraphes 143(2) à (4) et 150(1) et indiqué dans la formule prescrite, il doit, en la présence du greffier du scrutin et des représentants des comités de consultation agréés, parapher ce bulletin de vote et le compter comme s'il l'avait en premier lieu paraphé, mais seulement s'il est convaincu à la fois :</p> <p>a) qu'il a lui-même fourni ce bulletin de vote;</p> <p>b) que cette omission est réelle;</p> <p>c) qu'il a été tenu compte de tous les bulletins de vote que le directeur du scrutin lui a fournis, tel que le prévoit l'alinéa (1)d).</p>	Bulletins non paraphés par le scrutateur

Penalty	(9) Nothing in subsection (8) relieves a deputy returning officer from any penalty to which he may have become liable by reason of his failure to affix his initials on the back of any ballot paper before handing it to an elector.	(9) Aucune disposition du paragraphe (8) ne libère le scrutateur de toute peine qu'il a pu encourir pour avoir omis d'apposer ses initiales au verso d'un bulletin de vote avant de le remettre à un électeur.	Peine
Objections to ballot papers	(10) Each deputy returning officer shall (a) keep a record, on the special form printed in the poll book, of every objection made by any agent of a registered consultation committee or any elector present, to any ballot paper found in the ballot box; and (b) decide every question arising out of the objection.	(10) Chaque scrutateur doit, à la fois : a) prendre note, sur la formule spéciale imprimée dans le cahier du scrutin, de toute objection qu'un représentant d'un comité de consultation agréé ou qu'un électeur présent formule à l'égard d'un bulletin de vote trouvé dans la boîte de scrutin; b) décider toute question soulevée par cette objection.	Objections aux bulletins
Decision final subject to reversal	(11) The decision of a deputy returning officer pursuant to subsection (10) is final, subject to reversal on recount or on petition questioning the public consultation or return.	(11) La décision d'un scrutateur en conformité du paragraphe (10) est définitive, mais elle peut être infirmée après un recomptage des votes ou sur requête contestant la validité ou le rapport de consultation populaire.	La décision finale peut être infirmée
Objection to be numbered	(12) Every objection shall be numbered and a corresponding number placed on the back of the ballot paper and initialled by the deputy returning officer.	(12) Chaque objection est numérotée, et un numéro correspondant est inscrit au verso du bulletin et paraphé par le scrutateur.	Numérotage des objections
Disposition of ballot papers	(13) All ballot papers that are not rejected by a deputy returning officer shall be counted and a list kept of the number of votes given to each option and of the number of rejected ballot papers as follows: (a) ballot papers that respectively indicate the votes given for each option shall be put into separate envelopes; (b) all rejected ballot papers shall be put into a special envelope; (c) all such envelopes shall be endorsed so as to indicate their contents and shall be sealed by the deputy returning officer; and (d) the deputy returning officer and the poll clerk shall affix their signatures to the seal and such agents or witnesses present as may desire to do so may sign their names thereon.	(13) Tous les bulletins de vote non rejetés par un scrutateur sont comptés, et il est tenu une liste du nombre de suffrages attribués à chaque option, ainsi que du nombre des bulletins de vote rejetés comme suit : a) les bulletins de vote qui indiquent respectivement les votes attribués à chaque option sont mis dans des enveloppes séparées; b) tous les bulletins de vote rejetés sont mis dans une enveloppe spéciale; c) toutes ces enveloppes portent une mention de leur contenu et sont scellées par le scrutateur; d) le scrutateur et le greffier du scrutin doivent apposer leur signature sur le sceau, et les représentants ou témoins présents peuvent aussi, s'ils le veulent, y apposer leur signature.	Traitement des bulletins de vote

Statement of
the poll by
deputy

(14) Each deputy returning officer shall make the necessary number of copies of the statement of the poll in the prescribed form as follows:

- (a) one copy shall remain attached to the poll book; 5
- (b) one copy shall be retained by the deputy returning officer;
- (c) one copy, for the returning officer, shall be enclosed in a special envelope 10 supplied for the purpose, sealed by the deputy returning officer and deposited by itself in the ballot box; and
- (d) one copy shall be delivered to the returning officer with the ballot box. 15

Documents to
be enclosed in
ballot box

(15) The poll book, the envelopes containing the ballot papers, unused, spoiled, rejected or counted for each option, each lot in its proper envelope, the envelope containing the official list of electors and other 20 documents used at the poll shall then be placed in the large envelope supplied for the purpose and this envelope shall be immediately sealed and placed in the ballot box with, but not enclosing, the envelope contain- 25 ing the official statement of the poll prepared for the returning officer and referred to in subsection (14).

Sealing ballot
box

(16) The ballot box shall then be sealed with one of the seals prescribed by the Chief 30 Electoral Officer for the use of the deputy returning officer and forthwith transmitted to the returning officer.

Collection of
ballot boxes

(17) A returning officer may appoint one or more persons for the purpose of collecting 35 the ballot boxes from a given number of polling stations, and such person shall, on delivering the ballot boxes to the returning officer, subscribe to an oath in the prescribed form. 40

Copy to the
electoral dis-
trict agent

(18) The returning officer shall, on request therefor, transmit to the electoral district agent of each registered consultation committee one copy of each statement referred to in subsection (14). 45

(14) Chaque scrutateur doit établir le nombre nécessaire de copies du relevé du scrutin, suivant la formule prescrite, comme suit :

- a) une copie qui doit rester annexée au 5 cahier du scrutin;
- b) une copie qu'il doit conserver;
- c) une copie, destinée au directeur du scrutin, qu'il doit mettre dans une enveloppe spéciale fournie à cette fin, qu'il 10 scelle et dépose séparément dans la boîte de scrutin;
- d) une copie qui doit être envoyée au directeur du scrutin en même temps que la 15 boîte de scrutin.

Relevé du scru-
tin établi par le
scrutateur

(15) On place alors dans la grande enveloppe fournie à cet effet le cahier du scrutin, les enveloppes contenant les bulletins de vote non utilisés, gâtés, rejetés ou comptés en 20 faveur de chaque option, chaque lot dans son enveloppe appropriée, l'enveloppe contenant la liste électorale officielle et les autres documents qui ont servi au scrutin. La grande enveloppe est alors scellée et déposée 25 dans la boîte de scrutin avec (mais sans la contenir) l'enveloppe renfermant le relevé officiel du scrutin établi pour le directeur du scrutin et mentionné au paragraphe (14).

Documents à
déposer dans la
boîte de scrutin

(16) La boîte de scrutin doit être scellée au moyen de l'un des sceaux prescrits par le 30 directeur général des élections à l'usage du scrutateur et immédiatement transmise au directeur du scrutin.

Scellage de la
boîte de scrutin

(17) Le directeur du scrutin peut nommer une ou plusieurs personnes pour recueillir les 35 boîtes de scrutin d'un certain nombre de bureaux de scrutin et cette personne, en remettant les boîtes de scrutin au directeur du scrutin, prête le serment selon la formule prescrite. 40

Cueillette des
boîtes de scru-
tin

(18) Le directeur du scrutin, sur demande, doit transmettre à l'agent de circonscription de chaque comité de consultation agréé une copie de chaque relevé visé au paragraphe 45 (14).

Copie à l'agent
de circonscrip-
tion

Ballot boxes delivered free of postage

(19) A returning officer may direct that ballot boxes be returned to him by registered mail.

(19) Un directeur du scrutin peut ordonner que les boîtes de scrutin lui soient renvoyées par courrier recommandé.

Expédition des boîtes de scrutin en franchise postale

Penalty for failure to enclose necessary documents

(20) Where any deputy returning officer omits to enclose within a ballot box, and in the proper envelopes provided for that purpose, any of the documents mentioned in this section, he shall, in addition to any other punishment to which he may be liable, forfeit all right to payment for his services as such officer.

(20) Si un scrutateur omet de déposer dans la boîte de scrutin, et dans les enveloppes appropriées, un des documents mentionnés au présent article, il est, en sus de toute autre peine dont il peut être passible, déchu de tout droit au paiement de ses services comme scrutateur.

Peine pour omission de déposer, dans la boîte, les documents nécessaires

Idem

(21) A returning officer shall not issue any warrant in payment of the services of a deputy returning officer if it appears that an omission referred to in subsection (20) was made by the deputy returning officer by reason of any want of good faith.

(21) Le directeur du scrutin ne doit pas remettre une autorisation de paiement des services d'un scrutateur s'il appert que le scrutateur a commis une omission visée au paragraphe (20) par manque de bonne foi.

Idem

COMMUNICATION OF VOTE UNDER SPECIAL VOTING RULES

COMMUNICATION DU VOTE EN VERTU DES RÈGLES ÉLECTORALES SPÉCIALES

Communication of vote

157. (1) The Chief Electoral Officer shall, on or as soon as possible after polling day at a public consultation, inform the returning officer of each electoral district in which a poll has been granted of the number of votes cast for each option in the electoral district and the number of ballots rejected in relation to the electoral district pursuant to the *Special Voting Rules*.

157. (1) Le directeur général des élections doit, le jour du scrutin à une consultation populaire ou dès que possible après ce jour, informer le directeur du scrutin de chaque circonscription dans laquelle un scrutin a été tenu, du nombre des votes déposés en faveur de chaque option dans la circonscription et du nombre de bulletins de vote rejetés relativement à la circonscription, en vertu des *Règles électorales spéciales*.

Communication du vote

Time for communication

(2) The Chief Electoral Officer shall not communicate any information referred to in subsection (1) to the returning officer of an electoral district earlier than the close of 30 polls in the electoral district.

(2) Le directeur général des élections ne peut communiquer au directeur du scrutin d'une circonscription aucun renseignement mentionné au paragraphe (1) avant la clôture du scrutin dans la circonscription.

Date de communication

Release of results

(3) The returning officer, on receipt from the Chief Electoral Officer of the information respecting the number of votes cast for each option pursuant to the *Special Voting Rules*, shall, unless otherwise directed by the Chief Electoral Officer, release that information as being the result of the votes cast under the *Special Voting Rules*.

(3) Le directeur du scrutin, dès qu'il a reçu du directeur général des élections les renseignements concernant le nombre de votes déposés pour chaque option en vertu des *Règles électorales spéciales*, doit faire connaître ces résultats, sauf instruction contraire du directeur général des élections, comme les résultats des votes déposés en vertu des *Règles électorales spéciales*.

Combinaison des résultats

PROCEEDINGS OF RETURNING OFFICER
AFTER RETURN OF BALLOT BOXES

FORMALITÉS À REMPLIR PAR LE DIRECTEUR
DU SCRUTIN APRÈS LE RETOUR DES BOÎTES
DE SCRUTIN

Safekeeping of
ballot boxes

158. (1) A returning officer, upon the receipt of each ballot box, shall

(a) take every precaution for its safekeeping and for preventing any person other than himself and the assistant returning officer from having access thereto; 5

(b) examine the seal affixed to each ballot box by a deputy returning officer, pursuant to subsection 156(17);

(c) if the seal is not in good order, affix a 10 seal prescribed by the Chief Electoral Officer; and

(d) record the condition of the seal required to be affixed by the deputy returning officer to the ballot box, in the 15 appropriate column of the returning officer's record book.

Opening of ballot boxes and official addition of votes

(2) After all the ballot boxes have been received, the returning officer shall, at the place, day and hour fixed in the proclamation issued by him pursuant to subsection 19(1) for the official addition of the votes and in the presence of the assistant returning officer and of such of the representatives of registered consultation committees as attend 25 the proceedings, open the ballot boxes and from

(a) the official statements of the poll contained in the ballot boxes, and

(b) the information communicated to him 30 pursuant to section 157,

officially add up the number of votes cast for each option.

Attendance of electors in certain cases

(3) Where, at the official addition of the votes, none of the agents of registered consultation committees are present, it is the duty of the returning officer to secure the presence of at least two electors who shall remain in attendance until the official addition of the votes has been completed. 35 40

158. (1) Dès la réception de chaque boîte de scrutin, le directeur du scrutin doit :

a) prendre toutes les précautions voulues pour la garder en lieu sûr et pour empêcher toute personne autre que lui-même et le directeur adjoint du scrutin d'y avoir accès; 5

b) examiner le sceau apposé à chaque boîte de scrutin par un scrutateur, conformément au paragraphe 156(17); 10

c) si le sceau n'est pas en bon état, apposer le sceau prescrit par le directeur général des élections;

d) consigner, dans la colonne appropriée du registre du directeur du scrutin, l'état 15 du sceau que le scrutateur est tenu d'apposer sur la boîte de scrutin.

Garde des boîtes de scrutin en lieu sûr

(2) Après réception de toutes les boîtes de scrutin, le directeur du scrutin doit les ouvrir à l'endroit, au jour et à l'heure fixés dans la proclamation émise par lui en conformité du paragraphe 19(1) pour l'addition officielle des votes, en présence du directeur adjoint du scrutin et des représentants des comités de consultation agréés qui sont présents, et doit 25 d'après :

a) les relevés officiels du scrutin contenus dans les boîtes de scrutin,

b) les renseignements qui lui sont communiqués en conformité de l'article 157, 30

additionner officiellement les votes donnés en faveur de chaque option.

Ouverture des boîtes de scrutin et addition officielle des votes

(3) Lors de l'addition officielle des votes, si aucun des représentants des comités de consultation agréés n'est présent, le directeur du scrutin est tenu de s'assurer de la présence d'au moins deux électeurs qui doivent rester avec lui jusqu'à la fin de l'addition officielle des votes. 35 40

Présence d'électeurs en certains cas

Special power
of returning
officer when
statement of
poll is missing

(4) Where any ballot box does not appear to contain a statement of the poll, either loose or in its separate envelope as required by section 156, the returning officer may, for the purpose of finding a statement of the poll, open the large envelope found in the ballot box and appearing to contain miscellaneous papers and, upon so doing, shall place all the papers, other than the statement of the poll, if found, in a special large envelope which shall be sealed and duly endorsed by him.

(4) Lorsqu'une boîte de scrutin ne paraît pas contenir un relevé du scrutin, ni sans son enveloppe, ni dans son enveloppe particulière, selon qu'il est prescrit à l'article 156, le directeur du scrutin peut, en vue de trouver un relevé du scrutin, ouvrir la grande enveloppe qui se trouve dans la boîte de scrutin et qui paraît contenir des documents divers. Le directeur du scrutin doit, à ce moment-là, placer tous les documents, autres que le relevé du scrutin, s'il le trouve, dans une grande enveloppe spéciale qu'il doit sceller et libeller en bonne et due forme.

Pouvoir spécial
du directeur du
scrutin lorsque
le relevé du
scrutin est
égaré

Limitation

(5) Nothing in subsection (4) authorizes the opening of any envelope appearing to contain only ballot papers cast for the various options, but, in the absence of other information, the endorsements on such envelopes may be adopted as indicating the result of the poll at the polling station in question.

(5) Aucune disposition du paragraphe (4) n'autorise l'ouverture d'une enveloppe ne paraissant contenir que des bulletins de vote déposés pour les diverses options, mais, en l'absence de tout autre renseignement, les inscriptions faites sur ces enveloppes peuvent être considérées comme indiquant le résultat du scrutin au bureau de scrutin en question.

Restriction

Certificate of
votes cast

(6) Forthwith after the official addition of the votes, the returning officer shall

(a) prepare his certificate in writing, in the form prescribed by the Chief Electoral Officer, showing the number of votes cast for each option; and

(b) deliver forthwith a copy of that certificate to each agent of the registered consultation committees.

(6) Immédiatement après l'addition officielle des votes, le directeur du scrutin doit :

a) rédiger son certificat par écrit, selon la formule prescrite par le directeur général des élections, indiquant le nombre de votes donnés en faveur de chaque option;

b) transmettre immédiatement une copie de certificat à chacun des représentants des comités de consultation agréés.

Certificat du
nombre de votes
donnés

Adjournment if
ballot boxes or
information not
received

159. (1) Where, on the day fixed for the official addition of the votes, a returning officer has not received all the ballot boxes or the information required by section 157 to be communicated to him, he shall adjourn the proceedings for a period not exceeding seven days.

159. (1) Si, le jour fixé pour l'addition officielle des votes, un directeur du scrutin n'a pas reçu toutes les boîtes de scrutin ou tous les renseignements que l'article 157 requiert de lui communiquer, il doit ajourner les opérations pendant sept jours au plus.

Ajournement si
les boîtes de
scrutin et les
renseignements
ne sont pas
reçus

Adjournment
for other causes

(2) Where

(a) the statement of the poll for any polling station cannot be found and the number of votes cast thereat for the several options cannot be ascertained, or

(b) for any other cause, the returning officer cannot, at the day and hour appointed by him for that purpose, ascertain the exact number of votes cast for each option,

(2) Lorsque :

a) soit le relevé du scrutin pour un bureau de scrutin quelconque est introuvable et que le nombre de votes donnés en faveur des diverses options ne peut être constaté,

b) soit, pour quelque autre raison, le directeur du scrutin ne peut, au jour et à l'heure fixés par lui, déterminer le nombre exact des votes donnés en faveur de chaque option,

Ajournement
pour autres
causes

the returning officer may thereupon adjourn to a future day and hour the official addition of the votes, and so from time to time, except that the aggregate of such adjournments shall not exceed two weeks.

Provision in case of loss of ballot boxes

(3) Where any ballot boxes have been destroyed or lost or, for any other reason, are not forthcoming within the time fixed by this Act, the returning officer shall ascertain the cause of the disappearance of the ballot boxes and obtain from each of the deputy returning officers whose ballot boxes are missing, or from any other persons having them, a copy of the statement of the poll furnished to the agents of registered consultation committees, as required by this Act, the whole verified on oath.

If statement of the poll cannot be obtained

(4) Where a statement of the poll or copies thereof cannot be obtained, the returning officer

(a) shall ascertain, by such evidence as he is able to obtain, the total number of votes given to each option at the several polling stations;

(b) to that end, may summon any deputy returning officer, poll clerk or other person to appear before him at a day and hour to be named by him, and to bring all necessary papers and documents with him, of which day and hour and of the intended proceedings the agents of registered consultation committees shall have notice; and

(c) may examine on oath the deputy returning officer, poll clerk or other person, respecting the matter in question.

Duty of returning officer if statement not in ballot box

(5) In the case of an adjournment by reason of any deputy returning officer not having placed in the ballot box a statement of the poll, the returning officer shall, in the meantime, use all reasonable efforts to ascertain the exact number of votes given for each option in the polling station of the deputy returning officer and, to that end, has the powers set out in subsection (4).

le directeur du scrutin peut alors ajourner à un autre jour et à une autre heure l'addition officielle des votes et recourir ainsi, à l'occasion, à d'autres ajournements; mais les ajournements ne doivent pas dépasser deux semaines en tout.

(3) Lorsque des boîtes de scrutin ont été détruites, perdues ou ne sont pas, pour quelque autre raison, produites dans le délai fixé par la présente loi, le directeur du scrutin doit constater la cause de la disparition de ces boîtes et se procurer de chacun des scrutateurs dont les boîtes de scrutin manquent, ou de toute autre personne qui l'a en sa possession, une copie du relevé du scrutin fourni aux représentants des comités de consultation agréés, comme le prescrit la présente loi, le tout attesté sous serment.

Perte des boîtes de scrutin

(4) Dans l'impossibilité d'obtenir un relevé du scrutin ou des copies de ce relevé, le directeur du scrutin :

Si le relevé du scrutin ne peut être obtenu

a) constate, d'après toute preuve qu'il peut obtenir, le nombre total des suffrages donnés à chaque option aux divers bureaux de scrutin;

b) à cette fin, peut assigner tout scrutateur, greffier du scrutin ou toute autre personne, à comparaître devant lui à un jour et à une heure qu'il fixe, et leur ordonner d'apporter avec eux tous papiers et documents nécessaires; il prévient régulièrement les agents des comités de consultation agréés du jour et de l'heure où doivent avoir lieu ces opérations;

c) peut alors interroger sous serment le scrutateur, le greffier du scrutin ou toute autre personne, au sujet de l'affaire en question.

(5) Dans le cas d'un ajournement nécessité par le fait qu'un scrutateur n'a pas déposé dans la boîte de scrutin un relevé du scrutin, le directeur du scrutin doit, entre-temps, faire tous les efforts raisonnables pour s'assurer du nombre exact des votes donnés à chaque option dans le bureau de scrutin de ce scrutateur et, à cette fin, il est investi des pouvoirs énoncés au paragraphe (4).

Devoir du directeur du scrutin si le relevé n'est pas dans la boîte de scrutin

Declaration of name of candidate who has obtained largest number of votes

(6) In any case arising under subsection (3), (4) or (5), the returning officer shall declare the option appearing to have obtained the largest number of votes, and shall mention specially, in a report to be sent to the Chief Electoral Officer with the return to the writ, the circumstances accompanying the disappearance of the ballot boxes, or the want of any statement of the poll, and the mode by which he ascertained the number of votes cast for each option.

Not obeying summons of returning officer an offence

(7) Every person is guilty of an offence against this Act who refuses or neglects to attend on the summons of a returning officer issued under this Act in any case where ballot boxes are not forthcoming and it is necessary to ascertain by evidence the total number of votes given to each option at a polling station.

Custody of empty ballot boxes

160. After the close of a public consultation, each returning officer shall deal with ballot boxes as instructed by the Chief Electoral Officer.

Recount where difference in "yes" and "no" vote is not greater than specified number

161. (1) Subject to subsection (4), where a question presenting one option is put to electors pursuant to paragraph 15(a) and where, on completion of the official addition of the votes, the difference in the number of "yes" and "no" votes cast on a submitted question in a province is not greater than,

- (a) where the number of voters in the province is 50,000 or less, one hundred and fifty,
- (b) where the number of voters in the province is 50,001 to 500,000, four hundred and fifty,
- (c) where the number of voters in the province is 500,001 to 1,000,000, six hundred,
- (d) where the number of voters in the province is 1,000,001 to 2,000,000, eight hundred and fifty,

(6) Dans tous les cas prévus au paragraphe (3), (4) ou (5), le directeur du scrutin doit déclarer l'option qui paraît avoir obtenu le plus grand nombre de votes et mentionner spécialement, au procès-verbal qu'il doit transmettre au directeur général des élections avec son rapport du bref, les circonstances entourant la disparition des boîtes de scrutin ou l'absence de tout relevé du scrutin, ainsi que les moyens qu'il a pris pour constater le nombre de votes donnés en faveur de chaque option.

(7) Est coupable d'une infraction à la présente loi, quiconque refuse ou néglige d'obéir à une sommation faite par un directeur du scrutin en vertu de la présente loi, dans tous les cas où les boîtes de scrutin ne sont pas produites et où il est nécessaire de recourir à la preuve pour constater le nombre total des suffrages donnés à chaque option dans un bureau de scrutin.

160. Après la clôture d'une consultation populaire, chaque directeur du scrutin doit prendre, à l'égard des boîtes de scrutin, les mesures que lui indique le directeur général des élections.

RECOMPTAGE JUDICIAIRE

161. (1) Sous réserve du paragraphe (4), lorsqu'une question offrant un choix est soumise aux électeurs en vertu de l'alinéa 15a) et lorsque l'addition officielle des votes est terminée et qu'il y a entre les «oui» et les «non» donnés dans une province sur une question faisant l'objet du référendum, une différence d'au plus :

- a) cent cinquante, lorsque le nombre de votants de la province est 50,000 ou moins,
- b) quatre cent cinquante, lorsque le nombre de votants de la province se situe entre 50,001 et 500,000,
- c) six cents, lorsque le nombre de votants de la province se situe entre 500,001 et 1,000,000,
- d) huit cent cinquante, lorsque le nombre de votants de la province se situe entre 1,000,001 et 2,000,000,

Déclaration de l'option qui a obtenu le plus grand nombre de votes

C'est une infraction que de ne pas obéir à une sommation du directeur du scrutin

Garde des boîtes de scrutin vides

Recomptage limite dans la différence des votes

(e) where the number of voters in the province is 2,000,001 to 3,000,000, one thousand and fifty,

(f) where the number of voters in the province is 3,000,001 to 4,000,000, twelve hundred, and

(g) where the number of voters in the province is 4,000,001 or more, fourteen hundred and fifty,

the Chief Electoral Officer shall forthwith direct the returning officer for each electoral district in that province to apply for a recount of the votes cast on that question in his or her electoral district.

Recount by direction of the Governor in Council

(2) The Governor in Council may, not later than one month after the official addition of the votes has been completed in a province, by order require the Chief Electoral Officer to direct the returning officers for the electoral districts in that province to apply for a recount of the votes cast in their electoral districts on any submitted question.

Application to a judge

(3) Subject to subsection (4), a judge may, on the application of any registered consultation committee or electoral district agent appointed in accordance with section 36 for an electoral district in the province in respect of which the application for a recount is made by order require the Chief Electoral Officer to direct the returning officers for the electoral districts in the province to apply for a recount of the votes cast in their electoral districts on any submitted question where it is made to appear to the judge that

(a) votes cast on that question in one or more electoral districts in the province may have been wrongly counted or incorrectly totalled; and

(b) there is a reasonable possibility that, if such votes are properly counted and correctly totalled, the opinion of the majority of the electors in that province who cast

e) mille cinquante, lorsque le nombre de votants de la province se situe entre 2,000,001 et 3,000,000,

f) mille deux cents, lorsque le nombre de votants de la province se situe entre 3,000,001 et 4,000,000,

g) mille quatre cent cinquante, lorsque le nombre de votants de la province est 4,000,001 ou plus,

le directeur général des élections doit ordonner, immédiatement, au directeur du scrutin de chaque circonscription dans cette province de faire une requête pour obtenir un recomptage des votes donnés dans sa circonscription sur cette question.

(2) Au plus tard un mois après que l'addition officielle des votes est terminée dans une province, le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner au directeur général des élections qu'il enjoigne aux directeurs du scrutin pour les circonscriptions dans cette province de faire une requête pour obtenir un recomptage des votes donnés dans leur circonscription sur des questions faisant l'objet de la consultation populaire.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le juge peut, sur requête d'un comité de consultation agréé ou d'un agent de circonscription nommé conformément à l'article 36 pour une circonscription dans la province à l'égard de laquelle la requête pour obtenir un recomptage est faite rendre une ordonnance enjoignant au directeur général des élections d'ordonner aux directeurs du scrutin des circonscriptions dans la province de faire une requête pour obtenir un recomptage des votes donnés dans leur circonscription sur une question faisant l'objet de la consultation populaire lorsqu'il apparaît au juge à la fois :

a) que des votes donnés dans une ou plusieurs circonscriptions dans la province sur cette question ont pu être mal comptés ou additionnés;

b) que l'opinion de la majorité des électeurs dans cette province qui ont donné leur vote sur cette question serait, si ces

Décret du gouverneur en conseil ordonnant le recomptage

Requête à un juge

ballots on that question will be shown to be the opposite of what it was shown to be by the original count.

Recount where question presents option

(4) Except in accordance with an order of the Governor in Council made pursuant to subsection (2), the Chief Electoral Officer shall not be required to direct, and shall not direct, the returning officers for a province pursuant to this section to apply for a recount of the votes cast in that province on a submitted question presenting two or more options referred to in paragraph 15(b).

Where application for recount made to superior court

(5) An application under subsection (3) shall be

(a) made without undue delay after the official addition of the votes has been completed in all electoral districts in the province in respect of which the application is made, and

(b) supported by one or more affidavits or statutory declarations of persons having personal knowledge of the matters to which they attest,

and the application and any affidavit and statutory declaration in support thereof shall be served on the Attorney General of Canada not less than five days before the application is to be heard by the judge.

Costs

(6) No costs shall be awarded on an application under subsection (3).

Chief Electoral Officer to direct returning officers to apply for recount

(7) Where the Chief Electoral Officer is required pursuant to subsection (2) or (3) to direct the returning officers for the electoral districts in a province to apply for a recount of the votes cast in their electoral districts on a submitted question, the Chief Electoral Officer shall forthwith so direct such returning officers.

Returning officer to make application to judge

(8) Where, pursuant to this section, the Chief Electoral Officer directs a returning officer for an electoral district to apply for a recount,

votes étaient comptés et additionnés correctement, probablement le résultat contraire du résultat obtenu.

(4) Sauf conformément à un décret du gouverneur en conseil pris en vertu du paragraphe (2), le directeur général des élections n'ordonnera pas en vertu du présent article, ni ne sera requis de la faire, aux directeurs du scrutin d'une province de présenter une requête pour obtenir un recomptage des votes donnés dans cette province sur une question faisant l'objet du référendum et offrant plusieurs choix, visée à l'alinéa 15b).

(5) Une requête présentée en vertu du paragraphe (3) doit :

a) être présentée dans un délai raisonnable après que l'addition officielle des votes est terminée dans toutes les circonscriptions de la province à l'égard de laquelle la requête est faite,

b) être appuyée d'un ou plusieurs affidavits ou d'une ou plusieurs déclarations statutaires souscrits par des personnes ayant une connaissance personnelle des faits qu'elles attestent

et la requête ainsi que tout affidavit ou toute déclaration statutaire qui l'appuie doivent être signifiés, au moins cinq jours avant l'audition de la requête par le juge, au procureur général du Canada.

(6) Il n'y a pas de frais adjugés dans le cas d'une requête présentée en vertu du paragraphe (3).

(7) Lorsque le directeur général des élections doit, en vertu des paragraphes (2) ou (3), ordonner aux directeurs du scrutin pour des circonscriptions dans une province de présenter une requête pour obtenir un recomptage des votes donnés dans leur circonscription sur une question faisant l'objet de la consultation populaire, le directeur général des élections doit s'exécuter aussitôt.

(8) Lorsque le directeur général des élections ordonne à un directeur du scrutin d'une circonscription de présenter une requête pour obtenir un recomptage :

Recomptage dans le cas d'une question offrant des choix

Requête présentée à la cour supérieure

Frais

Le directeur général des élections doit ordonner aux directeurs du scrutin de présenter une requête

Cas où le directeur du scrutin présente une requête à un juge

(a) the returning officer shall forthwith make application for a recount to a judge;

(b) the judge to whom the application is made shall

(i) direct that the recount be made, and 5

(ii) appoint a time for the recount in accordance with subsection 56(1) of the *Canada Elections Act*; and

(c) subject to this section, sections 56 and 57 of that Act, except the provisions 10 thereof that relate to a deposit or to costs, apply, with such modifications as the circumstances require, to a recount directed to be made pursuant to an application under this subsection. 15

Electoral district representative to be given notice

(9) Where an application for a recount is made pursuant to subsection (8) by a returning officer for an electoral district, the returning officer shall forthwith give written notice of the application to each electoral 20 district agent appointed for his or her electoral district in accordance with section 36.

Electoral district representative entitled to be present

(10) Every electoral district agent who is entitled under subsection (9) to notice of an application for a recount in an electoral 25 district is entitled to be present and to be represented at the recount.

Where electors entitled to be present

(11) Where, at a recount pursuant to this section of the votes cast on a submitted question, the judge who is making the 30 recount is satisfied that either the electors who support the question or those who oppose it are not represented at the recount in that there is no electoral district agent present or represented at the recount who 35

(a) supports the question, or

(b) opposes the question,

any three electors who demand to attend on behalf of the electors who are not so represented are entitled to attend, but, except with 40 the permission of the judge, no persons other than those who are by this section entitled to attend at the recount shall be permitted to attend.

a) le directeur du scrutin doit immédiatement présenter cette requête à un juge;

b) le juge à qui la requête est présentée doit :

(i) ordonner le recomptage, 5

(ii) fixer une date pour le recomptage conformément au paragraphe 56(1) de la *Loi électorale du Canada*;

c) sous réserve du présent article, les articles 56 et 57 de cette loi, sauf les dispositions de cette dernière qui se rapportent au dépôt et aux frais, s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, au recomptage ordonné en vertu d'une requête présentée en application du pré- 15 sent paragraphe.

(9) Le directeur du scrutin d'une circonscription qui présente une requête pour obtenir un recomptage en vertu du paragraphe (8) doit immédiatement donner un avis écrit 20 de la requête à chaque agent de circonscription nommé pour sa circonscription conformément à l'article 36.

Un avis doit être donné à l'agent de circonscription

(10) Chaque agent de circonscription qui a droit de recevoir, en vertu du paragraphe (9), 25 un avis de la requête pour obtenir un recomptage dans une circonscription a le droit d'être présent et d'être représenté lors du recomptage.

Présence de l'agent de circonscription

(11) Lors d'un recomptage, en vertu du 30 présent article, des votes donnés sur une question soumise, si le juge qui procède au recomptage est satisfait que les électeurs qui favorisent la question faisant l'objet de la consultation populaire ou ceux qui s'y oppo- 35 sent ne sont pas représentés du fait qu'aucun agent de circonscription n'est ni présent ni représenté :

Présence d'électeurs

a) soit qui favorise la question,

b) soit qui s'oppose à la question, 40

ont droit d'être présents au recomptage trois électeurs qui demandent d'être présents au nom des électeurs qui ne sont pas représentés, mais personne d'autre ne peut y être

Definition of
"number of vot-
ers in the prov-
ince"

(12) In subsection (1), the expression "number of voters in the province", in respect of the votes cast on a submitted question, means the number of persons who voted on that question in the province.

présent, sauf avec le consentement du juge, à moins d'en avoir le droit en vertu du présent article.

(12) Dans le paragraphe (1), l'expression «nombre de voteurs de la province» désigne, à l'égard des votes donnés sur une question soumise, le nombre de personnes qui ont voté dans la province sur cette question.

Définitions de
«nombre de
voteurs de la
province»

INFORMATION

Information to
be provided by
Chief Electoral
Officer and
manner of pro-
viding

162. (1) The Chief Electoral Officer shall
(a) as soon as possible after a campaign period commences, inform the public, by such means as he or she considers will best accomplish the purpose, with respect to the requirements for, and the purpose, manner and consequences of, registration under section 27 and the time within which an application for registration under that section may be made; and

(b) as soon as possible after the issue of a proclamation under section 10, inform the public, by means of pamphlets, brochures, information kits, advertisements and periodical publications or by such other means as he or she considers appropriate, about the purpose of the public consultation and the manner in which it will be conducted, including the manner and place of voting.

Limitation on
information to
be provided by
Chief Electoral
Officer

(2) Nothing in subsection (1) shall be construed as requiring or authorizing the Chief Electoral Officer to inform, or answer inquiries from, the public with respect to any argument in support of or in opposition to any submitted question.

Explanatory
material to
electors

(3) Not later than ten days before polling day at a public consultation, the Chief Electoral Officer shall make available to the electors a single booklet and a single audio-visual document explaining each option of the submitted question, the contents of which is prepared by each registered consultation committee, respectively.

CAMPAGNE PUBLICITAIRE

162. (1) Le directeur général des élections doit, dans les plus brefs délais suivants :

a) dès le début de la période de consultation populaire, renseigner le public, en se servant des meilleurs moyens, quant à l'agrément des comités et ses modalités en vertu de l'article 27, et l'époque à laquelle une demande d'un tel agrément peut être présentée;

b) dès le lancement de la proclamation en vertu de l'article 10, renseigner le public en se servant de dépliants, de brochures, de jeux de documentation, d'annonces et de publications périodiques ou de tout autre moyen qu'il juge convenable quant au but de la consultation populaire et ses modalités, y compris la procédure et le lieu du vote.

Le directeur
général des
élections doit
renseigner le
public

10

(2) Dans l'application du paragraphe (1), le directeur général des élections n'est ni autorisé ni obligé à fournir des renseignements au public ou à répondre à des demandes au sujet d'un argument qui favorise une question faisant l'objet de la consultation populaire ou qui s'y oppose.

Restriction

(3) Au plus tard dix jours avant le jour du scrutin à une consultation populaire, le directeur général des élections doit mettre à la disposition des électeurs une brochure unique et un document audio-visuel unique expliquant chacune des options de la question soumise, dont le contenu est préparé, respectivement, par chacun des comités de consultation agréés.

Information
aux électeurs

35

Equal space

(4) Equal space, as determined by the Chief Electoral Officer, shall be given in the explanatory material for each option of the submitted question.

(4) Cette brochure et ce document audiovisuel doivent assurer à chaque option un espace égal déterminé par le directeur général des élections.

Espace égal

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION
PUBLIQUE

Definitions

163. (1) In this section,

5 163. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

5 Définitions

"public servant" «fonctionnaire»

"public servant" means a deputy head or an employee;

«fonctionnaire» sous-chef ou un employé.

«fonctionnaire»
"public servant"

"deputy head" "employee" «sous-chef» «employé»

"deputy head" and "employee" have the same meaning as in the *Public Service Employment Act*.

«sous-chef» «employé» s'entendent au sens de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*.

«sous-chef» «employé»
"deputy head" "employee"

Participation of public servant not precluded

(2) Section 32 of the *Public Service Employment Act* shall not be read or applied so as to restrict the right of a public servant to

(2) L'article 32 de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* ne peut ni s'interpréter ni s'appliquer de façon à restreindre le droit qu'a un fonctionnaire :

Participation des fonctionnaires à des activités

(a) engage in work for, on behalf of or 15 against a registered consultation committee, or

a) soit de travailler pour ou contre un 15 comité de consultation agréé ou au nom d'un tel comité,

(b) otherwise to participate,

b) soit de participer à toute autre activité

in respect of a public consultation held pursuant to this Act.

dans le cas d'une consultation populaire qui se tient en vertu de la présente loi.

20

PUBLIC CONSULTATION RETURNS

RAPPORT DE LA CONSULTATION POPULAIRE

Return of prevailing option

164. (1) Each returning officer, immediately after the sixth day next following the date upon which he has completed the official addition of the votes, unless before that time he has received notice that he is 25 required to attend before a judge for the purpose of a recount, and, where there has been a recount, then immediately thereafter, shall forthwith declare which option has obtained the largest number of votes by 30 completing the return to the writ on the form provided for that purpose on the back of the writ.

164. (1) Chaque directeur du scrutin, immédiatement après le sixième jour qui suit la date où il a terminé l'addition officielle des votes, à moins qu'avant l'expiration de ce 25 délai il n'ait reçu avis de comparaître devant un juge aux fins d'un recomptage, et, lorsqu'il y a un recomptage, dès que ce dernier est terminé, doit sur-le-champ déclarer quelle option a obtenu le plus grand 30 nombre de votes en établissant le rapport du bref sur la formule prévue à cette fin au verso du bref.

Rapport concernant l'option choisie

Disposition of documents

(2) Forthwith, on completing the return to the writ pursuant to subsection (1), a returning officer shall transmit to the Chief Electoral Officer the following documents :

(2) Dès que le rapport du bref a été établi en conformité avec le paragraphe (1), le directeur du scrutin doit transmettre par la 35 poste, sous pli recommandé, les documents suivants au directeur général des élections :

Documents à transmettre

(a) the consultation writ with his return in the prescribed form endorsed thereon that an option has had the majority of votes; 40

- (b) a report of his proceedings in the form prescribed by the Chief Electoral Officer;
- (c) the recapitulation sheets, in the form prescribed by the Chief Electoral Officer, showing the number of votes cast for each option at each polling station and making such observations as the returning officer may think proper as to the state of the consultation papers as received from his deputy returning officers;
- (d) the statements of the polls from which the official addition of the votes was made;
- (e) the reserve supply of undistributed blank ballot papers;
- (f) the enumerators' record books used in urban polling divisions;
- (g) the index books prepared by enumerators in rural polling divisions;
- (h) the revising officers' record sheets and other papers relating to the revision of the lists of electors in urban polling divisions;
- (i) the returns from the various polling stations enclosed in sealed envelopes, as prescribed by section 156, and containing the poll book used at the poll, a packet of stubs and of unused ballot papers, packets of ballot papers cast for the several options, a packet of spoiled ballot papers, a packet of rejected ballot papers and a packet containing the official list of electors used at the poll, the written appointments of the agents of the registered consultation committees and the used transfer certificates;
- (j) any lists transmitted to him pursuant to subsection 25(2) that were not transmitted to registered consultation committees;
- (k) the proxy certificates transmitted to him pursuant to subsection 151(8); and
- (l) all other documents used at the public consultation.
- a) le bref de consultation populaire avec son rapport, selon la formule prescrite, portant la mention de l'option qui a reçu le plus grand nombre de suffrages;
- b) un procès-verbal de ce qu'il a fait, suivant la formule prescrite par le directeur général des élections;
- c) les feuilles de récapitulation, selon la formule prescrite par le directeur général des élections, indiquant le nombre de votes donnés à chaque option dans chaque bureau de scrutin, et contenant les observations que le directeur du scrutin croit appropriées au sujet de l'état des documents de consultation, tels qu'il les a reçus de ses scrutateurs;
- d) les relevés du scrutin qui ont servi à l'addition officielle des votes;
- e) le reste des bulletins de vote en blanc non distribués;
- f) les registres utilisés par les recenseurs dans les sections urbaines;
- g) les cahiers-index préparés par les recenseurs dans les sections rurales;
- h) les feuilles de registre des réviseurs et autres documents relatifs à la révision des listes électorales des sections urbaines;
- i) les rapports des divers bureaux de scrutin mis sous enveloppes scellées, comme il est prescrit à l'article 156, et contenant le cahier du scrutin utilisé au bureau de scrutin, un paquet des bulletins de vote inutilisés et des souches, des paquets de bulletins de vote déposés en faveur des diverses options, un paquet des bulletins de vote gâtés, un paquet des bulletins de vote rejetés et un paquet contenant la liste électorale officielle utilisée au bureau de scrutin, les commissions écrites des représentants des comités de consultation agréés et les certificats de transfert utilisés;
- j) les listes qui lui sont transmises en conformité du paragraphe 25(2) et qui n'ont pas été transmises aux comités de consultation agréés;

Return not to be made until certificate of judge received

(3) Where he receives notice of a recount, a returning officer shall delay transmission of the return and report until he has received from the judge a certificate of the result of the recount, whereupon he shall transmit those documents as required by subsection (2).

Duplicate of return to each candidate

(4) A returning officer shall forward to the electoral district agent of each registered consultation committee a duplicate or copy of the return to the writ made by him.

If return is irregular

(5) A premature return shall be deemed not to have reached the Chief Electoral Officer until it should have reached him in due course.

Idem

(6) The Chief Electoral Officer
(a) shall, if the circumstances so require, send back the return and any or all public consultation documents connected therewith to the returning officer for completion or correction; and
(b) may send back to the returning officer any return that does not comply with this Act.

Reports by Chief Electoral Officer

(8) The Chief Electoral Officer shall, immediately after each public consultation, cause to be printed a report giving, by polling divisions, the number of votes polled for each option, the number of rejected ballots and the number of names on the list of electors, together with any other information that he may deem fit to include.

REPORT OF THE CHIEF ELECTORAL OFFICER

Report to Speaker

165. (1) The Chief Electoral Officer shall, within sixty days after the commencement of any session of Parliament, make a report to the Speaker of the House of Commons setting out

k) les certificats de procuration qui lui sont transmis en conformité avec le paragraphe 151(8);

l) tous les autres documents qui ont servi à la consultation populaire.

(3) S'il reçoit l'avis qu'un recomptage doit avoir lieu, un directeur du scrutin doit différer l'envoi de son rapport et de son procès-verbal jusqu'à ce qu'il ait reçu du juge un certificat du résultat de ce recomptage. Sur ce, il transmet ces documents de la manière prescrite au paragraphe (2).

(4) Le directeur du scrutin doit transmettre à l'agent de circonscription de chaque comité de consultation agréé un double ou une copie de son rapport du bref.

(5) Dans le cas d'un rapport prématuré, le directeur général des élections n'est pas censé l'avoir reçu avant le moment où il aurait dû le recevoir normalement.

(6) Le directeur général des élections :

a) doit, si les circonstances l'exigent, renvoyer au directeur du scrutin le rapport et la totalité ou partie des documents de consultation populaire s'y rapportant, pour les faire remplir et corriger;
b) peut renvoyer au directeur du scrutin un rapport qui n'est pas conforme à la présente loi.

(8) Le directeur général des élections doit, immédiatement après chaque consultation populaire, faire imprimer un rapport indiquant, par sections de vote, le nombre des votes obtenus par chaque option, le nombre des bulletins rejetés et le nombre de noms figurant sur la liste électorale, de même que tout autre renseignement qu'il peut juger utile d'inclure.

RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

165. (1) Le directeur général des élections doit, dans les soixante jours qui suivent l'ouverture de toute session du Parlement, faire au président de la Chambre des communes un rapport signalant :

Rapport différé en cas de recomptage

Copies aux comités de consultation

Si le rapport est irrégulier

Idem

Rapport du directeur général des élections

Rapport au président

(a) every complaint or suggestion referred to in subsection (2) that has been submitted to the Chief Electoral Officer, with such recommendations, if any, as the Chief Electoral Officer may see fit to make thereon; and 5

(b) any amendments that, in the Chief Electoral Officer's opinion, are desirable for the better administration of this Act.

a) toute plainte ou proposition mentionnée au paragraphe (2) qui lui ont été présentées et toutes recommandations qu'il peut juger bon de faire à ce sujet;

b) toutes modifications qu'il est souhaitable, à son avis, d'apporter à la présente loi pour en améliorer l'application. 5

Complaints and suggestions

(2) Every official agent of a registered consultation committee has the right to send to the Chief Electoral Officer a statement in writing containing any complaint that that person may wish to make with respect to the conduct of the public consultation or of any election officer or any suggestions as to such changes or improvements in the law as that person may consider desirable. 10 15

(2) Tout agent officiel d'un comité de consultation agréé a le droit d'adresser par écrit au directeur général des élections toute plainte qu'il peut désirer formuler au sujet de la conduite de la consultation populaire ou de tout officier d'élection ou de proposer les modifications ou améliorations qu'il juge souhaitable d'apporter à la loi. 15

Plaintes et propositions

Documents may be included in report

(3) Where the Chief Electoral Officer deems it appropriate, the Chief Electoral Officer may include in a report referred to in subsection (1) any document relating to any complaint or suggestion received under subsection (2). 20

(3) Le directeur général des élections peut inclure dans le rapport visé au paragraphe (1) tous les documents afférents aux plaintes ou suggestions visées à l'alinéa (1) qu'il estime appropriés. 20

Inclusion des documents

Special reports

(4) The Chief Electoral Officer may, at any time, make a special report to the Speaker of the House of Commons referring to and commenting on any matter within the scope of the powers, duties and functions of the Chief Electoral Officer where, in the opinion of the Chief Electoral Officer, the matter is of such urgency or importance that a report thereon should not be deferred until the time provided for transmission of the next report under subsection (1). 35

(4) Le directeur général des élections peut en outre transmettre au président de la Chambre des communes un rapport spécial sur toute question relevant de ces attributions et dont l'urgence ou l'importance sont telles, selon lui, qu'il serait contre-indiqué d'en différer le compte-rendu jusqu'à l'époque normale du rapport sessionnel suivant prévu au paragraphe (1). 25

Rapports spéciaux

Submission to House

(5) Any report received by the Speaker from the Chief Electoral Officer pursuant to this section shall forthwith be submitted by him to the House of Commons.

(5) Le Président doit présenter sans retard à la Chambre des communes tout rapport que lui transmet le directeur général des élections conformément au présent article. 30

Présentation du rapport à la Chambre

CUSTODY OF CONSULTATION DOCUMENTS BY CHIEF ELECTORAL OFFICER

GARDE DES DOCUMENTS DE CONSULTATION POPULAIRE PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Chief Electoral Officer to retain consultation documents

166. (1) The Chief Electoral Officer shall retain in his possession the consultation documents, as defined in section 2, transmitted to him by any returning officer, with the return to the writ, for at least one year, if the 40

166. (1) Le directeur général des élections doit conserver en sa possession les documents de consultation, définis à l'article 2, à lui transmis par tout directeur du scrutin avec le rapport du bref, pendant au moins un an, si 35

Le directeur général des élections conserve les documents de consultation populaire

public consultation is not contested during that time, and, if the public consultation is so contested, then for one year after the termination of the contest.

la consultation n'est pas contestée dans l'intervalle et, si elle est contestée, alors pendant un an après que la contestation est terminée.

Inspection of
consultation
documents

(2) No consultation documents that are retained in the custody of the Chief Electoral Officer pursuant to subsection (1) shall, during the period that they are so retained, be inspected or produced except under a rule or order of a judge, which, if and when made, the Chief Electoral Officer shall obey.

(2) Pendant qu'il est confié à la garde du directeur général des élections en application du paragraphe (1), nul document de consultation ne peut être examiné ni produit, sauf sur une directive ou ordonnance d'un juge, et le directeur général des élections doit, le cas échéant, s'y conformer immédiatement.

5 Examen des
documents de
consultation

Idem

(3) Subsection (2) does not prohibit the Chief Electoral Officer any member of his staff authorized by him from inspecting the consultation documents referred to in that subsection and any such document may be produced by the Chief Electoral Officer for the purpose of any prosecution for an offence under this Act or under section 115 of the *Criminal Code* in relation to anything that this Act forbids or requires to be done.

(3) Malgré le paragraphe (2), le directeur général des élections et les membres autorisés de son personnel peuvent examiner les documents de consultation visés à ce paragraphe et le directeur général des élections peut en outre produire ces documents à des fins de poursuites intentées pour une infraction prévue à la présente loi relativement à une obligation imposée par la présente loi.

Idem

Consultation
documents or
consultation
papers receiv-
able in evidence
when certified
by Chief Elec-
toral Officer

(4) Where a judge has ordered the production of any consultation documents, the Chief Electoral Officer need not, unless the judge otherwise orders, appear personally to produce the documents but shall certify the documents and transmit them by registered mail to the clerk or registrar of the court, who shall, when the documents have served the purposes of the judge, return them by registered mail to the Chief Electoral Officer.

(4) Lorsqu'un juge a ordonné la production de documents de consultation, le directeur général des élections, sauf si le juge en ordonne autrement, n'est pas obligé de comparaître personnellement pour la production de ces documents, mais il doit certifier ces documents et les transmettre par la poste, en recommandé, au greffier ou registraire du tribunal. Ce greffier ou registraire doit, quand les documents ont servi au juge, les retourner par la poste, en recommandé, au directeur général des élections.

Les documents
ou papiers de
consultation
font foi
lorsqu'ils sont
certifiés par le
directeur gé-
néral des élections

Idem

(5) Documents purporting to be certified by the Chief Electoral Officer are receivable in evidence without further proof thereof.

(5) Les documents censés être certifiés par le directeur général des élections sont admis en preuve sans autre preuve à cet égard.

Idem

Order of Court

(6) A rule or order may be made pursuant to subsection (2) by a judge on his being satisfied by evidence on oath that the inspection or production of any consultation document is required for the purpose of instituting or maintaining a prosecution for an offence in relation to a public consultation.

(6) Un juge peut rendre une décision ou une ordonnance en conformité avec le paragraphe (2) s'il est convaincu, d'après les déclarations sous serment, que l'examen ou la production de documents de consultation est nécessaire pour permettre d'intenter ou de faire valoir une poursuite pour infraction à l'égard d'une consultation populaire. ou d'un rapport de consultation populaire.

Ordonnance de
la cour

Conditions of
inspections

(7) Any rule or order for the inspection or production of consultation documents may be made subject to such conditions as to persons, time, place and mode of inspection or production as the judge deems expedient.

(7) Toute décision ou ordonnance d'examen ou de production de documents de consultation peut se rendre, sous réserve des conditions que le juge croit utile de poser quant aux personnes, au jour, à l'heure et au lieu et au mode d'examen ou de production.

Conditions
d'examenInspection of
instructions,
correspondence
and other
reports

(8) All reports or statements transmitted to the Chief Electoral Officer, other than consultation documents received from election officers, all instructions issued by the Chief Electoral Officer pursuant to this Act, all decisions or rulings by him upon points arising under this Act and all correspondence with election officers or others in relation to any public consultation are public records and may be inspected by any person upon request during business hours.

(8) Tous rapports et déclarations ou états transmis au directeur général des élections à l'exception des documents de consultation, toutes instructions données par le directeur général des élections en application de la présente loi, toutes décisions qu'il rend sur des questions qui se posent dans l'application de la présente loi, de même que toute la correspondance échangée avec des officiers d'élection ou d'autres personnes à l'égard d'une consultation populaire sont des documents publics. Toute personne peut les examiner, sur demande, pendant les heures du bureau.

Examen des
instructions, de
la correspon-
dance et des
rapports

Extracts

(9) Any person may take extracts from papers referred to in subsection (8) and is entitled to copies of those papers on payment for the preparation of those copies at the rate per page determined by the Chief Electoral Officer.

(9) Toute personne peut tirer des extraits des documents mentionnés au paragraphe (8) et a le droit d'obtenir des copies de ces documents moyennant paiement pour leur préparation des frais par page fixés par le directeur général des élections.

Extraits

Evidence

(10) Any copies of papers referred to in subsection (8) purporting to be certified by the Chief Electoral Officer are receivable in evidence without further proof thereof.

(10) Toutes copies des documents mentionnés au paragraphe (8), censées être certifiées par le directeur général des élections, sont admises en preuve sans autre preuve à cet égard.

Preuve

FEES AND EXPENSES OF ELECTION OFFICERS

HONORAIRES ET FRAIS DES OFFICIERS
D'ÉLECTION

Tariff

167. (1) Upon the recommendation of the Chief Electoral Officer, the Governor in Council may make a tariff fixing or providing for the determination of fees, costs, allowances and expenses to be paid and allowed to returning officers and other persons employed at or with respect to public consultations under this Act.

167. (1) Sur l'avis du directeur général des élections, le gouverneur en conseil peut établir un tarif fixant les ou prévoyant le calcul des honoraires, frais, allocations et dépenses à payer et à allouer aux directeurs du scrutin et autres personnes employées aux consultations populaires ou au sujet des consultations populaires, en vertu de la présente loi.

Tarif

Effective date

(2) The Governor in Council may specify that a tariff made pursuant to subsection (1) shall have effect as of a day that is earlier than the day on which the tariff is made and,

(2) Le gouverneur en conseil peut donner un effet rétroactif au tarif qu'il établit en conformité avec le paragraphe (1).

Entrée en
vigueur

where the Governor in Council so specifies, the tariff shall have effect as of such earlier day as is specified.

Copy to be laid

(3) A copy of any tariff made pursuant to subsection (1) and of any amendment thereto shall be laid before the House of Commons on any of the first fifteen days on which the House of Commons is sitting after the making thereof.

Mode of payment of fees and expenses

(4) The fees, costs, allowances and expenses fixed by the tariff of fees made pursuant to subsection (1) shall be paid out of any money that Parliament may appropriate for such purposes.

(3) Une copie de tout tarif établi conformément au paragraphe (1) et de toute modification y apportée doit être déposée à la Chambre des communes dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant l'établissement du tarif ou sa modification.

Copie à la Chambre des communes

(4) Les honoraires, frais, allocations et dépenses fixés par le tarif des honoraires établi en conformité du paragraphe (1) doivent être payés sur les deniers que le Parlement peut affecter à ces fins.

Mode de paiement des honoraires et dépenses

EXECUTORY CONTRACTS VOID

Executory contracts void

168. Every executory contract, promise or undertaking in any way referring to, arising out of or depending upon any public consultation under this Act, even for the payment of lawful expenses or the doing of some lawful act, is void in law, but nothing in this section extends to or affects any executory contract, agreement, promise or undertaking by a registered consultation committee or the official agent of a registered consultation committee of which there is a memorandum or note in writing signed by the official agent.

OTHER OFFENCES

Offences

169. (1) Every one is guilty of an offence against this Act who

- (a) forges a ballot paper or utters a forged ballot paper;
- (b) fraudulently alters, defaces or destroys a ballot paper or the initials of the deputy returning officer signed thereon;
- (c) without authority under this Act, supplies a ballot paper to any person;
- (d) not being a person entitled under this Act to be in possession of a ballot paper, has, without authority, any ballot paper in his possession;

NULLITÉ DES CONTRATS

168. Sont nuls en droit tous les contrats, promesses ou engagements à exécuter et se rapportant de quelque manière à une consultation populaire tenue en vertu de la présente loi même pour le paiement des frais légitimes ou l'accomplissement d'un acte licite. Cependant rien dans le présent article ne doit s'appliquer ni porter atteinte à un contrat, à une promesse ou à un engagement à exécuter par l'agent officiel d'un comité de consultation agréé, et attesté par un mémoire ou une note écrite, signée par cet agent officiel.

Nullité de contrats

AUTRES INFRACTIONS

169. (1) Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque pose un des actes suivants :

Infractions

- a) fabrique un faux bulletin de vote ou fait usage d'un faux bulletin de vote;
- b) frauduleusement altère, détériore ou détruit un bulletin de vote ou le paraphe du scrutateur qui y est apposé;
- c) sans autorisation en vertu de la présente loi, fournit un bulletin de vote à une personne;
- d) n'étant pas une personne autorisée, en vertu de la présente loi, à être en possession d'un bulletin de vote, a sans autorisation un bulletin de vote en sa possession;

(e) fraudulently puts or causes to be put into a ballot box a ballot paper or other paper;

(f) fraudulently takes a ballot paper out of the polling station;

(g) without authority under this Act, destroys, takes, opens or otherwise interferes with a ballot box or book or packet of ballot papers;

(h) being a deputy returning officer, fraudulently puts his initials on the back of any paper purporting to be or capable of being used as a ballot paper at a public consultation;

(i) without authority under this Act, prints any ballot paper or what purports to be or is capable of being used as a ballot paper at a public consultation;

(j) being authorized by the returning officer to print the ballot papers for a public consultation, fraudulently prints more ballot papers than he is authorized to print;

(k) being a deputy returning officer, places upon any ballot paper any writing, number or mark with intent that the elector to whom such ballot paper is to be, or has been, given may be identified thereby; or

(l) manufactures, constructs, imports into Canada, has in possession, supplies to any election officer, or uses for the purposes of a public consultation, or causes to be manufactured, constructed, imported into Canada, supplied to any election officer, or used for the purposes of any public consultation, any ballot box containing or including any compartment, appliance, device or mechanism in or by which a ballot paper may or could be secretly placed or stored or, having been deposited during polling, may be secretly diverted, misplaced, affected or manipulated.

e) frauduleusement dépose ou fait déposer, dans une boîte de scrutin, un bulletin de vote ou un autre papier;

f) sort frauduleusement un bulletin de vote d'un bureau de scrutin;

g) sans autorisation en vertu de la présente loi, détruit, prend, ouvre ou autrement manipule une boîte de scrutin ou un livret ou un paquet de bulletins de vote;

h) est un scrutateur et frauduleusement appose ses initiales au verso de quelque papier qui est donné comme étant un bulletin de vote ou peut être utilisé comme un bulletin de vote à une consultation populaire;

i) sans autorisation en vertu de la présente loi, imprime un bulletin de vote ou ce qui est donné comme étant un bulletin de vote ou peut être utilisé comme un bulletin de vote à une consultation populaire;

j) est autorisé par le directeur du scrutin à imprimer les bulletins de vote pour une consultation populaire et imprime frauduleusement plus de bulletins de vote qu'il n'est autorisé à en imprimer;

k) est un scrutateur et met sur un bulletin de vote un écrit, un numéro ou une marque avec l'intention que l'électeur auquel ce bulletin de vote doit être ou a été donné puisse par là être reconnu;

l) fabrique, construit, importe au Canada, a en sa possession, fournit à un officier d'élection, ou emploie aux fins d'une consultation populaire, ou fait fabriquer, construire, importer au Canada, fournir à un officier d'élection ou employer aux fins d'une consultation populaire, une boîte de scrutin contenant ou comprenant un compartiment, dispositif, appareil ou mécanisme au moyen duquel un bulletin de vote peut ou pourrait y être placé ou gardé secrètement, ou, après y avoir été déposé au cours du scrutin, peut être secrètement enlevé, déplacé, altéré ou manipulé.

Acts deemed to be fraudulent

(2) For the purposes of subsection (1) and any other provision of this Act, knowingly to do or omit to do an act is deemed to be

(2) Aux fins du paragraphe (1) et de toute autre disposition de la présente loi, le fait de poser ou d'omettre de poser un acte est censé être frauduleux

fraudulent if to do or omit to do the act results or would or would be likely to result in the reception of a vote that should not have been cast or in the non-reception of a vote that should have been cast.

Corrupt inducement of voters

170. (1) Every one who corruptly, by himself or by any other person, during a public consultation, directly or indirectly offers, procures or provides or promises to procure or provide money, valuable consideration, office, employment, food or drink to induce any person to vote or refrain from voting, and every one who corruptly accepts or receives or agrees to accept or receive any such money, valuable consideration, office, employment, food or drink, is guilty of an offence against this Act.

Application

(2) Subsection (1) does not apply in respect of the provision of light refreshments

(a) by an official agent of a registered consultation committee who provides such refreshments as a public consultation expense at a meeting of electors assembled for the purpose of promoting an option;

(b) by any person other than an option or an agent of a registered consultation committee who, at his own expense, provides such refreshments at a meeting of electors assembled for the purpose of promoting an option; or

(c) by any person to an election agent or a representative of a registered committee at a polling station.

Official agent influencing voters

(3) Except as provided by subsection (2), every agent of a registered consultation committee who, by himself or by any other person, directly or indirectly, during a public consultation before the close of polls on ordinary polling day,

(a) offers, procures or provides or promises to procure or provide alcoholic beverages to any person, or

être un acte frauduleux si le fait de poser ou d'omettre de poser cet acte a, aurait ou risquerait d'avoir pour résultat la réception d'un vote qui n'aurait pas dû être donné ou la non-réception d'un vote qui aurait dû être donné.

Corruption par incitation

170. (1) Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque, en vue de corrompre, par lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne, pendant une consultation populaire, directement ou indirectement offre, fait obtenir ou fournit, ou promet de faire obtenir ou de fournir de l'argent, une contrepartie valable, un poste, de l'emploi, de la nourriture ou de la boisson pour inciter quelqu'un à voter ou à s'abstenir de voter, et quiconque, par corruption, accepte ou reçoit ou convient d'accepter ou de recevoir, dans ces circonstances, de l'argent, une contrepartie valable, un poste, de l'emploi, de la nourriture ou de la boisson.

Application

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où des rafraîchissements légers sont fournis :

a) soit par l'agent officiel d'un comité de consultation agréé qui fournit ces rafraîchissements à titre de dépenses de consultation, lors d'une assemblée d'électeurs réunis en vue de favoriser une option;

b) soit par toute personne autre que l'agent d'un comité de consultation agréé qui, à ses propres frais, fournit ces rafraîchissements à une assemblée d'électeurs réunis en vue de favoriser une option;

c) soit par toute personne, à un représentant d'un comité de consultation agréé ou à un officier d'élection dans un bureau de scrutin.

Corruption exercée par un agent officiel

(3) Sauf les dispositions du paragraphe (2), est coupable d'une infraction à la présente loi tout agent d'un comité de consultation agréé qui, dans le but d'inciter une personne à voter ou à s'abstenir de voter, par lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne, directement ou indirectement, pendant une consultation populaire et avant la fermeture des bureaux de scrutin le jour ordinaire du scrutin :

(b) pays or indemnifies or promises to pay or indemnify any person for loss of wages or other earnings suffered by that person in going to, being at, or returning from a polling station or the neighbourhood of a polling station, 5

with intent to influence any person to vote or refrain from voting is guilty of an offence against this Act.

a) soit offre, fait obtenir ou fournit, ou promet de faire obtenir ou de fournir des boissons alcooliques à une personne;

b) soit paie ou indemnise, ou promet de payer ou d'indemniser toute personne pour la perte de salaire ou d'autres gains qu'elle a subie pour aller à un bureau de scrutin. 5

Proof of intent

(4) In any proceedings in respect of an offence referred to in subsection (3), evidence that an agent of a registered consultation committee has offered, procured or provided or has promised to procure or provide alcoholic beverages to any person, except as provided by subsection (2), or has paid, indemnified or promised to pay or indemnify any person is, in the absence of any evidence to the contrary, proof of intent to influence a person to vote or refrain from voting. 10 15 20

(4) Dans une instance relative à une infraction visée au paragraphe (3), la preuve que l'agent d'un comité de consultation agréé a offert, fait obtenir ou fourni ou a promis de faire obtenir ou de fournir des boissons alcooliques à une personne, sauf ce que prévoit le paragraphe (2), ou a payé, indemnisé ou promis de payer ou d'indemniser une personne, constitue, en l'absence de preuve contraire, une preuve qu'il a agi dans le but d'inciter une personne à voter ou à s'abstenir de voter. 10 15 20

Preuve de l'intention

Personation and voting if not qualified

171. Every one is guilty of an offence against this Act who

(a) applies under this Act to be included in any list of electors in the name of some other person, whether such name is that of a person living or dead or of a fictitious person;

(b) having once to his knowledge been properly included in a list of electors under this Act as an elector entitled to vote at a pending public consultation, applies, except as authorized by this Act, to be included in any other list of electors prepared for any electoral district as an elector entitled to vote at the same public consultation; 30 35

(c) applies to be included in a list of electors for a polling division in which he is not ordinarily resident; 40

(d) applies to have included in any list of electors the name of any animal or object or the name of a person who is not qualified as an elector;

171. Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque pose un des actes suivants :

a) demande, en vertu de la présente loi, d'être inscrit sur une liste électorale sous le nom d'une autre personne, que ce nom soit celui d'une personne vivante ou décédée ou d'une personne fictive; 25

b) ayant une fois déjà été sciemment et régulièrement inscrit sur une liste électorale en vertu de la présente loi à titre d'électeur ayant le droit de voter à une consultation populaire en cours, demande, sauf comme la présente loi l'autorise, d'être inscrit sur une autre liste électorale dressée pour une circonscription, à titre d'électeur ayant droit de voter à la même consultation populaire; 30 35

c) demande d'être inscrit sur la liste électorale d'une section de vote dans laquelle il ne réside pas ordinairement; 40

d) demande que soit inscrit sur une liste électorale le nom d'une chose ou d'un animal ou le nom d'une personne qui n'a pas qualité d'électeur; 45

Supposition de personne et vote par une personne inhabile à voter

(e) except as authorized by section 151, applies for a ballot paper in the name of some other person, whether such name is that of a person living or dead or of a fictitious person; 5

(f) having voted once at a public consultation, applies at the same public consultation for another ballot paper;

(g) votes or attempts to vote at a public consultation knowing that he is not qualified to vote at the public consultation; or 10

(h) induces or procures any other person to vote at a public consultation knowing that such other person is not qualified to vote at the public consultation. 15

Undue influence

172. Every one is guilty of an offence against this Act who, by intimidation, duress or any pretence or contrivance

(a) compels, induces or prevails upon any person to vote or refrain from voting at a public consultation; or 20

(b) represents to any person that the ballot or the manner of voting at a public consultation is not secret.

Liability of election officers

173. (1) Every election officer is guilty of an offence against this Act who fails or refuses to comply with any provision of this Act unless such election officer establishes that in failing or refusing to so comply he was acting in good faith, that his failure or refusal was reasonable and that he had no intention of affecting the result of the public consultation, permitting any person to vote whom he did not *bona fide* believe was qualified to vote or preventing any person from voting whom he did not *bona fide* believe was not qualified to vote. 25 30 35

Forfeiture

(2) Where an election officer is found guilty of an offence under subsection (1) the election officer shall, in addition to any other punishment to which that person may be liable, forfeit the election officer's right to payment for the election officer's services as an election officer. 40

e) sauf ce qu'autorise l'article 151, demande un bulletin de vote au nom d'une autre personne, que ce soit celui d'une personne vivante ou décédée ou d'une personne fictive; 5

f) ayant voté une fois déjà à une consultation populaire, demande, à la même consultation populaire, un autre bulletin de vote;

g) vote ou tente de voter à une consultation populaire, sachant qu'il est inhabile à voter à la consultation populaire; 10

h) incite ou encourage une autre personne à voter à une consultation populaire, sachant que cette autre personne est inhabile à voter à cette consultation populaire. 15

Influence indue

172. Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque, par intimidation, contrainte ou quelque prétexte ou ruse :

a) soit force, incite ou engage quelque personne à voter ou à s'abstenir de voter à une consultation populaire; 20

b) soit tente de faire croire à une personne que le scrutin ou le vote à une consultation populaire n'est pas secret. 25

173. (1) Est coupable d'une infraction à la présente loi tout officier d'élection qui omet ou refuse de se conformer à l'une des dispositions de la présente loi, à moins que cet officier d'élection n'établisse que, dans son omission ou refus, il agissait de bonne foi, que son omission ou refus était raisonnable et qu'il n'avait aucunement l'intention d'exercer une influence sur le résultat de la consultation populaire, en permettant de voter à une personne que, de bonne foi, il ne croyait pas habile à voter, ou en empêchant de voter une personne que, de bonne foi, il ne croyait pas inhabile à voter. 30 35 40

Responsabilité des officiers d'élection

(2) Lorsqu'un officier d'élection est déclaré coupable d'une infraction aux termes du paragraphe (1), l'officier d'élection est, en plus de toute autre peine dont il peut être passible, déchu de son droit à la rémunération de ses services à titre d'officier d'élection. 45

Déchéance du droit à la rémunération

Non-compliance defined

(3) It shall be deemed to be a failure to comply with the provisions of this Act to do or omit to do any act that results in the reception of a vote that should not have been cast, or in the non-reception of a vote that should have been cast.

(3) Est censé constituer une inobservation des dispositions de la présente loi, le fait de poser ou d'omettre de poser un acte ayant pour résultat la réception d'un vote qui n'aurait pas dû être donné ou la non-réception d'un vote qui aurait dû être donné.

Définition du mot inobservation

Printed documents bear name

174. (1) Every printed advertisement, handbill, placard, poster or dodger that promotes or opposes an option at a public consultation and that is displayed or distributed during a public consultation by or on behalf of a registered consultation committee shall indicate that it was authorized by the official agent of the committee, as the case may be, and bear the official agent's name.

174. (1) Tout imprimé de la nature d'une annonce, d'un placard, d'une affiche ou d'une circulaire qui indique un soutien ou une opposition à une option et qui est mis en évidence ou distribué pendant une consultation populaire par un comité de consultation agréé ou en son nom doit porter les nom et l'autorisation de l'agent officiel du comité.

Les documents imprimés portent le nom

Offence

(2) Every one who prints, publishes, distributes or posts up, or who causes to be printed, published, distributed or posted up, any document referred to in subsection (1) is, unless it bears the name and authorization required under that subsection, guilty of an offence against this Act.

(2) Est coupable d'une infraction à la présente loi, quiconque imprime, publie, distribue ou affiche, ou fait imprimer, publier, distribuer ou afficher un imprimé visé au paragraphe (1) sans indiquer les nom et autorisation des personnes y indiquées.

Infraction

Removing advertisements, etc., forbidden

175. Every one who without authority takes down, removes, covers up, mutilates, defaces or alters any printed advertisement, placard, poster or banner having reference to a public consultation is guilty of an offence against this Act.

175. Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque, sans autorisation, arrache, enlève, recouvre, mutile, lacère ou modifie tout imprimé de la nature d'une annonce, d'un placard, d'une affiche ou d'un étendard ayant trait à une consultation populaire.

Interdiction d'enlever les annonces

Inducing persons to make false oath an offence

176. (1) Every one who, knowingly, in any case where an oath is by this Act authorized or directed to be taken, compels or attempts to compel, or induces or attempts to induce, any other person to take such oath falsely, is guilty of an illegal practice and of an offence against this Act.

176. (1) Quiconque, sciemment, dans un cas où la présente loi autorise ou prescrit la prestation d'un serment, contraint ou tente de contraindre, incite ou tente d'inciter une autre personne à prêter faussement ce serment, est coupable d'un acte illicite et d'une infraction à la présente loi.

Inciter à la prestation de faux serments est une infraction

Taking oath falsely an offence

(2) Every one who, knowingly, in any case where an oath is by this Act authorized or directed to be taken, takes such oath falsely is guilty of an illegal practice and of an offence against this Act.

(2) Quiconque, sciemment, dans un cas où la présente loi autorise ou prescrit la prestation d'un serment, prête un faux serment, est coupable d'un acte illicite et d'une infraction à la présente loi.

Prêter un faux serment est une infraction

Removing notices forbidden

177. (1) Every one who without authority takes down, covers up, mutilates, defaces or alters any printed or written proclamation, notice, list of electors or other document authorized or required by this Act to be

177. (1) Quiconque, sans autorisation, enlève, recouvre, mutile, détériore ou modifie une proclamation, un avis, une liste électorale ou un autre document imprimé ou écrit, dont la présente loi autorise ou prescrit

Interdiction d'enlever un avis

posted up is guilty of an offence against this Act and liable on summary conviction to a fine not exceeding one thousand dollars.

l'affichage, est coupable d'une infraction à la présente loi et passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende d'au plus mille dollars.

Posting of
warning

(2) Where a document referred to in subsection (1) is posted up, a copy of subsection (1) shall be

(2) Lorsqu'un document qui est mentionné au paragraphe (1) est affiché, le texte du paragraphe (1) doit :

5 Affichage de
l'avertissement

(a) printed or written as a notice in large type on the document, or

a) soit être imprimé ou écrit, à titre d'avis, en gros caractères sur le document,

(b) printed or written as a separate notice and posted up near the document,

10 b) soit être imprimé ou écrit à titre d'avis distinct et affiché près du document,

so that the notice may easily be read.

de manière à ce que l'avis puisse facilement être lu.

Punishment

178. (1) Except as otherwise provided in this Act, every one who is guilty of an offence against this Act is liable

178. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi, quiconque se rend coupable d'une infraction à la présente loi est passible, sur déclaration de culpabilité :

Peine

(a) on summary conviction, to a fine of not more than one thousand dollars,

a) par procédure sommaire, d'une amende d'au plus mille dollars,

(b) on indictment, to a fine of not more than five thousand dollars

20 b) par voie de mise en accusation, d'une amende d'au plus cinq mille dollars.

Corrupt practice

(2) The agent of a registered consultation committee who commits a breach of any of the provisions of section 170, 171 or 172 is guilty of a corrupt practice.

(2) L'agent d'un comité de consultation agréé qui enfreint l'une des dispositions des articles 170, 171 ou 172 est coupable d'une manœuvre frauduleuse.

manœuvre frauduleuse

Disqualification for corrupt act

179. Any person who during a public consultation is guilty of an offence that is a corrupt practice or an illegal practice shall *ipso facto* become disqualified from voting at the consultation.

179. Toute personne qui, pendant une consultation populaire est coupable d'une infraction qui constitue une manœuvre frauduleuse ou un acte illicite est *ipso facto* privée du droit de vote et inhabile à voter à cette consultation.

Une manœuvre frauduleuse entraîne l'inhabilité à voter

Corrupt or illegal practices

180. Any person, who

180. Toute personne qui :

Manœuvres frauduleuses et actes illicites

(a) is, before a judge, convicted of having committed at a public consultation any offence that is a corrupt practice or illegal practice, or

a) soit est reconnue coupable, devant un juge, d'avoir commis, à une consultation populaire, une infraction constituant une manœuvre frauduleuse ou un acte illicite,

(b) is, in any proceeding in which after notice of the charge he has had an opportunity of being heard, found guilty of any corrupt practice or of any illegal practice or of any offence that is a corrupt practice or illegal practice,

b) soit, dans une procédure où, après avis de l'accusation, elle a eu l'occasion d'être entendue, est trouvée coupable d'une manœuvre frauduleuse ou d'un acte illicite ou d'une infraction constituant une manœuvre frauduleuse ou un acte illicite,

shall, in addition to any other punishment for such offence by this or any other Act prescribed, be, for a corrupt practice during the seven years or for an illegal practice during the five years next after the date of his being so reported and declared, convicted or found guilty, incapable of being elected to or of sitting in the House of Commons or of voting at any election of a member of that House or at any public consultation or of holding any office in the nomination of the Crown or of the Governor in Council.

Non-compliance with Act not to invalidate consultation unless it affected result

181. No public consultation shall be declared invalid by reason of

(a) non-compliance with the provisions of this Act relating to

(i) limitations of time, or

(ii) the taking of the poll or the counting of the votes, or

(b) any insufficiency in any publication of any proclamation, notice or other document, or any mistake in the use of the forms contained in this Act or prescribed by the Chief Electoral Officer pursuant to this Act,

if it appears to the judge that is considering the question that the public consultation was conducted in accordance with the principles laid down in this Act, and that such non-compliance did not affect the result of the consultation.

Removal of disqualification procured by perjury

182. Where, after a person has become disqualified under this Act, any witness on whose testimony that person has so become disqualified is convicted of perjury with respect to such testimony, that person may move the judge before which the conviction takes place to order, and the judge, upon being satisfied that the disqualification was procured by reason of the perjury, shall order that the disqualification shall cease and determine, and it shall cease and determine accordingly.

est, en sus de toute autre peine que la présente ou une autre loi impose pour cette infraction, inhabile à être élue ou à siéger à la Chambre des communes ou à voter à une élection d'un député à cette Chambre ou à ne consultation populaire ou à remplir une charge dont la Couronne ou le gouverneur en conseil nomme le titulaire, pendant les sept années, s'il s'agit d'une manœuvre frauduleuse, ou pendant les cinq années, dans le cas d'un acte illicite, qui suivent la date à laquelle elle a fait l'objet d'un tel rapport ou a été ainsi condamnée ou trouvée coupable.

181. Aucune consultation populaire ne peut être déclarée nulle en raison :

a) soit de l'inobservation des dispositions de la présente loi relatives :

(i) soit aux délais,

(ii) soit à la tenue ou au dépouillement du scrutin,

b) soit de quelque lacune dans la publication d'une proclamation, d'un avis ou d'un autre document, ou d'une erreur dans l'emploi des formules contenues dans la présente loi ou prescrites par le directeur général des élections en conformité avec la présente loi,

s'il appert au juge connaissant de l'affaire que la consultation a été dirigée conformément aux principes établis par la présente loi, et que l'inobservation n'a pas influé sur le résultat de la consultation.

Invalidité de la consultation si l'inobservation influe sur le résultat

15

20

182. Si, après qu'une personne a été privée de son droit de vote en vertu de la présente loi, un témoin sur le témoignage de qui cette personne a été ainsi privée de son droit de vote, est déclaré coupable de parjure au sujet de ce témoignage, la personne peut demander que le juge devant lequel a été prononcée la déclaration de culpabilité, ordonne, et ce juge doit ordonner que prenne fin la privation du droit de vote, s'il est convaincu qu'une telle privation a été obtenue par suite de ce parjure. La privation du droit de vote prend fin en conséquence.

Réhabilitation si la privation du droit de vote résulte d'un parjure

35

45

No privilege
from answering
questions

183. (1) Subject to this section, no person shall be excused from answering any question put to him in any action, suit or other proceeding before any judge touching or concerning any public consultation or the conduct of any person thereat or in relation thereto on the ground of any privilege.

Exception

(2) The evidence of an elector to show for whom he voted at a public consultation is not admissible in evidence in any action, suit or other proceeding before any judge, touching or concerning any public consultation or the conduct of any person thereat or in relation thereto.

Answer not
receivable
against witness

(3) Any answer given by a person claiming to be excused on the ground of privilege shall not be used or receivable in evidence against that person in any criminal trial, or proceeding against that person thereafter taking place, other than a prosecution for perjury in the giving of such evidence.

Production of
writ of public
consultation
etc., not
required in suits

184. (1) It is not necessary, on the trial of a suit or prosecution under this Act, to produce the writ of public consultation or the return thereof, or the authority of the returning officer founded upon the writ of public consultation, but general evidence of such facts is sufficient evidence.

If notified,
Chief Electoral
Officer to pro-
duce consulta-
tion documents,
etc.

(2) Where original consultation documents are required on any trial of any suit or prosecution under this Act,

(a) the judge having cognizance of the proceedings may, at the instance of any of the parties thereto, order the Chief Electoral Officer to cause them to be produced on or before the day fixed for the trial; and

(b) the Chief Electoral Officer shall cause such consultation documents to be deposited with the judge in such manner as the judge may order.

Judge may
allow costs to
prosecutor

185. (1) Any judge before which a prosecution is instituted for an offence against this Act may order payment by the defendant to the prosecutor of such costs and

183. (1) Sous réserve du présent article, nul n'est exempté, en raison de quelque privilège, de répondre aux questions qui lui sont posées dans une action, poursuite ou autre procédure intentée devant un juge au sujet d'une consultation populaire ou de la conduite de quelque personne à une consultation.

Aucun privilège
de ne pas répon-
dre

Exception

(2) Le témoignage d'un électeur portant indication de l'option pour laquelle il a voté à une consultation populaire n'est pas admissible en preuve dans une action, poursuite ou autre procédure intentée devant un juge au sujet d'une consultation ou de la conduite de quelque personne à une consultation.

La réponse d'un
témoin n'est pas
recevable en
preuve contre
lui

(3) Une réponse donnée par une personne qui prétend être exemptée de la donner, ne doit pas ni ne peut servir de preuve contre elle dans une instruction ou une procédure criminelle exercée contre elle par la suite, sauf le cas de poursuite pour parjure en rendant ce témoignage.

184. (1) Il n'est pas nécessaire, lors de l'instruction d'une action ou poursuite intentée en vertu de la présente loi, de produire le bref de consultation populaire ou le rapport de ce bref, ni d'invoquer l'autorité du directeur du scrutin appuyée sur ce bref de consultation. La preuve générale de ces faits constitue une preuve suffisante.

Production du
bref de consul-
tation populaire
etc., non requise
en cas de pour-
suites

(2) Si les documents de consultation originaux sont nécessaires, lors de l'instruction d'une action ou poursuite en vertu de la présente loi :

Sur notifica-
tion, le direc-
teur général des
élections doit
produire les
documents de
consultation,
etc.

a) le juge qui est saisi de ces procédures peut, à la diligence de l'une des parties en cause, ordonner au directeur général des élections de les faire produire le ou avant le jour fixé pour l'instruction;

b) le directeur général des élections doit faire déposer ces documents de consultation populaire devant le juge de la manière que le juge peut prescrire.

185. (1) Le juge devant lequel une poursuite est intentée pour une infraction à la présente loi peut ordonner que le défendeur

Le juge peut
accorder des
frais au pour-
suisant

expenses as appear to the judge to have been reasonably incurred in and about the conduct of the prosecution.

paie au poursuivant les frais et dépens qu'il croit avoir été raisonnablement occasionnés par l'exercice de la poursuite.

Prior recogni-
zance required

(2) A judge shall not make an order pursuant to subsection (1) unless the prosecutor before or upon the laying of the information enters into a recognizance with two sufficient sureties, in the sum of five hundred dollars, and to the satisfaction of the judge, to conduct the prosecution with effect and to pay 10 the defendant his costs in case he is acquitted.

(2) Un juge ne doit rendre une ordonnance 5 en conformité du paragraphe (1) que si le poursuivant, dès que la dénonciation est faite, ou avant, souscrit un engagement au montant de cinq cents dollars garanti par deux cautions solvables et à la satisfaction du 10 juge, par lequel il s'oblige à continuer la poursuite efficacement et à payer les frais au défendeur, si ce dernier est acquitté.

Cautionnement
préalable

Costs in cases
of private prosecution

(3) In case of an information by a private prosecutor for an offence against this Act, if judgment is given for the defendant, he is 15 entitled to recover from the prosecutor the costs sustained by the defendant by reason of the proceedings, which costs shall be taxed by the proper officer of the court in which the judgment is given.

(3) Dans le cas d'une dénonciation par un 15 poursuivant particulier au sujet d'une infraction à la présente loi, le défendeur a le droit, si le jugement est rendu en sa faveur, d'obtenir du poursuivant le paiement des frais qu'il a subis par suite de ces procédures. Ces frais sont taxés par le fonctionnaire compétent du 20 tribunal où le jugement est rendu.

Frais dans les
poursuites privées

Evidence

186. In any criminal or civil proceeding in relation to an offence against this Act, the certificate of the returning officer is sufficient evidence of the due holding of the public consultation.

186. Dans une procédure criminelle ou 25 civile se rattachant à une infraction à la présente loi, le certificat du directeur du scrutin constitue une preuve suffisante de la tenue régulière de la consultation populaire. 25

Preuve

Limitation of
time for prosecutions

187. (1) Notwithstanding anything in the *Criminal Code*, every prosecution for an offence against this Act shall

187. (1) Par dérogation aux dispositions 5 du *Code criminel*, toute poursuite au sujet d'une infraction à la présente loi doit :

Prescription des
poursuites et
actions

(a) be commenced within eighteen months next after the day on which the offence 30 was committed and not afterwards; and

a) être engagée dans les dix-huit mois 30 suivant le jour où l'infraction a été commise et pas plus tard;

(b) when commenced, be proceeded with and carried on without wilful delay.

b) lorsqu'elles sont commencées, être 35 continuées et poursuivies sans retard volontaire.

Exceptions

(2) Notwithstanding subsection (1), where a prosecution, action, suit or proceeding 35 referred to in that subsection is prevented by the withdrawal or absconding of the defendant out of the jurisdiction of the judge, the prosecution, action, suit or proceeding may be commenced within one year after his 40 return.

(2) Malgré le paragraphe (1), si une 35 poursuite, action ou procédure mentionnée dans ce paragraphe est empêchée du fait que le défendeur s'est retiré hors de la juridiction du juge ou s'y est soustrait par la fuite, la poursuite, action ou procédure peut être 40 commencée dans l'année qui suit le retour du contrevenant.

Exceptions

Acts and omissions

(3) Every one who, without lawful excuse, contravenes this Act by wilfully doing anything that it forbids or by wilfully omitting to do anything that it requires to be done is guilty of an offence against this Act.

(3) Quiconque sans excuse légitime contrevient à la présente loi en accomplissant volontairement une chose qu'elle défend ou en omettant volontairement de faire une chose qu'elle prescrit est coupable d'une infraction à la présente loi.

Acte ou omission

ADVANCE POLLS AND OTHER EARLY VOTING

Establishment of advance polling districts

188. (1) Each returning officer shall,
(a) in urban areas, establish an advance polling district in each revisal district; and
(b) in rural areas, group together the rural polling divisions into advance polling districts, each to contain such number of rural polling divisions as may be necessary to ensure that every rural polling division is included in an advance polling district.

Establishment of advance polling stations

(2) In urban areas, an advance polling station shall be established in each advance polling district and, in rural areas, an advance polling station shall be established in every city, town or village having a population of one thousand or more.

Combining urban advance polling districts

(3) Where a request is made to a returning officer not later than ten days after a writ has been issued for a public consultation, the returning officer may, with the prior permission of the Chief Electoral Officer, combine any advance polling districts in his returning officer's electoral district.

Urban and rural polling divisions may be amalgamated

(4) Where there is a small number of urban polling divisions in an advance polling district, the returning officer may, with the prior permission, and shall, upon the direction, of the Chief Electoral Officer, include in the advance polling district any rural polling divisions that it is considered desirable so to include.

Request for advance polling station

(5) Any request for the establishment of an advance polling station in a place not provided pursuant to subsection (2) shall be

BUREAUX SPÉCIAUX DE SCRUTIN ET AUTRES CAS DE VOTE ANTICIPÉ

188. (1) Chaque directeur du scrutin doit :

- a) dans les régions urbaines, établir un district spécial de scrutin dans chaque district de révision;
- b) dans les régions rurales, grouper les sections rurales en districts spéciaux de scrutin, chacun devant comprendre le nombre de sections rurales nécessaire pour assurer que chaque section rurale soit comprise dans un district spécial de scrutin.

Établissement de districts spéciaux de scrutin

(2) Dans les régions urbaines, il faut établir un bureau spécial de scrutin dans chaque district spécial de scrutin, tandis que dans les régions rurales, un bureau spécial de scrutin doit être établi dans chaque cité, ville ou village comptant au moins mille âmes.

Établissement de bureaux spéciaux de scrutin

(3) Quand une demande est présentée à un directeur du scrutin au plus tard sept jours après l'émission d'un bref ordonnant une consultation populaire, celui-ci peut, avec la permission préalable du directeur général des élections, réunir en un seul district spécial deux districts spéciaux de scrutin urbains de sa circonscription.

Réunion de districts spéciaux urbains

(4) Quand il n'y a qu'un petit nombre de sections urbaines dans un district spécial de scrutin, le directeur du scrutin peut, avec la permission préalable du directeur général des élections, inclure dans ce district spécial de scrutin toute section rurale qu'il peut sembler désirable d'y ajouter. Il doit agir ainsi, s'il en reçoit l'ordre du directeur général des élections.

Fusionnement de sections urbaines et rurales

(5) Toute demande d'établissement d'un bureau spécial de scrutin dans un endroit autre que les endroits prévus au paragraphe

Demande d'établissement d'un bureau spécial de scrutin

made to the returning officer not later than ten days after a writ has been issued for a public consultation and thereon the returning officer may, with the prior permission of the Chief Electoral Officer, provide for the establishment of an advance polling station at that place.

Location of
advance polling
stations

(6) A returning officer shall establish advance polling stations in the returning officer's electoral district, only at places or 10 premises with level access.

Advance polls
conducted as
ordinary polls

189. (1) Except as provided in this section and in sections 188, 191, 192 and 193, advance polls shall be established, held, conducted and officered in the same manner 15 as ordinary polling stations, and shall be regarded as such for all purposes of this Act.

When advance
polls to be open

(2) Advance polls shall be open between the hours of twelve o'clock noon and eight o'clock in the afternoon of Saturday, Monday and Tuesday, the ninth, seventh and sixth days before the ordinary polling day, and shall not be open at any other time.

Notice of
advance poll

(3) Each returning officer shall, not later than Saturday, the twenty-third day before 25 polling day,

(a) give a public notice in the electoral district of the advance poll, in the prescribed form, setting out

(i) the numbers of the polling divisions 30 comprised in every advance polling district established by the returning officer,

(ii) the location of each advance polling station, 35

(iii) the place where the deputy returning officer of each advance polling station shall count the number of votes cast at the polling station, and

(iv) that the counting referred to in 40 subparagraph (iii) shall take place at 8:00 p.m. on polling day or as soon as possible thereafter; and

(b) send

(2) doit être présentée au directeur du scrutin au plus tard dix jours après l'émission d'un bref ordonnant une consultation populaire. Le directeur du scrutin peut alors, avec 5 la permission préalable du directeur général 5 des élections, prendre des dispositions en vue d'établir un bureau spécial à cet endroit.

(6) Un directeur du scrutin doit établir tous les bureaux spéciaux de scrutin de sa circonscription à des endroits ou dans des 10 édifices avec accès de plain-pied.

189. (1) Sauf les dispositions du présent article et des articles 188, 191, 192 et 193, les bureaux spéciaux de scrutin doivent être établis, tenus, dirigés et pourvus d'officiers, 15 de la même manière que les bureaux ordinaires de scrutin et, pour toutes les fins de la présente loi, être considérés comme tels.

(2) Les bureaux spéciaux de scrutin doivent être ouverts de midi à huit heures du 20 soir, les samedi, lundi et mardi, neuvième, septième et sixième jours avant le jour ordinaire du scrutin. Ils ne doivent être ouverts à aucun autre moment.

(3) Chaque directeur du scrutin, au plus 25 tard le samedi vingt-troisième jour avant le jour du scrutin, doit :

a) donner dans la circonscription un avis public du scrutin spécial, selon la formule prescrite, indiquant : 30

(i) les numéros des sections de vote comprises dans chaque district spécial de scrutin qu'il a établi,

(ii) l'emplacement de chaque bureau spécial de scrutin, 35

(iii) l'endroit où le scrutateur de chaque bureau spécial de scrutin doit compter le nombre de votes donnés à ce bureau,

(iv) que le dépouillement mentionné au sous-alinéa (iii) doit avoir lieu à vingt 40 heures le jour ordinaire du scrutin ou le plus tôt possible par après;

b) expédier :

Où situer les
bureaux des
scrutins

Bureaux spéciaux dirigés de la même manière que les bureaux ordinaires de scrutin

Heures d'ouvertures des bureaux spéciaux

Avis du scrutin spécial

(i) two copies of the notice to the electoral district agent of each registered consultation committee, and

(ii) two copies of the notice to the Chief Electoral Officer.

(i) deux copies de l'avis à l'agent de circonscription de chaque comité de consultation agréé,

(ii) cinq copies de l'avis au directeur général des élections.

Notice to be posted up

(4) Upon receiving a notice described in subsection (3), a postmaster shall post it up in some conspicuous place in his post office to which the public has access and keep it so posted until the time fixed for the closing of the polls on the ordinary polling day has passed and for the purpose of this subsection the postmaster shall be deemed to be an election officer.

(4) Dès qu'il reçoit un avis mentionné au paragraphe (3), un maître de poste doit l'afficher à un endroit bien en vue dans son bureau de poste, auquel le public a accès, et le tenir ainsi affiché jusqu'à l'heure fixée pour la fermeture des bureaux de scrutin le jour ordinaire du scrutin. Aux fins du présent paragraphe, le maître de poste est censé être un officier d'élection.

L'avis doit être affiché

Who may vote at advance polls

190. Any elector whose name appears on the list of electors prepared for a polling division comprised in an advance polling district and who has reason to believe that the elector will be unable to vote in the polling division on the ordinary polling day may vote at the advance polling station established in the advance polling district.

190. L'électeur dont le nom figure sur la liste des électeurs dressée pour une section de vote comprise dans un district spécial de scrutin, peut voter au bureau spécial de scrutin de ce district s'il a des motifs de croire qu'il sera incapable de voter dans cette section de vote le jour ordinaire du scrutin.

Qui peut voter à un bureau spécial

Duties of deputy returning officer respecting voting at an advance poll

191. (1) Where a person whose name appears on the list of electors prepared for a polling division comprised in an advance polling district applies to the deputy returning officer at the advance polling station established in that advance polling district and declares that the person is a person described in section 190, the deputy returning officer shall allow the person to vote, unless

191. (1) Lorsqu'une personne dont le nom figure sur la liste des électeurs, dressée pour une section de vote comprise dans un district spécial de scrutin, se présente au scrutateur du bureau spécial de scrutin établi pour le district spécial de scrutin et, affirmant être une personne visée à l'article 190, demande à voter, le scrutateur doit lui permettre de voter sauf si :

Devoirs du scrutateur quant au vote à un bureau spécial de scrutin

(a) the deputy returning officer, the assistant returning officer or any agent of a registered consultation committee present at the advance polling station requires that the person take an oath in the form prescribed pursuant to subsection 145(1) and he refuses to do so; or

(b) the person refuses to sign the Record of Votes Cast at an Advance Poll referred to in subsection (2), as directed by the poll clerk pursuant to that subsection.

a) soit elle refuse de prêter serment selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 145(1), tel que l'exige le scrutateur, le directeur adjoint du scrutin ou un agent d'un comité de consultation agréé présent au bureau spécial de scrutin;

b) soit elle refuse de signer le registre du vote à un bureau spécial mentionné au paragraphe (2), comme le lui demande le greffier du scrutin en vertu de ce paragraphe.

Identification documents in lieu of oath

(2) Notwithstanding subsection (1), where an elector at an advance polling station is required pursuant to that subsection to take an oath in the form prescribed pursuant to

(2) Malgré le paragraphe (1), lorsqu'un électeur à un bureau spécial de scrutin est tenu de prêter serment en conformité avec ce paragraphe selon la formule prescrite en

Pièces d'identité au lieu du serment

subsection 145(1), the elector may tender such documents as he considers are satisfactory proof of his identity as an elector qualified to vote at that polling station and where, after perusal of such documents, the deputy returning officer is satisfied that the documents tendered are satisfactory proof of identity as prescribed by the Chief Electoral Officer, the elector shall immediately be allowed to vote, but where the deputy returning officer is not so satisfied, the elector shall take an oath pursuant to subsection (1).

Record of Votes
Cast at an
Advance Poll

(3) No poll book shall be supplied or kept at an advance poll, but the poll clerk at the advance poll shall, under the direction of the deputy returning officer, keep a record in duplicate, in the prescribed form, of the names of all persons who vote at the advance poll (in this Act referred to as a "Record of Votes Cast at an Advance Poll") in the order in which they vote, and shall

(a) mark on the form such notations as he would be required by this Act to mark opposite the elector's name in the poll book at an ordinary polling station; and

(b) direct the elector to sign the form opposite his name thereon.

Examining and
sealing of ballot
box

192. (1) At the opening of an advance poll at 12:00 noon of the first day of voting, the deputy returning officer shall, in full view of such of the agents of registered consultation committees as are present,

(a) open the ballot box and ascertain that there are no ballot papers or other papers or material contained therein;

(b) seal the ballot box with a seal prescribed by the Chief Electoral Officer; and

(c) place the ballot box on a table in full view of all present and keep it so placed until the close of the advance poll on such day of voting.

vertu du paragraphe 145(1), il peut soumettre les pièces qu'il juge suffisantes pour prouver qu'il est habile à voter à ce bureau de scrutin; lorsque le scrutateur juge que les 5 pièces constituent une preuve suffisante 5 d'identité tel que prescrit par le directeur général des élections, l'électeur doit être autorisé à voter sans délai; si la dispense n'est pas accordée, l'électeur doit prêter serment en conformité avec le paragraphe (1). 10

(3) Aucun cahier du scrutin n'est fourni ni tenu à un bureau spécial de scrutin, mais le greffier du scrutin qui s'y trouve doit, sur les instructions du scrutateur, tenir en double, sur la formule prescrite, un registre (appelé, 15 dans la présente loi, «registre du vote à un bureau spécial de scrutin») des noms et adresses de toutes les personnes qui votent au bureau spécial, dans l'ordre où elles ont voté et doit : 20

a) faire, sur la formule, en regard du nom de chaque électeur, les inscriptions qu'il serait tenu de faire, aux termes de la présente loi, dans un cahier du scrutin à un bureau ordinaire de scrutin; 25

b) ordonner à l'électeur d'apposer sa signature sur la formule, en regard de son nom.

192. (1) Lors de l'ouverture du bureau spécial à midi le premier jour du scrutin, le 30 scrutateur doit, bien en vue des personnes, parmi les représentants des comités de consultation agréés qui sont présents :

a) ouvrir la boîte de scrutin et s'assurer qu'elle ne renferme aucun bulletin de vote 35 ni autres papiers ou matières;

b) sceller la boîte de scrutin au moyen d'un sceau métallique spécial prescrit par le directeur général des élections;

c) placer la boîte de scrutin sur une table 40 bien en vue de toutes les personnes présentes et l'y tenir ainsi placée jusqu'à la fermeture du bureau spécial ce jour du scrutin.

Registre du
vote à un
bureau spécial
de scrutin

Examen et scel-
lage de la boîte
de scrutin

Re-opening of
advance poll

(2) At the re-opening of the advance poll at 12:00 noon of the second and third days of voting, the deputy returning officer shall, in full view of such of the agents of registered consultation committees as are present,

(a) unseal and open the ballot box, leaving the special envelope or envelopes containing the ballot papers spoiled or cast on the previous day or days of voting unopened in the ballot box;

(b) take out and open the special envelope containing the unused ballot papers and the Record of Votes Cast at an Advance Poll; and

(c) seal the ballot box and place it upon the table, as prescribed in subsection (1).

Proceedings at
close of advance
poll each day of
voting

(3) At the close of the advance poll at 8:00 p.m. of each of the three days of voting, the deputy returning officer shall, in full view of such of the agents of registered consultation committees as are present,

(a) unseal and open the ballot box;

(b) empty the ballot papers cast during the same day of voting, in such manner as not to disclose for which option any elector has voted, into a special envelope supplied for that purpose, seal the envelope and indicate on the envelope the number of ballot papers;

(c) count the spoiled ballot papers, if any, place them in the special envelope supplied for that purpose, seal the envelope and indicate on the envelope the number of spoiled ballot papers; and

(d) count the unused ballot papers and the names of all persons who have voted at the advance poll, as shown in the Record of Votes Cast at an Advance Poll, and place the unused ballot papers and a copy of such Record in the special envelope supplied for that purpose, seal the envelope with a seal prescribed by the Chief Electoral Officer and indicate on the envelope

(2) Lors de la réouverture du bureau spécial, à midi les deuxième et troisième jours du scrutin, le scrutateur doit, bien en vue des représentants des comités de consultation agréés qui sont présents :

a) desceller et ouvrir la boîte de scrutin, laissant l'enveloppe spéciale ou les enveloppes contenant les bulletins de vote gâtés ou déposés le ou les jours de scrutin précédents, non ouvertes dans la boîte de scrutin;

b) retirer de la boîte de scrutin et ouvrir l'enveloppe spéciale contenant les bulletins de vote inutilisés et le registre du vote à un bureau spécial de scrutin;

c) sceller la boîte de scrutin et la placer sur la table, ainsi que le prescrit le paragraphe (1).

(3) Lors de la fermeture du bureau spécial, à huit heures du soir chacun des trois jours du scrutin, le scrutateur doit, bien en vue des représentants des comités de consultation qui sont présents :

a) desceller et ouvrir la boîte de scrutin;

b) verser les bulletins de vote déposés ce même jour du scrutin, de manière à ne pas révéler en faveur de quelle option un électeur a voté, dans une enveloppe spéciale fournie à cette fin, sceller cette enveloppe avec un sceau prescrit par le directeur général des élections et indiquer sur l'enveloppe le nombre des bulletins de vote;

c) compter les bulletins de vote gâtés, s'il en est, les placer dans l'enveloppe spéciale fournie à cette fin, sceller celle-ci et indiquer sur l'enveloppe le nombre des bulletins de vote gâtés;

d) compter les bulletins de vote inutilisés et les noms des personnes qui, selon le registre du vote, ont voté au bureau spécial de scrutin et placer les bulletins de vote inutilisés ainsi qu'une copie du registre dans l'enveloppe spéciale fournie à cette fin, sceller celle-ci avec un sceau prescrit par le directeur général des élections, et indiquer sur l'enveloppe le nombre des

Réouverture du
bureau spécial

Mesures à prendre chaque jour du scrutin à un bureau spécial à l'heure de la fermeture

the number of unused ballot papers and the number of persons who have voted at the advance poll.

bulletins de vote inutilisés et le nombre de personnes qui ont voté au bureau spécial de scrutin.

Affixing of signatures and seal

(4) The deputy returning officer and poll clerk shall, and such of the agents of registered consultation committees as are present, may affix their signatures on the seals affixed to the special envelopes referred to in this section before those envelopes are placed in the ballot box, whereupon the deputy returning officer shall seal the ballot box, as prescribed in subsection (1).

(4) Le scrutateur et le greffier du scrutin doivent, et les représentants des comités de consultation agréés qui sont présents, peuvent, apposer leurs signatures sur les sceaux appliqués aux enveloppes spéciales mentionnées dans le présent article avant que celles-ci soient déposées dans la boîte de scrutin. Le scrutateur doit alors sceller la boîte de scrutin, ainsi que le prescrit le paragraphe (1).

Apposition des signatures et du sceau spécial

Custody of ballot box

(5) In the intervals between voting hours at the advance poll and until the counting of the ballots commences as prescribed in subsection (7), the deputy returning officer shall keep the ballot box in the deputy returning officer's custody, sealed in the manner prescribed in subsection (1), and such of the agents of registered consultation committees as are present at the close of the advance poll on each of the three days of voting may, if they so desire, take note of the serial number on the special seal used for sealing the ballot box, and may again take note of that serial number at the re-opening of the advance poll on the second and third days of voting and at the counting of the votes in the evening of polling day.

(5) Dans les intervalles entre les heures du scrutin au bureau spécial et jusqu'au dépouillement du scrutin, en conformité avec le paragraphe (7), le scrutateur doit conserver la boîte de scrutin en sa garde, scellée de la manière prescrite au paragraphe (1). Les représentants des comités de consultation agréés qui sont présents à la fermeture du bureau spécial, chacun des trois jours du scrutin peuvent, si ils le désirent, prendre note du numéro de série inscrit sur le sceau spécial utilisé pour sceller la boîte de scrutin; ils peuvent encore prendre note de ce numéro de série, à la réouverture du bureau spécial les deuxième et troisième jours du scrutin et au dépouillement des votes le soir du jour du scrutin.

Garde des boîtes de scrutin

Collecting of Record of Votes Cast at an Advance Poll

(6) As soon as possible after the close of advance polls at eight o'clock in the afternoon of Tuesday, the sixth day before the ordinary polling day, the returning officer shall cause to be collected the original copy of the Record of Votes Cast at an Advance Poll, in the most expeditious manner available, from the deputy returning officer of every advance polling station established in his electoral district.

(6) Aussitôt que possible après la fermeture des bureaux spéciaux à huit heures du soir le mardi sixième jour avant le jour ordinaire du scrutin, le directeur du scrutin doit faire recueillir le registre du vote au bureau spécial de scrutin, de la manière la plus expéditive dont il dispose, du scrutateur de chaque bureau spécial de scrutin établi dans sa circonscription.

Registre du vote à un bureau spécial recueilli

Count of votes on the ordinary polling day

(7) The deputy returning officer shall, not earlier than the closing of the poll on polling day, attend with the deputy returning officer's poll clerk at the place mentioned in the Notice of Holding of Advance Poll, given pursuant to paragraph 189(3)(a), and there, in the presence of such of the agents of registered consultation committees as may attend, open the ballot box and the sealed

(7) Le scrutateur doit au plus tôt à la fermeture du bureau de scrutin le jour du scrutin, être présent avec son greffier du scrutin à l'endroit mentionné dans l'avis de la tenue d'un bureau spécial de scrutin, donné en conformité de l'alinéa 189(3)a). Là, en présence des représentants des comités de consultation agréés qui peuvent s'y trouver, il

Dépouillement du scrutin le jour ordinaire du scrutin

envelopes containing ballot papers, count the votes and take all other proceedings that, pursuant to this Act, are to be taken by deputy returning officers and poll clerks in connection with the conduct of a public consultation after the close of the ordinary poll, except that such statements and other documents as other provisions of this Act may require to be made and to be written in or attached to the poll book shall be made in a special book of statements and oaths relating to advance polls prescribed by the Chief Electoral Officer.

Provisions applicable to advance polls

(8) Subject to this section, sections 188 to 191 and section 193, the provisions of this Act relating to ordinary polls, except subsection 63(3), shall in so far as they are applicable apply to advance polls.

Offence

(9) Every one is guilty of an offence against this Act who, in any manner whatever, makes a count of the votes cast at an advance poll except at the time and in the manner provided in this section.

Striking from lists of electors names of persons who have voted at advance polls

193. (1) As soon as the returning officer has collected the Records of Votes Cast at an Advance Poll pursuant to subsection 192(6), and before the lists of electors are placed in the ballot boxes to be distributed to ordinary polling stations, he shall strike off those lists the names of all electors appearing in those records.

Where lists already distributed

(2) Where the ballot boxes have been distributed to the ordinary polling stations before the returning officer has collected the Records of Votes Cast at an Advance Poll, he shall notify each deputy returning officer concerned by the best means available of the names of electors appearing in the Record of Votes Cast at an Advance Poll that are on the list of electors for his polling station and shall instruct him to strike those names off

doit ouvrir la boîte de scrutin et les enveloppes scellées contenant les bulletins, compter les votes et faire toutes les autres opérations que, conformément à la présente loi, les scrutateurs et greffiers du scrutin doivent faire relativement à la conduite d'une consultation populaire après la fermeture du scrutin ordinaire. Toutefois, les relevés et autres documents que d'autres dispositions de la présente loi peuvent prescrire d'établir ou de rédiger dans le cahier du scrutin ou d'y annexer, doivent être établis dans un livre spécial des déclarations et serments relatifs aux bureaux spéciaux, prescrit par le directeur général des élections.

(8) Sous réserve du présent article, des articles 188 à 191 et de l'article 193, les dispositions de la présente loi relatives aux bureaux ordinaires de scrutin, sauf le paragraphe 63(3) s'appliquent, dans la mesure où elles sont applicables, aux bureaux spéciaux de scrutin.

(9) Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque, de quelque manière que ce soit, compte les votes donnés à un bureau spécial si ce n'est à l'heure et de la manière prévues au présent article.

193. (1) Dès que le directeur du scrutin a recueilli les registres du vote à un bureau spécial de scrutin en conformité du paragraphe 192(6), et avant que les listes des électeurs soient déposées dans les boîtes de scrutin pour être distribuées aux bureaux ordinaires de scrutin, il doit rayer de ces listes les noms de tous les électeurs qui apparaissent dans ces registres.

(2) Si les boîtes de scrutin ont été distribuées aux bureaux ordinaires de scrutin avant que le directeur du scrutin ait recueilli les registres du vote à un bureau spécial de scrutin, il doit notifier à chaque scrutateur intéressé, en se servant des meilleurs moyens disponibles, les noms des électeurs qui apparaissent dans le registre du vote à un bureau spécial de scrutin et qui figurent sur la liste des électeurs de son bureau de scrutin et doit lui donner des instructions pour rayer ces

Dispositions applicables aux bureaux spéciaux de scrutin

Infraction

Les noms des personnes qui ont voté sont rayés des listes électorales

Lorsque les listes d'électeurs ont été distribuées

that list, and each deputy returning officer so instructed shall forthwith comply with those instructions.

noms de cette liste. Chaque scrutateur qui a reçu de semblables instructions doit s'y conformer aussitôt.

Name inadvertently struck off

(3) Where, in complying with subsections (1) and (2), the name of an elector is inadvertently struck off a list of electors, the elector concerned shall be allowed to vote on the ordinary polling day upon taking an oath, in the form prescribed pursuant to subsection 145(1), after the deputy returning officer or the poll clerk has communicated with the returning officer to ascertain if such a mistake has really been made.

(3) Si, dans l'application des paragraphes (1) et (2), le nom d'un électeur est, par mégarde, rayé d'une liste des électeurs, l'électeur intéressé doit être admis à voter le jour ordinaire du scrutin en prêtant serment selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 145(1), après que le scrutateur ou le greffier du scrutin a communiqué avec le directeur du scrutin afin d'établir si une semblable erreur a vraiment été commise.

Nom rayé par mégarde

Proof of identity sufficient

(4) Notwithstanding subsection (3), where an elector is permitted by that subsection to take an oath in the form prescribed pursuant to subsection 145(1), the elector may, instead of taking the oath, submit proof of identity to establish that the elector is entitled to vote at the polling station and if the deputy returning officer is satisfied that the proof of identity is of a class prescribed by the Chief Electoral Officer, the elector shall be entitled to vote forthwith; where the proof of identity is not satisfactory to the deputy returning officer, the elector may take the oath in accordance with subsection (3).

(4) Par dérogation au paragraphe (3), lorsqu'un électeur est tenu de prêter serment en conformité avec ce paragraphe selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 145(1), il peut soumettre des pièces pour prouver qu'il est habile à voter à ce bureau de scrutin; lorsque le scrutateur juge que les 20 pièces constituent une preuve suffisante d'identité tel que prescrit par le directeur général des élections, l'électeur doit être autorisé à voter sans délai; si la dispense n'est pas accordée, l'électeur doit prêter serment en conformité avec le paragraphe (3).

Pièces d'identité au lieu du serment

Copy of records to agents

(5) The returning officer shall, not later than Wednesday, the fifth day before the ordinary polling day, transmit a copy of each Record of Votes Cast at an Advance Poll collected by him pursuant to subsection 192(6) to the electoral district agent of each of registered consultation committee for his electoral district.

(5) Le directeur du scrutin doit, au plus tard le mercredi cinquième jour avant le jour ordinaire du scrutin, transmettre une copie de chaque registre du vote à un bureau spécial de scrutin, recueilli par lui conformément au paragraphe 192(6), à l'agent de circonscription de chaque comité de consultation agréés dans sa circonscription.

Copie du registre aux agents

Voting in the office of the returning officer

194. (1) Subject to this section, sections 150 and 156 and subsections 189(3) and (4) shall, in so far as they are applicable, apply in respect of voting in the office of the returning officer pursuant to this section, except that for such purpose paragraph 189(3)(a) shall be read as though the following subparagraphs were substituted for subparagraphs (i) to (iv) thereof:

194. (1) Sous réserve du présent article, les articles 150 et 156 et les paragraphes 189(3) et (4) s'appliquent, dans la mesure du possible, au vote dans le bureau du directeur du scrutin, prévu au présent article; à ces fins, toutefois, l'alinéa 189(3)a) se lit comme si les sous-alinéas (i) à (iv) étaient remplacés par ce qui suit :

Vote dans le bureau du directeur du scrutin

(i) the location of the office of the returning officer or of any additional assistant returning officer, and

(i) l'emplacement du bureau du directeur du scrutin ou de tout directeur adjoint du scrutin additionnel,

45

(ii) that the counting of the votes cast in the office of the returning officer or of any additional assistant returning officer shall take place in the office where the votes were cast as soon as possible after 8:00 p.m. of polling day;

(ii) que le dépouillement des votes donnés au bureau du directeur du scrutin ou de tout directeur adjoint du scrutin additionnel doit avoir lieu dans le bureau où ils ont été donnés le plus tôt possible après vingt heures le jour du scrutin;

Meaning of
"presiding officer"

(2) For the purposes of this section, "presiding officer" means the returning officer, the assistant returning officer, any additional assistant returning officer appointed pursuant to subsection 21(11) and any other person designated, with the prior approval of the Chief Electoral Officer, by the returning officer in the prescribed manner.

(2) Pour l'application du présent article, «préposé au scrutin» s'entend du directeur du scrutin, du directeur adjoint du scrutin de tout directeur adjoint du scrutin additionnel 10 nommé en vertu du paragraphe 21(11) et de toute autre personne nommée de la façon prescrite par le directeur du scrutin, avec l'approbation du directeur général des élections.

Définition de
«préposé au scrutin»

15

Idem

(3) At a public consultation, any elector
(a) whose name appears on the list of electors for any polling division of an electoral district,
(b) who has submitted an application for revision pursuant to section 88, or
(c) who is the subject of representations made pursuant to section 116,

(3) A une consultation populaire, l'électeur dont le nom figure sur la liste des électeurs dressée pour une section de vote d'une circonscription, celui qui a présenté une demande de révision en vertu de l'article 88 ou celui qui a fait l'objet de représentation en vertu de l'article 116 et qui a des motifs de croire qu'il sera incapable de voter aux bureaux spéciaux de scrutin les jours de vote anticipé ou le jour du scrutin peut voter au bureau du directeur du scrutin ou a celui de tout directeur adjoint du scrutin additionnel nommé par lui en vertu du paragraphe 21(11), en présence du préposé au scrutin entre neuf heures de dix-sept heures le samedi seizième jour avant le jour du scrutin et entre midi et vingt heures tous les autres jours à compter du lundi vingt et unième jour avant le jour du scrutin jusqu'au dernier vendredi avant le jour du scrutin, à l'exception du dimanche et des jours fixés pour la tenue des bureaux spéciaux de scrutin.

Idem

and who has reason to believe that the elector will be unable to vote on the days fixed for the advance poll and the ordinary poll may vote in the office of the returning officer for that electoral district, or in the office of any additional assistant returning officer appointed pursuant to subsection 21(11), before the presiding officer, between the hours of 9:00 a.m. and 5:00 p.m. on Saturday the sixteenth day before polling day and between the hours of 12:00 noon and 8:00 p.m. on any other day during the period beginning on Monday, the twenty-first day before polling day, and ending on the last Friday before polling day, except on a Sunday and any day fixed for the advance poll.

40

Examining and
sealing ballot
box

(4) At noon on Monday, the twenty-first day before polling day, in the presiding officer's office and in full view of such of the agents of registered consultation committees as are present, the returning officer or the additional assistant returning officer shall

(4) A midi, le lundi vingt et unième jour avant le jour du scrutin, le directeur du scrutin ou le directeur adjoint du scrutin additionnel, selon le cas, dans son bureau et 45

Examen et scel-
lage des boîtes
de scrutin

(a) open the ballot box and ascertain that there are no ballot papers or other papers or material contained therein;

(b) seal the ballot box again with a special seal prescribed by the Chief Electoral Officer;

(c) note the number of the seal on a prescribed form of record, in this Act called the "Record of Voting in the Office of the Returning Officer"; and

(d) forthwith advise in writing every agent of the number appearing on the seal.

bien en vue des personnes, parmi les représentants des comités de consultation agréés, qui sont présentes doit :

a) ouvrir la boîte de scrutin et s'assurer qu'elle ne renferme aucun bulletin de vote ni autres papiers ou matières;

b) sceller de nouveau la boîte de scrutin au moyen d'un sceau spécial prescrit par le directeur général des élections;

c) noter le numéro du sceau sur la formule prescrite, appelée, dans la présente loi, «registre du vote au bureau du directeur du scrutin»;

d) aviser par écrit sans délai tous les agents du numéro du sceau.

Duties of presiding officer

(5) Where a person comes to the returning officer's office to vote pursuant to this section, the presiding officer shall ensure that

(a) the name of that person appears on the list of electors for a polling division in the returning officer's electoral district,

(b) the person has made an application for revision under section 88, or

(c) the person has been the object of representations pursuant to section 116

and, where the presiding officer is so satisfied, the elector shall be permitted to vote after the elector has

(d) produced satisfactory proof of identity, and

(e) completed and signed, in the presence of the presiding officer, a declaration in the form prescribed by the Chief Electoral Officer and printed on an envelope (in this section referred to as the "outer envelope"), stating

(i) the elector's name and address,

(ii) the elector has reason to believe that the elector will be unable to vote on the days fixed for the advance poll and the ordinary poll, and

(iii) that the elector has not previously voted and will not attempt to vote again at that public consultation.

(5) Dès qu'il est convaincu que le nom d'une personne qui se présente devant lui pour voter en conformité avec le présent article est inscrit sur la liste des électeurs d'une section de vote de la circonscription, ou que cette personne a présenté une demande de représentation en vertu de l'article 88 ou a fait l'objet de représentations en vertu de l'article 116, le préposé au scrutin doit lui permettre de voter pourvu qu'elle ait :

a) présenté une preuve suffisante d'identité;

b) rempli et signé, en présence du préposé au scrutin, une déclaration, suivant la formule prescrite par le directeur général des élections, imprimée sur une enveloppe (au présent article, appelée «enveloppe extérieure») indiquant :

(i) ses nom et adresse,

(ii) qu'il a des raisons de croire ne pas pouvoir voter les jours prévus pour les bureaux spéciaux de scrutin et le jour du scrutin,

(iii) le fait qu'il n'a pas encore voté et ne tentera pas de voter de nouveau à cette consultation populaire.

Devoirs du préposé au scrutin

Idem

(6) The presiding officer shall, in the presence of the elector,

- (a) certify the completed and signed declaration referred to in paragraph (5)(b) in the place provided therefor on the form of declaration prescribed by the Chief Electoral Officer; 5
- (b) consecutively number each outer envelope on which a declaration is completed and signed in the order in which the declaration is completed and signed; and 10
- (c) enter on the Record of Voting in the Office of the Returning Officer the name of the elector, the number placed pursuant to paragraph (b) on the outer envelope on which the completed and signed declaration of the elector appears and such other notations as a poll clerk would be required by this Act to mark opposite the elector's name in the poll book if the elector voted before the poll clerk at an ordinary polling station. 20

Idem

(7) After an elector has complied with subsection (5) and the presiding officer has complied with subsection (6), the presiding officer shall, subject to subsection (1), give the elector a ballot paper and allow him to vote. 25

Disposition of
ballot paper
after elector has
voted

(8) Upon the return to him by the elector of the ballot paper folded as required by section 150, the presiding officer shall, in full view of the elector, forthwith 30

- (a) without unfolding it, ascertain by examination of the initials and printed serial number that it is the same ballot paper that was given to the elector; and 35
- (b) if it is the same ballot paper, remove and destroy the counterfoil in full view of the elector and himself deposit the ballot paper in a plain envelope (in this section referred to as the "inner envelope"), seal the inner envelope and deposit the inner envelope in the outer envelope on which 40

(6) Le préposé au scrutin doit, en la présence de l'électeur :

- a) certifier, à l'endroit prévu à cet effet sur la formule de déclaration prescrite par le directeur général des élections, la déclaration remplie et signée, visée à l'alinéa (5)b); 5
- b) numéroter consécutivement les enveloppes extérieures selon l'ordre de rédaction et de signature de la déclaration; 10
- c) inscrire sur le registre du vote au bureau du directeur du scrutin les nom et adresse de l'électeur, le numéro marqué, en conformité avec l'alinéa b), sur l'enveloppe extérieure remplie par l'électeur ainsi que toute autre note que le greffier du scrutin est tenu d'inscrire dans un cahier de scrutin en regard du nom de l'électeur lorsque le vote a lieu dans un bureau de scrutin ordinaire. 20

Idem

(7) Après que l'électeur a satisfait aux exigences du paragraphe (5), le préposé au scrutin, après s'être conformé au paragraphe (6), doit, sous réserve du paragraphe (1), remettre à l'électeur un bulletin de vote et lui permettre de voter. 25

Idem

(8) Lorsqu'un électeur lui remet un bulletin de vote plié en conformité de l'article 150, le préposé au scrutin doit, sous les yeux de cet électeur : 30

- a) sans le déplier, constater par l'examen des initiales et du numéro de série imprimé, que ce bulletin de vote est bien celui qu'il a remis à l'électeur;
- b) si c'est le même bulletin de vote, déta- 35
cher le talon et le détruire, et déposer lui-même le bulletin de vote dans une enveloppe ordinaire (au présent article appelée «enveloppe intérieure»), la sceller et l'insérer dans l'enveloppe extérieure appropriée 40
qu'il scelle et dépose dans la boîte de scrutin.

Comment dis-
poser du bulle-
tin de vote
après le vote

the elector has completed and signed the declaration, seal the outer envelope and deposit it in the ballot box.

Voting procedure where elector unable to mark ballot paper

(9) Where the elector is blind, unable to read or so physically incapacitated that he is unable to vote personally in the manner prescribed by section 150 and the elector does not wish to or it is not possible for him to vote in the manner described in paragraph 150(14)(b), the presiding officer shall, on the application of the elector and in the presence of at least one other elector who has been sworn to secrecy, assist the elector by marking the elector's ballot paper in the manner directed by the elector.

(9) Lorsque l'électeur ne peut voter de la manière prescrite par l'article 150 parce qu'il ne peut pas lire, qu'il est aveugle ou frappé d'une incapacité physique et qu'il ne veut pas ou ne peut pas voter de la manière prévue à l'alinéa 150(14)b), le préposé au scrutin doit, lorsque l'électeur le lui demande, prêter son concours en marquant son bulletin de vote comme cet électeur l'ordonne, en présence d'au moins un autre électeur, tenu, par serment, au secret.

Comment doit voter un électeur incapable de marquer son bulletin

Custody of ballot box

(10) In the intervals between voting hours in the office of the returning officer and until one hour before the closing of the poll on polling day, the sealed ballot box shall be kept under lock and key in the custody of the returning officer or the additional assistant returning officer.

(10) Dans les intervalles entre les heures du scrutin au bureau du directeur du scrutin et jusqu'à l'heures précédant la fermeture du bureau de scrutin le jour ordinaire du scrutin, la boîte de scrutin scellée doit être gardée sous clé en la garde du directeur du scrutin.

Garde de la boîte de scrutin

Examination of seal

(11) Such of the agents registered consultation committees as are present on any day at the opening or closing of the hours for voting in the office of the presiding officer may, if they so desire, take note of the serial number on the seal placed on the ballot box pursuant to paragraph (4)(b) and may again take note of the serial number on such seal at the opening of the ballot box and counting of the votes pursuant to subsections (18) and (20) in the evening of the polling day.

(11) Les représentants des comités de consultation agréés qui sont présents à l'ouverture ou la fermeture du bureau du préposé au scrutin pour fins du vote peuvent, si ils le désirent, prendre note du numéro de série inscrit sur le sceau apposé à la boîte de scrutin en conformité de l'alinéa (4)b). Ils peuvent encore prendre note du numéro de série sur le sceau à l'ouverture de la boîte de scrutin et au dépouillement des votes, en conformité avec les paragraphes (18) et (20), le soir du jour du scrutin.

Examen du sceau

Striking from lists of electors names of persons who voted in office of returning officer

(12) Before the opening of the poll on the first day of the advance poll, the returning officer shall strike off the lists of electors to be used at the advance poll the names of all electors who have voted in the returning officer's office or in the office of any additional assistant returning officer and as soon as possible after the last Friday before polling day, the returning officer shall strike off the lists of electors to be used at the ordinary poll the names of all electors who have voted in the office of the returning officer or in the office of an assistant returning officer.

(12) Avant l'ouverture des bureaux, le premier jour de la tenue des bureaux spéciaux de scrutin, le directeur du scrutin doit rayer des listes des électeurs qui sont utilisées à ces bureaux spéciaux de scrutin les noms de tous les électeurs qui ont voté dans son bureau, ou dans le bureau d'un directeur adjoint du scrutin additionnel. Il doit en outre, le plus tôt possible après le dernier vendredi avant le jour du scrutin, rayer des listes des électeurs qui sont utilisées aux bureaux ordinaires de scrutin, les noms de

Les noms des personnes qui ont voté sont rayés des listes des électeurs

Where lists
already dis-
tributed

(13) Where the ballot boxes have been distributed to the advance polling stations or ordinary polling stations before the returning officer has struck off the official lists of electors to be used at such advance polls or ordinary polls the names of the electors who have voted in the office of a presiding officer, the returning officer shall notify each deputy returning officer concerned by the best means available of the names of the electors 10 who have so voted and instruct each such officer to strike those names off that list, and each such officer so instructed shall forthwith comply with those instructions.

Name inadver-
tently struck off

(14) Where, in complying with subsection 15 (12) or (13), the name of an elector is inadvertently struck off a list of electors, the elector concerned shall be allowed to vote at the advance poll or at the ordinary poll upon taking an oath, in the prescribed form, after 20 the deputy returning officer has ascertained from the returning officer that such a mistake has really been made.

Proof of iden-
tity sufficient

(15) Notwithstanding subsection (14), where an elector is permitted by that subsection to take an oath in the form prescribed, the elector may, instead of taking the oath, submit proof of identity to establish that the elector is entitled to vote at the polling station and if the deputy returning officer is 30 satisfied that the proof of identity is of a class prescribed by the Chief Electoral Officer the elector shall be entitled to vote forthwith; where the proof of identity is not satisfactory to the deputy returning officer, the 35 elector may take the oath in accordance with subsection (14).

Copy of Record
to agents

(16) Before the opening of the poll on the first day of the advance poll and as soon as possible after the last Friday before polling 40 day, the returning officer shall transmit a copy of the Record of Voting in the Office of the Returning Officer to the agent of each registered consultation committee.

toutes les personnes qui ont voté dans son bureau ou dans le bureau d'un directeur adjoint du scrutin additionnel.

(13) Lorsque les boîtes de scrutin ont été distribuées aux bureaux spéciaux ou aux bureaux ordinaires de scrutin avant qu'il n'ait pu rayer les noms des électeurs, qui ont 5 voté dans le bureau d'un préposé au scrutin, des listes officielles des électeurs qui seront utilisées dans chaque cas, le directeur du 10 scrutin doit notifier à chaque scrutateur en cause, en se servant des meilleurs moyens disponibles, les noms des électeurs qui ont déjà voté et lui enjoindre de rayer ces noms de cette liste. Chaque scrutateur qui a reçu 15 de semblables instructions doit s'y conformer aussitôt.

(14) Si, dans l'application des paragraphes (12) et (13), le nom d'un électeur est, par mégarde, rayé d'une liste des électeurs, 20 l'électeur intéressé doit être admis à voter au bureau spécial ou au bureau ordinaire du scrutin en prêtant serment selon la formule prescrite, après que le scrutateur a établi, en s'adressant au directeur du scrutin qu'une 25 semblable erreur a vraiment été commise.

(15) Nonobstant le paragraphe (14), lorsqu'un électeur est tenu de prêter serment en conformité avec ce paragraphe selon la formule prescrite, il peut soumettre des 30 pièces d'identité pour prouver qu'il est habile à voter à ce bureau de scrutin; lorsque le scrutateur juge que les pièces constituent une preuve suffisante d'identité tel que prescrit par le directeur général des élections, l'élec- 35 teur doit être autorisé à voter sans délai; si la dispense n'est pas accordée, l'électeur doit être autorisé à voter sans délai; si la dispense n'est pas accordée, l'électeur doit prêter serment en conformité avec le paragraphe 40 (14).

(16) Avant l'ouverture des bureaux, le premier jour de la tenue des bureaux spéciaux et le plus tôt possible après le dernier vendredi avant le jour ordinaire du scrutin, le 45 directeur du scrutin doit transmettre au

Procédures lors-
que les listes
ont été distri-
buées

Nom rayé par
mégarde

Pièce d'identité
au lieu du ser-
ment

Copie du Regis-
tre aux agents

Appointment of
deputy return-
ing officer and
poll clerk

(17) For the purpose of counting the votes cast in the office of a presiding officer, the returning officer shall, in the manner prescribed by this Act, appoint a deputy returning officer and a poll clerk for each such office.

Opening of bal-
lot box on poll-
ing day

(18) Subject to subsection (19), after 2:00 p.m. on polling day, the deputy returning officer appointed pursuant to subsection (17), in the office of a presiding officer and in the presence of such of the agents of registered consultation committees as are present or, if none of such persons is present, in the presence of at least two electors, shall

(a) count the number of electors whose names appear in the Record of Voting in the Office of the Returning Officer and enter such number in the Record on the line immediately below the name of the elector who voted last, as follows: "The number of electors who voted in this office is (stating the number)," and sign his name thereto;

(b) open the ballot box, empty its contents upon the table and seal the ballot box again with a special metal seal prescribed by the Chief Electoral Officer;

(c) examine, for the purposes of subsections (24) and (25), every outer envelope taken out of the ballot box;

(d) when all the outer envelopes have been so examined, open them and remove the inner envelopes containing the ballot papers, but without opening the inner envelopes; and

(e) forthwith place the unopened inner envelopes in the sealed ballot box.

Notice

(19) The returning officer shall inform each agent of the exact time the deputy returning officer proposes to commence the operations referred to in paragraphs 18(a) to (e).

représentant de chaque comité de consultation agréé une copie du registre du vote au bureau du directeur du scrutin.

(17) Le directeur du scrutin doit, afin de compter les votes reçus aux bureaux des préposés au scrutin nommer, pour chacun de ces bureaux, de la manière prescrite par la présente loi, un scrutateur et un greffier du scrutin.

Nomination
d'un scrutateur
et d'un greffier
du scrutin

(18) Sous réserve du paragraphe 19, après quatorze heures le jour du scrutin, le scrutateur en présence des représentants des comités de consultation agréés qui sont présents ou, à défaut, en présence d'au moins deux électeurs, doit :

Ouverture de la
boîte de scrutin
le jour du scrut-
in

a) compter le nombre d'électeurs dont le nom figure au registre du vote au bureau du directeur du scrutin et y inscrire, sur la ligne qui suit le nom de l'électeur qui a voté le dernier, en ces termes : «(indiquer le nombre) électeurs ont voté dans ce bureau,» et apposer sa signature;

b) ouvrir la boîte de scrutin, en vider le contenu sur la table et la sceller de nouveau au moyen d'un sceau métallique spécial prescrit par le directeur général des élections;

c) aux fins des paragraphes (24) et (25), examiner toutes les enveloppes extérieures qui se trouvaient dans la boîte de scrutin;

d) ouvrir, après les avoir examinées, les enveloppes extérieures et en retirer, sans les ouvrir, les enveloppes intérieures qui contiennent les bulletins de vote;

e) déposer sans délai les enveloppes intérieures dans la boîte de scrutin scellée.

Avis

(19) Le directeur du scrutin doit aviser chacun des agents de l'heure exacte du début des opérations prévues aux alinéas (18)a) à e) avant d'y procéder.

40

Counting of
ballots

(20) As soon as possible after the closing of the poll on polling day, the deputy returning officer, assisted by the poll clerk, shall, in the presence of such of the persons referred to in subsection (18) as are then present, but, 5 in any event, in the presence of two electors,

(a) open the ballot box and empty its contents upon the table;

(b) count the inner envelopes found in the ballot box in order to determine whether 10 the number found therein corresponds to the number of outer envelopes opened; and

(c) open the inner envelopes and count the votes cast for each option.

(20) Le plus tôt possible après la fermeture du bureau au scrutin le jour du scrutin, le scrutateur, assisté du greffier du scrutin, doit, devant ceux, visés au paragraphe (18), qui sont présents, et, dans tous les cas, en 5 présence de deux électeurs :

a) ouvrir la boîte de scrutin et en vider le contenu sur la table;

b) s'assurer que le nombre d'enveloppes intérieures qui se trouvaient dans la boîte 10 de scrutin correspond au nombre d'enveloppes extérieures ouvertes;

c) ouvrir les enveloppes intérieures et compter les votes donnés en faveur de 15 chaque option.

Dépouillement
du scrutinSpoiled ballot
paper

(21) Any ballot paper that is found in the 15 ballot box other than in an outer envelope shall be so marked and shall be laid aside and deemed to be a spoiled ballot paper and shall not be counted for any option.

(21) Est réputé gâté et invalide tout bulletin de vote se trouvant dans la boîte de scrutin ailleurs que dans une enveloppe extérieure; il est annoté à cet effet et mis de côté.

Bulletin gâté

Idem

(22) An inner envelope that is found in the 20 ballot box other than within an outer envelope when the ballot box is opened pursuant to subsection (18) shall be so marked and shall be laid aside unopened and deemed to be a spoiled ballot. 25

(22) Est réputé gâté tout bulletin se trouvant 20 dans une enveloppe intérieure qui, à l'ouverture de la boîte de scrutin en conformité avec le paragraphe (18), se trouve dans la boîte ailleurs que dans une enveloppe 25 extérieure; l'enveloppe intérieure est annotée à cet effet et mise de côté sans avoir été ouverte.

Idem

Ballot paper in
outer envelope
not to be
rejected

(23) A ballot paper that is not contained in an inner envelope shall not be rejected if it is found in the ballot box in an outer envelope but, after being taken from the outer envelope, such ballot paper shall be 30 placed and sealed in an inner envelope without being unfolded and the envelope shall be deposited in the ballot box with the other inner envelopes pursuant to paragraph (18)(e). 35

(23) Le bulletin de vote qui se trouve dans une boîte de scrutin, dans une enveloppe extérieure mais qui ne se trouve pas dans une 30 enveloppe intérieure ne doit pas être rejeté mais doit être tiré de l'enveloppe extérieure et, sans être déplié, placé dans une enveloppe intérieure qui est scellée et déposée dans la boîte de scrutin en conformité de l'alinéa 35 (18)e).

Un bulletin de
vote se trouvant
dans une enve-
loppe extérieure
ne doit pas être
rejetéSpoiled ballot
paper

(24) Where, on examination of an outer envelope pursuant to paragraph (18)(c), the declaration thereon is found to be unacceptable in that

(a) the identity and address of the elector 40 cannot be determined from the declaration,

(24) Est réputé être un bulletin de vote gâté, l'enveloppe extérieure dont la déclaration, après l'examen prévu à l'alinéa (18)c), se révèle inacceptable parce que :

a) soit la déclaration ne permet pas d'établir l'identité et l'adresse de l'électeur;

40

Bulletin de vote
gâté

(b) the elector is not entitled to vote in the presiding officer's electoral district, or

(c) the declaration has not been signed by the elector or certified by the presiding officer,

that outer envelope shall be deemed to be a spoiled ballot paper.

Idem

(25) An outer envelope bearing a declaration completed and signed by any elector whose name has been struck off the list of electors during the revision of the lists shall be laid aside unopened and shall be deemed to be a spoiled ballot paper.

(26) An outer envelope bearing a declaration completed and signed by an elector who has voted pursuant to subsection 194(2) as a result of an application for revision under section 88 or representations under section 116 and whose name has not been added to the list of electors in the electoral district shall be deemed to be a spoiled ballot paper.

Record of objections

(27) The deputy returning officer shall

(a) keep a record, in the prescribed form, of every objection made by any registered consultation committee agent of a registered consultation committee or elector who is present during the opening of the ballot box and counting of the ballots pursuant to subsections (18) and (20) and such objections shall be numbered consecutively in such record in the order in which they are made;

(b) place a number, corresponding to the number assigned to the objection, on the back of the ballot paper, inner envelope or outer envelope that is the subject of the objection; and

(c) decide every question arising out of the objection.

Decision of deputy returning officer final

(28) The decision of a deputy returning officer pursuant to subsection (27) is final but is subject to reversal on a recount.

b) soit l'électeur n'a pas le droit de voter dans la circonscription du préposé au scrutin;

c) soit la déclaration n'a pas été signée par l'électeur ou attestée par le préposé au scrutin.

(25) Est réputé être un bulletin de vote gâté, l'enveloppe extérieure sur laquelle figure une déclaration signée par un électeur dont le nom a été rayé de la liste électorale pendant la révision des listes; l'enveloppe doit alors être mise de côté sans avoir été ouverte.

Idem

(26) Est réputé être un bulletin de vote gâté, l'enveloppe extérieure sur laquelle figure une déclaration signée par un électeur qui a voté en vertu du paragraphe 194(2) à la suite de la présentation d'une demande de révision en vertu de l'article 88 ou de représentations en vertu de l'article 116 et dont le nom n'a pas été ajouté à la liste des électeurs de la circonscription.

Présomption

(27) Le scrutateur doit :

a) tenir un registre, selon la formule prescrite, de toute objection d'un électeur ou de l'agent d'un comité de consultation enregistrés présent aux opérations prévues aux paragraphes (18) et (20); les objections sont numérotées consécutivement dans l'ordre où elles sont faites;

b) inscrire un numéro correspondant à celui de l'objection, à l'endos du bulletin de vote ou de l'enveloppe auquel il a été fait objection;

c) décider toute question soulevée par cette objection.

Objections notées

(28) La décision d'un scrutateur en conformité avec le paragraphe (27) est finale, mais elle peut être infirmée après un recomptage des votes.

Décision finale du scrutateur

Offences

195. Every one who

(a) makes a false statement in a declaration made pursuant to paragraph 194(5)(b), or

(b) in any other manner contravenes any provision of sections 188 to 192 or section 194,

is guilty of an offence against this Act.

195. Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque :

a) soit fait une fausse déclaration dans une déclaration faite en conformité de l'alinéa 194(5)b);

b) soit contrevient, de toute autre manière, aux dispositions des articles 188 à 192 ou de l'article 194.

Infractions

SUPPLEMENTAL PROVISIONS

PERSONS INELIGIBLE TO ACT AS ELECTION OFFICERS

Who shall not be appointed election officers

196. (1) Subject to this section, none of the following persons shall be appointed as 10 election officers, that is to say:

(a) members of the Queen's Privy Council for Canada or of the executive council of any province of Canada;

(b) members of the Senate or of the Legislative Council of any province of Canada; 15

(c) members of the House of Commons or the Legislative Assembly of any province of Canada or of the Council of the Northwest Territories or the Yukon Territory; 20

(d) judges and deputy judges of any superior, county or district court or any bankruptcy or insolvency court and, in the Yukon Territory and the Northwest Territories, police magistrates; 25

(e) persons who have served in the Parliament of Canada in the session immediately preceding the public consultation or in the session in progress at the time of the public consultation; and 30

(f) persons who have been found guilty by the House of Commons, or by any court for the trial of controverted elections, or other competent tribunal, of any offence or dereliction of duty in violation of this Act, 35 the *Canada Elections Act* or any provincial Act relating to elections or public consultations, or under the *Disfranchising Act*.

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

PERSONNES INHABILES À EXERCER LES FONCTIONS D'OFFICIERS D'ÉLECTION

196. (1) Sous réserve du présent article, 10 aucune des personnes désignées ci-après ne peut être nommée officier d'élection, savoir :

a) les membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada ou du conseil exécutif d'une province du Canada; 15

b) les membres du Sénat ou du conseil législatif d'une province du Canada;

c) les députés à la Chambre des communes ou les membres de l'Assemblée législative d'une province du Canada, ou les membres 20 du Conseil des territoires du Nord-Ouest ou du territoire du Yukon;

d) les juges et les juges adjoints de toute cour supérieure, cour de comté ou de district, cour de faillite et, dans le territoire du Yukon et les territoires du Nord-Ouest, les magistrats de police; 25

e) les personnes qui ont servi comme députés au Parlement fédéral durant la session qui a précédé immédiatement la 30 consultation populaire ou durant une session en cours au moment de la consultation populaire;

f) les personnes trouvées coupables, par la Chambre des communes, ou par un tribunal 35 chargé de l'instruction des élections contestées ou par tout autre tribunal compétent, d'une infraction ou d'un manquement à leurs devoirs, en contravention avec la présente loi, la *Loi électorale du* 40

Personnes qui ne peuvent être nommées officiers d'élection

Qualifications
as electors of
election officers

(2) No person shall be appointed as a returning officer, assistant returning officer, central poll supervisor, deputy returning officer, poll clerk, presiding officer, enumerator, revising officer or revising agent unless that person is qualified as an elector in the electoral district within which that person is to act.

Exception

(3) Where the returning officer finds it impossible to apply the provisions of subsection 196(2) when appointing enumerators, deputy returning officers or poll clerks, the returning officer may, with the approval of the Chief Electoral Officer, appoint as such officers:

(a) Canadian citizens who have attained the age of sixteen years and reside in the electoral district; or

(b) persons who are qualified as electors notwithstanding that they do not reside in the electoral district in which they are to act.

Age of return-
ing officer

(4) No person shall be appointed as a returning officer unless he has attained the age of twenty-one years.

Exceptions

(5) Paragraph (1)(d) shall not be construed to prohibit or prevent a judge from exercising any power conferred upon him by this Act.

OPINION POLLS PROHIBITED

Opinion polls

197. (1) The results of any commissioned opinion poll in relation to a submitted question shall not be printed or broadcast by printed or electronic media during a campaign period.

Offence

(2) Every person who prints or broadcasts or who causes to be printed or broadcast by printed or electronic media the results of any opinion poll referred to in subsection (1) is guilty of an offence and is liable on summary conviction

Canada ou avec toute loi provinciale relative aux élections ou aux termes de la *Loi sur la privation du droit électoral*.

(2) Nul ne peut être nommé directeur du scrutin, directeur adjoint du scrutin, surveillant de centre du scrutin, scrutateur, greffier du scrutin, préposé au scrutin, recenseur ou agent réviseur, s'il n'a pas qualité d'électeur dans la circonscription où il doit agir.

Qualité d'élec-
teur des offi-
ciers d'élection

(3) Le directeur du scrutin, s'il lui est impossible de nommer à titre de recenseur, scrutateur ou greffier du scrutin une personne répondant aux exigences prévues au paragraphe 196(2), peut nommer à ce titre, avec l'approbation du directeur général des élections :

a) soit un citoyen canadien ayant seize ans ou plus qui réside dans la circonscription dans laquelle il est appelé à exercer ses fonctions;

b) soit une personne ayant qualité d'électeur qui ne réside pas dans la circonscription dans laquelle elle est appelée à exercer ses fonctions.

(4) Nul ne peut être nommé directeur du scrutin à moins d'avoir atteint l'âge de vingt-et-un an.

(5) L'alinéa (1)d) ne doit pas s'interpréter comme interdisant à un juge d'exercer quelque pouvoir à lui conféré par la présente loi, ou comme l'en empêchant.

SONDAGES D'OPINION

197. (1) Les résultats de tout sondage d'opinion commandité portant sur une question soumise ne peuvent pas être publiés ou diffusés par la presse écrite ou électronique au cours d'une campagne.

(2) La personne qui publie ou diffuse ou qui fait publier ou diffuser les résultats d'un sondage d'opinion commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire :

Sondages d'opi-
nion

Infraction et
peine

(a) in the case of an individual, to a fine not exceeding five thousand dollars; and

(b) in the case of a corporation, to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

a) s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende d'au plus cinq mille dollars;

b) s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars.

5

POLITICAL BROADCASTS

ÉMISSIONS POLITIQUES

No broadcasts
outside of
Canada

198. (1) Every person who, with intent to influence persons to give or refrain from giving their votes at public consultation uses, aids, abets, counsels or procures the use of any broadcasting station outside of Canada, 10 during public consultation, for the broadcasting of any matter having reference to a public consultation, is guilty of an illegal practice and of an offence against this Act.

198. (1) Quiconque, avec l'intention de porter des personnes à déposer ou s'abstenir de donner leur vote à une consultation populaire, utilise une station de radiodiffusion à l'étranger, ou aide, encourage ou incite quelqu'un à utiliser ou lui conseille d'utiliser 10 une telle station, pendant une consultation populaire, pour la diffusion de toute matière se rapportant à une consultation populaire, est coupable d'un acte illicite et d'une infraction à la présente loi.

5 Interdiction de
radiodiffuser à
l'étranger

15

Idem

(2) Where the official agent of a registered consultation committee or any other person acting on behalf of the committee with the agent's actual knowledge and consent, broadcasts outside of Canada a speech or any entertainment or advertising program 20 during public consultation, in favour or on behalf of any registered consultation committee the official agent is guilty of an illegal practice and of an offence against this Act.

(2) Lorsque l'agent officiel d'un comité de consultation agréé ou toute autre personne agissant au nom du comité à la connaissance de ce dernier et avec son consentement, radiodiffuse à l'étranger un discours ou un 20 programme divertissant ou publicitaire pendant une consultation populaire, en faveur ou pour le compte d'un comité de consultation agréé à une consultation populaire, l'agent est coupable d'un acte illicite et 25 d'une infraction à la présente loi.

Idem

Punishment

(3) Every one who is guilty of an offence 25 referred to in subsection (2) or (3) is liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

(3) Quiconque est coupable d'une infraction mentionnée aux paragraphes (2) ou (3) est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende de cinq mille 30 dollars au plus.

Peine

Convening of
representatives

199. (1) Within seven days from the day of the issue of the writs, the Chief Electoral 30 Officer shall convene a meeting of two representatives, designated in writing by the chairperson of each registered consultation committee for the purpose of commencing consultations with a view to selecting a 35 person to be appointed Broadcasting Arbitrator.

199.1 (1) En vue d'entamer les consultations pour le choix d'un arbitre, le directeur général des élections convoque à une réunion deux représentants, désignés par écrit par le 35 président de chacun des comités de consultation agréés. Le délai de convocation est de sept jours suivant la date de l'émission des brefs.

Convocation
des représen-
tants des comi-
tés

Chairman	(2) The Chairman at the meeting referred to in subsection (1) and at all consultations held pursuant to that subsection shall be a person designated by the Chief Electoral Officer.	(2) Le directeur général des élections désigne le président de la réunion visée au paragraphe (1) ainsi que des consultations qui s'ensuivent.	Présidence
Report	(3) The representatives of the registered consultation committees referred to in subsection (1) convened pursuant to subsection (1) shall, not later than three days after the date of the meeting referred to in subsection (1), make the results of their consultations known to the Chief Electoral Officer in a report in writing signed by each of them.	(3) Les représentants des comités de consultation agréés visés au paragraphe (1) communiquent au directeur général des élections le résultat de leurs consultations dans un rapport écrit signé par chacun d'eux. Cette communication a lieu au plus tard trois jours après la réunion convoquée en application du paragraphe (1).	5 Rapport
Unanimous selection	(4) Where the representatives of the registered consultation committees referred to in subsection (1) are unanimous in their selection of a Broadcasting Arbitrator, the person selected shall forthwith be appointed Broadcasting Arbitrator by the Chief Electoral Officer.	(4) Le directeur général des élections nomme sans délai arbitre la personne choisie à l'unanimité par les représentants.	Unanimité 15
Chief Electoral Officer decides if no selection	(5) Where the chairpersons of the registered consultation committees referred to in subsection (1) are unable to reach a unanimous decision respecting the selection of a Broadcasting Arbitrator, the selection and appointment of the Broadcasting Arbitrator shall be made thereafter by the Chief Electoral Officer.	(5) À défaut d'unanimité parmi les représentants des comités de consultation agréés visés au paragraphe (1), le directeur général des élections choisit et nomme l'arbitre.	Absence d'unanimité
Term of office	200. (1) The term of office of every Broadcasting Arbitrator shall expire six weeks after polling day at the public consultation next following his appointment.	200. (1) Le mandat de l'arbitre expire six semaines après le jour du scrutin de la consultation populaire qui suit sa nomination.	20 Mandat
Removal for cause	(2) A Broadcasting Arbitrator may only be removed from office by the Chief Electoral Officer for cause.	(2) Le directeur général des élections ne peut destituer l'arbitre que pour motifs valables.	Destitution pour motifs valables 25
Salary	(3) A Broadcasting Arbitrator is entitled to be paid such salary or other amount by way of remuneration as may be fixed by the Chief Electoral Officer payable from the money that Parliament may appropriate for such purpose.	(3) L'arbitre a droit à la rémunération que fixe le directeur général des élections payable sur les deniers que la Parlement peut affecter à cette fin.	Traitement
Vacancy during election or public consultation	201. In the event of the death, incapacity, resignation or removal of the Broadcasting Arbitrator during a general election or public	201. Si le décès, l'empêchement, la démission ou la destitution de l'arbitre survient pendant une élection ou une consultation	30 Vacance pendant une élection ou une consultation populaire

consultation, the Chief Electoral Officer shall forthwith select and appoint a new Broadcasting Arbitrator.

populaire, le directeur général des élections choisit et nomme sans délai un nouvel arbitre.

Broadcasting time to be provided to registered consultation committees

202. (1) In the broadcasting period at a public consultation every broadcaster shall, subject to the regulations made pursuant to the *Broadcasting Act* and to the conditions of its licence, make available for purchase by all registered consultation committees for the transmission of political announcements and other programming produced by or on behalf of the registered consultation committees an aggregate of six and one-half hours of broadcasting time during prime time on its facilities.

202. (1) Pendant la période de radiodiffusion, lors d'une consultation populaire, tout radiodiffuseur doit, sous réserve des règlements d'application de la *Loi sur la radiodiffusion* et des conditions de sa licence, libérer pour achat par les comités de consultation agréés, un total de six heures et demi de temps d'émission, aux heures de grande écoute, sur ses installations, pour transmission de messages ou émissions politiques produits par ou pour ces comités.

Temps d'émission accordé aux partis enregistrés

Where broadcaster is affiliated with network

(2) Where a broadcaster is affiliated with a network, such part of the broadcasting time to be made available under subsection (1) as may be determined by agreement between the broadcaster and the network operator shall be made available by the network operator during the portion of the broadcaster's prime time broadcasting schedule that has been delegated to the control of the network operator.

(2) Lorsqu'un radiodiffuseur est affilié à un réseau, la portion du temps d'émission visé au paragraphe (1), sur laquelle se sont entendus le radiodiffuseur et l'exploitant du réseau, doit être libérée pendant les portions de l'horaire de programmation de grande écoute qui sont déléguées au contrôle de l'exploitant.

Affiliation du radiodiffuseur à un réseau

Request for meeting

203. (1) The official agent of any registered consultation committee may request in writing that the Broadcasting Arbitrator convene a meeting of representatives of all registered consultation committees for the purpose of commencing consultations with a view to allocating the broadcasting time to be made available under section 202.

203. (1) L'agent officiel d'un comité de consultation agréé peut, par écrit, demander à l'arbitre, de convoquer à une réunion les représentants de tous les comités de consultation agréés en vue d'entamer les consultations pour la répartition du temps d'émission à libérer sous le régime de l'article 202.

Demande de convocation d'une réunion des représentants des comités

Meeting convened

(2) Within three days after the receipt of a request referred to in subsection (1), the Broadcasting Arbitrator shall contact the official agent or chairpersons of all registered consultation committees and convene a meeting of representatives of those committees for the purpose of commencing consultations with a view to allocating the broadcasting time to be made available under section 202.

(2) Dans les trois jours suivant la réception de la demande mentionnée au paragraphe (1), l'arbitre communique avec l'agent officiel ou le chef de tous les comités de consultation agréés et convoque la réunion visée à ce paragraphe.

Convocation de la réunion

Chairman

(3) The Broadcasting Arbitrator shall act as Chairman at the meeting referred to in subsection (2) and at all consultations held pursuant to that subsection.

(3) L'arbitre préside les réunions visées au paragraphe (2) ainsi que les réunions de consultation tenues sous le régime de ce paragraphe.

Présidence

No allocation

204. (1) A registered consultation committee that, subsequent to being contacted pursuant to subsection 203(2),

(a) indicates in writing to the Broadcasting Arbitrator that it does not wish to be allocated any of the broadcasting time to be made available under section 202, or

(b) fails, prior to the meeting referred to in subsection 203(2), to communicate to the Broadcasting Arbitrator its intentions regarding the allocation of the broadcasting time to be made available under section 202 and fails to have its representative attend the meeting, shall not be allocated, under this section, any of the broadcasting time to be made available under section 202.

Agreement on allocation

(2) Where, pursuant to consultations between the representatives of the registered consultation committees, other than registered consultation committees referred to in subsection (1), a unanimous agreement on the allocation of the broadcasting time to be made available under section 202 is reached, that allocation shall be binding on all registered consultation committees.

Broadcasting Arbitrator decides where no agreement

(3) Where no unanimous agreement on the allocation of the broadcasting time to be made available under section 202 is reached within four days after the meeting referred to in subsection 203(2), the broadcasting time to be made available under section 202 shall be allocated by the Broadcasting Arbitrator, which allocation shall be final and binding on all registered consultation committees.

Equal allocation

(4) Subject to subsection (5), the broadcasting time to be made available under section 202 by the Broadcasting Arbitrator shall be allocated equally among each registered consultation committees.

Discretion re allocation

(5) Where the Broadcasting Arbitrator considers that an allocation determined in accordance with subsection (4) would be unfair to any of the registered consultation committees or contrary to public interest, he

204. (1) Nul temps d'émission à libérer sous le régime de l'article 202 ne peut être accordé au comité de consultation agréé qui, après la communication visée au paragraphe 203(2) :

a) soit informe par écrit l'arbitre qu'il ne désire pas se voir accorder du temps d'émission sous le régime de l'article 202;

b) soit ne communique pas à l'arbitre ses intentions quant à la répartition du temps d'émission à libérer sous le régime de l'article 202 avant la réunion visée au paragraphe 203(2) et omet de se faire représenter à cette réunion.

(2) La répartition unanime du temps d'émission à libérer entre les comités de consultation agréés, autres que ceux visés au paragraphe (1), sous le régime de l'article 202, découlant des consultations entre leurs représentants est péremptoire et lie ces comités.

(3) À défaut d'accord unanime sur la répartition du temps d'émission sous le régime de l'article 202 au cours des quatre jours suivant la réunion visée au paragraphe 203(2), l'arbitre répartit ce temps d'émission; cette répartition est péremptoire et lie tous les comités de consultation agréés.

(4) Sous réserve du paragraphe (5), l'arbitre accorde, pour procéder à la répartition visée au présent article, le même temps d'émission à chacun des comités de consultation agréés.

(5) S'il estime que la répartition effectuée conformément au paragraphe (4) serait inéquitable pour l'un des comités de consultation agréés ou contraire à l'intérêt public, l'arbitre peut, sous réserve des paragraphes

Cas où aucun temps d'émission n'est attribué

5

Unanimité

Absence d'unanimité

Répartition égale

Latitude quant à la répartition

may modify the allocation in any manner he deems fit and such modified allocation shall constitute his allocation under this section.

(5) et (6), la modifier selon ce qu'il estime approprié. La répartition modifiée est alors réputée la répartition visée au présent article.

Notification of allocation

(6) The Broadcasting Arbitrator shall, as soon as possible, by notice in writing, notify every registered consultation committee of every allocation made by Broadcasting Arbitrator or by the committees under this section.

(6) L'arbitre informe, dès que possible, par avis écrit, les comités de consultation agréés de toute répartition que les comités ou lui-même ont effectuée conformément au présent article.

Notification

Broadcasters to be notified

205. (1) The Broadcasting Arbitrator shall notify the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission of every allocation under section 204 as soon as possible after the making or the requesting thereof and the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission shall notify every broadcaster and every network operator of every such allocation and entitlement forthwith thereafter.

205. (1) L'arbitre informe le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes de toute répartition de temps d'émission effectuée sous le régime de l'article 204 aussitôt après que la répartition a été effectuée ou que la demande a été formulée; de plus, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes doit notifier sans délai chaque radiodiffuseur et chaque exploitant de réseau de cette répartition ou de ce droit.

Notification aux radiodiffuseurs

Information to committees

(2) The Broadcasting Arbitrator shall, on request, provide all registered consultation committees with the names and addresses of all broadcasters and network operators.

(2) L'arbitre fournit, à leur demande, à tous les comités de consultation agréés les nom et adresse de tous les radiodiffuseurs et exploitants de réseau.

Renseignements aux comités

Notice of preference by committee

206. (1) Each registered consultation committee entitled to purchase broadcasting time under this Act shall send a notice in writing to each broadcaster and each network operator from whom it intends to purchase broadcasting time setting out its preference as to the proportion of commercial time and of program time to be made available to it, and the days on which and the hours in which such time as so proportioned is to be made available.

206. (1) Chaque comité de consultation agréé ayant le droit d'acheter du temps d'émission indique par avis écrit à chaque radiodiffuseur et à chaque exploitant de réseau, auxquels il entend acheter du temps d'émission qui doit lui être libéré sous le régime de la présente loi, sa préférence quant à la proportion de temps commercial et à la durée des émissions à lui être libérés et aux jours et aux heures où ils doivent l'être.

Avis de préférence de la part du parti

Consultation to reach agreement

(2) Every broadcaster or network operator who receives a notice referred to in subsection (1) shall, within three days after the receipt thereof, consult with representatives of the registered consultation committees that sent the notice for the purpose of reaching an agreement on the requests contained therein.

(2) Tout radiodiffuseur ou exploitant de réseau qui reçoit un avis mentionné au paragraphe (1) doit, dans un délai de trois jours, consulter les représentants des comités de consultation agréés qui ont expédié l'avis, dans le but de parvenir à un accord sur les demandes formulées dans l'avis.

Consultation en vue d'un accord

Contents of agreement

(3) On request therefor by a registered consultation committee, a broadcaster or network operator may agree that all or part

(3) Sur demande d'un comité de consultation agréé, un radiodiffuseur ou un exploitant de réseau peut accepter que tout ou partie du temps d'émission à libérer pour

of the broadcasting time to be made available for purchase by the committee may be made available outside prime time; and if the total broadcasting time made available for purchase by the committee does not exceed the time allocated under section 204, the broadcaster or network operator shall be deemed to be in compliance with the requirement in subsection 202(1) that the broadcasting time to be made available for purchase, be made available during prime time.

Where no agreement

(4) Where no agreement is reached under subsection (2) within three days of the commencement of the consultation required by that subsection, the matter shall be referred to the Broadcasting Arbitrator who shall forthwith decide upon the requests and give notice of his decision to the broadcaster or network operator and the representatives of the registered consultation committee that made the requests.

Factors in decision

(5) In making any decision under subsection (4), the Broadcasting Arbitrator shall take into account the following principles:

(a) that each registered consultation committee should have the freedom and flexibility to determine the proportion of commercial time and program time to be made available to it and the days on which and the hours in which such time as so proportioned should be made available; and

(b) that any broadcasting time to be made available to any registered consultation committee should be made available fairly throughout prime time.

Decision binding

(6) A decision of the Broadcasting Arbitrator pursuant to subsection (4) shall be final and binding on the registered consultation committee and the broadcaster or network operator.

Free broadcasting time

207. (1) In the broadcasting period, every network

(a) that reaches a majority of those Canadians whose mother tongue is the same as that in which the network broadcasts,

achat par ce comité puisse être libéré en dehors des heures de grande écoute. Si le temps d'émission total libéré pour achat par ce comité n'excède par le temps d'émission total qui lui est accordé en vertu de l'article 204, ce radiodiffuseur ou cet exploitant de réseau est réputé respecter l'exigence du paragraphe 202(1) prévoyant que le temps d'émission à libérer, pour achat, soit libéré aux heures de grande écoute.

(4) À défaut d'accord dans les trois jours qui suivent le début des consultations visées au paragraphe (2), la question est déferée à l'arbitre qui statue sans délai sur les demandes et notifie sa décision aux représentants des comités de consultation agréés qui ont formulé des demandes ainsi qu'aux radiodiffuseurs ou exploitants de réseau.

(5) L'arbitre tient compte pour prendre sa décision des critères suivants :

a) reconnaître à chaque comité de consultation agréé la liberté et la possibilité de déterminer la proportion de temps commercial et la durée des émissions à lui être libérés et les jours et les heures où ils doivent l'être;

b) libérer équitablement le temps à être libéré à ces comité sur les heures de grande écoute.

(6) La décision que rend l'arbitre en vertu du paragraphe (4) est péremptoire et lie le comité de consultation agréé, et le radiodiffuseur ou l'exploitant de réseau.

207. (1) Pendant la période de radiodiffusion, tout réseau qui, à la fois :

a) rejoint la majorité de la population canadienne dont la langue maternelle est la même que celle de la radiodiffusion,

Défaut d'accord

Critère

Décision péremptoire et définitive

Temps d'émission gratuit

(b) that is licensed with respect to more than a particular series of programs or type of programming, and

(c) that does not involve any broadcasting receiving undertaking

b) détient une licence pour plus d'une série particulière d'émission ou de genre de programmation,

c) n'est relié à aucune entreprise de réception et de radiodiffusion,

shall, subject to the regulations made pursuant to the *Broadcasting Act* and to the conditions of its licence, make available, at no cost, to the registered consultation committees referred to in subsection (2), for the transmission of political announcements and other programming produced by or on behalf of those committees, broadcasting time as determined under that subsection.

doit, sous réserve des règlements d'application de la *Loi sur la radiodiffusion* et des conditions de sa licence, libérer à titre gratuit pour les comités de consultation agréés visés au paragraphe (2) pour transmission de 10 messages ou émissions politiques produits par les comités ou en leur nom, le temps d'émission déterminé au paragraphe (2).

Determination of free broadcasting time

(2) For the purposes of subsection (1), the minimum amount of free broadcasting time a network operator is to make available shall be made available as follows: two minutes to every registered consultation committee referred to in paragraph 204(1)(a).

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le temps d'émission à libérer par un exploitant de réseau est libéré comme suit : deux minutes à chaque comité de consultation agréé visé à l'alinéa 204(1)a.

Détermination du temps d'émission gratuit

Free time not consultation expense

(3) The commercial value of any free broadcasting time made available to a registered consultation committee under this section shall not be taken into consideration in calculating its consultation expenses.

(3) La valeur commerciale de tout temps d'émission gratuit libéré pour un comité de consultation agréé sous le régime du présent article n'est pas comptée dans le calcul de ses dépenses de consultation.

Exclusion

Determination of population reached

(4) For the purposes of subsection (1), a network is deemed to reach

(4) Pour l'application du paragraphe (1), un réseau est réputé rejoindre les personnes qui résident dans les territoires suivants :

Interprétation

(a) people resident within those areas served by broadcasting stations affiliated to the network that,

a) les territoires desservis par les stations de radiodiffusion affiliées au réseau qui comprennent les territoires inclus dans la zone officielle de rayonnement :

(i) in the case of A.M. radio stations, are enclosed by the night-time interference-free official contour of the stations,

(i) de nuit, libre d'interférence, dans le cas des stations de radio MA,

(ii) in the case of F.M. radio stations, are enclosed by the fifty microvolt per metre official contour of the stations, and

(ii) de cinquante microvolts par mètre, dans le cas des stations de radio MF,

(iii) in the case of television stations, are enclosed by the Grade B official contour of the stations; and

(iii) «B», dans le cas des stations de télévision;

(b) people resident outside the areas described in paragraph (a) to whom the signals of broadcasting stations affiliated

b) les autres, qui reçoivent les signaux des stations de radiodiffusion affiliées au réseau par l'intermédiaire d'entreprises de réception de radiodiffusion autorisées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

to the network are available via broadcasting receiving undertakings licensed by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission.

Guidelines

208. The Broadcasting Arbitrator shall issue to all broadcasters and network operators

- (a) a set of guidelines covering
 - (i) the allocation of or entitlement to broadcasting time under this Act, 10
 - (ii) the procedures for booking broadcasting time by registered consultation committees, and
 - (iii) such other matters as may be pertinent to the conduct of broadcasters and 15 network operators under this Act; and
- (b) the guidelines provided to him by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission pursuant to section 209. 20

Idem

209. The Canadian Radio-television and Telecommunications Commission shall, forthwith after the issue of writs for a public consultation, prepare and send to the Broadcasting Arbitrator a set of guidelines as to the applicability of the *Broadcasting Act* and the regulations made thereunder to the conduct of broadcasters and network operators in relation to a public consultation. 25

Offences

210. (1) Every broadcaster or network operator who 30

- (a) violates subsection 202(1) or 207(1),
- (b) fails to comply with any allocation of or entitlement to any broadcasting time under this Act, or 35
- (c) makes available to a registered consultation committee within the period described in subsection 202(1) broadcasting time in excess of that required to be made available by it to that committee 40 under an allocation under section 204 without making available to all other

208. L'arbitre doit délivrer aux radiodiffuseurs et aux exploitants de réseau les documents suivants :

- a) un ensemble de lignes directrices traitant notamment : 5
 - (i) de la répartition de temps d'émission ou du droit découlant de la présente loi,
 - (ii) des modalités de réservation de temps d'émission par les comités de consultation agréés, 10
 - (iii) de toute autre question relative à la conduite des radiodiffuseurs et des exploitants de réseau sous le régime de la présente loi;
- b) un ensemble de lignes directrices que lui 15 fournit le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes conformément à l'article 209.

Lignes directrices

5

10

15

209. Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes doit, dès 20 l'émission des brefs d'une consultation populaire, préparer et expédier à l'arbitre un ensemble de lignes directrices sur l'applicabilité de la *Loi sur la radiodiffusion* et des règlements de cette loi quant à la conduite 25 des radiodiffuseurs et des exploitants de réseau à l'occasion d'une consultation populaire.

Idem

210. (1) Est coupable d'une infraction à la présente loi et encourt, sur déclaration de 30 culpabilité par procédure sommaire, une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars, le radiodiffuseur ou l'exploitant de réseau qui :

- a) soit enfreint les paragraphes 202(1) ou 207(1); 35
- b) soit ne respecte pas la répartition de temps d'émission ou tout droit découlant de la présente loi;

Infractions

35

registered consultation committee proportionate amounts of equivalent broadcasting time in excess of those required to be made available, having regard to the proportions established by the allocation of 5
broadcasting time under section 204,

is guilty of an offence against this Act and is liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

c) soit libre pour un comité de consultation agréé, pendant la période visée au paragraphe 202(1), plus de temps d'émission qu'il n'est tenu d'en libérer à ce comité sous le régime de l'article 204, sans 5
libérer pour tous les comités de consultation agréés des pourcentages supplémentaires équivalents de temps d'émission en plus du temps qu'il était tenu de leur libérer, compte tenu du pourcentage de 10
temps établi lors de la répartition de temps d'émission sous le régime de l'article 204.

Idem

(2) Every person who charges a registered 10
consultation committee or any person acting on its behalf any amount whatever in respect of broadcasting time made available to the committee within the period described in subsection 202(1) that is in excess of the 15
time required to be made available to it under any allocation of broadcasting time established under section 204 is guilty of an offence against this Act and is liable on summary conviction to a fine not exceeding 20
twenty-five thousand dollars.

(2) Est coupable d'une infraction et 15
encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars quiconque exige d'un comité de consultation agréé ou de quelque personne agissant en son nom, un montant quelconque en échange de temps d'émission 20
libéré pour ce comité pendant la période visée au paragraphe 202(1) qui excède le temps d'émission qui doit lui être libéré aux termes d'une répartition de temps d'émission 25
établie sous le régime de l'article 204.

Idem

Rate to be charged to committees for broadcasting time and advertising space

(3) Every person who
(a) charges a registered consultation committee or any person acting on its behalf, a rate for broadcasting time made 25
available to the committee in the period beginning on Sunday the twenty-ninth day before polling day at public consultation and ending on Saturday the second day before polling day that exceeds the lowest 30
rate charged by him for an equal amount of equivalent time on the same facilities made available to any other person at any time within the period, or

(b) charges a registered consultation 35
committee or any person acting on behalf, a rate for an advertisement in a periodical publication published or distributed and made public in the period referred to in paragraph (a) that exceeds the lowest rate 40
charged by him for an equal amount of equivalent advertising space in the same issue of the periodical or in any other issue thereof published or distributed and made public in that period, 45

(3) Est coupable d'une infraction à la présente loi et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende d'au plus vingt-cinq mille dollars, quiconque : 30

a) soit fait payer à un comité de consultation agréé ou à toute personne agissant en son nom, pour le temps d'émission accordé à ce comité pendant la période commençant le dimanche qui tombe le vingt- 35
neuvième jour avant celui du scrutin d'une consultation populaire et se terminant le samedi qui tombe l'avant-veille du jour du scrutin, un tarif supérieur au tarif le plus bas qu'il fait payer pour une période équivalente du même temps accordé sur les mêmes installations à toute autre personne et à tout moment pendant cette période;

b) soit fait payer à un comité de consultation agréé ou à toute personne agissant en 45
son nom, pour une annonce dans une publication périodique éditée ou distribuée et rendue publique pendant la période mentionnée à l'alinéa a), un tarif supérieur

Tarif à imposer aux comités pour le temps d'émission et les annonces

is guilty of an offence against this Act and is liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty-five thousand dollars.

au tarif le plus bas qu'il fait payer pour un emplacement équivalent d'une annonce semblable dans le même numéro ou dans tout autre numéro de cette publication, imprimée, distribuée ou rendue publique 5 pendant cette période.

NOTICES

AVIS

Notices, how given

211. (1) When any election officer is by this Act authorized or required to give a public notice and no special mode of notification is indicated, the notice may be by advertisement, placard, handbill or otherwise as he considers will best effect the intended purpose.

211. (1) Lorsque la présente loi autorise ou oblige un officier d'élection à donner un avis public sans indiquer de mode particulier 10 de le faire, l'avis peut être donné au moyen d'annonce, de placard, de circulaire ou d'autre manière, selon le mode que cet officier d'élection juge le plus utile pour atteindre les fins visées. 15

Manière de donner un avis

Posting up of notices, etc.

(2) Notices and other documents required by this Act to be posted up may, notwithstanding any law of Canada or of a province or of any municipal ordinance or by-law, be affixed by means of tacks or pins to any 15 wooden fence situated on or adjoining any highway, or by means of tacks, pins, gum or paste on any post or pole likewise situated, and such documents shall not be affixed to fences or poles in any manner otherwise. 20

(2) Les avis et autres documents dont l'affichage est requis par la présente loi peuvent, nonobstant toute loi du Canada ou d'une province ou tout règlement ou ordonnance municipale, être fixés au moyen de 20 brochettes ou d'épingles à une clôture de bois située en bordure ou le long de toute route, ou être fixés au moyen de brochettes ou d'épingles, ou collés sur tout poteau ainsi situé. Ces documents ne doivent être apposés 25 sur les clôtures ou les poteaux d'aucune autre manière.

Mode d'affichage

When polls lie in two time zones

212. In an electoral district in which two or more local times are observed, the hours of the day for every operation prescribed by this Act shall be determined by the returning officer with the approval of the Chief Elec- 25 toral Officer, and such hours, after a notice to that effect has been published in the proclamation in the prescribed form, shall be uniform throughout the electoral district.

212. Lorsque l'heure locale n'est pas la même dans toutes les parties d'une circonscription, le directeur du scrutin fixe les 30 heures du jour pour chaque opération prescrite par la présente loi avec l'approbation du directeur général des élections, et ces heures, après qu'un avis à cet effet a été publié dans la proclamation selon la formule prescrite, 35 doivent être uniformes dans toute la circonscription.

Circonscription divisée quant à l'heure locale

COMMUNICATION BY TELEGRAPH OR FACSIMILE TRANSMISSION

COMMUNICATION TÉLÉGRAPHIQUE OU PAR FACSIMILE

Communications by telegraph or facsimile

213. (1) Where it appears to the satisfac- 30 tion of the Chief Electoral Officer, at a time when public consultation is about to be held, that necessary communication for the purposes of the public consultation with or within any electoral district will probably be 35

213. (1) Si, à un moment où une consultation populaire est sur le point d'avoir lieu, le directeur général des élections est convaincu 40 que la rigueur de la saison ou l'absence ou l'interruption temporaire de tout moyen de communication autre que le télégraphe ou le

Communication télégraphique ou par facsimile

interrupted during the public consultation by the severity of the season, or by the absence or severance, temporarily, of any other means of communication than that available by telegraph or facsimile transmission, he may direct that the writ of public consultation and all necessary instructions, information, forms, proclamations, notices, appointments, reports, returns (other than the return of the returning officer as to the result of the consultation) and other consultation documents be transmitted to or within the electoral district to or by the returning officer, deputy returning officers and other election officers, by telegraph or facsimile transmission.

Order as to
details

(2) The Chief Electoral Officer may make such order as to the details of the proceedings at or relating to public consultation to be so transmitted by telegraphic communication or facsimile transmission pursuant to subsection (1) as to him seems proper for best attaining the purpose of this section.

Telegrams or
transmissions
repeated

(3) Every telegraphic communication or facsimile transmission referred to in this section shall be repeated by the person receiving the messages to the person transmitting the same, in order to insure the correctness of the message received.

OATHS AND AFFIRMATIONS

Oaths, by
whom adminis-
tered

214. (1) Where, in this Act, any oath, affirmation, affidavit or statutory declaration is authorized or directed to be made, taken or administered, the oath, affirmation, affidavit or declaration shall be administered by the person who by this Act is expressly required to administer it and, if no particular person is required to administer it, then by the Chief Electoral Officer or a person designated by him in writing, the judge of any court, the returning officer, the assistant returning officer, a postmaster, a revising officer, a deputy returning officer, a poll clerk, a notary public, a judge of a provincial court, a justice of the peace or a commissioner for taking affidavits in the province.

facsimile interrompra probablement durant la consultation les communications nécessaires aux fins de celle-ci, avec ou dans une circonscription, il peut ordonner que le bref de consultation populaire ainsi que les instructions, renseignements, formules, proclamations, avis, commissions, comptes rendus, rapports nécessaires (autres que le rapport du directeur du scrutin sur le résultat de consultation) et tous les autres documents de consultation soient transmis par télégraphe ou par facsimile à destination de la circonscription ou à l'intérieur de celle-ci, au directeur du scrutin aux scrutateurs et aux autres officiers d'élection, ou par ceux-ci.

Ordre quant
aux détails

(2) Le directeur général des élections peut donner, quant aux détails des opérations d'une consultation populaire, ou s'y rattachant, pour être ainsi transmis par communication télégraphique ou par facsimile en conformité avec le paragraphe (1), l'ordre qui lui paraît le plus propre à servir au mieux les fins du présent article.

Répétition des
dépêches

(3) Celui qui reçoit une communication télégraphique, mentionnée au présent article, doit la répéter à l'expéditeur, afin d'assurer l'exactitude de la dépêche reçue.

SERMENTS ET AFFIRMATIONS

Prestation des
serments

214. (1) Lorsque la présente loi donne le pouvoir ou prescrit de recevoir un serment, une affirmation, un affidavit ou une déclaration statutaire, la personne expressément tenue par la présente loi de recevoir le serment, l'affirmation, l'affidavit ou la déclaration statutaire doit le faire. Si aucune personne en particulier n'y est tenue, le directeur général des élections ou la personne qu'il désigne par écrit, le juge d'un tribunal, le directeur du scrutin, le directeur adjoint du scrutin, un maître de poste, un réviseur, un scrutateur, un greffier du scrutin, un notaire public, un juge d'une cour provinciale, un juge de paix ou un commissaire chargé de recevoir les affidavits dans la province peuvent le faire.

No fees for oaths, etc.

(2) All oaths, affirmations, affidavits or declarations administered pursuant to this Act shall be administered gratuitously.

(2) Tous serments, affirmations, déclarations et affidavits reçus en application de la présente loi doivent l'être sans frais.

Serments, etc., reçus sans frais

VOTING UNDER SPECIAL VOTING RULES

VOTE EN VERTU DES RÈGLES ÉLECTORALES SPÉCIALES

Special Voting Rules

215. The qualifications and entitlement to vote of the persons who, in the *Special Voting Rules* set out in Schedule II, are stated to be qualified and entitled to vote under those Rules, and the procedures for the taking, receiving, sorting and counting of the votes of those persons, are as set out in those Rules.

215. Les qualités requises et le droit de vote des personnes qui, dans les *Règles électorales spéciales*, énoncées à l'annexe II, sont déclarées être habiles à voter et avoir le droit de voter en vertu de ces règles, et les procédures pour le vote, la réception, le tri et le compte des bulletins de vote de ces personnes, sont celles énoncées dans ces règles.

Règles électorales spéciales

VOTING UNDER THE CANADIAN PRISONERS OF WAR VOTING RULES

VOTE EN VERTU DES RÈGLES SUR LE VOTE DES PRISONNIERS DE GUERRE CANADIENS

Canadian Prisoners of War Voting Rules

216. The qualifications and entitlement to vote of the persons who, in the *Canadian Prisoners of War Voting Rules* set out in Schedule IV of the *Canada Elections Act*, are stated to be qualified and entitled to vote under those Rules, and the procedures for the taking, receiving, sorting and counting of the votes of those persons, are as set out in those Rules.

216. Les qualités requises et le droit de vote des personnes qui, dans les *Règles sur le vote des prisonniers de guerre canadiens* énoncées à l'annexe IV de la *Loi électorale du Canada*, sont déclarées être habiles à voter et avoir le droit de voter en vertu de ces règles, et les procédures pour le vote, la réception, le tri et le compte des bulletins de vote de ces personnes, sont celles énoncées dans ces règles.

Règles sur le vote des prisonniers de guerre canadiens

AMENDMENTS

MODIFICATIONS

No amendment to apply to public consultation for which writ is issued within six months, except after notice

217. (1) No amendment to this Act applies in any public consultation for which the writ is issued within six months from the passing thereof unless, before the issue of the writ, the Chief Electoral Officer has published in the *Canada Gazette* a notice that the necessary preparations for the bringing into operation of the amendment have been made and that the amendment may come into force accordingly.

217. (1) Aucune modification de la présente loi ne s'applique à une consultation populaire pour laquelle le bref est émis dans les six mois qui suivent l'adoption de ladite modification, à moins qu'avant l'émission de ce bref, le directeur général des élections n'ait publié, dans la *Gazette du Canada*, un avis portant que les préparatifs nécessaires à la mise en application de cette modification ont été faits et que la modification peut en conséquence entrer en vigueur.

Application des modifications lors d'une consultation populaire

Consolidation of amendments

(2) It is the duty of the Chief Electoral Officer forthwith after the passing of any amendment to this Act to consolidate the amendment, so far as necessary, in the copies of the Act printed for distribution to returning officers, to correct and re-print all forms and instructions affected thereby and to publish a notice in the *Canada Gazette* as

(2) Le directeur général des élections est tenu, immédiatement après l'adoption d'une modification, de la codifier, au besoin, dans les exemplaires de la loi imprimés pour distribution aux directeur du scrutin, de corriger et de réimprimer toutes les formules et instructions auxquelles s'applique la modification et de publier un avis dans la *Gazette* as

Codification des modifications

soon as copies of the Act and the forms and instructions have been so corrected and reprinted.

du Canada aussitôt que les exemplaires de la loi et les formules et instructions ont été ainsi corrigés et réimprimés.

SCHEDULE I

WRIT OF PUBLIC CONSULTATION (*section 19*)

Elizabeth the Second, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories QUEEN, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To
of

GREETING:

WHEREAS, pursuant to section 10 of the *Canada Referendum and Plebiscite Act*, His or Her Excellency in Council has issued a Proclamation of Referendum [Plebiscite] directing that the opinion of electors be obtained with respect to the following question(s):

(set out the question or questions),

WE COMMAND YOU, that notice of the time and place of the referendum [plebiscite] being duly given, that is the day of 19.....,

YOU DO CAUSE the referendum [plebiscite] to be held according to law for the said electoral district in the Province aforesaid respecting the foregoing question(s);

AND YOU DO CAUSE the results of such referendum [plebiscite] to be reported to the Chief Electoral Officer, so soon thereafter as possible but in any event not later than the day of 19.....

Witness:, Deputy of Our Right Trusty and Well-beloved, Chancellor and Principal Companion of Our Order of Canada, Chancellor and Commander of Our Order of Military Merit upon whom We have conferred Our Canadian Forces' Decoration, GOVERNOR GENERAL AND COMMANDER-IN-CHIEF OF CANADA.

At our City of Ottawa, on and in the year of Our Reign.

BY COMMAND
Chief Electoral Officer

ANNEXE I

FORMULE I

BREF DE CONSULTATION POPULAIRE (*article 19*)

.....
Suppléant du Gouverneur général

Elizabeth Deux, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À
DE

SALUT:

CONSIDÉRANT QUE, en vertu de l'article 10 de la *Loi canadienne sur les référendums et les plébiscites*, Son Excellence en conseil a lancé une proclamation de référendum [plébiscite] ordonnant que le point de vue des électeurs soit obtenu au sujet d'une ou plusieurs questions formulées ainsi :

(énoncer la question ou les questions, selon le cas)

NOUS VOUS ORDONNONS, après qu'avis du moment et du lieu du référendum [plébiscite] en aura été dûment donné, soit le jour de 19.....,

DE POURVOIR À la tenue du référendum [plébiscite], selon la loi, pour ladite circonscription de la province susmentionnée au sujet d'une ou plusieurs questions précitées;

ET DE POURVOIR À ce que les résultats de ce référendum [plébiscite] soient rapportés au directeur général des élections, aussitôt que possible et au plus tard le jour de 19.....

TÉMOIN:, suppléant de notre fidèle et bien aimé, Chancelier et Compagnon principal de Notre Ordre du Mérite militaire à qui Nous avons décerné Notre décoration des Forces canadiennes, GOUVERNEUR GÉNÉRAL ET COMMANDANT EN CHEF DU CANADA.

En Notre ville d'Ottawa, ce
et la de Notre règne.

PAR ORDRE
Directeur général des élections

SCHEDULE II

RULES TO ENABLE CANADIAN
CITIZENS WHO RESIDE OUTSIDE
CANADA AND CANADIAN FORCES
ELECTORS TO EXERCISE THEIR
FRANCHISE AT A PUBLIC
CONSULTATION

SHORT TITLE

Short title 1. These Rules may be cited as the *Special Voting Rules*.

INTERPRETATION

Definitions 2. In these Rules,

“Act” «la présente loi» “Act” means the *Canada Referendum and Plebiscite Act*;

“administrative centre” «centre...» “administrative centre” means an area designated pursuant to section 4 for the distribution of materials and the provision of information;

“Canadian Forces elector” «électeur des Forces...» “Canadian Forces elector” means a member 10 of the Canadian Forces who is qualified and entitled, under section 14, to vote under these Rules;

“commanding officer” «commandant» “commanding officer” means the commanding officer of a unit; 15

“coordinating officer” «officier...» “coordinating officer” means an officer designated by the Minister of National Defence;

“deputy returning officer” «scrutateur» “deputy returning officer” means an elector designated by a commanding officer 20 pursuant to section 24;

“elector” «électeur» “elector” other than in the definition “Canadian Forces elector”, means a person qualified as an elector under section 37 of this Act who resides outside Canada; 25

ANNEXE II

RÈGLES POUR PERMETTRE AUX
ÉLECTEURS DES FORCES
CANADIENNES ET AUX CITOYENS
CANADIENS RÉSIDANT À
L'ÉTRANGER D'EXERCER LEUR
DROIT DE VOTE À UNE
CONSULTATION POPULAIRE

TITRE ABRÉGÉ

1. *Règles électorales spéciales.* Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles.

«agent de liaison» L'électeur des Forces canadiennes désigné par le ministre de la Défense nationale conformément au sous-alinéa 21(1)b)(ii). 5

«centre administratif» L'endroit désigné en vertu de l'article 4 pour la distribution de matériel et la communication de renseignements. 10

«commandant» L'officier commandant une unité.

«électeur» Sauf dans la définition de «électeur des Forces canadiennes», toute personne 15 qui a qualité d'électeur en vertu de l'article 37 de la présente loi et qui réside à l'étranger.

«électeur des Forces canadiennes» Tout membre des Forces canadiennes qui, en 20 vertu de l'article 14, est habile à voter et a le droit de voter en vertu des présentes règles.

«enrôler» S'entend au sens de la *Loi sur la défense nationale*; 25

«enveloppe extérieure» L'enveloppe fournie par le directeur général des élections pour la transmission du bulletin de vote après que le bulletin de vote a été rempli et inclus dans une enveloppe intérieure. 30

«enrol» «enrôler»	«enrol» has the same meaning as in the <i>National Defence Act</i> ;	«enveloppe intérieure» L'enveloppe fournie par le directeur général des élections, dans laquelle un bulletin de vote doit être inclus une fois qu'il a été rempli et avant qu'il ne soit transmis au directeur général des élections dans une enveloppe extérieure.	«enveloppe intérieure» «inner...»
«hours of the day» «heures...»	«hours of the day» and all other references to time relate to local time;	«heures du jour» Cette mention ainsi que toutes les autres mentions de l'heure se rapportent à l'heure locale.	«heures du jour» «hours...»
«inner envelope» «enveloppe intérieure»	«inner envelope» means the envelope supplied by the Chief Electoral Officer in which a ballot paper is to be enclosed after the ballot paper has been marked and before the ballot paper is transmitted to the chief electoral officer in an outer envelope;	«jour du scrutin» La date fixée conformément à l'article 22 de la présente loi pour la tenue du scrutin à une consultation populaire.	«jour du scrutin» «polling...»
«liaison officer» «agent...»	«liaison officer» means a Canadian Forces elector designated by the Minister of National Defence pursuant to subparagraph 21(1)(b)(ii);	«la présente loi» La <i>Loi canadienne sur les référendums et les plébiscites</i> .	«la présente loi» «Act»
«outer envelope» «enveloppe extérieure»	«outer envelope» means an envelope supplied by the Chief Electoral Officer for the transmission of a ballot paper after it has been marked and enclosed in an inner envelope;	«officier coordonnateur» Un officier désigné par le ministre de la Défense nationale.	«officier coordonnateur» «coordinating officer»
«polling day» «jour...»	«polling day» means the date fixed pursuant to section 131 of the Act for holding the poll at a public consultation;	«prescrite» S'entend, quand ce terme qualifie une formule, d'une formule prescrite par le directeur général des élections.	«prescrite» «prescribed»
«prescribed» «prescrite»	«prescribed», in relation to a form, means prescribed by the Chief Electoral Officer;	«scrutateur» L'électeur désigné par un commandant conformément à l'article 24.	«scrutateur» «deputy returning...»
«scrutineer» «scrutateur central»	«scrutineer» means a person appointed by the Chief Electoral Officer, pursuant to section 6 or 7;	«scrutateur central» La personne nommée par le directeur général des élections conformément aux articles 6 ou 7.	«scrutateur central» «scrutineer»
«unit» «unité»	«unit» has the same meaning as in the <i>National Defence Act</i> ;	«territoire de vote» La zone établie par l'article 4.	«territoire de vote» «voting...»
«voting territory» «territoire de vote»	«voting territory» means the area established by section 4.	«unité» S'entend au sens de la <i>Loi sur la défense nationale</i> .	«unité» «unit»

PART I

ADMINISTRATION AND INITIAL PROCEDURES

CHIEF ELECTORAL OFFICER

General direction

3. (1) The Chief Electoral Officer shall exercise general direction and supervision over the administration of these Rules.

PARTIE I

ADMINISTRATION ET FORMALITÉS PRÉLIMINAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

3. (1) Le directeur général des élections doit diriger et surveiller d'une façon générale l'application des présentes règles.

Direction générale

Instructions

(2) For the purpose of carrying into effect or supplying any deficiency in these Rules, the Chief Electoral Officer may issue such instructions, not inconsistent with these Rules, as the Chief Electoral Officer may deem necessary in order to execute their intent.

(2) Pour l'application des présentes règles ou pour en combler les lacunes, le directeur général des élections peut donner les instructions ou directives qu'il juge nécessaires pour en réaliser l'objet, pourvu que ces instructions ou directives ne soient pas incompatibles avec les règles.

Instructions

VOTING TERRITORY AND ADMINISTRATIVE CENTRES

TERRITOIRE DE VOTE ET CENTRES ADMINISTRATIFS

Establishment

4. For the purposes of these Rules, there is hereby established one voting territory with headquarters in Ottawa and the Chief Electoral Officer may establish such administrative centres in or outside Canada as the Chief Electoral Officer deems appropriate.

4. Pour l'application des présentes règles, est établi un territoire de vote dont le centre administratif est situé à Ottawa. De plus le directeur général des élections peut, s'il l'estime indiqué, établir des centres administratifs, au Canada ou à l'étranger.

Établissement

CHIEF ELECTORAL OFFICER AND SCRUTINEERS

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS ET SCRUTEURS CENTRAUX

CEO responsible

5. The Chief Electoral Officer is responsible for the supervision of the taking, receiving, sorting, counting and reporting of the votes of electors and Canadian Forces electors in the voting territory.

5. Le directeur général des élections est chargé de la supervision, de la réception, du tri, du compte et de la communication du vote des électeurs et des électeurs des Forces canadiennes dans le territoire de vote.

Fonctions du directeur général des élections

Appointment of scrutineers

6. (1) Following the issue of the writ for a public consultation the Chief Electoral Officer shall appoint a minimum of six scrutineers on the nomination, in equal numbers, by each registered consultation committees.

6. (1) Après l'émission d'un bref de consultation populaire, le directeur général des élections doit nommer au moins six scrutateurs centraux sur présentation, en nombre égal, de chacun des comités de consultation enregistrés.

Nomination des scrutateurs centraux

Appointment and oath of scrutineers

(2) A scrutineer shall
(a) be appointed by an appointment in writing in the prescribed form; and
(b) take an oath in the prescribed form.

(2) Un scrutateur central doit :
(a) être nommé au moyen d'une commission, selon la formule prescrite;
(b) prêter serment, selon la formule prescrite.

Nomination et serment des scrutateurs centraux

Appointment and oath of additional scrutineers

7. (1) Where the Chief Electoral Officer is of opinion that the number of scrutineers appointed pursuant to section 6 is insufficient,

7. (1) Lorsque le directeur général des élections est d'avis que le nombre de scrutateurs centraux nommés conformément à l'article 6 est insuffisant :

Nomination et serment des scrutateurs centraux supplémentaires

(a) the Chief Electoral Officer shall appoint additional scrutineers nominated, as nearly as possible, in the proportion and manner set out in section 6; and
(b) a scrutineer so appointed shall take an oath in the prescribed form.

(a) le directeur général des élections doit nommer des scrutateurs centraux supplémentaires qui sont présentés autant que possible de la façon prévue à l'article 6;
(b) tout scrutateur central ainsi nommé doit prêter serment selon la formule prescrite.

Removal	(2) The Chief Electoral Officer may remove a scrutineer at any time and, subject to section 6, appoint a new scrutineer.	(2) Sous réserve de l'article 6, le directeur général des élections peut destituer et remplacer un scrutateur central.	Destitution
Remuneration	8. Each scrutineer shall be paid for services, and travelling and living expenses in such amount or at such rate as may be fixed by the Governor in Council.	8. Chacun des scrutateurs centraux doit être payé pour ses services de même que pour les frais de déplacement et les frais de subsistance engagés par lui, selon le montant ou le tarif que peut fixer le gouverneur en conseil.	Rémunération
Duties of the CEO	9. For the administration of these Rules, the Chief Electoral Officer shall (a) secure suitable premises; (b) retain the oath of office of each scrutineer; (c) obtain from the liaison officers the lists prepared pursuant to subsection 23(1); (d) obtain from the liaison officers the lists of the names of deputy returning officers that the commanding officers are required to furnish pursuant to subparagraph 24(1)(b)(i); (e) distribute the required election materials and a copy of the submitted question; (f) receive, validate, examine and have sorted the completed outer envelopes containing ballot papers marked by electors and Canadian Forces electors; and (g) proceed with the counting of the votes cast by electors.	9. Pour l'application des présentes règles, le directeur général des élections doit : a) obtenir un local convenable; b) garder en sa possession le serment de chacun des scrutateurs centraux; c) obtenir des agents de liaison les listes dressées conformément au paragraphe 23(1); d) obtenir des agents de liaison les listes des noms des scrutateurs que les officiers commandants sont tenus de fournir conformément au sous-alinéa 24(1)b(i); e) distribuer le matériel d'élection et les listes des noms des candidats; f) recevoir, certifier, examiner et faire classer les enveloppes extérieures dûment marquées et contenant les bulletins de vote remplis par les électeurs et les électeurs des Forces canadiennes; g) procéder au compte des votes donnés par les électeurs et les électeurs des Forces canadiennes.	Devoirs du directeur général des élections
Liability of scrutineers	10. Every scrutineer who refuses or wilfully omits to comply with any provision of these Rules is guilty of an offence against the Act.	10. Tout scrutateur central qui refuse ou omet volontairement de se conformer à une disposition des présentes règles est coupable d'une infraction à la présente loi.	Responsabilité des scrutateurs centraux

INITIAL PROCEDURES

FORMALITÉS PRÉLIMINAIRES

Form of ballot paper	11. The ballot papers supplied by the Chief Electoral Officer to electors and Canadian Forces electors shall be in the form of ballot paper set out at the end of these Rules.	11. Les bulletins de vote fournis par le directeur général des élections doivent être établis selon la formule prévue à cette fin à la suite des présentes règles.	Formule des bulletins de vote
Distribution of materials	12. (1) As soon as possible after the close of nominations at an election the Chief Electoral Officer shall distribute a sufficient quantity of the election materials and forms	12. (1) Aussitôt que possible, le directeur général des élections doit distribuer une quantité suffisante de matériel d'élection et de formules énonçant la question soumise	Distribution de matériel

setting out the submitted question to commanding officers, Canadian Embassies, High Commissions, Consular Offices and such other persons or places as the Chief Electoral Officer deems appropriate.

aux commandants, aux ambassades canadiennes, aux haut-commissariats, aux consulats et à tous autres personnes ou endroits qu'il estime indiqués.

Sets of street indexes, etc.

13. The street indexes and guides to electoral districts distributed pursuant to section 12 shall be made available for use by Canadian Forces electors to enable them to determine the electoral district in which the Canadian Forces elector is entitled to vote at the public consultation.

13. Les indicateurs de rues et les guides de circonscriptions distribués en application de l'article 12 doivent être mis à la disposition des électeurs des Forces canadiennes afin de leur permettre de déterminer la circonscription où ils ont le droit de voter à la consultation populaire.

5 Jeux de répertoirs de rues, etc.

PART II

QUALIFICATIONS, ENTITLEMENT TO VOTE AND STATEMENTS OF ORDINARY RESIDENCE OF CANADIAN FORCES ELECTORS

QUALIFICATIONS AND ENTITLEMENT TO VOTE

Qualifications and entitlement to vote of Canadian Forces electors

14. (1) Every member of the Canadian Forces who is qualified as an elector under section 37 of the Act and is

(a) a member of the regular force of the Canadian Forces,

(b) a member of the reserve force of the Canadian Forces on full-time training or service or on active service, or

(c) a member of the special force of the Canadian Forces,

is a Canadian Forces elector qualified and entitled to vote under these Rules.

Exception

(2) Every member of the Canadian Forces who

(a) has served on active service as a member of the Canadian Forces prior to the polling day for an election, and

(b) is qualified to vote under subsection (1) but on the polling day has not attained the age of eighteen years,

is a Canadian Forces elector qualified and entitled to vote under these Rules.

PARTIE II

QUALITÉS REQUISES, DROIT DE VOTE ET DÉCLARATIONS DE RÉSIDENCE ORDINAIRE DES ÉLECTEURS DES FORCES CANADIENNES

QUALITÉS REQUISES ET DROIT DE VOTE

14. (1) Chaque membre des Forces canadiennes qui a qualité d'électeur aux termes de l'article 37 de la présente loi et qui est :

a) soit un membre de la force régulière des Forces canadiennes,

b) soit un membre de la force de réserve des Forces canadiennes et est à l'instruction ou en service à plein temps, ou en activité de service,

c) soit un membre de la force spéciale des Forces canadiennes,

est un électeur des Forces canadiennes habile à voter et a le droit de voter en vertu des présentes règles.

Qualités requises et droit de vote des électeurs des Forces canadiennes

20

25

(2) Tout membre des Forces canadiennes qui :

a) d'une part, a été en activité de service comme membre des Forces canadiennes avant le jour du scrutin,

b) d'autre part est habile à voter en vertu du paragraphe (1), mais n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans au jour du scrutin,

Exception

30

est un électeur des Forces canadiennes habile à voter et a le droit de voter en vertu des présentes règles.

LIMITATIONS ON ENTITLEMENT TO VOTE

Disqualifica-
tions

15. A Canadian Forces elector who is undergoing punishment as an inmate in a service prison, detention barrack or any other prison within the meaning of the *Criminal Code* for the commission of any offence and a Canadian Forces elector who is subject to any disqualification set out in subsection 37(4) of the Act, is disqualified from voting under these Rules.

Statements and
declarations of
ordinary resi-
dence

16. Notwithstanding section 14, a Canadian Forces elector is not entitled to vote under these Rules unless that person completes

- (a) a statement of ordinary residence pursuant to section 19 or subparagraph 28(2)(d)(iii); and
- (b) a declaration as described in subsections 28(1) and (2).

Voting limited
to electoral dis-
trict of ordinary
residence

17. A Canadian Forces elector is entitled to vote under these Rules only in the electoral district in which is situated the place of ordinary residence of the Canadian Forces elector as shown on the statement of ordinary residence made by that elector pursuant to section 19 or subparagraph 28(2)(d)(iii).

Voting only
pursuant to
these Rules

18. Subject to section 35, a Canadian Forces elector is entitled to vote at a public consultation only in accordance with the procedure set out in these Rules.

STATEMENTS OF ORDINARY RESIDENCE

Ordinary resi-
dence on enrol-
ment in regular
force

19. (1) Every person other than a person referred to in subsection (2) or (3) shall, forthwith on that person's enrolment in the regular force of the Canadian Forces or that person's transfer to the regular force, complete a statement of ordinary residence in the prescribed form indicating the city, town, village or other place in Canada, with street address and postal code and province, in

RESTRICTIONS DU DROIT DE VOTE

Incapacités

15. Un électeur des Forces canadiennes qui purge une peine comme détenu dans une prison militaire, une caserne de détention ou toute autre prison, au sens du *Code criminel*, pour avoir commis une infraction et un électeur des Forces canadiennes qui est frappé d'une incapacité prévue au paragraphe 37(4) de la présente loi est inhabile à voter en vertu des présentes règles.

16. Par dérogation à l'article 14, un électeur des Forces canadiennes n'a pas le droit de voter en vertu des présentes règles, sauf s'il établit :

- a) d'une part, une déclaration de résidence ordinaire en conformité de l'article 19 ou du sous-alinéa 28(2)d)(iii);
- b) d'autre part, la déclaration visée aux paragraphes 28(1) et (2).

Déclarations de
résidence ordi-
naire

17. Un électeur des Forces canadiennes a le droit de voter en vertu des présentes règles uniquement dans la circonscription où est situé le lieu de résidence ordinaire de l'électeur des Forces canadiennes indiqué dans la déclaration de résidence ordinaire faite par cet électeur conformément à l'article 19 ou au sous-alinéa 28(2)d)(iii).

Le vote est res-
treint à la cir-
conscription de
la résidence
ordinaire

18. Sous réserve de l'article 35, un électeur des Forces canadiennes a le droit de voter à une consultation populaire uniquement selon la procédure énoncée aux présentes règles.

Vote unique-
ment en confor-
mité des présen-
tes règles

DÉCLARATIONS DE RÉSIDENCE ORDINAIRE

19. (1) Toute personne autre qu'une personne mentionnée aux paragraphes (2) ou (3) doit, dès son enrôlement dans la force régulière des Forces canadiennes ou son transfert à la force régulière, établir une déclaration de résidence ordinaire, selon la formule prescrite, indiquant la cité, la ville, le village ou toute autre localité au Canada, y compris la rue, le numéro et le code postal,

Résidence ordi-
naire lors de
l'enrôlement
dans la force
régulière

which the place of that person's ordinary residence was situated immediately prior to enrolment or transfer.

ainsi que la province où est situé le lieu de sa résidence ordinaire immédiatement avant son enrôlement ou transfert.

Idem

(2) Every person who does not have a place of ordinary residence in Canada immediately prior to that person's enrolment in the regular force of the Canadian Forces or that person's transfer to the regular force shall, as soon as that person acquires a place of ordinary residence in Canada described in clause (4)(a)(i)(A) or (B), complete a statement of ordinary residence in the form prescribed pursuant to subsection (1).

(2) Toute personne qui n'avait pas de lieu de résidence ordinaire au Canada immédiatement avant son enrôlement dans la force régulière des Forces canadiennes ou son transfert à la force régulière doit, dès qu'elle acquiert un lieu de résidence ordinaire au Canada, visé aux dispositions (4)a)(i)(A) ou (4)a)(i)(B), établir une déclaration de résidence ordinaire selon la formule prescrite en vertu du paragraphe (1).

Idem

Member of regular force who is not a Canadian citizen

(3) Subsection (1) does not apply to a member of the regular force of the Canadian Forces who is not a Canadian citizen, but, on becoming a Canadian citizen, such member of the regular force shall forthwith complete a statement of ordinary residence in accordance with subsection (1), indicating a place of ordinary residence described in paragraph (4)(a).

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux membres de la force régulière des Forces canadiennes qui ne sont pas citoyens canadiens mais, s'ils le deviennent, ils doivent, sans délai, établir une déclaration de résidence ordinaire conformément au paragraphe (1), indiquant un lieu de résidence ordinaire en conformité de l'alinéa (4)a).

Membres de la force régulière qui ne sont pas citoyens canadiens

Change of ordinary residence and statement of ordinary residence when not previously completed

(4) A member of the regular force who is not a member of the special force of the Canadian Forces may, in January or February of any year, except during a period commencing on the day a writ ordering a public consultation is issued and ending on the day following polling day at that consultation,

(4) Un membre de la force régulière qui n'est pas membre de la force spéciale des Forces canadiennes peut, en janvier ou février de toute année, excepté pendant une période commençant le jour où un bref ordonnant la tenue d'une consultation populaire est émis et se terminant le lendemain du jour du scrutin à cette consultation :

Changement de résidence ordinaire et déclaration de résidence ordinaire lorsqu'elle n'a pas été auparavant établie

(a) subject to subsection (5), change the place of that member's ordinary residence and other particulars by completing a statement of ordinary residence in the form prescribed pursuant to subsection (1) indicating

a) sous réserve du paragraphe (5), changer le lieu de sa résidence ordinaire et autres détails en établissant une déclaration de résidence ordinaire, selon la formule prescrite en vertu du paragraphe (1), indiquant :

(i) as the place of that member's ordinary residence the city, town, village or other place in Canada, with street address and postal code and province, in which is situated

(i) d'une part, à titre de lieu de sa résidence ordinaire la cité, la ville, le village ou toute autre localité au Canada, y compris la rue, le numéro et le code postal ainsi que la province où se trouve :

(A) the residence of a person who is the spouse, dependant, relative or next of kin of the member,

(A) soit la résidence d'une personne qui est le conjoint, une personne à charge, un parent ou une personne désignée comme plus proche parent du membre,

(B) the place where the member is residing by reason of the services performed by the member in the Canadian Forces, or

(C) the place of the member's ordinary residence immediately prior to enrolment or transfer, and

(ii) the member's rank or any other particulars to accord with the current correct description of the member; and

(b) if the member has failed to complete a statement of ordinary residence mentioned in subsection (1) or (2), complete the statement of ordinary residence in the form prescribed pursuant to subsection (1), as applicable.

Ordinary residence of member of reserve force on full-time service

(5) Every member of the reserve force of the Canadian Forces not on active service who, at any time during the period beginning on the date of the issue of writ ordering a public consultation and ending on the Saturday immediately preceding polling day, is on full-time training or service shall complete a statement of ordinary residence in the prescribed form indicating the city, town, village or other place in Canada, with street address and postal code and province, in which the place of the member's ordinary residence was situated immediately prior to the commencement of that full-time training or service.

Ordinary residence of member of reserve force on active service

(6) Every member of the reserve force of the Canadian Forces who is placed on active service, other than a member who immediately prior to being placed on active service was on full-time training or service and completed a statement of ordinary residence pursuant to subsection (5) after the commencement of that training or service, shall complete a statement of ordinary residence in the form prescribed pursuant to subsection (5) indicating the city, town, village or other place in Canada, with street address and postal code and province, in which was situated

(B) soit le lieu où le membre réside à cause du service qu'il accomplit dans les Forces canadiennes,

(C) soit le lieu de sa résidence ordinaire immédiatement avant son enrôlement ou son transfert, et

(ii) d'autre part son grade ou tous les renseignements qui peuvent servir à l'identifier correctement;

b) s'il a omis d'établir une déclaration de résidence ordinaire mentionnée aux paragraphes (1) ou (2), établir la déclaration de résidence ordinaire d'après la formule prescrite en vertu du paragraphe (1), selon celle qui s'applique.

(5) Tout membre de la force de réserve des Forces canadiennes qui n'est pas en activité de service et qui, au cours de la période commençant à la date de l'émission du bref ordonnant une consultation populaire et se terminant le samedi qui précède immédiatement le jour du scrutin, est à l'instruction ou en service à plein temps, doit établir une déclaration de résidence ordinaire selon la formule prescrite indiquant la cité, la ville, le village ou toute autre localité au Canada, y compris la rue, le numéro et le code postal ainsi que la province où était situé le lieu de sa résidence ordinaire immédiatement avant le commencement de cette période d'instruction ou de service à plein temps.

Résidence ordinaire d'un membre de la force de réserve en service à plein temps

(6) Chaque membre de la force de réserve des Forces canadiennes qui est mis en activité de service, autre qu'un membre qui, immédiatement avant d'être mis en activité de service, était à l'instruction ou en service à plein temps et a établi une déclaration de résidence ordinaire conformément au paragraphe (5) après le commencement de cette période d'instruction ou de service, doit établir une déclaration de résidence ordinaire selon la formule prescrite en vertu du paragraphe (5) indiquant la cité, la ville, le village ou toute autre localité au Canada, y compris la rue, le numéro et le code postal, ainsi que la province où était situé :

Résidence ordinaire d'un membre de la force de réserve en activité de service

(a) in the case of a member on full-time training or service the place of the member's ordinary residence immediately prior to the commencement of that full-time training or service; and

5

(b) in the case of a member not on full-time training or service, the place of the member's ordinary residence immediately prior to being placed on active service.

a) soit, dans le cas d'un membre à l'instruction ou en service à plein temps, le lieu de sa résidence ordinaire immédiatement avant le commencement de cette période d'instruction ou de service à plein temps;

5

b) soit, dans le cas d'un membre qui n'est pas à l'instruction ou en service à plein temps, le lieu de sa résidence ordinaire immédiatement avant d'être mis en activité de service.

10

Ordinary residence on enrolment in special force

(7) On enrolment in the special force of the Canadian Forces, every person who is not a member of the regular force or reserve force shall complete a statement of ordinary residence in the form prescribed pursuant to subsection (5) indicating the city, town, village or other place in Canada, with street address and postal code and province, in which the place of that person's ordinary residence was situated immediately prior to enrolment in the special force.

10

15

20

(7) Lors de son enrôlement dans la force spéciale des Forces canadiennes, chaque personne qui n'est pas membre de la force régulière ou de la force de réserve doit établir une déclaration de résidence ordinaire selon la formule prescrite en vertu du paragraphe (5) indiquant la cité, la ville, le village ou toute autre localité au Canada, y compris la rue, le numéro et le code postal, ainsi que la province où était situé le lieu de sa résidence ordinaire immédiatement avant son enrôlement dans la force spéciale.

Résidence ordinaire lors de l'enrôlement dans la force spéciale

Statement to be sent to National Defence Headquarters in duplicate

(8) The original and a copy of a statement of ordinary residence completed pursuant to this section shall be forwarded to National Defence Headquarters and a copy shall be retained in the unit in which the Canadian Forces elector is serving with the service documents until such time as it may be destroyed pursuant to subsection (12).

25

(8) L'original d'une déclaration de résidence ordinaire, établie conformément au présent article, doit être transmis au quartier général de la Défense nationale et une copie doit être conservée à l'unité où l'électeur des Forces canadiennes est en service, dans son dossier, jusqu'au moment où il pourra être détruit conformément au paragraphe (12).

30

Déclaration à envoyer en double exemplaire au quartier général de la Défense nationale

Disposal by National Defence Headquarters

(9) The original and a copy of a statement of ordinary residence completed by

30

(a) a member of the regular force in the form prescribed pursuant to subsection (1), or

(b) a member of the special force in the form prescribed pursuant to subsection (5),

35

(9) L'original et la copie de la déclaration de résidence ordinaire établie :

a) soit par un membre de la force régulière selon la formule prescrite en vertu du paragraphe (1),

35

b) soit par un membre de la force spéciale selon la formule prescrite en vertu du paragraphe (5),

Acheminement des déclarations par le quartier général de la Défense nationale

and received by National Defence Headquarters pursuant to subsection (8) shall be forwarded to the Chief Electoral Officer, and the original and a copy of a statement of ordinary residence completed by a member of the reserve force in the form prescribed pursuant to subsection (5) shall be retained on file at National Defence Headquarters.

40

et qui sont reçus au quartier général de la Défense nationale conformément au paragraphe (8), doivent être transmis au directeur général des élections, et l'original et la copie de la déclaration de résidence ordinaire établie par un membre de la force de réserve

40

Validation of
statements

(10) On receipt pursuant to subsection (9) of the statements of ordinary residence in the form prescribed pursuant to subsection (1) or (5), the Chief Electoral Officer shall

(a) cause them to be validated with the name of the electoral district in which is situated the place of ordinary residence shown in the statement; and

(b) return the statements of ordinary residence to National Defence Headquarters.

Disposition of
statements

(11) On receipt of the statements of ordinary residence validated as to electoral district pursuant to subsection (10), National Defence Headquarters shall

(a) retain the original copy of the statement; and

(b) send a duplicate copy to the commanding officer of the unit in which the Canadian Forces elector is serving.

Destruction of
other copies of
statement

(12) On receipt in a unit of a validated copy of a statement referred to in subsection (11), the commanding officer of the unit shall destroy any other copy of the statement and retain the validated copy with the Canadian Forces elector's unit service documents.

Destruction of
prior statement

(13) On the completion of a statement of ordinary residence in the form prescribed pursuant to subsection (1), the original and all copies of any prior statement of ordinary residence may be destroyed.

Retention of
statements

(14) The original and all copies of a statement of ordinary residence of a person who ceases to be a Canadian Forces elector shall be retained for a period of one year after the person ceases to be a Canadian Forces elector and may thereafter be destroyed.

selon la formule prescrite en vertu du paragraphe (5) doivent être conservés dans les dossiers du quartier général de la Défense nationale.

(10) Sur réception, en conformité du paragraphe (9), des exemplaires d'une déclaration de résidence ordinaire selon la formule prescrite en vertu des paragraphes (1) ou (5), le directeur général des élections doit :

a) les faire certifier du nom de la circonscription dans laquelle est situé le lieu de résidence ordinaire qui est inscrit dans la déclaration;

b) transmettre les deux exemplaires de la déclaration au quartier général de la Défense nationale.

5 Certification
des déclarations

(11) Dès la réception de l'original et de la copie de la déclaration de résidence ordinaire, certifiée quant à la circonscription conformément au paragraphe (10), le quartier général de la Défense nationale doit :

a) conserver l'original de la déclaration;

b) transmettre le double au commandant de l'unité dans laquelle l'électeur des Forces canadiennes est en service.

Acheminement
des déclarations

(12) Dès la réception, dans une unité, d'une copie certifiée de la déclaration mentionnée au paragraphe (11), le commandant de l'unité doit détruire toute autre copie de la déclaration et conserver la copie certifiée dans le dossier de l'électeur des Forces canadiennes à son unité.

Destruction des
autres copies de
la déclaration

(13) Dès qu'une déclaration de résidence ordinaire est établie selon la formule prescrite en vertu du paragraphe (1), l'original et toutes les copies d'une déclaration antérieure de résidence ordinaire peuvent être détruits.

Destruction
d'une déclara-
tion antérieure

(14) L'original et toutes les copies d'une déclaration de résidence ordinaire d'une personne qui cesse d'être un électeur des Forces canadiennes doivent être conservés pendant une période d'un an après qu'elle a cessé d'être un électeur des Forces canadiennes et peuvent ensuite être détruits.

Conservation
des déclarations

PROCEDURE FOR TAKING THE VOTES OF
CANADIAN FORCES ELECTORSPROCÉDURE À SUIVRE POUR FAIRE VOTER
LES ÉLECTEURS DES FORCES CANADIENNESAppointment of
coordinating
officer**20.** The Minister of National Defence shall

- (a) designate a person as coordinating officer to work with the Chief Electoral Officer during and between general elections and public consultations in carrying out the procedures set out in these Rules; 5
- (b) where the person designated as coordinating officer dies, becomes incapable of acting or whose designation as coordinating officer is revoked, designate another person as coordinating officer; and 10
- (c) inform the Chief Electoral Officer of the name, rank and address of the person designated as coordinating officer pursuant to paragraph (a) or (b) and of any subsequent change in such name, rank or address. 15

Initial procedures

21. (1) As soon as possible after the writ ordering a public consultation has been issued, 20

- (a) the Chief Electoral Officer shall inform the Minister of National Defence
 - (i) that the writ ordering the public consultation has been issued, and 25
 - (ii) of the location of every administrative centre; and
- (b) the Minister of National Defence shall
 - (i) cause each commanding officer under the Minister's direction for election purposes to be informed that the writ ordering the public consultation has been issued, 30
 - (ii) designate one or more Canadian Forces electors to act as liaison officers, 35 and
 - (iii) inform the Chief Electoral Officer of the name, rank and address of each liaison officer so designated.

Duties of liaison
officers

(2) Each liaison officer shall, immediately 40 on receiving notice of the liaison officer's designation as such, communicate with the appropriate commanding officer of a unit

20. Le ministre de la Défense nationale doit prendre les mesures suivantes :

- a) désigner un agent coordonnateur pour travailler, pendant et entre les élections générales et consultations populaires, avec le directeur général des élections à remplir les formalités énoncées aux présentes règles; 5
- b) en cas de décès, d'empêchement ou de révocation de l'agent coordonnateur, nommer un remplaçant; 10
- c) informer le directeur général des élections des nom, grade, et adresse de l'agent coordonnateur nommé conformément aux alinéas a) ou b) et de tout changement de nom, grade ou adresse de cet agent. 15

Nomination
d'un agent
coordonnateur**21.** (1) Aussitôt que possible après que le bref ordonnant la tenue d'une consultation populaire a été émis :

- a) le directeur général des élections doit informer le ministre de la Défense nationale : 20
 - (i) d'une part, que les brefs ordonnant la tenue d'une consultation populaire ont été émis, 25
 - (ii) d'autre part, du lieu où est situé chacun des centres administratifs;
- b) le ministre de la Défense nationale doit :
 - (i) faire en sorte que chaque commandant qui est sous ses ordres à des fins de consultation populaire soit informé que le bref ordonnant la tenue d'une de consultation populaire a été émis, 30
 - (ii) désigner un ou plusieurs électeurs des Forces canadiennes pour remplir les fonctions d'agents de liaison. 35

Formalités préliminaires

(2) Chaque agent de liaison doit, dès qu'il a reçu un avis de sa désignation à ce titre, communiquer avec le commandant d'une unité compétent lui énonçant tous les détails 40

Fonctions des
agents de liaison

stating all necessary particulars relating to the taking of the votes of Canadian Forces electors at a public consultation.

nécessaires qui ne sont pas compris dans les présentes règles et qui concernent le vote des électeurs des Forces canadiennes lors d'une consultation populaire.

Idem

(3) Each liaison officer shall, during the period between the issue of the writ ordering a public consultation and polling day for the consultation, cooperate with the Chief Electoral Officer, the appropriate commanding officers and the deputy returning officers in the administration of the taking of the votes of Canadian Forces electors.

(3) Chaque agent de liaison doit, pendant la période comprise entre l'émission du bref ordonnant la tenue d'une consultation populaire et le jour du scrutin à la consultation, coopérer avec le directeur du scrutin, les commandants compétents et les scrutateurs à l'administration du vote des électeurs des Forces canadiennes.

Duties of coordinating officers

(4) As soon as possible after the date of the issue of the writ ordering a public consultation, the coordinating officer shall send to the Chief Electoral Officer

(4) Aussitôt que possible après la date de l'émission du bref ordonnant une la consultation, l'agent coordonnateur doit transmettre au directeur général des élections les documents suivants :

(a) five copies of a statement of the number of Canadian Forces electors who are eligible to vote at the consultation;

a) cinq exemplaires d'un état du nombre des électeurs des Forces canadiennes qui sont habiles à voter à la consultation;

(b) five copies of lists of the Canadian Forces electors whose statements of ordinary residence have been validated as to electoral districts by the Chief Electoral Officer setting out the place of ordinary residence of each Canadian Forces elector; and

b) cinq exemplaires des listes des électeurs des Forces canadiennes dont la déclaration de résidence ordinaire a été certifiée au nom d'une circonscription par le directeur général des élections, indiquant le lieu de la résidence ordinaire de chaque électeur des Forces canadiennes;

(c) except where, in time of war, the Canadian Forces are on active service, such number of copies as the Chief Electoral Officer directs of the lists of Canadian Forces electors referred to in paragraph (b), setting out the current postal address of each Canadian Forces elector.

c) sauf si, en temps de guerre, les Forces canadiennes sont en activité de service, le nombre d'exemplaires que le directeur général des élections ordonne, des listes d'électeurs des Forces canadiennes mentionnées à l'alinéa b) indiquant l'adresse postale actuelle de chaque électeur des Forces canadiennes.

Arrangement of lists

(5) The lists referred to in paragraph (4)(b) shall be arranged alphabetically as to names, which names shall be followed by the Social Insurance Numbers, places of ordinary residence and electoral districts of the Canadian Forces electors.

(5) Les listes mentionnées à l'alinéa (4)b) doivent être dressées selon l'ordre alphabétique des noms, lesquels doivent être suivis du numéro d'assurance sociale, du lieu de résidence ordinaire et de la circonscription des électeurs.

Disposition des listes

Idem

(6) The lists referred to in paragraph (4)(b) shall be

(6) Les listes mentionnées à l'alinéa (5)c) doivent être :

(a) divided by electoral districts; and

a) d'une part, réparties selon les circonscriptions;

Idem

(b) arranged alphabetically as to names, including ranks, initials, Social Insurance Numbers and current postal addresses of the Canadian Forces electors.

b) d'autre part, dressées selon l'ordre alphabétique des noms et indiquer notamment le rang, les initiales, le numéro d'assurance sociale et l'adresse postale actuelle du numéro d'assurance des électeurs de Forces canadiennes.

Safekeeping of lists

(7) The lists referred to in paragraph (4)(b) shall not be open to inspection, copied or extracted except by the Chief Electoral Officer or a member of the Chief Electoral Officer's staff or the scrutineers for the purpose of sorting outer envelopes.

(7) Les listes mentionnées à l'alinéa (4)b) ne doivent pas être examinées ni copiées, en totalité ou en partie, sauf par le directeur général des élections, un membre de son personnel ou les scrutateurs centraux aux fins du tri des enveloppes extérieures.

Garde des listes

Uses not prohibited

(8) Nothing in subsection (7) shall prohibit the use of the lists referred to in paragraph (4)(b)

(8) Rien au paragraphe (7) n'interdit l'utilisation des listes mentionnées à l'alinéa (4) b) :

Utilisations non interdites

(a) by the Canadian Forces for official purposes; or

a) soit par les Forces canadiennes à des fins officielles;

(b) in respect of a provincial election where it is necessary to establish the entitlement of members of the Canadian Forces to vote at that election.

b) soit pour une élection provinciale, lorsqu'il est nécessaire d'établir que certains membres des Forces canadiennes ont le droit de voter à cette élection.

Idem

(9) Subsection (7) applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of the use of lists referred to in paragraph (4)(b) for a provincial election.

(9) Le paragraphe (7) s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, relativement à l'utilisation des listes mentionnées à l'alinéa (4)b) pour une élection provinciale.

Idem

Notices of election

22. (1) Forthwith on being informed pursuant to subsection 21(1) that the writ ordering a public consultation has been issued, each commanding officer shall publish as part of unit orders, a notice in the prescribed form, informing Canadian Forces electors that a public consultation has been ordered in Canada and of the date fixed as polling day.

22. (1) Immédiatement après avoir été avisé conformément au paragraphe 21(1) que le bref ordonnant la tenue d'une consultation populaire a été émis, chaque officier commandant doit publier comme partie des ordres de l'unité un avis, selon la formule prescrite, informant les électeurs des Forces canadiennes que la tenue d'une consultation populaire a été ordonnée au Canada et les informant de la date fixée comme jour du scrutin.

Avis d'une consultation populaire

Period for voting

(2) In the notice referred to in subsection (1), it shall be stated that a Canadian Forces elector may cast a vote before a deputy returning officer designated by the commanding officer who issues the notice during such hours and on such days of the period of six days commencing on Monday the fourteenth day before polling day and terminating on Saturday the ninth day before polling day, both days inclusive, as may be fixed by the commanding officer.

(2) Dans l'avis mentionné au paragraphe (1), il doit être énoncé qu'un électeur des Forces canadiennes peut voter devant un scrutateur désigné par le commandant qui émet l'avis durant les heures et aux dates, au cours de la période de six jours commençant le lundi quatorzième jour avant le jour du scrutin et se terminant le samedi neuvième jour avant le jour du scrutin, que peut fixer le commandant.

Délai pour voter

Idem	(3) A period fixed pursuant to subsection (2) shall be not less than three hours a day on not less than three days.	(3) Le délai fixé conformément au paragraphe (2) ne doit pas être moindre que trois heures par jour pendant au moins trois jours.	Idem
Facilities for voting	(4) Each commanding officer shall provide Canadian Forces electors serving in or attached to the commanding officer's unit with all facilities necessary to enable them to cast their votes in the manner set out in these Rules.	(4) Chaque commandant doit fournir aux 5 électeurs des Forces canadiennes qui sont en service dans son unité ou attachés à celle-ci toutes les facilités nécessaires pour leur permettre de voter de la manière énoncée dans les présentes règles.	Facilités pour voter 5
Mobile voting places	(5) Each commanding officer may establish a mobile poll in any area for the purpose of taking the votes of Canadian Forces electors who cannot conveniently reach the voting places established at the commanding officer's unit.	(5) Chaque commandant peut établir un 10 poste mobile de vote dans une zone à l'intention des électeurs des Forces canadiennes qui ne peuvent commodément se rendre aux lieux de vote établis pour son unité.	Postes mobiles de vote 10
Idem	(6) A mobile poll shall remain in an area and be open for the taking of votes during such hours and on such days of the period of six days referred to in subsection (2) as the commanding officer deems necessary to give 20 all Canadian Forces electors in the area a reasonable opportunity to vote.	(6) Un poste mobile de vote doit demeurer 15 dans une zone et être ouvert durant les heures et aux dates au cours de la période de six jours mentionnée au paragraphe (2) que le commandant estime nécessaire pour donner à tous les électeurs des Forces canadiennes qui 20 se trouvent dans la zone, une occasion raisonnable de voter.	Idem 15
Notices of voting periods	(7) On at least three days before the period fixed pursuant to subsection (2) for voting by Canadian Forces electors and on every day on which such voting takes place, each commanding officer shall publish as a part of unit orders a notice stating 25 (a) the days and dates on which Canadian Forces electors may cast their votes; 30 (b) the exact location of each voting place other than a mobile poll, and the hours during which Canadian Forces electors may cast their votes at each voting place other than a mobile poll; and 35 (c) where a mobile poll is established, the areas in which the mobile poll is to be located and the approximate periods during which it is to be so located.	(7) Pendant au moins trois jours avant le délai fixé conformément au paragraphe (2) pour le vote des électeurs des Forces cana- 25 diennes et chacun des jours du scrutin, tout commandant doit faire publier, comme partie des ordres de l'unité, un avis contenant les renseignements suivants : (a) les jours et les dates où les électeurs des 30 Forces canadiennes peuvent voter; (b) l'emplacement exact de chaque lieu de vote autre qu'un poste mobile de vote et les heures pendant lesquelles les électeurs des Forces canadiennes peuvent voter à chacun 35 de ces lieux de vote autre qu'un poste mobile de vote; (c) lorsqu'un poste mobile de vote est établi, les zones dans lesquelles ce poste mobile de vote doit être situé ainsi que les 40 périodes approximatives pendant lesquelles il sera ainsi situé.	Avis du délai de vote 25
Lists of Canadian Forces electors	23. (1) Forthwith on being informed 40 pursuant to subsection 21(1) that the writ ordering a public consultation has been	23. (1) Dès qu'il a été avisé conformément au paragraphe 21(1) que le bref ordonnant la tenue d'une consultation populaire a été 45	Liste des électeurs des Forces canadiennes

issued, each commanding officer shall prepare a list of the names of the Canadian Forces electors serving in or attached to the commanding officer's unit that are qualified to vote at that consultation.

Arrangement
and contents of
lists

(2) The lists prepared pursuant to subsection (1) shall be arranged alphabetically as to names and shall contain the surname, initials, Social Insurance Number, rank and

(a) if the Canadian Forces elector's statement of ordinary residence has been validated as to electoral district pursuant to subsection 19(10), the name of the Canadian Forces elector's electoral district; or

(b) if the Canadian Forces elector's statement of ordinary residence has not been validated as to electoral district pursuant to subsection 19(10), the Canadian Forces elector's place of ordinary residence as indicated in that statement of ordinary residence.

Duties of commanding officers

24. (1) Within one week of being informed pursuant to subsection 21(1) that the writ ordering a public consultation has been issued, each commanding officer shall

(a) designate a sufficient number of Canadian Forces electors as deputy returning officers to take the votes of Canadian Forces electors serving in or attached to the commanding officer's unit;

(b) through a liaison officer, furnish to the Chief Electoral Officer

(i) a list setting out the name, Social Insurance Number and rank of each deputy returning officer so designated, and

(ii) five copies of the list prepared pursuant to subsection 23(1); and

(c) furnish to each deputy returning officer so designated, one copy of the list prepared pursuant to subsection 23(1).

émis, chaque commandant doit préparer une liste des noms des électeurs des Forces canadiennes qui sont en service dans son unité ou y sont affectés et qui sont habiles à voter à cette consultation.

(2) Les listes préparées conformément au paragraphe (1) doivent être dressées selon l'ordre alphabétique des noms et doivent contenir les nom de famille, initiales, numéro d'assurance sociale et grade, et :

a) si la déclaration de résidence ordinaire de l'électeur des Forces canadiennes a été certifiée quant à la circonscription conformément au paragraphe 19(10), le nom de sa circonscription;

b) si la déclaration de résidence ordinaire de l'électeur des Forces canadiennes n'a pas été certifiée quant à la circonscription conformément au paragraphe 19(10), son lieu de résidence ordinaire comme l'indique cette déclaration de résidence ordinaire.

24. (1) Dans un délai d'une semaine après qu'il a été informé conformément au paragraphe 21(1) que le bref ordonnant la tenue d'une consultation populaire a été émis, chaque officier commandant doit prendre les mesures suivantes :

a) désigner un nombre suffisant d'électeurs des Forces canadiennes à titre de scrutateurs pour prendre les votes des électeurs des Forces canadiennes qui sont en service dans son unité ou y sont affectés;

b) par l'entremise d'un agent de liaison, fournir au directeur général des élections les documents suivants :

(i) une liste énonçant les nom, numéro d'assurance sociale et grade de chaque scrutateur ainsi désigné par lui,

(ii) cinq exemplaires de la liste préparée conformément au paragraphe 23(1);

c) fournir à chaque scrutateur ainsi désigné par lui un exemplaire de la liste préparée conformément au paragraphe 23(1).

Disposition et
contenu des listes

Fonctions des
officiers commandants

Idem	(2) Forthwith on receiving election materials and the forms setting out the submitted question pursuant to section 12, a commanding officer shall	(2) Dès qu'il a reçu le matériel d'élection et les formulaires énonçant la question soumise conformément à l'article 12, un commandant doit :	Idem
	(a) distribute those materials in sufficient quantities to every deputy returning officer designated pursuant to paragraph (1)(a); and	5 a) d'une part, distribuer ce matériel en quantité suffisante à chaque scrutateur désigné par lui conformément à l'alinéa (1)a);	5
	(b) cause copies of the submitted question to be posted on bulletin boards in the commanding officer's unit and, where appropriate, in other conspicuous places.	10 b) d'autre part, faire afficher, sur les tableaux d'affichage de son unité et, s'il y a lieu, en d'autres endroits bien en vue, des exemplaires de la question soumise.	10
Vote to be cast before deputy returning officer	25. (1) The vote of every Canadian Forces elector shall be cast before a deputy returning officer.	25. (1) Le vote de chaque électeur des Forces canadiennes doit être donné devant un scrutateur.	15 Le vote doit être donné devant un scrutateur
Joint voting places	(2) Where it appears that two or more units are in the same locality and that for the better administration of these Rules it would be expedient that the Canadian Forces electors who are entitled to vote at those units cast their votes before one deputy returning officer, the commanding officers of those units may establish a joint voting place for all Canadian Forces electors in the locality.	(2) Lorsqu'il apparaît que deux unités ou plus sont situées dans la même localité, et que, pour la meilleure application des présentes règles, il serait opportun que les électeurs des Forces canadiennes qui ont le droit de voter dans ces unités donnent leur vote devant un seul scrutateur, les commandants de ces unités peuvent établir un lieu de vote commun à l'intention de tous les électeurs des Forces canadiennes de la localité.	20 Lieux de vote communs
Election information to be available	26. At each voting place during every period in which Canadian Forces electors are casting their votes, the deputy returning officer before whom the votes are to be cast shall	26. Dans tout lieu de vote et durant toute période de scrutin, le scrutateur devant qui les votes doivent être donnés, doit :	25 Les renseignements électoraux doivent être disponibles
	(a) cause at least two copies of the instructions, in the prescribed form, to be posted up in conspicuous places; and	30 a) d'une part, faire afficher, dans des endroits bien en vue, au moins deux exemplaires des instructions, selon la formule prescrite;	30
	(b) keep readily available for consultation by Canadian Forces electors, one copy of these Rules, one set of street indexes, one guide to electoral districts and one copy of the submitted question.	35 b) d'autre part, tenir à la disposition des électeurs des Forces canadiennes, pour consultation, un exemplaire des présentes règles, un ensemble d'indicateurs de rues, un guide des circonscriptions et un énoncé de la question soumise.	35
Representatives of candidates	27. Any Canadian citizen, other than a Canadian Forces elector, may, on delivering to the deputy returning officer who is taking the votes of electors a declaration, in the prescribed form, completed and signed by a person authorized by a registered consultation committee for such purpose, act as a representative of that committee at the voting place during the taking of those votes.	27. Un citoyen canadien autre qu'un électeur des Forces canadiennes peut, sur remise au scrutateur qui fait voter les électeurs des Forces canadiennes d'une déclaration, selon la formule prescrite, remplie et signée par une personne autorisée par un comité de consultation enregistré à cette fin, agir au lieu de vote lors du scrutin à titre de représentant du comité.	40 Représentants des candidats

Declaration of
elector

28. (1) Before delivering a ballot paper to a Canadian Forces elector, the deputy returning officer before whom the vote is to be cast shall

- (a) require the Canadian Forces elector to make a declaration in the prescribed form;
- (b) cause the Canadian Forces elector to affix the Canadian Forces elector's signature to the declaration; and
- (c) complete and sign a certificate in the 10 prescribed form.

Idem

(2) A declaration referred to in subsection (1) shall

- (a) be printed on the outer envelope in which the inner envelope containing the 15 ballot paper, when marked, is to be placed;
- (b) state the Canadian Forces elector's name, Social Insurance Number and unit;
- (c) state that the Canadian Forces elector
 - (i) is a Canadian citizen, 20
 - (ii) has or will, on the ordinary polling day, have attained the age of eighteen years, except in a case referred to in subsection 14(2), and
 - (iii) has not previously voted at the 25 public consultation; and
- (d) state,
 - (i) if the Canadian Forces elector's statement of ordinary residence has been validated as to electoral district 30 pursuant to subsection 19(10), the name of the Canadian Forces elector's electoral district only,
 - (ii) if the Canadian Forces elector's statement of ordinary residence has not 35 been validated as to electoral district pursuant to subsection 19(10), the place of the Canadian Forces elector's ordinary residence as indicated in that statement of ordinary residence, 40 together with the electoral district in which the place of the Canadian Forces elector's ordinary residence is situated, as ascertained by the elector, or

28. (1) Avant de remettre un bulletin de vote à un électeur des Forces canadiennes, le scrutateur devant qui le vote doit être donné doit accomplir les formalités suivantes :

- a) exiger que l'électeur des Forces cana- 5 diennes fasse une déclaration selon la formule prescrite;
- b) faire signer la déclaration par l'électeur des Forces canadiennes;
- c) remplir et signer un certificat selon la 10 formule prescrite.

Déclaration de
l'électeur des
Forces cana-
diennes

(2) La déclaration mentionnée au para- 10 graphe (1) doit être conforme aux exigences suivantes :

- a) être imprimée sur l'enveloppe extérieure 15 dans laquelle doit être placée l'enveloppe intérieure contenant le bulletin de vote une fois marqué;
- b) énoncer le nom, le numéro d'assurance sociale et l'unité de l'électeur des Forces 20 canadiennes;
- c) énoncer que l'électeur des Forces cana- diennes :
 - (i) est un citoyen canadien,
 - (ii) a ou aura, le jour ordinaire du 25 scrutin, atteint l'âge de dix-huit ans, sauf dans un cas mentionné au para- graphe 14(2),
 - (iii) n'a pas déjà voté à la consultation 30 populaire;

Idem

d) énoncer :

- (i) si la déclaration de résidence ordi- naire de l'électeur des Forces canadiennes a été certifiée quant à la circonscription conformément au paragraphe 35 19(10), le nom de sa circonscription seulement,
- (ii) si la déclaration des Forces cana- diennes de résidence ordinaire de l'élec- teur n'a pas été certifiée quant à sa 40 circonscription conformément au para- graphe 19(10), le lieu de sa résidence ordinaire comme l'indique cette déclara- tion de résidence ordinaire, ainsi que la

(iii) if no statement of ordinary residence appears to have been made by the Canadian Forces elector, the place of the Canadian Forces elector's ordinary residence and the electoral district in which the place of the Canadian Forces elector's ordinary residence is situated, as ascertained by the Canadian Forces elector and shown in a statement, which shall be subscribed before a deputy returning officer in

(A) the form prescribed pursuant to subsection 19(1), if the Canadian Forces elector is a member of the regular force of the Canadian Forces, 15 or

(B) the form prescribed pursuant to subsection 19(5), if the Canadian Forces elector is a member of the reserve force or the special force of 20 the Canadian Forces.

(3) Where required by a deputy returning officer or an accredited representative of a registered consultation committee, a Canadian Forces elector shall, before receiving a ballot paper, subscribe to an affidavit of qualification in the prescribed form before the deputy returning officer.

(4) Where a Canadian Forces elector refuses to subscribe to an affidavit of qualification when so required pursuant to subsection (3)

(a) the Canadian Forces elector shall not be allowed to vote or again be admitted to the voting place; and 35

(b) the deputy returning officer shall endorse on the outer envelope completed by the Canadian Forces elector the words "refused to subscribe to the affidavit of qualification" and lay the outer envelope 40 aside.

circonscription dans laquelle le lieu de sa résidence ordinaire est situé, comme il l'a déterminé,

(iii) si aucune déclaration de résidence ordinaire ne paraît avoir été faite par l'électeur des Forces canadiennes, le lieu de sa résidence ordinaire et la circonscription où est situé le lieu de sa résidence ordinaire, comme il l'a déterminé et comme l'indique une déclaration qui doit être souscrite devant un scrutateur :

(A) soit selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 19(1), si l'électeur des Forces canadiennes est un membre de la force régulière des 15 Forces canadiennes,

(B) soit selon la formule prescrite en vertu du paragraphe 19(5), si l'électeur des Forces canadiennes est un membre de la force de réserve ou de 20 la force spéciale des Forces canadiennes.

(3) Lorsqu'il en est requis par un scrutateur ou par un représentant accrédité d'un comité de consultation enregistré l'électeur des Forces canadiennes doit, avant de recevoir un bulletin de vote, souscrire une déclaration sous serment sur l'habilité à voter, selon la formule prescrite, devant le scrutateur. 30

(4) L'électeur des Forces canadiennes qui refuse de souscrire une déclaration sous serment sur l'habilité à voter lorsqu'il en est requis conformément au paragraphe (3) :

a) d'une part, il ne lui est pas permis de voter ni d'être admis de nouveau dans le lieu de vote; 35

b) d'autre part, le scrutateur doit inscrire, sur l'enveloppe extérieure dûment marquée par cet électeur des Forces canadiennes, les mots «a refusé de souscrire la déclaration sous serment sur l'habilité à voter», et mettre l'enveloppe extérieure de côté. 40

Affidavit of qualification

Refusal to subscribe to affidavit

Déclaration sous serment sur l'habilité à voter

Refus de souscrire une déclaration sous serment

Manner of vot-
ing

29. (1) When an elector has completed the declaration and any other document the elector is required to complete pursuant to section 28 and the deputy returning officer has completed the certificate printed under the declaration

(a) the deputy returning officer shall hand the Canadian Forces elector a ballot paper, an inner envelope and the outer envelope containing the Canadian Forces elector's declaration;

(b) the Canadian Forces elector shall thereupon

(i) cast a vote secretly by writing on the ballot paper, the option of the Canadian Forces elector's choice, and

(ii) fold the ballot paper, and in the presence of the deputy returning officer,

(A) place the folded ballot paper in the inner envelope and seal the inner envelope,

(B) place the inner envelope in the outer envelope, and

(C) seal the outer envelope;

(c) the deputy returning officer shall thereupon inform the Canadian Forces elector that, in order to be counted, the outer envelope must be received by the Chief Electoral Officer in Ottawa not later than 9:00 a.m. on polling day;

(d) inform the Canadian Forces elector of the nearest post office, mail box or other facility through which the outer envelope may be despatched; and

(e) the Canadian Forces elector shall thereupon despatch the outer envelope by ordinary mail or by such other facility as may be available and expeditious to the Chief Electoral Officer.

(2) Where a Canadian Forces elector has inadvertently dealt with a ballot paper in such a manner that it cannot be used

(a) the Canadian Forces elector shall return it to the deputy returning officer; and

29. (1) Lorsque l'électeur des Forces canadiennes a rempli la déclaration ainsi que tout autre document qu'il est requis de remplir conformément à l'article 28 et lorsque le scrutateur a rempli le certificat imprimé au-dessous de la déclaration,

a) le scrutateur doit remettre à l'électeur des Forces canadiennes un bulletin de vote, une enveloppe intérieure et l'enveloppe extérieure contenant la déclaration de l'électeur;

b) l'électeur des Forces canadiennes doit alors :

(i) voter secrètement en inscrivant sur le bulletin de vote l'option qu'il favorise,

(ii) plier le bulletin de vote et devant le scrutateur :

(A) placer le bulletin de vote plié dans l'enveloppe intérieure,

(B) placer l'enveloppe intérieure dans une enveloppe extérieure,

(C) sceller l'enveloppe extérieure;

c) le scrutateur doit alors informer l'électeur des Forces canadiennes que, pour être comptée, l'enveloppe extérieure doit parvenir au directeur général des élections à Ottawa au plus tard à neuf heures du matin, heure locale, le jour du scrutin;

d) le scrutateur doit alors indiquer à l'électeur des Forces canadiennes le bureau de poste, la boîte aux lettres ou tout autre service qui se trouve le plus proche et d'où l'enveloppe extérieure peut être expédiée;

e) l'électeur des Forces canadiennes doit alors expédier l'enveloppe extérieure, par le courrier ordinaire ou par tout autre moyen disponible et expéditif, au directeur général des élections.

(2) Lorsque l'électeur s'est par mégarde servi d'un bulletin de vote de manière à le rendre inutilisable, il doit le remettre au scrutateur; celui-ci doit oblitérer le bulletin de vote, le classer comme un bulletin de vote gâté et remettre un autre bulletin de vote à l'électeur des Forces canadiennes.

Manière de
voter

Spoiled ballot
paper

Bulletin de vote
gâté

(b) the deputy returning officer shall deface the ballot paper, classify it as a spoiled ballot paper and hand another ballot paper to the Canadian Forces elector.

5

Voting by
deputy return-
ing officer

(3) Subject to these Rules, a deputy returning officer before whom Canadian Forces electors have cast their votes may vote after completing the declaration printed on the outer envelope but, in such case, it is not necessary for the deputy returning officer to complete the required certificate.

(3) Sous réserve des présentes règles, un scrutateur devant qui des électeur des Forces canadiennes ont donné leur vote peut donner son propre vote après avoir rempli la déclaration imprimée sur enveloppe extérieure mais, en pareil cas, il n'est pas nécessaire que le scrutateur remplisse le certificat requis.

Vote d'un scrutateur

5

Postage

30. Wherever outer envelopes are being mailed, the deputy returning officer shall ensure that the necessary postage is paid.

15

30. Dans tous les cas où des enveloppes extérieures sont postées le scrutateur doit veiller à ce que les enveloppes extérieures soient suffisamment affranchies.

10 Courrier

Transmission of
documents

31. After the voting period fixed pursuant to subsection 22(2) has ended,

(a) each deputy returning officer shall transmit to the appropriate commanding officer

20

(i) every affidavit of qualification completed pursuant to subsection 28(3),

(ii) every outer envelope laid aside pursuant to subsection 28(4),

(iii) every unused or spoiled ballot paper and unused or spoiled envelope, and

(iv) in a separate and clearly identified parcel, every statement of ordinary residence in the form prescribed pursuant to subsection 19(1) or (4) completed pursuant to subparagraph 28(2)(d)(iii); and

(b) the commanding officer shall thereupon

(i) deal with and dispose of the originals and copies of the statements of ordinary residence and transmitted to the commanding officer in accordance with these Rules, and

(ii) transmit to the Chief Electoral Officer all other documents and election materials received from the deputy returning officer.

35

40

31. Lorsque la période de scrutin fixée en application du paragraphe 22(2) a pris fin :

Transmission
de documents

15

a) chaque scrutateur doit transmettre au commandant ce qui suit :

(i) chaque déclaration sous serment sur l'habilité à voter remplie en application du paragraphe 28(3),

20

(ii) chaque enveloppe extérieure mise de côté en application du paragraphe 28(4),

(iii) chaque bulletin de vote inutilisé ou gâté et enveloppe inutilisée ou gâtée,

25

(iv) dans un colis distinct et clairement identifié, chaque déclaration de résidence ordinaire selon la formule prescrite en vertu des paragraphes 19(1) ou (4) qui a été remplie conformément au sous-alinéa 28(2)(d)(iii);

30

b) le commandant doit alors :

(i) traiter les originaux et copies des déclarations de résidence ordinaire à lui transmises et en disposer conformément aux présentes règles,

35

(ii) transmettre au directeur général des élections tous les autres documents et le matériel de consultation qu'il a reçus du scrutateur.

40

PROCEDURE WHERE CANADIAN FORCES
ELECTOR IS INCAPACITEDPROCÉDURE LORSQU'UN ÉLECTEUR DES
FORCES CANADIENNES EST INCAPABLE DE
VOTER SANS AIDEIncapacitated
electors

32. (1) Where a Canadian Forces elector is blind or so physically incapacitated as to be unable to vote in the manner prescribed in these Rules,

(a) the deputy returning officer shall assist the Canadian Forces elector by 5

(i) completing the declaration on the back of the outer envelope, including writing in the name of the Canadian Forces elector in the space provided for the Canadian Forces elector's signature, and

(ii) marking the ballot paper in the presence of and as directed by the Canadian Forces elector and in the presence of another Canadian Forces elector, selected by the incapacitated Canadian Forces elector; and 15

(b) the deputy returning officer and the Canadian Forces elector in whose presence the vote of the incapacitated Canadian Forces elector is cast shall affix their signatures to a note on the back of the outer envelope stating that the vote was cast pursuant to paragraph (a). 25

Blind electors

(2) Notwithstanding subsection (1), the ballot paper of a blind Canadian Forces elector may be marked by another Canadian Forces elector in the presence only of the blind Canadian Forces elector. 30

Secrecy

(3) Each person in whose presence a vote is cast pursuant to subsection (1) or (2) shall keep secret the name of the candidate for whom the ballot of the incapacitated Canadian Forces elector is cast. 35

32. (1) Lorsque l'électeur des Forces canadiennes est aveugle ou atteint d'une incapacité physique qui le rend incapable de voter de la manière prescrite dans les présentes règles :

a) le scrutateur doit aider l'électeur des Forces canadiennes :

(i) d'autre part, en remplissant la déclaration au verso de l'enveloppe extérieure, y compris l'inscription du nom de l'électeur des Forces canadiennes à l'endroit prévu pour sa signature, 10

(ii) d'autre part, en marquant le bulletin de vote de la manière indiquée par l'électeur des Forces canadiennes, en présence de celui-ci et en présence d'un autre électeur qui est choisi par l'électeur des Forces canadiennes incapable de voter sans aide; 15

b) le scrutateur et l'électeur des Forces canadiennes en présence duquel est donné le vote de l'électeur des Forces canadiennes incapable de voter sans aide doivent apposer leur signature à une note au verso de l'enveloppe extérieure énonçant que le vote a été donné conformément à l'alinéa a). 20 25

(2) Par dérogation au paragraphe (1), le bulletin de vote d'un électeur qui est aveugle peut être rempli par un autre électeur des Forces canadiennes en la seule présence de l'électeur des Forces canadiennes qui est aveugle. 30

(3) Chacune des personnes en présence de qui un vote est déposé en conformité des paragraphes (1) ou (2) doit garder secret le nom du candidat en faveur duquel est donné le vote de l'électeur des Forces canadiennes ou électeur des Forces canadiennes qui est incapable de voter sans aide. 35 40

Électeurs des
Forces cana-
diennes inca-
pables de voter
sans aide

5

Électeurs des
Forces cana-
diennes aveu-
gles

Secret

PROCEDURE WHERE CANADIAN FORCES
ELECTOR IS IN A HOSPITAL OR INSTITUTIONCanadian
Forces elector
in hospital or
institution

33. (1) A Canadian Forces elector who is undergoing treatment in a Service hospital or convalescent institution during a period fixed pursuant to subsection 22(2) for the taking of the votes of Canadian Forces electors at a public consultation shall be deemed to be a member of the unit under the command of the officer in charge of the hospital or convalescent institution.

Voting of
Canadian
Forces elector
confined to bed

(2) Where a deputy returning officer who is designated under these Rules to take the votes of Canadian Forces electors at a Service hospital or convalescent institution deems it advisable and the officer in charge of the hospital or institution approves, the deputy returning officer may go from room to room to take the votes of Canadian Forces electors who are confined to bed.

Deputy return-
ing officer to
take vote

(3) Where a deputy returning officer is not designated for a Service hospital or convalescent institution, the deputy returning officer appointed for the unit to which the hospital or institution belongs may take the votes of Canadian Forces electors who are undergoing treatment in the hospital or institution.

Voting at alter-
native unit

34. Where a Canadian Forces elector is absent from the Canadian Forces elector's unit while on duty, leave or furlough during a period fixed pursuant to subsection 22(2), the Canadian Forces elector may cast a ballot before a deputy returning officer who is, when the Canadian Forces elector applies to vote, engaged in that unit in taking the votes of Canadian Forces electors.

PROCÉDURE LORSQU'UN ÉLECTEUR DES
FORCES CANADIENNES EST DANS UN
HÔPITAL OU UNE INSTITUTIONÉlecteur à
l'hôpital ou
dans une insti-
tution

33. (1) L'électeur des Forces canadiennes qui subit un traitement dans un hôpital militaire ou une institution militaire de convalescence, durant une période fixée conformément au paragraphe 22(2) pour faire voter des électeurs des Forces canadiennes à une consultation populaire, est censé être un membre de l'unité sous le commandement de l'officier qui dirige l'hôpital ou l'institution de convalescence.

(2) Le scrutateur qui est désigné en vertu des présentes règles pour faire voter des électeurs des Forces canadiennes dans un hôpital militaire ou dans une institution militaire de convalescence s'il estime que cela est opportun et que cela est approuvé par l'officier qui dirige l'hôpital ou l'institution, peut aller d'une chambre à une autre en vue de faire voter les électeurs des Forces canadiennes qui sont alités.

Vote d'un élec-
teur des Forces
canadiennes qui
est alité

(3) Lorsqu'aucun scrutateur n'est désigné pour un hôpital militaire ou une institution militaire de convalescence, le scrutateur nommé pour l'unité à laquelle appartient l'hôpital ou l'institution peut faire voter les électeurs des Forces canadiennes qui subissent un traitement dans l'hôpital ou l'institution.

Scrutateur qui
doit faire voterVOTING BY A CANADIAN FORCES ELECTOR
AT AN ALTERNATIVE UNITVOTE D'UN ÉLECTEUR DES FORCES
CANADIENNES DANS UNE AUTRE UNITÉVote dans une
autre unité

34. Lorsqu'un électeur des Forces canadiennes est absent de son unité alors qu'il est en service, en congé ou en permission pendant un délai fixé conformément au paragraphe 22(2), l'électeur peut, sur production d'une preuve satisfaisante établissant qu'il est en service, en congé ou en permission, voter devant un scrutateur qui est, lorsque l'électeur des Forces canadiennes demande à voter, occupé dans cette unité à la prise des votes d'électeurs des Forces canadiennes.

VOTING BY CANADIAN FORCES ELECTORS
UNDER PROCEDURES PRESCRIBED IN THE
ACT

Voting under
Act

35. (1) Subject to subsection (2), a Canadian Forces elector who, on polling day,

(a) is actually ordinarily residing in the electoral district in which is located the Canadian Forces elector's place of ordinary residence as shown in the statement of ordinary residence made under these Rules, and

(b) has not voted under the procedure set out in these Rules,

may vote at the place where that Canadian Forces elector could vote if that Canadian Forces elector were not a Canadian Forces elector.

Limitation

(2) A Canadian Forces elector who is residing in an urban polling division may vote under subsection (1) only if that Canadian Forces elector's name appears in the official list of electors of that polling division established pursuant to the Act.

VOTE DES ÉLECTEURS DES FORCES
CANADIENNES SUIVANT LES FORMALITÉS
PRESCRITES DANS LA PRÉSENTE LOI

Vote en vertu
de la présente
loi

35. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un électeur des Forces canadiennes qui, le jour du scrutin :

a) d'une part, se trouve en fait à résider ordinairement dans la circonscription où est situé le lieu de sa résidence ordinaire indiqué dans la déclaration de résidence ordinaire qu'il a faite en vertu des présentes règles,

b) d'autre part n'a pas voté en vertu de la 10 procédure énoncée aux présentes règles,

peut voter au lieu où il pourrait voter s'il n'était pas un électeur des Forces canadiennes.

(2) Un électeur des Forces canadiennes qui réside dans une section urbaine ne peut voter en vertu du paragraphe (1) que si son nom figure sur la liste officielle des électeurs de cette section de vote dressée conformément à la présente loi.

PART III

QUALIFICATIONS AND
ENTITLEMENT TO VOTE OF
CANADIAN CITIZENS RESIDING
OUTSIDE CANADA

Qualification to
vote

36. Every Canadian citizen who resides outside of Canada is qualified to vote at a public consultation in accordance with these Rules if that person's name is entered in the registry referred to in section 37 on or before midnight of the tenth day after the day of the issue of the writ for the public consultation.

Registry of
electors residing
outside Canada

37. The Chief Electoral Officer shall maintain a registry of electors who reside outside Canada and shall register therein the name of every Canadian citizen who is entitled to vote in accordance with these Rules and who has asked to be included in the registry pursuant to section 38 and meets the following requirements:

PARTIE III

QUALITÉS REQUISES ET DROIT DE
VOTE DES CITOYENS CANADIENS
RÉSIDENT À L'ÉTRANGER

Conditions
requises pour
voter

36. Le citoyen canadien qui réside à l'étranger est habile à voter à une consultation populaire conformément aux présentes règles si son nom a été inscrit au registre visé à l'article 37 au plus tard à minuit, le dixième jour suivant le jour de l'émission d'un bref de consultation populaire.

Registre des
électeurs à
l'étranger

37. Le directeur général des élections doit tenir un registre des électeurs résidant à l'étranger où il doit inscrire le nom des citoyens canadiens qui lui en font la demande conformément à l'article 38 et qui répondent aux conditions suivantes :

a) il a dix-huit ans révolu;

(a) the person is of the full age of eighteen years;

(b) at any time prior to the person's application pursuant to section 38, the person has resided in Canada;

(c) the person intends to return to Canada; and

(d) the person is not entitled to vote by proxy.

b) il a résidé au Canada antérieurement à la présentation de sa demande prévue à l'article 38;

c) il a l'intention de retourner au Canada;

d) il n'est pas admis à voter par procuration.

Application for registration

38. To be included in the registry referred to in section 37 a Canadian citizen must file with the Chief Electoral Officer an application for registration containing such information as the Chief Electoral Officer may require, including

(a) the address of the applicant's residence in Canada prior to leaving Canada;

(b) a declaration of the applicant's intention to return to Canada;

(c) if known, the date of the applicant's intended return to Canada;

(d) proof of the applicant's identity by reference to documents of a class prescribed by the Chief Electoral Officer; and

(e) the applicant's mailing address outside Canada.

38. Pour être inscrit au registre des électeurs visé à l'article 37, l'électeur doit envoyer au directeur général des élections une demande d'enregistrement contenant les renseignements prévus par le directeur général des élections et, notamment :

a) l'adresse de la résidence antérieure, au Canada, de l'auteur de la demande;

b) une déclaration de son intention de retourner au Canada;

c) la date prévue de son retour au Canada, s'il la connaît;

d) une preuve de son identité par des documents d'une catégorie prescrite par le directeur général des élections;

e) son adresse postale à l'étranger.

Demande d'enregistrement

False statement

39. Every person who knowingly makes a false statement in an application referred to in section 38 is guilty of an offence against this Act.

39. Quiconque fait sciemment une fausse déclaration dans la demande prévue à l'article 38 commet une infraction à la présente loi.

Fausse déclaration

Address of residence

40. (1) For the purposes of paragraph 38(a), an applicant can indicate as the address of residence in Canada any of the following:

(a) the address of the applicant's last place of residence in Canada prior to leaving Canada;

(b) the address of the present residence in Canada of the applicant's spouse, a relative or any person in relation to whom the applicant is a dependent;

(c) the address of the residence in Canada of the applicant's parents at the date of the applicant's birth.

40. (1) Pour l'application de l'alinéa 38a), l'adresse de la résidence au Canada de l'auteur de la demande d'enregistrement est, à son choix :

a) soit l'adresse de sa dernière résidence ordinaire au Canada avant son départ pour l'étranger;

b) soit l'adresse de la résidence actuelle au Canada de son conjoint, d'une personne à sa charge ou d'un parent;

c) soit l'adresse de la résidence au Canada de ses parents à la date de sa naissance.

Adresse de la résidence

No change	(2) The address set out in the application for registration as the address of the applicant's residence in Canada cannot be changed once the applicant's name is entered in the registry referred to in section 37.	(2) L'adresse donnée dans la demande d'enregistrement comme l'adresse de la résidence au Canada de l'auteur de la demande ne peut être changée après que son nom a été inscrit au registre visé à l'article 37.	Choix définitif
Additional information	41. The Chief Electoral Officer may, where an application for registration referred to in section 38 does not contain all the information required by that section, require, by notice in writing, an applicant to provide the Chief Electoral Officer with such additional information as the Chief Electoral Officer may require.	41. Le directeur général des élections peut, dans le cas où la demande d'enregistrement ne contient pas tous les renseignements prévus à l'article 38, requérir par écrit de l'auteur de la demande qu'il fournisse les renseignements supplémentaires nécessaires.	Renseignements supplémentaires
Notice	42. Where the Chief Electoral Officer enters the name of an elector in the registry referred to in section 37, the Chief Electoral Officer may by notice in the prescribed form inform that elector that the elector's name has been so entered.	42. Le directeur général des élections peut, lorsqu'il inscrit le nom d'un électeur au registre prévu à l'article 37 l'en informer par avis écrit en la forme prescrite.	Avis
Notice	43. The Chief Electoral Officer shall, at the following times, send to every elector whose name has been entered in the registry referred to in section 37 a notice in the prescribed form advising electors of their obligation under section 44:	43. Le directeur général des élections doit faire parvenir à chaque électeur inscrit au registre visé à l'article 37 un avis, en la forme prescrite informant l'électeur des exigences de l'article 44 :	Avis
	(a) before August 31 of every year unless a general election or a public consultation has occurred in the twelve months preceding August 31; and	a) d'une part, au plus tard le 31 août de chaque année, sauf si une élection générale ou une consultation populaire a eu lieu dans les douze mois précédents;	25
	(b) at least one month before the elector's intended date of return to Canada as set out in the elector's application under section 38.	b) d'autre part, au plus tard un mois avant la date de retour au Canada donnée par l'électeur dans la demande prévue à l'article 38.	
Confirmation and up-dating of information	44. Regardless of whether the elector received the notice referred to in section 43, every elector whose name is in the registry referred to in section 37 shall, between August 31 and December 31 in each year, unless a general election or a public consultation was held in the twelve month period preceding August 31, provide the Chief Electoral Officer with a declaration in writing signed by the elector confirming or bringing up to date the information contained in the elector's application for registration.	44. Chaque électeur inscrit au registre prévu à l'article 37, qu'il ait ou non reçu l'avis du directeur général des élections visé à l'article 43, doit, entre le 31 août et le 31 décembre de chaque année, sauf si une élection générale ou une consultation populaire a eu lieu dans les douze mois précédant le 31 août, faire parvenir au directeur général des élections une déclaration signée par lui confirmant ou mettant à jour les renseignements contenus dans sa demande d'enregistrement.	Confirmation ou mise à jour des renseignements

Deletions from
registry

45. The Chief Electoral Officer shall delete from the register the name of every elector

(a) who fails to provide the declaration referred to in section 44 within the time 5 period required by that section;

(b) who has asked, in writing, to be deleted from the registry;

(c) who is deceased and in respect of whom a request, accompanied by the 10 elector's death certificate or any other document constituting evidence of the elector's death, has been made to have the elector's name deleted from the registry; or

(d) who returns to Canada to reside. 15

Sending of bal-
lot papers

46. The Chief Electoral Officer shall, before the twenty-eighth day before polling day, send to each elector whose name is in the registry referred to in section 37, at the address referred to in paragraph 38(a) that 20 has been provided by the elector, a ballot paper and an inner envelope and an outer envelope in the prescribed form.

Voting

47. An elector who receives a ballot paper shall cast a vote secretly by writing on the 25 ballot paper the option of the elector's choice,

Envelopes

48. After having cast a vote, an elector shall place the ballot paper in the inner envelope, seal the inner envelope and place it 30 in the outer envelope on which the elector shall write the elector's name and address of the elector's previous residence as set out pursuant to paragraph 38(a).

Forwarding of
envelope

49. The elector shall transmit the outer 35 envelope to the Chief Electoral Officer

(a) personally, by mail or through any other system of delivery; or

(b) by delivering it to a Canadian Embassy, High Commission, Consular 40 Office or Canadian Armed Forces base or to such place as may be designated by the Chief Electoral Officer.

45. Le directeur général des élections doit radier du registre le nom de l'électeur :

Radiation

a) si celui-ci ne lui a pas fait parvenir la déclaration prévue à l'article 44 dans le 5 délai qui y est prévu;

b) si celui-ci lui a présentée une demande de radiation, signée par l'électeur;

c) si, dans le cas où l'électeur est décédé, une personne lui présente une demande de radiation, accompagnée du certificat de 10 décès ou d'un autre document attestant le décès de l'électeur;

d) si l'électeur revient au Canada pour y résider.

46. Le directeur général des élections doit, 15 avant le vingt-huitième jour précédant le jour du scrutin, envoyer à chaque électeur dont le nom figure au registre prévu à l'article 37, à l'adresse visée à l'alinéa 38a), un bulletin de vote, de même qu'une enveloppe intérieure et 20 une enveloppe extérieure, en la forme prescrite.

Envoi des bulle-
tins de vote

47. Sur réception du bulletin de vote, l'électeur doit voter secrètement en inscrivant sur le bulletin l'option qu'il favorise. 25

Vote

48. L'électeur doit insérer le bulletin de vote dans l'enveloppe intérieure, la sceller et insérer cette dernière dans l'enveloppe extérieure sur laquelle il doit indiquer son nom, et l'adresse de sa résidence antérieure visée à 30 l'alinéa 38a).

Enveloppe scel-
lée

49. L'électeur doit transmettre l'enveloppe extérieure scellée au directeur général des élections :

Envoi de l'enve-
loppe

a) soit personnellement, par la poste ou 35 par tout autre mode de livraison;

b) soit en la remettant à une ambassade, à un haut-commissariat, à un consulat ou à une base des forces armées du Canada ou à tout autre endroit désigné par le direc- 40 teur général des élections.

PART IV

PROCEDURE FOR THE RECEIVING,
SORTING AND COUNTING OF VOTES
CAST PURSUANT TO THESE RULES

ADMINISTRATION

Administration

50. Except as otherwise provided, every operation relating to the receiving, sorting and counting of the ballot papers marked by electors and Canadian Forces electors shall be conducted, under the supervision of the Chief Electoral Officer, by scrutineers, who shall work in pairs, each pair consisting of persons representing opposed consultation committees.

Directives

51. The Chief Electoral Officer shall, for the purposes of these Rules, prescribe

- (a) security directives for the safekeeping of ballot papers, inner envelopes, outer envelopes and all other election documents; and
- (b) directives for the receiving, sorting and counting of the vote.

Commence-
ment of count-
ing

52. The counting of votes cast pursuant to these Rules shall commence on a date to be fixed by the Chief Electoral Officer or, if no such date is fixed, on Wednesday, the fifth day before polling day.

Requirement

53. Only ballot papers received in Ottawa by the Chief Electoral Officer before 9:00 a.m. on polling day may be counted.

Procedure
where outer
envelope is
incomplete or
received too
late

54. (1) Where, during the receiving and sorting of outer envelopes, it is ascertained on examination of an outer envelope that

(a) in respect of any vote other than a vote taken under section 32, an outer envelope does not bear the signature of an elector or Canadian Forces elector,

PARTIE IV

PROCÉDURE RELATIVE À LA
RÉCEPTION, AU TRI ET AU COMPTE
DES VOTES

ADMINISTRATION

Administration

50. Sauf disposition contraire, chaque opération se rapportant à la réception, au tri et au compte des bulletins de vote remplis par les électeurs et électeurs des Forces canadiennes doit, sous la surveillance du directeur général des élections, être accomplie par des scrutateurs centraux qui doivent agir deux par deux, chaque paire se composant de personnes représentant des comités de consultation enregistrés qui sont opposés.

Directives

51. Le directeur général des élections doit prescrire :

- a) des directives relatives à la sécurité applicables à la protection et à la garde en lieu sûr des bulletins de votes, des enveloppes intérieures et extérieures et des documents de consultation;
- b) de directives relatives à la procédure à suivre de la réception, du tri et du compte des votes.

Décompte du
vote

52. Le décompte du vote doit commencer à la date fixée par le directeur général des élections et, au plus tard, mercredi le cinquième jour avant le jour du scrutin.

Date de clôture

53. Ne peuvent être comptés que les bulletins de vote reçus à Ottawa par le directeur général des élections avant neuf heures, heure locale, le jour du scrutin.

Procédure lors-
que l'enveloppe
extérieure est
incomplète ou
est reçue trop
tard

54. (1) Lorsque, durant la réception et le classement des enveloppes extérieures, il est constaté lors de l'examen d'une enveloppe extérieure :

a) soit que, en ce qui concerne un vote autre qu'un vote donné en vertu de l'article 32, une enveloppe extérieure ne porte pas la signature de l'électeur ou de l'électeur des Forces canadiennes,

(b) the correct electoral district of the elector or Canadian Forces elector whose ballot is contained in the outer envelope cannot be ascertained, or

(c) the outer envelope has been received by the Chief Electoral Officer in Ottawa after 9:00 a.m. on polling day,

the outer envelope shall be laid aside unopened.

Procedure where elector votes more than once

(2) Where, during the receiving and sorting of outer envelopes, it is ascertained that an elector or a Canadian Forces elector has voted more than once, the outer envelopes relating to the elector shall be laid aside unopened.

Disposition of outer envelopes that are laid aside

(3) Where an outer envelope is laid aside unopened pursuant to subsection (1) or (2),

(a) the outer envelope shall be endorsed with the reason why it has been laid aside;

(b) at least two scrutineers shall initial the endorsement; and

(c) in the case of an outer envelope laid aside pursuant to subsection (1), the ballot paper contained in the outer envelope shall be deemed to be a spoiled ballot.

Special report

(4) Where an outer envelope is laid aside pursuant to subsection (2), a report in respect of the matter shall be prepared.

Duties of scrutineers

55. Before the counting of the votes commences, the Chief Electoral Officer shall

(a) direct the scrutineers to work in pairs, each pair consisting of persons representing opposed consultation committees; and

(b) direct each pair of scrutineers to count the votes for only one electoral district at a time.

b) soit que la circonscription appropriée de l'électeur ou de l'électeur des Forces canadiennes dont le bulletin est contenu dans l'enveloppe extérieure ne peut pas être déterminée,

c) soit que l'enveloppe extérieure a été reçue par le directeur général des élections, à Ottawa, après neuf heures du matin le jour du scrutin,

l'enveloppe extérieure doit être mise de côté sans être décachetée.

(2) Lorsque, au cours de la réception et du classement des enveloppes extérieures, il est constaté qu'un électeur ou un électeur des Forces canadiennes a voté plus d'une fois, les enveloppes extérieures se rapportant à cet électeur doivent être mises de côté sans être décachetées.

(3) Lorsqu'une enveloppe extérieure est mise de côté sans être décachetée conformément aux paragraphes (1) ou (2) :

a) le motif pour lequel, elle a été mise de côté doit être inscrit sur l'enveloppe extérieure;

b) au moins deux scrutateurs centraux doivent apposer leurs initiales à l'inscription;

c) le bulletin de vote contenu dans une enveloppe extérieure mise de côté en vertu du paragraphe (1) est censé être un bulletin de vote gâté.

(4) Lorsqu'une enveloppe extérieure est mise de côté conformément au paragraphe (2), un rapport relativement à cette question doit être préparé.

55. Avant le début du compte des votes, le directeur général des élections doit :

a) ordonner aux scrutateurs centraux de travailler deux par deux, chaque groupe étant composé de personnes représentant des comités de consultation opposés;

b) ordonner aux deux scrutateurs centraux de compter les votes pour une seule circonscription à la fois;

Procédure lorsque l'électeur vote plus d'une fois

Traitement des enveloppes extérieures qui sont mises de côté

Rapport spécial

Fonctions des scrutateurs centraux

Rejection of
ballot papers

56. (1) In counting the votes of electors and Canadian Forces electors, the scrutineers shall reject all ballot papers

(a) that do not appear to have been supplied for the election;

(b) that have not been marked in accordance with these Rules; or

(c) on which the elector or Canadian Forces elector appears to have intentionally made a mark by which the elector or Canadian Forces elector might afterwards be identified.

Ballot paper not
to be rejected
for uncertainty

57. No ballot paper shall be rejected for uncertainty as to the candidate intended to be voted for if it is possible to ascertain, with a reasonable degree of certainty, for which option an elector or Canadian Forces elector intended to vote.

Disposition of
copies of state-
ment of the
count

58. Each scrutineer shall prepare a statement of the count in the form and manner prescribed by the Chief Electoral Officer and deliver it to the Chief Electoral Officer who shall retain it in safe custody until the day following the communication of the results pursuant to subsection 156(2) of the Act and, on that day, the Chief Electoral Officer shall where a scrutineer has requested the return of a copy of the statement of the count, return a copy thereof to that scrutineer.

Signed copies
only

59. A scrutineer may only receive, pursuant to section 58, a copy of the statement of the count which the scrutineer has signed.

56. (1) En comptant les votes des électeurs et des électeurs des Forces canadiennes, les scrutateurs centraux doivent, rejeter tous les bulletins de vote :

5 a) qui ne paraissent pas avoir été fournis pour la consultation populaire;

b) qui n'ont pas été marqués conformément aux présentes règles;

c) sur lequel l'électeur ou l'électeur des Forces canadiennes semble avoir volontairement fait une marque par laquelle il pourrait par la suite être identifié.

Rejet des bulletins de vote

57. Aucun bulletin de vote ne doit être rejeté pour cause d'incertitude quant à l'option pour laquelle l'électeur ou l'électeur des Forces canadiennes avait l'intention de voter s'il est possible de déterminer, avec un degré raisonnable de certitude, pour quelle option il avait l'intention de voter.

Un bulletin de vote ne doit pas être rejeté pour cause d'incertitude

58. Chacun des scrutateurs centraux doit préparer un relevé du compte en la forme et de la manière prescrite par le directeur général des élections et lui remettre; ce dernier doit garder en lieu sûr jusqu'au lendemain de la communication des résultats prévue au paragraphe 51(2) de la présente loi les relevés du compte que lui ont remis les scrutateurs centraux et doit, le jour de cette communication, en remettre un exemplaire au scrutateur central qui le lui demande.

Emploi des exemplaires du relevé du compte

59. Le scrutateur central ne peut recevoir en vertu de l'article 58 qu'une copie du relevé du compte qu'il a signé.

Réserve

PART V

PROHIBITION, OFFENCES AND SUPPLEMENTARY PROVISIONS

GENERAL PROHIBITION

Voting more
than once pro-
hibited

60. An elector or Canadian Forces elector is not, by reason of any provision of these Rules, entitled to and shall not, at a public consultation, vote more than once in respect of an electoral district or vote in respect of more than one electoral district.

PARTIE V

INTERDICTION, INFRACTIONS ET DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

INTERDICTION GÉNÉRALE

60. Aux termes des présentes règles, un électeur ou un électeur des Forces canadiennes n'est pas autorisé à voter et ne doit pas voter plus d'une fois, à l'égard d'une même circonscription ou à l'égard de plus d'une circonscription, à une consultation populaire.

Interdiction de voter plus d'une fois

OFFENCES

Offences

- 61.** Any person who, inside or outside Canada,
- (a) attempts to obtain or communicate any information as to the option for which any ballot paper has been marked by an elector or Canadian Forces elector otherwise than as provided for by these Rules, 5
 - (b) interferes with, or attempts to interfere with an elector or Canadian Forces elector when marking a ballot paper, or otherwise attempts to obtain any information as to the option for which any elector or Canadian Forces elector is about to vote or has voted, 10
 - (c) knowingly applies for a ballot paper to 15 which that person is not entitled,
 - (d) makes any untrue statement in the declaration signed by that person before a deputy returning officer,
 - (e) makes any untrue declaration in the 20 statement of ordinary residence completed by that person,
 - (f) prevents or endeavours to prevent any elector or Canadian Forces elector from voting at a public consultation, or 25
 - (g) at the counting of the votes, attempts to obtain any information or communicates any information obtained at the counting as to the option for which any vote is given in any particular ballot paper, 30
- is guilty of an offence against the Act.

Idem

- 62.** Every person who, inside or outside Canada, directly or indirectly, personally or through any other person,
- (a) uses or threatens to use any force, 35 violence or restraint, inflicts or threatens to inflict any injury, damage, harm or loss or in any manner practises intimidation on or against an elector or Canadian Forces elector, or 40

INFRACTIONS

Infractions

- 61.** Est coupable d'une infraction à la présente loi, quiconque, au Canada ou à l'étranger :
- a) soit tente d'obtenir ou de transmettre des renseignements relatifs à l'option en 5 faveur de laquelle un bulletin de vote a été marqué par un électeur ou un électeur des Forces canadiennes;
 - b) soit intervient ou tente d'intervenir auprès d'un électeur ou d'un électeur des 10 Forces canadiennes lorsqu'il marque son bulletin, ou essaye autrement de savoir en faveur de quelle option un électeur ou un électeur des Forces canadiennes est sur le point de voter ou a voté; 15
 - c) soit fait sciemment la demande d'un bulletin de vote auquel il n'a pas droit;
 - d) soit fait une fausse déclaration dans la déclaration signée par lui devant un scrutateur; 20
 - e) soit fait une fausse déclaration dans la déclaration de résidence ordinaire établie par lui;
 - f) soit empêche, ou s'efforce d'empêcher un électeur ou un électeur des Forces 25 canadiennes de voter à une consultation populaire;
 - g) soit pendant le dépouillement du scrutin cherche à obtenir quelque renseignement ou à communiquer un renseignement 30 obtenu pendant le dépouillement au sujet de l'option pour laquelle un vote est exprimé dans un bulletin de vote particulier.

35

Idem

- 62.** Est coupable d'une infraction à la présente loi quiconque, au Canada ou à l'étranger, directement ou indirectement, personnellement ou par l'intermédiaire d'une autre personne :
- a) soit emploie ou menace d'employer la force, la violence ou la contrainte, ou occasionne ou menace d'occasionner quelque blessure, dommage, tort ou perte 40

(b) by abduction, duress or any false or fraudulent pretence, device or contrivance, impedes, prevents or otherwise interferes with the free exercise of the franchise of an elector or Canadian Forces elector,

in order to induce or compel the elector or Canadian Forces elector to vote for any option, or to refrain from voting, or on account of the elector or Canadian Forces elector having voted for any option or refrained from voting at an option, is guilty of an offence against the Act.

ou de quelque manière intimide un électeur, ou un électeur des Forces canadiennes,

b) soit, par enlèvement, contrainte, ou quelque machination, prétexte ou artifice faux ou frauduleux, empêche, arrête ou entrave de quelque autre manière le libre exercice du droit de vote d'un électeur ou d'un électeur des Forces canadiennes,

soit afin d'induire ou de forcer l'électeur ou l'électeur des Forces canadiennes à voter en faveur d'une option ou à s'abstenir de voter, soit parce que l'électeur ou l'électeur des Forces canadiennes a voté en faveur d'une option ou s'est abstenu de voter à la consultation populaire.

SUPPLEMENTARY PROVISIONS

Validity of option not affected by non-compliance

63. The validity of the choice of an option shall not be questioned

(a) on the ground of any omission or irregularity in connection with the administration of these Rules, if it appears that the omission or irregularity did not affect the result of the public consultation; or

(b) on the ground that, for any reason, it was found impossible to secure the vote of any elector or Canadian Forces elector under these Rules.

Recounting by a judge

64. Section 56 of the *Canada Elections Act*, relating to a recount by a judge, applies, with such modifications as the circumstances require, to all ballot papers that have been counted and rejected after having been cast by electors and Canadian Forces electors under these Rules and that have been transmitted to and received by the Chief Electoral Officer.

Custody, inspection and production of documents

65. The sections of the Act, relating to the custody, inspection and production of election documents, apply, with such modifications as the circumstances require, to documents transmitted to and received by the Chief Electoral Officer.

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

63. La validité du choix d'une option ne doit pas être mise en doute :

a) soit sous le prétexte d'une omission ou l'irrégularité dans l'application des présentes règles, s'il apparaît que l'omission ou irrégularité n'a pas affecté le résultat de la consultation populaire;

b) soit sous le prétexte que, pour une raison quelconque, l'on a constaté qu'il était impossible de recueillir le vote d'un électeur ou d'un électeur des Forces canadiennes en vertu des présentes règles.

64. L'article 56 de la *Loi électorale du Canada*, relatif au recomptage par un juge, s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à tous les bulletins de vote qui ont été comptés et rejetés après avoir été déposés par des électeurs et électeurs des Forces canadiennes en vertu des présentes règles et qui ont été envoyés au directeur général des élections et ont été reçus par lui.

65. Les articles de la présente loi, relatifs à la garde, à l'inspection et à la production de documents de consultation s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux documents qui ont été envoyés au directeur général des élections et ont été reçus par lui.

Mise en doute de la validité du choix d'une option

Recomptage par un juge

Garde, inspection et production des documents

Taxation and
payment of
accounts

66. All accounts for services and expenses incurred in connection with the administration of these Rules shall be taxed by the Chief Electoral Officer and paid out of money that Parliament may appropriate for such purposes.

66. Tous les comptes pour services rendus et tous les comptes de frais engagés en rapport avec l'application des présentes règles doivent être taxés par le directeur général des élections et payés sur les deniers que le 5 Parlement peut affecter à ces fins.

Taxation et
paiement des
comptes

Transmission of
lists of
Canadian
Forces electors

67. (1) The coordinating officer shall, during the first two weeks of November in every year, except a year in which

67. (1) L'agent coordonnateur, pour chaque circonscription, doit transmettre au directeur général des élections au cours des deux premières semaines de novembre de 10 chaque année, le nombre d'exemplaires, prescrit par ce dernier, des listes des électeurs des Forces canadiennes dont le lieu de résidence ordinaire se trouve dans cette circonscription; cette disposition ne s'appli- 15 que pas lorsque :

Transmission
des listes des
électeurs des
Forces cana-
diennes

(a) a general election or a public consultation is in progress at any time during those two weeks, or

(b) voting on the ordinary polling day at a general election took place less than two months before the last day of October, 15

transmit to the Chief Electoral Officer in respect of each electoral district such number of copies as the Chief Electoral Officer directs of a list of the Canadian Forces electors whose places of ordinary residence 20 are in that electoral district.

a) soit ces deux semaines coïncident au moins partiellement avec la tenue d'une élection générale ou d'une consultation populaire; 20
b) soit le jour ordinaire de scrutin à une élection générale ou à une consultation populaire précède de moins de deux mois le dernier jour d'octobre.

25

Arrangement of
list

(2) The list referred to in subsection (1) shall

(2) La liste visée au paragraphe (1) doit :

Comment la
liste doit être
dressée

(a) contain only the names of Canadian Forces electors whose statements of ordinary residence have been validated as to electoral districts by the Chief Electoral Officer; and

a) contenir uniquement les noms des électeurs des Forces canadiennes dont la déclaration de résidence ordinaire a été certifiée quant à la circonscription par le 30 directeur général des élections;

(b) be arranged alphabetically as to names, which names shall be followed by 30 the current addresses of the Canadian Forces electors.

b) être dressée selon l'ordre alphabétique des noms, chacun étant suivi de l'adresse actuelle de l'électeur des Forces canadiennes. 35

Not applicable
in time of war

(3) Where, in time of war, the Canadian Forces are on active service in November of any year, subsection (1) does not apply in 35 that year.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une année si, en temps de guerre, les Forces canadiennes sont, en novembre de cette année, en activité de service.

Non applicable
en temps de
guerre

Transmission of
lists

(4) Forthwith after the Chief Electoral Officer receives the list pursuant to subsection (1), the Chief Electoral Officer shall transmit to each registered consultation 40 committee one copy of each list referred to in paragraph (a).

(4) Sur réception de la liste prévue au 40 paragraphe (1), le directeur général des élections doit immédiatement transmettre à chaque comité de consultation enregistré une copie de chaque liste visée à l'alinéa a).

Transmission
des listes

Alphabetical
order

(5) The lists referred to in paragraph (4)(a) shall be arranged alphabetically and shall set out for each name the address provided by the elector or Canadian Forces elector.

(5) Les listes visées à l'alinéa (4)a) doivent être dressées selon l'ordre alphabétique des noms, chacun devant être suivi de l'adresse fournie par l'électeur ou l'électeur des Forces canadiennes.

Ordre alphabétique

Misuse prohibited

(6) No person shall use the whole or any part of any list prepared pursuant to these Rules, or the whole or any part of any list made in whole or in part from any such list, for other than federal or provincial electoral purposes.

(6) Nul ne peut utiliser, directement ou indirectement, une liste préparée en vertu des présentes règles, ou partie d'une telle liste, sauf à des fins électorales fédérales ou provinciales.

Usages interdits

10

SCHEDULE III (Section 148)

ANNEXE III (article 148)

LIST OF ELECTORAL DISTRICTS FOR
THE PURPOSES OF SUBPARAGRAPH
148(3)(b)(i)

<i>Province of Ontario</i>	
Cochrane—Superior	
Kenora—Rainy River	
Thunder Bay—Nipigon	
Timiskaming	5
<i>Province of Quebec</i>	
Abitibi	
Manicouagan	
<i>Province of Newfoundland</i>	
Bonavista—Trinity—Conception	10
Burin—St. George's	
Gander—Twillingate	
Grand Falls—White Bay—Labrador	
Humber—Port au Port—St. Barbe	
<i>Province of Manitoba</i>	15
Churchill	
<i>Province of Saskatchewan</i>	
Mackenzie	
The Battlefords—Meadow Lake	
<i>Province of Alberta</i>	20
Athabasca	
Peace River	
Yellowhead	
<i>Province of British Columbia</i>	
Cariboo—Chilcotin	25
Comox—Powell River	
Prince George—Peace River	
Prince George—Bulkley Valley	
Skeena	
<i>Yukon Territory</i>	30
Yukon	
<i>Northwest Territories</i>	
Western Arctic	
Nunatsiaq	

LISTE DES CIRCONSCRIPTIONS
POUR L'APPLICATION DU SOUS-
ALINÉA 148(3)b)(i)

<i>Province d'Ontario</i>	
Cochrane — Supérieur	
Kenora — Rainy River	
Thunder Bay — Nipigon	
Timiskaming	5
<i>Province de Québec</i>	
Abitibi	
Manicouagan	
<i>Province de Terre-Neuve</i>	
Bonavista — Trinity — Conception	10
Burin — Saint-Georges	
Gander — Twillingate	
Grand Falls — White Bay — Labrador	
Humber — Port-au-Port — Sainte-Barbe	15
<i>Province du Manitoba</i>	
Churchill	
<i>Province de la Saskatchewan</i>	
Mackenzie	
The Battlefords — Meadow Lake	20
<i>Province d'Alberta</i>	
Athabasca	
Peace River	
Yellowhead	
<i>Province de la Colombie-Britannique</i>	25
Cariboo — Chilcotin	
Comox — Powell River	
Prince George — Peace River	
Prince George — Bulkley Valley	
Skeena	30
<i>Territoire du Yukon</i>	
Yukon	
<i>Territoires du Nord-Ouest</i>	
Western Arctic	
Nunatsiaq	35

C-312

C-312

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C- 312

PROJET DE LOI C-312

An Act to provide an interim measure respecting abortion
and to amend the Criminal Code

Loi prévoyant une mesure provisoire relative à l'avortement
et modifiant le Code criminel

First reading, July 25, 1988

Première lecture le 25 juillet 1988



MR. CROSBY

M. CROSBY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-312

PROJET DE LOI C-312

An Act to provide an interim measure
respecting abortion and to amend the
Criminal Code

Loi prévoyant une mesure provisoire relative
à l'avortement et modifiant le Code criminel

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

Short title

1. This Act may be cited as the *Abortion
Law Interim Measures Act*.

1. Titre abrégé : «*Loi sur les mesures
5 provisoires concernant les règles de droit en 5
matière d'avortement*». Titre abrégé

Purpose

2. The purpose of this Act is to
(a) establish a law relating to abortion in
Canada that will prohibit abortions in the
circumstances permitted by the *Canadian
Charter of Rights and Freedoms*; and 10
(b) promote an amendment to the
*Canadian Charter of Rights and Free-
doms* that will protect human life in all
circumstances by providing protection to
the unborn. 15

2. La présente loi a pour objet : 20
Objet
a) d'instituer, en ce qui concerne l'avorte-
ment au Canada, des règles de droit inter-
disant l'avortement dans les conditions où 10
le permet la *Charte canadienne des droits
et libertés*;
b) de favoriser une modification de la
Charte canadienne des droits et libertés
sauvegardant la vie humaine en toutes 15
circonstances en prévoyant la protection
des êtres non encore nés.

PART I

Partie I

ABORTION

AVORTEMENT

“abortion”
«avortement»

3. In this part
“abortion” means the procurement of the
miscarriage of a female person who is
pregnant when the miscarriage is pro-
cured by means of the administration of a 20
drug or other material, the use of an
instrument or by manipulation or any
other artificial means;

3. Les définitions qui suivent s'appliquent
à la présente partie.

«avortement» Le fait de procurer l'avorte- 20
ment d'une personne de sexe féminin qui
est enceinte, au moyen de l'administration
d'une drogue ou autre substance, par
l'emploi d'un instrument ou par une mani-
pulation ou quelque autre moyen artificiel. 25

«avortement»
“abortion”

"approved hospital" «hôpital approuvé»	"approved hospital" means a hospital in a province or territory approved by the Minister of Health for the province or the chief health officer for the territory;	«hôpital approuvé» Hôpital approuvé par le ministre de la Santé de la province ou le responsable des services de santé du territoire où l'hôpital est situé.	«hôpital approuvé» "approved hospital"
"qualified medical practitioner" «médecin qualifié»	"qualified medical practitioner" means a person entitled to engage in the practice of medicine under the laws of the province or territory in which an abortion is performed.	5 «médecin qualifié» Personne qui a le droit d'exercer la médecine en vertu des lois de la province ou du territoire où l'avortement est pratiqué.	5 «médecin qualifié» "qualified medical practitioner"
Procuring abortion	4. (1) Every one who performs or who, being a female person and pregnant, submits to an abortion is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years.	4. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans 10 quiconque pratique un avortement ou, étant une personne du sexe féminin et enceinte, se soumet à un avortement.	Fait de procurer un avortement
Exceptions	(2) Subsection (1) does not apply where the abortion is medically necessary and the abortion is (a) approved by a qualified medical practitioner who by certificate in writing certifies that he or she has made inquiries sufficient to allow him or her to determine that the abortion is medically necessary; and (b) performed by a qualified medical practitioner other than the person who has made a certificate pursuant to paragraph (a) and is carried out at an approved hospital.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas d'un avortement médicalement 15 nécessaire qui, à la fois : a) est approuvé par un médecin qualifié qui atteste par certificat qu'il a procédé à des investigations suffisantes pour lui permettre de déterminer que l'avortement 20 est médicalement nécessaire; b) est pratiqué, dans un hôpital approuvé, par un médecin qualifié autre que la personne qui a délivré le certificat prévu à l'alinéa a). 25	Exception
Idem	(3) For the purpose of this section, an abortion is medically necessary when the continuance of the pregnancy would endanger the life of the female person who is pregnant and the likely result of the pregnancy is that the female person would suffer death or an injury of a permanent and disabling kind.	(3) Pour l'application du présent article, un avortement est médicalement nécessaire quand la continuation de la grossesse mettrait en danger la vie de la personne du sexe féminin qui est enceinte et aurait pour résultat probable de provoquer le décès de cette personne ou de lui causer une lésion de nature permanente et invalidante.	Idem
Defence	(4) Notwithstanding any provision of this section, it shall be a defence to a prosecution for an offence against subsection (1) of this section: (a) that the female person who submitted to the abortion believed that her life was in danger and had reasonable grounds for believing	(4) Nonobstant toute autre disposition du présent article, constitue un moyen de 35 défense en cas de poursuite relative à une 40 infraction prévue au paragraphe (1) : a) le fait que la personne qui s'est soumise à l'avortement croyait que sa vie était en danger et avait des motifs raisonnables de 40 croire :	Défense

(i) the requirements of the exemption under subsection (2) have been fulfilled, or

(ii) there was no opportunity to meet the requirements of the exemption under subsection (2) by reason of lack of access to a medical practitioner; 5

(b) that the person who performed the abortion believed the requirements of the exemption under subsection (2) had been fulfilled or that the life of the female persons was in danger and there was no opportunity to meet the requirements of the exemption without risking the life of or injury to the female person. 15

(i) soit que les conditions de l'exemption prévue au paragraphe (2) étaient remplies,

(ii) soit qu'il n'était pas possible de remplir les conditions de l'exemption prévue au paragraphe (2) en raison de l'impossibilité de trouver accès auprès d'un médecin; 5

b) le fait que la personne qui a pratiqué l'avortement croyait soit que les conditions de l'exemption prévue au paragraphe (2) étaient remplies, soit que la vie de la personne du sexe féminin était en danger et qu'il n'était pas possible de remplir ces conditions sans lui faire courir un risque pour sa vie ou un risque de lésion. 15

Criminal Code

5. Part I of this Act shall be and shall be deemed to be part of the *Criminal Code of Canada* and the provision of the *Criminal Code* shall apply as though Part I was enacted as part of the *Criminal Code*. 20

Code criminel

5. La partie I de la présente loi est réputée faire partie du *Code criminel* et les dispositions de celui-ci s'appliquent comme si elle était édictée en tant que partie intégrante de celui-ci. 20

Part II

Partie II

CHARTER AMENDMENT

MODIFICATION DE LA CHARTE

Conference of First Ministers

6. (1) As soon as possible after the enactment of this Act and no later than one year thereafter, the Prime Minister shall

(a) convene a conference of First Ministers to consider the enactment of an amendment to the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* to protect life in all circumstances by protecting the life of the unborn; or

(b) place as a preferred item on the agenda of a conference of First Ministers otherwise convened an amendment to the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* to protect life in all circumstances by protecting the life of the unborn. 35

Conférence des premiers ministres

6. (1) Le plus tôt possible après l'édiction de la présente loi et au plus tard dans l'année qui suit, le premier ministre du Canada prend l'une ou l'autre des mesures suivantes : 25

a) il convoque une conférence des premiers ministres pour envisager la modification de la *Charte canadienne des droits et libertés* en vue de sauvegarder la vie en toutes circonstances en protégeant la vie des êtres non encore nés; 30

b) il fait inscrire comme article privilégié de l'ordre du jour d'une conférence des premiers ministres convoquée à un autre titre la modification de la *Charte canadienne des droits et libertés* en vue de sauvegarder la vie en toutes circonstances en protégeant la vie des êtres non encore nés. 35

Charter amend-
ment

(2) If an amendment to the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* protecting the life of the unborn is enacted, this Act shall remain in force until a new law relating to abortion is enacted by Parliament.

(2) S'il est apporté à la *Charte canadienne des droits et libertés* une modification protégeant la vie des êtres non encore nés, la présente loi reste en vigueur tant qu'une nouvelle loi relative à l'avortement n'a pas été adoptée par le Parlement.

Modification de
la Charte

Repeal

(3) If an amendment to the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* protecting the life of the unborn is not enacted within two years of the coming into force of this Part, this Act shall be of no further force or effect.

(3) S'il n'est pas apporté à la *Charte canadienne des droits et libertés*, dans les deux années suivant l'entrée en vigueur de la présente partie, de modification protégeant la vie des êtres non encore nés, la présente loi cesse d'avoir effet.

Abrogation

Copy of the Act

7. (1) When this Part comes into force, the Minister of Justice shall transmit to the Attorney General of each province and to the chief law officer of each territory a copy of this Act.

7. (1) À l'entrée en vigueur de la présente partie, le ministre de la Justice fait parvenir un exemplaire de la présente loi aux procureurs généraux de toutes les provinces et à l'avocat principal de chacun des territoires.

Envoi d'exem-
plaires de la loi

Draft Charter
amendments to
provinces

(2) The Minister of Justice shall prepare and transmit to the Attorney General of each province one or more drafts of an amendment to the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* that in the opinion of the Minister protects human life in all circumstances by protecting the life of the unborn.

(2) Le ministre de la Justice établit et fait parvenir aux procureurs généraux de toutes les provinces un ou plusieurs projets de modification de la *Charte canadienne des droits et libertés* assurant, à son avis, la sauvegarde de la vie humaine en toutes circonstances en protégeant la vie des êtres non encore nés.

Envoi aux pro-
vinces de pro-
jets de modifi-
cation de la
Charte

25

B56

C-313

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-313

An Act respecting senior citizens

First reading, August 10, 1988

MR. RIIS

C-313

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-313

Loi concernant les personnes âgées

Première lecture le 10 août 1988



M. RIIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-313

PROJET DE LOI C-313

An Act respecting senior citizens

Loi concernant les personnes âgées

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short title	1. This Act may be cited as the <i>Senior Citizens Commission Act</i> .	1. Titre abrégé : « <i>Loi sur la commission des personnes âgées</i> ».	Titre abrégé 5
Definition of "Commission"	2. In this Act, "Commission" means the Senior Citizens Commission.	2. Pour l'application de la présente loi, «commission» désigne une commission des personnes âgées.	Définition de «commission»
Commission established	3. (1) There shall be a Commission called the Senior Citizens Commission consisting of ten Commissioners to be appointed by the Governor in Council and to hold office during pleasure.	3. (1) Est établie une commission des personnes âgées formée de dix commissaires nommés à titre amovible par le gouverneur en conseil.	Création de la commission 10
Remuneration	(2) The members of the Commission shall serve without remuneration.	(2) Les commissaires ne sont pas rémunérés.	Rémunération
Temporary substitute member	(3) If any member of the Commission is absent or unable to act, the Governor in Council may appoint a temporary substitute member for such term as the Governor in Council prescribes.	(3) Si un commissaire est absent ou s'il est dans l'impossibilité d'agir, le gouverneur en conseil peut nommer pour la durée qu'il prescrit un commissaire suppléant temporaire.	Commissaire suppléant temporaire 15
Chairman and Vice-Chairman	(4) The members of the Commission shall appoint one of their members Chairman and one of their members Vice-Chairman.	(4) Les commissaires nomment l'un d'entre eux au poste de président et un autre à celui de vice-président.	Président et vice-président 20
Objects of Commission	4. The objects of the Commission are to study and identify the needs of senior citizens.	4. La commission a pour objet d'étudier et de déterminer les besoins des personnes âgées.	Objets de la commission 25
Duties of the Commission	5. The Commission may make recommendations to the Governor in Council with respect to the needs of senior citizens.	5. La commission peut faire des recommandations au gouverneur en conseil au sujet des besoins des personnes âgées.	Fonctions de la commission

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to establish a Senior Citizens Commission to study and identify the needs of senior citizens. The Commission could also make recommendations to the Governor in Council with respect to the needs of senior citizens.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi vise à établir une commission des personnes âgées pour étudier et déterminer les besoins des personnes âgées. La commission pourrait aussi faire des recommandations au gouverneur en conseil au sujet des besoins des personnes âgées.

B56

C-314

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-314

An Act to amend the National Housing Act
(leases for low-rental housing projects)

First reading, August 10, 1988

MR. RIIS

C-314

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-314

Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation
(baux pour projets d'habitations à bas loyer)

Première lecture le 10 août 1988



M. RIIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-314

PROJET DE LOI C-314

An Act to amend the National Housing Act
(leases for low-rental housing projects)

Loi modifiant la Loi nationale sur
l'habitation
(baux pour projets d'habitations à bas loyer)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. N-10

1. Paragraph 15(3)(a) of the *National
Housing Act* is repealed and the following
substituted therefor:

“(a) leases shall be for terms of at least
two years and the rentals to be charged
shall not be increased during the term of
a lease and shall be rentals that the 10
Corporation deems to be fair and
reasonable having regard to the prob-
able family income of the lessees of each
family housing unit;”

S.R., ch. N-10

1. L'alinéa 15(3)a) de la *Loi nationale sur*
5 *l'habitation* est abrogé et remplacé par ce 5
qui suit :

«a) les baux doivent être conclus pour
des durées d'au moins deux ans, que les
loyers à prélever ne doivent pas être
haussés pendant la durée du bail et 10
qu'ils doivent être des loyers que la
Société estime justes et raisonnables
compte tenu du revenu familial probable
des locataires de chaque logement
familial;» 15

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to afford protection to lessees living in low-rental housing projects whose rents are subject to the approval of the Canada Mortgage and Housing Corporation. This amendment would require that leases be for a term of at least two years and that the rent charged not be increased during this period.

Paragraph 15(3)(a) at present reads as follows:

“(a) the rentals to be charged shall be rentals that the Corporation deems to be fair and reasonable having regard to the probable family income of the lessees of each family housing unit;”

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de protéger les locataires qui demeurent dans des projets d'habitation à bas loyer où les loyers sont assujettis à l'approbation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La présente modification exigerait que les baux soient conclus pour des durées d'au moins deux ans et que les loyers à prélever ne puissent être haussés pendant cette période.

Texte actuel de l'alinéa 15(3)a :

«a) les loyers à prélever doivent être des loyers que la Société estime justes et raisonnables compte tenu du revenu familial probable des locataires de chaque logement familial;»

C-315

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-315

An Act respecting Magna Carta Day

First reading, August 15, 1988

MR. RIIS

C-315

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-315

Loi concernant l'anniversaire de la Grande Charte

Première lecture le 15 août 1988

M. RIIS



2nd Session, 33rd Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

2^e session, 33^e législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-315

PROJET DE LOI C-315

An Act respecting Magna Carta Day

Loi concernant l'anniversaire de la Grande
Charte

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

Preamble

WHEREAS on June 15, 1215, King John
signed the Magna Carta;

ATTENDU:
5 que le 15 juin 1215 le roi Jean a signé la 5
Grande Charte;

Préambule

AND WHEREAS the Magna Carta estab-
lished the rule of law in Britain and the
Commonwealth;

que la Grande Charte a établi le principe
du droit en Grande-Bretagne et dans le
Commonwealth;

AND WHEREAS the Magna Carta is the
foundation of our liberties and democratic
institutions and should be commemorated as
such;

que la Grande Charte est le fondement de 10
nos libertés et de nos institutions démocrati-
ques et devrait être commémorée comme
telle;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and
with the advice and consent of the Senate
and House of Commons of Canada, enacts as 15
follows:

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du 15
Canada, édicte :

Short title

1. This Act may be cited as the *Magna
Carta Day Act*.

1. La présente loi peut être citée sous le Titre abrégé
titre : *Loi sur l'anniversaire de la Grande
Charte*.

R.S., c. H-7

2. The *Holidays Act* is amended by add-
ing thereto, immediately after section 4 20
thereof, the following:

2. La *Loi établissant des jours fériés* est 20 S.R., c. H-7
modifiée par l'adjonction, immédiatement
après l'article 4, de ce qui suit:

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to afford Canadians, as beneficiaries of the gradual development of representative parliamentary democracy, the opportunity to commemorate, with the appropriate ceremonies in schools and other public places, the signing of the Magna Carta on June 15, 1215, an Act which marked the beginning of the decline of arbitrary power and the emergence in Britain of responsible government, from which the entire democratic world has benefited.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi vise à permettre aux Canadiens, bénéficiaires du développement progressif d'une démocratie parlementaire représentative, de commémorer, par les cérémonies appropriées dans les écoles et autres lieux publics, la signature, le 15 juin 1215, de la Grande Charte, loi marquant le déclin du pouvoir arbitraire et l'émergence en Grande-Bretagne d'un gouvernement responsable dont a profité le monde démocratique tout entier.

Magna Carta
Day

"MAGNA CARTA DAY

5. Throughout Canada in each and every year, the 15th day of June, being the day in the year 1215 when the Magna Carta was signed by King John, is a Holiday and shall be kept and observed as such under the name of "Magna Carta Day", not as a day of rest but rather as a day to be commemorated, especially in our schools, with special memorial services and celebrations."

10

«ANNIVERSAIRE DE LA GRANDE CHARTE

5. A travers le Canada, chaque année, le 15 juin, étant le jour où, en 1215, le roi Jean a signé la Grande Charte, est un jour férié et doit être observé comme tel sous le nom d'«Anniversaire de la Grande Charte», non comme jour de repos, mais comme jour à commémorer, notamment dans les écoles, par des cérémonies spéciales.»

Anniversaire de
la Grande
Charte

26
C-316

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-316

An Act to amend the Export Development Act
(commercial credits)

First reading, August 18, 1988

MR. AXWORTHY

C-316

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-316

Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations
(crédits commerciaux)

Première lecture le 18 août 1988



M. AXWORTHY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-316

PROJET DE LOI C-316

An Act to amend the Export Development
Act
(commercial credits)

Loi modifiant la Loi sur l'expansion des
exportations
(crédits commerciaux)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R. S., c. E-18

1. The *Export Development Act* is
amended by adding thereto, immediately
after section 39 thereof, the following head-
ing and sections:

1. La *Loi sur l'expansion des exporta-*
tions est modifiée par insertion, après l'arti-
cle 39, de ce qui suit :

S. R., ch. E-18

"Commercial credits

«Crédits commerciaux

Agreement with
foreign cus-
tomer

40. (1) For the purposes of facilitating
and developing trade between Canada and
other countries, the Corporation may enter 10
into an agreement with a foreign cus-
tomer, a person carrying on business in
Canada, or both, to

(a) promote or improve the marketing
of goods and services of the foreign 15
customer;

(b) promote or improve the marketing
of goods and services of a person carry-
ing on business in Canada with regard
to the foreign customer; 20

(c) sell in Canada or elsewhere the
goods and services of the foreign cus-
tomer;

(d) sell to a foreign customer the goods
and services of a person carrying on 25
business in Canada;

40. (1) En vue de faciliter et d'accroître
le commerce extérieur du Canada, la
Société peut conclure avec un client étran-
ger, une personne qui fait des affaires au 10
Canada, ou les deux à la fois, un accord
afin :

a) de promouvoir ou d'améliorer la
commercialisation de marchandises et
services du client étranger; 15

b) de promouvoir ou d'améliorer, auprès
du client étranger, la commercialisation
de marchandises et services d'une per-
sonne qui fait des affaires au Canada;

c) de vendre au Canada ou ailleurs les 20
marchandises et services du client étran-
ger;

d) de vendre à un client étranger les
marchandises et services d'une personne
faisant des affaires au Canada; 25

Accord avec un
client étranger

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Act is to facilitate and develop trade between Canada and other countries by allowing the Export Development Corporation to enter into agreements with persons carrying on business in Canada and with foreign customers or governments.

By virtue of these agreements the Corporation would have the ability to promote or improve the marketing of goods and services of persons carrying on business in Canada as well as of foreign customers or governments. In addition, the Corporation could sell in Canada or elsewhere the goods and services of foreign customers or governments, and could sell to foreign customers or governments the goods and services of persons carrying on business in Canada.

NOTE EXPLICATIVE

La présente loi a pour but de faciliter et d'accroître le commerce extérieur du Canada en permettant à la Société pour l'expansion des exportations de conclure des accords avec des personnes qui font des affaires au Canada et des clients ou gouvernements étrangers.

En vertu de telles ententes, la Société aurait le rôle de promouvoir ou d'améliorer la commercialisation de marchandises et services de personnes qui font des affaires au Canada, ou de clients ou gouvernements étrangers. La Société pourrait également vendre au Canada ou ailleurs les marchandises et services de clients ou gouvernements étrangers et vendre à ces derniers, les marchandises et services de personnes qui font des affaires au Canada.

	<p>(e) hold an account jointly with a foreign customer in a bank or other financial institution in Canada or elsewhere, for the purpose of depositing therein the whole or part of the proceeds from the sale of goods or services of the foreign customer; or 5</p> <p>(f) provide for full or partial payment for goods or services sold pursuant to paragraph (d) out of the moneys deposited into the account referred to in paragraph (e). 10</p>	<p>e) de posséder conjointement avec un client étranger un compte dans une banque ou une autre institution financière au Canada ou ailleurs afin d'y déposer tout ou partie des recettes provenant de la vente de marchandises ou services du client étranger; 5</p> <p>f) de prévoir tout ou partie du paiement des marchandises ou services vendus en application de l'alinéa d) sur les fonds déposés dans le compte visé à l'alinéa e). 10</p>
Prohibition	<p>(2) In carrying on any activity under paragraphs (a), (b), (c) or (d), the Corporation shall not buy any goods. 15</p>	<p>(2) La Société ne peut, dans le cadre d'une activité visée aux alinéas a), b), c) ou d), acheter de marchandises. Interdiction</p>
Separate account	<p>41. (1) The Corporation shall maintain a separate account of all moneys received in connection with any agreement entered into pursuant to subsection 40(1) and shall, subject to subsection (2), deposit all such moneys into the account referred to in paragraph 40(1)(e). 20</p>	<p>41. (1) La Société tient un compte distinct des fonds perçus dans le cadre d'une entente intervenue en vertu du paragraphe 40(1) et, sous réserve du paragraphe (2), verse les fonds perçus dans un compte visé à l'alinéa 40(1)e). 20 Compte distinct</p>
Expenses and overhead	<p>(2) The Minister of Finance may authorize the Corporation to retain from the moneys referred to in subsection (1) such part thereof as the Minister considers to be required to meet the expenses and overhead of the Corporation arising out of any activities carried on by the Corporation under subsection 40(1). 30</p>	<p>(2) Le ministre des Finances peut autoriser la Société à retenir sur les fonds visés au paragraphe (1) les montants que le ministre estime nécessaires afin de couvrir les dépenses et frais généraux encourus par la Société dans le cadre des activités visées au paragraphe 40(1). Dépenses et frais généraux</p>
Powers of the Corporation	<p>42. The Corporation may combine with any activity described in subsection 40(1) any other activity provided for in this Act.</p>	<p>42. La Société peut associer à une activité visée au paragraphe 40(1) toute autre activité visée par la présente loi. 30 Pouvoirs de la Société</p>
Obligation of the Corporation	<p>43. In carrying on any activity described in subsection 40(1) or 41(1), the Corporation shall comply with such terms and conditions as the Governor in Council may prescribe by regulation for the purpose of these subsections. 35</p>	<p>43. La Société est tenue, en exerçant une activité visée aux paragraphes 40(1) ou 41(1), de respecter les conditions d'application de ces paragraphes fixées par règlement du gouverneur en conseil. 35 Obligation de la Société</p>
Regulations	<p>44. The Governor in Council may make such regulations as he deems necessary respecting the implementation of subsections 40(1) and 41(1)."</p>	<p>44. Le gouverneur en conseil peut prendre les mesures réglementaires qu'il estime nécessaires concernant l'application des paragraphes 40(1) ou 41(1).» Règlements</p>

C-317

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-317

An Act to amend the Canada Labour Code
(severance pay)

First reading, August 23, 1988

MR. STACKHOUSE

C-317

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-317

Loi modifiant le Code canadien du travail
(indemnité de perte d'emploi)

Première lecture le 23 août 1988

M. STACKHOUSE



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-317

PROJET DE LOI C-317

An Act to amend the Canada Labour Code
(severance pay)

Loi modifiant le Code canadien du travail
(indemnité de perte d'emploi)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. L-1

1. Subsection 27(2) of the *Canada Labour Code* is repealed and the following substituted therefor:

1. Le paragraphe 27(2) du *Code canadien du travail* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

S.R., ch. L-1

Government corporation

“(2) This Part, except section 59.8, applies to and in respect of any corporation established to perform any function or duty on behalf of the Government of Canada other than a department as defined in the *Financial Administration Act*.”

«(2) La présente Partie, à l'exception de l'article 59.8, s'applique à toute corporation établie pour remplir une fonction ou une attribution pour le compte du gouvernement du Canada, à l'exception d'un ministère ou département au sens de la *Loi sur l'administration financière*.»

Corporation gouvernementale

2. The said Act is amended by adding thereto, immediately after section 59.7 thereof, the following:

2. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 59.7, de ce qui suit :

Severance pay

“59.8 (1) Any employer who terminates, either simultaneously or within any period not exceeding four weeks, the employment of a group of fifty employees or more who represent at least thirty-three percent of the employees employed by the employer within a particular industrial establishment, shall pay each employee who has been employed in that industrial establishment for a total period of at least twenty years, an amount equal to the wages of the employee for the last six months before the date of termination of employment.”

«59.8 (1) Tout employeur qui met fin, soit simultanément, soit au cours d'une période de quatre semaines ou moins, à l'emploi d'un groupe de cinquante employés ou plus qui représentent au moins trente-trois pour cent des employés qui sont à son service dans un établissement industriel particulier, doit verser à chacun de ses employés qui a travaillé dans cet établissement pendant une durée totale d'au moins vingt ans, une indemnité égale au salaire de l'employé pour la période de six mois qui précède la fin de son emploi.»

Indemnité de perte d'emploi

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to provide that, in cases of substantial lay-offs, employees who have been employed in an industrial establishment for a period of at least twenty years shall receive an amount equal to six months wages.

Clause 1: Subsection 27(2) at present reads as follows:

“(2) This Part applies to and in respect of any corporation established to perform any function or duty on behalf of the Government of Canada other than a department as defined in the *Financial Administration Act*.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de prévoir, en cas de mises à pied d'une certaine ampleur, le versement d'une indemnité de perte d'emploi égale à six mois de salaire aux employés de l'établissement industriel qui y ont été employés pendant une durée d'au moins vingt ans.

Article 1. — Texte actuel du paragraphe 27(2) :

«(2) La présente Partie s'applique à toute corporation établie pour remplir une fonction ou une attribution pour le compte du gouvernement du Canada, à l'exception d'un ministère ou département au sens de la *Loi sur l'administration financière*.»

Notice

(2) An employer shall give notice, in writing, to the Minister and to any trade union representing an employee of the amount to be paid to an employee under subsection (1) at least sixteen weeks before the date of termination of the employment of an employee.”

5

Avis

(2) Un employeur avise par écrit le Ministre et le syndicat qui représente un employé, au moins seize semaines avant la date à laquelle doit prendre fin l'emploi de l'employé, du montant de l'indemnité qui doit lui être versé en vertu du paragraphe (1).»

5

C-318

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-318

An Act respecting the establishment of the Centennial
Flame Research Award to publicize the contributions
to Canadian public life of persons with disabilities

First reading, August 25, 1988

MR. BOYER

24441

C-318

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-318

Loi créant la bourse de recherches de la flamme du
centenaire destinée à faire connaître la participation
des personnes handicapées aux affaires publiques
canadiennes

Première lecture le 25 août 1988

M. BOYER



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-318

PROJET DE LOI C-318

An Act respecting the establishment of the Centennial Flame Research Award to publicize the contributions to Canadian public life of persons with disabilities

Loi créant la bourse de recherches de la flamme du centenaire destinée à faire connaître la participation des personnes handicapées aux affaires publiques canadiennes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title	1. This Act may be cited as the <i>Centennial Flame Research Award Act</i> .	1. <i>Loi sur la bourse de recherches de la flamme du centenaire.</i>	Titre abrégé 5
-------------	---	--	-------------------

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions	2. In this Act,	2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"Award" «bourse»	"Award" means the award established by section 3;	«bourse» La bourse créée par l'article 3.	«bourse» "Award"
"Committee" «comité»	"Committee" means the committee of the House of Commons established for the purpose of dealing with the status of disabled persons;	«comité» Le comité de la Chambre des communes chargé de traiter des questions afférentes aux personnes handicapées.	«comité» "Committee"
"disabled persons" «personne handicapée»	"disabled persons" means persons who consider themselves or who believe that a potential employer would likely consider them disadvantaged by reason of any persistent physical, mental, psychiatric, learning or sensory impairment.	«personne handicapée» Toute personne qui se considère comme défavorisée en raison d'une déficience physique, mentale, psychiatrique ou sensorielle constante ou d'une difficulté d'apprentissage, ou qui estime qu'un employeur éventuel la considérerait probablement comme telle.	«personne handicapée» "disabled persons"
Establishment of Award	3. There is hereby established a fellowship to be known as the Centennial Flame Research Award.	3. Est créée la bourse de recherches de la flamme du centenaire.	Création de la bourse 20

Purpose of Award	4. The purpose of the Award is to provide an amount of money to a physical person to enable that person to conduct research and	4. La bourse a pour objet de mettre une somme d'argent à la disposition d'une personne physique afin de lui permettre de	Objet de la bourse
------------------	--	---	--------------------

EXPLANATORY NOTE

This bill would put the money thrown in the fountain surrounding the Centennial Flame on Parliament Hill in Ottawa to work to help disabled persons in public life.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi permettrait de mettre au service des personnes handicapées dans les affaires publiques les pièces de monnaie lancées dans la fontaine qui entoure la flamme du centenaire sur la colline parlementaire à Ottawa.

prepare a report on the contribution to Canadian public life or to the activities of Parliament of a person or persons with disabilities.

mener des recherches et de préparer un rapport sur la participation d'une ou de plusieurs personnes handicapées aux affaires publiques canadiennes ou aux activités du Parlement.

5

Eligibility of candidates

5. (1) Any Canadian citizen who is a person with disabilities is eligible to receive the Award and may apply to the Committee to that effect.

5. (1) Tout citoyen canadien qui est une personne handicapée est admissible à recevoir la bourse et peut présenter une demande à cet effet au comité.

Admissibilité

Annual

(2) The Award shall be given annually.

(2) La bourse est accordée sur une base 10 Bourse annuelle annuelle.

Selection

(3) The Committee shall receive the 10 applications for the Award and select one recipient in accordance with subsection (1) and the further criteria that the Committee considers appropriate and which are approved by the Speaker of the House of 15 Commons.

(3) Le comité est chargé de recevoir les demandes de bourse. Il choisit le bénéficiaire de la bourse conformément au paragraphe (1) et aux autres critères qu'il estime indi- 15 qués et que le président de la Chambre des communes approuve.

Sélection

Money from the Centennial Flame

6. (1) The funds for the Award shall consist of all money collected from the Centennial Flame on Parliament Hill in Ottawa during the fiscal year preceding the giving of 20 the Award.

6. (1) La bourse est constituée de la somme d'argent déposée près de la flamme du centenaire sur la colline parlementaire à 20 Ottawa au cours de l'exercice qui précède la remise de la bourse.

Argent de la flamme du centenaire

Administration

(2) The Board of Internal Economy of the House of Commons shall supervise the collection of the money from the Centennial Flame and, subject to this Act, may take any 25 measure necessary for the administration of the Award in accordance with that Act.

(2) Le Bureau de régie interne de la Chambre des communes est chargé de la perception de l'argent déposé près de la 25 flamme du centenaire et peut, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, prendre toutes les mesures nécessaires pour la gestion de la bourse conformément à cette loi.

Administration

30

Award renewable

(3) The Award is renewable if the Speaker of the House of Commons approves a recommendation of the Committee to that effect. 30

(3) La bourse est renouvelable si le président de la Chambre des communes approuve une recommandation du comité à cet effet.

Bourse renouvelable

Annual report

7. (1) As soon as possible after the end of each fiscal year, the chairman of the Committee shall cause an annual report on the administration of this Act to be laid before the House of Commons.

7. (1) Dès que possible après la fin de chaque exercice, le président du comité fait 35 déposer devant la Chambre des communes un rapport annuel sur l'application de la présente loi.

Rapport annuel

Report of recipient

(2) The annual report shall include the report prepared by the Award recipient in accordance with subsection (3).

(2) Le rapport annuel comprend le rapport du bénéficiaire de la bourse préparé confor- 40 mément au paragraphe (3).

Rapport du bénéficiaire

Contents of the
report of the
recipient

(3) The Award recipient shall prepare a report describing the result of the research conducted by the recipient and presented in whatever medium or format that the recipient considers appropriate.

(3) Le bénéficiaire prépare un rapport du résultat de ses recherches présenté sur le support ou selon les modalités que celui-ci estime indiqués.

Contenu du
rapport du
bénéficiaire

Presence of
recipient

(4) The report of the Award recipient shall be laid before the Committee and the Committee may call the recipient as a witness for the occasion.

(4) Le bénéficiaire dépose son rapport devant le comité et celui-ci peut le convoquer devant lui comme témoin pour la circonstance.

5 Présence du
bénéficiaire

856

C-319

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-319

An Act to amend the Canada Elections Act

First reading, August 30, 1988

MR. MURPHY

C-319

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-319

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

Première lecture le 30 août 1988



M. MURPHY

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-319

PROJET DE LOI C-319

An Act to amend the Canada Elections Act

Loi modifiant la Loi électorale du Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. 14 (1st
Supp.)

1. The definition of "election expenses" in subsection 2(1) of the *Canada Elections Act* is repealed and the following substituted therefor:

"election
expenses"
«dépenses
d'élection»

“election expenses” means all expenses and liabilities incurred for the purpose of promoting or opposing, directly or indirectly during an election, a particular registered party or the election of a particular candidate, other than

- (a) office and equipment rental expenses for the period following the close of the polls;
- (b) the fees of auditors and accountants;
- (c) the deposit of a candidate on nomination;
- (d) expenses incurred in holding a fundraising function;
- (e) expenses incurred for parties or advertizing taking place after the close of the polls;
- (f) transfers of money between registered parties, candidates and local associations;
- (g) expenses relating to a recount; and
- (h) interest on loans incurred during a period following the polling day.”

1. La définition de «dépenses d'élection» au paragraphe 2(1) de la *Loi électorale du Canada* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

S.R., ch. 14 (1^{er}
suppl.)

«dépenses d'élection» s'entend de tous les frais supportés ou engagés dans le but de favoriser ou de contrecarrer, directement ou indirectement durant une élection, un parti enregistré en particulier ou l'élection d'un candidat en particulier, à l'exception :

«dépenses
d'élection»
“election
expenses”

- a) des frais de location de bureaux ou de matériel pour une période postérieure à la fermeture des bureaux de scrutin;
- b) des honoraires de comptabilité et de vérification;
- c) du dépôt versé par le candidat au moment de sa présentation;
- d) des frais supportés pour la tenue d'une réunion-bénéfice;
- e) des frais supportés pour des fêtes ou des activités publicitaires postérieures à la fermeture des bureaux de scrutin;
- f) de transferts de fonds entre les partis enregistrés, les candidats ou les associations de circonscription;
- g) des frais entraînés par un recomptage;
- h) des intérêts sur prêts courus pour une période postérieure au jour du scrutin.»

EXPLANATORY NOTE

The definition of “elections expenses” is repealed and substituted by a broader definition of the expression.

NOTE EXPLICATIVE

La définition de «dépenses d'élection» est remplacée par un texte qui élargit la portée de l'expression.

B56

C-320

C-320

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-320

BILL C-320

An Act respecting the international boundary between
Canada and the State of Alaska

Loi concernant la frontière internationale entre le Canada
et l'État de l'Alaska

First reading, September 14, 1988

Première lecture le 14 septembre 1988



MR. FULTON

M. FULTON

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-320

BILL C-320

An Act respecting the international boundary between Canada and the State of Alaska

Loi concernant la frontière internationale entre le Canada et l'État de l'Alaska

WHEREAS the Canada-Alaska boundary, commonly known as the "A-B line" in the Dixon entrance, was settled in 1903 by an international tribunal;

ATTENDU :
5 que la frontière séparant le Canada de l'Alaska, communément appelée « ligne A-B » 5 du passage de Dixon, a été fixée en 1903 par un tribunal international;

AND WHEREAS since that time there is evidence to indicate an attempt by the United States to expand its *de facto* maritime control in the Alaska Panhandle region;

que depuis cette époque certains faits montrent que les États-Unis cherchent à étendre leur contrôle maritime de fait dans la 10 région de l'Alaska;

AND WHEREAS the Parliament of Canada recognizes the importance of protecting Canadian interests on land and at sea by asserting Canadian authority along its 15 boundaries;

que le Parlement du Canada reconnaît qu'il est important de protéger les intérêts canadiens sur terre et sur mer en faisant valoir les droits du Canada le long de ses 15 frontières;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

20

Canada-Alaska
boundary

1. (1) It is hereby declared that the Canada-Alaska boundary is the boundary established in 1903 by the Alaska Boundary Tribunal.

1. (1) Il est par la présente déclaré que la 20 Frontière
frontière séparant le Canada de l'Alaska est Canada-Alaska
celle fixée en 1903 par le tribunal chargé de
cette tâche.

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to enshrine in law the Dixon entrance boundary established in 1903 between Canada and the United States by the international Alaska Boundary Tribunal.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet de transposer dans la législation la décision rendue en 1903 par le tribunal international chargé de fixer la frontière du passage de Dixon séparant le Canada de l'Alaska.

Idem

(2) For greater certainty, the Canada-Alaska boundary includes the "A-B line" running from Cape Muzon to Cape Chacon to the mouth of the Portland Canal.

Canadian sovereignty asserted

2. Canada hereby asserts her sovereignty over the waters south of the "A-B line".

(2) Il est entendu que la frontière séparant le Canada de l'Alaska est, entre autres, celle constituée par la «ligne A-B» qui va du Cap Muzon au Cap Chacon et à l'embouchure du Canal de Portland.

Idem

5

2. Le Canada affirme par la présente sa souveraineté sur les eaux situées au sud de la «ligne A-B».

Affirmation de la souveraineté canadienne

C-321

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-321

An Act to amend the Criminal Code
(Social Insurance Number)

First reading, September 14, 1988

MR. KAPLAN

C-321

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-321

Loi modifiant le Code criminel
(numéro d'assurance sociale)

Première lecture le 14 septembre 1988



M. KAPLAN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-321

PROJET DE LOI C-321

An Act to amend the Criminal Code
(Social Insurance Number)

Loi modifiant le Code criminel
(numéro d'assurance sociale)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-34

The *Criminal Code* is amended by adding
thereto, immediately after section 178.24
thereof, the following heading and sections:

Le *Code criminel* est modifié par insertion,
après l'article 178.24, de ce qui suit :

S.R., ch. C-34

"Social Insurance Number"

«Numéro d'assurance sociale»

Social Insur-
ance Number

178.25 (1) No person shall require the
disclosure of a Social Insurance Number. 5

178.25 (1) Il est interdit de demander à
quiconque de communiquer un numéro
d'assurance sociale. 5

Numéro d'assu-
rance sociale

(2) Subsection (1) shall not apply to a
government institution.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas
à une institution fédérale.

Definitions

178.26 In section 178.25,

178.26 Les définitions qui suivent
s'appliquent à l'article 178.25.

Définitions

"government
institution"
«institution
fédérale»

"government institution" means a govern-
ment institution as defined in the *Access to* 10
Information Act;

«institution fédérale» Une institution fédérale 10
au sens de la *Loi sur l'accès à l'informa-
tion*.

«institution
fédérale»
"government
institution"

"Social Insur-
ance Number"
«numéro
d'assurance
sociale»

"Social Insurance Number" means the
Social Insurance Number issued to a
person pursuant to the *Unemployment*
Insurance Act, 1971 or the *Canada Pen-* 15
sion Plan.

«numéro d'assurance sociale» Le numéro
attribué à une personne en vertu de la *Loi*
de 1971 sur l'assurance-chômage ou du 15
Régime de pensions du Canada.

«numéro d'assu-
rance sociale»
"Social ..."

Offence and
punishment

178.27 Every person who contravenes
section 178.25 is guilty of an offence and
is liable on summary conviction to a fine
not exceeding five thousand dollars or to 20
imprisonment for a term not exceeding six
months or to both.

178.27 Quiconque contrevient à l'article
178.25 commet une infraction et encourt,
sur déclaration de culpabilité par procé-
dure sommaire, une amende maximale de 20
cinq mille dollars et un emprisonnement
maximal de six mois, ou l'une de ces pei-
nes.

Infraction et
peines

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to limit the use of Social Insurance Number to government institutions in order to protect the privacy of Canadians.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour but de limiter l'usage du numéro d'assurance sociale aux seules institutions fédérales afin de protéger la vie privée des Canadiens.

Proof

178.28 In any prosecution for an offence under section 178.25 it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused whether or not the employee or agent is identified or prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the offence was committed without his knowledge or consent and that he exercised all due diligence to prevent its commission.”

Coming into force

2. This Act shall come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but not before January 1, 1991.

Preuve

178.28 Dans les poursuites pour infraction à l'article 178.25, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.»

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur à une date fixée par décret du gouverneur en conseil qui ne peut être antérieure au 1^{er} janvier 1991.

C-322

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-322

An Act to amend the Public Service Employment Act
(staff of Members of the House of Commons)

First reading, September 14, 1988

MR. YOUNG

C-322

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-322

Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique
(personnel des députés)

Première lecture le 14 septembre 1988



M. YOUNG

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-322

PROJET DE LOI C-322

An Act to amend the Public Service
Employment Act
(staff of Members of the House of
Commons)

Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la
Fonction publique
(personnel des députés)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, décrète :

R.S., c. P-32

1. The heading immediately preceding
section 37 of the *Public Service Employment
Act* is repealed and the following substituted
therefor:

1. L'intertitre qui précède immédiatement
l'article 37 de la *Loi sur l'emploi dans la
Fonction publique* est abrogé et remplacé par
ce qui suit :

S.R., c. P-32

*"Staff of Ministers and Members of the
House of Commons"*

«Personnel des ministres et députés»

2. Section 37 of the said Act is amended
by adding, immediately after subsection (4)
thereof, the following:

2. L'article 37 de la même loi est modifié
par insertion, après le paragraphe (4), de ce
qui suit :

Staff of Mem-
bers of the
House of Com-
mons

"(4.1) A person who
(a) was an employee immediately before
he became employed in the office of a
Member of the House of Commons,
(b) during the time that he was
employed in the office of a Member of
the House of Commons, qualified for
appointment under this Act to the
Public Service, or
(c) has been employed for at least three
years in the office of a Member of the
House of Commons

«(4.1) Quiconque

a) était un employé immédiatement
avant de devenir employé dans le bureau
d'un député,

b) pendant le temps où il était employé
dans le bureau d'un député, a établi
qu'il possédait les qualités requises pour
sa nomination à la Fonction publique en
vertu de la présente loi, ou

c) a été employé pendant au moins trois
ans dans le bureau d'un député

Personnel des
députés

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to provide equitable treatment to the staff of Members of the House of Commons, (including the staff of the Speaker of the House of Commons) when their employment is lost as a result of Members ceasing to be Members, by according them the same priority to be appointed to the Public Service that employees in the following offices now enjoy:

- (a) the office of a Minister,
- (b) the office of the Leader of the Opposition in the House of Commons,
- (c) the office of the Leader of the Government in the Senate,
- (d) the office of the Leader of the Opposition in the Senate.

When the *Public Service Employment Act* was passed in 1967, Members of the House of Commons did not have personal staff. This proposal recognizes that the context of staffing at the House of Commons has changed and that the staff of ordinary Members should be accorded the same equity as the staff of the enumerated parliamentary offices.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi vise à assurer que les employés des députés, y compris ceux du président de la Chambre des communes, soient traités équitablement lorsqu'ils perdent leur emploi du fait que leur employeur cesse d'être député. Les dispositions du projet leur accorderaient, pour leur nomination éventuelle à un poste de la Fonction publique, la priorité dont jouissent actuellement les employés suivants :

- a) ceux des cabinets ministériels,
- b) ceux du bureau du chef de l'opposition à la Chambre des communes,
- c) ceux du bureau du leader du gouvernement au Sénat,
- d) ceux du bureau du chef de l'opposition au Sénat.

Lors de l'adoption de la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique* en 1967, les députés n'avaient pas leur propre personnel. Ce projet de loi reconnaît le changement survenu dans le domaine du personnel à la Chambre des communes et accorderait au personnel des simples députés les mêmes chances qu'à celui des divers bureaux parlementaires ci-dessus énumérés.

is entitled, for a period of one year from the day on which he ceases to be so employed, to be appointed without competition and, subject to section 30, in priority to all other persons, to a position in the Public Service for which in the opinion of the Commission he is qualified.”

3. Subsection 37(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Order of
appointments

“(5) The Commission shall determine the order in which those persons to whom subsection (3), (4) or (4.1) applies are to be appointed to positions in the Public Service.”

a droit, pendant une période d'un an à compter de la date où il cesse d'être ainsi employé, d'être nommé sans concours et, sous réserve de l'article 30, en priorité absolue, à un poste de la Fonction publique pour lequel la Commission le juge qualifié.»

3. Le paragraphe 37(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(5) La Commission doit déterminer l'ordre selon lequel les personnes visées par le paragraphe (3), (4) ou (4.1) doivent être nommées à des postes de la Fonction publique.»

10
Ordre des
nominations

C-323

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-323

An Act to amend the Food and Drugs Act
(food irradiation)

First reading, September 14, 1988

MR. TOUPIN

24484

C-323

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-323

Loi modifiant la Loi des aliments et drogues
(irradiation des aliments)

Première lecture le 14 septembre 1988



M. TOUPIN

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-323

PROJET DE LOI C-323

An Act to amend the Food and Drugs Act
(food irradiation)

Loi modifiant la Loi des aliments et drogues
(irradiation des aliments)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. F-27

1. The *Food and Drugs Act* is amended
by adding thereto, immediately after section
46 thereof, the following Part:

1. La *Loi des aliments et drogues* est
modifiée par insertion, après l'article 46, de 5
ce qui suit :

S.R., ch. F-27

"PART V

"PARTIE V

Food irradiation

Irradiation des aliments

Definition

47. In this Part, "irradiate" means the
application

47. Dans la présente partie, «irradier»
s'entend de l'application :

Définition

- (a) of gamma rays emitted by a cobalt-
60 or cesium-137 source, or 10
(b) of X-rays or electrons generated by
machine sources.

- a) de rayons gamma provenant d'une
source de cobalt-60 ou de césium-137; 10
b) de rayons X ou d'électrons provenant
d'appareils radiogènes.

Food irradia-
tion

48. No person shall sell or offer for sale
any irradiated food unless that food has
applied to it a sign indicating, in the form 15
and manner prescribed by regulation, that
the food has been irradiated or unless such
a sign is placed on the packaging of the
food or near the food."

48. Nul ne peut vendre ou offrir en
vente un aliment irradié qui ne porte pas
une marque indiquant selon les modalités 15
réglementaires que l'aliment a été irradié
ou dont l'emballage, ou une affiche située
près de l'aliment ne portent pas telle
marque.»

Irradiation d'un
aliment

Coming into
force

2. This Act shall come into force on a day 20
to be fixed by order of the Governor in
Council.

2. La présente loi entre en vigueur à la 20
date fixée par décret du gouverneur en con-
seil.

Entrée en
vigueur

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to prohibit the sale of irradiated food unless a label indicating that the food has been irradiated is affixed to the food.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour but d'interdire la vente d'un aliment irradié à moins que cet aliment ne porte une étiquette indiquant que cet aliment a été irradié.

C41
16
-850
C-324

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-324

An Act to amend the Fruit, Vegetables and Honey Act
(country of origin)

First reading, September 14, 1988

MR. MANLY

C-324

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-324

Loi modifiant la Loi sur les fruits, les légumes et le miel
(pays d'origine)

Première lecture le 14 septembre 1988

M. MANLY



THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-324

PROJET DE LOI C-324

An Act to amend the Fruit, Vegetables and
Honey Act
(country of origin)

Loi modifiant la Loi sur les fruits, les
légumes et le miel
(pays d'origine)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. F-31

1. The definition of "produce" in section 2
of the *Fruit, Vegetables and Honey Act* is
repealed and the following substituted there-
for:

"produce"
«denrée»

5 "produce" means fruit or vegetable as
defined herein and honey, but for the
purposes of sections 10, 11, 12 and 15.1
excludes honey and includes any kind of
fruit or vegetable not grown in Canada;"

2. The said Act is amended by adding 10
thereto, immediately after section 15 thereof,
the following section:

Idem

15.1 No person shall sell or offer for
sale any produce unless the country of
origin is shown clearly and legibly on the 15
produce or the packaging thereof or on a
sign placed near the produce."

3. All that portion of section 19 of the said
Act preceding paragraph (a) thereof is
repealed and the following substituted there- 20
for:

Offences
against section
14, 15, 15.1 or
16

25 "19. Every person who contravenes
section 14, 15, 15.1 or 16 commits an
offence and is liable on summary convic-
tion."

S.R. ch. F-31

1. La définition de «denrée» à l'article 2 de
la *Loi sur les fruits, les légumes et le miel*
est abrogée et remplacée par ce qui suit:

«denrées» "pro-
duce"

5 «denrée» signifie les fruits ou légumes définis
dans la présente loi, ainsi que le miel, 5
mais, aux fins des articles 10, 11, 12 et
15.1, exclut le miel et comprend toute
catégorie de fruits ou légumes non pro-
duits au Canada;»

2. La même loi est modifiée par insertion, 10
après l'article 15, de ce qui suit :

Idem

15.1 Nul ne peut vendre ou offrir en
vente une denrée qui ne porte pas une
marque claire et lisible indiquant son pays
d'origine ou dont l'emballage, ou une 15
affiche située près de la denrée, ne porte
pas telle marque.»

3. Le passage de l'article 19 de la même
loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et 20
remplacé par ce qui suit :

Infraction aux
articles 14, 15,
15.1 ou 16

25 «19. Quiconque contrevient à l'article
14, 15, 15.1 ou 16 commet une infraction
et encourt, sur déclaration de culpabilité
par procédure sommaire :

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to prohibit the sale of fruits and vegetables unless their country of origin is shown on the said fruits and vegetables, on their container or on a sign placed near them.

Clause 1: The definition of “produce” at present reads as follows:

““produce” means fruit or vegetable as defined herein and honey, but for the purposes of sections 10, 11 and 12 excludes honey and includes any kind of fruit or vegetable not grown in Canada;”

Clause 2: Section 19 at present reads as follows:

“**19.** Every person who contravenes *any provision of* section 14, 15 or 16 *is guilty of* an offence and liable on summary conviction

(a) to a fine not exceeding fifty dollars and not less than twenty-five dollars for a first offence;

(b) to a fine not exceeding one hundred dollars and not less than fifty dollars for a second offence; and

(c) to a fine not exceeding two hundred dollars and not less than one hundred dollars for each subsequent offence;

and in default of payment of the fine to imprisonment for a term not exceeding one month unless the fine is sooner paid.”

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour but d'interdire la vente de fruits et légumes dont le pays d'origine n'apparaît pas sur lesdits fruits et légumes, sur leur emballage ou sur une affiche située près de ceux-ci.

Article 1. — Texte actuel de la définition de «denrée» :

«denrées» signifie les fruits ou légumes définis dans la présente loi, ainsi que le miel, mais, aux fins des articles 10, 11 et 12, exclut le miel et comprend toute catégorie de fruits ou légumes non produits au Canada;»

Article 2. — Texte actuel de l'article 19 :

«**19.** Quiconque *viole une disposition des articles* 14, 15 ou 16 *est coupable* d'une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité :

a) une amende d'au plus cinquante dollars et d'au moins vingt-cinq dollars pour une première infraction ;

b) une amende d'au plus cent dollars et d'au moins cinquante dollars pour une deuxième infraction;

c) une amende d'au plus deux cents dollars et d'au moins cent dollars pour chaque infraction subséquente;

et, à défaut de payer l'amende, un emprisonnement ne dépassant pas un mois, à moins que l'amende ne soit payée plus tôt.»

86
C-325

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-325

An Act to amend the Canada Shipping Act
(attachment and assignment of wages)

First Reading, September 14, 1988

MS. DEWAR

C-325

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-325

Loi modifiant la loi sur la marine marchande du Canada
(saisie et cession de gages)

Première lecture le 14 septembre 1988



MME DEWAR

2nd Session, 33rd Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

2^e session, 33^e législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-325

PROJET DE LOI C-325

An Act to amend the Canada Shipping Act
(attachment and assignment of wages)

Loi modifiant la Loi sur la marine
marchande du Canada
(saisie et cession de gages)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. S-9

1. Section 205 of the *Canada Shipping Act* is repealed.

1. L'article 205 de la *Loi sur la marine marchande du Canada* est abrogé.

S.R., ch. S-9

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to repeal section 205 of the *Canada Shipping Act* which stipulates that wages due to a seaman may not be subject to attachment nor may they be assigned prior to their accrual.

Clause 1: Section 205 at present reads as follows:

“205. (1) *With respect to wages due or accruing to a seaman or apprentice the following provisions apply:*

- (a) *they are not subject to attachment or arrestment from any court;*
- (b) *an assignment or sale thereof made prior to the accruing thereof does not bind the person making the same;*
- (c) *a power of attorney or authority for the receipt thereof is not irrevocable; and*
- (d) *a payment of wages to the seaman or apprentice is valid in law, notwithstanding any previous sale or assignment of those wages, or any attachment, encumbrance, or arrestment thereof.*

(2) *Nothing in this section affects the provisions of this Act with respect to allotment notes.”*

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour but d'abroger l'article 205 de la *Loi sur la marine marchande du Canada* lequel fait en sorte que les gages d'un marin ne peuvent être cédés ni vendus avant leur échéance.

Article 1. — Texte actuel de l'article 205 :

«205. (1) *En ce qui concerne les gages dus ou revenant à un marin ou à un apprenti, les dispositions suivantes s'appliquent :*

- a) *ils ne sont pas sujets à saisie ou à opposition devant un tribunal;*
- b) *une cession ou une vente qui en est faite avant leur échéance est sans effet;*
- c) *une procuration ou une autorisation pour les recevoir n'est pas irrevocable; et*
- d) *un paiement de gages à un marin ou à un apprenti est valable en droit, nonobstant toute vente ou cession antérieure, ou toute saisie, affectation ou opposition.*

(2) *Rien dans le présent article ne porte atteinte aux dispositions de la présente loi relatives aux notes de délégation.»*

CAI
XB
-B56

C-326

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-326

An Act to amend the Canada Assistance Plan
(provincial costs)

First reading, September 15, 1988

MS. MITCHELL

C-326

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-326

Loi modifiant le Régime d'assistance publique au Canada
(dépenses provinciales)

Première lecture le 15 septembre 1988



MME MITCHELL

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-326

PROJET DE LOI C-326

An Act to amend the Canada Assistance
Plan
(provincial costs)

Loi modifiant le Régime d'assistance
publique au Canada
(dépenses provinciales)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-1

1. The *Canada Assistance Plan* is
amended by adding thereto, immediately
after section 5, the following:

1. Le *Régime d'assistance publique du
Canada* est modifié par insertion, après
l'article 5, de ce qui suit :

S.R., ch. C-1

"Condition for Contributions

Condition for
contributions

5.1 In order that a province may qualify
for a contribution referred to in section 5, 5
the government of the province shall, at
the times and in the manner prescribed by
the regulations, provide the Minister with
a statement of the costs incurred by the
province in providing assistance and wel- 10
fare services."

2. Section 19 of the said Act is repealed
and the following substituted therefor:

Annual report

"19. The Minister shall, as soon as
possible after the end of each year, prepare 15
a report respecting the operation for that
year of the agreements made under this
Act, the payments made to the provinces
under each of the agreements and the
statements referred to in section 5.1, and 20
shall cause the report to be laid before
Parliament forthwith on the completion
thereof, if Parliament is not then sitting,

"Obligation de la province

Obligation de la
province

5.1 Le paiement de contributions visées
à l'article 5 est assujéti à l'obligation pour 5
le gouvernement de la province de remet-
tre au ministre, selon les modalités de
temps et de forme prévues par les règle-
ments, un état des dépenses engagées par
la province afin de fournir l'assistance 10
publique et les services de bien-être social.»

2. L'article 19 de la même loi est abrogé
et remplacé par ce qui suit :

«19. Aussitôt que possible après la fin
de chaque année, le ministre prépare un 15
rapport sur l'application, pendant cette
année, des accords conclus en vertu de la
présente loi, sur les paiements faits aux
provinces aux termes de chacun de ces
accords et sur les états visés à l'article 5.1; 20
le ministre fait déposer devant le Parle-
ment ce rapport dès qu'il est terminé ou, si

Rapport annuel

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to require the provinces to provide the Minister of Health and Welfare with a statement of the amounts they contributed in providing assistance and welfare services. These amounts would then be published in the Annual Report laid before Parliament pursuant to the *Canada Assistance Plan*.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi fait en sorte que les gouvernements provinciaux devront remettre au ministre de la Santé et du Bien-être social un état des dépenses engagées par ces gouvernements afin de fournir l'assistance publique et les services de bien-être social. Les dépenses devront être publiées dans le rapport annuel déposé devant le Parlement en vertu du *Régime d'assistance publique du Canada*.

Clause 2: Section 19 at present reads as follows:

“19. The Minister shall, as soon as possible after the end of each year, prepare a report respecting the operation for that year of the agreements made under this Act and the payments made to the provinces under each of the agreements, and shall cause *such* report to be laid before Parliament forthwith *upon* the completion thereof *if Parliament is then sitting*, or if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting.”

Article 2. — Texte actuel de l'aticle 19 :

«19. Aussitôt que possible après l'expiration de chaque année, le Ministre *doit préparer* un rapport sur l'application, pendant *ladite* année, des accords conclus en vertu de la présente loi *et* sur les paiements faits aux provinces aux termes de chacun de ces accords; le Ministre *doit faire présenter au Parlement ledit* rapport dès qu'il est terminé, *si le Parlement est alors en session*, ou si le Parlement ne siège pas, *un des quinze premiers jours où il siège par la suite.*»

on any of the first fifteen days next there-
after that either House of Parliament is
sitting.”

le Parlement ne siège pas, dans les quinze
premiers jours de séance ultérieurs de
l'une ou l'autre chambre.»

C-327

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-327

An Act to amend the Bank Act
(fair banking practices)

First reading, September 15, 1988

MR. RODRIGUEZ

C-327

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-327

Loi modifiant la Loi sur les banques
(pratiques bancaires équitables)

Première lecture le 15 septembre 1988



M. RODRIGUEZ

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-327

PROJET DE LOI C-327

An Act to amend the Bank Act
(fair banking practices)

Loi modifiant la Loi sur les banques
(pratiques bancaires équitables)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1980-81-82-83,
c. 40
Repeal

Idem

Definitions

“basic account”
«compte de base»

“business account”
«compte d'affaires»

“chequing account”
«compte de chèques»

“dormant account”
«compte inactif»

“personal account”
«compte personnel»

1. (1) Subsection 201(2) of the *Bank Act* is repealed.

(2) Paragraph 201(6)(b) of the said Act is repealed.

2. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 202 thereof, the following sections:

10

“202.1 In sections 202.2 to 202.10,

“basic account” means a personal account subject to the conditions described in section 202.2;

“business account” means an account in the name of one or more individuals which is kept for the purpose of carrying on business;

“chequing account” means a personal account upon which cheques may be drawn;

“dormant account” means an account that has been inactive for a period of at least six months;

“personal account” means an account in the name of one or more individuals which is kept for a purpose other than that of carrying on business;

1. (1) Le paragraphe 201(2) de la *Loi sur les banques* est abrogé.

(2) L'alinéa 201(6)b) de la même loi est abrogé.

2. La même loi est en outre modifiée par insertion, après l'article 202, de ce qui suit :

“202.1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 202.2 à 202.10.

«compte d'affaires» Compte tenu au nom d'un ou plusieurs particuliers pour l'exploitation d'une entreprise.

«compte de base» Compte personnel assujéti aux conditions énoncées à l'article 202.2.

«compte de chèques» Compte personnel sur lequel des chèques peuvent être tirés.

«compte d'épargne» Compte personnel sur lequel il ne peut être tiré de chèque.

«compte inactif» Compte inactif depuis au moins six mois.

«compte personnel» Compte tenu au nom d'un ou plusieurs particuliers à une autre fin que l'exploitation d'une entreprise.

1980-81-82-83,
ch. 40
Abrogation

Idem

Définitions

«compte d'affaires»
«business account”

«compte de base»
“basic account”

«compte de chèques»
“chequing account”

«compte d'épargne»
“savings account”

«compte inactif»
“dormant account”

«compte personnel»
“personal account”

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Clause 1: These repeals are consequential on clause 2.

Article 1. — Découle de l'article 2.

Clause 2: These amendments would implement changes recommended by the Standing Committee on Finance and Economic Affairs in its report on financial service charges by banks in Canada. The amendments would provide for the availability of basic bank services at no cost to consumers, the prohibition of certain charges as well as the disclosure and notification requirements governing service charges. The amendments would also suspend all bank service charges for a period of one year.

Article 2. — Mise en oeuvre des modifications proposées par le Comité permanent des finances et des affaires économiques dans son rapport sur les frais d'administration des services financiers des banques au Canada. Il s'agit de prévoir pour les consommateurs des services bancaires de base gratuits, d'interdire certaines catégories de frais et d'instituer des obligations de divulgation et de notification en ce qui concerne les frais de service. En outre, les frais de services bancaires seront suspendus pour une période d'un an.

"prescribed" «réglementaire»	"prescribed" means prescribed by regulations made under section 202.9.	«réglementaire» ou «visé par le règlement» Fixé, déterminé ou prévu par règlement pris en vertu de l'article 202.9.	«réglementaire» ou «visé par le règlement» "prescribed"
"savings account" «compte d'épargne»	"savings account" means a personal account upon which cheques may not be drawn.		
Basic account	202.2 (1) A bank shall make available a basic account.	202.2 (1) Les banques doivent offrir à leurs clients un compte de base.	Compte de bas 5
Prohibited charges	(2) A bank shall not subject a basic account to any charge for (a) maintaining the account; (b) the making of a prescribed aggregate number of deposits into or withdrawals or payments by cheque from the account; (c) providing the current balance of the account; (d) the transferring to the basic account the balance of any other account of the customer with the bank; (e) such other actions of the bank or the customer in respect of the account as are prescribed.	(2) Une banque ne peut appliquer des frais à un compte de base : a) pour la tenue du compte; b) pour l'exécution du nombre total réglementaire de dépôts au compte ou de retraits ou paiements par chèque sur celui-ci; c) pour la communication du solde du compte; d) pour le virement à ce compte du solde de tout autre compte que le client a à la banque; e) pour les autres mesures visées par le règlement qui sont prises par la banque ou par le client en ce qui concerne	Frais prohibés 10 15 20
Prohibited charges for personal accounts	202.3 A bank shall not subject a personal account to such charges as are prescribed in relation to (a) the making of deposits into or withdrawals from the account; (b) the maintaining of an amount specified by the bank in the account; (c) the return of deposited cheques; (d) access to the account records or other information concerning the account; (e) the closing of the account; (f) a dormant account with a minimum balance of ten dollars; (g) errors made by the bank in the administration of an account.	202.3 Une banque ne peut appliquer à un compte personnel les frais visés par le règlement en ce qui concerne : a) l'exécution de dépôts au compte ou de retraits sur celui-ci; b) le maintien dans le compte d'une somme spécifiée par la banque; c) la remise des chèques encaissés; d) l'accès aux registres ou renseignements relatifs au compte; e) la fermeture du compte; f) un compte inactif dont le solde minimal est de dix dollars; g) les erreurs commises par la banque dans la gestion d'un compte.	Frais prohibés pour les comptes personnels 25 30 35
Prohibited charges for business accounts	202.4 A bank shall not subject a business account to such charges as are prescribed in relation to (a) the return of deposited cheques;	202.4 Une banque ne peut appliquer à un compte d'affaires les frais visés par le règlement en ce qui concerne : a) la remise des chèques encaissés;	Frais prohibés pour les comptes d'affaires 40

Charges for
accounts

(b) errors made by the bank in the administration of an account.

202.5 Subject to sections 202.2, 202.3 and 202.4,

(a) a bank shall not in Canada, directly or indirectly, charge or receive any sum for the keeping of an account for a customer unless the charge is made by express agreement between the bank and the customer, and, except by express agreement between the bank and the borrower, the making of a loan or advance by a bank to a borrower shall not be subject to a condition that the borrower maintain a minimum credit balance with the bank;

(b) a bank shall not in Canada increase a charge or introduce a new charge in respect of any deposit made for a fixed period during that period.

Disclosure of
charges for per-
sonal accounts
and business
accounts

202.6 (1) A bank shall not open a personal account or a business account in the name of any individual unless the bank discloses to the individual who opens the account, in the prescribed manner, the current charges which are applicable in respect of the account.

Idem

(2) A bank shall make available to the public, in the prescribed manner, the current charges which are applicable in respect of a personal account or a business account.

Idem

(3) When a bank introduces a new charge or increases an existing charge in respect of a personal account or a business account, the bank shall give notice of the increase or of the new charge in the prescribed manner.

Guide to per-
sonal accounts
and business
accounts

202.7 A bank shall make available to the public written information designed to

(a) inform customers of the comparative advantages and disadvantages of selecting each type of personal account or business account offered by the bank;

(b) inform customers of the services described in section 202.8.

b) les erreurs commises par la banque dans la gestion d'un compte.

202.5 Sous réserve des articles 202.2, 202.3 et 202.4,

a) une banque ne peut, directement ou indirectement au Canada, ni prélever ni recevoir une somme quelconque à titre de frais de tenue d'un compte, à moins que ces frais n'aient été fixés par suite d'une entente expresse entre la banque et le client, ni, à moins d'une entente expresse entre la banque et l'emprunteur, subordonner l'octroi d'un prêt ou d'une avance à la condition que l'emprunteur maintienne un solde créditeur minimal auprès de la banque;

b) une banque ne peut, au Canada, en ce qui concerne les dépôts faits en une période fixe, augmenter les frais ou en introduire de nouveaux durant cette période.

202.6 (1) Une banque ne peut procéder à l'ouverture d'un compte personnel ou d'un compte d'affaires sans porter à la connaissance de la personne qui ouvre le compte, de la manière réglementaire, les frais applicables à ce compte au moment considéré.

Frais de tenue
de compteDivulgateion des
frais relatifs
aux comptes
personnels et
aux comptes
d'affaires

Idem

(2) La banque met à la disposition du public, de la manière réglementaire, le tarif des frais applicables aux comptes personnels et aux comptes d'affaires en vigueur au moment considéré.

Idem

(3) Lorsqu'une banque augmente les frais ou en introduit de nouveaux en ce qui concerne un compte personnel ou un compte d'affaires, elle en donne l'avis réglementaire.

202.7 La banque met à la disposition du public, par écrit, des renseignements destinés :

Guide concer-
nant les com-
ptes personnels
et les comptes
d'affaires

a) à présenter aux clients de façon comparative les avantages et inconvénients respectifs des diverses espèces de comptes personnels et de comptes d'affaires qu'elle offre;

Information and complaints	<p>202.8 (1) A bank shall designate one or more employees to</p> <p>(a) receive and deal with complaints related to personal accounts and business accounts; 5</p> <p>(b) inform customers who wish to pursue complaints of the right to contact the Office of the Superintendent of Financial Institutions.</p>	<p>b) à informer les clients des services prévus à l'article 202.8.</p>	Renseignements et plaintes
Idem	<p>(2) A bank shall provide customers with 10 access to the employees described in subsection (1) without charge.</p>	<p>202.8 (1) La banque désigne un ou plusieurs employés chargés :</p> <p>a) de recevoir les plaintes relatives aux comptes personnels ou aux comptes d'affaires et d'y donner suite; 5</p> <p>b) d'informer les clients qui veulent porter plainte qu'ils ont le droit de s'adresser au Bureau du surintendant des institutions financières. 10</p>	Idem
Regulations	<p>202.9 The Minister may make regulations</p> <p>(a) prescribing 15</p> <p>(i) the aggregate number of deposits, withdrawals or cheques which may be made with respect to basic accounts without charge,</p> <p>(ii) prohibited charges with respect to 20 basic accounts,</p> <p>(iii) commonly made charges for purposes of disclosure;</p> <p>(b) prescribing prohibited charges with respect to personal accounts and business accounts whether chequing accounts or savings accounts; 25</p> <p>(c) prescribing</p> <p>(i) the manner in which disclosure is to be made by a bank of charges for 30 personal accounts and business accounts and when such disclosure is to be made, and</p> <p>(ii) the manner in which disclosure is to be made of new charges and 35 increases in charges for personal accounts and business accounts and when such disclosure is to be made;</p> <p>(d) prescribing such other matters or things as may be necessary to carry out 40 the provisions of sections 202.2 to 202.8.</p>	<p>202.9 Le ministre peut, par règlement : 15 Règlements</p> <p>a) déterminer :</p> <p>(i) le nombre total de dépôts, de retraits ou de chèques qui peuvent être effectués sans frais dans les comptes de base, 20</p> <p>(ii) les frais prohibés en ce qui concerne les comptes de base,</p> <p>(iii) aux fins de l'obligation de divulgation, les frais couramment exigés;</p> <p>b) déterminer les frais prohibés en ce 25 qui concerne les comptes personnels et les comptes d'affaires, qu'il s'agisse de comptes de chèques ou de comptes d'épargne;</p> <p>c) déterminer : 30</p> <p>(i) la manière dont les frais applicables aux comptes personnels et aux comptes d'affaires doivent être divulgués par les banques et le moment où cette divulgation doit être faite; 35</p> <p>(ii) la manière dont doivent être divulgués les frais nouveaux et les augmentations de frais applicables aux comptes personnels et aux comptes d'affaires et le moment où cette 40 divulgation doit être faite;</p> <p>d) prévoir les autres questions qui peuvent être nécessaires à l'application des dispositions des articles 202.2 à 202.8.</p>	15 Règlements

Suspension of
bank charges

202.10 Notwithstanding anything in this Act, all bank service charges shall be suspended for a period of one year following the coming into force of this Act."

202.10 Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, tous les frais de service bancaires sont suspendus pour un an à compter de l'entrée en vigueur de celle-ci.»

Suspension des
frais de service

5

3. Section 204 of the said Act is amended and the following substituted therefor:

3. L'article 204 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Offence

"**204.** Every bank that contravenes any provision of sections 201 to 202.8 and 202.10 or any regulation made pursuant to these sections is guilty of an offence and liable on summary conviction

«**204.** La banque qui enfreint quelque disposition des articles 201 à 202.8 et 202.10 ou d'un règlement pris pour leur application commet une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité :

Infraction

- (a) for a first offence, to a fine of not more than twenty-five thousand dollars;
- (b) for each subsequent offence committed within a period of three years following any previous offence, to a fine of not more than two hundred and fifty thousand dollars."

- a) en cas de première infraction, une amende maximale de vingt-cinq mille 15 dollars;
- b) dans le cas de toute infraction subséquente commise dans les trois années suivant l'infraction précédente, une amende maximale de deux cent cinquante mille dollars.»

Coming into
force

4. This Act or any of its provisions thereof shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

4. La présente loi et chacune de ses dispositions entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en
vigueur

25

Clause 3: This amendment would revise the penalties for failing to comply with sections and regulations dealing with interest and other charges.

Section 204 at present reads as follows:

“**204.** Every bank that contravenes any provision of *section 201 or 202* is guilty of an offence and liable on summary conviction *to a fine not exceeding one thousand dollars.*”

Article 3. — Révision des peines prévues pour le non-respect des dispositions de la loi et des règlements relatives aux intérêts et aux autres catégories de frais.

Texte actuel de l'article 204 :

«**204.** La banque qui enfreint *les dispositions* des articles 201 ou 202 commet une infraction et encourt, sur déclaration sommaire de culpabilité, *une amende d'au plus mille dollars.*»

CA1
XB
-B56

C-328

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-328

An Act to amend the Food and Drugs Act
(cautionary label on alcoholic beverage container)

First Reading, September 21, 1988

MR. RIIS

24478

C-328

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-328

Loi modifiant la Loi des aliments et drogues
(avertissement sur les contenants de boissons alcooliques)

Première lecture le 21 septembre 1988



M. RIIS

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-328

PROJET DE LOI C-328

An Act to amend the Food and Drugs Act
(cautionary label on alcoholic beverage
container)

Loi modifiant la Loi des aliments et drogues
(avertissement sur les contenants de boissons
alcooliques)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. F-27

1. The *Food and Drugs Act* is amended
by adding thereto, immediately after section
5 thereof, the following:

Alcoholic
beverage

“5.1 No person shall sell or import into
Canada any alcoholic beverage which does
not have visibly printed on the label on the
container or bottle or can the following
caution: “Excessive Drinking Impairs Driv-
ing Ability.” ”

1. La *Loi des aliments et drogues* est
modifiée par insertion, immédiatement après 5
l'article 5, de ce qui suit :

S.R., ch. F-27

«5.1 Nul ne doit vendre ou importer au
Canada une boisson alcoolique dont le conte-
nant, la bouteille ou la cannette ne porte pas
une étiquette sur laquelle est lisiblement
imprimé l'avertissement suivant: «En abuser
affaiblit la capacité de conduire.»

Boisson alcoolique

EXPLANATORY NOTE

The purpose of this Bill is to amend the *Food and Drugs Act* to require sellers and importers of alcoholic beverages to place a cautionary label on the containers of these beverages which states that excessive drinking impairs driving ability.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet de modifier la *Loi des aliments et drogues* de façon à obliger les vendeurs et importateurs de boissons alcooliques à apposer sur leurs contenants une étiquette avertissant que boire de façon excessive affaiblit la capacité de conduire.

C-329

Second Session, Thirty-third Parliament,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-329

An Act to amend the Criminal Code
(protection of the unborn)

First reading, September 26, 1988

MR. NUNZIATA

24499

C-329

Deuxième session, trente-troisième législature,
35-36-37 Elizabeth II, 1986-87-88

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-329

Loi modifiant le Code criminel
(protection des êtres humains non encore nés)

Première lecture le 26 septembre 1988



M. NUNZIATA

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-329

PROJET DE LOI C-329

An Act to amend the Criminal Code
(protection of the unborn)

Loi modifiant le Code criminel
(protection des êtres humains non encore
nés)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Com-
mons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consente-
ment du Sénat et de la Chambre des commu-
nes du Canada, édicte :

R.S., c. C-34;
1974-75-76, c.
93

1. Section 251 of the *Criminal Code* and
the heading preceding it are repealed and the
following substituted therefor:

1. L'article 251 du *Code criminel* et
l'intertitre qui le précède sont abrogés et
remplacés par ce qui suit :

S.R., ch. C-34;
1974-75-76, ch.
93

"PROTECTION OF THE UNBORN

«PROTECTION DES ÊTRES HUMAINS NON
ENCORE NÉS

Killing unborn
human being

251. (1) Every one who, with intent to
cause the death of an unborn human being, uses any means to carry out that
intent is guilty of an indictable offence and
is liable to imprisonment for life.

251. (1) Est coupable d'un acte crimi-
nel et passible de l'emprisonnement à
perpétuité quiconque, dans l'intention de
causer la mort d'un être humain non
encore né, emploie quelque moyen pour
réaliser cette intention.

Fait de tuer un
être humain
non encore né

Criminal negli-
gence

(2) Every one who, in doing anything, or
in omitting to do anything that is the duty
of that person to do, shows wanton or
reckless disregard for the life or safety of
an unborn human being and thereby
causes the death of that unborn human
being is guilty of an indictable offence and
is liable to imprisonment for five years.

(2) Est coupable d'un acte criminel et
passible d'un emprisonnement de cinq ans
quiconque, soit en faisant quelque chose,
soit en omettant de faire quelque chose
qu'il est de son devoir d'accomplir, montre
une insouciance déréglée ou téméraire à
l'égard de la vie ou de la sécurité d'un être
humain non encore né et cause de ce fait la
mort de celui-ci.

Négligence cri-
minelle

Causing own
miscarriage

(3) Every pregnant female person who,
with intent to cause the death of an
unborn human being within her, uses any
means to carry out that intent is guilty of
an indictable offence and is liable to
imprisonment for two years.

(3) Est coupable d'un acte criminel et
passible d'un emprisonnement de deux ans
toute personne de sexe féminin qui, étant
enceinte, dans l'intention de causer dans
son propre sein la mort d'un être humain
non encore né, emploie quelque moyen
pour réaliser cette intention.

Fait de causer
son propre avor-
tement

EXPLANATORY NOTE

A vacuity now exists in the criminal law of Canada as a result of a recent decision of the Supreme Court of Canada. For the first time in its history, Canada has no enforceable law to protect the most helpless of human beings, the unborn child.

The purpose of this Bill is to reassert society's vital interest in its unborn children. That interest is as fundamental to the continued existence of our society as it is to the existence of the human race.

NOTE EXPLICATIVE

Une décision récente de la Cour suprême du Canada a laissé un vide dans le droit pénal du Canada. Pour la première fois de son histoire, le Canada se trouve dépourvu de loi exécutoire pour protéger le plus démuné des êtres humains, l'enfant à naître.

Ce projet de loi a pour objet de réaffirmer l'intérêt crucial de la société pour ses enfants à naître. Cet intérêt est fondamental tant pour la survie de notre société que pour celle du genre humain.

Exception	(4) No one is guilty of an offence under subsection (1) if the life of the unborn human being was ended as a result of medical treatment necessary to prevent the death of the mother of the unborn human being or to remedy a condition that, if left untreated, would cause the death of that mother.	5	(4) Nul n'est coupable de l'infraction prévue au paragraphe (1) si l'être humain non encore né a cessé de vivre par suite d'un traitement médical nécessaire pour empêcher le décès de la mère ou pour remédier à un état de santé qui, à défaut de traitement, aurait causé la mort de celle-ci.	5	Exception
Definitions	(5) In this section,		(5) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	10	Définitions
"any means" «quelque moyen»	"any means" includes	10	«être humain non encore né» Vie humaine considérée entre le moment de la conception et la naissance, qu'il s'agisse d'une conception naturelle ou non.		«être humain non encore né» "unborn..."
	(a) the administration of a drug or other noxious thing,				
	(b) the use of an instrument, and				
	(c) manipulation of any kind;		«quelque moyen» Comprend :	15	«quelque moyen» "any means"
"unborn human being" «être humain...»	"unborn human being" means a human life from the moment of conception until birth, whether conceived naturally or otherwise."	15	a) l'administration d'une drogue ou autre substance délétère;		
			b) l'emploi d'un instrument;		
			c) toute manipulation.»		



3 1761 11549310 8